

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

26^e séance mercredi 9 mars 2011

Contrôle parlementaire de la défense, sécurité nucléaire et euro

«Non à une nouvelle institution parlementaire chargée du contrôle de la politique de sécurité et de défense commune»: l'opinion du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, en déplacement le 23 mars 2011 à Prague, a été partagée par les parlementaires sur place. «Sinon, on aurait tout aussi bien pu maintenir l'Assemblée de l'UEO», a tenu à préciser M. Mosar, qui a rencontré aussi bien la Présidente de la Chambre des Députés tchèque, Mme Miroslava Némcová, que le Président du Sénat tchèque, M. Milan Štěch.



Entrevue du Président de la Chambre des Députés avec son homologue tchèque, Mme Miroslava Némcová.

La question de l'avenir de l'énergie nucléaire a été abordée lors des entretiens que M. Laurent Mosar a eus avec le Premier Ministre de la République tchèque, M. Petr Nečas.

Tandis que M. Mosar a plaidé pour une sortie, à moyen terme, du nucléaire, le Premier Ministre tchèque a expliqué que les responsables politiques de son pays sont en faveur de l'énergie nucléaire, avant de continuer: «Nous respectons la position des États membres de l'Union euro-

péenne qui sont contre l'exploitation de centrales nucléaires, mais nous demandons le même respect pour notre propre position».

Pour ce qui est de l'euro, ce n'est pas demain que la République tchèque adoptera la monnaie unique. Le Ministre des Finances tchèque, M. Miroslav Ka-

lousek, autre interlocuteur de M. Laurent Mosar, a souligné que «l'assainissement de la dette publique tchèque prendra encore plusieurs années et nombre de responsables politiques ainsi que - si l'on croit les derniers sondages - la majorité de la population tchèque refusent par principe d'adopter l'euro».

Les PRV prêts pour les théâtres d'opérations



Le président de la commission parlementaire de la défense, M. Ben Fayot, se fait expliquer la technologie de pointe du Dingo 2.

Dans le cadre de ses engagements internationaux, en l'occurrence la participation aux opérations de l'OTAN et de l'UE, l'Ar-

mée luxembourgeoise s'est spécialisée dans le déminage, la reconnaissance et les stations mobiles de purification d'eau.

Pour mieux protéger ses soldats et dans un souci d'interopérabilité avec les contingents étrangers, les forces grand-ducales viennent de se doter de nouveaux véhicules de reconnaissance (PRV: Protected Reconnaissance Vehicle) de type Dingo 2. Avant leur déploiement à la mi-2011 en Afghanistan et au Kosovo dans le cadre des opérations de l'Alliance atlantique, les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre ont pu les inspecter le 24 mars sur le site du «Härebierg» à Diekirch.

Acquis auprès de Krauss-Maffei Wegmann (KMW), producteur allemand d'équipements militaires, pour un total de 120 millions d'euros ponctionnés sur le Fonds d'équipement militaire, les 48 véhicules blindés de reconnaissance doivent avant tout servir dans les missions de prévention et de gestion de crises menées par les forces de réaction rapide de l'OTAN et de l'UE.

Équipés avec des technologies de pointe en matière de communication et d'observation fournies par Thales, groupe d'électronique de défense français, les Dingo 2 luxembourgeois pèsent 12,5 tonnes, bénéficient d'une autonomie allant de 700 à 1.000 km et peuvent emmener jusqu'à quatre membres d'équipage. Ce type de véhicule est également utilisé par les forces belges, allemandes, autrichiennes, tchèques et norvégiennes, ce qui assure une certaine complémentarité sur les théâtres d'opérations.

La Chambre perd un député très engagé

La Chambre des Députés a le grand regret de faire part du décès inopiné de M. Mill Majerus, député, décédé des suites d'un accident tragique au cours de la matinée du 1^{er} avril 2011.



M. Mill Majerus était âgé de 61 ans. Il était marié et père de six enfants. Enseignant diplômé, il avait ajouté à sa formation initiale une licence en sciences familiales et sexologiques, ainsi qu'une formation en psychosociologie. Au Ministère de la Famille, qu'il avait rejoint en 1986, il a contribué de par sa fonction de conseiller de Gouvernement à la mise en place de nombreuses mesures touchant plus particulièrement les enfants et les personnes âgées. Le conseil et la médiation aux familles et aux couples, les maisons relais, le système de chèques-services, les centres socio-éducatifs, l'encadrement psychotraumatologique ne constituent que quelques exemples de projets auxquels M. Majerus a collaboré de manière décisive.

M. Mill Majerus a été assermenté en juillet 2009 comme député du Parti chrétien social, parti auquel il appartenait depuis 1977. À la Chambre des Députés, il a assuré avec une grande compétence la présidence de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances. Il était également membre de la Commission de l'Éducation na-

tionale, de la Formation professionnelle et des Sports, de la Commission de la Culture, de la Commission des Pétitions, de la Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) et du Groupe interparlementaire du scoutisme.

«Avec Mill Majerus, la Chambre perd un député très engagé. Au Parlement, nous avons pleinement apprécié sa sensibilité pour les dossiers ayant trait à la famille, aux jeunes et aux personnes âgées. Pour la Chambre des Députés, le décès de M. Majerus constitue une perte inestimable», a déclaré le Président, M. Laurent Mosar, attristé par cette nouvelle accablante.

«Friendship Bangladesh»

Laurent Mosar a reçu Runa Khan

«Good projects are built on trust. Then you can take risks and innovate.» Telle est la devise de Mme Runa Khan, fondatrice et directrice exécutive de «Friendship Bangladesh». Lors de sa rencontre avec le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, elle a souhaité remercier le Luxembourg pour la collaboration dans le cadre des projets initiés en commun. «Projects with Luxembourg are exemplary», a déclaré Mme Khan.



Mme Runa Khan et M. Laurent Mosar.

Suite à un cyclone d'une violence exceptionnelle, l'ONG «Friendship», créée au Bangladesh en 1998, et son antenne luxembourgeoise ont décidé d'initier un projet-pilote permettant à des pêcheurs de s'équiper de bateaux insubmersibles et de remédier à leur situation d'extrême dépendance vis-à-vis de prêteurs usuriers.

L'organisation «Friendship Bangladesh» apporte son appui aux communautés les plus pauvres et marginalisées vivant dans les zones fluviales du Bangladesh. Ayant d'abord œuvré dans le domaine de la santé grâce à la mise

en service du premier bateau-hôpital du pays, les activités de l'organisation se sont par la suite étendues jusqu'à créer des mécanismes de microfinance fondés sur l'épargne et le partage des risques.

L'antenne luxembourgeoise de «Friendship» a été créée en 2006. Son objectif principal est d'améliorer les conditions de vie des pêcheurs du Bangladesh.

DANS CE NUMÉRO

Stratégie «Europe 2020»	p. 340
Aide à l'enfance	p. 354
Sommaire de la séance publique n° 26	p. 358
Sommaire des questions parlementaires	p. Q138

En visite à l'organisme formateur de la place

Accompagné par des membres de la Commission des Finances et du Budget, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a rendu visite en date du 16 mars 2011 à l'Institut de Formation Bancaire, Luxembourg (IFBL). Grâce aux nombreux renseignements et explications fournis par ses responsables, dont le président, M. Fouad E. Rathle, l'administrateur-délégué, M. Serge de Cillia, et le directeur, M. Werner Eckes, les députés ont pu se faire une idée concrète du fonctionnement de l'institut, de ses activités et des services offerts.

L'IFBL, qui vient de fêter ses 20 ans le 30 septembre 2010, entend plus que jamais répondre aux besoins divers et variés de la place financière luxembourgeoise. En 20 ans d'existence, cet organisme chargé de dispenser des formations pour les employés de la place financière a pu enregistrer pas moins de 118.500 inscriptions. À l'heure qu'il est, il propose 250 modules de cours de formation différents.

Créé en 1990 par l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL), l'IFBL n'offre pas seulement des formations

pour les seuls métiers de la banque.

Suite à l'évolution prise par la place et la nécessité de se réinventer au quotidien, les cours formateurs ont aussi traité de nombreux autres métiers de la finance: ils touchent aussi bien aux produits financiers, au management des risques, au contrôle de conformité (compliance), à la fiscalité et aux fonds d'investissement pour ne citer que ceux-ci.

Avec toujours un seul et même objectif: augmenter la qualité de la place financière et les compétences qui s'y trouvent.



Échange de vues entre les responsables de l'IFBL, le Président de la Chambre et les membres de la Commission des Finances et du Budget.

Europe et droits de l'Homme



M. Markus Löning (5^e de gauche) fut reçu par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

L'Union européenne doit devenir plus visible en matière de droits de l'Homme, estime le délégué fédéral à la politique des droits de l'Homme et à l'aide humanitaire (Menschenrechtsbeauftragter). Selon M. Markus Löning, les droits de l'Homme sont un élément de la crédibilité de l'Europe.

Reçu le 14 mars 2011 par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Löning a notamment pu s'entretenir avec les députés luxembourgeois sur les droits de

l'Homme en Europe et la situation en Libye.

L'élargissement de l'Union a constitué, selon M. Löning, un pas important en matière de droits de l'Homme. Se référant à la loi hongroise sur la presse, à la situation des Roms et aux débats sur l'islam en Europe, le délégué fédéral a rappelé que le processus de réflexion est continu.

Lors de son échange de vues avec les députés, M. Löning a également fait état de son récent déplacement sur la frontière tuniso-libyenne et de la situation des réfugiés libyens dans cette ré-

gion. Furent également évoqués la situation des droits de l'Homme en Chine, en Turquie et en Biélorussie, ainsi que le processus de paix au Moyen-Orient.

M. Markus Löning est entré dans sa nouvelle fonction en avril 2010. Pour le compte du Ministre des Affaires étrangères allemand, il suit les évolutions politiques et la situation des droits de l'Homme dans le monde, rédige des avis et rapports. Par ailleurs, de 2002 à 2009, M. Löning était membre du Parlement allemand et président du groupe parlementaire germano-belgo-luxembourgeois.

Coopération Benelux: une force dans l'Union européenne



La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Roger Negri, Marc Angel (3^e et 2^e de droite) et Félix Braz (2^e de gauche).

Compte tenu de l'actualité liée aux événements tragiques au Japon, les membres du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux ont exprimé leur solidarité avec le peuple japonais et ont annoncé vouloir traiter très prochainement le sujet de l'énergie atomique dans le cadre des discussions sur les mesures fiscales en matière d'économie d'énergie déjà en cours au sein des commissions.

Dans le cadre d'un débat d'actualité, les parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois se sont penchés sur la question de l'échange d'informations en matière de délits de mœurs. Concrètement, il s'agit d'analyser de quelle manière les pays du Benelux peuvent jouer un rôle précurseur en la matière, anticipant la mise en place d'un système européen automatique d'échange de données des casiers judiciaires.

Les informations échangées concerneront principalement les condamnations et les interdictions professionnelles, tout en veillant à la protection de la vie privée et au droit à la défense. Un tel échange d'informations au niveau du Benelux renforcerait son rôle de précurseur au sein de l'Union européenne.

Dans cet ordre d'idées, le rapport intitulé «La force du Benelux dans l'Europe de demain» du Clingendael Institute, qui fait suite à une conférence organisée en novembre 2010 par l'Ambassade des Pays-Bas à Bruxelles et le Secrétariat général Benelux, vient conforter l'image du Benelux en tant que laboratoire de la coopération au sein d'une Union européenne élargie.

Les Awards Benelux ont été décernés à des personnalités politiques ayant œuvré dans le cadre de leur fonction pour la réalisation du nouveau Traité Benelux. Il s'agit de M. Yves Leterme, Premier Ministre belge, qui dans son allocution a réitéré l'importance de la réalisation du «Rhin de fer», qu'il a qualifié de «test de crédibilité» pour le Benelux. Les deux autres lauréats sont M. Jan Peter Balkenende, ancien Ministre Président des Pays-Bas, et M. Maxime Verhagen, ancien Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Les membres du Parlement Benelux s'étaient réunis une première fois à La Haye sous présidence néerlandaise du 18 au 19 mars. D'après le système de présidence tournante, les Pays-Bas assureront la présidence en 2011-2012 avant de passer le flambeau au Luxembourg en 2013-2014.

VARIA



En date du 22 mars 2011, les membres de la Commission du Logement ont effectué une visite auprès du Fonds du Logement afin de se voir présenter des projets-pilotes, conçus dans le respect des critères durables.

La visite guidée des locaux a été suivie d'une réunion d'information sur les projets «Eco-Manertchen» et «Schmelz Diddeleng» et d'un échange de vues avec le président du Fonds et les concepteurs des deux projets.



Gouvernance économique et semestre européen



M. Michel Wolter et M. François Bausch.

MM. Michel Wolter (CSV) et François Bausch (déi gréng) ont assisté le 15 mars 2011 à Bruxelles à la réunion interparlementaire sur la gouvernance économique et le semestre européen, organisée par la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

Le Président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, a ouvert la réunion en dressant un état des lieux des débats qui se tiennent actuellement autour de ces questions. Il a rappelé que l'Union européenne prend ac-

tuellement des décisions importantes afin d'améliorer la gouvernance économique du marché intérieur et de la zone euro, et que les parlements nationaux ont un rôle crucial à jouer dans ce processus.

M. Van Rompuy a brièvement exposé les trois mesures prises par l'UE pour renforcer l'Union économique et monétaire: le renforcement du pacte de stabilité et de croissance avec, entre autres, le semestre européen, une meilleure surveillance des déséquilibres macroéconomiques et

une meilleure coordination des politiques économiques nationales avec le pacte pour l'euro.

Le pacte propose quatre objectifs pour la zone euro: accroître la compétitivité, promouvoir l'emploi, assurer la viabilité des finances publiques et renforcer la stabilité financière.

Le président de l'Eurogroupe, M. Jean-Claude Juncker, a déclaré devant le Parlement européen et les membres des parlements nationaux que le pacte n'apporte pas de valeur ajoutée par rapport à tous les instruments déjà existants en Europe pour garantir la discipline budgétaire et surveiller les politiques économiques nationales. «Tout existe déjà», a-t-il ajouté en mentionnant entre autres les travaux de l'Eurogroupe.

Selon M. Juncker, le pacte risquerait d'ailleurs d'échouer si l'on confiait la gestion de la gouvernance économique aux chefs d'État et de gouvernement et prévoyait que les dirigeants des États membres se chargent eux-mêmes de contrôler leurs politiques économiques.

Visite du centre d'éducation différenciée d'Echternach

Afin de se faire une idée concrète du fonctionnement d'un centre d'éducation différenciée, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accompagné de membres de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, s'est rendu en date du 30 mars 2011 à Echternach.

Les députés ont pu visiter les différentes classes et rencontrer les enseignants et les élèves. Le centre d'éducation différenciée d'Echternach a été créé en 1972. Il accueille 30 élèves mentalement handicapés et à besoins spécifiques, âgés entre cinq et 16 ans, en provenance des cantons d'Echternach et de Grevenma-

cher. Une collaboration efficace fonctionne avec l'école fondamentale d'Echternach ainsi qu'avec le Lycée technique Joseph Bech de Grevenmacher.

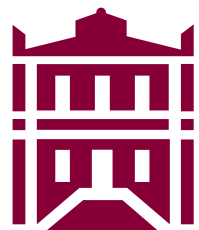
À cette occasion, M. Laurent Mosar et les membres de la commission parlementaire ont pu mesurer et souligner l'engagement et la motivation du personnel encadrant. À noter que ce fut la dernière visite sur le terrain de M. Mill Majerus qui, dans des circonstances dramatiques, fut arraché à la vie deux jours plus tard. Le sort des enfants déficients devant faire face à des difficultés multiples d'ordre moral, intellectuel, physique ou social lui tenait tout particulièrement à cœur.



Le Président de la Chambre et les membres d'une commission parlementaire ont visité le centre d'éducation différenciée d'Echternach.



www.chd.lu



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°10 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Droits de succession

6182 - Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession

Le projet de loi vise essentiellement à modifier deux dispositions légales afin de mettre fin à une différence de traitement entre héritiers résidant au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre État membre de l'Union européenne respectivement de l'Espace Économique Européen.

La Commission européenne a conclu dans un avis motivé (procédure d'infraction n°2008/4884 du 24 juin 2010) que la différence de traitement entre héritiers résidant au Grand-Duché de Luxembourg et héritiers résidant dans un autre État de

l'Union européenne ou de l'Espace Économique Européen constitue une entrave à la libre circulation de capitaux garantie par l'article 63 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En plus, dans la mesure où la directive 2010/24/EU du Conseil concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures va garantir à partir du 1^{er} janvier 2012 le recouvrement des créances fiscales, y compris les droits dus en matière de successions, à partir des États de l'Union européenne, l'objet du présent projet de loi est d'abroger cette différence de traitement. En effet, le blocage des avoirs successoraux ne sera plus d'application pour les héritiers résidant dans un État de l'Espace Économique Européen.

Luxembourg-Argentine

6194 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine, signée à Alcalá de Henares, le 13 mai 2010

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine sur la sécurité sociale, qui a été signée à Alcalá de Henares, le 13 mai 2010.

Cette convention a pour objet de garantir les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues

jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans les règlements communautaires sur la coordination des régimes de sécurité sociale en Europe.

Quant à son champ d'application matériel, la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie. Les prestations familiales sont coordonnées sur base du critère de la résidence. Les autres branches de la sécurité sociale sont visées, mais uniquement en ce qui concerne la détermination de la législation applicable.

L'accès aux assurances volontaires est par ailleurs réglé. La convention exclut expressément les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 31.08.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

29.10.2010 Désignation d'un rapporteur

08.02.2011 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

01.03.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.03.2011

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2010

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

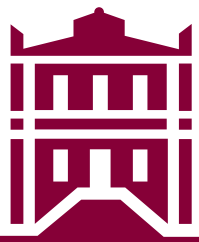
Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

20.01.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.02.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.03.2011



Sommaire

- Dépôt d'un projet de loi
 - Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- Débat d'orientation sur le projet de programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la stratégie «Europe 2020»
 - Exposé: M. Alex Bodry
 - Débat: M. Lucien Thiel, M. Fernand Etgen, M. Henri Kox (*dépôt d'une motion*), M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Marc Spautz, M. Robert Weber, M. Fernand Boden
 - M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
 - Motion 1: M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
 - Vote sur la motion 1 (*rejetée*)
- Heure d'actualité du groupe DP sur l'aide à l'enfance
 - Exposé: M. Eugène Berger
 - Débat: M. Mill Majerus, Mme Lydie Err, Mme Viviane Loschetter (*dépôt d'une motion*), M. Jean Colombero, M. André Hoffmann
 - Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* (Mme Viviane Loschetter et M. Eugène Berger posent des questions)
 - Vote sur la motion 1 (*rejetée*)
 - M. André Hoffmann (*motive son abstention*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké, Nicolas Schmit, Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

D'Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs.

1. Dépôt d'un projet de loi

► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Duerch Arrêté vum 16. Februar 2011 huet de Grand-Duc mir erlaabt, hei den

- *Projet de loi n°6261 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement*

ze déposieren.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Ech ginn Akt vum Dépôt vum dësem Projet de loi.

Als éischte Punkt vum eisem heitegen Ordre du jour hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la stratégie «Europe 2020». D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech schon ageschriwwen: déi Hären Thiel, Etgen, Kox, Henckes, Hoffmann, Spautz, Weber a Boden. Als Éischten héiere mir den Här Alex Bodry als President vun der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat d'orientation sur le projet de programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la stratégie «Europe 2020»

Exposé

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 10. Juni 2010, also viru gutt néng Méint, huet dës Chamber, deemools och opgrond vun enger Demande vun der Wirtschaftskommissioun, eng éischt Debatt ronderëm déi europäesch Entwécklungsstrategie „Europa

2020“ gefouert. Dat war kuerz viru engem Europäesche Conseil, deen definitiv op europäeschem Plang d'Ziler an d'Prozedure ronderëm „Europa 2020“ festgeluecht huet.

Et war dat eng éischt Geleeënheet fir d'Parlament an och fir déi politesch Fraktiounen, iwwer eng öffentlech Debatt zu där allgemenger Ausriichtung, zu den Zilsetzung vun där Lissabonner Nofolgestrategie ze diskutieren.

An der Tëschenzäit ass deen Dossier net stoe bliwwen. An der Tëschenzäit ass de Prinzip vum „Europäesche Semester“ definitiv festgehale ginn. Et ass eng Reform vum europäesche Stabilitéitspakt a Preparatioun, an dat alles soll zu engem System vu Bewäertung, vu Recommendatiounen an eventuell vu Sanktiounen féieren, dat am Zeeche vun enger méi staarker Koordinéierung vun de Wirtschaftspolitiken an Europa, besonnesch an deene Länner, déi zu der Europäescher Währungsunioun gehéieren. A viru Kuerzem, Métt Januar, huet d'Kommissioun och schon en éischten Tëscherappart virgeluecht - d'Europäesch Kommissioun - am Kader vun de järeliche Wuesstumsprognosen iwwert de Fortgang vun där „Europa 2020“-Strategie.

Mä loosse mer, ier mer op 2020 kucken, e Bléck zrëckwerfen op d'Joer 2000, wou zu Lissabon déi sougenannte Lissabonner Strategie gebuer ginn ass, déi dat éiergäizeg Zil hat, Europa zu där kompetitivster, zu där dynameschter Wirtschaftseconomie an der Welt bis zum Joer 2010 ze maachen.

D'Resultater vun där Lissabon-Strategie sinn, dat muss ee soen, éischer bescheide bliwwen. Och wann ee kann d'Circonstance atténuante gëlle loosse, doduerjer dass eben an de Joren 2008 an 2009 eng riseg weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris och iwwer Europa eragebrach ass, wat natierlech seng negativ Effeten och op déi Zilsetzung vun där Strategie hat. Mä et muss ee feststellen, dass déi Relance, déi am Joer 2005 nom Rapport Kok probéiert ginn ass, fir déi Strategie op méi Beschäftigung a méi Wuesstum ze achsieren, gréisstendeels verpufft ass.

Ech kann also hei nëmmen déi Kritik widerhuelen, déi mer schon d'lescht Joer bei der Debatt ubruecht haten, déi doranner besteet, dass ee vermësst, dass op europäeschem Plang eng seriö, eng déif gräifend, eng selbstkritesch Analys gemaach ginn ass vun dem relativen Échec vun der Lissabon-Strategie.

Si wierklech duerch déi Strategie 18 Milliounen Aarbechtsplaze geschaf ginn, wéi d'Europäesch Kommissioun dat behaupt? Dat ergëtt sech aus der Additioun vun den Zuele vun 2000 bis 2008. Ass wierklech déi doten Entwécklung eleng op déi Strategie zrëckzuféieren? Dat schéngt mer net onbedéngt der Realitéit ze entsprechen.

De Bilan ass - ech hunn et gesot - éischer enttäuschend. D'Fuerschung an d'Entwécklung: Och deemools huet als Zil gegollt, dass déi sollten 3% vum PIB ausmaachen op europäeschem Plang. Dat Zil ass vun Europa verfeelt ginn.

D'Reduzierung vum Aarmutsrisiko war och schon en Zil, wat an der Lissabon-Strategie mat dra war. Den Aarmutsrisiko ass gewuess, zum Deel duerch déi Kris, während de Joren 2000 bis 2010. Och do huet d'Lissabon-Strategie also hiert direkt Zil verfeelt.

Ech mengen, et misst ee sech eens sinn iwwert de Constat, dass - an dat hate mer och hei opgrond vun engem Hearing gemeinsam als Chamber festgehale -, wat déi Lissabonner Strategie ugeet, déi europäesch Wuesstumsverdeelung net gerecht war. Europa huet Wuesstum kannt an deem leschte Jorzéngt, mä dat méi Wuesstum huet net dozou gefouert, dass déi sozial Ènnerscheeder méi kleng gi sinn. Dat méi Wuesstum huet net dozou gefouert, dass manner Leit aus der Gesellschaft ausgeschloss gi wieren. Am Géigendeel!

Dat muss eis alleguerent interpellieren an dat misst jo eigentlech och dann, géif ech soen, eng Konklusioun sinn, déi mer mat eriwuerhuelen an dat neit Konzept vun der Strategie „Europa 2020“.

Wat gëtt elo virgeschloen? Op wat huet sech d'Kommissioun mat de Memberstate geeenegt op europäeschem Plang?

„Europa 2020“ soll eng Strategie fir en intelligent, en nohalteg, en inklusiv Wuesstum sinn. Dat kléngt net schlecht: intelligent, nohalteg, géint d'sozial Exklusivitéit. Ech mengen, do si mer eis sécherlech iwwert déi Terme ganz schnell eens. Mä et muss een allerdéngs agestoen, dass, och wann d'Etikette changéieren, dann awer dat dote vun der Ausriichtung relativ staark nach erënnert an déi al Zilsetzung vun der Lissabon-Strategie, och wann dat der méi ware wéi elo hei; och wann dat e bësse méi diffus war a méi breet opgestallt war, wéi elo déi „Europa 2020“-Strategie probéiert, dat op e puer Schwéierpunkten ze konzentréieren.

Et stellt sech also och d'Fro, ob de Fait, well vill op Konkurrenz a Kompetitivitéit Wäert geluecht gëtt, ob sech hannendrun net awer och déiselwecht Politik weist, déi mer iwwer Jorzéngten an Europa kannt hunn, wou een awer mat Recht sech kann d'Fro stellen, och opgrond vun där Finanzkris, déi mer kannt hunn, ob déi Well vun Deregulierung, déi Well vu Liberalisierung, déi mer kannt hunn, ob dat deen eenzege richtege Wee war, ob mer do net deelweis e Schratt ze wäit gaange sinn, zumindest an eenzelnen Domänen.

Alles dat, wéi gesot, hätt a mengen Aen zu enger kritescher Analys vun dem relativen Échec vun der Lissabon-Strategie gehéiert, mä Europa wollt keen Temps mort. Europa wollt net e Joer laang diskutieren; Europa wollt direkt un déi eng Strategie, déi ofgelaf war, eng nei Entwécklungsstrategie drop opbauen, an déi ass, sou schéngt et, och erëm opgebaut plus ou moins op deemselwechte Prinzipié wéi déi al Lissabon-Strategie.

Et ass also wichteg, dass - an do sollt, mengen ech, all Fraktioun och Positioun bezéien - mer et fäerdeg bréngen, dat war emol de Wonsch och vun dëser Chamber, dass mer déi dräi Piliere, déi een an där Strategie erëmfënnt, dee vum Wirtschaftlechen, dee vum Sozialen an dee vum Ekologeschen, dass mer déi gläichberechtigt an der Émsetzung och erëmfannen, dass kee par rapport zu deem aneren en lwwer gewiicht kritt. Dat schéngt an eisen Aen eng ganz wichteg Viraussetzung ze sinn,

fir dass mer vläicht net déiselwecht Niweneffete kréien, wéi mer se déi lescht Jore kannt hunn.

Et ass also wichteg, dass bei all deene Kritären net reng - géif ech soen - haart makroekonomesch Kritäre gëllen, mä niewent deenen och eng ganz Rei vun aneren Indicateure mat erugezu ginn.

Wat notzt et, och op europäeschem Plang, iwwert den Indicateur vum Bien-être ze diskutieren, wa mer weider mat deene classesche makroekonomeschen Indicateuren ausschlieslech eng Bewäertung vun de Politiken duerchféieren? Do ass also, mengen ech, nach vill Aarbecht ze maachen, fir dass mer do erëm e gesond Gläichgewicht hirstellen.

Et fält och op, dass dat Konzept vun der Kommissioun „Europa 2020“ éischer vun der Patronatssäit op europäeschem Plang begréisst gëtt, während vu Gewerkschaftssäit op europäeschem Plang éischer skeptesch Téin zu där Strategie do geäussert ginn.

Duerfir nach eng Kéier: D'Suerg vun dëser Chamber sollt et scho sinn, eng korrekt Gewichtung vun deenen dräi Saile vun där Strategie ze gewährleeschten. Dat kënne mer zumindest maachen, wat den nationale Reformplang ugeet.

Wirtschaftlech Dynamik mat ekologescher Verantwortung a sozialem Fortschritt verbannen, dat misst eigentlech eise Wonsch sinn. Mir brauchen, do besteet keen Zweifel, Innovatioun; mir brauchen Innovationsgeescht an der Wirtschaft. Mir brauche keng onnéideg Bürokratie, wat wirtschaftlech Aktivitéiten ugeet, mä mir müssen awer dat Ganzt koppele mat neien, dezenten Aarbechtsplazen, mat uerdentleche Léin, mat der Suerg ëm d'Erhaltung vun der Kafkraaft an ëm méi Chancégerechtkeet an eiser Gesellschaft. Dat alles do muss mer ënner een Hutt kréien.

Duerfir gehéiert och an den Ae vu menger Fraktioun d'Zil vun der Vollbeschäftigung an de Mëttelpunkt vun der „Europa 2020“-Strategie, wéi eigentlech och virdu bei Lissabon jo och Wuesstum a Beschäftigung déi Grondausriichtung vun där Strategie - zumindest um Pabeier - ausgemach hunn.

D'sozial Dimension vun der EU als zentralen Deel vun der europäescher Gesellschaft an hirem Modell muss also och iwwert déi Strategie däitlech gestäipt, jo souguer gestärkt ginn.

Et stellt sech och a priori d'Fro, ob d'Europäesch Unioun - fir emol d'Diskussioun dorobber ze begrenzen an dësem Stadium - wéi awer och déi eenzel Memberstate sech gläichzäitig Mëttelen ginn, fir déi Ambitiounen, déi se an där Strategie festgeluecht hunn, och ëmzesetzen. Dat ass eng Fro, wou ech herno nach eng Kéier gären drop zrëckkommen, well et stellt sech d'Fro, ob zum Beispill dee bestehende finanzielle Kader vun der Europäescher Unioun, deen elo erëm an der Diskussioun ass, fir erëm fest definéiert ze gi fir déi nächst Joren, ob deen europäesche finanzielle Kader duergeet, fir d'Hauptzilsetzung vun de Kärinitiativen, déi jo eng Kompetenz vun der Europäescher Unioun sinn, an där Strategie och ze realisieren an termingerecht ëmzesetzen.

An et muss een natierlech och d'Fro stellen, wéi et zu Lëtzebuerg steet mat de finanzielle Mëttelen a budgetäre Mëttelen, fir eis national Ziler mat konkrete Moossname kënnen an engem gewëssen Zäitraum ëmzesetzen.

Glafwierdeg, mengen ech, sinn d'Regierungen nëmmen dann, wann et fäerdeg bruecht gëtt, a voller Transparenz an och am Matabanne vun de Sozialpartner, vun de Parlamenten en direkte Lien hirstellen tëschen deem nationale Reformplang Strategie „Europa 2020“, wou et also ëm Inhalter geet an eenzelnen, wichtige Politikberäicher, mat dem Programme de stabilité et de croissance, deen d'national Länner sech mussen ginn, wou et ëm dee budgetären a finanzielle Kader geet vun deem Ganzen.



Déi zwou Saache mussen aneneegräifen. Dat war bis dato mat där aler Strategie net de Fall. Dat soll an dat muss sech ännere mat där neier Strategie, wou op Regierungsniveau, op parlamentareschem Niveau déi zwou Saachen zesummegefouert ginn, wéi et jo och op europäeschem Plang virgesinn ass, dass d'Bewäertung vun deenen Instrumenter do soll och gemeinsam praktesch duerchgefouert ginn.

Politikinhalt a budgetär Rumm mussen also kompatibel sinn ee mat deem aneren, op europäeschem Plang wéi och op den eenzelnen nationale Pläng.

ler ech elo op den éischten Entwurf vun eiser Regierung zu deem nationale Reformprogramm aginn, e puer allgemeng Erläuterungen nach eng kéier zur europäescher Strategie. Déi europäesch Strategie 2020 huet dräi Dimensionen - ech hunn et gesot: eng wirtschaftlech, eng sozial, eng ekologesch. Si huet véier Hauptfelder: Wëssen an Innovatioun, méi nohaltig Wirtschaft, Verbesserung vum Beschäftigungsniveau a sozial Inklusioun.

Am Europäesche Conseil vum Mäerz d'lescht Joer ass sech schliesslech op fënnf Zilsetzung bis 2020 gëeent ginn, déi fir Europa insgesamt gëllen, déi dann national mussen deklinéiert a nei definéiert ginn:

D'Beschäftigungsquot fir Fraen a Männer - Altersberäich 20 bis 64 Joer - soll op 75% eropgoen. Déi läit haut bei ronn 69% um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Privat an öffentlech Investissemter am Beräich Fuerschung sollen op 3% vum PIB eropgeschrauft ginn.

Am Energieberäich gëllen déi bekannten „20-20-20“-Objektiver: 20% Reduzéierung vun den Dreifhausgaser am Verglach zu 1990; 20% Undeel vun den erneierbaren Energien an dem Endenergieverbrauch; 20%eg Erhéijung vun der Energieeffizienz.

De Bildungsniveau gëllt et ze erhéijen. De Prozentsaz vun de Schoulofgänger ouni Diplom soll erofgesat ginn an den Undeel vun den Héichschouldiploméierte soll eropgesat ginn. D'Kommissioun hätt gären, dass déi Leit, déi fréizäiteg aus der Schoul erausginn, dass déi sollen ënner 10% falen. Haut leie se op EU-Niveau bei 15%. A mindestens 40% vun de Schoulofgänger sollen en Héichschouldiplom hunn. Haut läit dee Prozentsaz bei ronn 31% um Niveau vun der Europäescher Unioun.

D'sozial Inklusioun gëllt et ze förderen, virun allem duerch d'Reduzéierung vun der Aarmut. Duerfir schléit d'Kommissioun vir - et ass e bëssen en drolegt Objektiv, muss ech soen -, fir déi Leit, déi deem Risiko ausgesat sinn, ëm ee Véieranzwanzegstel erofzesetzen.

(Interruption)

20 Milliounen manner Leit, heescht et, sollen dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn.

Dës Strategie gëtt um Niveau communautaire an um nationalen Niveau ëmgesat. Doniewent awer gesäit déi Strategie jo net nëmmen Ziler vir, mä gesäit och eng Rei vu konkrete Moosname vir, fir d'Éischt déi natierlech, déi op europäeschem Plang - well d'Kompetenz dofir bei der Europäescher Unioun läit - ëmgesat ginn.

Dat si siwe grouss EU-Initiativen, déi solle geholl ginn, dat sinn déi sougenannten „initiatives phares“, déi sollen an deenen nächste Joren haaptsächlech och ënnert dem Driff vun der Europäescher Kommissioun dann ëmgesat ginn.

Awer et ass ganz kloer, dass vun Ufank an d'Absicht war, fir déi „Europa 2020“-Strategie ze verknäppe mat enger Exit-Strategie, fir definitiv aus der Krisensituatioun an Europa erauszekommen. Duerfir also och de Wonsch, d'Reformen am Finanzsecteur weiderzeféieren - do ass jo munches och schonn an d'Wee geleet ginn -, d'Fuerderung, fir e laangfristigen Assainissement vun de Budgete virzehuele respektiv fir eng Verstärkung vun der Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitikern ze maachen.

Wat interessant ass, dat ass, dass laut dem EU-Conseil déi nei Strategie ausdrécklech op, wéi gesot, enger Gouvernance économique soll opgebaut ginn, an de Stabilitéitspakt - do si sech jo d'Staten amgaangen drop ze eenegen - wäert jo

deemnächst punktuell och reforméiert ginn, wéi mer nach gëschter hei iwwert de Mond vun Premierminister an der Chamber gewuer gi sinn.

Wichtig ass, dass souwuel zäitlech, prozedural wéi och wat d'Bewäertung ugeet, eng Unnäherung gemaach gëtt vun dem Reformprogramm am Kader vun der Entwécklungsstrategie „Europa 2020“ an dem Stabilitéits- a Wuesstumspakt. Dat ass eng essenziell Neuerung, déi eigentlech kënt par rapport zu deem, wat mer an deem Joerzëngt virdru mat der Lissabon-Strategie kann hunn.

Dat mécht eigentlech och Sënn. Nach muss mer et fäerdeg bréngen, fir zäitlech, prozedural an inhaltlech déi zwou politesch méttelfristeg Planunge beieneenzeféieren. Ech mengen, dass no verständliche Startschwierigkeeten am éischte Joer d'Editioun fir d'nächst Joer, 2012, anscht, dat heescht och méi konsequent vu Regierung a Parlament muss ugepaakt ginn.

Déi national Programmer, déi d'Regierung bis Enn Abrëll - do bleiwen also just nach e puer Wochen Zäit - op Bréissel schécke mussen, wäerte wéi an der Vergaangenheet am Detail duerleeën, duerch welch Aktiounen dës Strategie mat hiren nationalen Ziler soll verwickelt ginn a wéi déi national Wuesstumsbremse kënn behuewe ginn.

Geméiss enger Décisioun vum Europäesche Conseil mussen och all communautaire Politiken - dat gëllt fir déi gemeinsam Landwirtschaftspolitik, dat gëllt och fir d'Kohäsiounspolitik mat der Politik vun de Strukturfonten - dës Strategie stäipen.

Dës Strategie huet selbstverständlech och eng staark aussepolitisch Dimension. Déi éischt Reformpläng vun den nationale Staten hu missen am Hierscht 2010 ausgeschafft an der Kommissioun matgedeelt ginn. Bis zu deem Moment huet och all Land missen, zumindest provisoersch, seng national Objektiv zu Bréissel mellen. D'Zil misst jo eigentlech sinn, dass d'Additioun vun deenen nationalen Ziler dann dozou féiert, dass déi global europäesch Ziler an deene fënnf Schwéierpunktberäicher och kënn realiséiert ginn.

Ech wëll nach eng kéier ervirsträchen, dass par rapport zu der viregter Lissabon-Strategie et nieft der méi enker Verknüpfung mat dem Stabilitéitspakt och nach eng aner Rei vun Ännerunge gëtt, déi wichtig sinn, mengen ech, ervirzehiewen. Dat ass éischters emol déi staark Vereinfachung an déi Rationaliséierung vun de Prozeduren. Et gëtt nëmme méi e puer Haaptobjektiver, anstatt eng oniwwersiichtlech Villfalt vun esou Zilsetzungen. Et gëtt en neie Bewäertungssystem, deen natierlech och méi contraignant ka ginn a wou den Europäesche Conseil wäert eng zentral Roll ze spille kréien, wou natierlech och d'Kommissioun matschwätzt respektiv d'Europaparlament sech och d'Recht virbehalen huet, fir an deenen dote Froe behaleschwätzen.

Et ass natierlech selbstverständlech, dass et eis Suerg muss sinn, dass d'nationaal Parlament, och dat Lëtzeburger nationaal Parlament, voll agebonne bleift an d'Ausarbechtung vun deenen nationale Pläng an do natierlech och herno an de Suivi vun der Ëmsetzung respektiv d'Bewäertung vun deenen nationale Reformpläng, déi mer zu Bréissel erarechen.

Et ass ofzewarden, ob dee Virstouss, dee Frankräich an Däitschland ronderëm dee sougenannte Kompetitivitéitspakt gemaach hunn, nach wäert inhaltlech Konsequenzen hunn oder prozedural Konsequenzen hunn.

Op jidde Fall, mengen ech, misst et eng Suerg sinn, vum Lëtzeburger Parlament wéi vun allen nationale Parlamenten, dass an deem Kader vun den Objektiv, deene gemeinsamen Objektiv, déi ee wëllt erreechen, et awer muss eng national Affär bleiwen, fir d'Instrumenter festzeleeën, d'Weeër ze determinéieren, wéi een déi Zilsetzungen erreecht. Dat ass eigentlech keng europäesch Kompetenz. Dat muss eng national Kompetenz bleiwen.

An ech hu gëschter och erausgespuert aus deem, wat d'Regierung zu där doter Fro gesot huet, dass sech och op Regierungsniveau déi doten Iddi verfestegt huet, dass

et wichtig ass also, kloer déi national Kompetenzen ze trennen vun deenen europäesche Kompetenzen, och wat d'Strategie „Europa 2020“ ugeet.

Elo zum éischten Entwurf vun deem nationale Reformplang. En nationale Reformplang, dat wëll ech soen, een Exercice, dee mer all Joers erëm wäerten nei maachen. Sécherlech wäert net all Joers hei d'Welt nei erfondt ginn an deem dote Plang, mä all Joers sinn d'Nationalstate gehalen, fir esou ee Plang virzeleeën, natierlech ugepasst un déi rezent Donnéeën, ugepasst un déi rezent politesch Entscheedungen, déi geholl gi si respektiv déi sech preparéieren.

Wat wichtig ass, mengen ech - an dat ass e Punkt, dee mer als Chamber mussen hei diskutéieren -, dat ass ze kucken, awéiwäit d'Regierung korrekt déi europäesch Zilsetzungen an deene fënnf Hauptfelder ëmgesat huet op d'national Ziler. Dat ass jo eng Kompetenz, déi d'national Memberstaten hunn. Dozou folgend Donnéeën.

An Europa gëtt als Zil festgeluecht, fir 2020 eng Beschäftigungsquot vu 75% ze hu bei deene Leit, déi an der Alterskategorie vun 20 bis 64 Joer leien. Lëtzebuerg huet en Zil gesat, wat manner héich ass am Lëtzeburger Projet; et geet Rieds vun 73% als Zilsetzung. Elo leie mir momentan bei gutt 69%.

En ähnleche Phänomeen ass am Volet Recherche an Développement feststellen. Do geet op EU-Niveau Rieds vun engem Zil vun 3% vum PIB, déi sollten investéiert ginn an deem dote Beräich. D'Regierung huet provisoersch 2,6% festgeluecht. De Wirtschaftsminister huet ugedeit, no Consultatiounen vun dem concernéierte Secteur, dass déi souguer vläicht liicht kéinten nach no ënne revidéiert ginn.

Mir leien och, dat muss ee soen, do net fuerchtbar héich am Verglach, well mer... Ech hunn d'Ziele vun 2008: Do louche mer hei zu Lëtzebuerg bei 1,62% vum PIB, deen an de Beräich Recherche an Développement investéiert ginn ass, sief et vu privater Säit, sief et vun öffentlecher Säit. Et ass jo en Total, deen hei festgehale gëtt.

Am Beräich Ëmwelt sinn et haaptsächlech jo Energiefroen, déi hei am Méttelpunkt stinn. Do hält d'Regierung eigentlech fest un deenen Zilsetzungen, déi se sech scho ginn huet an der Energiepolitik iwwer aner europäesch Instrumenter, wou all Land jo gehale war, seng national Ziler festzesetzen. Do geet d'Regierung hin a si iwwerhëlt eigentlech déi Objektiv, déi se schonn am Virfeld festgehalten hat. Dat gëllt fir d'CO₂-Emissiounen, dat gëllt och fir den Undeel vun den erneierbaren Energien, déi sollen op 11% eropgefuehert ginn.

An dat gëllt och fir d'Fro vun der Energieeffizienz, wou Lëtzebuerg net schlecht doläit. Dat hënt och e bësse mat deem disproportionéierten Impakt vum Bankensektor zesummen hei zu Lëtzebuerg. Mä wou mer nëmme bis elo eng Zilsetzung kann hu bis 2016 - do geet Rieds vun 10,38% Steigerung vun der Energieeffizienz zu Lëtzebuerg -, do geet aus den Erklärungen vum Wirtschaftsminister ervir, dass d'Regierung do wëlles huet, fir eventuell bis 2020 en Zil vun 13% Energieeffizienzsteigerung fir Lëtzebuerg festzeleeën.

Véierte Volet, dat sinn d'Schoulobjectiver. Do seet d'Regierung, mir wëllen eigentlech deen Niveau halen, dee mer haut hunn. Zumindest, dat heescht, mir louchen elo fir dat lescht Joer bei de Schoulofbréch bei eppes Klenges manner wéi 10%. D'Regierung gëtt sech am Fong als Zil, och dat doten ze halen déi nächste Joren.

Bei den Héichschouldiplomer si mer e bëssen an enger spezieller Situatioun duerch eben den Opbau vun eise Aarbechtsmaart, wou eng ganz Partie Netlëtzeburger op deem Aarbechtsmaart sinn a besonnesch am Finanzsecteur täteg sinn. An do leie mer zu Lëtzebuerg haut bei ronn 45% vu Leit am Alter vun 30 bis 34 Joer, déi en Héichschoulofloss hunn. Mä wann een nëmmen d'Lëtzeburger kuckt, da leie mer do däitlech drënner. Da leie mer nëmme bei 30%.

Elo mécht awer d'europäesch Strategie keen Ënnerschied - d'äerfe mer souguer eigentlech net maachen - tëscht Lëtzeburger an anere Résidenten, sou dass et eigentlech spillen ass fir Lëtzebuerg, dat doten Zil ze erreechen. Et freet sech awer, ob mer net eis sollen nach en zweet nationaal Zil, en Ënnerzil ginn, wou mer awer eis Ambitiounen kloer dokumentéieren, dass mer deen Undeel och bei de Lëtzeburger wëllen däitlech an deenen nächsten zéng Joer eropsetzen. Dat ass, mengen ech, eng Noutwendegkeet, fir och Schratt ze halen, fir och derfir ze suergen, dass och jonk diploméiert Lëtzeburger d'Chance hunn, fir eng Aarbecht ze fannen.

Fënneften a leschte Punkt ass dee vun der Aarmutsbekämpfung. Do iwwerhëlt och Lëtzebuerg eigentlech dat europäesch Zil, setzt et 1:1 op Lëtzebuerg ëm. An et ass eng Zuel gemellt gi vun 3.000 Leit, déi sollten am Fong bis 2020 manner dem Aarmutsrisiko ausgesat gi par rapport zu der Situatioun, wéi mer se haut kennen.

Dat ass d'Duerstellung eigentlech vun deenen nationalen Ziler, déi d'Regierung festgehalten huet.

Eng éischt Bewäertung, déi ee ka virhuelen, ass sécherlech déi, dass d'Regierung, géif ech soen, hir Ziler ganz realistesch festgesat huet. Do ass wéineg Plaz fir Utopie. D'Regierung huet u sech eng Rei vu Berechnungen gemaach. Do wou mer schonn dropleien, seet d'Regierung net: „Mir wëllen onbedéngt méi maachen.“ Si seet: „Mir wëllen dann op deem héijen Niveau bleiwen, dee mer haut hunn.“ A sécherlech, mengen ech, dass d'Regierung do wollt op Nummer sécher goen an net u sech Erwaardungen vläicht schüren, wou se riskéiert, no e puer Joer, wann de Bilan gezu gëtt, domat konfrontéiert ze ginn, dass se déi Erwaardungen net kéint erfüllen.

Et kéint een natierlech och soen, et hätt ee vun der Regierung och kënnen erwaarden, dass se méi ambitiéis eigentlech un eenzel Zilsetzungen erugaange wier. Mä mir gesinn herno nach bei der allgemenger Bewäertung, déi d'Europäesch Kommissioun am Januar vun dësem Joer virgeholl huet iwwer sämtlech national Reformpläng, déi hir virlouchen, do gesäit een, dass d'Kritik vun der Europäescher Kommissioun eng ähnlech ass wéi déi, déi ee vläicht kann och fir de Lëtzeburger Programm uféieren.

Wat seet nämlech d'Europäesch Kommissioun an hirem éischte Rapport? En Tëschebilan, dee se, wéi gesot, Métt Januar dëst Joer gezunn huet iwwert déi sämtlech Entwërf vun nationale Pläng, déi se konnt analyséieren.

Si stellt fest, dass beim Emploi zum Beispill eng Beschäftigungsquot vu 75% ugepeilt gëtt. Wann een alles zesammenzielt, wat d'Länner eragereecht hunn, lant ee bei 72,5%, also 2,5% ënnert deem, wat eigentlech sollt als Zil insgesamt ugestriift ginn.

Bei Recherche et développement ass d'Zil 3%. Wann een do kuckt, wat d'Länner eragereecht hunn, läit d'Moyenne tëscht 2,7% an 2,8%, also och ënnert dem europäeschen Zil, wat eigentlech ugepeilt war.

Energieeffizienz, do ware jo 20% ugepeilt. Wann een do alles zesummerechent, wat d'Länner wëlles hunn ze maachen, da lant ee bei 10%, also nëmmen d'Halschent vun der Steigerung vun der Energieeffizienz, déi eigentlech sollt virgeholl ginn.

A wat d'Aarmutsbekämpfung ugeet, do seet d'Kommissioun och, do sinn insgesamt d'Länner hannert den ursprénglechen Ambitiounen zréckbliwwen.

Dat ass also, muss ech soen, e ganz ernüchternden Tëschebilan, dee gezu gëtt vun der Europäescher Kommissioun, déi also déi eenzel national Programmentwürf ënnert d'Lupp geholl huet. An do stellt sech awer eng fundamental Fro, ob mer et hei net mat engem Problem ze dinn hunn, dee sech an Europa méi oft stellt an deen awer och e bëssen e Glawierdegkeetsproblem vun Europa op Dauer kann duerstellen:

De politeschen Discours op där enger Säit, wou an Europäesche Conseilen, wou sämtlech Stats- a Regierungschefe vun Europa ronderëm den Dësch sëtzen, ambitiéis Ziler festgeluecht ginn. An dann, wann dat an d'national Regierung zréckgeet, wou déiselwecht Leit natierlech déi Regierunge presidéieren, da komme Programmer eraus, wou sech elo ergëtt, dass et net méiglech ass, mat deene Programmer déi éischt Ziler ze realiséieren.

Et huet een also op där enger Säit e politeschen Discours no baussen, dee gewëssen Erwaardunge schürt, deen e gewëssenen Élan sollt och bréngen an d'europäesch Konstruktioon, an d'europäesch Schaffen eran, an op där anerer Säit eng relativ ernüchternd Bilanz dann, wat d'Ëmsetzung vun deenen Ziler ugeet, op nationalem Plang. Do sinn also e bëssen „deux poids et deux mesures“, déi hei spillen. Dat ass sécherlech net gutt an dat dréit a mengen Aen, wéi gesot, net onbedéngt zu méi Glafwierdegkeet vun der europäescher Politik bäi.

D'Kommissioun huet och an hirem Tësche-rapport drop higewisen, dass hir an deenen eenzelne Pläng ganz vill Detailler iwwert d'Natur vun den nationale Moosnamen feelen, Zäitpläng feelen. Den erwaartenen Impakt an d'Budgeten, déi et ze mobiliséiere gëllt, dat ass och net an deenen nationale Pläng an der Regel enthalen.

Et muss ee soen, dass manches vun där globaler Politik och sécherlech net ganz falsch ass, zumindest beim éischten Entworf, deen d'Regierung virgeluecht huet, deen deelweis relativ vag bleift an eenzelne Beräicher a wou et onbedéngt noutwendeg ass, dass mer profitéiere vun deene Consultatiounen, déi stattfonnt hunn, profitéieren och, dass eenzel Dossier sech awer entwéckelt hunn, an deene leschte Méint méi konkret gi sinn, fir awer et eis definitiv Versioun vun deem nationale Reformprogramm unzeräichere mat enger Rei vu konkrete Moosnamen, och ze probéieren, zumindest en indikativen Zäitplang mat an deen nationale Plang eranzekréien. E muss also aktualiséiert a vervollstännegt ginn, an do, wou et méiglech ass, mussen och nach méi konkret Aussoen zu eenzelne Beräicher sech an deem nationale Programm erëmfinden.

Wichtig ass et och, menge mer, dass mer et géife fäerdeg bréngen an enger nächster Versioun - an de Wirtschaftsminister ass sécherlech als Coordinateur net ze beneide bei esou Froen -, dass mer ewechkomme vun enger Kompilatioun vun eenzelne Bäitrag vu Ministären a Services, wat och den éischten Entworf vun der Regierung nach ëmmer zu engem groussen Deel ass, an e bëssen och e Plang aus engem Goss géife kréien, wou s de u sech d'Zesammenhäng gesäis tëschent deem engen an deem aneren.

Dat bedeit natierlech dann och, dass op Regierungsplang méi enk net nëmmen herno bei der Endformuléierung, mä méi enk och bei der Konzeptioun eigentlech vun deem Plang tëschent deenen eenzelnen Departementer zesummegeschafft gëtt.

An dat gëllt natierlech och fir d'Aarbechten an der Chamber. Och mir hunn en ähnleche Problem, hunn eng Kommissioun, déi theoretisch kann Usproch hunn, déi Aarbechte vun der Chamber an där heiter Fro ze koordinéieren. Mä et ass selbstverständlech, dass eng ganz Rëtsch, eng hallef Dose vu Kommissiounen an der Chamber iwwer hir Fachkompetenz selbstverständlech inhaltlech direkt vun deem Projet hei betraff sinn. Et ass also och wichtig, dass, wann d'Regierung sech eng Aarbechtsmethod gëtt, d'Chamber sech parallel dozou och eng Aarbechtsmethod gëtt, wéi mir als Chamber, als nationaal Parlament eigentlech eis Aarbechten organiséieren, fir zur Zäit och kënnen en nützelechen Input an déi Diskussioun ronderëm d'Ausrichtung vun den nationale Reformpläng ze ginn.

Ech wëll an deem Sënn och ausdrécklech Merci soen all deene Kommissiounen, déi sech mat där Fro scho beschäftegt hunn.

Mir hate jo iwwert de Chamberspräsident gebieden, bis ufanks Abrëll spéitstens eng Rei vu Stellungnahmen eranzeginn, fir dass mer déi kënnen der Regierung weiderreechen. Bis elo sinn, wann ech dat kucken, fënnf Stellungnahme komm, déi och inhaltlech Propose gemaach hunn. Aner Kommissiounen hu gesot, mir sinn eigentlech net direkt betraff mat deem, wat vun deem Programm hei tangéiert ass.

An ech mengen, ech hu se duerchgelies an ech fannen, dass do eng ganz Rëtsch vu gudden Propositionen dra sinn, wou ech sécher sinn, dass d'Regierung sech eng Freed draus wäert maachen, fir déi eng oder déi aner och an déi definitiv Versioun hei vun deem Programm erëm opzehuelen.

Wichtig schéngt mer och ze sinn - an ech sinn dann um Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm -, dass nieft där Aarbecht, déi an der Regierung ze leeschten ass, nieft där Aarbecht, déi d'Chamber muss leeschten..., ech sinn iwwerzeugt vun der Noutwendegkeet vun enger öffentlecher Debatt ronderëm déi dote Froen all Joers, dass mer et och musse fäerdeg bréngen, dass mer d'Forces vives, dass mer d'Sozialpartner, dass mer och déi lokal Acteuren, all déi, déi eigentlech och mat der Ëmsetzung betraff sinn an eenzelne Beräicher, dass mer déi och kënnen zu Wuert komme loossen, dass déi och gehéiert ginn, dass déi och kënnen en Input liwweren an déi Ausrichtung vun eisem nationale Reformplang.

Duerfir begrëssen ech och, dass net méi spéit jo och wéi gëschter am Kader vun enger Tripartite déi dote Fro undiskutéiert ginn ass. A mir schéngt et net abwegig ze sinn, dass zum Beispill de Wirtschafts- a Sozialrot kéint dat Gremium sinn, wou och tëschent de Sozialpartner déi Fro ronderëm den nationale Reformplang kéint all Joers diskutéiert ginn an an engem Rapport sech och nidderschloen. Dat schéngt eng wichteg Viraussetzung ze sinn, fir dass mer hei virukommen.

Eng lescht Bemierkung, déi ech wollt maachen, dat ass, dass et och doriwuer eraus net abwegig wier - an d'Europäesch Kommissioun schéngt sech op dee Wee ze bewegen -, ähnlech wéi dat bei der Lissabon-Strategie war, dass een à mi-temps och géif en Tëschebilan zéien. Zéng Joer sinn einfach ze laang, fir se einfach versträchen ze loossen, ouni dass eng Kéier Loft geholl gëtt a gekuckt gëtt: Wat huet déi Strategie bruecht? Wat musse mer vläicht vu Korrekture virhuelen?

An et schéngt, wéi wann 2014 kéint esou eng Operatioun stattfinden. Ech mengen, dat géif Sënn maachen, wa mer op europäeschem Plang wéi och national géifen deen Tëschebilan do zéien, fir eventuell och dann awer Konklusiounen aus der Erfahrung vun den éischten Joren ze zéien.

Et schéngt mir och wichtig ze sinn - ech gi mech net, dorobber hinweisen -, dass mer et musse fäerdeg bréngen, an all eise laangfristige Planunge vun deeneselwechten Hypotheesen auszegoen. Wa mer Projektionen an d'Zukunft maachen, wa mer Berechnunge maachen, wéi sech an eenzelne Felder eis Politik entwéckelt, da kann et net sinn, dass jee no Ressort op aneren Aarbechtshypotheese geschafft gëtt. Mir mussen eis eens setzen op eng Basishypotheese, déi mer dann huelen, fir sämtlech Berechnungen a Projektionen an Zukunft ze maachen.

Dat muss selbstverständlech gëlle fir den nationale Reformplang, dat muss gëlle fir den nationale Pacte de stabilité et de croissance. Dat muss awer och gëllen zum Beispill fir e Klimapakt, dat muss gëlle fir en Nohaltegkeetsplang, dat muss gëlle fir e Plan directeur, e Programme directeur vun der Landesplanung. Mir mussen et also do fäerdeg bréngen, méi rationell ze schaffen an e bëssen Uerdnung an dee Wirrwarr vun Zuelen a Projektionen ze bréngen, dee mer hei zu Lëtzebuerg iwwer Jorzéngte praktesch opgebaut hunn.

An deem Sënn, wéi gesot, begrësse mer, dass mer déi Diskussioun hei konntentustoussen. Et ass net déi leschte Kéier, wou mer driwwer diskutéieren, mä ech mengen, dass de Sujet der Méi wäert ass, dass d'Chamber sech domadder ausenarnersetzt.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Alex Bodry. Als éischte Riedner ass den honorebelen Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dee Strategiepabeier, iwwert dee mir haut eng éischte Kéier, wuelgemierkt, diskutéieren, reit sech an e Prozess an, deen - de Kolleeg Bodry huet et elo gesot - sengerzäit mat deem faméise Lissabon-Programm lassgetruede gouf, dee mat där Strategie bekanntlech Europa bannent engem Jorzéngt zum Champion an allen Disziplinen maache wollt.

ler et awer dozou kum, kum d'Kris an huet alles iwwert d'Kopp geworf! Déi grouss Dreem sinn einstweilen der Asicht gewach, dat Europa emol fir d'Alleréischtkucke muss, erëm aus dem Kriselach an aus dem Scholdelach erauszekommen. Dofir gouf virun engem Joer dann en neie Programm opgestallt, deen 2020 heescht an deen eng Grëtz manner ambitiéis, mä dofir awer vläicht méi realistesch ass.

Wouriwwer mir haut och e bëssen am Kontext vun eisen Diskussiounen vu gëscht schwätzen, ass déi Lëtzebuurger Versioun vun deem Programm, souzesoen d'Ëmsetzung vun „Europa 2020“ op Lëtzebuerg.

En éischten Entworf vun deem Plan national de réforme gouf eis Enn des Joers vun de Regierungsservicer ënnerbreet. Deen ass, dat sief vu viera gesot, éischer rudimentaire a war dofir deene concernéierte Chamberskommissiounen, déi sech dermat befaasst hunn, net sonnerlech behelflech, wéi se sech wollten e Gesamtbild vun där Strategie maachen, iwwert déi d'Parlament sech elo soll ausloossen.

Doru konnt och déi prophylaktesch Erklärung an der Introductioun vun deem Pabeier näischt änneren, et géif sech ëm eng éischt provisoeresch an transitoeresch Ébauche handelen. Et muss een allerdéngs Versteesdemech derfir hunn, dat et bei där Opstellung vun deem Programm liicht drënner an driwwer gaangen ass.

Schliesslech hu mir et hei mat engem ganz neie Prozedere ze dinn, deen dann och nach an deene enke Kalennercorselet gequëtscht gëtt, deen de Semestre européen eis undeet. Souwuel d'Regierung wéi d'Administratioun an d'Parlament musse sech elo an dee Corselet zwängen. Ech si sécher, déi nächste Kéier wäert dat scho besser klappen.

De PNR, dat gëtt dann elo en neie Logo. De PNR ass keng nei Oplo vum Regierungsprogramm, mä een op d'Sortie aus der Kris ofgestëmmtene Fahrplang mat eenzelne Schwéierpunkten, wéi se nun eemol an esou engem spezifesche Fahrplang mussen enthalen sinn. A well hei ganz bestëmmte Fachgebieder wéi d'Ekonomie, den Emploi, d'Ausbildung oder d'Energieversuergung ugesproch ginn, hu mir eis an der CSV-Fraktioun d'Aarbecht opgedeelt, wat lech dann och erkläert, firwat mir haut gläich zu véier hei untrieden.

Ech fir mäin Deel beschränke mech op déi makroökonomesch Iwwerleeungen am Ufank vum Pabeier...

(Interruptions)

...a beliichten donieft - et ass mäin net - als President vun där betreffender Kommissioun och nach ganz kuerz de Volet Fuerschung, Entwécklung an Héichschoul.

Här President, ech hu gesot, dat sech dese Pabeier an en europäesche Strategiekader aschreift. Dat heescht, hie muss sech an deenen eenzelne Beräicher, déi ugeschnidde ginn, un déi europäesch Virgaben halen, déi vu Bréssel geliwert goufen. An zu deene gehéieren e puer interessant Donnéeën, bei deenen ee sech freet, wou d'Kommissioun drukomm ass a wéi wäit se sech op déi net grad europäesch representativ Lëtzebuurger Verhältnissen applizéiere loossen.

Esou heescht et, dat mir an deenen nächste 50 Joer - 50 Joer! - en duerchschnëttleche Wuesstum vun 2,7%, eng Beschäftigungscroissance vun 0,9% an eng Produktivitätssteigerung vun 1,7% wäerten hunn. Bei esou vill Prophezeiungspresizious bleift eis da wuel soss näischt

iwwer, trotz alle berechtigten Zweifelen un der Glafwierdegkeet vun deenen Daten, wéi dat unzuhuelen an eis Zukunftsstrategie op déi quokeleg Hypotheesen opzebauen.

Niewebäi gesot - an dat huet den Alex Bodry och schonn ugemahnt -, sollte mir dann awer och bei all eisen anere futurologesch Iwwerleeungen, zum Beispill bei deenen iwwert d'Pensiounsreform, déiselwecht Hypothese benotzen an net erëm vun anere Chifferen ausgoen.

Déi makroökonomesch Iwwerleeungen, déi aganks vum 2020-Pabeier ugestallt ginn, gliddere sech an dräi Kapitel: éischstens, déi finanziell Stabilitéit; zweytens, d'Kompetitivitéit; drëttens, déi strukturell Faiblesse, déi bei eis engem nohaltege Wuesstum am Wee stinn.

Zu deenen zwee éischten Aspekter ass un a fir sech net méi allze vill ze soen, well d'Jalone sinn do schonn zum gréissten Deel gesat. Mir sinn hei am Haus gutt placéiert, fir ze wëssen, dat de Budgetminister längst d'Weihe gestallt huet, fir d'öffentlech Finanzen aus deem Lach ze zéien, an dat si duerch d'Kris gerode waren. Seng Strategie ass drop ugeluecht, bis zum Enn vun der Legislatur, dat heescht an dräi Joer, säi Budget erëm an d'Gläichgewicht ze kréien.

Mat de Moosnamen, fir dohinner ze kommen, war jo net jiddwereen d'accord, zemools sech och nach an der Tëschenzäit d'Akommessituatioun vun eisem Stat onerwaarterweis liicht verbessert hat. Mä de Kurs ass elo ageschloen an e muss bäibehale ginn. Wuel bemierkt, schwätze mir hei vun engem Retour zu engem équilibréierte Budget, wat net och schonn automatesch heescht, dat mir bis dohinner aus dem Scholdelach eraus wieren. Dat brauch nach e bësse méi Zäit.

Wat eis Kompetitivitéit ubelaangt, ass och schonn eppes ënnerholl ginn, iwwert dat nawell gehéiereng gestridde gouf an dat deenen engen ze wäit an deenen aneren net wäit genuch geet. De Käschtefacteur Aarbecht, deen duerch eisen Indexmechanismus net esou liicht an de Grëff ze kréien ass, wéi dat anerwärts de Fall ass, gouf op d'mannst zum Deel géint esou Aléaen, wéi eng grad elo aktuell Uelechpräisshausse, ofgeschott, an zwar andeem déi nächst Indexbranche vun enger Bipartite voluntaristesche op e fixen Datum - den 1. Oktober - festgeluecht gouf.

Domat huet d'Regierung demonstréiert, dat een net gläich den Index brauch op den Tipp ze geheien, fir kompetitiv ze bleiwen. Méi komplex gëtt et awer, wann ee sech mat deene sougenannte makrostrukturelle Bremse beschäftegt, déi en nohaltege Wuesstum behënnere kënnen.

D'Regierung huet an hirem Pabeier véier Bremsen erausgeschield, déi dann och d'Häerzstück vun hirer Strategie ausmaachen. Et sinn dat d'Finanzierung vun eise Pensiounsregime, d'Iwwergewicht vun der Finanzplaz an eiser Ekonomie, d'Ugebuet an Aarbechtskraaft hei am Land, d'Éducatioun an d'Formatioun vun eisem Nowuess.

Erlaabt mer just e puer kuerz Remarquen zu deenen zwee éischte Voleten. Déi aner wäerte meng Kolleegen aus der Fraktioun mat méi Kompetenz behandeln.

Wann et ëm d'Pensiounen geet, kann ech mech wierklech ganz kuerz faassen, well engersäits d'Problematik, op d'mannst an diesem Haus, hilänglich bekannt dierft sinn, a well anerersäits - an och do soen ech lech näischt Neies - den zoustännege Minister drop an drun ass, wéi et heescht, der ganzer Regierung hire Konzept fir eng Pensiounsreform zu Pabeier ze bréngen. Ech huelen un, dat et net méi laang wäert daueren, bis mer dat fäerdeg Produkt um Dësch leien hunn.

Wat eis Finanzplaz ubelaangt, hat ech perséinlech laang genuch dermat ze dinn, fir ze wëssen, dat hir Stärkt och zugläich hir gréisste Schwächt ass. Hir Stärkt ass, dat si et iwwert déi lescht 40 Joer fäerdeg bruecht huet, deem Land a senge Leit e beneidenswäerte Wuelstand ze sécheren. Hir Schwächt ass déi, dat dëst Land op d'mannst zu engem Drëttel vun deem Secteur ofhänkt an dat deen dofir zu engem permanente Succès veruerteelt, verdaamt ass, wann e seng Roll als ökonomesch Mëllechkou weider spille wëllt.

Doraus ergi sech zwou Konklusiounen, déi ech scho bei anere Geleeeënheiten hei ënnerstrach hunn.

Éischtens muss d'Finanzplaz dauernd ugepasst, diversifizéiert an ausgebaut ginn, fir datt si weiderhin hir droend Roll an eisem Land spille kann.

Zweetens, an dat ass vläicht nach méi wichteg, musse mir alles drusetzen, fir eis Ekonomie méi breet opzestellen, sief dat elo am Industrie- oder am Serviceberäich, woubäi ech virun allem un de faméisen ICT-Secteur, also un dee vun der „information and communication technology“ denken, dee sech jo bei eis bis elo zimlech gutt opgedoen huet.

Et gëtt keen anere Wee wéi dee vun der Diversifizéierung, fir eis aus där allze grousser Ofhängegkeet vum Finanzsecteur erauszemanövréieren.

Ech mengen, et kënt een net derlaanscht, der Regierung a besonnesch hirem Finanzminister seng Unerkennung fir hiren Asaz am Déngscht vun der Finanzplaz ze soen. De Finanzminister huet nach laang kee liichte Stand, wa seng EU-Kolleegen op hie klappen, deenen déi lästeg Lëtzebuurger Konkurrenz en Dar am An ass. An trotzdeem huet hien et bis elo fäerdeg bruecht, ze verhënneren, datt mat der Dampwalz iwwer eis Plaz gefuer gëtt, wéi Einzelner et gär hätten.

Dann ass him och héich unzurechnen, datt hien derfir gesuergt huet, datt déi wäertvoll Aarbecht vun deem ale Finanzplaz-Thinktank, dee Codeplafi geheescht huet, haut am „Haut comité de la place“ seng Fortsetzung fënnt. A Kombinatioun mat der Fuerschungsaarbecht am Finanzberäich, déi eis Uni bäisteiert, surgen esou Denkfabriken derfir, datt eis Finanzplaz net an d'Hannertreffe geréit, mä weider d'Nues vir behält.

Et géif een och eisem Finanzminister genesou wéi dem Wirtschaftsminister Onrecht dinn, wann een hir intensiv Promotiounsaarbecht am Déngscht vun eiser Ekonomie net géif ervirsträchen. Si hu verstanen, wéi wichteg hautdésdags d'Visibilitéit an d'Perceptioun vun engem Land a vu senge Wirtschaftspilieren dobaussen an der Welt sinn. A si ginn dofir net midd, dacks zesumme mat eisem Ierfgroussherzog duerch d'Welt ze reesen an eis Zilmäert vun der Kompetenz vun eiser Finanzplaz, eiser Industrie an eisem Déngschtleeschtungssecteur ze iwwerzeegen.

Här President, nach séier e lescht Wuert iwwert d'Kapitel Fuerschung an Entwécklung an Héichschoul, mat deene mir eis méi intensiv an der zoustänneger Kommissioun beschäftegt hunn. Ech verheemlechen net, datt mir e bëssen ongehalen driwwer waren, datt dat Kapitel iwwert d'Fuerschung zimlech eesäiteg ausgefall ass a sech eigentlech nëmme op ee vun de sëllege Fuerschungsprojete beschränkt, un deenen am Moment geschafft gëtt.

Eis Kommissioun huet awer etlech méi zu deem héichinteressante Beräich ze soen. Dofir huet si - an den Alex Bodry huet et jo elo grad nach notéiert, déi aner Kommissiounen och - hir Iwwerleeungen an e Rapport gepaakt, deen da wuel och säin Néierschlag am Ofschlosspabeier fanne wäert. Déi definitiv Versioun soll jo ënnert der Fiederféierung, der Koordination vum Wirtschaftsminister verfaasst an dann Enn Abréll als Plan national de réform op Bréssel geschéckt ginn.

D'Réckkräiz vun eiser „R&D“-Strategie, Recherche- an Développement-Strategie, besteet engersäits aus der Uni an deenen eenzelne Centres de recherche publics an och aus där neier Integriierter Biobank, déi zesummen de breede Spektrum vun der Fundamentalrecherche bis zur purer technescher Entwécklung ofdecken.

Op där anerer Säit gëtt et dann de Fonds National de la Recherche, dee mat öffentleche Sue gefiddert gëtt, fir datt hien d'Fuerschungsaktivitéit hei am Land begleet an ënnerstëtzt, an deen dofir op enger hallwer Dose Schwéierpunkten opgebaut ass.

Zwar bleiwe mir mat eisem nationalen Objektiv, 2,6% vun eisem PIB an d'Fuerschung ze stiechen - et gëtt souguer gemengt, 2,2% wiere kaum ze errechen -, e bëssen ënnert der europäescher Virgab

vun 3%. Mä dat ass schon net schlecht fir eis Verhältnisser compte tenu vun der Tatsaach, datt gross Industriebetriber mat entsprecherender Fuerschungsaktivitéit, wéi mir se just hei am Land mat der Goodyear hunn, éischer rare bei eis sinn, an dofir déi privat finanziert Fuerschung, déi zwee Drëttel vum Ganzen ausmaache soll, net iwwerwältigend bei eis ass.

Dann dierfe mer och net vergiessen - dat ass par rapport zum PIB -, datt eise PIB opgeblosen ass, opgeblosen eesäiteg vum Finanzsecteur. Dofir ass do e gewëssenen Déséquilibre dran.

Och iwwert d'Héichschoulwiesen, dat zur selwechter Kommissioun gehéiert, steet e Kapitel am 2020-Pabeier. Do hält sech d'Regierung am Contraire nawell etlech vir. Also, si ass ganz ambitiéis, wa si deklaréiert, dee vun Europa ugepeilt Seuil vu 40% Akademiker ze iwwerhuelen.

Dat géif nämlech e gehéirege Sprong bedeuten, well am Ablack leie mir natierlech - an den Alex Bodry huet dat explizéiert -, op d'Lëtzebuurger Résidenté berechent, bei 30%. Dat ambitiéis Zil, dat d'Regierung sech do virhält, soll ënner anerem doduerch erreecht ginn, datt och de Brevet de technicien supérieur, de BTS, als Héichschoulformatioun berücksichtegt soll ginn, dee gewëss schon Universitätsniveau huet, och wann e bis elo ëmmer nëmme als eng Verlängerung vum Secondaire ugesi ginn ass.

Opdriff gëtt sech och nach vun deenen neie Studiebäihëlfen erwaart, déi jo nawell substanzuell sinn, allerdéngs awer nëmme fir d'Lëtzebuurger Studente reservéiert sinn. An där vun Einzelne jo ëmstriddener Ënnerstëtzung gëtt e gewëssenen Incentive gesinn, deen derzou bäidroen soll, datt mir dach iergendwéi den Uschloss un d'europäesche Moyenne fanen oder - wie weess? - souguer doriwver erauskomme kënnen.

Well schliesslech dierf een net vergiessen, datt eis Uni emol nach keng zéng Joer al ass an datt hiren Impact op den nationale Bildungsniveau nach längst net seng Vitesse de croisière erreecht huet. Wat allerdéngs näischt drun ännert, datt déi Uni op méi laang Siicht en Dropeiler vun eiser Ekonomie wäert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Thiel. An als nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hätt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 3. März 2010 sot de José Manuel Barroso an der Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun zu „Europa 2020“: «2010 doit marquer un nouveau départ. Ma volonté est que l'Europe sorte renforcée de la crise économique et financière. Les répercussions mondiales de la crise financière nous l'ont montré: les réalités économiques évoluent plus rapidement que les réalités politiques. Nous devons admettre qu'une interdépendance économique accrue appelle également une réponse plus résolue et plus cohérente au niveau politique.»

Dat si staark Aussoe vum Kommissionspräsident, déi mer allegueren weibannen, wéi ech mengen, ënnerschriwwen hunn an haut och nach ënnerschriwwen. Besonnesch deen éischte Constat, datt déi wirtschaftlech Realitéite méi schnell evoluéieren wéi déi politesch, dat misst eis dach ze denke ginn. Kommt, mir kucken emol kuerz zréck.

Nom Échec vun der Lissabon-Strategie ass mat vill Opwand déi nei Strategie „Europa 2020“ ausgeruff ginn. Mir hunn eis allegueren vum Hannergrond vun der Finanzwirtschaftskris op de Wee gemaach, fir alles besser ze maachen. Mir hunn eis voller Tatendrang op de Wee gemaach, fir méi schnell à même ze sinn, op politeschem Plang op Krisensituatiounen ze reagieren.

Mir wollten et besser maache wéi am Fall Griichenland. Méi schnell reagieren. Manner politescht Geplänkels a méi Gemeinschaftsgeescht, oder fir et europäesch ze soen: erëm méi Méthode communautaire. An nach aneschters ausgedréckt: «Nous devons admettre qu'une interdépendance accrue appelle également une réponse

plus résolue et plus cohérente au niveau politique.»

Elo sti mer also nees hei. Gëschter hate mir hei an der Chamber d'Debatt iwwert d'Gouvernance économique an de Pacte de convergence et de compétitivité, an haut schwätze mer iwwer „Europa 2020“.

Frankräich an Däitschland hunn de Steen un d'Rulle bruecht. Zënterhier gëtt sech doriwver eemol méi an eemol manner konstruktiv gestriden. Déi eng Kéier, well de Virstouss an d'Manier dovunner net grad an enger Linn mat der Méthode communautaire sinn, an déi aner Kéier iwwert den Inhalt.

Wou steet dann elo an deem Ganzen „Europa 2020“? Well nieft dem Pacte de compétitivité stinn och de Pacte vun der Gouvernance économique, de Fonds européens de sauvetage an de Mécanisme européen de stabilité. All déi Elementer zesumme mussen zesumme betruecht ginn. All déi Usätz si gutt, mä mir als DP bedauern, datt effektiv d'Méthode communautaire, déi nach ëmmer um Enn Europa virubruucht huet, ëmmer méi un Terrain verléiert.

Mir sinn och der Meinung, datt ee besser gehat hätt, eng grouss Debatt iwwer „Europa 2020“ an d'Gouvernance économique ze hunn, wéi zwee verschidden Débaten ze féieren. Et ass dat och eng Saach vu Kommunikatioun no baussen.

Wou soll de Bierger dobaussen iwwerhaupt nach den Iwwerbléck behalen? Et gëtt sech eng Strategie ginn, a wann déi fir gutt befonnt ginn ass an hiren Numm dann och verdéngt, da kuckt een, déi ëmzesetzen an et évitéiert een, ëmmer nei Elementer an d'Spill ze bréngen.

Jo, ech weess, d'Wirtschaftskris verlaangt an hirer Komplexitéit och eng gewësse Flexibilitéit. Munches ass net ëmmer virauszegesinn, mä et kann een awer trotzdeem eng gewësse Kohärenz behalen. An ech widerhuele mech: Dat ass nun eemol d'Méthode communautaire.

A vläicht ass et och där allgemenger Attitud, där vum Ewechdrifte vun der Méthode communautaire, geschéllt, datt dat, wat an dem Plan national steet a vun der Regierung proposéiert gëtt, a ville Punkten alles aneschters wéi konkret ass. Et gewënnt een den Androck, d'Regierung géif dese Pabeier éischer als lästeg Pflichtübung gesinn, wéi datt de reelle Wëllen do wär, fir resolut un déi Virgaben, déi vu Bréssel kommen, erunzegen.

De Problem ass awer, datt mir zu Lëtzebuerg eng Partie strukturell Problemer hunn. An och am Hibleck op „Europa 2020“ oder eng aner Strategie hält des Regierung de Stéier net bei den Haren, mä stécht de Kapp an de Sand! Dës Vogel-Strauss-Politik wäert eist Land a speziell déi zukünfteg Generationen nach deier ze stoe kommen. Ech wëll dat unhand vun e puer konkrete Beispiller aus dem Programm 2020 illustréieren.

Här President, eent vun den Ziler, déi mer eis am Kader vun der Strategie „Europa 2020“ stellen, ass dat vun der Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen. 9,5 Milliounen sollen des maximal, wa mir eis Kyoto-Verpflichtunge wëllen esecht huelen an anhalen, sinn. Mat ron zwielef Milliounen Tonne leie mir awer nach wäit iwwert där Zuel. Wann een an deem virleienden Text no Mesuré sicht, wéi mir dat Zil sollen errechen, da gëtt ee méi wéi batter enttäuscht.

Do steet nämlech just dat heiten: «Cette problématique et ce défi sont au cœur des travaux du Partenariat pour l'Environnement et le Climat lancé en février 2010 et rassemblant tant les représentants de l'administration gouvernementale que ceux des syndicats, du patronat, du Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises et des organisations non gouvernementales. Ce processus a pour objet l'élaboration du 2^e plan d'action national de réduction des émissions de CO₂, accompagné du plan national d'adaptation au changement climatique.»

An anere Wierder, d'Regierung verweist hei op ee Pabeier, deen eréischt soll ausgeschafft ginn. Et soll also hei een Dokument op Bréssel geschéckt ginn, an deem net mat enger Zeil erkläert gëtt, wéi mer eis Reduktiounsziler kënnen a wëllen erre-

chen. Wann een nach ee Bewäis gebraucht huet, fir der Regierung hir Plan- an Hëlleslosegkeet an deem Dossier ze ënnersträchen, dann ass en heimadder androcksvoll erbruecht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Energieeffizienz an d'Promotioun vun den erneierbaren Energië sinn zwee aner Objektiv, déi am Kader vun der Strategie „Europa 2020“ fixéiert goufen. Zu Lëtzebuerg - mir wësen et - sinn d'Méiglechkeete vun der Energiegewinnung duerch erneierbar Energië staark limitéiert.

D'DP huet dierfir ëmmer gefuerdert, datt zousätzlech zu der Potenzialstudie och eng Wirtschaftlechkeets- respektiv eng Nohalttegkeetsanalys soll duerchgefouert ginn, fir erauszefannen, wéi d'erneierbar Energien zu Lëtzebuerg kënnen ëmweltschonend a finanziell optimal agesat ginn.

Wou de Wee vun der Regierung am Beräich vun den erneierbaren Energien hiféiert, ass am Moment awer net ze gesinn. Déi CO₂-Reduktiounen, déi mer an deene leschte Jore verbuche konnten, gi bal ausschliesslech op de Konto vun de sougenannten „flexibele Mechanismen“ mat Projeten am Ausland.

Wéi dat Ganzt sech an eng kohärent Strategie agliddert, mat där mir eisen internationalen Engagementer am Beräich vun den CO₂-Reduktiounen kënnen gerecht ginn, ass net ze gesinn. Et ass net ze gesinn, wéi mer eng haut scho méiglech Energiegewinnung dozou notze wëllen, fir eis Ekonomie op d'Zukunft virzubereeden. Et ass net ze gesinn, wéi mer eis zu Lëtzebuerg wëllen Know-how am Beräich vun der Energieeffizienz opbauen, deen et eis kéint erlaben, ee Kompetenzpol an desen Zukunftstechnologien ze ginn. Et ass net ze gesinn, wéi mer op deem Wuesstumsmaart Aktivitéiten op Lëtzebuerg wëllen zéien an nei Aarbechtsplaze wëlle schafen. Kuerz: Et ass net ze gesinn, wéi d'Regierung déi enorm Potenzial, déi an deser Erausforderung stiechen, wëllt positiv fir eist Land notzen an ëmsetzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Dat gréissen Aspuepotenzial fir d'CO₂-Emissiounen fënnt ee bei de privaten Haushalter, an do virun allem beim Energieverbrauch vun den Haiser. D'DP fuerdert dierfir zënter 2007 ee groussen Albausanéierungsprogramm, vun deem d'Bierger, d'Betriber, de Stat an d'Natur géife massiv profitéieren. Mir hunn des Propos ëmmer nees erneiert, och bei der Opstellung vum Konjunkturprogramm vun der Regierung. D'Demokratesch Partei hätt manner an de Bëton a méi an d'Energieeffizienz investéiert.

Mir wëssen haut, datt vum Joer 2020 un an der EU nëmme nach Haiser gebaut dierfe ginn, déi dem „zéro énergie“-Standard entsprechen. Bis dohinner wäerte sech alleguer d'EU-Memberstaten den Know-how an deem Beräich ugeeeent hunn. Mam Albausanéierungsprogramm vun der DP hätt Lëtzebuerg d'Chance gehat, fir zu deenen éischte Länner ze gehéieren, déi iwwert dest Potenzial verfügen an hätt vun deem Virsprong kënnen profitéieren, fir Produiten, Geschäfts- a Finanzierungsmodeller ze entwéckelen an esou nei a sécher Aarbechtsplazen ze schafen.

Dës Chance si mir opgrond vun där passiver Haltung vun der Regierung leider amgaang ze verspillen. Wann d'Regierung net schnell eng Initiativ ergräift, muss se sech de Virwurf gefale loossen, datt se des Chance verpasst huet an datt just nëmme an de Sonnesrieden iwwert d'Zukunftstechnologien geschwat gëtt.

Här President, ech wëll och e puer Wuert zu der Recherche soen. D'Zil ass et laut „Europa 2020“, fir 2,6% vum PIB an d'Recherche ze investéieren. 2,6% - wou kënt deesen Taux hier? No wat fir enge Kritäre gouf deen definéiert? Wat ass, wann ech mat 2%, déi effizient agesat ginn, méi erreeche wéi mat 2,6%, wou dann déi zousätzlech Moyene beispillsweis just an d'Gehälter fléissen?



Fir datt mer eis richtig verstinn: Mir wieren eis net géint verstärkten Investitiounen an d'Recherche. Mir mengen awer, datt et wéineg sennvoll ass, fir einfach een Taux festzleeën, deen da muss, soll an deen Domän investéiert ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Vill méi wichteg ass an eisen Aen, datt des Moyenen effizient an effikass agesat ginn, datt se virun allem an d'Recherche appliquée affléissen an net nënnen an d'Recherche pure, fir datt och eis Economie vun eise Resultater ka profitéieren.

Och mat der Prioritétesetzung a puncto Recherche kënne mir net ganz mat der Regierung d'accord sinn. An dem virleien Text gëtt nämlech just eng eenzeg Prioritéit definéiert: den Diagnostic moléculaire respektiv d'Médecine personnalisée.

Sécherlech ass et richtig, datt an deem Domän weider gefuerscht gëtt an datt de Stat an des Fuersuchsrichtung investéiert. Et kann an eisen Aen awer net esou sinn, datt déi staatlech Ennerstëtzung an der Recherche sech eenzeg an eleng op ee Beräich fokusséiert. Och an der Fuerschungspolitik muss d'Diversifikatioun eng Roll spillen. Awer wichteg Beräicher mussen och ennerstëtzt a gefördert ginn.

Ech wëll just zwee Beispiller nennen, déi fir eis Economie awer eng ganz grouss Bedeutung kéinte kréie respektiv deelweis schonn hunn: de Beräich vun der Recherche am Beräich Finanzproduiten an Entwécklung vun der Bankeplaz souwéi de Beräich vun der Kryptografie, wou mer laut Experten, mat deenen ech geschwat hunn, ganz grouss Defiziter opzeweisen hunn.

Här President, ee weidert Zil vun der Strategie „Europa 2020“ besteet doranner, d'Erwerbstätigkeit vun der Bevölkerung ze steigern. Lëtzebuerg steet net schlecht do, wat den Taux d'emploi insgesamt, also Männer a Fraen zesumme gekuckt, ugeet. Allerdéngs hu mir bei de Fraen nach ee groussen Nohuelbedarf. Hei feelen eis nach knapp 14% zum Zil vu 75% Beschäftigung vun de Fraen am Alter vun 20 bis 64 Joer.

Och wann d'Fraenerwerbstätigkeit an deene leschte Jore staark geklommen ass, esou läit se awer nach ëmmer ënnert dem europäeschen Duerchschnitt. Virun allem bei Frae mat Héichschulabschluss ass des Diskrepanz besonnesch grouss: 69% par rapport zu 80% am EU-Duerchschnitt. 81% vun de Fraen, déi net erwerbstätig sinn, soen, datt si aus familiären Ursachen net schaffe ginn, entweder well et finanziell oninteressant fir si ass, oder well si Famili a Beruff net mateneen an Aklang kënne bréngen.

Och d'Regierung huet sech d'Zil gesat, datt méi Frae solle berufstätig gi respektiv solle bliwen. Esou kann een dann och am Pabeier liesen: «Il est indispensable de mettre l'accent sur des mesures favorisant la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, par exemple les crèches, les garderies, l'école à temps complet, etc. Une coordination interministérielle des politiques mises en œuvre est indispensable.»

Mir si frou, datt d'Regierung endlech gewëllt ass, déi familiäresch Forderung vun der DP ëmzesetzen. D'DP fuerdert nämlech zënter Joren een Émenden an der Familiäresch. D'Prioritéit - an d'Regierung schreift et selwer - muss endlech op d'Infrastrukture geluecht ginn, op d'Saach- amplatz vu Geldleeschungen. Nënnen esou kann eis d'Veereenbarkeet vu Famili a Beruff geléngen.

Duerfir proposéiert d'DP eng Flexibiliséierung vun Congé parental, e substanzuellen Ausbau vun de Betreiuingsinfrastrukturen, d'Zesummeleegung vun der Verantwortung fir Betreiuung a Schoul an engem Ministère an eng Individualiséierung vun Steuerrecht.

Esou eng familiäresch Politik géif de Fraen zeguttkommen, well si hiert Liewen esou gestalte kéinten, wéi si dat wierklech wëllen. Et géif der Economie zeguttkommen, well méi qualifizéiert Aarbechtskräf-

ten op den Aarbechtsmarché géife kommen. An et géif dem Stat an eise Sozialpartner zeguttkommen, well à la fois méi Steueren an och méi Cotisatioun géife bezuelt ginn. Et géif nëmme Gewënner ginn, wann d'Regierung, esou wéi se dat am virleiede Pabeier ukënnegt, endlech eng wierklech familiäresch Politik géif maachen, wa si d'Politik vun de Wahlgeschenker géif astellen zugonschte vun enger laangfristeger an nohalteger Familiäresch, esou wéi d'Demokratesch Partei se zënter Laangem fuerdert.

► **Une voix.**- Très bien!

(*Brouhaha et hilarité*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, ee vun de Punkten, deen am Programm ugeschwat gëtt, sinn d'Rente respektiv d'Ofsicherung vun de Renten. Des Fro stellt an eisen Aen eng vun deene gréissten Erausforderunge fir d'Zukunft duer. Grad well des Fro vun esou enger grousser Wichtigkeet ass, ass et ëmsou méi bedauerlech, datt d'Regierung am Renten- a Pensiounsossier bis elo näischt Konkretes op den Dësch geluecht huet. Émmer nees gëtt ee vum zoustännege Minister verträischt: D'lescht Joer waren et Pisten, déi där zoustännege Chamberskommissioun virgeluecht goufen, viru Kuerzem war et eng Roadmap. Op richtig konkret Iddien a Propositione waart ee bis haut ëmsou.

An anere Wieder: Op dem Minister seng Rentereform waarden, heescht op de Godot waarden.

Et ass jo net esou, wéi wann et keng Propositione géif ginn, wéi wann net scho ganz ënnerschiddlech Acteuren hir Virschléi op den Dësch geluecht hätten. Am Juli 2009 huet d'UEL hir Iddien a Piste publizéiert. D'Chambre des Salariés huet hir Proposen den 11. Februar 2010 proposéiert. Am Hierscht 2010 huet d'OECD hir Iwwerleeungen iwwer eng Reform vun Lëtzebuerg Pensiounswiese virgestallt.

Et sinn also genuch Iddien do. Ganz ënnerschiddlech Propose fir eng Reform leien um Dësch.

(*Interruption*)

Am Text, iwwert dee mir haut hei diskutéieren, steet Folgendes dran:...

(*Interruptions diverses*)

«La situation financière et démographique actuelle du système est telle que des réformes efficaces sont envisageables sans devoir remonter à des coupures tranchantes au niveau des prestations.» Grad well eise System haut nach gesond ass, grad well eis Reserven och weiderhin nach klammen, grad well mer an enger Situation sinn, wou mer ouni grouss Aschnëter de System méi stabil kënnen halen, ass et fir eis absolut onverständlech, datt d'Regierung deen Dossier esou laang schleefe gelooss huet. Et geet elo drëm, fir séier een nationale Konsens an der Fro vun der Rentereform ze fannen, well et ass eng national Fro.

Duerfir trëtt d'Demokratesch Partei och fir een zweete Rentendësch an, wou all déi einzelen Mesuren an aller Transparenz sollen diskutéiert ginn a wou dann um Enn vun deenen Diskussionen ee Gesamtpak soll erauskommen, mat deem de System mëttelfristeg finanziell ofgeséichert gëtt. Mir brauchen an der Pensiounsfro ee Konsens, dee wäit iwwert déi lafend Legislaturperiode d'Strooss hält an deen op engem méiglechst breede Konsens berout.

Et ass un der Regierung a méi speziell um zoustännege Minister, fir elo endlech der Öffentlechkeet kloer ze soen, wat d'Regierung wëlles huet ze proposéieren, well et kann an eisen Aen nämlech net esou sinn, datt vu verschiddene Säiten Iddien a Virschléi an d'Diskussioun bruecht ginn an datt d'Regierung einfach nënnen ofwaart a sech ganz um Enn nënnen déi Iddien eraussicht, déi hir am beschte gefalen, respektiv déi Proposen opgräift, déi am beschte bei de Leit ukommen, ouni awer datt dobäi de Finanzement vun dem System géif laangfristeg ofgeséichert ginn.

D'Regierung ass bis haut nach op quasi all Fro, déi sech an deem Kontext stellt, hir Äntwert schëlleg bliwwen. Wéi gesäit d'Regierung zum Beispill d'Fro vun de Cotisatiounen? Déi solle jo laut dem Statsminister sengem Accord aus der leschter Bipar-

tite mat dem Patronat bis 2014 net erhéicht ginn. Gi se et vläicht awer? Well mer einfach net laanscht esou eng Hausse kommen? Wa jo, wéini an a wat fir engem Émfang ass mat enger Erhéijung ze rechnen?

Gëtt den Niveau vun de Cotisatiounen vun de Patronen agefruer? Muss den Assuré eleng d'Erhéijung vun de Cotisatiounen schëlleren? Dat géif bedeuten, datt och déi schmuel Schëllere méi staark belaauscht wäerte ginn.

D'DP ass der Meenung, datt an dese schwierigen Zäiten net soll op deen einfache Wee vun der Erhéijung vun de Cotisatiounen zréckgegraff ginn. Dat wär e falscht Signal. Et géif Leit, deenen duerch déi ugekënnegt Spuermesurë vun der Regierung schonn déif an d'Täsch gegraff gëtt, nach weider belaauchten an hir Kafkraaft weider schwächen.

Da stellt sech och d'Fro nach vum Rentenalter. Soll deen Alter gehéicht ginn oder net? Och hei menge mir, datt een dee Schrëtt net sollt maachen, mä éischer kucken, datt een den effektive Rentenalter, deen de Moment nach wäit ënnert deem legale läit, eropgesat kritt, andeem een zum Beispill probéiert, d'Leit méi laang am Berufsliewen ze hale mat méi flexibelen Iwwergäng an d'Pensioun.

D'Demokratesch Partei ass jiddefalls bereet, fir un enger Reform vun eise Pensiounssysteme matzeschaffen. Mir si bereet, am Kader vun enger breeder, öffentlech an aller Transparenz gefuerter Debatt matzdiskutéieren, Iddien auszuschaffen a konkret Proposen ze maachen.

Contrairement zum zoustännege Minister, vun deem een, wéi gesot, bis haut nach kaum eppes Konkretes héieren huet, ass d'DP (veuillez lire: net) gewëllt, sech hirer Responsabilitéit an deser fir eist Land extrem wichtige Fro ze entzéien.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, ee weidere Punkt vun virleiede Programm befaasst sech mat der Educatiounspolitik. Als wichtigst nationale Zil gëtt een Taux de décrochage scolaire vun enner 10% uginn. Dës Zil ass sécherlech wichteg an et ass och sécherlech richtig, datt mir an der Educatiounspolitik Ustengungen ennerhuelen, fir datt manner Jonker eis Schoulen ouni Ofschluss, ouni Diplom verlossen.

Deene leschte Statistiken no hu mir dës Zil jo och schonn erreicht mat aktuell engem Taux vun 9% respektiv knapp 1.700 Schüler, déi am Schouljoer 2008/2009 hir schoulesch Carrière ouni Ofschluss ofgebrach hunn. Mir sinn eis eens, datt des 1.690 Jonker - dat ass deen exakte Chiffer - der nach ëmmer ze vill sinn. A mir begréissen och, datt vu Säite vun Ministère aus dru geschaff gëtt, fir desen Taux nach weider no enner ze drécken.

Mir mengen awer och, datt et nieft dem Décrochage scolaire an eise Schoulsystem nach eng ganz Rei vun anere Problemer gëtt, déi mindestens genausou wichteg sinn, bei deene genausou séier muss Remedur geschaf ginn.

D'Stäerkt - awer fir ëmmer nach vill ze vill Kanner och gläichzäiteg d'Schwächt - vun eise Educatiounssystem ass d'Dräisproochegkeet. De Sproochenunterrecht ass an eisen Ae par rapport zu der gesellschaftlecher Entwécklung meilwäit hannendran.

Nach ëmmer droe mir der Tatsaach vun enger ëmmer méi heterogener Schoulpopulation, speziell am Sproochenunterrecht, net genuch Rechnung. Nach ëmmer ginn eis Schüler nënnen op Däitsch alphabetiséiert, woumat awer vill Kanner mat engem frankofone Sproochenhannegrund ee grouse Problem hunn.

Nach ëmmer gi weder Däitsch nach Franséisch vun Ufank u konsequent als Friemsproochen enseignéiert. Nach ëmmer gëtt et kee Konzept fir eng fréi Sproocheförderung am Précoce respektiv am éischte Cycle vun der Grondschoul. Nach ëmmer si Betreiuung a Schoul net enk genuch matenee vernetzt, fir esou de Kanner vu klengem un en optimalen Encadrement kënnen ze bidden. Nach ëmmer sinn zwee Ministère fir d'Kanner zoustännege, obwuel des Trennung ëmmer manner sennvoll ass.

Här President, een anert am virleiede Pabeier definéiert Zil ass, datt den Taux vu jonke Leit mat engem Universitäts- oder equivalenten Diplom soll eropgesat ginn, fir solle bei 40% ze leie bei de Leit tëschen 30 a 34 Joer. Och dës Zil ass an eisen Aen an enger Zäit, wou Know-how a Wëssen zu enger ëmmer méi wäertvoller Ressource ginn, duerchaus erstriewenswäert. Nach stelle sech awer och hei eng Rei vu Froen.

D'DP ennerstëtzt des Zilsetzung, wéi gesot, ausdrécklech. Nach menge mir awer, datt mir, bei aller Fokusséierung op universitär Étuden, d'Handwierk respektiv d'Berufsausbildung net dierfen aus den Ae verléieren. Mir si fest dovunner iwwerzeugt, datt et och an den handwierkleche Beruffer, ob mat oder ouni Unis- oder Fachhéichschuldiplom, gutt Zukunftsperspektive gëtt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Ech wëll an deem Kontext och nach eppes zu deenen neie Studiëbäihëllefe soen, déi bekanntlech als grouse Paradigmewissel vun der Regierung no bause verkaaft ginn. D'Demokratesch Partei hat sech - a mäi Fraktiounskolleeg Eugène Berger hat dat beim Vote vum Projet kloer ennerstrach - géint desen neie System ausgeschwat, well mer nees an den ale Lëtzebuerg Reflex gefall sinn, datt mer mengen, mat Sue kéint een all d'Problemer léisen.

Eleng mat engem neien, sozial gänzlich ondifférenzierte System vu Studienhëllefe wäerte mir d'Zil vu méi Leit mat Unisdiplo m garantéiert net errechen. Villméi muss mer dru schaffen, datt eise Schoulsystem eis jonk Leit och wierklech op weiderféierend Studië virbereet. Dës ass bis elo manifestement net de Fall, wann ee weess, datt ronn een Drëttel vun de Jonken d'Studien op der Uni no engem Joer ofbriechen.

Wéi et ëm den Niveau vun eise Bildungssystem respektiv vun eise Educatiounspolitik bestallt ass, krute mir unhand vun den Zuele vun där leschter PISA-Etüd schwaarz op wäiss virgeluecht. Och wa PISA net der Wahrheit letzter Schluss duerstellt, sou weisen déi schlecht Resultater dach awer, datt mir eng ganz Rei vu Chantieren a Malaisen an eise Schoulsystem hunn, déi mir séier, ganz séier muss behiewen, éier mir eis aner ambitiéis Ziler setzen.

Mir brauchen net eeschthaf iwwer eng Steigerung vun dem Taux vu Leit mat Unisdiplo nozedenken, wann ee bedenkt, datt mir aktuell ee Jugendchömage hunn, deen duebel esou héich ass wéi an eisen Nopeschlänner.

D'Konsequenze vun där verfeelter LSAP-Schoulpolitik mussen nämlech spéitstens herno vun der Aarbechtsmaartpolitik opgefange ginn. An der Schoulpolitik fält de Bilan - PISA beweist et - vun der LSAP méi wéi schlecht aus!

An der Aarbechtsmaartpolitik ass et nach e bëssen ze fréi, fir eng Zensur auszustellen. Et soll een dem Här Schmit eng Chance ginn, och wann et am Moment alles aneschtens wéi gutt um Aarbechtsmaart ausgesäit.

Här President, un éischer Plaz gëllt et, den niddrege Bildungsniveau vu villen Aarbechtslosen ze behiewen, speziell bei deene Jonken, wou den Taux bei ronn 40% läit, wat an absoluten Zuele ronn dausend Jonker bedeit, an dat sinn der dausend ze vill! Vill vun hinne schleefe sech schonn a fréiem Alter duerch den Aarbechtsmaart vun Échec zu Échec, a wat si méi laang an deser Logik vu Mëssefollleg bleiwen, wat et méi schwéier gëtt, si ze motivéieren a si laangfristeg ennerdaach ze bréngen.

Sou gesinn, ass de Chömage een individuellen Drama, grad fir déi Jonk, déi frësch op den Aarbechtsmaart kommen. Duerfir brauch et Initiativen, déi si opfänken a si net an enger Situation beloossen, an där si riskéieren, lues, mä sécher zum Laangzäitchômateur ze ginn.

Am Kader vun den Diskussionen iwwert d'Verlängerung vun de spezielle Mesurë géint d'Jugendarbeitslosigkeit huet mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, drop higewisen, datt de Phänomeen vun der Jugendarbeitslosigkeit och Froen iwwer eise Schoulsystem an iwwer eis Gesellschaft am Allgemengen opwerft. Ganz vill bleift an deem Kontext nach bei

der beruflecher Orientierung an eise Lycéeën ze maachen. Déi professionell Orientierung muss méi fréi an eise Schoulen ufänken a si muss an d'pedagogesch Logik vun den Enseignanten afléissen.

Ee grouse Problem ass nach ëmmer d'Zuel vun den Décrocheurs scolaires, déi ouni nennenswäert Qualifikatiounen op den Aarbechtsmaart kommen an dann am beschte Fall an enger Beschäftigungs-moossnam landen.

Här President, am Exposé des motifs vum Gesetz iwwert d'Reform vun der ADEM, dat den Aarbechtsminister virun net allze laanger Zäit an der Chamber déposiert huet, kann ee liessen, dass d'ADEM nëmme bei ronn 7% vun de vermëttelten Aarbechtsplazen eng aktiv Roll spillt. Dëst féiert mech zum Kapitel iwwert den Emploi.

D'Demokratesch Partei fuerdert zënter ville Joren eng Reform vun der ADEM. Eng ADEM, déi ee bessere Service fir d'Betribler ubitt, déi Leit astelle wëllen, déi eng Schaff sichen. Zënter Jore weise mir als DP drop hin, dass aus der ADEM eng Aarbechts- a Weidberungsagentur soll ginn, wou den Haaptakzent op der Weidberungsagentur an op der geziilter Orientierung vum Chômeur läit. An zënter Jore gi mer net midd ze ënnersträichen, dass d'ADEM, fir all dësen Erausforderunge wierksam begéinen ze kënnen, méi flexibel an hirer Struktur an an hire Prozedure muss ginn.

Mir sinn dovun iwwerzeugt, dass et net eng Verwaltung am klasschesche Sënn ka sinn, déi de Problem vun der steigender Aarbechtslosigkeit ka bekämpfen, mä eng proaktiv Struktur, déi op déi eenzel Chômeure mat hire spezifesch schouleschen, beruflechen a perséinlechen Hannergrënn anzogee versteet. Aus där administrativer Gestioum vum Chômeur muss eng Aktivierung vun de Chômeure ginn.

Den Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet mat der geplangter Reform vun der ADEM een éischten, net onwichtige Akzent gesat. Aneschtens wéi säi Virgänger vun der CSV huet hien den Dossier ugepaakt an ee konkrete Reformprojet ausgeschafft. Wa mir haut zu Lëtzebuerg Rekordzuele beim Chômeur a virun allem beim Chômeur vun deene Jonken hunn, dann ass dat zu engem gudden Deel der Inaktivitéit vum Här Juncker a vum Här Biltgen geschéit, déi während laange Joren net wierklech eppes ënnerholl hunn, fir de Problem vum Chômeur an de Grëff ze kréien.

Aarbechtsmaartpolitik ass Schoulpolitik, an emgedréit. Duerfir muss mir et fäerdeg bréngen, eis Jonk esou ze forméieren, dass si guet genuch preparéiert sinn, fir um Aarbechtsmaart ze bestoen. Mir gesi fir de Moment weder eng Bildungspolitik, déi dësen Ziler gerecht gëtt, nach eng Aarbechtsmaartpolitik, déi eise Virstellungen entsprecht.

Här President, déi allermeeschte vun deene Problemer, déi ech hei opgeléist hunn, si säit Jore bekannt. An d'Léisunge leie bal genausou laang um Dësch. Fir si géllt eigentlech nëmme: „Just do it!“ Et ass kloer, dass d'Regierung an der Demokratescher Partei ee Partner wäert fannen, wann et dorëms geet, dës Problemer unzepaken. Genausou kloer ass et awer, dass sech eis Problemer zu Lëtzebuerg net vum selwe léise wäerten. Och net mat 3% Wirtschaftswuesstum. Mir brauche strukturell Reformen hei am Land, fir d'Aarbechtslosigkeit an d'Statsfinanzen an de Grëff ze kréien. Dëst ass parteiwwergräifend unerkannt.

De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet et a senger Ried op der Hierschtfoire nach eng Kéier gesot, de Finanz- a Budgetminister Luc Frieden huet et bei de Budgetdiskussionne gesot, den Yves Mersch huet et an der leschter Publikation vun der Zentralbank gesot: Mir brauche courageiert strukturell Reformen! An dobäi dierfe mir net op déi kommend Generatiounen, well et ass virun hinnen, wou mir eis wäerte veräntwerte mussen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedred ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut op den Dag bal genau virun néng Méint gouf hei op d'ärselwechter Plaz eng Orientierungsdebatte iwwert d'europäesch Strategie 2020 ofgehalen. Eng Strategie, déi jo Europa endlech fit fir d'21. Jorhonnert soll maachen. Eng Strategie, déi Europa an den nächsten zéng, haut just nach néng Joer en intelligenten, nohaltegen an integrativen Wuesstum bréngen soll.

Virun engem Joer sinn déi gréng an der Orientierungsdebatte vum Minister Krecké nach ugegraff ginn, well mir et gewot hatten ze froen, fir eng Denkpaus anzuleeën. Eng Denkpaus, déi sollt genotzt ginn, fir méi eng breet a konsultativ Démarche an de Prozess eranzeckréien.

Besonnenesch wann ee weess, dass déi éischt Strategie vun 2000, déi sougenannte Lissabonner Strategie, komplett gescheitert war, an dëst Scheitern och net eleng op den Ëmstand zréckzuféieren ass, dass 2007 eng weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris ausgebrach ass, mä dass d'Ambitiounen, déi 2000 festgeluecht gi sinn, einfach vill ze héich waren, an dass se och ouni eigentleche Bezuch zu der net europäischer Aussewelt opgestallt gouf.

Eng Lissabon-Strategie, déi wäit ewech bliwwen ass vun hiren am Joer 2000 feierlech deklaréierten Ziler. Just zur Erinnerung: 2000 gouf zu Lissabon festgehalen, an zéng Joer, also fir 2010, d'Europäesch Unioun zur stäerkster Wëssensgesellschaft vun der Welt ze maachen. Et ass leider net allze vill vun deem iwwreg bliwwen!

Ech wëll hei nach eng Kéier de Wirtschaftsminister aus der Debatte vum leschte Joer ernimmen, deen eis Ufro fir eng Denkpaus mat enger breeder Diskussioun a Konsultationsphasen kategoresch ofgelehnt huet mat de Bemierkungen, et wär elo keng Zäit, fir elo nach groussaarteg Debatten ze féieren, mä et misst elo gehandelt ginn. Zumools, wou mir an esou eng schlecht Situatioun duerch d'Wirtschaftskris gerutscht wäeren, mä och duerch d'Situatioun, dass aner Wirtschaftsraim net géif stoe bleiwen, dëst besonnenesch an de Schwelleanläner.

Haut wëll ech am Ufank vu menger Ausféierung zu „Europe 2020“ jiddefalls festhalen, dass dës Debatte vun haut ouni grouss Konsultatiounen hei iwwert d'Bühn gaangen ass. Et sinn elo genau néng Méint hier säit der leschter Debatte hei an der Chamber iwwert deesewechte Sujet, ouni dass wesentlech eppes geännert hätt.

Dach! Mir hunn eng provisoresch Versioun vun engem Strategiepaper vum November zougestallt kritt, wéi d'Regierung gedénkt, op déi vun der Kommissioun proposéiert Virschléi ze reagieren. D'Fro stellt sech, firwat keng breet Konsultatioun duerchgefouert gouf!

Néng Méint, wou eng ganz Rei vu Konsultatiounen hätte kënnen duerchgefouert ginn. Néng Méint, wou en Dialog mat der Zivilgesellschaft hätte kënnen duerchgefouert ginn. Néng Méint, wou mat der Chamber eng Rei vu Konsultatiounen hätte kënnen gemach ginn. Néng Méint, wou eng ganz Rei vun neie Froen hätte kënnen opgeworf ginn an nei Léisungen hätte kënnen diskutéiert ginn. Néng Méint, déi erëm vergaange sinn, ouni dass mer eis mat der gréisster Erausforderung vun der Géigewaart ausenanergesat hunn, nämlech dem iwwerdriwwene Verbrauch vu Ressourcen, an hei besonnenesch de fossilen Energie-Ressourcen.

Alles dat ass erëm net passéiert. Dach, just e Schnellduerchgang an den einzelnen Chamberskommissiounen. Bis haut sinn emol nach net all, déi hiren Exercice duerchgefouert hunn.

Et wär also duerchaus d'Méiglechkeet an och Zäit genuch gewiescht, fir méi eng breet Konsultatioun duerchzuféieren.

Quant à la forme, deemno léisst dës Debatte, a besonnenesch hir Preparatioun, vill Froen op. D'Opreegung vum leschte Joer hätt Dir lech, Här Minister, also kënnen spueren, a méi sënnevoll wär et gewiescht, eng konstruktiv Démarche hei un den Dag ze leeën.

Quant au fond verspricht de Strategiepaper „Europe 2020“ vun der Regierung och erëm munches. Dee Pabeier strotzt nëmme vun enger „ribambelle de me-

asures“, esou wéi e Member aus der Sozialistischer Partei an enger Kommissioun gemengt huet. Etlech vun de Moosnamen si vag an, wéi och de Lissabonner Pabeier vun 2000, ouni konkret Mesur mat Tëschenziler formuléiert.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech awer méi am Detail op dese Strategiepaper agoe wëll, ass et vläicht wichtig, sech nach eng Kéier iwwert d'Scheitern vun der Lissabonner Strategie Gedanken ze maachen. Dobäi schiele sech fir eis besonnenesch zwee Punkten eraus:

D'Lissabonner Strategie ass gescheitert, well se ënner anerem vill ze vill héich Ambitiounen opgestallt hat an och, well keng Deklinatioun op de lokalen, spriech Landesniveau gemach gouf. An zweetens, well d'Fro vum Klimawandel ëmmer méi zu engem Thema ginn ass an et ëmmer méi kloer ginn ass, dës Evidenz an enger Strategie ze integréieren. Obschonns ënner Lëtzebuurger Présidence 2005 d'Lissabonner Strategie och den drëtten Piller vun der Nohaltegkeet mat integréiere sollt.

Also louch et deemno op der Hand, zwou essenziell Strategie vum der Europäischer Unioun nei ze iwwerdenken. Dëst war engersäits déi vun der Lissabonner Strategie iwwert den Aarbechtsmaart an dem Wuesstum an déi vum Développement durable, déi allen zwou hir Échéance vun 2010 sollten erreechen. Dës Échéance wär de Moment gewiescht, déi zwou Strategien zu engem viabele Pabeier zesummenzeschweessen, mat Objektivier vum enger effektiver nohalteger Entwécklung a konkreter Mesur fir d'Erhalen an d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen an dem Kampf géint d'sozial Ausgrenzung.

Et war deemno eng Opportunitéit bei den Ekonomisten, den ONGen, de Syndikater an de Beroder iwwert d'nohalteger Entwécklung, fir an déi Richtung kënnen ze denken.

Gläichzäiteg war et awer och de Moment, besonnenesch ausgeléist duerch d'Finanz- a d'Wirtschaftskris an de Joren 2007 bis 2010, mat nohaltegem konjunkturellem Programm opzetrumpfen. Schlussendlech muss mer awer festhalen, dass d'Optioun, fir a Richtung vun enger regelrechter nohalteger Strategie ze goen, net zréckbehale gouf.

Eng ganz ekonomesch Approche ass schlussendlech an der Strategie vun „Europe 2020“ zréckbehale ginn. Soe mer et direkt: D'Strategie vun „Europe 2020“ ass aus grénger Siicht alles aneschtens wéi eng nohalteger Strategie!

Wat ass dann elo ënner „Europe 2020“ ze verstoen? Wann d'Strategie vu Lissabon wuel, wat hir ursprénglech Ziler ubelaangt, gescheitert ass, well ënner anerem keng Deklinatioun op de Landes- oder och nach op de lokalen Niveau gemach gouf, sou huet d'Strategie vu Lissabon dach op engem Niveau u Bedeitung gewonnen, um Niveau vun engem bestëmmten ekonomeschen a politesche Vocabulaire, nämlech deem vun dem Wuesstum an der Kompetitivitéit.

Besonnenesch déi zwee Messagë sinn am neien Dokument „Europe 2020“ méi wéi verankert ginn, fir net ze soe betonéiert ginn. Obschonns déi Terminologien am éischten Kapitel e sozialen an ekologesche Mäntelchen ugedoe kruten. Hei gëtt da vun engem nohalteger Wuesstum a vun Inclusion sociale geschwat. Dëst sinn Augenwischereien!

Dee Wuesstum, dee mir an Europa suggéieren, mécht keng Distributioun a Richtung vun der ënneschter Akommestabell, mä a Richtung vun der ieweschter Akommestabell. Nozeliesen a ville Statistiken vun der Europäischer Kommissioun. Sou ass d'Schéier tëschen Aarm a Räich an de leschte Joren ëmmer méi ausenanergaangen.

De Wuesstum ass och net vum iwwerdriwwene Verbrauch vun de Ressourcë lassgekoppelt, sou dass alles aneschtens wéi en nohalteger Wuesstum dorauer erauszeliesen ass. Deemno ass dese Wuesstum net als Instrument vun engem sozialen Ausgleich ze betruachten, esou wéi dat gäre vun e puer Leit gesi gëtt, mä dese Wuesstum ass iwwer laang Dauer net méiglech, well d'Ressourcen hei op der Welt limitéiert sinn.

Déi éischt Objektivier vun dem Strategiepaper sinn et, fir de Wuesstum bis 2020, also op zéng Joer, virzeschreien an ze verankeren. Dës Virgoensweis féiert fréier oder spéider an eng Sakgaass a féiert dozou, dass mer d'Kéier an d'Sortie a Richtung vun enger nohalteger Economie net méi kréien.

Wat aus eiser Siicht an dem Pabeier feelt, si folgend dräi Punkten: „EU 2020“ äntwert net op d'Fro: A wéi enger Gesellschaft wëlle mir liewen? Si wëllt eis awer d'Richtung uweisen, ouni awer genau ze weisen, wouhin eis dat wäert féieren. Déi Fro ass an deem Dokument net beäntwert.

Mir wëllen en europäesch Sozialmodell, deen dynamesch a gestärkt gëtt an dee sech no an no un déi beschte Modeller aus der Europäischer Unioun sollt orientéieren an upassen, an net den emgedréitene Wee.

Déi fundamentale Prinzipien vum eisem Modell wäeren d'Verankerung vu fundamentale Rechten, wéi d'Charta, d'Solidaritéit an d'Egalitéit, d'Deelen an d'Veerdeele vun dem Räichtum, d'Demokratie an d'Participatioun, Responsabilitéit bei der Nohaltegkeet an dem Respekt virun den zukünftege Generatiounen.

All dat ass an eisen Aen net an deser Strategie ze fannen. Sécherlech stinn eng ganz Rei vun Absichtserklärungen dran, mä de parlamentareschen Alldag weist, dass mer alles aneschtens wéi déi Absichtserklärung verfollegen.

Do steet virun allem ëmmer nëmme nees d'Kompetitivitéit an de Wuesstum am Vierdergrond. Dës Bestätigung féiert een an de sëlleschen Direktiven, déi no an no a Lëtzebuurger Recht emgeschriwwen ginn, sief dat am Aarbechtsrecht, bei de Services, am Ëmweltberäich oder och nach bei dem Konsumenteschutz. De Strategiepaper „Europe 2020“ geet fir eis net an déi richteg Richtung a gëtt och net déi richteg Äntworte fir déi grouss Erausforderunge vun 21. Jorhonnert.

Här President, Dir Dammen an Hären, erlaabt mer, ouni wëllen ausféierlech a komplett ze sinn, just op e puer Punkte vun dem Pabeier méi genau wëllen anzugeen. Meng Virriedner hunn elo schonns eng Rei vun etleche konkrete Moosnamen opgezielt an och Ziler definéiert. Gläich am Ufank vum makroekonomeschen Deel féint een d'Ausrichtung an och d'Philosophie vun dem Pabeier. Direkt am Ufank gëtt mat illusoreschen Wuesstumszeenarien nëmme esou geworf.

Et gleeft dach keen am Dram drun, esou Previsiounen iwwer esou eng laang Zäit wëlle virzegen. Zeenarie bis d'Joer 2030, 2050, souguer 2060. Wéi solle mer Wuesstum op 50 Joer tabléieren, wa mer et emol net, wéi dat am leschte Joer de Fall war, fäerdeg bréngen, innerhalb vun engem Joer fiabel Zuelen ze presentéieren?

Kee Wuert dervun, dass dese Wuesstum op Käschte vu massivem Raubbau un der Natur méiglech ass. Kee Wuert iwwert d'Auswirkung vun enger Verknappung vun de Ressourcen a besonnenesch vun der Endlechkeet vun de fossilen Energieträger.

Et gëtt kee Lien gemach tëschen de Wuesstumszuelen am Kapitel 2 an den Objektivier zum Beispill am Kapitel 4 iwwert de Changement climatique an den Zuelen, déi do presentéiert ginn. Dat ass och eng generell Kritik un dem Pabeier, wéi dat och schonns am Lissabonner Pabeier aus dem Joer 2000 de Fall war, dass keng systematesch Verknappung vun den einzelnen Themefelder duerchgefouert gëtt. Virdrun huet och den Här Bodry dat schonns hei a sengen Ausféierungen ernimmt.

Déi Zuele kënnen fir eis d'Strooss net halen. Haut stëmmen déi Zuele schonns net méi. D'Auswirkung vun der Demokratisierungswell an den arabeschen Länner op den Uelechpräis sinn nach net ausgestanen. Haut bezuele mer schonns erëm iwwer 120 Dollar fir e Barrel Uelech.

Wou stinn d'Zeenarien, déi eis dat op eise Wuesstum ausrechnen? Misste mer dann

net och Zeenarie vun 150, souguer 200 Dollar berechnen? Wär et dann net endlech un der Zäit, eis eng lëtzebuergesch, eng europäesch Strategie ze ginn, fir definitiv en Auswee aus der Uelechfal opzeweisen? Dänemark huet sech virun e puer Deeg eng Onofhängegkeetsklärung ginn an eng nei Energiestrategie un den Dag geluecht, fir bis zum Joer 2050 d'Stroumversuergung ganz iwwer erneierbar Energien ze decken.

Grad an deem Moment ass et wichteg an och richteg virum Hannergrond vu steigenden Uelechpräisser, dass sech d'Europäesch Unioun eng Strategie gëtt, fir d'Onofhängegkeet (veuillez lire: d'Ofhängegkeet) vum Uelech a Gas ze verkleinere. Dofir kënnen déi Wuesstumszuelen, déi am makroökonomeschen Deel stinn, iwwer 10, 20, souguer 40 Joer der effektiver Entwécklung net standhalen, well se haut schonns net méi der Realitéit entsprechen.

Hu mer dann aus der Wirtschafts- a Finanzkris vun 2007 näischt geléiert? 2007, wéi d'Finanz- a Wirtschaftskris ausgebrach ass, huet jiddweree vun enger Bankekris a sech geschwat, déi den Ausléiser gewiescht wär. D'Ursaache sinn awer och op engem ganz aneren Niveau ze sichen.

2007 hate mer nach net den néidege Recul, fir den Impakt vun den Uelechprodukter op d'Ekonomie ze analyséieren. Haut hu mer awer déi richteg an néideg statistesch Donnéeën, déi eis weisen, dass säit 2005, an dat bis haut, d'Produktion vun der Förderung vum Uelech op engem Niveau stoe bliwwen ass. 2005 huet sech d'Weltwirtschaft an enger immenser Wuesstumsphas befont, wann net schonns an enger iwwerhëtztener Wuesstumsphas.

Mir mussen haut feststellen, dass déi Dynamik duerch e Mangel un Uelech gebremst ginn ass. Dësen Enkpass un Uelechprodukt huet mat sech bruecht, dass d'Energiepräisser kontinuéierlech an d'Luucht gaange sinn. Besonnesch déi Ekonomien, déi hire Konsum iwwer Krediter finanzéiert an assuréiert a gläichzäiteg en héijen Energieverbrauch opzeweisen haten, ware séier an engem finanziellen Enkpass.

Dëst huet da schlussendlech fir d'Éischt zu klenger Faillitë gefouert, déi dann erëm weider méi grouss Failliten nogezunn hunn, fir da mat engem totale Chaos opzehalen. Leider stellen déi gréng haut fest, dass mer nach ëmmer net déi richteg Konsequenzen aus dëser Finanz- a Wirtschaftskris gezunn hunn an haut erëm esou weiderueren, wéi wann näischt passéiert wär.

Zu der Säit 9 iwwert d'Surveillance macro-économique nach eng kéier deeselwechten Zeenario. Hei gëtt erëm nëmme iwwert d'Käschte vun der Aarbecht am Zusammenhang vun der Kompetitivitéit geschwat, wéi wann d'Kompetitivitéit eng Finalitéit fir sech wär an d'Aarbecht deen eenzege Facteur vum Präis. Dësen Denkschema féiert direkt a Richtung vum Ofbau vun de sozialen Errungenschaften an enger Beschleunegung vun der sozialer Exklusivitéit.

Zu de Pensionen op der Säit 10 erëm deeselwechte Schema: Vun de fënnf Prinzipien ginn déi éischt zwee éischter an d'Richtung vun enger Verschlechterung. Deen drëtt an dee véierte soe praktesch och datselwecht: erëm eng Verschlechterung. An dee fënnf, deen opgenimmt ass, seet guer näischt aus. Entweder sinn d'Moosname kaum mat Zuele beluecht oder si si guer näischt wäert, esou wéi se do elo stinn.

Déi Aussoen hätt ee sech kënnen spueren, well mer kee Millimeter an deem Dossier weiderkomm sinn. Mir waarde schonns méi laang op méi konkret Propositione vun eisem Sozialminister.

Och an de Proposen op der Säit 14 vun dem provisorische Regierungsdokument iwwert den Aarbechtsmarché ass d'Philosophie erëm déiselwecht. D'Ekonomie steet virun allem am Vierdergrond. Ech wëll dofir net méi hei an den Detail goen a verweisen do gären op de Bäitrag vu mengem Parteikolleeg François Bausch

gëschter an der Debatt iwwert d'Governance économique innerhalb vun der EU an de Pacte de convergence an de compétitivitéit.

Am Kader vun der Debatt huet déi gréng Fraktioun och eng Motioun déposéiert, déi jo net direkt op daf Ouere beim Premier gefall ass. Op Proposition vum Här Juncker soll dës Motioun an der Finanzkommission zur Sprooch kommen.

Ouni wëllen nach eng kéier op den Inhalt vun der Motioun anzegoen, just kuerz hir Haaptstoussrichtung: Esou sinn et souwuel d'Virschléi um fiskaleschen, um soziale wéi och um politeschen Niveau, déi mir gären behandelt wëssen, an déi géint déi reng ekonomesch Approche vum Pabeier „EU 2020“ virginn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Dofir hoffe mir, dass eng Rei vu Proposen aus dem Pabeier 2020 nei iwwerduecht ginn a mat Hëllef da vum Premier och eng nei Ausrichtung kréien.

Här President, Dir Dammen an Hären, zum Schluss vu menger Ausféierung wëilt ech awer nach eng kéier op d'Energiefro zrëckkommen. Dëst Thema gëtt am Kapitel 4.3 mat dem Titel „Objectif «changement climatique et énergie» et principales mesures pour l'atteindre“ beschriwwen.

Dräi eenzel Objektiv sinn ernimmt:

Éischt Objektiv: 20% Reduktion vun CO₂ vis-à-vis vun 2005 solle bis 2020 erreicht ginn. Gläichzäiteg steet do, Lëtzebuerg hätt en immens groussen Défi domadder, fir dëst Zil ze erreechen. Dës Ausso ass eng Frechheet vis-à-vis vun enger éierlecher Klimapolitik. Déi Ausso an Ziler sinn de Pabeier emol net wäert, op deem se stinn.

Net méi spéit wéi de Moien huet de Minister Wiseler an der Nohaltegkeetskommission missen zouginn, dass Lëtzebuerg sech an Estland Verschmutzungsrechter akaaft huet an der Héicht...

(Interruption)

...vun 3.750.000 Tonnen CO₂,...

(Interruption)

...woubäi als Contrepartie am estnesche Wunnengsbau knapp 800.000 Tonnen CO₂ agespuert ginn. Hei gëtt sougenannten „hot air“ gehandelt, ouni dass een zousätzleche Gramm CO₂ agespuert wäert ginn.

Niewent deem, dass mer erëm e grouss finanziellen Deal getäteg hunn, hu mer déi europäesch Klimapolitik heimat vu Lëtzebuerg aus begruuewen. Wat soll dann dee groussen ugekënnegte Klimapakt mat de Gemengen nach bewierken? Vläch eng Spillwäiss fir all déi, déi nach un e Sënn an d'Noutwendegkeet vun enger Lëtzeburger Klimapolitik gleewen?

Och beim zweeten Objektiv, nämlech dem Erreeche vun 11% erneierbaren Energie bis 2020 um Gesamtenergieverbrauch, gëtt mat enger Mogelpackung operéiert. Hei heescht d'Mogelpackung net „hot air“, mä Agrarsprit. Iwwert den Émwee vum Import vun Agrarsprit solle mer praktesch d'Halschent vun eisen Ziler an den erneierbaren Energien iwwert dese Wee realiséieren.

Hei gëtt vum Émstand profitéiert, dass e groussen Deel vun eisem Endverbrauch och 2020 nach ëmmer iwwert de Wee vum Transport verursaacht gëtt, an dat haaptsächlech iwwert de Wee vum Stroossentransport. Dobäi si mer haut schonns um ieweschten Zil vun de Capacitéiten am Stroossentransport ukomm.

Ouni emol nach vun der oneffizienter Agrarhierstellung hei ze schwätzen, mat deels nach méi negativen Auswirkungen op d'Émwelt an der Verdrängung vu Liewensmittelproduktionen, ënnergruewe mer och heimat fir d'Zweet déi europäesch Klimapolitik. Dofir sinn déi fënnf Säiten iwwert den Energieverbrauch bis 2020 an den Objektiv vum Effizienz, Reduktion an erneierbaren Energien och erëm net de Pabeier wäert, op deem se stinn.

Well mer awer als Gréng d'Hoffnung net opginn, wëll ech zum Schluss nach eng Motioun déposéieren, an där mir d'Lëtzeburger Regierung nach eng kéier endlech zu enger éierlecher an effektiver Klima- an Energiepolitik opfuerechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la stratégie européenne «EUROPE 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», à travers laquelle l'Union européenne s'est donné cinq objectifs mesurables pour 2020 pour sortir de la crise économique et financière et qui se déclinent en objectifs nationaux dans les domaines suivants: l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation et enfin la lutte contre la pauvreté;

- vu le risque du renchérissement permanent de l'énergie fossile dû aux tensions politiques dans certains pays producteurs et l'épuisement même des réserves pétrolières bon marché;

- vu le nombre croissant de familles en situation de précarité énergétique au Luxembourg et dans les autres pays de l'Europe;

- vu la dépendance du pétrole de notre économie et surtout des systèmes de transport;

- vu la récente déclaration d'indépendance du Danemark vis-à-vis des énergies fossiles au bénéfice des énergies renouvelables;

- vu les hauts risques et potentiels restreints de l'énergie nucléaire pour alimenter notre société en énergie électrique;

invite le Gouvernement

- à plaider au niveau européen pour modifier les objectifs de la stratégie «EU 2020» de façon à:

• considérer l'enchérissement des énergies fossiles;

• renoncer à l'extension de l'exploitation de l'énergie nucléaire;

- à élaborer au Luxembourg à l'image du Danemark une stratégie politique pour éviter le piège des énergies fossiles, la précarité énergétique des familles et les effets économiques négatifs dus à la dépendance énergétique des entreprises.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Ech soenlech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Kox och Merci.

(Interruption)

An ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Henckes d'Wuert ginn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Madame Presidentin. Mir bedauern, dass dës Debatt vun haut net mat där vu gëschter zesumme konnt organiséiert ginn, well et grosso modo awer zesumme gehéiert. Mir haten als ADR och eng Debatt zu „EU 2020“ gefrot a mer si frou, dass de President vun der Kommission, den Här Bodry, an och de Minister sech d'accord erkläert hunn, fir op dee Wee ze goen an net ze waarden, bis datt eng Debatt soll stattfannen am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun.

Wat hei och nach hätt misse mat diskutéiert ginn, dat ass deen „Acte vers le marché intérieur“, wou d'Europäesch Kommission 50 Propositione virgeschloen huet, wou déi eenzel Länner der sollten zweief eraussichen, déi se als prioritär ugesinn, a wou deen Ablack um europäeschen Niveau soll eng Décision kommen, a wat fir eng Richtung d'Kommission dann elo soll schaffen. Dat alles gehéiert an e ganze Prozess mat eran, an ech si frou, dass d'Wirtschaftskommission elo wäert an den nächsten Deeg och do en Avis derzou ofginn.

De Pabeier vun der EU-Kommission iwwert déi Strategie 2020 - bis an d'Joer '20 - hat als Virgänger d'Lissabon-Strategie aus dem Joer 2000, déi 2008 aktualiséiert gouf an déi 2010 zu Enn komm ass. D'Lissabon-Strategie hat als Zil, ech zitieren: «une économie de la compétence la plus compétitive du monde» ze schafen. Si hat als grouss Ziler, bis 2010 e Beschäftigungstaux vu 70% ze erreechen, an datt 3% vum PIB sollten an d'Recherche fléissen. Dës Ziler sinn net erreecht ginn.

Déi nei Etapp heescht elo „Europa 2020“, eng Strategie - ech zitieren: „fir en intelligente, e gescheiten, en nohaltegen an en inklusive Wirtschaftswuesstum“. Innerhalb vun zéng Joer soll alles an Europa intelli-

gent ginn: de Wirtschaftswuesstum an ons Wirtschaft als solch, mä och d'Reglementation, d'Spezialisatioun, d'Haiser, d'Réseauen, etc. Alles soll och nohalte ginn: de Wirtschaftswuesstum an ons Wirtschaft als solch.

Fir de Rescht wéineg Iwwerraschungen: Den Taux d'emploi, dee soll eréischt erreecht ginn, klëmmt vu 70% op 75%; eng Industriepolitik, déi zum Zil huet, den Envrionnement vun den Entreprises ze verbesseren an déi administrativ Tâchen ze reduzéieren; dat war schonns déi zéng Joer virdru gutt gewiescht.

A mir gesinn, dass déi Strategie 2020, wou et drëm geet, 20% CO₂ ze reduzéieren, 20% nei Energie ze huelen, 20% Reduktionen, dass dat schonns datselwecht wor, wat schonns an der Lissabon-Strategie an och an dem Pabeier vum Envrionnement vum 1. Januar 2009 zum Droe komm ass, dass also déiselwecht Iddien do nach eng kéier opgegraff ginn. Bref, alles kale Kaffi, vun deem jiddweree weess, dass et esou, wéi et do steet... an datt ganz oft just de Contraire um europäeschen an um nationalen Niveau geschitt!

De Pabeier vun der EU-Kommission gouf ausgeschafft virun der Wirtschaftskris vun 2008/2009 an huet esou vill Lacunen opzeweisen. Vill Froe sinn net abordéiert ginn oder ginn ignoréiert. Zum Beispill: Wéi gëtt d'Strategie „EU 2020“ verbonne mat den Obligatiounen, déi Griichenland, Irland, Spuenien an aneren Eurolänner imposedéiert gi sinn, an déi hir budgetär Politiken ajustéieren mussen?

Et ass een och frustréiert, well een d'Impressioun huet, dass alles, wat déi europäesch an déi lëtzebuergesch Strategie 2020 ugeet, eleng vun den Economie- a Finanzministern, vun e puer Technokraten décidéiert gëtt, an datt nuren eng technokratesch Approche an deene Strategiepabeiere vun der EU a vun der Regierung ass.

Den Emploi, dass d'Bierger aus Europa a Lëtzebuerg nach eng Aarbecht hunn, ass net méi déi éischt Prioritéit vun der EU-Kommission an der Regierung. An ech fäerten, dass déi Voleten Emploi, Erziéung, Aarmut net seriö geholl ginn. Kuerz gesot: De Strategiepabeier „EU 2020“ ass weider näischt wéi e bessere Kommunikatiounspabeier no bausse wéi de Pabeier vun der Strategie de Lisbonne!

„Déi Aarm ginn ëmmer méi aarm an ëmmer méi zahlreich“, dat sinn d'Aussoe vum Aarbechtsminister, dem Här Schmit, den 9. Dezember op engem Seminaire iwwer „Lëtzebuerg 2020“, an ech kann em just nure bäiflichten. Déi Dokumentatioun konnt ech liesen op dem „Europaforum“, wou e mat Zitater ugeféiert gëtt. An et ass dowéinst, wou ech mer och erlaabt hunn - wann ech mat dem Här Minister eng kéier d'accord sinn -, fir dat och esou ze zitieren.

Mir deelen dës Kritik. Si weist, dass an Europa an an dëser Regierung jiddweree seng eegen Zëppche kacht an datt kee mat deem anere schwätzt an eng gemeinsam Approche ausschafft, fir de Problemer ze begéinen. De Strategiepabeier 2020 vun der Commission européenne integréiert sech och net an eng globaliséiert Wirtschaftspolitik eran.

Kee Wuert iwwert déi noutwendeg Reform vum internationale Währungssystem! Kee Wuert iwwert d'exzessiv Volatilitéit vun de Matière-première! Kee Wuert iwwert déi sozial Dimension bei der Globaliséierung! Kee Wuert, wat ee soll maachen, fir datt déi Jonk an déi méi Schwaach eng Aarbecht fannen! Kee Wuert iwwer e bessere Respekt vun de soziale Rechter an den Aarbechtsrechter!

Dat interesséiert keen um EU-Niveau. Dat ass alles reservéiert fir de G20, deen och elo ufänkt an och zur selwechter Zäit an der Debatt steet.

Europa ass net méi kompetitiv. Dat stellt eng Agentur fest, dat ass den NIC, „National Intelligence Council“, de Thinktank vun der amerikanescher CIA. Si stellt fest - dat ass op hirem Internetsite ze gesinn -, dass d'Kompetitivitéit vun Europa géigeniwwer China, Indien a Brasilien ofhëlt, well - Zitat: „et un enger kohärenter Politik feelt“, an datt sech gréisser Reformen an Europa an deenen eenzelne Länner opdrängen, mä datt näischt geschitt.

Ass Europa wierklech nach e Marché vu 460 Milliounen Awunner? Äntwert: jo fir déi grouss Multien, nee fir d'PMEen. Europa muss en effikassen, kompetitive Wirtschaftsraum schafen, deen net nëmmen do ass fir déi multinational Firmen, mä och fir d'PMEen.

Ech wëll nuren ee Beispill ugin: No 40 Joer Viraarbecht gouf 2001 d'Méiglechkeet geschaf, fir eng Société européenne kënnen juristesche op d'Been ze setzen. Vun 2004 u kënnen d'Betriben op dës juristesche Gesellschaftsform zréckgräifen. Mä et fonctionnëiert nëmmen fir déi grouss multinational Firmen an net fir d'PMEen.

Woufir? Ma well d'Reglement vun 2001 virgesäit, dass an all Land déi national Reglementer mussen agehale ginn. Am Prinzip vläicht net falsch, mä et misst awer wéinstens um europäeschen Niveau e Guidet unique ginn, wou een, deen eng Société européenne grënnt, misst all Hëllef an Informatiounen fannen, well déi PMEen hunn nämlech net d'Méiglechkeet wéi déi grouss Multien, fir sech an all Land an Afekot ze leeschten, e Réviseur d'entreprise, e Steierexpert, e Sozialexpert, e Reglementationsexpert. Déi Suen huet eng PME net, an d'grouss Multië jo.

Als ADR menge mir, dass an Zukunft all Reglementatioun an Direktiv um europäeschen Niveau misst net nëmmen den Test PME duerchgoen nom „Small-Business“-Akt, mä och en Test Marché intérieur. An ech mengen, dat gëtt jo och vun de Lëtzebuerger Entreprisë gefuerdert.

De Wirtschaftsministère huet um Internet-site vun dem Observatoire de la compétitivité e Projet de stratégie „Luxembourg 2020“ publizéiert, deen haut zur Debatt steet. Et ass eng gutt Hausaufgab, déi d'Fonctionnaires do geschriwwen hunn: vill Informatiounen, mä et muss een awer och feststellen, keng politesch Aussoen. D'Ännerungen, déi gemaach gi sinn, déi gi just ugedeit.

Ech ginn do ee Beispill, wat soll an de Pensionsreforme gemaach ginn. Do steet dran: «Un avant-projet de loi est en voie de préparation.» Soss näischt! Domadder kann een natierlech ganz viles ufänken. Déi aner Propositionen, déi gemaach gi sinn, do gesäit een, dass déi ablécklech Gesetzgebung, dass do alles an der Rei ass an dass näischt soll geschéien. Bref, wann dat Dokument jee sollt dem Conseil des Ministres européens iwwerrecht ginn, dann ass dat Eenzeg, wat déi Ministeren um Conseil européen kënnen maachen, dass ass dee Lëtzebuerger Pabeier huelen a sech drop setzen. All dat anert ass nämlech absolut net ze gebrauchen.

An ech wëll hei just nëmmen meng Virriedner huelen, déi hei soen, den Här Thiel, „rudimentaire“ wier dee Pabeier, den Här Bodry „net konkret genuch“, den Här Etgen „lästeg Flichterfüllung“.

Duerfir gesäit een, dass mer alleguerten der Meenung sinn, dass hei muss awer e Complément kommen. Elo kann et sinn, dass den Här Wirtschaftsminister ons herno nach e puer Informatiounen gëtt. Et kann och sinn, an et muss een hoffen, dass vläicht nach am Abrëll de Statsminister nach eng Ausso mécht oder soss e Minister konkret zu deene Propositionen steet, déi hei zur Debatt stinn. Mä esou, wéi et elo ass, ass et manifest, dass dat doten net duer geet, fir eng richtig Strategie vun der gesamter Regierung ze gesinn, wou et soll hinnen.

Wann een elo kuckt, wéi et mat deene Positionen ass - wou steet Lëtzebuerg an deem ganze Gefüge vun 2020? -, da muss ee feststellen, dass bei deenen Hauptpunkte Lëtzebuerg elo schon oft dee Leschte vum Eurolänner-Peloton ass. Recherche et Développement 2009, do steet Lëtzebuerg mat 1,68 Punkten do; Frankräich mat 2,21; Däitschland mat 2,82; d'Belsch mat 1,96.

Ech mengen, do gesäit ee schon, dass um Niveau vu Recherche et Développement - mir als ee Land, wat jo wëllt wierklech am Hightechberäich ganz aktiv sinn -, dass et do net duergeet, net nure mat deene Resultater, déi mer hunn!

Mir hunn haaptsächlech eng Politik, déi dorobber erasgeet, fir Recherche an Développement iwwer Subsidien ze favorisieren. Mir gesinn awer, dass et a Frankräich notament eng Alternativ gëtt do-

zou, dass ass déi vun engem Environnement fiscal spécifique. Ech hat och an deem Kontext schon eng Kéier eng Proposition de loi déposéiert an ech mengen, et misst ee kucken, ob een net och nach esou e Kader schafft, fir kënnen méi Recherche an Développement op Lëtzebuerg ze zéien.

Bei den Énergies renouvelables leie mer och, wéinstens wat d'Nopeschlänner ugeet, u leschter Position.

Nach am schlëmsten - a wat een am meeschte schockéiert - ass dat, wat den Aarmutsrisiko duerstelt hei an deem Land, nodeem d'sozial Transfertë gemaach gi sinn. Do leie mir bei 14,9; Frankräich 12,9; Däitschland 15,5 an d'Belsch 14,6. Fir dat räichste Land an Europa ass dat heiten e schlechte Bilan.

Et ass do, mengen ech, wou ee muss Ännerungen virhuelen. Hei erwaarde mer ons, dass d'Regierung konkret Propositionen mécht an dass een da weess, wou et soll hingen, dass mer eng Debatt dorüwer kënnen féieren, an net, dass mer hei eng Stëmm gesinn, Konkursion gesinn, mä da muss ee wierklech verschidden Informatiounen nach hunn, Analyse kënnen maachen. An dat ass, mengen ech, d'Aufgab vun der Regierung, a mir solle just d'Problematik elo emol opwerfen. Mä et ass kloer, dass d'Réisque de pauvreté, den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg fir dat räichste Land vun Europa vill ze vill héich ass.

Et muss een och festhalen, dass wat deen „Acte pour un marché unique“ ugeet, do Rieds geet vun enger Assiette fiscale de base unique. Ech muss soen, dass dat eng Proposition ass, där mir als ADR ganz skeptesch vis-à-vis stinn, well wann ee bis eng Base d'assiette impossible huet fir d'Betriben, déi déiselwech ass, dann dauert et net laang, bis een och en Taux unique huet. An en Taux unique an eng Base d'assiette impossible, dat bedeit, dass d'Konkurrenzféegkeet vun de Betriben just nach um Niveau vum Sozialdumping ka gemaach ginn. An dat ass manifestement net dat, wou mer sollen als Land hingen.

Da misst mer och, wat déi Strategie „EU 2020“ ugeet, dat hunn, wat een an technischen Termen nennt: „un indicateur de suivi“. Mir müssen all Joer d'Méiglechkeet hunn, fir ze kucken, ob déi Ziler, déi mer ons ginn - an déi solle jo och nach diskutéiert ginn an emol eng Kéier konkret op de Pabeier bruecht ginn -, ob déi och erreicht ginn, ob een op dem richtige Wee ass, dass bien entendu hei zu Lëtzebuerg, mä och um europäesche Niveau.

Wat d'Budgetpolitik ugeet, déi och hei an deem Kader awer muss diskutéiert ginn, esou gëtt vill vun deem „Europäesche Semester“ geschwat, mä et geet awer och drëm, fir dass et virgesinn ass, fir europäesch Sanktiounen géint déi Länner ze ergräifen, déi sech net géifen un déi Budgetdisziplin halen. Mä do gëtt et onser Meenung no awer och vläicht eng Alternativ, déi och an der Diskussioun ass, dass ass déi, anstatt Sanktiounen virzugesinn, Belounungen iwwer EU-Hëllef virzugesinn. Dat schéngt ons eng positiv Alternativ.

Deen aner Punkt, dee muss och festgehale ginn, dass ass, dass déi national Parlamentar müssen an dee ganzen europäeschen Décisionsprozess agebonne ginn, net nëmmen no der Décision, mä virun der Décision, fir dass ee mat der Regierung déi grouss Orientatiounen ka festleëen.

An deem Kontext wëll ech dann och festhalen, dass zum Beispill elo de 4. Februar 2011 schon de Conseil européen verschidden Décisionen geholl huet a Matière vun Energie a vun Innovation, mä dass hei an der zoustänneger Chamberskommission keng Debatt dorüwer wor. Ech mengen, dass schéngt dee verkéierte Wee ze sinn. Dass ass e Wee, dee mir net gutt fannen!

Et geet och elo Rieds vun engem Strategiepabeier, fir d'CO₂-Emissionen net nure bis 2020 ze reduzieren - sou wéi et an dem abléckleche Pabeier vun der EU-Kommission iwwer d'Kompetitivitéit Rieds geet -, mä dass et och nach e Pabeier gëtt, fir déi CO₂-Emissionen bis 2050 ze reduzieren.

Bref, mir ginn iwwerfuer hei vun allméiglechen europäesche Pabeieren. Mir brau-

chen dofir vun der Chamber e richtige Suivi, a mir müssen och zu all deene Problemer do am Virfeld vun den Décisionen gefrot ginn an ons Meenung kënnen soen an net hannendrun!

Et dierf net esou sinn, wéi d'Definition vum Gemengerot oft ass: Dass ass, dass e Gemengerot esou heescht, well e rode muss, wat de Buergermeeschter an de Schäfferot decidéiert.

(Interruption et hilarité)

Rot emol! Ech si laang genuch an der Stad Lëtzebuerg. Duerfir weess ech, dass déi Definition 300% richtig ass.

(Hilarité)

Datselwech soll och elo gellen, an onsen Aen, dass déi Definition fir d'Deputéiert net soll déiselwech sinn, dass si musse roden, wat d'Regierung an d'Ministeren um europäeschen Niveau decidéieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Hoffmann d'Wuert ginn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären: «La crise économique et financière qui a ébranlé le monde en 2008 n'a pas affaibli la domination des schémas de pensée qui orientent les politiques économiques depuis trente ans.»

Dass ass deen éischte Saz vun engem wonnerschéinen Text, deen heescht: «Manifeste des économistes atterrés». An deen éischte Saz, dee kéint och als Motto stoen iwwer eisem nationale Programm „Europa 2020“.

Et ass schon erstaunlech: An der Introdution zu deem Programm steet zwar, et misst Lektione gezu ginn aus der Lisbon-Strategie an hirem Échec, awer wann een dann no deene Lektione sicht am Text, da sicht een émsoss.

Eng wierklech Evaluatioun vun där Strategie gëtt et net. Déi grundsätzlech Orientatioun gëtt net a Fro gestallt. Et soll weidergoe wéi bis elo. Wéi wéineg Lektione gezu ginn, dass ass kondenséiert an engem Saz an darselwecher Introdution. Ech zitieren: «La politique d'offre et les questions structurelles de compétitivité demeurent essentielles pour une croissance et des emplois durables.»

«La politique d'offre» - Angebotspolitik -, dass ass de Kär vun enger neoliberaler Politik, där hir Konsequenze mer awer elo eigentlech misst kennen! D'Politique de l'offre, dass heescht, eng Politik fir d'Accumulation vun de Benefisser op d'Käschte vun de Léin, vum Aarbechtsrecht, vun der Steiergereehtegkeet.

An hirem Avis zu enger Kommunikatioun vun der Europäescher Kommission iwwer d'Wuesstum schreift d'Chambre des Salariés zu Recht: «La Commission prône une politique de la croissance assise uniquement sur le côté de l'offre. Il n'y a donc aucun changement depuis l'année 2008 qui a vu le monde plonger dans la plus grave crise économique et financière depuis la Deuxième Guerre mondiale.»

Awer déi Angebotspolitik bleift also och an eisem nationale Programm 2020 nach émmen dee bestëmmenden Dogma. Wann dem Här Bodry seng Aussoen haut esecht ze huele sinn, och dem Här Lux seng gëscher a souguer deelweis dem Premier seng vu gëscher, da misst also net nëmmen dee signifikative Saz do aus deem Programm erasgeschriwwen ginn iwwer d'Angebotspolitik, sondern da misst eigentlech dee ganze Programm komplett emgeschriwwen ginn.

Ech gräifen e puer Punkten eraus als Beispiller. Erëm eng Kéier steet bei der Surveillance macroéconomique - an den Här Kox huet dat hei schon eng Kéier ervirgehewen - d'Kompetitivitéit am Vierdergrond duerch d'Loungkäschten. Dass heescht also, duerch Senkung vun de Loungkäschten, och an deem Programme national do, op d'mannst mat enger impliziter Afrostelung vun der automatescher Indexupassung.

An deemselwechte Geescht gëtt d'Fro vun de Pensiounen behandelt. Ier iwwerhaapt emol hei zu Lëtzebuerg d'Diskussioun ugefaangen huet iwwer d'Pensionsreform,

gëtt hei schon d'Richtung festgehale: «relier la durée de la vie active à la longévité». Dass heescht näischt aneschters wéi eng Verlängerung vun der Liewensarbeitszeit. Fir eis inakzeptabel!

Am Kapitel iwwer d'sozial Inklusioun setzt d'Regierung sech als Zil - ech hunn et scho bei der Aarmutsdiskussioun hei ervirgehewen -, ee vu 24 Leit solle mer aus der Aarmut eraushuelen an deenen nächsten zéng Joer. Et ass eigentlech fir esou ee räicht Land eng Schan!

Wa mer eis demokratesch Souveränitéit als Parlament esecht huelen, da geet et also och mat klengen Korrekturen an deem Text net duer. Da muss mer iwwer déi ganz Orientéierung diskutéieren, an net nëmmen hei: mat an an der Bevölkerung.

Ech hunn et schon e puermol gesot: Déi ganz Legitimitéit vun der Europäescher Union steet hei um Spill! An da misst mer an esou e Pabeier och eege Virschléier eraschreien iwwer d'Ausrichtung vun der europäescher Politik. Mir si jo hei net Schüler gewesermossen, déi eng Aufgab schreiw mussen, déi se vun europäeschen Instanze virgeschriwwen kréien. Mir hunn eng demokratesch Souveränitéit hei ze wahren, an da misst mer also eis eege Virstellungen iwwer d'Orientéierung vun der europäescher Politik och an esou e Pabeier draschreien.

Zum Beispill deen europäesche Mindestloun, fir deen de Premier gëscher hei jo nach eng Kéier plädéiert huet. Zum Beispill, amplat d'Indexupassung hei zu Lëtzebuerg a Fro ze stellen, ze verlaangen, dass Europa soll a Richtung goe vun engem europäesche Mechanismus fir d'Upassung vun de Léin un d'Präisentwécklung. Zum Beispill eng Harmoniséierung vun der Steierpolitik a Richtung vu méi Steiergereehtegkeet, méi Distributioun, méi Progressivitéit, amplat dee Steierdumping, deen elo zënter zwee Jorzéngten hei an Europa amgang ass. Zum Beispill eng dättelech Ausweitung vun der ekonomescher Demokratie, also méi Kontroll a Selbstbestimmungsrechter vum Salarat. Zum Beispill eng aner Verdeelung vun dem Rächten.

A last but not least: Haut de Moien huet de Wirtschafts- a Sozialrot zesumme mat dem Nohaltegkeitsrot éischt Konkursiounen virgestallt fir nei Indicateuren, fir Indicateure fir e méi qualitativ Wuesstum, fir eng Hannerfroung vun deem bestehende Wuesstumsmodell.

Awer esou Reflexiounen sinn nach net wierklech hei an eiser parlamentarescher Diskussioun ukomm, jiddefalls net bei de Majoritéitsparteien, hunn ech den Androck. An och an deem Programm fir 2020 - ausser, dass dat Adjektiv „durable“ zéngmol virkënt - ass net wierklech festzestellen, dass eng Reflexioun géif gefouert ginn, weder um nationale Plang nach um europäesche Plang, iwwer eng nei Wuesstumskonzeptioun.

Merci.

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Hoffmann och Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Spautz d'Wuert ginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Madame Presidentin, léif Kolleginnen a Kollegeen, en turbulent Joer 2010 läit hanner eis. An et schéngt, als hätte mir d'Finanz- an d'Wirtschaftskris mat engem bloen A gemeeschtert, och wa mir d'Folge vun der Kris nach weider spieren dierften. Fir des Kris ze iwwerbrécke respektiv ze iwwerwannen, hunn awer missen eng Rei Mesurë geholl ginn, fir dass all d'Acteuren am Land op déi eng oder aner Aart getraff ginn.

Dese kollektiven Effort ass och nach net eriwwer. Esou gesäit et am Moment esou aus, dass mer méi Recetten hu wéi geplangt. Dass wëllt awer elo net heeschen, dass mer kënnen ophale mat Spueren, loin de là! Eise Statsbudget ass nach émmen defizitär, an all Euro, dee mir méi erakréien, soll dofir genotzt ginn, eisen Defizit ofzebauen. De Stat muss och weiderhi spueren a versichen, an deenen nächste Méint duerch kreativ Mesuren an Handlungen...



an awer och musse mir all Ausgab ënnert d'Lupp huelen, ob se soll gemaach ginn oder och net.

An d'Fro, déi sech zënter der Finanzkris uechter Europa an och heiheim gestallt gëtt, ass, wéi mir an Zukunft esou eng Kris kënnen verhënneren. Wéi erreeche mir et, dass Europa a seng Wirtschaft konkurrenz-fäeg bleiwe mat dem chineeseschen, indeschen a russesche Marché? Fir nëmmen déi ze nennen!

Zu dese Froen an Erausfuerverderunge wëllt de Strategiepabeier 2020 Äntwerte liwweren. Ech erënneren drun, dass d'Strategie 2020 no der Lissabonner Strategie deen zweete Strategiepabeier vun der Kommission ass. De Pabeier 2020 definéiert eng Rei vun Ziler an de Beräicher Aarbecht a Beschäftegung, Éducation, Fuerschung, Innovatioun an am Sozialen. D'Erreeche vun deesen Ziler soll d'Wettbewerbsfähigkeet vun der EU an deenen eenzelnen EU-Memberlänner par rapport zum Rescht vun der Welt stäerken an ausserdeem de soziale Fortschritt a Wuelstand garantéieren.

An deem Sënn presentéiert d'Strategie 2020 dräi Prioritéiten a fixéiert fënnef grouss Objektiv. D'Memberlänner sinn opgefuerdert, des Objektiv duerch konkret Mesuren a Musek ëmzesetzen. An dofir huet d'Regierung dese Reformprogramm ausgeschafft. Dese Pabeier geet an déi richteg Richtung, och wann en op ville Punkten nach ganz vag ass. D'Bestandsaufnahme ass richteg, awer leider feelen op verschidde Plazen déi konkret Mesuren, déi et eis géifen erlaben, déi verschidden Objektiv bis 2020 ze erreechen.

Iwwert den Zoustand vun eiser Ekonomie an hir zukünfteg Ausrichtung an deenen nächste Jore wëll ech net vill soen. D'CSV-Positioun ass nach ëmmer déi vum 30. Juni 2010, wou mir hei an der Chamber iwwert d'Propositionen diskutéiert hunn, déi de Wirtschaftsminister proposéiert hat. An deem Kontext hunn dee fréieren an deen aktuellen CSV-Fraktionschef souwéi ech selwer weider 21 Propositionen gemaach, déi fir eis prioritär misste behandelt an ëmgesat ginn.

Madame President, léif Kolleginnen a Kollegen, zum éischten Objektiv vum Strategiepabeier gehéiert, dass bis d'Joer 2020 73% vun der Lëtzebuurger Populatioun am aktiven Alter tëschent 20 a 64 Jore eng Aarbecht soll hunn. Dozou wollt ech folgend Iwwerleeunge mat op de Wee ginn.

Et ass näischt Neies, wann ech soen, dass d'Situatioun vum Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg atypesch ass. Zënter Jore stellt ee fest, dass e groussen Deel, wann net souguer dee gréissten Deel vun deenen neien Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn, vun de Frontaliere besat ginn. De Grond läit meeschtens an enger besserer Ausbildung respektiv entsprechen hir Qualifikatiounen besser deenen, déi um Aarbechtsmaart gebraucht ginn.

Dëst ass e Phänomen, deen ech besonnesch bei deene jonke Leit feststellen. Vill jonk Leit brieden zu Lëtzebuerg entweder fréizäiteg d'Schoul of a stinn dann ouni en Ofschluss do, respektiv si hunn eng Ausbildung gemaach, déi net gebraucht gëtt um Marché hei zu Lëtzebuerg. D'Konsequenz fir déi jonk Leit sinn domadder dramatesch. Genee zu deem Zäitpunkt, wou si sollen an d'Beruffswelten eraklammen, kréie si op relativ brutal Aart a Weis gesot, dass hir Main-d'œuvre net gefrot ass, dass den Aarbechtsmaart si net brauch. Dëst ass net gutt fir si an och net gutt fir den Zesammenhalt vun der Gesellschaft.

Mir kënnen eis net erlaben, Jonker aus der Schoul ouni Perspektiv fir e selbstgestaltete Liewen ze entloossen. Selbstgestaltete heescht jo och, eng Aarbecht hunn, sech selwer kënnen ze ënnerhalen, ouni op finanziell Hëllef vun den Eltere mussen ugewisen ze sinn. Eis Gesellschaft definéiert sech iwwert d'Aarbecht. An de Stelwäert vum Einzelne gëtt duerch säi Beruff mat bestëmmt.

Och, wann elo déi nei Zuele vun der Éducation iwwert déi sougenannten Décro-

cheuren erfogaange sinn, esou ass et ganz sécher net, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën. Et bleift nach ze beweiene, ob dëst eng eemoleg Saach war oder ob mir wirklech zu enger Trendwend komm sinn. Et ass dowéinst extrem wichteg, derfir ze suergen, dass déi, déi eng Aarbecht sichen, eng reell Chance kréien, sech um Aarbechtsmaart erëmzufannen.

D'Situatioun fir déi Jonk wäert sech eréischt da verbesseren, wann op enger Säit d'Betriber reell Stage- an Aarbechtperspektiven ubidden, an op där anerer Säit eise Schoussystem et fäerdeg bréngt, deene Jonken déi gefrote Qualifikatiounen ze ginn. Dofir ass d'Haapterausfuerverderung vun der aktueller Aarbechtpolitik, d'Beschäftegungschancë vun deene Leit, déi keng Aarbecht hunn, ze verstärken, andeems een hinnen déi néideg Kompetenzen a Qualifikatiounen vermëttelt, fir sech kënnen um Aarbechtsmaart ze behaupten.

Dëst ass eminent wichteg, well mir wëssen, dass d'Zuel vun deenen Aarbechtplazen, wou keng oder weineng Qualifikatioun néideg ass, drastesch erfogaangen ass an och nach weider wäert erfogaangen, an dass d'Qualifikatioun ëmmer méi wichteg gëtt. Dëst géllt virun allem och fir déi Leit, déi hir Plaz verlore hunn, ob dat elo aus gesondheetlechen oder aus wirtschaftleche Grënn de Fall ass. Mir mussen et an der Zukunft fäerdeg bréngen, dass déi, déi eng Aarbecht sichen a kee gesondheetleche Problem hunn, déi Qualifikatiounen kréien, déi se brauchen, fir an de Betriber kënnen agestallt ze ginn.

Et kann awer och net esou sinn, dass d'Betriber hir Ufuerverderunge ëmmer méi héich schrauwen an esou d'Leit mat manner theoretischem Wëssen null Chance hunn, eng Plaz ze kréien. Hei mussen mir virun allem d'Aarbechtsmaart mat der Éducation an de Sozialpartner, déi am Beräich Weiterbildung schaffen, besser openeen ofgestëmmt kréien, fir dass mer och déi Resultater kënnen kréien.

Et wäerten awer ëmmer Jonker a manner Jonker ginn, déi um éischten Aarbechtsmaart keng Chance hunn, an do muss dann d'Solidargemeinschaft spillen. Jiddwereen huet d'Recht, eng bezuelten Aarbecht ze hunn, och wann dat heescht, dass mir e protégéierte Marché wäerten hunn. Et däreft awer net esou sinn, dass déi, déi sech manifestement um éischten Aarbechtsmaart kéinten duerchsetzen an eng Schaff géife fannen, dëst aus Facilitéitsgrënn net maachen. Dat däreft net sinn an dat mussen mer verhënneren. Awer gläichzäiteg mussen mer och alles maachen, fir och deene Leit, déi duerch de Sift gefall sinn, eng Chance ze ginn, fir se opzefänken.

A well an der ganzer Aarbechtsmaartpolitik, wéi schonns gesot, eis Schoul eng wichteg Roll spillt, huet d'Regierung do schonns eng Rei vun neien Akzenter geluecht. De Schoussystem mat der Beruffswelt mussen besser matenee schaffen. Mir sinn eis dofir eens, dass d'Schoulpolitik eng vun de Prioritéiten bleiwe muss. De Grondsteen fir eng méi chancégerecht Schoul ass schonns d'lescht Legislaturperiod geluecht ginn an et gëtt och fläisseg u weidere Schoulreforme geschafft: de Cycle inférieur am Enseignement secondaire technique, d'Reform am Classique, fir nëmmen des elo ze nennen.

D'Zil vun all deene Reformen, déi deem engen oder deem anere vun eis net vill Gutts bedeuten - awer et soll een déi Saach positiv ugoen -, ass eng besser Ausbildung fir eis Kanner duerch d'Stärke vun hiren individuelle Kompetenzen. An hei muss dann och op anere Schantercher geschafft ginn, deene vun der Berodung. Eng optimal Schoul- a Beruffsberodung ass fir jiddwereen noutwendig, net nëmme fir déi, déi op Neuvième kommen an eng Décision müssen huelen, well se an der Schoul net méi weider kënnen goen, mä och fir hir Elteren an och, fir hinnen de Wee ze weisen, wéi si et fäerdeg bréngen, a Beschäftegung kënnen ze kommen an och hiert Liewe kënnen ze verdéngen.

Am Moment sinn hei am Land op verschidde Ministèren des Berodungsservicer verdeelt, an et géif esou lues Zäit, dass d'Décision geholl gëtt, och raimlech des Offer unbedidden, an zwar op enger Plaz. Ouni eng optimal adequat Berodung kann een haut esou vill Méiglechkeeten hunn,

wéi ee wëllt, mä et muss een och ëmmer derfir suergen, dass d'Leit op enger Plaz zesummesetzen, fir déi Informatiounen ze kréien, déi se brauchen. Dat zielt fir déi Jugendlech an dat zielt fir hir Elteren, fir hir Famill, déi déi Jugendlech begleeden. Nëmme wa mer eis Kanner richteg opklären an informéieren, hu si och herno déi Méiglechkeet, déi Entscheidungen ze huelen an dat op e Beruffswunsch ze kréien, dee si wëlle goen.

Wat déngt et nämlech, den Dram vun engem Beruff iwwer Jore festzehalen, wann een net weess, wéi een dohinne kënn, wann een net weess, wat ee muss maachen, fir dee Beruff kënnen ze léieren? Wat déngt et, e Beruff ze léieren oder studéieren ze goen, wou hei um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart keng Plaze sinn? Et kann een dat nach ëmmer léieren, mä et soll een am Virfeld wëssen, dass et da schwieereg gëtt, wann ee wëllt erëmkommen an d'Land, fir hei op deem Marché eng Plaz ze fannen.

An do ass et wichteg, dass mer et fäerdeg bréngen, alleguerten déi Servicer, ob dat beim Arbeitsamt, an der Éducation, an der Héichschoul ass, zesummen ze konzentréieren, fir dass d'Leit déi Informatioun kréien, déi se brauchen. Nëmme da bréngt mer et fäerdeg, wa mer all déi Berodungsservicer beieneeleeën, fir deene Leit déi néideg Informatiounen ze ginn.

Wann ech elo vun der Formatioun schwätzen, ass et och wichteg, vun der Formation continue ze schwätzen. Well et ass och wichteg, dass een, wann een eng kéier en Diplom huet, sech ëmmer muss upassen. D'Zäit geet virun, d'Entwécklung geet virun, an dofir ass et och wichteg, dass mer an d'Formation continue investéieren. An et ass och wichteg, dass mer d'„Schoul vun der zweeter Chance“ ausbauen an do deene Leit nach méi Méiglechkeeten ginn, fir och déi Qualifikatioun ze kréien, déi op eisem Aarbechtsmaart gebraucht gëtt. Well ouni Ofschluss gëtt et ëmmer méi schwieereg, fir net ze soe bal onméiglech, fir do eppes ze maachen.

Et geet awer net duer, fir einfach ze soen: „Mir investéieren an d'Formation des adultes“, mä mir mussen och deene Leit erklären, firwat se déi Ausbildung mussen maachen, a mir mussen se och oft do sozial begleeden. D'lescht Schouljoer hunn eng ronn 450 Leit e Kontrakt kritt, fir an déi Richtung ze goe vun engem CATP. An engem CATP, deen och wirklech um Aarbechtsmaart gesicht ass. Hei ass et wichteg, dass mer nach méi Offeren do ubidden, och an de Beruffer, wou dat de Moment nach net de Fall ass.

Am Kader vun den Apprentissage fir d'Grondausbildung ass et awer och wichteg, dass mer nei Weeër opweisen, dass mer déi Jugendlech informéieren, wat een alles ka maachen, wann een e CATP huet - dass een eng Meeschterprüfung kann hunn, dass een d'Méiglechkeet huet, Indépendant ze ginn -, a sech doran ze investéieren, fir och domadder nach zousätzlech aner Aarbechtplaze kënnen ze schaffen.

Mäi Kolleg, de Clements Luss, huet hei schonns e puermol op de Problem mat den Indemnités d'apprentissage higewisen, wou et wichteg ass, dass mer och do eis eens sinn, dass et besser wier, dass mer déi Jonk géifen an der klassischer Ausbildung behalen doduerch, dass d'Indemnitéite géifen ugepasst ginn, wéi dass se léiwer mat 18 Jore op den Aarbechtsmaart ginn an dann iwwert d'Erwuessenebildung probéieren - well se do de Mindestloun kréien -, fir do kënnen d'Schoul nozemaachen.

Dass dat net déi richteg Richtung ass, mä dass et wichteg ass, dass mer da vläicht deenen, déi an der klassischer Ausbildung sinn, déi Indemnitéite ginn, fir dass se dat och fäerdeg maachen, amplaz dass se einfach aus der Schoul erausginn an zwiefel Méint drop soen, elo ginn ech bei d'Erwuessenebildung an ech schreiw mech an. Well d'Halschent vun deenen, déi dat ugin, déi maachen dat herno net, an domadder wieren dat falsch Viraussetzungen. An do wier et wichteg, dass mer dat och géife maachen!

► **Une voix.**- Was Hänchen nicht lernt,...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...lernt Hans nimmermehr.

► **La même voix.**- Très bien, Här Spautz!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wann een also den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg kuckt, da misst een och un d'Verantwortung vum Patronat plädieren, fir méi wéi bis elo op den eenheemeschen a lokalen Aarbechtsmaart zréckzegräifen. Op deem Punkt läit d'Responsabilitéit net nëmme beim Aarbechtmischer; och de Wirtschafts- an d'Mittelstandsministesch mussen sech méi an der Sensibiliséierung vun den Employeuren implizéieren.

Wéi virdu gesot, ënnerstézt mir den Objektiv vun 73%. Mir mussen och deesen Taux erreechen, virun allem en vue vun engem laangfristeger Ofsicherung vun eiser Sozialversicherung an dem Rentensystem. Et ass en ambitiéist Zil, wann ee weess, dass an deene leschten zéng Jore d'Beschäftegung nëmmen ëm 2% eropgeangen ass.

Mir brauchen dofir ënner anerem e weidere Opschwung vun der Fraebeschäftegung. Déi positiv Tendenz, déi mir an de leschte Jore konnte feststellen, ass virun allem op eng verbessert Offer vun de Crèche, de Maisons relais an de Kannerbetriebsstrukturen zréckzegräifen.

Drëtts, den niddregen Taux d'emploi bei den eelere Salarié muss verbessert ginn. E schwieeregt Ënnerfaangen, virun allem, wann ee bedenkt, dass et grad des Alterskategorie ass, déi a sämtleche Beruffszweiger - ob dat an der Déngschtleeschtung ass oder an der Industrie - ëmmer als Éischt gesot kritt: „Et wier net schlecht, wann s de géifs heemgoen“, och alt, wa se de Pensiouns- oder de legale Pensiounsalter nach net erreecht hunn; mä dass Pläng gemaach ginn, fir dass si sollen de Betrib verloossen.

D'Fro, déi sech fir mech an deem Kontext stellt: Kënnen mir einfach op dat Wëssen, op deen Know-how verzichten, deen déi Leit hunn? An ob mer dat net misste fäerdeg bréngen, do Weeër ze fannen, fir dass ee scho kann etappeweis aus dem Beruffsliewen erausgoen an awer gläichzäiteg och nach säi Wësse ka viruverméttelen.

Déi aktuell Situatioun um Aarbechtsmaart gëtt ze bedenken, a mir mussen nei Weeër goen, fir dat kënnen ze ressesséieren. Mir mussen e Mentalitéitswiesel an de Käpp vun de Leit fäerdeg bréngen. Dat zielt souwuel um Niveau vun eisen Aarbechts-sichenden, vun eise Schüler, vun eise Jonken, awer och vun de Betriber.

An der ganzer Aarbechtsmaartpolitik wäert d'Neiausrichtung vun der ADEM eng zentral Roll spillen. Scheitert des Reform, dann ass d'Politik gescheitert, a mir mussen nach méi wéi jee virdrun op d'Aarbechtskräften aus der Groussregioun zréckgräifen, wa mer der do iwwerhaupt nach fannen, well ech mengen, mir hunn déi scho ganz ofgegrast. Mä da kommen nach aner Problemer zréck, fir dass eis Ekonomie weider ka lafen.

Eleng den Numm ze changéieren an d'Opmaache vu regionalen Agencen an d'Personal opstocken an enger Verwaltung, dat geet net duer, fir déi virgenannte Problemer ze léisen a laangfristeg an de Grëff ze kréien. Couragéiert Reforme sinn duerno gefrot. Wuel ass et richteg, dass e Gesetz eleng keng Reform duerstellt. Et ass awer och esou: Ouni eng Base légale an d'Gestaltungsméiglechkeeten ze kréien, ass et och schwieereg, enger Statsverwaltung déi Moyenen ze ginn, fir dat kënnen ze bekämpfen a fir d'Leit alleguerten an d'Formatioun eranzekréien.

Madame President, léif Kolleginnen a Kollegen, mir mussen et fäerdeg bréngen, dass méi Leit hei zu Lëtzebuerg a Beschäftegung kommen. An dat ass eng Erausfuerverderung, där mer eis all mussen stellen. Dat géllt am europäesche Kontext, dat géllt am nationale Kontext an dat géllt am Kontext vun der Groussregioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Spautz och Merci. Ech géif dann als nächstem Riedner dem honorablen Här Weber d'Wuert ginn.



► **M. Robert Weber (CSV).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, eisen Débat d'orientation dréit sech ëm de lëtzebuergesche Programme national de réforme am Kader vun der Strategie „Europe 2020“. Ech wëll d'Geleeënheet benotzen, fir e puer kritesch Gedanken iwwert dës Strategie an déi grouss Linne vum PNR ze maachen.

Am März 2000 hunn d'Stats- an d'Regierungscheffe vun der Europäescher Unioun sech op engem Gipfeltreffen zu Lissabon op déi sougenannte Lissabon-Strategie bis 2010 geeënet. Dës Strategie sollt bis 2010 aus der EU de wettbewerbsfähigsten, dynameschsten an de wissensbaséiertste Wirtschaftsraum vun der Welt maachen. D'Lissabon-Strategie huet op dräi Pfeiler berout: Wirtschaft, Soziales an Ëmwelt.

An der Wirtschaft sollt den Iwwergang zu enger wettbewerbsfähiger, dynamischer a wissensbasierter Wirtschaft realiséiert ginn. D'Schwéierpunkte waren d'Förderung vu Fuerschung an Entwécklung an déi permanent Upassung un d'Entwécklungen an der Informatiounsgesellschaft.

Betreffend elo dat Soziaalt, esou war geplangt, den europäesche Sozialmodell duerch Investitiounen an déi sougenannten „Humanressourcen“, wéi dat dann esou schéi genannt gëtt, an duerch d'Bekämpfung vun der sozialer Ausgrenzung ze moderniséieren. Déi europäesch Memberstaten haten opgeruff, a Bildung an Ausbildung ze investéieren an eng aktiv Beschäftigungspolitik ze bedriewen.

Den drëtte Pfeiler, dat war d'Ëmwelt. Si ass nodréiglech um Europäesche Rot zu Göteborg am Juni 2001 derbäikomm.

Fir d'Realisierung vun den 2000er Ziler sinn natierlech quantitativ Virgabe gemaach ginn. Et ass kee Geheimnis - an anerer hunn et och scho gesot -, dass d'Erwaardungen vun der Europäescher Kommissioun an d'Lissabon-Strategie net erfëllt konnte ginn. Grondsätzlech hätt elo d'Europäesch Unioun d'Leieren aus deenen zéng Joer Lissabon-Strategie zéie missen an hätt misse mindestens nieft de quantitativen Ziler och qualitativ Ziler, dat heescht, e qualitative Wirtschaftswuesstum ausschaffen.

Fir d'Éischt eng Strategie fir zéng Joer, 2000 bis 2010. A wa mer och am Joer 2000 e positive Konjunkturzyklus haten, sou wëll ech drun erënneren, dass schon Enn 2001 eise Wirtschaftswuesstum vun 9% op 1% erofgefall ass. An d'Tripartite ass den November 2001 och zesumme-komm. Si huet an de Folgejoren eng ganz Partie kéiere getagt. Déi Joren 2002 bis 2005 ware Krisejoren, an d'Tripartite, déi 2005 an 2006 getagt huet, huet am Abrëll en Accord fonnt. D'Joren 2006 an 2007 ware schlussendlech Héichkonjunkturjoren. D'Bierger, d'Arbeitnehmer hunn d'Wirtschaft ennerstëtzt.

Ech erënneren drun, dass ofgemaach war, dass eng Indexbranche géif erfale pro Joer. Dat ass dann de Fall bis zum 31.12.2001 (veuillez lire: 2009), a gewëssen Engagementer weisen op 2012 och nach hin. Sou dass mer am Endeffekt den Inflationssystem ofgebremst duerch den Index hunn, deen iwwer fënnf Joer fixéiert ginn ass. Et soll een also elo net maachen, wéi wann déi ganz Indexdiskussion relativ nei wär - d'lescht Joer gefouert ginn -, mä d'Leit do-baussen hunn hir Efforten och schon an deene Jore virdru bruecht.

2008 ass déi gréisste Finanz- a Wirtschaftskris dann zënter 80 Joer weltwäit ausgebroch. Den 3. März 2010 huet de Kommissiounspräsident José Manuel Barroso dat Dokument „Europe 2020“, eng Strategie fir intelligenten, nohaltegen an integrative Wuesstum, virgestallt, an engem Krisejoer. Dës Dokument skizzéiert eng Visioun vun der europäescher sozialer Maartwirtschaft vum 21. Jorhonnert. Dës nei Strategie gesäit prioritär en intelligenten, nohaltegen an en integrative Wuesstum vir. Dës nennen ech e qualitative Wirtschaftswuesstum. Dës qualitative Wuesstum soll elo mat fënnf quantitative Kärziler bis 2020 erreicht ginn.

U sech ass jo un diesen Ziler näischt aussetzen. Awer d'Politik vun der Europäescher Unioun geet net an dës Richtung. Soubal wéi et ëm déi konkret Schrëtt geet, gesi mer, dass eleng quantitativ Denken zielt.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

De Benchmarking ass dat iewescht Gebot, anscheinend och hei zu Lëtzebuerg. D'Kommunikatioun gëtt gebenchmarked, alles gëtt gebenchmarked, mir fanne sécherlech och ëmmer een iergendwou op der Welt, deen nach besser ass wéi mir. An ech fannen, dass eis ganz Ausrichtung, politesch Ausrichtung op allen Domänen och vill ze vill ëmmer no deene Vergläichssystemer opgebaut gëtt.

D'Kommunikatioun vun der Kommissioun - ech zitieren: «renforcer la coordination des politiques économiques», vum Mee vum leschte Joer, oder: «améliorer la coordination des politiques économiques au profit de la stabilité, de la croissance et de l'emploi. Des outils pour renforcer la gouvernance économique de l'Union européenne», vum 30. Juni 2010 - dréit sech bal ausschliesslech ëm déi öffentlech Finanzen. Déi öffentlech Finanzen sinn an den Ae vu Bréssel den A an den O vun der Wirtschaftspolitik. Hei muss prioritär sanéiert ginn, dass d'Schwaart kraacht.

An ech soen dat, wat mech ubelaangt: Och ech si géint eng exzessiv öffentlech Verschuldungspolitik. Mä d'Lösung läit bestëmmt net doranner, dass iwwerall Austeritéitsprogrammer gemaach ginn, wou den Normalbierger virun allem bezilt an d'Kapital sech op dem Misär vun de Mënschen nach méi beräichert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Robert Weber (CSV).** - D'Lösung läit och net doranner, dass ee Sozialsystemer ouni Konzept zerschléit, statt se eventuell, wann et dann noutwendeg ass, ze korrigéieren.

Lëtzebuerg huet eng gesond Finanzpolitik a Kraaft, fir bis 2014 an eise Budget en Équiliber ze schafen. Mir hu Vertrauen an de Finanzminister, dass dat och geléngt. An ech sinn der Meinung, dass en ausgeglachene Budget am Prinzip d'Zilsetzung och vu jiddwerengem heibanne misst sinn. De Wee dohinner, do divergéiere mer sécherlech, mä dat ass eng aner Diskussioun.

Och wann d'Tripartite 2010 gescheitert ass, esou ass awer Gemeinsames decidéiert oder matgedroe ginn. An dës Richtung ass och déi richteg. Ech hu bei eisen Debatten 2010 hei an der Chamber iwwert dem Wirtschaftsminister seng 65 Punkten - an ech wëll vläicht Abstraktioun huele vum Punkt 49, wat den Index ubelaangt - eigentlech keng Alternativen héieren. Ech ginn dervun aus, dass dës Programm, an ech kann nach déi 20 Propositione vun der CSV derbäiziele, zügeg emgesat gëtt.

Wat nun eis Wirtschaftspolitik ubelaangt, esou ass sécherlech de Regierungsprogramm eng gutt Ausgangsbasis. An ech wëll e puer Punkten erausgräifen.

De Plan d'action en faveur des PME muss konsequent emgesat a permanent adaptéiert ginn.

D'Tripartite 2010 huet duerch den Taux unique bei den Assurances accident eng wesentlech Entlaaschtung vun den Handwierksbetriber mat sech bruecht.

D'Augmentatioun vum Mindestloun ëm 1,9% op den 1. Januar 2011 huet d'Regierung contrebalancéiert. Och doriwwer léisst sech diskutéieren, mä et ass awer geschitt. Leider wëllen déi wéinegst Betriber dat matkritt hunn.

Ech wëll och nach un de Konjunkturprogramm aus dem Joer 2009 erënneren. Hei gi gewaltig Zomme respektiv Investissements u Kleng- a Mëttelbetriber fräigemaach. Dee Konjunkturprogramm chifféiert sech méttlerweil op eppes ëm 900 Milliounen.

Eis Wirtschaftspolitik muss e permanenten Effort sinn, fir onnéideg administrativ Chargé vun de Betriber ewechzehuelen. De Guichet unique électronique fir eis Betriber duerch den administrativen Dschungel ze guidéieren ass sécherlech eng gutt Saach. D'CSV kann de Wirtschaftsminister nëmmen encouragéieren, säi Programm esou séier wéi méiglech och ëmzesetzen.

Wat eis Prospektiounspolitik ubelaangt, esou mengen ech, dass d'Regierung mander Skrupele soll hunn a méi an der erweiterter Groussregioun Missioun soll maachen, speziell fir eis Politik am Beräich vu

Recherche an Développement bekannt ze maachen. Erlaabt mer, speziell op zwou Propositionen aus der CSV hire Virschléi vum 29. Juni 2010 hinzeweisen.

Éischtens - dat ass de Punkt 7 gewiescht -, mir sollen e speziellen Akzent op Infrastrukturprojete leeën, déi eng Wichtigkeit an der Groussregioun hunn an um internationalen Niveau. Ech erënneren do eigentlech un déi Programm, déi zur Zäit vun der Kommissioun vum Jacques Santer 1995 sollten entaméiert ginn, fir an Europa déi grouss Infrastrukturprogrammer ze lancéieren, virun allem um Niveau vun all deem, wat d'Zirkulatioun an de Verkéier an Europa ubelaangt.

Zweetens gräifen ech aus dem CSV-Programm de Punkt 19 eraus. Mir maache jo permanent nei diplomatesch Vertriedungen am Ausland op. Dës Vertriedungen muss sech an den Dénsgschtt vun der lëtzebuergescher Ekonomie stellen an aktiv an der Prospektioun mathëlafen.

A vläicht nach e weidere Virschlag: An den 80er Joren hu mer mat der ARBED eng Gesellschaft, „Investar“ huet se geheescht, an d'Liewe geruff. An d'Lokomotiv ARBED huet hei gehollef, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien. Mir hunn där Lokomotiven och am industrielle Beräich haut nach bei eis am Land. Loost eis dat also notzen.

Madame Presidentin, oder Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister huet bei der Diskussioun „bëllegen Akt“ opgeruff an an Aussicht gestallt, dass mer dës Joer nach géifen hei an der Chamber iwwert d'Wunnengssituatioun zu Lëtzebuerg debattéieren. Och dës Thematik gehéiert an de PNR, an eng qualitativ Politik.

Iwwerhaupt géif a muss ech proposéieren, an dat hu mer och gëschter an der Tripartite diskutéiert, well mer elo dat éischt Budgetsemester erliewen an awer net genuch Zäit oder net déi néideg Zäit hunn, fir all Propositionen am Detail ze diskutéieren - oder d'Sozialpartner, fir déi Propositione kënnen ze diskutéieren -, dass mer eis e Joer géifen Zäit ginn, fir eng ganz Partie Theme méi ausgiebig ze diskutéieren an dann am Joer 2012 an eise PNR afléissen ze loossen.

Den Alex Bodry huet op eng exzellente Aart a Weis déi ganz Prozedur beschriwwen, déi dee Plang hei hanneru sech huet a mat sech wäert droen. An ech mengen, do ass weider näischt ze soen.

Erlaabt mer nach e puer Gedanken zum wirtschaftleche Wuesstum. Wuesstum ass eng ekonomesch Gréisst a si bedeit eng dauerhaft Augmentatioun vum reelle Bruttoinlandsprodukt. Wuesstum ass also d'Augmentatioun vun enger wirtschaftlecher Gréisst innerhalb enger gewässer Zäit am Zesammenhang mat de Betriber oder privaten Haushalter. Mir schwätze vu monatlech, trimestriellem oder jährelchem Wuesstum.

Wuesstum heescht awer net nëmmen méi Wuesstum. Wuesstum heescht och besser: bessere Wuesstum. De Wirtschaftswuesstum kann also ënner materiellen, also qualitativen (veuillez lire: quantitativen) Aspekter gekuckt ginn, oder ënner qualitativen Aspekter.

Quantitative Wuesstum ass déi reng zueleméisseg Augmentatioun vum Sozialprodukt ouni Rücksicht op déi sozial an natierlech Ëmwelt. Dës Wirtschaftswuesstum entsteet nëmmen opgrond vun enger méi héijer Nofro. An ekonomesch gekuckt, entstinn domat och méi Aarbechtsplazen. Dat ass eng Regel, déi gëllt vläicht fir aner Länner. Fir e klengt Land gëllt déi manner, well de System sécherlech net esou funktionéiert.

E qualitative Wuesstum enthält awer nieft der renger Augmentatioun vum Sozialprodukt gläichzäitig eng Verbesserung vun der Liewensqualität vun de Mënschen, d'Schounung vun der Natur oder eng gerecht Akomesverdeelung. Eng verstärkt Notzung vun erneierbare Ressourcé soll eng Verdeelung vum Wuelstand mat enger méi gerénger Belaaschtung vun eiser Ëmwelt an enger méi gerénger Verbrauch vu begrenzte Rohstoffe méiglech maachen.

Dee qualitative Wuesstum follegt also dem Prinzip vun der Nohaltegkeet. D'Nohaltegkeet an d'Versuergung vun alle Mënschen,

wat an engem qualitative Wuesstum dra-läit, sollen déi eigentlech Ziler vun eiser Gesellschaft sinn. Effektiv, d'Bruttoinlandsprodukt moost just déi produzéiert Gidder an Dénsgschtleeschunge vun engem Land. Wa mer awer d'Augmentatioun vum Liewensstandard moossen, da brauche mer aner Daten.

An ech begrëissen ausdrécklech - ech mengen, den André Hoffmann huet dat och ugeschnidden - déi Aarbechten, déi iwwert de PIB du bien-être gemaach ginn am Conseil Économique et Social zesumme mat dem Conseil national du Développement durable. An ech freeë mech, wa mer endlech d'Diskussioun iwwert d'Konklusiounen vun deem Gremium a vun esou engem Instrument kréien.

Vläicht just e puer Iddien dozou. D'OECD huet zum Beispill aacht Haaptziler als Ufank fir en Indikatorsystem festgeluecht: d'Gesondheet, Léieren an Ausbildung, d'Qualitéit vun der Aarbecht, d'Fräizäit an d'Zäitandeelung, d'wirtschaftlech Situatioun an d'Kafkraaft, d'physesch Ëmwelt, perséinlech Sécherheet, sozial Bedeelegungschancen. Dat kléngt e wéineg aneschters wéi Coût salarial unitaire oder Lounquoten oder Lounniewekäschten a weider esou Ausdréck.

D'Käschten, d'Margen an de Präis vun engem Produkt oder enger Dénsgschtleeschung, dat heescht dee quantitative Wuesstum, ass e Villfacht méi einfach ze berechnen wéi dee qualitative Wuesstum mat der Steigerung oder dem Réckgang vum Liewensstandard an enger Gesellschaft.

E qualitative Wuesstum, dat ass eng sozial Maartwirtschaft. Eng gerecht Akomesverdeelung, méi eng kleng Aarbechtslosigkeit a méi Ëmweltschutz bei gläichbleiwendem Budget geet net automatesch mat méi héijem Wuesstum.

Jo, och ech weess: Méi wirtschaftleche Wuelstand an e geséichert Akomes, wat och nach kontinuéierlech an d'Luucht geet, grad wéi d'Lösung vun eise soziale Problemer wéi d'Aarbechtslosigkeit oder d'Rentenofsécherung, geet net ouni e permanent Wuesstum. Nëmme wa méi produzéiert gëtt, ass och méi Geld fir Sozialleeschungen a fir Nohaltegkeet do.

Awer fir en nohaltegt Wirtschafte brauche mer e verstärkte qualitative Wuesstum. E qualitative Wuesstum kann och bedeiten, Krankheeten ze bekämpfen, d'Ëmweltverschmutzung erfzesetzen, Technologien ze fannen, déi manner Ressourcé verlaangen.

Innovatioun ass also de Schlëssel fir qualitative Wuesstum. Mir müssen also eis Betriber op Innovatioun ausrichten. An dat ass sécherlech den Challenge vun der Zukunft. Dat bëllegt Produkt ass seelen dat innovativst, an dat innovativst Produkt ass seelen dat bëllegt.

Dës Strukturwandl - an hei bleibt sécherlech zu Lëtzebuerg nach vill ze maachen - féiert zu neien a gutt ausgebildeten Aarbechtskräften. Mir schwätzen also hei vun enger gudder Schoul, enger gudder Berufsausbildung, awer och vun enger breeder a gudder Liewensausbildung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass déi Strategie 2020 langfristeg zu méi qualitativem Wuesstum féiere kann, därefen hir Zilsetzungen net ausschliesslech op Wuesstum a Beschäftigung geluecht ginn, mä an Europa op d'Verbesserung vun de Liewensbedéngungen an d'Ofsécherung vum Wuelstand.

D'sozial Grondrechter si mindestens esou wichteg an enger sozialer Maartwirtschaft wéi Bannemaartprinzipien. Mir brauchen also och an enger Governance économique gemeinsam verbindlech sozial Mindestnormen. Oder wëlle mer kee soziaalt Europa, awer nëmmen e wirtschaftlech Europa? Mir brauchen dës Politik, fir de Bierger erëm Vertrauen an d'Politik zrëckzeginn. De Bierger brauch Sécherheet an enger nohalteger Wirtschaft, a keng Onsécherheet an enger kuerzfristeger Rentabilitätswirtschaft!



Ass d'Érofsetze vun der Zuel vun den aarmutsgefährdete Persounen an der Europäescher Unioun ëm 20 Milliounen e Garant fir qualitative Wuesstum? Am Joer 2008 waren 80 Milliounen Mënschen an der Europäescher Unioun aarmutsgefährdet. Dës Zuel ass haut sécherlech vill méi héich! An deem Geescht gesinn ech och dat Zil, 75% vun der Bevëlkerung tëschent 20 a 64 Joer an der Beschäftigung ze hunn.

Mä wat seet eis dat quantitativ Zil? D'Liisabon-Strategie huet 18 Milliounen Aarbechtsplaze geschaf. Déi meescht vun diesen 18 Milliounen neien Aarbechtsplaze waren awer prekär Aarbechtsplazen: Intermittärent, Deelzäitjobs, Zäitvertrag, Schänkselbänneger. Wéi vill sécher a gutt bezuelten Aarbechtsplazen an deemselwechten Zäitraum awer ofgeschafft goufen, verréit Eurostat eis net.

An de 27 europäesche State si méi wéi 108 Milliounen Arbeitnehmer, opgerechent op 500 Milliounen Awunner, a prekären Aarbechtsverhältnissen. Dat si 45% vun der Arbeitnehmerschaft, vun der Aarbechtskraft an der Europäescher Unioun. Eng falsch Flexibiliséierung vun der Aarbecht an dem Aarbechtsrecht huet derzou gefouert, dass ëmmer méi Mënschen an Europa trotz Aarbecht aarm sinn oder och aarm bleiwen. Vun deenen, déi keng Aarbecht hunn, wëll ech emol net schwätzen.

Et geet also kee Wee laanscht e qualitativ Denken an eiser Gesellschaft an an eiser Wirtschaft!

Hei huet all Acteur eng Responsabilitéit a muss och matmaachen. Amplaz eng Verschuldungsgrenz an d'Verfassung vun deene 27 europäesche Länner wëllen anzuschreiwen, wär et besser, mir géifen déi Prinzipien vun der Nohaltegkeet an eis Verfassungen aschreiwen.

Här President, zu enger responsabeller Wirtschaftspolitik gehéiert zu Lëtzebuerg sécherlech och d'Matbestimmung vun den Arbeitnehmer an de Betriber. Matbestimmen heescht fir d'Éischt, informéiert ginn, da mat diskutéieren, dann eng gemeinsam Marschroutesteele fir ekonomesch a finanziell Ziler vun engem Betrieb. Matbestimmen heescht net just, informéiert ginn a mat decidéieren, wann d'Leit entlooss ginn oder d'Kar am Dreck läit.

D'Gesetzger iwwert de Comité mixte an d'Präsenz an de Verwaltungsréit sinn aus dem Joer '74 respektiv '79. Mir sinn eis sécherlech eens, dass sech an deene leschte 35 Joer - méi oder wéineger 35 Joer - alles an eiser Welt geännert huet, och zu Lëtzebuerg an och an der Wirtschaft an an eise Betriber. Mir waarde mat Spannung op dem Minister seng Reformvorschläge.

An ech hoffen, dass dës Regierung de politesche Wëlle wäert weisen, fir zu Lëtzebuerg d'Matbestimmung ze reforméieren. Et steet iwwregens jo och am Regierungsprogramm dran.

Ech erlabe mer dann awer och, nach e kriddelecht Thema unzeschwätzen - ech nennen et ganz einfach esou: den Index. De Statsminister huet - an ech kann do de Fraktiounspräsident vun der CSV vu gëschter och zitieren - zu Bréissel an zu Berlin däitlech gesot, dass eisen Indexsystem net ofgeschafft gëtt.

Mir bewegen eis also kloer am Kader vun der Indexgesetzgebung aus dem Joer 1984. Do läit all Handlungsspillraum dran, deen d'Sozialpartner an hiren Diskussiounen brauchen. D'Thema: „Index, jo oder neen?“ misst eigentlech domat och vum Dësch sinn. Ech weess awer, dass dat e Reizthema ass, wat ëmmer erëm optaucht. Méttlerweile fanne mer vill Spaass dermat, a mir wäerten eis sécherlech och heibanen nach an den nächste Jore vill dermat kenne beschäftegen.

E puer Wuert nach iwwer eisen Aarbechtsmaart. Am Mount Januar 2001 (veuillez lire: 2011) sinn op dem Arbeitsamt 17.232 Demandeurs d'emploi ageschriwwen gewiescht. Eis Chômagezuele sinn zënter enger Partie Méint an enger Evolutioun. 15.641 Leit sinn Demandeurs d'emploi ré-

sidents. 3.860 Leit sinn an engem Reclassement externe. 7.242 Leit kréien eng Aarbechtslosenënnerstëtzung. Et ass also net jiddwereen, deen Demandeur d'emploi ass, deen och eng Aarbechtslosenënnerstëtzung kritt.

D'Arbeitsamt huet am Mount Januar dëst Joer iwwer ganzer 2.410 Offres d'emploi, also open Aarbechtsplazen, verfügt. Am Mount Januar 2001 (veuillez lire: 2011) ware 4.154 Leit an enger Beschäftigungsmoosnam. Dat sinn déi CAE-, CIE- an CIE-EP-Kontrakter, an esou virun. A Formationsmesurë ware 612 Demandeurs d'emploi. 1.071 Leit sinn an de Beschäftigungsiniciativen. 3.303 Demandeurs d'emploi sinn iwwer 51 Joer al. 7.446 Demandeurs d'emploi sinn iwwer 41 Joer al.

Ech wëll net weider op déi Statistiken agoen. Si eleng weisen de Problem scho ganz kloer.

D'Arbeitsamt gëtt elo reforméiert. Mä och dat besch functionéierend Arbeitsamt kann all dës Demandeurs d'emploi net placéieren.

Mir hunn e Problem vum prioritäre Melle vun oppenen Aarbechtsplaze bei der ADEM. Mir hunn e Problem mam Reclassement externe. A mir mussen an eng Richtung goen, dass mer de Reclassement interne méi attraktiv zu Laaschte vum Reclassement externe maachen.

Mir hunn e Problem mat den eeleren Arbeitnehmer. Hei stellt sech sécherlech och d'Fro vum Taux d'emploi. Mir hunn e Problem mat wéineg qualifizierten oder guer net qualifizierten Arbeitnehmer. Hei gëtt et zu Lëtzebuerg - an dat muss ee feststellen - net genuch Aarbechtsplazen.

D'Beschäftigungsiniciative kommen och u Capacitéitsgrenzen. Leider fanne mer kee Betrieb zu Lëtzebuerg, deen onqualifizéiert oder guer net qualifizéiert Leit, oder Leit, déi eng Reinsertioun brauchen, déi aus dem Prisong kommen, zwou lénks Hänne hunn, e gesondheetleche Problem hunn, encadréieren, forméieren an och astellen.

Ech weess, dass Beschäftigungsiniciativen och esou ee Reizthema sinn, awer ech fuerderen all Mënsch op, dës Diskussioun ze versachlechen. Hei geet et leschten Enns ëm Mënschen, déi net op der Sonnensäit vun eiser Gesellschaft sinn. A wien erkläert sech da gäre bereet, fir hei mat konkret Hand unzepaken? Mir huelen op jidde Fall gäre jiddweree mat un déi Aarbechten erun.

Ech wollt e leschte Problem vun eisem Aarbechtsmaart unzeschwätzen. All Mount entloossen eis Betriber tëschent 1.700 an 2.000 Frontalieren niift de Résidenten, déi kommen dann nach derbäi. Mir gesinn net genee, wat hei lass ass. Mir schafen all Mount netto méi Aarbechtsplazen, am Joer also méi Nettoarbeitsplazen.

Mir hunn, an dat war virun enger Partie Méint sécherlech och de Fall, erëm e Problem. Mir liewen an enger Zäit, wou mer méi eng grous Rotatioun op eisem Aarbechtsmaart erliwien. Vlächicht kann den Aarbechtsminister eis hei méi dozou soen.

Sécher ass: Eise Chômage kéint erofgoen. Awer do mussen d'Betriber mathëllefen. Entweder d'Betriber wëllen net oder d'Patronatsverbänn hu keen Drot zu hire Membere fir Messagen, Strategien an esou weider virunzeginn. Mir observéieren dës Phänomene elo zënter Jore, an d'Stonn kënnt, wou mer mussen iwwer méi contraignant Moosnamen nodenken. Mir kënnen eisen hausgemaachte Chômage net esou weider wuesse loossen!

Zum Schluss, Här President, wollt ech nach e Wuert zur Kompetitivitéitsdiskussioun vum leschte Joer an och am Zusammenhang mat den europäeschen Iddien soen, déi vun engem „Indicateur coût salarial unitaire“ schwätzen an eis domat eng Politik vum Lounbeschränkung wëllen opdrängen.

D'Tripartite huet 2010 vill iwwert d'Lounkäschten diskutéiert. D'Chamberskommissioun vun der Economie krut dës Diskussioun och presentéiert. D'Sozialpartner si sech net eens ginn, ob een de Coût salarial unitaire réel oder de Coût salarial unitaire nominal kuckt. Dat war eng heroesch Debat, déi bis haut nach net geléist ass.

Mä ech muss soen, dass ech gestaunt hunn - an ech war net deen Eenzege, dee

gestaunt huet -, wéi de Stater am Januar 2001 (veuillez lire: 2011) mat enger Etüd erauskomm ass, wou d'Aarbechtskäschten an d'Aarbechtszäite mat eisen Nopeschlänner verglach gi sinn. An da stelle mer fest, dass d'Käschte vun eisen Aarbechtsstone méi niddreg si wéi a Frankräich, a méi niddreg si wéi an der Belsch. Just mat Däitschland gëtt et eng Differenz zu hire Gonschten.

Ech froe mech: Firwat kënnt dës Etüd elo eréischt eraus an net schonns am Joer 2010 fir d'Tripartite? Si hätt eis sécherlech an der Tripartite munch Diskussiounen entschärfe kënnen.

Wann elo gesot gëtt, eis Lounentwécklung misst méi moderat an der Zukunft sinn a sech méi un de Produktivitéitsentwécklungen orientéieren, esou wëll ech ganz einfach emol feststellen - éischens -, dass zu Lëtzebuerg iwwer 400 Kollektivvertrag verhandelt ginn, an déi si bal all Betribsvertrag. Et gëtt sécherlech och eng Partie Branchéverträge. D'Betriber kontrolléieren och hei hir Käschten a verhandelen net egal wat. Gradesou wéi d'Gewerkschafte sécherlech och mat de Betriber net egal wat verhandelen.

Zweetens: D'Gewerkschafte iwwerhuelen d'Responsabilitéit vun de Léin am Kader vun hire Kollektivvertrag. Si sinn net responsabel fir dat, wat ausserhalb vun de Kollektivvertrag geschitt. An hei geschitt vill a Groussen zu Lëtzebuerg. A wéi wëlle mer dann dat moderat maachen?

Ech hu matgedeelt kritt, dass am leschte Joer, an dat muss de September oder den Oktober gewiescht sinn, an de grouse Banken zu Lëtzebuerg d'Direkteschgehälter frësch verhandelt gi sinn. Ech sinn iwwerzeugt dovunner, dass déi Augmentatiounen net um Niveau vum soziale Mindestloun louchen.

Wa mer Aarbechtskäschten zu Lëtzebuerg diskutéieren, dann diskutéiere mer Léin a Lounniewekäschten. A mir musse sektoriell Analyse maachen. Déi makroekonomesch Date soe fir Lëtzebuerg guer näischt! Och dat musse mer zu Bréissel duerchsetzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Weber. An als leschte Riedner fir de Mëtteg ass den Här Fernand Boden agedroen. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als leschte Riedner wëll ech mech da fokusséieren op ee Punkt, an zwar op eent vun den Haaptziler: Klimawandel an Energie.

D'Kommissioun vun der Nohaltegkeet an den Infrastrukturen huet d'lescht Woch iwwert dës Punkt diskutéiert, wéi ëmmer kontrovers, harmonesch, a si ass awer zum Schluss zu engem eestëmmege Avis komm, dee mer och matgedeelt hunn. Ech ka soen, dass d'CSV deen Avis do och ënnerstëtzt an dass mer versicht hunn, kritesch-konstruktiv eng Rei vu Remarquen ze maachen. Ech wëll dann och, am Numm vun der CSV, eng Partie vun deene Remarquen hei duerleeren.

En éischte Punkt ass - dat ass souwuel vum Alex Bodry wéi och vum Lucien Thiel a vun anere schonn ervirgestrach ginn -, dass selwer am Dokument op der Säit siwe steet, dass dëst Dokument eng éischt Ébauche ass, déi muss compléiert ginn duerch Moosnamen, duerch Kalenneren, déi sollen erfëllt ginn, an och duerch eng Evaluatioun vun de Käschten.

Et ass also wichtig, a mir insistéieren dorobber, dass dës éischt Ébauche ausgefëllt gëtt, compléiert gëtt, dass dës Elementer drakommen, an dass d'Chamber, ier dës Programm elo op Bréissel geet, Enn Abrëll, nach eng Kéier d'Geleeënheet kritt, fir doruwwer ze diskutéieren, sief dat an der Kommissioun oder an der Plénière, dat sief dohinnergestallt. Mä mir hätte gären, a mir hunn dorobber insistéiert, dass mer nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien, fir dann iwwer konkret Moosnamen, déi haut nach am Pabeier feelen, ze diskutéieren. Et ass iwwregens och eng Virschrëft vun der Kommissioun.

Ech mengen, den zoustännege Minister huet jo och zouginn, dass, wann de Programm géif esou, wéi en elo virläit, op Bréissel goen, e postwendend géif erëmkommen. Well déi Bréisseler - an ech kenne se aus viregten Zäiten - si ganz pin-

geleg. Si setzen e genee Kader, wéi esou Programmer mussen ausgefëllt ginn.

Si soen: fir d'Éischt dat europäescht Objektiv; dorobber muss dann en nationaalt Objektiv grefféiert ginn. Da muss ee soen, fir dat nationaalt Objektiv ze errechen, wat fir eng Haaptmoosname mussen dofir emgesat ginn. A si soen: Idealerweise solle maximum fënnf Moosnamen, prioritär Moosname pro Objektiv festgeluecht ginn. Da soll gesot ginn, wéini, a wat fir engem Zäitpunkt (veuillez lire: Zäitraum) déi solle realiséiert ginn, wat de Käschtepunkt wier, wéi d'Evaluatioun vun der Ëmsetzung vun dësem Moosname géif gemaach ginn. An dann och, wat den Impakt op budgetäre Fong wier, wann een also dorobber wëllt bei deene Moosnamen zrëckgräifen.

Dat sinn also d'Oplage vun der Unioun, vun der Kommissioun. An ech mengen, wa mer wëlle gutt dostoan, musse mer kucken, eis och un dat ze halen. Well ech mengen, et wier schued, wa mer géifen eis Hausaufgaben do net richtig maachen a mir kréichen dat hei erëmgeschéck. Well et sinn eng ganz Rei vu richtigen a gudde a wichtige Initiativen an och Moosnamen an de leschte Joren ergraff ginn a sinn amgang, emgesat ze ginn. An et wier schued, wann déi Moosnamen do géifen dann iergendwéi an e schiift Liicht gestallt ginn, doduerch dass mer de Programm net esou zu Bréissel presentéieren, wéi et am Fong misst sinn.

Dann, fir net ze vill Zäit ze verléieren, wëll ech net nach eng Kéier am Detail op déi europäesch Objektiv agoen. Mir wëssen, dass mer déi 20-20-20 Propositionen a Virschléi vun der Kommissioun hunn. Dat heescht, do geet et drëm, fir d'Zärgasen ëm 20% ze reduzéieren, par rapport zum Niveau vu 1990, bis 2020.

An net méi spéit wéi gëschter huet d'Kommissioun en neit Dokument erausginn, eng Feuille de route fir en Europa, wat kompetitiv ass, wat aarm ass am Verbrauch vun CO₂ am Horizont 2050. Do gesäit se vir, dass fir 2020 net soll eng 20%-Reduktioun gemaach ginn, mä eng 25%-Reduktioun. A si invitéiert d'Memberstaten, fir an hire Programmatiounen där doter neier Initiativ och Rechnung ze droen.

Duerfir meng Fro un d'Regierung: Denkt si dorun, fir déi Objektiv hei ze revidéieren? Oder mengt se, an der éischter Etapp sollt een heibäi bleiwen, an da kucken, wann déi Initiativ am Conseil diskutéiert gëtt, fir dann eventuell do eng Kéier en anert Objektiv sech festzeleeen?

Zweit europäescht Zil ass, den Undeel vun den alternativen, vun den erneierbaren Energien am Gesamtkonsum soll op 20% eropgesat ginn. Dat ass eng grous Erausforderung, besonnesch fir Lëtzebuerg. An dat drëtt Zil ass, fir d'Efficacité énergétique ëm 20% ze verbessern.

Wéi gesot, hei am Land ass dat éischt Zil dann, d'Zärgasen ze reduzéieren. Do gëtt en 20%-Zil gesat, vum Horizont 2005 u bis op 2020, mä dat géllt awer nëmme fir déi Emissiounen, déi net dem Emissionshandel ënnerworf sinn. Dat heescht, et kënnt elo en neie Parameter an d'Spill, dee mer net gewinnt sinn, fir kenne genee ze evaluéieren: Wat ass de Stand 2005 gewiescht vun den Emissiounen, déi net dem Emissionshandel ënnerworf waren, wat war de Stand 2005, wat war en 2006, wat war en 2007, a wat ass den Objektiv, wat heescht et, den Objektiv 2020 ze errechen?

Duerfir, mengen ech, misst een an Zukunft kucken, fir bei den Emissiounen vun 2005 un ze ënnerscheden tëschent deenen Emissiounen vun CO₂, déi dem Emissionshandel ënnerworf sinn, an deenen, déi net dem Emissionshandel ënnerworf sinn. Dat ass jo déi grous Majoritéit. Do fält de Verkaf vu Carburant drënner, do fält, wéi gesot, dee ganzen Transport drënner, de Logement drënner. Do hu mer also eng grous Aufgab ze erfëllen. Mä ech mengen, et wier wichtig, fir Kloeerheet do ze kréien.

Dat ass eng Demande vun der Kommissioun, dass mer géifen deen Ënnerschied elo maachen an Zukunft an de Statistiken tëschent deem engen Deel vun dem Emissionshandel an deem aneren. An eist Zil géllt jo nëmme fir deen Deel, deen net dem Emissionshandel ënnerworf ass.

Am PNR, wéi gesot, ass keng konkret Moossnam festgehalen, wéi dat Zil soll erreicht ginn. Et gétt just drop higewisen, datt eng Rei vun Initiativen ënnerwee wieren. An de Minister huet eis an der zoustänneger Kommissioun gesot, datt am Fong déi Moossname sollen erausgeschafft gi vun dem Partenariat. Deen ass e Joer laang amgang ze schaffen, deem seng Synthèse soll am Abrëll ofgeschloss ginn. Da muss de Regierungsrot do e Feu vert dozou ginn. Da soll am Juni eng Orientéierungsdebatt hei an der Chamber sinn, an am September sollen dann déi konkret Moossname bekannt gemaach ginn.

Mir ënnerstëtzen dat, datt d'Partner alleguer, datt d'Partenariat zustane kënn, datt jiddweree soll do kënnen matschwätzen. Mir hu just e Problem mam Timing. D'Regierung ass obligéiert, fir am Abrëll - Enn Abrëll - der Kommissioun genee Moossname matzedeelen. An de Minister sot, e wéilt awer net deenen Aarbechten am Partenariat virgräifen, esou datt een awer net derlaanscht kënn, mengen ech, datt trotz allem déi Haaptmoossnamen, déi ee wëllt awer erfëllen, errechen, datt déi missten awer elo relativ schnell an dee Programm hei ageschriwwen ginn an, wéi gesot, och eng Kéier der Chamber ënnerbreet ginn, datt déi kann doriwwer befannen.

Dann ass och gesot ginn, et kéim nach an nächster Zäit e Pakt mat de Gemengen, ähnlech wéi den „Pacte Logement“, och, fir d'Gemenge mat ze encouragéieren, an d'Boot mat eranzekréien, datt och si géifen Effortë maachen, fir, wéi gesot, matzehëllefen, datt d'Emissiounen vun CO₂ kënnen erfesat ginn an datt mer eist Zil kënnen errechen.

Wéi gesot, mir approuvéieren dat, wat d'Regierung amgang ass ze maachen, mä mir hunn e bëssche Problemer. Duerfir hätt ech gären e bësschen och eng Erklärung vun der Regierung, wéi schnell dann elo déi fënnf Haaptmoossnamen an dee Programm kommen a wat fir eng dat eventuell kéinte sinn.

Den zweeten Objektiv ass dee vun den erneierbaren Energien. Do huet Lëtzebuerg net dat Zil vun 20% ugepeilt, mä d'Zil vun 11%. Dat ass schonn e ganz groussen Hoff par rapport zu deem, wat mer haut hunn.

Da kënn eng zweet Obligatioun derbäi - an déi ass menger Meenung no eng, déi ganz diskutabel ass, obscho se eng europäesch Virschrëft ass -, dat ass, datt am Verbrauch vun der Energie am Transportsektor 10% musse Carburants renouvelables sinn. Ech mengen, déi gétt vun alle Borden aus diskutéiert, an et wier menger Meenung no net onwichtig, datt d'Regierung och am Europäesche Conseil drop hiwiert - an d'Kommissioun ass jo amgang, doriwwer nozedenken -, datt ee vläicht déi dote Saach eng Kéier iwwerdenkt, well do eng ganz Rei vu Problemer sech wäerte stellen, besonnesch wat d'Problematik vun der Agrikultur ubelaangt, op déi ech wäert dann och kuerz gaogen.

Wéi gesot, fir dat Zil vun 11% ze errechen, huet jo Lëtzebuerg elo am Juni 2010 en nationale Plang gemaach, wat d'erneierbar Energien ubelaangt, an do ginn d'Ziler festgeschriwwen. 4% vun deenen 11%, also 4% vum gesamten Energieverbrauch, déi sollen an d'Produktioun vun Elektrizitéit an dann och vu Keelt a Wäermt goen iwwer erneierbar Quellen, an et soll op Wärmepumpen zréckgegraff ginn.

Ech mengen, wann een do freet, wat fir eng Vecteur sinn dat? Ass dat d'Waasserkraaft? An der Waasserkraaft hu mer net méi ganz vill Sputt, menger Meenung no, an et ass schued, datt ganz flott Projete, wéi dee vun der SEO zu Veianen, dee viles bréngt, och fir d'erneierbar Energien, datt mer déi net ugerechent kréien.

Da gétt gesot op d'Wandkraaft. D'Wandkraaft soll verfënnfacht ginn! Mir hunn an Aussicht gestallt kritt, datt géif e Plan sectoriel gemaach ginn iwwer „Parcs éoliens“. Mir gesinn, datt am Ëmfeld vun der Groussregioun viles geschitt, mä hei zu Lëtzebuerg hu mer am Fong nach net vill gehéiert, wéini datt dee Plan sectoriel „Parcs éoliens“ soll kommen.

Ech mengen, et wier awer wichtig, datt mer déi Debatt och eng Kéier féieren, well wa mer wëllen d'Wandkraaft mat fënnf multiplizéieren, da musse een natierlech och kucken, wou een dat ka maachen. Mir

schéngt et och sënnvoll ze sinn, datt een do vläicht sech och u Projete mat bedeelegt am Ausland, do wou méi Wand ass wéi hei zu Lëtzebuerg; oder, wann ech d'Sonnekollektoren huelen, do wou méi Sonn ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

Fir deen Undeel, wou ee sech bedeelegt un anere Projeten, si jo 2% virgesinn. Menger Meenung no - do sinn ech wahrscheinlech a Kontradiktioun an d'CSV ass a Kontradiktioun mat anere Parteien -, mä mir sinn der Meenung do, datt et awer sënnvoll ass, fir och dee Prozentsatz, wann et néideg ass, ze vergréisseren, well mer der Meenung sinn, datt een och bei deser ganzer Problematik eppes net därfer vergiessen, an dat ass d'Relatioun Käschten an Effektivitéit.

Wa mir et net fäerdeg bréngen, hei am Land zu rasonabele Konditiounen, zu rasonabele Präisser alternativ Energien an deem Mooss, wat néideg ass, ze schafen, da musse mer kucken, wéi mer - ebe fir eist Zil ze errechen - och kënnen op aner Mechanismen zréckgräifen, wat jo och ganz sënnvoll ass. Menger Meenung no ass dat net onwichtig.

Dann ass virgesinn, fir 5% vun den alternativen Energien iwwer e Mélange vu Biocarburanten a Carburanten ze errechen. Ech soen, do hu mer e grouse Problem domat, gradesou wéi mat der Problematik vun de Biogasanlagen an deem éischten Deel, fir Elektrizitéit a Wäermt ze maachen. Mir wëllen an hunn eis d'Zil hei gesat an deem Plang, deem Plan national, datt dat soll mat véier, wann net mat fënnf multiplizéiert ginn.

Ech muss soen, do kënn menger Meenung no e grouse Problem op d'Landwirtschaft zou - net nëmmen hei am Land, mä europawäit, an ech géif souguer gäre soe weltwäit -, well d'Produktioun vu Liewensmëttel an ëmmer méi staark Konkurrenz kënn zur Produktioun vun energetesche Planzen, fir Energie ze fabrizéieren. Ech sinn der Meenung, datt een do muss oppassen, datt mer do net ze vill wäit ginn.

Dat ass besonnesch hei zu Lëtzebuerg mat grouse Gefore verbonden: Wa mir musse organesch Offäll oder Energieplanzen aus dem Ausland massiv heihinner importéieren, fir eis Biogasanlage kënnen ze fideren an op dee Konsum (veuillez lire: Produktioun) ze kommen, dee virgesinn ass, da kann dat zu Problemer féieren.

Mir wëssen, datt d'Résiduen och nach vun de Biogasanlagen op d'Felder ausgebreit ginn. Dat kann also och zu hygienesche Problemer féieren, wann do net all Virsichtsmoossnamen ergraff ginn, fir datt all Sécherheet do och ginn ass. An et ass de Risiko do, datt ëmmer méi op Monokulturen zréckgegraff gétt, wat menger Meenung no, oder eiser Meenung no, net ganz rasonabel wier. Also mir hunn e bësse Bedenke mat deem staarken Ausbau vun de Biogasanlagen.

Et stellt sech d'ailleurs och nach e Problem vu Rentabilitéit, iwwert deen een eng Kéier misst schwätzen, a besonnesch, wat de Mélange vu Biocarburanten a Carburanten ubelaangt. Ech weess, datt et eng Virschrëft ass vun der Unioun. Ech wëll dat net nieieren, mä dee gréissten Deel vun deenen dote Biocarburantë misst jo sous forme vu Bioethanol a vu Biodiesel importéiert ginn, well mir kënnen jo net esou vill hei produzéieren. Dat ass jo net denkbar! Do muss een och drop oppassen, wa mer wëlle Raps hei kultivéieren, fir Biodiesel draus ze maachen, datt dat och a Moosse bleift, déi rasonabel sinn, well jo och do géife sech soss eng ganz Rei vu Problemer stellen.

Dat also zu deem Objektiv vun 11% Energies renouvelables insgesamt. Dat schéngt mer en Zil ze sinn, wat net liicht hei zu Lëtzebuerg wäert ze erreche sinn. An et muss een oppassen, datt dat och net extrem deier kascht. Ech mengen, et ass e Käschtel virgesi gewiescht vun 830 Milliounen Euro. Dat si vill Suen! A wann ee kuckt, wat soll dobäi erauskommen, dann ass dat a Relatiounen, déi awer ufänken, bedenkelech ze sinn. Do muss een also alles maachen, fir d'Effektivitéit, d'Effizienz ze verbesseren an och derfir ze suergen, datt dat e bësse méi effikass ka gemaach ginn.

Da kéim ech op de leschten Deel...

► **M. le Président.** - Här Boden, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - 72 Minuten. Okay, et ass gutt. Ech kommen elo...

► **M. le Président.** - Jo, Här Boden, déi sinn eriwwer, déi 72 Minuten!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Also, ech hunn nach just e puer Remarquen ze maachen zum leschten Objektiv, dat ass d'Effektivitéit, d'Efficacité énergétique, déi soll jo am Horizont 2016 ëm 10,38% verbessert ginn. Mir stinn zu deem Zil, mä mir mengen, mir hätten Nohuelbedarf, besonnesch am Transportsektor an och am Wunnungsbausektor.

Mä do sinn eng ganz Rei vu Saache scho gemaach ginn. Et wier vläicht net schlecht, wann een och heivunner profitéiert, fir emol eng Evaluatioun ze maachen. Bis de Juni vun deem Joer muss jo en zweete Plang - nationale Plang - gemaach gi fir d'Efficacité énergétique. An et wier net schlecht, wann eng Evaluatioun géif gemaach ginn.

Ech denken, datt se vläicht scho gemaach ass. Och eng Fro also un d'Regierung: Ass se gemaach ginn? Wat fir eng Haaptmoossnamen hu sech do bewährt? Wëllt een déi weiderféieren? Wat fir eng neier wëllt een do derbäibréngen?

An ech mengen, et ass jo och ugekënnegt, datt besonnesch wat d'Albausanéierung ugeet, wou scho munches gemaach ginn ass, wou eng ganz Rei vu Vehikelen do sinn, datt déi méi staark genotzt ginn an datt een do, wéi gesot, nach weider Ureizer mécht.

D'Wärmeschutzverordnung ass verschäerft ginn. Eiser Meenung no soll se nach weider verschäerft ginn, datt mer an Zukunft wierklech an d'Richtung gi vu Null-Energie-Haiser. Besonnesch Niddregenergie-, Passivhaiser sollen eiser Meenung no massiv gefördert ginn, dat soll de Standard sinn. Bei der Albausanéierung, mengen ech, soll ee weider kucken, effizient Heizungsanlagen an esou weider ze fördern.

An dann, mengen ech, misst de Stat eng Virreideroll do spillen. E Programm vun der Sanéierung vu bestoenden öffentleche Bauten ass schonn ugelaft. Dee soll erweidert ginn. Och an dem neie Programm vun der Kommissioun ass virgesinn, datt all Joer sollen 3% op d'mannst vun den öffentleche Gebaier renovéiert ginn. Ech mengen, dat ass en Zil, dat ee misst kënnen hei zu Lëtzebuerg errechen. Dat si Saachen, déi hei fir Lëtzebuerg net onwichtig sinn.

Da misst bei den neie Bauten - bei den öffentlechen Neibauten - all Kéiers en Energiekonzept gemaach ginn. Also, et misst ee versichen, fir do och Effortën ze maachen, fir e Charakter de rôle pilote vu Stat a Gemengen do ze fördern. An dee Pakt mat de Gemenge kéint och dozou bäidroen.

Lescht Fro dann nach...

► **M. le Président.** - Dir musst awer wierklech elo zum Schluss kommen, Här Boden!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Lescht Fro: Wéini ass deen zweete Plan d'action fir d'Efficacité énergétique sprochräif, fir datt mer och an der Chamber kënnen doriwwer diskutéieren?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Boden. An elo kritt d'Wuert d'Regierung, den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe virun allem emol Merci fir déi Debatt. Ech mengen, mat de Kolleeginnen a Kolleegen hu mer opmierksam nogelauschert, wat déi eenzel Fraktiounen als Iddien eis mat op de Wee ginn.

D'Fro ass jo ëmmer e bëssen déi - et ass eng Orientéierungsdebatt: Wéi gi mer dat un? Komme mer mat engem fäerdege Plang heihinner oder soe mer: „Dat ass et, wat d'Regierung decidéiert huet. Wat haalt der dervun?“ Déi eng sinn derfir, déi aner sinn dergéint.

Mir hu jo en anere Wee gewielt: Mir hunn e provisoiresche Programm eraginn an dat och kloer an däitlech gesot am Hierscht. An op dee provisoiresche Programm sollten emol souwuel d'Sozialpartner wéi déi, déi Partner si vun deenen eenzelne Fachministere, plus dann d'Kommissiounen hei an der Chamber, an dann haut am Débat am Fong geholl déi eenzel Fraktiounen, hir Meenung dozou soen an hir Propositionen maachen.

Déi eng soen: „Et läit näischt um Dësch!“ Jo, wann eppes un Dësch läit, dann ass et och meeschtendeels sprochräif, dass et op Brëssel scho geet, an duerfir hu mer dës Kéier deen anere Wee gewielt. Ech muss soen, ech hu mer eng Rei Saachen opgeschriwwen, wéi d'Kolleegen och. Mä ech muss awer och soen, et ass ee Moment Rieds gaange vu Sonndesrieden, där sinn der awer och hei eng Rei iwwert d'Bühn gaangen. Ech mengen, besonnesch bei deem, deen d'Wuert gebraucht huet, muss ech soen, hunn ech net vill opgeschriwwen.

Ech verstinn, dass ee kritiséiert, wat um Dësch läit, mä wann et dann iwwert d'Sonndesrieden erausgeet, mengen ech, muss een dann awer och selwer e puer Propositionen maachen, mat deenen een dann d'Regierung kann unneelen - wann een dann dat wëllt maachen -, wou ee seet: „Ech hunn dat dote proposéiert, an Dir hutt et net ugeholl!“ Ech hunn do net ganz vill opgeschriwwen. Et kann awer sinn, dass mer eng Rei Saachen entgaange sinn. Ech war awer déi ganzen Zäit hei an hunn awer...

(**Interruption**)

Mä et ass komesch, Här Etgen, dass Dirlech ugesprach fillt. Ech hat awer keen Numm genannt.

(**Hilarité générale**)

Ech hat ganz aner Leit do gemengt, ech hatlech guet net gemengt! Mä bon, et ass awer gutt, dass Dirlech zu Wuert mellet.

Elo nach, awer Blague à part trotzdeem,...

(**Interruption**)

Et ass evident, dass mir amgange sinn, um Niveau vun de Verwaltungen nach Texter fäerdeg ze maachen. Do sinn och Consultatiounen, déi hu stattfonnt. Also, ech muss staunen, wa gesot gétt, hei wiere keng Consultatiounen, déi stattfonnt hunn. Mir hunn en Débat hei gefouert, ier et zu Brëssel zur Décisioun komm ass. Dat war am Juni d'lescht Joer. Duerno si jo eng ganz Rei Débaten awer, déi organiséiert gi sinn heiansdo zu Deelaspekter.

Ech huelen e Beispill: Wa mir Workshope gemaach hunn iwwer Energies renouvelables oder e Workshop iwwer Energieeffizienz, dann ass et jo evident, dass dat, wat do erauskomm ass, säin Afloss fënnit hei an deem, wat mer elo virleeën.

Et kann een also net soen, do wiere keng Consultatiounen gewiescht. Do waren der masség! Et ware vläicht net déi, wou de Logo „Lëtzebuerg 2020“ dropstoung oder 2020 do stoung, mä den Débat huet awer lagement stattfonnt. D'Fachministere hu jiddwereen - an den Nico Schmit, mengen ech, huet nach virgesinn, elo am Comité permanent de l'emploi nach eng Kéier eng Ronn ze dréien -, d'Fachministere hu mat deene Partner, wou si gewinnt sinn ze schaffen, deen Deel, dee vun der Kommissioun jo virgi war als Objektiv, diskutéiert. Dat huet jiddweree gemaach. Ech hunn dat gemaach, wat den Deel Energie ubelaangt an deen Deel Recherche ubelaangt, an déi aner Ministere hu genau dat selwecht gemaach.

Mir hunn d'Sozialpartner gesinn a mir hunn en Débat gekuckt, deen e bësse méi allgemeng an och zur Form gefouert ginn ass, notament gëschter. Mir sinn och zur Konkliouon komm, dass d'Aart a Weis, wéi mer virgaange sinn, dës Kéier net optimal ass. D'Verzahnung mam Stabilitéitsprogramm ass nach net evident, an d'Verzahnung vun deenen eenzelne Mesuren, déi elo am Fong geholl a fënnf grouse Kategorië vun Objektiv sech erëmfannen, déi sinn och nach net evidenterweis openaner ofgestëmmt.



Mir haten d'Iddi, fir ze kucken, dass een ebe just déi Aufgab do géif vläicht dem Wirtschafts- a Sozialrot d'nächst Joer ginn, oder d'Joer um Enn vum Joer; dat heescht, dat hei ass jo eng Operatioun, déi mer all Joer mussen u sech maachen. Mir mussen all Joer eng Kéier driwwer schwätzen, an da mussen mer kucken, d'Trajectoire gegebenenfalls ze änneren, wa se dann net richtig ass.

D'Iddi war, fir eventuell ze kucken, dass d'Ministeren eppes éischer géife reagieren a kucken, wou se dru sinn a wat se änneren, dass och aner Partner dozou d'Wuert kriterien an dass mer dann de Wirtschafts- a Sozialrot emol géife gewäerde loosse, fir ze kucken, wéi si dann de Gesamtpaquet géifen evaluieren.

Well de Problem ass jo och e bëssen - dat huet sech erausgestallt an deem Débat hei: Wéi geet een esou eppes un, wann esou ënnerschiddlech Saachen do si wéi den Niveau vun der Aarmut an op där anerer Säit den Niveau vun der Energieeffizienz?

Wou dat eent mat dem aneren net ganz vill ze dinn huet, ass et schwéier, den Débat ze féieren, well jiddwereen am Fong geholl säin Deel kuckt an am Fong geholl net deementspreechend de Gesamtdeel gekuckt gëtt. Vlächicht brénge mer et mam Wirtschafts- a Sozialrot fäerdeg, dat doten ze maachen.

Den Här Kox huet gemengt, en hätt eng Denkpaus proposéiert, déi ech net gär gehat hätt. Ma, Dir hutt néng Méint Denkpaus elo gehat, Här Kox!

(Interruption)

Néng Méint laang hat Dir Denkpaus. Ech hu just gemengt, et hätt kee Sënn - am Juni, wéi mer driwwer geschwat hunn -, et hätt kee Sënn, fir esou kuerzfristeg do eng Denkpaus ze froen, wou jiddweree wousst, dass mer zu Bréssel virun enger Décisioun stinn. Mir kënnen dann hei dekreterieren, dass déi Décisioun net stattfënnt. Mir kënnen och dekreterieren haut, dass dat, wat muer de Conseil européen mécht, net stattfënnt, mä esou leeft et jo awer leider net! Dat heescht, mir wousste ganz genau, dass do géif eng Décisioun geholl ginn, an dat ass och geschitt.

Awer an der Zwëschenzäit war et jo awer kengem verbueden, déi Denkpaus, déi mer dann hate bis elo haut, ze notzen, fir Propositionen ze maachen. Ech hu gesot, ech hunn der eng Rei opgeschriwwen, mä si sinn awer net esou, dass ech en neie Block hätt misse bestellen!

Dat heescht, et sinn eng Rei Kritike geübt ginn, mä, losse mer soen, déi Mesuren, déi do mussen derbäikommen, där hunn ech der net deementspreechend gesinn. Sécher hunn ech zur Kenntnis geholl, dass monéiert ginn ass, dass um Niveau vun de Pensionen nach net méi konkret Saachen um Dësch leien, mä dat hat de Minister kloer an däitlech am Virus gesot, dass en elo mat de Mesurë géif kommen. E war evidentereis mat der Gesondheitsreform beschäftegt an hat kloer an däitlech gesot, dass en elo eréischt géif mat de Propositionen fir d'Rente kommen, wat en och effektiv gemaach huet.

Ech mengen, et kann een an de Consultatiounen et ëmmer besser maachen, mä ech mengen, et ass vill debattéiert gi fir dat, wat awer elo am Endeffekt vu Propositionen komm ass, déi d'Regierung net hätt kënnen zrëckbehalen. Deementspreechend hunn ech der net vill haut héieren.

Déi Trajectoire, mengen ech, déi wichteg ass - an duerfir soll ee sech och net fokusieren op dat, wat elo haut ass, mä et soll ee kucken, wéi erreeche mer déi Ziler? Et huet kee Wäert, fir ze soen: Wat maache mer elo 2015? Ech mengen, et muss ee pro Joer kucken, well déi Operatioun hei mussen mer jo pro Joer maachen, déi ass gefrot. Do kënn eng Evaluatioun, déi vun der Europäescher Kommissioun kënn, an da soll een effektiv higoen an net ze vill mengen, Zuele géifen alles léisen.

Ech si mam Här Kox absolut d'accord, wann e seet, dass et komesch schéngt, dass ee muss bis 2050 op emol soen, wat

de Wuesstum ass, wa méiglech mat dräi Stellen hannert dem Komma. Ech gehéieren zu deenen, déi dat ëmmer als groben Unfug emfannen. Ëmmer als groben Unfug!

Mä datselwecht gëllt awer fir eng Strategie an Dänemark bis 2050 fir d'Energie, dat muss ech lech awer soen, dat ass awer genau datselwecht!

(Interruption)

Well, je mets au défi quiconque, dass am Joer 1960 een erausfonnt hätt, wat den Energieverbrauch an d'Energiekomposition vun Lëtzebuerg haut gewiescht wier. Je mets au défi tout le monde, deen 1960 capabel gewiescht wier, dat ze maachen.

(Interruption)

Also kommt, Dir sidd en contradiction mat lech selwer. Dir hutt fir d'Éischt gesot,...

(Interruption)

Dir hutt fir d'Éischt gesot, et ass Unfug, fir Zuelen ze huelen an op Zuelen opzebauen, déi am Joer 2050 stattfannen, do sinn ech ganz mat d'accord. Mä da gëllt et och fir déi aner Saachen, well et kann een och keng Strategie féieren, wann een net mat Zuelen operéiert.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**.- Mä just, dat eent ass ofhängeg vun deem aneren. Dat ass dee groussen Ennerscheed.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**.- Jo, mä duerfir, soen ech, hunn ech léiwier Ziler. Ech fannen, 2020 ass schonn e verstännegt Zil, wou villes ka geschéie bis dohinner, an dat hu mir jo gemierkt.

(Interruption)

Eng Kris, wéi déi, déi mer elo 2008-2009 erlieft hunn, war net mat agerechent, och net an der Strategie vu Lissabon, net nëmmen, dass mer do eng Rei Ziler souwisou net erreecht hätten, dat ginn ech gären zou, well si waren ambitiéis. Ech hunn och léiwier, et ass ambitiéis a mir ginn an déi richteg Richtung. Mir sinn awer an déi richteg Richtung gaangen! Wat awer gefrot war, war dat Richteg: Du muss opbauen op d'Kompetenz, op den Know-how vun denge Leit an op eng Wëssensgesellschaft, an net op iergendwéi Souveränitätsnischen oder aner Tricken!

Duerfir fannen ech dat richteg, och wa mer d'Zil net erreecht hunn, wat vlächicht ze vill ambitiéis war. An duerfir fannen ech, deen Ausblék bis 2020 ass schonn eppes, wou een d'Trajectoire wäert nach ganz oft ënnerwee änneren. Nach ganz oft ënnerwee änneren!

(Interruption)

Jo, do ass et méi einfach. Här Hoffmann, do ass et méi einfach. Wësst Der, firwat? Een, deen haut 20 Joer huet, do kann een dovun ausgoen, dass deen..., wann ee kuckt, wéi d'Mortalitéit ongeféier ass, weess een ongeféier, wéi vill Leit bei 60 landen.

(Interruption)

Dach, dat weess een, dat kann ee rechnen!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk)**.- Här Minister, d'Prognose virun zéng Joer hu sech schonn haut als falsch erweisen!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**.- Jo, dat kann een ongeféier rechnen. Wat een net ka mat arechnen, ass de Problem, dee mir mat de Frontalieren notament hunn, dat heescht, mam Export herno, wann ee wëllt vun Export schwätzen. Well een och net weess, wat d'Croissance ass. Do sinn ech ganz mat d'accord. Mä do kann een nach éischer..., et kann een net den Niveau vun der Pension, mä d'Zuel vun de Pensionen an d'Envergure ongeféier awer aschätzen. Mä enfin, dat iwwerlosse ech dem Sozialminister, dat mat lech ze diskutieren.

Da ware Leit, déi gefrot hunn, firwat dass de Statec op emol mat Zuelen erauskënn, mat deenen en net virun erauskomm ass. Entgéint deem, wat vlächicht eenzel Leit mengen, diktieren ech dem Statec net, wat en ze maachen huet. E gëtt mir e Programm eran - ofgesi vun deene Saachen, déi e fir Eurostat souwisou muss maachen, gëtt e mir e Programm eran -, an un deem Programm hunn ech politesch nach ni gesot, dass en eppes misst ewechloossen

oder eppes derbäimaachen. Well ech der Meenung sinn, wann een esou en Organ huet, soll een dat och e bësse schaffe loosse en indépendance.

Firwat? Ma, wann een ufänkt, drun ze fummelen als Minister, dass ee seet: „Dat dote kënn elo net, an dat dote kënn, a maacht hei dat do, a maacht do emgedréit!“, dann ass een um Wee, fir Zuelen, déi een emmerdieren, net wëllen ze gesinn. An dat maachen ech net.

D'Regierung an de Wirtschaftsminister sinn au courant, wat de Programm ass. Dee gëtt ëmmer virgeluecht vum Statec. An dobäi loosse ech et. Ech ginn et net änneren. Neen. Well wann ech et eng Kéier an déi eng Richtung änneren, da kann ech et och emol eng Kéier an déi aner Richtung änneren. An da si mer partis pour la gloire.

Mir sollen de Statec, ob een dat gär huet oder net..., an do komme Saachen eraus, déi mech heiansdo arrangieren an heiansdo net arrangieren, an datselwecht gëllt fir deen, deen et gesot huet, nämlech fir den Här Weber. Et arrangieren een heiansdo Saachen an et arrangieren een heiansdo Saachen net. Mä ech mengen, et soll een net ufänken, esou Institutiounen anzéngen, an ech losse se op alle Fall gewäerden.

Souwisou ass ee vun...

► **M. le Président**.- Den Här Weber stellt lech gär eng Fro, Här Minister.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**.- Wann et eng Fro ass, dat ass kee Problem.

► **M. Robert Weber (CSV)**.- Ech wonnere mech do, firwat de Wirtschaftsminister sech ugegraff fillt, well ech hien net ugegraff hunn. Ech hu festgestallt, datt de Statec d'Joer mat Statistike komm ass, déi en hätt sollen d'lescht Joer bréngen. Ech hunn net gesot, de Jeannot Krecké ass dodrunner schëlleg. Ech huelen awer gären zur Kenntnis, dass de Jeannot Krecké sech da schëlleg fillt. Soss géif e sech jo elo net rechtfertigen!

(Hilarité)

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**.- Also, gesinn ech aus, wéi wann ech mech hei géif schëlleg fillen?

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- Jo!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**.- Ech hunn net d'Impressioun! Also, ech hunn net fir zwee Sou d'Impressioun, ech hu just...

(Interruptions)

Ech hu just fonnt, dass ech lech eng Erklärung schëlleg sinn. An déi krut Der heimadder. Awer net, dass ech mech schëlleg fillen. Also, do si mer awer nach wäit ewech, Här Weber.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen (DP)**.- Dir gesitt éischer frustriert aus.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**.- Oh, also wann all Frustréierten esou ausgesäit wéi ech, also ech wënsche mer dat. Dat wëll ech lech awer soen. Leet Àre Kapp a Rou, Här Etgen, mir geet et ganz gutt am Moment. A wann ech ausgesinn, wéi wann ech frustriert wier, dann also, da wënschen ech, dass all Frustréierten esou ausgesäit. Leet Àre Kapp a Rou.

(Hilarité et interruptions)

Da losse mer elo vlächicht zu anere Punkten awer kommen.

Ee vun eise Problemer ass jo, an dat ass mer och haut erëm opgefall: Deen ee schwätzt vun der Entwicklung vun Zuelen a vun Tendenzen, an deen anere schwätzt vun absoluten Niveauen. Mir schwätzen ëmmer erëm laanschtenaner, wa mer dat net kloerstellen, ob mer Saache matenaner vergläichen, déi en Niveau duerstellen, oder ob mer Saache matenaner vergläichen, déi eng Entwicklung duerstellen.

Ech mengen, wat méi wichteg ass, ass d'Entwécklung an domat d'Tendenz. Ech hätt léiwier, mir géifen an den Indicateuren, déi ech an nächster Zäit wäert proposieren - dat wäert ech op alle Fall der Regierung och proposieren -, zéng Joer

zrëckgoen, fir dass ee gesäit: Wat ass da geschitt an deenen zéng Joer? An da kann ee jo Previsiounen dropsetzen. Mä da weess een awer emol, wat fir eng Tendenz een amgaangen ass ze gesinn. Wann een ëmmer nëmme vum Niveau schwätzt, a mir schwätze ganz oft just vum Niveau vun haut a vu gëschter oder vu virun dräi Méint, dat seet jo guer näischt aus iwwert dat, wou een amgaangen ass hinzegoen.

A wat, mengen ech, eis interesséiert, wann ee seet 2020, dat ass d'Tendenz - dat heescht: Wou gi mer hin? -, wat interessant ass, an net: Wou si mer haut am Absoluten?

Duerfir wäerte mer do nach oft Diskussiounen kréien, mä ech géif awer bieden, déi zwou Saachen ausenanerzehalen. A menger Meenung no ass dat Wichtigst bei esou Diskussiounen, wéi deenen, déi mer haut féieren: Wéi ass d'Tendenz? A wat mussen mer maachen, fir där Tendenz gegebenenfalls entgéintzewirken?

Ech hunn och eng ganz Rei Saachen héieren, déi interessant sinn, mä déi u sech eng De-facto-Kritik waren un deem, wat d'Kommissioun festgehalten huet. Dat ass leider ze péit.

Ech mengen, den Här Boden huet et gesot: D'Kommissioun huet eng Rei Saache proposéiert an de Conseil huet et festgehalten. Mir kënnen eis nach wond rieden, dorëm notament, dass eng Rei qualitativ Ziler feelen, dass vlächicht deen een oder deen aneren Objektiv feelt ënnert deene fënnf Kategorien.

(Interruption)

Mä dat bréngt näischt méi! Also, mir kënnen doriwwer diskutieren, mä et bréngt u sech zu deemem Zäitpunkt näischt méi, wat fir eng Gesellschaft mer wëllen an esou weider. Dat ass alles schéin a gutt. Mä mir sinn elo obligéiert, emol ze äntwerten op dat, wat gefrot ass. Mir kënnen doriwwer diskutieren, mä mir änneren dat elo net direkt.

Zwee Wuert dann zu deene Punkten, déi opgeworf ginn an déi méi - losse mer soen - op den Detail aginn. Et ass d'Wuert gefall, dass d'öffentlech Fuerschung d'Reckgrat vun eiser Fuerschung ass. Do mussst Der oppassen. D'öffentlech Fuerschung ass 30% vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg. 30%! Déi aner 70% si privat. Wat weist, dass, wa mir jee eng Kéier wëllen op 3% kommen, mir wuel d'öffentlech Fuerschung müssen ënnerstëtzen, mä wa 70% haut scho vun der Privatfuerschung gemaach ginn, da mussen mer déi ganz staark mat ënnerstëtzen, soss komme mer ni dohinner. Well dat ass an absoluten Zuelen dann absolut net ze erreechen.

Ech muss och soen, déi Zuel vun 2,6, dat kéint och 2,1 sinn, et kéint 2,8 sinn, mä déi gëtt awer vun den Acteuren an der Fuerschung als ganz hardi petit ugesinn. A wann een d'Entwécklung kuckt, déi een da misst maachen an den Zuelen, fäerten ech, dass de Budgetminister och Problemer kritt, wann een dat wierklech duerchziit.

Do ass 2,6 scho wahrscheinlech vill ze vill ambitiéis fir dat, wat wierklech herno an den Zuele muss erauskommen. Well et huet jo och kee Wäert, dass mer einfach nëmme Suen ausginn, fir Suen auszeginn, fir herno dat Zil ze erreechen. Do sinn ech mat all deene Riedner d'accord, déi gesot hunn, d'Fuerschung muss och Effizienz bréngen, et muss eppes Verständneges sinn, et muss Ziler verfolge, déi och mat eiser Wirtschaftspolitik - och wa Leit dat net wëllen héieren - eppes ze dinn hunn. Soss huet et kee Sënn, wa mer et net och fäerdeg bréngen, duerno Transfers de technologie ze kréien, déi mer kënnen gebrauchen.

Et ass gesot ginn, et misst ee méi iwwer Steiere fueren. Ech sinn nach wie vor der Meenung, dass ee soll bei de Subside bleiwen. Firwat? Mir hunn en Encadrement communautaire, deen dat virgesäit. Dee gesäit elo net Steiere vir. Wa mir elo mat Steiere wëlle kommen, da mussen mir op Bréssel pilgeren. Da si mir e puer Joer amgaangen ze verhandele mat der Kommissioun, ob mer deen Encadrement iwwer Steieren dierfen assurieren oder net. Mir hunn elo een iwwer Subsiden.

En plus, wann ech eng Rei Betriber kucken, déi Perten haten an déi mat no vir huelen,

déi maache guer näischt mat Steiervirdeeler. Firwat? Mir hunn e puer Décker, déi dat hunn. Wat maachen déi mat Steiervirdeeler, wa se kee Gewënn maachen? Duerfir si schonn de Subsid an déi direkt Ënnerstëtzung a verschiddenen Niveaue vu Prozenter menger Meenung no dat Effizienz, a mir sollen et dobäi bellossen.

Dass et net diversifiéiert ass, loosse ech och net do stoen! Mir hu Saachen, déi an der Recherche um Niveau Finanze geschéien. A virun allem an der Kryptologie, do gëtt awer enorm vill gemaach. Mir hunn net nëmme de Vizerektor, deen en absolute Spezialist an där Matière ass, mä mir hunn eng ganz Rei hell Käpp do, déi et souguer fäerdeg bruecht hunn, d'Software vum iPhone ze knacken, an dat an engem Concours zu Vancouver.

Also, ech meng schonn, dass Der schlecht informéiert waart. A wann et wierklech...

(Interruption)

Neen, do wou mir wierklech awer am Moment vill Efforte maachen, dat ass an der Sécurité informatique. An do mengen ech, ass och eng Nisch, wou mer solle weiderfueren.

Dann e Wuert zu den Énergies renouvelables. Also loosse mer eis awer eens sinn: Mir hunn eng Potenzialstudie. Et kann een déi ewechdenken an -diskutéieren oder net, mä et huet kee Sënn, fir nach eng Kéier elo eng ze maachen. Mir wëssen, wou mer dru sinn. A mir wëssen, egal wat fir eng Studie dass mir maachen, dass mir véier, fënnf..., mir kënnen eis och d'Käpp aschloen iwwer ee Prozent, mä dat bréngt net ganz vill.

Mir hunn och sengerzäit op d'Biomass gesat an där Studie. An ech hunn dat och richteg fonnt an hunn et och voll ënnerstëtzt. Mam Resultat - ech weess net, wien et gesot huet, ech mengen, et war den Här Boden, dee richteg drop higewisen huet -, dass dat à terme e Problem gëtt. Mir hunn d'Biogasanlagen, besonnesch och déi ganz grouss elo, ganz staark ënnerstëtzt, extrem ënnerstëtzt, géif ech soen. A mir stelle fest, dass mer Problemer kréien, fir genuch Biomass ze hunn.

Ech hunn nach zwee déck Projeten an der Pipeline, déi am Fong geholl um Niveau vun den Énergies renouvelables eis e ganz Stéck géifen no vir bréngen. Mä ech weess net, ob mir genuch Biomass hei zu Lëtzebuerg hunn, fir dat iwwerhaupt ze realisieren. A mir riskéieren, dann an der Situation ze sinn, en Investissement getäget ze hunn - dat gesäit gutt aus -, mä da muss Biomass anzeféieren.

Do kënn de Moment, wou ee sech muss froen, ob een an der Gesamtbilanzéierung dann dat erreecht, wat ee sech virgestallt huet. Wann ech awer elo d'Analys huelen, déi hei gemaach ginn ass: Wandmillen - ass gesot ginn -, do muss e Plan sectoriel kommen. Et huet kee Wäert, dass mir e Plan sectoriel maachen, deen ass um Dësch! Dee gëtt et! Den Inventaire ass gemaach. En ass vun der SEO gemaach. Et si Leit, déi monéieren, dass d'SEO e gemaach huet.

(Interruption)

Also lauschtert, an der SEO huet de Stat 40%. De President huet quasi alles do ze soen. A wa mir iwwerhaupt an den Énergies renouvelables am Moment en Niveau hunn, dann hu mer zum Deel der SEO dat ze verdanken, déi am Moment am Fong geholl déi Projeten alleguerten no vir driewt. Jo, dat ass leider esou!

A wa mer an de Wandmillen am Moment net weiderkommen, da sinn dat bal ausschliesslech lauter Projete vun der SEO! Bal ausschliesslech lauter Projete vun der SEO! Aner Projeten hunn ech nach net vill gesinn!

► **Une voix.** - Leet se emol an aner Hänn, da kommt Der weider!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Aneer hunn ech nach net vill gesinn.

(Interruption)

Här Boden, de Plang, dee besteet, ass e Plang, deen lech seet, wou et méiglech ass bei der heiteger Technologie, well e Meter pro Sekonn Wand ugëtt, d'Heefegkeet. Dee gëtt et. An deen ass och accessibel. Dat ass fir mech kee Problem, fir bei lech

an d'Kommissioun ze kommen an doriwver ze schwätzen.

Ech mengen, et huet kee Wäert, elo en neien ze maachen - ech mengen, wann d'SEO ee gemaach huet. Dee gëtt net vill anescht, deen, dee mir géife maachen. Mir géife just wahrscheinlech en Ingenieursbüro ënnerstëtzen, wa mer elo en neie Plang géife maachen. Well et ass jo net, dass dat zu Lëtzebuerg esou schnell änert.

Wann een hält, dass den Hydroélectrique mat Recht am Moment net ausbaubar ass, wann ee weess, dass d'Sonnenenergie nach net d'Effikasitéit huet, da gesäit een e bëssen d'Limitatioun. An duerfir kënnen mir eis wond rieden an den Énergies renouvelables. Mir sinn agéengt doranner. A mir mussen einfach an all deenen Domänen de Maximum eraushuelen, quité dass ee muss kucken, wou d'Rentabilitéitslimite ass.

Mä gleeft mer es, mir probéieren e Maximum erauszehuelen an e Maximum zu Lëtzebuerg ze maachen. Mä mir sinn agéengt a mir sinn e klengen Territoire a mir kënnen eng Rei Saachen net maachen. Duerfir probéiere mer jo och, an esou grouss Projete wéi deenen an der Nordsee matzemaachen. Do si mer Bestanddeel dovunner. Obscho mer keen Accès un d'Mier hunn, décidéiere mer mat. An duerfir...

(Interruption)

Jo, mir schaffe jo drun, dass mer Accès kréien. Dat ass richteg.

Nach e Wuert dann zu där éiweger Diskussioun iwwer d'Agrartreibstoff. Also, 2005 ware mir déi, déi gesot hunn: „Mir brauchen nohalteg Kritären.“ Kommt, mir schloen eis dach d'Käpp elo net an! Déi Direktiv ass nach net emgéännert. Wa se emgéännert gëtt, tant mieux! Soulaang, wéi se net emgéännert ass, hunn ech wëlles, dat weiderzedreiwen an op 10% herno ze kommen, well dat hu mir virgeschriwwen krut. An ech loosse mech am Moment net dovun bëren.

Dat Eenzegt, wat richteg ass: Mir mussen kucken, souwäit et méiglech ass, d'Kontroll vun deene Kritären ze behalen. Dat kënnen mir net alles eleng maachen. Well Dir wësst, si ginn am Ausland bäigemëscht. Et gëtt am Fong geholl hei zu Lëtzebuerg bal näischt bäigemëscht. Et gëtt quasi alles am Ausland bäigemëscht. Duerfir si mer och e bëssen ofhängeg vun deenen hire Prozedur. Et hinkt jo e bëssen dovun of, wou mir et hierkréien, wou d'Prozedur dann och vun deenen definéiert ginn.

A wann do dann eppes anescht kommen, ech mengen, da passe mer eis dorun un. Mä ech wëll awer just eent soen: Wa mir dat doten net iwwer Bio-kraftstoff kënnen maachen, déi 5%, déi mer elo virgesinn hunn, dann erreche mer awer ni 11%. Dat soen ech awer!

(Interruption)

Nimools erreche mer déi, well mir hunn haut 1%. Mir wäerte maximal 4% - soen ech nach eng Kéier - bäikréien. Da si mer bei 5%. A mir hunn der fënnf ongefëier virgesinn iwwer Biotreibstoff. Da bleiwen der nach zwee iwwer d'Kooperatioun. Da geet d'Rechnung net op.

Et muss een et einfach just wëssen, dass, wann déi 5% net méi Gültegkeet hunn, da geet et net op, an da muss d'Kommissioun jo och revidéieren. D'Kommissioun kann dat jo och dann net am Raum do stoe loosse, well dat bréngen dann eng Rei Länner net fäerdeg, well se dat am Verkéier net iwwer Elektromobilitéit bis 2020 hikiréien.

Bon, am Logement wëll ech awer soen, dass ech mam Här Schank awer elo eng ganz Rei Moosname geholl hunn: Wärmeschutzverordnung op allen Niveaue. Déi huet genuch Misär gemaach! Mä ech mengen, mir stinn dozou a mir zéie se duerch. An d'Standard gi verschäerft. Mir wäerten elo nach ganz aner Standard verschreiwen.

Ech sinn och der Meenung, dass een elo soll mam Finanzminister schwätzen, wéi ee beispillsweis déi Regelungen, déi mer an der TVA hunn, wat d'Renovierung vun den Haiser ubelaangt... Et muss ee jo elo kucken: Wat mécht een? Et huet kee Wäert... Hei gëtt dauernd gesot: Haiser-

busanéierung. Mä da muss een den Incentive soen, deen dat méiglech mécht!

Eent ass méiglech: Mir hunn e puer Mesuren, déi um Niveau vum Här Schank leien, mä ech mengen, et kéint ee beispillsweis..., d'Renovierung um Niveau vun der TVA, dat heescht, d'Applikatioun vun 3%, déi ass am Moment limitéiert op Haiser, déi 20 Joer hunn...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mit hunn eng Klimabank proposéiert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, mat enger Klimabank hu mer nach ëmmer näischt assainéiert. Mir musse fir d'Éischt emol kucken,...

(Interruption)

...wéi mer deem Einzelnen emol den Ureiz dofir ginn. An dat kann een iwwer d'TVA, Här Berger, méi einfach maachen, wann een d'Reduktioun vun der TVA op 3% fäerdeg bréngt fir eng Rei Mesuren, wou dat haut net de Fall ass.

Jo, wéi dann? Dann huet ee méi gemaach, wéi wann een engem e Kredit gëtt! Dann huet een deem eng direkt Hëllef ginn iwwer d'Reduktioun, wann déi méiglech ass vun der TVA.

► **M. Eugène Berger (DP).** - An da mécht en et och!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dat mussen den Här Schank an ech préiwen an dem Finanzminister dat virschloen, well et ass deem seng Kompetenz.

Ech mengen, et sinn eng ganz Rei Moosnamen - den Här Boden huet et richteg gesot -, et si ganz vill Moosnamen op deem Niveau geschitt. Mir musse se eng Kéier zesummebréngen, da gesäit een, wat dat Ganzt bruecht huet.

Fir de Rescht, déi 65 Punkten, wäert ech an deenen nächsten Deeg an der Regierung de Stand der Dinge do beschwätzen, wou mer dru sinn. Wat ass gemaach? Wat ass net gemaach? An ech si selbstverständlech bereet, och heihinner ze kommen, fir doriwver ze schwätzen.

Voilà! Här President, dat war mäi Bäitrag. Ech huelen un, dass d'Kollege mat Opmerksamerkeet nogeluschtert hunn a gegebenenfalls op deene Plazen, wou et noutwendeg ass, dann hir Kommentare wäerten ofginn.

► **M. le Président.** - Merci.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Zur Motioun wäert ech net Stellung huelen. Do hält den Här Schank Stellung.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister. Wa keng Wuertmeldung vun engem Member vun der Regierung nach do ass, géif ech proposéieren, mir kéimen zur Motioun. An do huet den Här Schank d'Wuert gefrot.

Motion 1

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Jo, Här President, et brennt engem ënnert de Fangerneel, fir awer eppes méi ze soen. Ech maachen dat awer elo net, well eng ganz Partie interessant Sujeten zum Klimaschutz, zu der erneierbarer Energie an der Energieeffizienz gesot goufen. Mä deen Débat, dee wäerte mer féieren.

Deen Débat, dee féiere mer, wann et mir no geet - ech weess net, wat den Agenda vun der Chamber virgesäit - ënner Ëmstänn am Abrëll oder méi spéit, wa mer d'Resultater vum Klima- an Ëmweltpartenariat um Dësch leien hunn, wou mer eng breet Plattform hate mat den ONGen, mat de Gemengen, mam Salariat, Patronat, mat der Regierung, fir ze kucken am Kader vun der Zivilgesellschaft, wat mer wëlle maachen, wéi wäit mer eis Klimaschutzziler wëllen definéieren, a virun allem, wéi eng Mesuren datt mer an Zukunft brauchen.

Ech wollt dofir soen, datt ech wollt proposéieren, fir déi Motioun net unzehuelen.

(Interruption)

Ech kann lech och zwee, dräi Grënn dofir soen.

Éischtens hu mer ambitiéis Klimaschutzziler. Si stinn zum Deel am PNR dran. Dat ass haut de Mëtteg och kloer gesot ginn,

ënner anerem och zum Schluss vum honorerabelen Deputéierten Fernand Boden, deen drop higewisen huet, datt mer um Niveau vun eisen Aktiounspläng jo souwisou eng Partie Mesurë fir d'Kommissioun kommunizéiert hunn: notamment den nationale Plang fir erneierbar Energien, notamment de Plang fir méi Energieeffizienz. A mir wäerten awer dat maachen, wat mer an der Kommissioun ofgemaach hunn, datt mer e puer zousätzlech Mesurë wäerte mat an dee Pabeier schreiwen, ier mer en op Bréssel viruginn.

Da wollt ech als zweet Argument soen, datt mer - ech hu virdu de Partenariat fir Ëmwelt a Klima ernimmt - deem net wëlle virgräifen. Do sëtzen am Fong, wann een et gesellschaftspolitesch kuckt, alleguerten déi relevant Kräfte beieneen, fir ze soen, wouhinner datt mer ginn. An dofir wäerte mer dat op deem Niveau definéieren a mir wäerten dat hei an der Chamber debattéieren.

Dofir meng Proposition, fir dës Motioun net unzehuelen. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister Schank. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergreifen?

Wann dat net de Fall ass, géif ech proposéieren, datt mer géifen driwwer ofstëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

Vote sur la motion 1

► **M. le Président.** - D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmme.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 43 voix contre et 17 voix pour.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Raymond Weydert), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

► **Une voix.** - Et gëtt Leit, déi liese keng Zeitung.

► **M. le Président.** - Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwer d'Aide à l'enfance ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alienea vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Majerus a Berger, d'Madame Err, d'Ma-

dame Loschetter, den Här Colomera an den Här Hoffmann. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Eugène Berger als Vertrieber vun der DP-Fraktioun.

3. Heure d'actualité du groupe DP sur l'aide à l'enfance

Exposé

► M. Eugène Berger (DP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, den 20. November 2008, dat heescht also nach an der vieregter Legislatur, wou vläicht net all d'Kollegee vun haut derbäi waren, hu mer hei an der Chamber e Gesetz vum ONE gestëmmt, dem Office national de l'enfance.

(Brouhaha)

► M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Berger nozalauschten! Et ass e wichtige Sujet, an Dir sollt dat ganz attentivement maachen.

► M. Eugène Berger (DP).- Merci, Här President. E Gesetz, dat eigentlech geduecht war, fir Jugendlecher, déi an Nout gerode sinn, besser ze encadréieren an hinnen ze hëllefen. Et soll also eng wichtige Basis fir de Jugendschutz zu Lëtzebuerg ginn. Mä bis haut, also iwwer zwee Joer duerno, konnt dat Gesetz nach net an d'Praxis emgesat ginn. Bon, en Direkter vum ONE ass wuel genannt, mä all déi wichteg Reglementer, déi den Detail fir d'Ëmsetzen an d'Praxis sollte regelen, sinn nach ëmmer net geholl.

Deemools a menger Ried zum Projet hat ech dovir gewarnt, dat mer géifen eng eidel Hüls stëmmen. A leider, leider, Här President, hunn ech Recht behalen! Dat ass net am Intérêt vun deene Jonken, deenen dat Gesetz sollt hëllefen. Dat ass och net am Intérêt vun all deene Leit an Associatiounen, déi sollen am Intérêt vun deene Jonken an Nout schaffen.

Ech hat deemools op de Problem higewisen, dat all wichteg, wierklech all déi wichteg Detailer iwwer Règlements grand-ducaux géife geholl ginn an dat déi Reglementer deemools nach net virlouchen. Duerfir hat ech och schonns 2008 eng Motioun hei déposéiert, déi och deemools vun all de Fraktiounen, vun all den Deputéierten ënnerstëtzt gouf, fir dat mer déi Reglementer - ech zitieren - „dans les plus brefs délais“ sollten an der Chamber virgestallt kréien. Zwee Joer - zwee Joer! - an dräi Méint duerno ass dat nach ëmmer net de Fall!

Här President, firwat de Ministère an d'Aar-bechtsgruppen och haut nach net zu enger definitiver Versioun vun de Règlements grand-ducaux komm sinn, huet ee Grond. An dee Grond ass, dat d'Gesetz vun 2008 schlecht geschriwwen war. D'Gesetz ass schlecht, well op wesentlech Froen iwwert den...

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Här Berger, déi Reglementer sinn do! Si sinn an der Chamber virgestallt ginn. Si leie beim Conseil d'État. Also, Dir kënnt awer hei elo net Saache soen, déi awer nun definitiv net richtig sinn!

► M. Eugène Berger (DP).- Här President, mir hunn nach ëmmer keng definitiv Reglementer virleien, an duerfir haut och meng Interventioun. Well dat Gesetz deemools huet op déi wesentlech Froen iwwert de Fonctionnement...

► Une voix.- Dat ass awer richtig.

► M. Eugène Berger (DP).- ...vum Sec-tuer vun der Aide à l'enfance...

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Et kann een awer net soen, et gëtt se net!

► M. Eugène Berger (DP).- ...keng Änt-werte ginn. D'Gesetz huet deemools keng Äntwerte ginn, a mir hunn och haut nach ëmmer keng Reglementer virleien, déi Änt-werten dorobber ginn, Här President.

Firwat gëtt d'Gesetz dorobber keng Änt-werten? Ma well d'Regierung deemools keng valabel Propositionen hat, fir déi wichteg Detailer op den Dësch ze leeën.

► Une voix.- Dat stëmmt!

► M. Eugène Berger (DP).- Ech erënnere mech nach ganz gutt un d'Diskus-siounen an der Kommissioun iwwert zum Beispill d'Aufgabeverdeeling tëschent dem ONE an den zoustännegen Associatiounen aus dem sozioéducatif Secteur. Et konnt keng kloer Äntwert drop fonnt ginn, also ass et an e Règlement grand-ducal verfracht a vertagt ginn.

Datselwecht mat de Forfaite, déi bezuelt sollte gi fir déi prestéiert Leeschtungen. Hei wöllt ee bei den Associatiounen aus dem Secteur keng Opreegung opkomme loossen. Also sollt et iwwer e Règlement grand-ducal geléist ginn.

Jo, souguer de Paradigmewissel, wat de Finanzement ubelaangt, och do huet ee sech eng Hannerdier wëllen ophalen. Den Artikel 17 vun deem Gesetz gouf op verschidde Plazen esou verkaaft, wéi wann de Prinzip vun der Feelbedarfsfinanzierung nach géif weiderlafen. Elo heescht et awer, opgrond vu provisoiresche Reglementer, dat de Stat duerfir nëmme e ganz limitéierte Budget hätt.

D'Resultat ass, dat haut eng ganz Rei Associatiounen aus dem concernéierte sozio-éducatif Beräich a grousser Onsécherheet sinn. An ech wëllt nëmme op hire Lieser-bréif am „Lëtzebuerg Land“ vu virun dräi, véier Wochen hiweisen, wou se hire Suergen Ausdrock ginn hunn. Deen Artikel oder dee Lieserbréif huet ënnert dem Titel figuréiert „Nicht praxistauglich“.

Här President, d'Gesetz iwwert d'Aide à l'enfance ass e gutt Beispill derfir, wéi d'parlamentaresch Aarbecht net soll gemaach ginn. Mat der Ëmsetzung vun deem Gesetz, wa mer och elo kucken, wat dann an deene provisoiresche Reglementer steet, riskéiert d'Qualitéit vun der Betreuung vun de Kanner net besser, mä méi schlecht ze ginn. Mat der Ëmsetzung vun deem Gesetz, wann dat dann esou geschitt, wéi an deene provisoiresche Reglementer et geschriwwen ass, riskéieren d'Käschten am Beräich vun der Aide à l'enfance net erof-, mä eropzegoen. A mat deem Gesetz riskéieren eng Rei A.s.b.l.en a finanziell Schwierigkeeten ze kommen.

A menger Interventioun zum Gesetz hat ech 2008 ausdrécklech begréisst, dat d'Gesetz eng Aart „case management“ géif virgesinn, an deem d'Kanner ëmfaas-send betreit géife ginn. Dat heescht, wierklech och méi individualiséiert kéinte betreit ginn. A genau deesen Aspekt riskéiert bei der Ëmsetzung vun dem Gesetz awer elo verluer ze goen.

Déi Struktur, déi elo mat dem ONE un der Spëtzt, den CPlen an den Associatiounen um Terrain a Reglementer ugeduecht ass, schéngt eiser Meenung no vill ze ëmständlech a komplizéiert ze ginn. D'Dossiere gi vun den Associatiounen un den ONE, vum ONE un d'CPen, vun den CPen zréck un den ONE, an dann eréischt kënnt den Accord vun dem ONE, fir bestëmmte Leeschtungen finanziell ze iwwerhuelen.

Dat heescht, et ass eng relativ schwéier-fällg Struktur. An dat setzt awer och vir-aus, dat mer op allen Niveaue Leit musse setzen hunn, déi sech inhaltlech mat den Dossiere mussen auserneeetzen. Hu mir esou vill qualifizéiert Personal fir dese spezifische Beräich hei am Land? Et kann ee sech och froen: Baisst sech do net d'Kaz an de Schwanz? D'Dossiere ginn hin an hier vum ONE, dee jo awer am Endeffekt dann d'Schlussdëcisionen wäert huelen. An ass hei och net d'Gefor, an dat hat ech och deemools schonns 2008 gesot, vun enger gewëssener politischer Tutelle an den Dossieren?

Déi aktuell Rekrutierungsschwierigkeete fir d'CPen weisen och, dat et Problemer gëtt, reell Problemer gëtt, fir all déi Leit ze fannen. An de Mangel u qualifiziertem Personal an d'Schwéierfällgkeet vun de Prozedure wäerten duerfir eiser Meenung no zu enger Verschlechterung vun der Qualitéit vum Encadrement vun deene Jonke féieren.

Wéi wëllt d'Madame Ministesch déi ugeschwate Problemer léisen? Wéi vill Personal muss agestallt ginn an den CPen an am ONE, fir dat dese System ka funktionéieren?

Och wäert de Changement bei dem Finanzierungsmodus negativ Auswirkungen hunn. Eng Stonn Médiatioun wäert an Zukunft zu engem fixen Tarif vum Stat bezuelt ginn, egal ob des Médiatioun vun engem Psycholog oder engem Educateur wäert ugebued ginn. E Psycholog kascht - dat ass jo normal -, dee kascht den Employeur awer e gutt Stéck méi. Dëst wäert also dann, oder dat riskéiert dozou ze féieren, dat ëmmer manner héich qualifizéiert Personal wäert agestallt ginn, an dat dann och d'Qualitéit vun der Betreuung dorënner ka leiden.

Dese Modus bréngt och Schwierigkeete bei verschidden A.s.b.l.en aus dem sozio-éducatif Beräich. Dozou gehéiere méi kleng Träger op där enger Säit am sozio-éducatif Beräich, also méi kleng Träger, an op där anerer Säit awer och gehéieren dozou Träger, déi zu deene gréissten Employeuren hei am Land zielen. Wann et also elo dorëms geet, fir finanziell Forfaite auszuhandelen, dann ass et kloer, dat déi kleng A.s.b.l.en do kënne benodeelegt sinn. Déi administrativ Käschte kënnen an enger grousser A.s.b.l. l'icht mat erduerchgehoen ginn, während déi kleng A.s.b.l.en déi mussen zousätzlech en dehors vun de Forfaite opbréngen.

Oder ass hei och vläicht eng Strategie derhannert, dat ee kuckt, oder datt een à long terme wëllt, dat déi A.s.b.l.en, déi kleng A.s.b.l.e sech sollen zesummendinn, eventuell fusionéieren oder eventuell sech deene grousser A.s.b.l.en uschlëssen? Och hei wier ech frou, wann d'Madame Ministesch géif kloer soen, wou d'Rees soll higoen.

Här President, ech wëllt also och ofschléissend froen, wéini d'Madame Ministesch eis dann déi definitiv Reglementer ka virleeën. Si wäert natierlech soen, dat dat um Statsrot läit. Mä vu datt mer awer d'Kompositioun vum Statsrot kennen, an do jo awer och eng Majoritéit, oder déi Majoritéit där entsprécht wéi hei an der Chamber, da misst et jo awer do eng Méiglechkeet ginn, fir dat endlech, zwee Joer an dräi Méint nodeem mer e Gesetz gestëmmt hunn, endlech déi Reglementer kënne presentéiert ginn. Also, wéini kéinten déi Reglementer da virleien?

Respektiv wäert d'Madame Ministesch sech derfir asetze mat der ganzer Regierung, dat se esou schnell wéi méiglech kënne virleien, fir dat dann och endlech dat Gesetz kann an d'Praxis emgesat ginn? Oder misst een do net en anere Wee goen, fir dat ee kann endlech dat Gesetz an d'Praxis emsetzen?

An och wëllt ech d'Madame Ministesch drun erënnere, dat mer an där Motioun vum 20. November 2008 gefrot haten, fir wann dann déi definitiv Reglementer do sinn, dat mer déi och nach eng Kéier an der zoustänneger Kommissioun presentéiert kréien, dat mer se do kënnen diskutieren.

Ech soen Iech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien.

► M. le Président.- Merci dem Här Eugène Berger. Als éischte Riedner ass den Här Mill Majerus agedroen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► M. Mill Majerus (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Begrëff „aide à l'enfance“ ëmschreiw mer all déi Initiativen, déi d'Allgemengheit am Intéressi vun de Kanner an de Jonken an Nout hält. Als CSV orientéiere mer eis op deem Plang unhand vu siwen, acht wichtige Prinzipien.

Éischtens: Mir si gefuerdert um Plang vun der Preventioun. Dat ass e breet Feld, an et geet em e sëllegen Initiativen, vun deene mer hei méi dacks schwätzen: Gesondheet, Wunnen, Schoul, sozial Transferten, Kampf géint d'Gewalt an Drogen.

Zweetens: Et ass wichtig, dass d'Problemer, déi eventuell do sinn, fréi erkannt ginn, an dass d'Elteren och motivéiert ginn, fir sech kompetent Hëllef ze sichen. Op deem Plang si Crèchen, Maisons relais an Assistants parentaux wäertvoll Multiplificateuren.

Drëttens: Déi ambulante Hëllef muss an all Fall als éischt envisagéiert ginn. Eréischt wa si net méi gräift, kommen institutionell

Léisungen a Fro. Den Openthalt an engem Foyer muss enger Rei Kritären entsprechen. Hien ass also eng punktuell Measure geplangt. Hien ass vum Usaz hier heilpädagogesch an therapeutesch. Hien huet d'Aufgab, fir d'Kand gesellschaftlech, schoulesch a kulturell ze integréieren. Mir brauchen am Land ënnerschiddlech dezentraliséiert a spezialiséiert Unitéiten.

Véiertens: Nach ëmmer ginn déi meeschtr befrage Kanner iwwert d'Jugendgeriicht placéiert. Dat ass en Abus vun der Funktioun vum Riichter. Dat dréit dozou bäi, fir d'Elteren ze demobiliséieren. Selbstverständlech muss de Riichter all Kéiers do agräifen, wou bestehend Gesetze verletzt goufen oder wou konsensuell Léisungen net méiglech sinn.

Fënneftens: Déi ënnerschiddlech Acteure mussen vernetzt schaffen. Zënter e puer Joer gi flott Initiativen entwéckelt, dass Sozialpädagogen, Medeziner, Therapeuten, Riichter, Enseignanten, Sozialaarbechter méi wéi fréier Hand an Hand schaffen a sech besser koordinéieren.

Sechstens: D'Famill ass en onverzichtbare Partner. Wann d'Servicer et fäerdeg bréngen, fir d'Elteren an hirer Kompetenz staark ze maachen, da ginn aner opwänneg Moosnamen iwwerflësseg. De Retour vum Kand an eng Famill ass do e Succès, wou d'Famill sech mat der Hëllef vu kompetente Fachleut nei opgestallt huet. Selbstverständlech huet des Partnerschaft Grenzen. Dat gëllt zum Beispill do, wou d'Kand doheim d'Affer ass vu schlëmmer Mess-handlung, Vernoléissegung a Gewalt.

Siwentens: D'Kand a besonnesch dee Jugendlechen an Nout hunn d'Recht, aktiv ze participéieren un all deem, wat d'Experte fir si plangen an duerschéien. Dat ass net zulescht och ee vun de Grondprinzipien vun der Kannerrechtskonventioun.

Aachte Prinzip: Zënter ewell 40 Joer gëtt d'Aide à l'enfance hei zu Lëtzebuerg nom Prinzip vun der Subsidiaritéit organiséiert. Ënnerschiddlech privat Träger organiséieren d'Aarbecht um Terrain; de Stat suert fir de legale Kader an déi finanziell Ressourcen. Dese System war an ass de Garant vu grousser Flexibilitéit a kreativer Dynamik. D'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille respektéiert des Prinzipien a setzt se em. Et definéiert en institutionellen a finanzielle Kader, deen enger laanger Entwécklung Rechnung dréit.

An de leschten zwee Joer, an d'Aussoe vum Här Berger schéngen dat ze bestätegen, gouf intensiv geschafft, fir d'Gesetz emzesetzen. Déi siwe Règlements grand-ducaux, déi beim Statsrot leien, sinn dobäi nëmme ee Volet ënner villen aneren. An där Ëmsetzungszweck gëtt eis Fraktioun e puer Wënsch mat op de Wee.

Mir hätte gär, dass d'Brennpunkte vun der Aide à l'enfance um Plang vun der Personalressourcë besonnesch gutt dotéiert ginn. Dozou gehéiert de Centre socio-éducatif, d'Unité psychiatrique fermée an de Centre pénitentiaire.

Iwweregens mengen ech net, dass et jee an der Intentioun vum Gesetzgeber oder der Regierung war, mam Gesetz Geld ze spueren. Mir fannen et noutwendig...

► Une voix.- Dat ass gesot ginn. Dir waart vläicht net derbäi, mä dat ass awer gesot ginn.

► M. Mill Majerus (CSV).- ...dass d'Kanner mat Problemer hir Plaz an normale Schoulen a Betreuungsstrukture behalen. Dofir plädéiere mir derfir, dass eist Schoulpersonal besser sozialpädagogesch ausgebilt gëtt. Mir ënnerstëtzen e flächendeckend Angebot vun enger interkulturell orientierter psychosozialer Hëllef fir jonk Elteren an den éischte Méint no der Gebuert vun hire Kanner.

Am Institut d'enseignement socio-éducatif zu Dräibur gouf an de leschte Joren en exemplaresche Modell vun enger École de la deuxième chance entwéckelt. Mir mengen, dass aner Schoulen dovunner vill léiere kéinten.

Zum Schluss soen ech all deene Fraen a Männer eis Unerkennung, déi sech net eemol am Joer, mä Dag fir Dag am Intérêt vun de Kanner an Nout engagéieren. Dozou, Madame Minister, gehéieren och Dir an Är Mataarbechter.

Merci!



► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Mill Majerus. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no dëser Analys, déi op d'Aarbecht um Terrain centréiert ass, wollt ech am Fong meng puer Minutte benotzen, fir ze kucken, wat par rapport zum Gesetz passéiert ass, zënter dass mer et gestëmmt hunn.

Den 20. November 2008 war dat, an ech hunn als Affekotin - als Affekotin war dat keng einfach Positioun - déi Déjudiciarisation vun der Aide à l'enfance wierklech begréisst. An ech bleiwen der Meenung, dass et richtig ass, och wann een haut muss soen, dass deen Text, esou wéi e virläit, net den Attenté gerecht gött, déi een an deen Text do gestallt huet.

Ech wëll kengem duerfir eleng d'Responsabilitéit ënnerstellen, mä et bréngt mech zu enger genereller Observatioun als Chamber op deem Gebitt. Wéi esou oft läit den Däiwel am Detail, an eigentlech dierft mir als Chamber keng Gesetzstëmmen, wann déi Detailler vun der Ausféierung, dat heescht d'Règlements grand-ducaux net virleien. Dat göllt net, Madame Ministesch, fir lech, dat göllt en général. Mir hunn dat ganz oft. A mir loossen eis meeschtens breetschloen, et trotzdem dann ze stëmmen.

Ech mengen, dass dat keng gutt Iddi ass, well et geet hei net drëms, fir deen zoustännege Minister ze treffen, et geet drëms, fir eis Aarbecht ze maachen. An eis Aarbecht, déi kënne mer eréischt appréciéieren dee Moment, wou mer d'Detailler an der Ausféierung hunn.

Meng Aussoe virun dräi Joer hei kéint ech erëm widerhuelen, maachen ech awer net, obschonn ech esou lues an deen Alter kommen, wou ee sech selwer kann zitéeieren. Et schéngt mer es awer, dass an där Zäit do déi Motiounen, déi ech déposiéiert hunn, bewisen hunn, dass se richtig louchen.

Éischtens hunn ech gesot, hat ech gesot, an ech bleiwen dobäi, an och dat misst jo an de Reglementer kommen, dass d'Roll vun ONE misst am Fong d'Zesammenarbeit tëschent all deene verschiddenen Acteuren um Terrain sinn. An ech hu mech gefrot, ob en d'Méiglechkeeten hätt, déi Roll ze iwwerhuelen. Well mir wëssen, dass vill Initiativen, vill A.s.b.l.en um Terrain schaffen, an dass et fir d'Leit schwierig ass, sech an deem Dschungel heiansdo erëmfannen, an dass mer ouni Zweifel eng Institution brauchen, déi d'Leit dirigéiert dohinner, wou se wierklech hir Hëllef kréien.

Mir hunn och an enger anerer Motioun dee Moment gesot, mir hätte gären no dräi Joer eng extern Evaluatioun - an dat steet hei och, dat ass natierlech wichtig -, mat der Konsequenz, dass déi Saachen, déi net gutt wieren, an engem Délai, deen akzeptabel ass, ëmgesat (veuillez lire: ëmgeännert) sollte ginn.

Ech wëll hei just eng kleng Klammer opmaachen iwwert d'Anti-Gewalt domestique, d'Violence-domestique-s-Gesetz, wou mer déi extern Evaluatioun gemaach hunn, wou mer d'accord sinn iwwert d'Konklusionen, wou schon dräi Joer alles kloer ass a wou nach ëmmer d'Amendement net kommen. Ech mengen, dass déi extern Evaluatioun elo kee Sënn mécht, well et um Terrain net funktionéiert. Ech denken awer, dass mer bei déi Evaluatioun dobäi mussen en Délai setzen, an deem déi Konklusionen, déi da geholl ginn, an d'Realitéit sollen iwwersat ginn.

Eng drëtt Remarque: Firwat leien d'Reglementer net vir? Eigentlech notzt dat net ganz vill, elo erauszufannen, u wem et läit. Jiddfalls mengen ech, dass mir als Chamber eng Kéier misste prinzipiell eng Décioun dorunner huelen, well finalement si mir déi Responsabel derfir, wann e Gesetz, wat mir gestëmmt hunn, net exekutiert ass. A mir kënnen déi Responsabilitéit eigentlech nëmmen dann iwwerhuelen, wa mer d'Reglementer hunn dee Moment, wou mer sollen ofstëmmen.

En anere Punkt, e leschten, an do weess ech, dass et e wichtege Problem ass, ech

verstinn en zwar net genee. Et ass de Problem vum Finanzement,...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, der Madame Err nozelauschteren!

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- ...de Problem vum Finanzement vun den Acteuren. Deen annoncéierte But vum Gesetz war et, méi eng grousse Flexibilitéit ze erlaben, fir d'Träger ze encouragéieren, fir sech méi ze spezialiséieren. D'Acteuren, wat meeschtens A.s.b.l.e sinn, hu Schwierigkeeten, mat deem Text do ëmzegoen, well den Artikel 17 vum Gesetz iwwert d'Aide à l'enfance seet, dass d'Defiziter vun Trägerorganisationen duerch extraordinär Subventionen ausgeglaach ginn, mä e regelrecht Recht op en Ausglaach gött et net.

Dat bréngt natierlech de Risiko mat sech, dass déi A.s.b.l.e wäerte probéieren, hir Fraisen erofzeschrauwen doduerjer, dass se méi jonk Personal, manner spezialiséiert Personal astellen. An dat kann net den Zweck vun der Übung gewiescht sinn, Madame Minister. Ech hoffen, dass Der do mat mir d'accord sidd.

An et kann och net sinn, dass jonk interesséiert, interessant Trägerorganisationen iwwer spezifesche Problemer, déi et bis elo net gi sinn, net iwwerlieden, well se ze kleng sinn, fir et finanziell ze packen. Wéi Dir déi Quadratur vum Krees do fäerdeg bréngt, Madame Minister, ginn ech lech, fir dass Dir dat fäerdeg bréngt, ginn ech lech meng Encouragemente a mäin Optimismus, dee mer no all deene Joren nach ëmmer iwwerreg bleift, mat op de Wee.

Mä ech denken, dass mer mussen hei Kloertext schwätzen, dass mer mussen de Präis bezuelen, fir eisen Ambitiounen, déi an dësem Projet louchen, gerecht ze ginn. Dat ass bis elo jiddfalls leider net de Fall.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Err. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Problem ass net nei. E wor beim Vote vum Gesetz Aide à l'enfance am Dezember 2008 bekannt. Déi gréng Fraktioun huet deemools op dëser Tribün drop opmierksam gemaach, datt dëst Gesetz ouni seng Règlements grand-ducaux net dierft gestëmmt ginn an datt mer esou mat dësem Gesetz eng Kaz am Sak géife stëmmen. déi gréng haten dann och d'Ministesch opgefuerdert, déi Règlements grand-ducaux ze presentéieren, wat och geschitt ass.

Entre-temps ginn déi Projets de règlements grand-ducaux nach regelméisseg adaptéiert, dëst an der totaler Intransparenz, net nëmme vun ons heibannen, mä vum ganze soziale Secteur, deen dagdeeglech um Terrain schafft.

Déi siwe Règlements grand-ducaux definéieren, wéi scho gesot ginn ass, d'Essenz vun engem Gesetz, a mir bleiwe weiderhi gudder Hoffnung, datt de Statsrot se net positiv aviséiert, well se onser Meenung no iwwert d'Gesetz erausginn. A well ech nëmme fënnel Minutten hunn, wëll ech mech hei an haut op dat Wesentlech konzentréieren, mä ech kënneg he un, datt déi gréng weider Aktiounen plangen, fir ze verhënnere, datt déi Règlements grand-ducaux, esou wéi mir se op jidde Fall elo emol kennen, an d'Praxis ëmgesat ginn.

An deem Sënn, Här President, déposéiere mir och eng Motioun, déi och alles seet, wat ech haut net ka soen, faute de temps, déi net nëmme vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt gött, well an de Considérantë maache mir ons zum Porte-parole vun den Acteuren aus dem soziale Secteur.

Motion 1

au sujet de la mise en application de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

Considérant que:

- la mise en application de la loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille datant du 16 décembre 2008 n'est toujours pas en vue;

- la raison de ce retard s'explique du fait que le texte de la loi se limite à fournir une orien-

tation générale d'une réorganisation de ce secteur sans se soucier ni de son exécution ni de son application sur le terrain;

- les sept règlements grand-ducaux actuellement sur voie d'instances sont devenus un paquet de textes illisibles, bourrés de prescriptions, consignes et procédures pas toujours compatibles entre elles et à certains endroits non conformes aux dispositions de la loi qu'ils sont censés compléter;

- les discussions en rapport aux problèmes concernant la coordination entre les responsables ministériels et les autorités judiciaires sont loin d'être abouties;

- certains volets de l'aide à l'enfance se voient réglementés en détail dans les textes ministériels sans aucune forme de concertation préalable avec les acteurs concernés;

- la réglementation excessive ainsi introduite par les autorités ministérielles rigidifie considérablement le travail sur le terrain dans la mesure où les acteurs concernés ne peuvent plus s'organiser en fonction des situations et besoins individuels des 2.000 enfants estimés en situation de danger physique ou moral;

- l'instauration d'un régime de forfait horaire et d'un paiement par acte déshumanise le travail social et va à l'encontre de tout travail de qualité dans ce secteur;

- l'Office National de l'Enfance (ONE) en tant qu'organe décideur de l'ensemble des faits et gestes du secteur social ne dispose ni des moyens ni des ressources humaines pour faire face à une telle centralisation de pouvoir;

- la mise en place d'un réseau de Coordinateurs du Projet d'Intervention (CPI), élément charnière du système suggéré par les règlements grand-ducaux, s'annonce problématique du fait de la difficulté à recruter du personnel formé pour les besoins de la cause;

- l'instauration d'un système qui va tout à l'encontre d'une simplification administrative pourtant tant prônée par la politique en général;

- les frais engendrés par le modèle ainsi suggéré risquent de mener à une explosion des coûts de l'action sociale;

- les règlements grand-ducaux se trouvent en contradiction flagrante avec la volonté déclarée du texte de la loi y relatif qui se dit viser une plus grande démocratisation et prônant les atouts d'une démarche recherchant une plus grande participation respectivement responsabilisation des citoyens concernés;

- de manière générale, l'orientation de la réforme de l'aide à l'enfance et à la famille s'oppose à un travail de qualité dans ce secteur et va donc manifester à l'encontre des besoins et intérêts de tous les acteurs concernés;

invite le Gouvernement

- à retirer en bloc les règlements grand-ducaux relatifs à la loi de l'aide à l'enfance et à la famille et à revoir quant au fond la problématique de l'organisation de l'aide à l'enfance et à la famille afin de proposer une base légale adaptée aux besoins de ce secteur.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

► **M. le Président.**- Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Duerfir fuerdere mir d'Ministesch an hir Leit am Office national de l'enfance op, dës Règlements grand-ducaux zréckzezéien a sech endlech eescht mat der pragmatischer Ëmsetzung vun dësem Gesetz ausenanerzesetzen.

Ëm wat geet et? Et geet em eng ronn 2.000 Kanner a Jugendlecher, déi a physscher oder moralescher Nout sinn. Et geet em hir Elteren, déi aus iergendengem Grund net méi kënnen oder net méi wëllen.

Wat ass d'Zil? Dëse Kanner d'Méiglechkeet ze bidden, net méi esou oft direkt iwwert d'Gericht arbitrairement placéiert ze ginn, mä hinne méi oft iwwer aner sozial Weeër ze hëllef. Och hir Eltere solle Bäistand kréien.

Wéi soll dat geschéien? Dëst Gesetz sollt jo eigentlech d'Prozedure vereinfachen, d'Leit aus dem soziale Secteur besser matenee vernetzen, d'Qualitéit vun der sozialer Hëllef a vum Suivi vum Kand a senger Famili optimiséieren, d'Méiglechkeet bid-

den, séier op Urgencen ze reagéieren an effikass an transparent ze schaffen, dat alles am Sënn natierlech vum Kand, vum Jugendlechen a vu senger Famili.

Wou sti mer haut? E ganze soziale Secteur... D'Madame Err huet et och scho beschriwwen, et geet guer näischt! Ech soen, e ganze soziale Secteur ass quasi blockéiert haut. An dat ännert sech net, wann déi Règlements grand-ducaux ëmgesat géif ginn, bien au contraire. Dann hu mer e Statsapparat agesat, deen definéiert an decidéiert, deen ordonnéiert a finanzéiert, wat e fir néideg fënnt; d'Leit um Terrain exekutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës wesentlech Mënschlechteit, ouni déi des sozial Aarbecht net ze maachen ass, ass net an der Organisatioun vun engem ONE, ass net an der Finanzéierung vum Akt virgesinn! Déi eenzel Kompetenze vun deene verschiddene soziale Beruffer, ouni déi des ganz sozial Aarbecht net ze maachen ass, sinn net an der Organisatioun an net an der Finanzéierung vum Akt virgesinn.

De variable Besoin, well deen ass jo net all Dag d'selwecht, vun de Kanner a Jugendlechen, ouni Rücksicht op dat déi ganz sozial Hëllef sënnslos gött, ass net an der Organisatioun, ass net an der Finanzéierung vum Akt virgesinn. D'Urgence vun der Nout vun engem Kand, zum Beispill de Weekend, well eigentlech eng Urgence oft de Weekend passéiert, ass weder bei der Organisatioun nach bei der Finanzéierung virgesinn.

Déi noutwendeg Inhalter, Ziler, Kompetenzen, Missionen an aner Kritären, vun de Formatiounen zum Beispill vun den „coordinateurs du projet d'intervention“, kuerz CPI genannt, si ganz einfach net ginn.

Här President, de Volet vun dëser Heur d'actualité ass wuel technesch, mä do, wou déi Règlements grand-ducaux sollten ëmgesat ginn, do, wou se en Impakt hunn, ass eng mënschlech Welt. An duerfir fuerdere mir d'Ministesch op, erëm mat de Féiss op de Buedem vun der mënschlecher Réalitéit zréckzekommen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombara agedroen. Här Colombara, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombara (ADR).**- Jo, Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, mir hunn 113.000 Kanner hei am Land, an ob et engem Kand gutt geet oder net gutt geet, dat hänt dovunner of, wéi dat Kand encadréiert ass. Dat ass jo ganz normal. An dofir hu mir als ADR proposéiert, dass den Elterendeel, deen doheim fir d'Erzéierung vum Kand zoustänneg ass, eng Rémunératioun bis hin zum Mindestloun soll kréien, wou d'Kannergeld, de Kannerbonus an déi aner Allocatiounen mat abegraff sinn a wou den Elterendeel sech eng Pensiounscarrière kann opbauen. Esou, bei engem besseren Encadrement, hätte mir schon een Deal vun de Kannerproblemer geléist. A mir hoffen, dass d'Regierung eng Kéier op dee Wee do wäert goen.

Mir hunn am Land 1.067 Kanner, déi placéiert sinn. Ech weess net, wou d'Madame Loschetter op 2.000 kënt. Mä 1.067 Kanner si placéiert. Dat ass manner wéi 1%. Ass dat vill? Ech weess et net. Dat iwwerloossen ech Ärer Appréciatioun. An dovunner sinn 146 Kanner am Ausland placéiert. Sécherlech ass dat besser, wéi wa se op der Strooss géife leien, op der Strooss géife lungen.

Mä ech wëilt an dësem Kontext awer d'Madame Minister froen, firwat dass déi Kanner hei am Land am Ausland placéiert sinn. Ass dat wéinst Personalmangel? Ass dat wéinst Defiziter vun de Strukturen? Oder ass dat ee Mangel u Kompetenzen?

A fir ofzeschlëssen - ech hu leider nëmmen zwou Minutten, fir ze schwätzen - wëilt ech gär ee praktesche Problem erörtern.



Heiansdo gesäit een an der Groussgaass do verschidde Kanner mat hirem Becher, déi bieden. Madame Minister, wat ass do d'Conduite à tenir? Ech hu kee Problem, wann ech deene Kanner e puer Euro ginn, mä ass et gutt, wann een deene Kanner hëllef, oder ass et besser, wann een do iergendwéi een Appel, iergendwien uriff? Wat soll een do maachen?

Dat wollt ech hei emol froen, wéi dat praktesch ze handhaben ass. Ass et, wann ech deenen een Euro ginn, dass ech do ee Réseau förderen, oder ass et besser, ech maachen näischt? Ech mengen, wann Der mer do kéint eng Äntwert ginn, ech wär do fro.

Merci!

► M. le Président. - Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► M. André Hoffmann (déi Lénk). - Här President, ech war jo leider, wéi dat Gesetz do diskutéiert an ofgestëmmt ginn ass, net hei derbäi. Ech muss awer soen, wann et eng gesellschaftlech Prioritéit gëtt am Beräich vun der sozialer Nohaltegkeet, dann ass et d'Entwécklung vun de Kanner. Well dovunner hänkt of, wéi eis Gesellschaft sech an Zukunft och entwéckelt.

► Une voix. - Ganz richtig!

► M. André Hoffmann (déi Lénk). - A mir haten eng Rei vun, mir haten a leschter Zäit hei an der Chamber eng Rei vun Débaten, wou mer, wahrscheinlech awer Verschiddener vun eis mat engem gewësene Schrecken hu misse feststellen, a wéi enger Détresse vun ënnerschiddleche Formen d'Kanner hei zu Lëtzebuerg, an deem räiche Lëtzebuerg, liewen. Détresse, sozial Détresse, psychologesche Détresse, d'Fro vu Gewalt an esou weider an esou fort, doriwwer hate mer eng ganz Rei vun Diskussiounen.

De Subsidiaritätsprinzip, un den Här Majerus gericht, stellen ech net a Fro. Alldéngs, wann de Stat gesellschaftlech Aufgaben iwwerdréit un associativ Strukturen, woumadder ee jo prinzipiell kann averstane sinn, dann ass awer d'Viraussetzung, dass déi associativ Strukturen net nëmme an engem klore gesetzleche Kader schaffen - dat ass dat Wichtigste -, mä op där anerer Säit, oder gradesou wichteg op där anerer Säit ass awer, dass se dann déi Moyenen zur Verfügung gestallt kréien, mat deene se déi Aufgaben, déi de Stat hinnen iwwerdroen huet, kënnen erfëllen.

Dat sinn natierlech finanziell Mëttelen. Dat si Mëttele vu Personal, wat natierlech erëm eng Kéier mat de finanzielle Mëttelen zesammenhängt. An dat ass selbstverständlech och eng Fro vun der Qualifikationsstruktur an deenen Associatiounen. An do hunn ech awer staark den Androck, ouni dat am Detail nogekuckt ze hu fir haut, dass et a verschiddene Beräicher op d'mannst vun deene sozialen, pedagogeschen, psychologeschen, éducativen Aktivitéiten do eng Tendenz gëtt, fir an der Personalstruktur de Qualifikationsniveau éischer erfzesetzen, amplaz eropzesetzen.

Ech sinn an deem Zusammenhang och wierklech, wéll ech onbedéngt betounen, dass déi Associatiounen, déi an deem do Beräich schaffen, dass déi onbedéngt e permanent a kontinuierlech Matsproocherecht hunn. Dat heescht, dass net iwwert hir Käpp kann decidéiert ginn, sondern dass se mussen matschwätzen.

An da si mer bei der Fro vun de Règlements grand-ducaux. Ech schlësse mech der Madame Err un: Jiddefalls ëmmer dann, wa groussherzoglech Reglementer, déi jo da vun der Regierung gemaach ginn, an net vun Groussherzog, déi vun der Regierung gemaach ginn, wann déi wichteg Detailer solle regelen, da misst de Projet vum Reglement virleien, wa mer d'Gesetz stëmmen, well soss kafe mer hei eng Kaz am Sak a mer wëssen net, wat herno da wierklech an der Praxis domadder geschitt.

An ech schlësse mech och un der Forderung vun enger Evaluatioun, wou awer

och erëm eng Kéier muss betount ginn, déi Evaluatioun däerf awer net einfach vun uewen erof geschéien, sondern déi kann nëmme geschéien an Zesummenaarbecht mat den Associatiounen selwer, déi och dann hir eegen Aarbecht respektiv d'Verantwortung vun der Regierung kënnen mat evaluéieren.

► Une voix. - Ganz gutt!

► M. le Président. - Merci dem Här Hoffmann. Domadder ass d'Diskussioun um Enn. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs.

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech sinn ech ganz dankbar fir déi Diskussioun, déi den Owend hei ass. Manner dankbar fir awer eng Partie net ganz objektiv Saachen, déi hei gesot goufen. Dofir wëll ech hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir awer ze soen, wéi dat an der Realitéit ausgesinn huet an och elo ausgesäit.

De 16. Dezember 2008 ass dat Gesetz gestëmmt ginn. D'Regierung huet siwe Projets de règlements grand-ducaux geholl am Juli 2010.

(Interruption)

Den 20. Juli hat d'Chamber, hat ech an der Chamberskommissioun déi Reglementer, déi vun der Regierung festgehale goufen, presentéiert. Si sinn op den Instanzeweeg gaangen, sougutt an de Conseil d'État wéi och bei d'Chambres professionnelles. An der Zwëschenzäit sinn d'avisé vun de Chambres professionnelles an och vun dem Kannerrechtscomité do. Ech denken och, dass de Conseil d'État, wou mer selbstverständlech dat als eng Prioritéit gesot hunn, Här Berger, dass deen och an der nächster Zäit säin Avis doriwwer wäert ofginn.

Dir verstitt hoffentlech, dass ech haut net drun denke kann, där Motioun hei Rechnung ze droen, déi seet, dass mer sollen déi Reglementer zréckdroen. Ech mengen net, Madame Loschetter, dass Der dat selwer eescht gemengt hutt,...

► Une voix. - Oh dach!

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - ...fir dat ze froen.

► Une voix. - Ganz sécher.

(Interruptions)

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - An engem Fall, wou een emol waart, dass ee soll den Avis derfir kréien, dann, mengen ech, soll een emol awer wierklech wéinstens deem déi Chance ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Wéi gesot, ass et eng Reform, déi zwee Joer, wou d'Gesetz zwee Joer gestëmmt ginn ass a wou och wierklech eng déif gräifend Verännerung an deem ganze soziale Secteur virgesi wor. An, ech mengen, däers woren deemools eigentlech awer och déi meescht Leit sech bewusst. Mir hunn domadder verfollegt, dass mer géifen e Qualitätssprong maachen am Beräich vun der Politik a vun der Zukunft vis-à-vis vun de Kanner a vis-à-vis vun de Familljen, déi wierklech Hëllef géife brauchen.

Eist Zil wor et, fir an allem ze kucken, dass d'Kand an d'Familljen, wat Schwieregkeeten hätt, méi an de Mëttelpunkt géif kommen, a fir dat och opgrond vum Gesetz iwwert d'Kannerrechter an och vun enger participativer Jugendpolitik dat Gesetz géif ëmgesat ginn. Mir hunn eis ausgeriicht un enger bedarfsorientierter Politik, wou et drëm gaangen ass, dass mer gesinn hunn, dass ëmmer méi Kanner opfalen a jonkem Alter duerch hiert Verhalten an och hir physisch Onstabilitéit, mer och ëmmer nach vill manjerjäreg Mammen hunn, och bei eis hei zu Lëtzebuerg.

Verschidden Organisatiounen stellen eng steigend Zuel vun Elteren - vun Elteren! - mat psychesche Krankheete fest. Kanner a besonnesch och Jugendlecher mat psychiatresche Problemer huelen och zou. An et si besonnesch och ganz dacks esou Kanner, déi am Ausland placéiert ginn, well mer zu engem Deel - dat ginn ech gär an éierlech zou - net ëmmer déi Infrastrukturen an och deen Encadrement

hei zu Lëtzebuerg hunn, dee mer dofir géife brauchen.

De Secteur fir d'Hëllef vun de Kanner huet sech an deene 35 leschte Jore staark entwéckelt. Mir hunn iwwer 60 verschidde Servicer an Institutiounen am sozialen, éducativen, therapeutischen, schouleschen an hospitaläre Beräich, déi Hëllef ubidden fir déi Kanner, fir d'Jugend an och fir hir Familljen, déi an enger physischer oder an enger moralescher Nout sinn. Et sinn dat staatelech an och privat Déngschtleeschungsbetreibere, déi eng ganz Palette vun ambulante bis voll stationäre Servicer ubidden.

Vun enger Partie vu Schwaachstelle wousste mer awer, dass se an deem System do dra wieren. Zum Beispill d'Feele vu Strukturen a Prozeduren, fir eng differenzéiert Diagnos ze maachen. D'Feele vun engem Projet fir eng komplett Hëllefsoffer, déi mat de betraffene Prestatairen an der Familljen a mat dem Jugendlechen aus géif geschaff ginn.

Eng defizitär Approche vum Kand a senger Familljen, well ganz laang stoung haapt-sächlich de Gedanke vum Schutz vum Kand do. Mir hunn ëmmer iwwert d'Defiziter vun den Eltere geschwat, an elo gi mer drop, fir ze probéieren, d'Elteren ze mobiliséieren, an och ze probéieren, och wa Kanner méi laang placéiert sinn, dass se awer de Kontakt zu hirer Famill behalen an dass se och wëssen, wou se hierkommen. Well och dat ass eng schwierig Fro fir Kanner, wa se hir eegen Identitéit net kennen.

Et goufen och net ëmmer déi Rechter fir am Fond d'Familljen a vum Client, déi eigentlech gebraucht wiere ginn. Mir hunn iwwer ganz laang Joren diskutéiert, dass mer keng Kollaboratioun, keng Koordinatioun a keng Kohärenz hätten, an et ass den Owend hei gesot ginn, dass d'Eltere ganz dacks vun enger Plaz op déi aner geschéckt goufen, ganz dacks déiselwech Fro, bei deem zweete Service erëm vir ugefaange gouf vis-à-vis vun deem, wat virawer ewell gemaach gouf, ouni dass dat awer ëmmer berücksichtegt gouf.

An dass mer och e Mangel u preventive Moosnamen hunn, wat sécher e wichtigen Aspekt an der Kanner- an an der Jugendhëllef ass. Wa mer déi net hunn, da feelt eis wierklech do e ganz wichteg Element.

Mir haten och, an dat ass och den Owend ewell hei gesot ginn, eng ganz staark Gewichtung op deene judiciarisierte Moosnamen, an dat opgrond vu feelenden Alternativen. A wann ee weess, dass bis elo 82% vun de Kanner, déi an Heimer kommen, iwwer Geriichter placéiert ginn, dann ass dat sécher eng Situatioun, déi net gutt ass.

Mir haten och keng zentraliséiert Erfassung vun de Besoinen als Basis vun enger bedarfsorientierter Politik. A fir déi Leeschtungen ze erbréngen, wor och net ëmmer kloer definéiert, wat d'Aufgaben an deene verschiddene Servicer, an deene verschiddenen Institutiounen wieren. Et gouf Heimer, déi mat hirem Personal ambulant Aarbecht an der Famill gemaach hunn, anerer, déi dofir zousätzlech Servicer geschaf hunn.

Wat woren d'Ambitiounen, wat sinn d'Ambitiounen vun dem Gesetz? Mä der Kanner- an der Jugendhëllef e legislative Kader ze ginn, d'Déjudiciarisierung ze promovéieren an duerch den Opbau vun engem participative System vun Hëllef fir d'Kanner an d'Familljen d'Kompetenze vun Jugendgeriicht a vun dem ONE ofzegrenzen. A mir haten doriwwer laang hei diskutéiert, fir dass mer dat géife fäerdeg kréien. Déi viséiert Paradigmewiessele sollten op enger Partie vun Niveaue geschéien.

Éischtens, d'Recht vun deem Einzelne stäerken, andeems d'Hëllef an de Finanzeement fir déi eenzel Persoun respektiv fir Familljen un déi gebonne sinn. All Kand, Jugendlechen oder Familljen an Nout huet een Droit à la demande de l'aide! An ech denken, dass dat eppes ass, wat wichtig ass, well decisif sinn d'Besoiné vun der Persoun, déi d'Hëllef brauch. An dat bréngt selbstverständlech och de Finanzeement mat, fir dat iwwer e Package, deen d'Familljen an d'Kand kënnen kréien, ze gewährleisten, wat natierlech e Changement

ass, an dat net méi an enger Personalstruktur.

Dee méigleche Succès vun der Hëllef erhéijen duerch fréizäitegt Dépistéieren an Agräifen, duerch fréizäitegt Festleed vum deenen adequaten Hëllef, well et geet drëm, méiglechst fréi och déi passend Hëllef unzbidden. De preventiven Hëlfeberäich ausbauen, nidderschwellig an ambulant a stationär Servicer, un déi déi Jonk sech fräiwëlleg kënnen wenden, zum Beispill doduerjer, dass se an Internater ginn, oder och sozial integrativ Moosnamen am Beräich vun der Kannerbetreuer.

Wat sinn d'Missiounen, besonnesch d'Missiounen och vun dem ONE? Dat ass d'Ausschaffe vun engem Projet d'intervention socio-éducatif oder psychosocial fir all Familljen op Basis vun enger differenzéierter Diagnostik vun de Ressourcen an de Schwieregkeete vun de Familljen an de Kanner oder de Jugendlechen. D'Participatioun vun de Clienten un dem Ausschaffe vun deemem Projet an d'Organiséieren an d'Konzertatiounsréuniounen tëschent deene Jonken, hire Familljen an de Prestatairen.

All déi Virwërf, déi verstinn ech eigentlech net, déi ech gemaach kréien, well mer just wollten dat maachen, wat Dir elo grad hei gesot hutt, dat net géif geschéien.

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng). - Här President!

► M. le Président. - Madame Minister, erlaabt Der, dass d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Jo, selbstverständlech erlaben ech.

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng). - Merci villmools. Ech verstinn dat, wat Dir sot, wann Dir sot, dass de Paradigmewiessele natierlech ëmmer eng gewësen Opreegung bréngt an all Secteur, am soziale Secteur vläicht am meeschten.

Meng Fro un d'Ministesche wier awer, ob si weess, dass dat net elo vläicht deen een oder deen aneren ass, mä dass wierklech e gesamte Secteur sech de Moment eescht Gedanke mécht iwwer net nëmme d'Qualitéit vun der Prestatioun, déi se wëlle weiderhi prestéieren, mä souguer iwwer d'Iwwerlieue vu verschidde kleng a mëttelkleng Associatiounen, an dass et eigentlech esou um Terrain ass, dass virun allem zwou grouss, méi grouss A.s.b.l.en, méi grouss Institutiounen sech manner Gedanken iwwer hiert Iwwerlieue maachen, well se kënnen effektiv dat Finanzeieren e bësse méi ausglächen.

Oder ass et vläicht der Ministesch hir Intentioun, fir vläicht méiglechst ze regroupéieren, well Dir mengt, da wiert Der méi effikass, an op vill kleng, villaarteg A.s.b.l.en ze verzichten au profit vu vläicht méi groussen Institutiounen?

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Also, dat ass ganz sécher net, dass ass ganz sécher net eis Intentioun, an Dir wäert och gesinn, dass ech lech dat an deenen nächste Minuten hei wäert weisen, dass dat net eis Intentioun wor. Ech mierken awer, an do wäert ech herno drop zréckkommen, dass wahrscheinlech net ëmmer bis bei d'Personal déi Informatiounen vläicht elo ukomm sinn, déi se eigentlech hätte misen oder kënnen an der Zwëschenzäit och kréien.

Wat geschitt also? Et muss e Projet selbstverständlech, et muss validéiert ginn an iwwerpréift ginn op d'Kohärenz tëschent der Diagnos an den Hëlfeproposen, de Finanzeement vun de Projeten, d'Bestëmmung vun engem Intervenat.

An da komme mer bei déi sougenannten „coordinateurs du projet d'intervention“, d'CPIn. Dräi Missiounen an dräi Haaptacteurs gëtt et: Dat eent ass den Office national de l'enfance, wat eng öffentlech Verwaltung ass, de Coordinateur du projet d'intervention, als Acteur vun engem privat agréierte Service, an d'Prestatairen.

Firwat hu mer déi Opdeelung tëschent dem ONE an den CPIn? Ma well mer fonnt hunn, dass et wichtig wier, dass eng Trennung géif bestoe vun dem Acteur, deen op der Säit vun der Famill steet an hinnen hëllef hire Projet ze definéieren, an deem Acteur, deen des Hëlfe accorderéieren a finanzeieren muss.



Den Acteur op der Säit vun der Famill kann net aus enger staatlecher Verwaltung kommen, déi jo gläichzäiteg de Finanzement accordéiert. Et muss also en Zwëscheglied do sinn, dee méi liicht accessibel ass fir de Client, deen och onofhängeg a senger Fonctioun ass. A mir hu vill Praktiker um Terrain, an ech mengen, datt mer do déi néideg Ressourcen hätten, fir dës Aarbecht ze maachen, well dat jo eng vun de Froen vun deene verschiddenen Intervenante war.

D'Missioun vun der Orientatioun, der Koordination an der Evaluatioun op där enger Säit, d'Validatioun an de Finanzement op där anerer Säit. Den ONE bestëmmt d'Prozeduren an d'Kritäre fir d'Qualitéit, validéiert déi sougenannten „projets d'intervention“, déi fir d'Familljen de kompletten Hëllefskatalog festhalen, bewëllegt de Finanzement vun dësen Hëllefelen, iwwerwaacht d'Kontinuitéit an d'Koordinatioun vum Hëllefprozess duerch den CPI.

D'Aufgabe vum CPI, déi gi géréiert duerch privat Prestatairen. Dee muss selbstverständlech agréiert si vum Familljeministère. Si schaffe mat de Familljen an deene betraffene Prestatairen den „projet d'intervention“ aus, leeën dem ONE de Projet fir Accord vir. Si ënnerstëtzen d'Famillje bei alle Froen iwwert den Hëllefprozess. An d'CPI koordinéieren, passen de Projet un, wa si beim Suivi zu der Iwwerzeugung kommen, datt dat néideg ass. Dat alles geschitt selbstverständlech ëmmer zesumme mat deem Betraffenen a mat der Famill.

M. le Président.- Erlaabt Der, Madame Ministesch, datt den Här Berger lech nach eng Fro stellt?

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Majo, selbstverständlech.

M. Eugène Berger (DP).- Ech wollt just d'Madame Ministesch froen - ech hat virdru och scho gefrot -, wéi vill Personal géif dat do bedeiten, zuelemissseg?

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Et ass also wichteg... ech wäert him och dorobber probéieren ze äntwerten, esou wäit wéi ech dat selbstverständlech kann, well et ass net ëmmer evident ze soen, esou vill Personal brauch ech, well ee jo net ëmmer och weess, wéi vill Kanner a wéi vill Demanden do sinn. An ech sinn do ferme iwwerzeugt, Här Berger, datt méi Froen kommen, och aus dem Schoulberäich, wéi dat bis elo vläicht de Fall war, well eben iwwerhaupt keen esou e Mëttel an esou eng Institutioun do war.

M. le Président.- Madame Minister, d'Madame Loschetter wëllt lech och nach eng Kéier eng Fro stellen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Mir kann d'ganz Chamber Froen stellen.

Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Ech wëll just dem Här Berger seng Fro compléieren. Wéi ass et méiglech, datt Dir net kënnt wëssen, wéi vill Leit datt Der braucht, wann Der awer ganz genau wëllt op dem Akt an op dem Dossier schaffen, a wann déi Règlementer esou definéiert sinn, datt wierklech alles am Detail definéiert ass, all Akt, all Dossier, all Werdgang? Da misst theoretesch och ganz kloer sinn, wéi vill Leit datt Der braucht.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Also, Madame Loschetter, Dir sidd jo net eréischt gëschter an d'Chamber komm, denken ech, an dann hutt Der gesinn, an eng ganz Partie vu Leit heibannen, datt mer emol eng Kéier hei e Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Fleegeversécherung.

Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Et gëtt vill Parallelen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Voilà, vill Parallelen.

M. François Bausch (déi gréng).- Do kéinte mer och elo nach eng ganz Debatt, déi d'nämlecht wier...

Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Dat mécht ons Angscht! Dat mécht ons Angscht!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- An dat ass och alles net gutt, wat do geschitt?

M. François Bausch (déi gréng).- Do si vill Saachen, déi net esou fonctionnéieren, wéi se sollte fonctionnéieren.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Eh ben, dann, mengen ech, misst ee grad...

M. François Bausch (déi gréng).- Dat ass déi nächst Interpellatioun, déi mir nach eng Kéier kréien, iwwert d'Fleegeversécherung.

Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Neen, vläicht net déi onbedéngt.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Ah, ech mengen, ech wäert es awer vläicht net ëmmer misse kréien, well ech sinn awer net dofir och nach zoustänneg.

(Interruptions)

Also, Dir kënnt mech iwwer alles dat froen. Wéi gesot, ech hunn näischt ze verstopen. Ech hunn och näischt, wat ech hei net kann...

Une voix.- Den Här Bausch och net!

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Ma neen, keen! Ech mengen einfach, datt ee muss kucken, datt eng Partie vu Saachen, déi een ubitt, gesäit een, datt e Besoin do ass. Et sinn der, déi mer kennen, an et sinn der ganz sécher, déi et gëtt an déi wahrscheinlech och vill heibanne kennen, déi bis haut eben net a Considératioun gezu gi sinn, konnte ginn, well iwwerhaupt keng Méiglechkeet dofir do war.

Da kann een natierlech soen: Dir misst dat hoergene wëssen. Also, wann Dir ëmmer iwwerall hoergene wësst, wéi et muss sinn, da bewonneren ech lech an da fannen ech wierklech, datt dat dann awer iwwerall extra...

M. François Bausch (déi gréng).- Dat Gesetz ass schonn dräi Joer gestëmmt, an an der Praxis geschitt eppes um Terrain.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Majo, natierlech geschitt eppes um Terrain.

M. François Bausch (déi gréng).- Mä Dir schéngt dat awer net ganz gutt ze suivéieren, wéi ech dat hei den Owend héieren.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Also, ech

muss lech éierlech soen, wann Dir géift wëssen, wéi vill datt um Terrain geschitt ass a wéi vill datt déi Leit, déi alleguerten douewe sëtzen, sech ganz vill beméit hunn,...

M. François Bausch (déi gréng).- Dat ass richtig!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- ...da fannen ech et vis-à-vis vun..., net vis-à-vis vu mir, well mir kënnt Der all Frechheete maache vun der...

(Interruptions)

Do hunn ech awer aner Äntwerten driwwer! Datt Einzelner net zefridde sinn, dat weess ech och. Datt se net all zefridde sinn, kann ech mer virstellen. Mä well der awer ganz vill ganz laang mat do geschafft hunn an zesumme geschafft hunn, kann ech mer awer net virstellen, datt déi alleguerte sollen onzefridde sinn.

Ech wëll och soen, datt den CPI selbstverständlech, wann et driwwer hirgeet, och wann e gesäit, datt eng Situatioun do ass, déi net an der Rei ass, datt deen dat selbstverständlech dem Parquet och muss viruoen.

Mir hunn op dem Dag vun haut dräi Associatiounen, déi sech dorëm këmmen: Dat eent ass d'Croix-Rouge, dat anert ass d'APEMH, déi sech besonnesch am Behënnerterberäich drëm këmmert. A well Der mech jo awer elo hei e bësselche këddelt, muss ech lech dann awer soen, wien alleguerten déi Associatiounen sinn, déi sech do an där neier Associatioun zesummegeschlossen hunn. A wann dat alles esou schlecht wier, da kéint ech mer net virstellen, datt déi all dodra wieren.

Dat eent ass d'Anne A.s.b.l., dat anert ass Autisme Luxembourg, dat Drëtt ass Caritas Jeunes et Familles, dat Véiert ass Femmes en Détresse, dat Fënneft ass Fondation Kannersclass, dat Sechst ass Fondatioun Lëtzebuurger Kannerduerf, dat Siwent Fondation Maison de la Porte Ouverte, dat Aacht Fondation Pro-Familia, néng Interactions, zéng d'Jongenheem an eelef d'Nouvelle Association Enfants, Jeunes, Familles A.s.b.l. an esou virun.

Da gesitt Der also, wann Der mer elo sot, datt déi alleguerten onzefridde wieren, da froen ech mech, firwat datt se dat gemaach hunn. Da froen ech mech, firwat datt se do...

M. Eugène Berger (DP).- Firwat gouf dann dee Lieserbréif...

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Wien hat dann de Lieserbréif geschriwwen, Här Berger? Wéi vill Associatiounen waren et?

M. Eugène Berger (DP).- Wéi gesot, do kann ech lech och hei eng Kopie ginn.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Jo, ech weess. Wann ech mech net iren, war et eng eenzeg Associatioun!

Une voix.- Déi aner hu sech net getraut!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Also, hei zu Lëtzebuerg trauen d'Leit sech awer gären.

Une voix.- ...awer kee Subsid!

Une autre voix.- Den Här Majerus huet sech net getraut!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Jo, ech wëll lech just soen, well Der och sot, datt d'Formatioun net géif gemaach ginn. Et sinn 39 Persounen, déi eng spezifesch Formatioun gemaach hunn an déi se och mat Erfolleg ofgeschloss hunn an déi och dofir den definitiven Agrément kréien, fir eben deen CPI ze maachen. Déi drëtt...

(Interruption)

39 Persounen.

Eng drëtt Kategorie ass selbstverständlech - vun den Acteuren - sinn d'Prestatairen. An do hutt Der jo gesinn, déi gi finanziéiert iwwer eng Konventioun; entweder iwwert den ONE oder dann iwwer eng Konventioun. An dat ass hei a Fro gestallt ginn, datt déi Konventioun net méi géif viru beste bleiwen. Si ass am Gesetz dra virge-

sinn. Da gesinn ech net, firwat datt dat net méi soll viru kënnen duerno bestoen.

Firwat dës Changeement? Mir hunn dat jo net gemaach aus Spaass, fir ze changéieren, mä well mer gesinn hunn, datt mer eng ganz Partie vu Flexibilitéit net haten, datt mer eng ganz Partie vun Hëllefelen net konnten ubidden, an d'firmer hu mer dat jo gemaach. An, wéi gesot, net fir iergendeen hei ze ploen an net fir iergendeen hei ze, ech weess net wat ze maachen. Natierlech war et méi einfach, wann ee weess, datt een eng Fehlbedarfsfinanzierung huet, wou d'Personal bezuelt gouf, mä wéi gesot, wou een natierlech vill manner Méiglechkeeten huet, fir kënnen méi einfach a méi flexibel ze reagéieren dorobber.

D'Leeschungsfinanzierung huet de grouss Virdeel, datt se dem Gestionnaire vill méi eng grouss Flexibilitéit an Organisationsfräiheet léisst. An ech fannen, datt dat wichteg ass, datt d'Leit déi kënnen hunn. D'Forfaité sinn Deel vun deem iwwert den ONE bewëllegt goufen an erlaben dem Gestionnaire séier a cibléiert fir op d'Besoiné vun dem Client anzegoen. An deem Sënn si se onverzichtbar, en Deel vun enger clients- a bedarfsorientierter Politik. Déi nei Finanzéierung erlaabt dem Gestionnaire seng Déngschtleeschunge flexibel ze organiséieren an, wann et erfuoderlech ass, ze reorganiséieren respektiv ze spezifizéieren a virun allem och auszeféieren.

An niewent der Leeschungsfinanzierung schléisst d'Gesetz net aus - wéi ech et elo virdru gesot hunn -, datt och déi Konventioun mam Stat ka bestoe bliwen. Et ass also e Choix vun deem engen oder deem aneren Typ vu Finanzement méiglech.

Dräi Zorte vu Forfaiten: Éischtens, de Forfait journalier...

M. le Président.- Här Wagner, d'Madame Minister ass andauernd hei ënnerbrach ginn, well se Froen gestallt kritt huet, och vum Här Berger. Ech mengen, et ass normal, datt d'Madame Minister elo déi Zäit huet, fir op déi Froen ze äntwerten.

M. Carlo Wagner (DP).- Här President, dat ass bei aneren och de Fall.

M. le Président.- Jo, ech mengen, hei ass...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Also, wann Der lech net dofir interesséiert, ech kann direkt ophalen. Dat ass kee Problem. Dat ass guer kee Problem!

(Interruptions)

M. le Président.- D'Madame Minister äntwert elo a Rou op all déi Froen, déi hei gestallt gi sinn.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- D'Gesetz ënnerscheet dräi Zorte vu Forfaiten: éischtens, de Forfait journalier fir den institutionnelle Beräich, vum classeschen Heem iwwer reitpedagogesch Gruppe bis hin zu therapeutesch Strukturen; de Forfait horaire fir den ambulante Beräich, d'Familljenhëlfe, déi verschidden therapeutesch Interventiounen - et ass ewell vun der Médiatioun hei geschwat ginn -, an de Forfait mensuel fir den CPI, deen och op verschidden Aart a Weis do ka bezuelt ginn.

Ech denken, dat, wat awer wichteg ass, wat besonnesch och d'Angscht bei deene Leit awer do ausléist, dat ass, déi verschidde Forfaité goufen unhand vun neien a verbesserte Personalschlüsselen, déi jo am Règlement grand-ducal mam Agrément virgesi sinn, berechent.

Dobäi gouf enger nationaler Moyenne fir d'Anciennetéit vum Personal Rechnung gedroe souwéi enger Joresreferenzzeit, wéi se ënner anerem och am Secteur vun der Fleegeversécherung besteet. Et goufen Zäite fir wöchentlech Réuniounen mat dem Personal aberechent. D'Forfaits journaliers sinn a Klengstaarbecht definéiert ginn a verglach gi mat de Chifferen aus den Dekonte vun de vergaangene Joren. A mer mengen, datt dat eng gutt Ausgangssituatioun ass.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Datselwecht gëllt fir de Forfait mensuel, deen op Basis vun de vergläichbare Chiffren aus deene leschte Jore bestëmmt ginn ass. D'Forfaits horaire goufe festgeluecht mat Referenz op Tariffer vu vergläichbare Leeschtungen aus der Kranken- an aus der Fleegekeess. D'Forfaité sinn also just eng Variabel fir d'Determinatioun vun dem Geld, dat d'Organisatioun kritt.

Déi zweet Variabel, déi net manner wichteg ass, déi vun der Definitioun vum Dag a vun der Stonn, fir déi de Forfait ausbezuelt gëtt, an do hu mer beim Forfait journalier déi lescht Méint diskutéiert a verhandelt mat de Prestataire an och elo eng Léisung fonnt, déi der Realitéit Rechnung dréit.

Et ass och esou, dass déi verschidde Forfaiten net op éiweg Zäite festgeluecht ginn, mä dass se all véier Joer erëm nei adaptéiert ginn a gekuckt ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier, verstinn ech, dass de Moment Onsécherheete bei verschiddene Leit do sinn, wat eben de Finanzement ugeet, mä duerfir sinn awer a laange Concertatiounen - dat kann ech lech éierlech soen - mat de Gestionnairen an an aller Transparenz d'Elementer vun dem Finanzement bestëmmt ginn.

De Stat séchert iwwer Opträg hir Verdee- lung of. An ech denken, dass mer an Zukunft éischer méi Leit kréie wéi manner, Kanner a Clienté kréien, esou dass ech wierklech net gesinn, dass ee Mënsch brauch ze fäerten, dass en an der Zukunft keng Aarbecht hätt, egal ob en ee Klengen oder e Groussen ass.

Selbstverständlech sinn d'Gestionnaire gefrot, fir hir Organisatiounen ze iwwerdenken oder ze reorganisieren. Dat ass eppes, wat um Terrain och zu engem groussen Deel geschitt ass. Et sinn eng Partie vu Fusiounen an Zesummeschlëss mat deem neie Gesetz geschitt, ouni dass et ewell a Kraaft ass, déi méi eng grouss Effizienz sollen ervirbréngen.

Mir sinn och gäre bereet, an dat wollt ech och soen, mir si gäre bereet, wa bis d'Reglementer do sinn, mat de Prestataire zesumme Versammlungen ze organisieren fir d'Personal, fir ebe just och do déi Onsécherheet oder déi Ängscht, déi do bestinn, fir och dat mat hinnen aus der Welt ze schafen.

Ech wëll lech och soen, dass et mer net hei drëm gaangen ass, fir Suen ze spueren, well ech mengen, et ass e Beräich, wou dat ganz schwierig ass, an duerfir ass am Budget vum Joer 2011, deen ass ëm 31% eropgaangen. Dat ass fir eng Kéier d'Moossnamen, den Ausbau vun den CPlen, mä awer och fir virun allem den

ambulante Secteur am Sënn vun der Preventioun ze finanzieren.

Dëst Gesetz kascht Geld. Et kascht méi Geld wéi dat, wat virauer do war. Dat ass och gesot ginn. Wa méi Geld do ass, verstinn ech op där anerer Säit net, dass een dann awer seet, et gëtt alles méi schlecht. Iergendwou denken ech awer, wann eppes méi Sue kascht, da misst et jo am Fong besser ginn an net nach schlechter ginn.

An dem Artikel 17, an dat ass och gesot ginn - an ech weess net, vun engem vun deene Virriedner hei -, dass de Subsid vum Stat virgesinn ass, dass also do och de Wëlle vun der Regierung do ass, fir ze soen, wann ee Gestionnaire Problemer huet, dass een deem selbstverständlech muss d'Méiglechkeet ginn, fir dat auszgläichen am Iwwergank vun deem neie Gesetz.

An deene leschten zwee Joer, wou ee ka soen - an ech hätt och léiwer gehat, mir hätten dat éischer fäerdeg gehat -, ass ganz vill Aarbecht gemaach ginn, vill diskutéiert ginn a concertéiert gi mat villen Acteuren, ob dat Prestataire waren, ob dat Schoulinpektore waren, ob dat Vertrieeder ware vun anere Ministèren, de Parquet Jeunesse, d'Jugendgeriicht, d'Pedo-Psychiateren, d'Kannerdokteren, also villes. An ech wëll soen, dass a ville Réuniounen an an aller Transparenz iwwert d'Iddien diskutéiert gouf - déi eng goufen zréckbehalen, déi aner goufen net zréckbehalen -, fir wierklech déi bescht Léisung ze fannen.

Ech hoffen, dass déi Dynamik, déi do amgang ass, an dee laangen an intensive Prozess och dozou wäert féieren, dass dat heite Gesetz, wann et a Kraaft ass - an ech wëll mech elo hei engagieren -, dass, wann et bis a Kraaft ass, selbstverständlech doriwwer eng Evaluatioun gemaach gëtt, a wa Changementer néideg sinn, da muss se gemaach ginn.

Ech gehieren net zu deene Leit, déi mengen, ee Gesetz wier esou gutt, dass et ni kéint geännert ginn. Mir hunn ewell vill Gesetzer an deem Beräich, wou ech täteg sinn, geännert, an et ass fir dat heiten net anescht. Mä ech wier frou, wa mer elo emol géife kucken, dass dat Gesetz eng Chance géif kréien, fir kënnen ze funktionieren. A wann et sech dann erausstellt, dass dat op eenzel Plazen net de Fall ass, wéi gesot, da maache mer déi Korrekturen, déi muss gemaach ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Familljeministes. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun.

Sommaire de la séance publique n°26

Dépôt d'un projet de loi	p. 340
Débat d'orientation sur le projet de programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la stratégie «Europe 2020»	p. 340
Heure d'actualité du groupe DP sur l'aide à l'enfance	p. 354

Motion 1

Mir hunn elo nach hei eng Motioun vun der Madame Loschetter. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géif ech proposieren, dass mer direkt doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Mill Majerus), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), MM. Léon Gloden (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Emile Eicher), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par M. Ben Scheuer), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dach, den Här Hoffmann wëllt seng Enthaltung begrënnen. Här Hoffmann, wann ech gelift.

Ech géif lech wierklech bieden, awer nach heizebleiwen, bis den Här Hoffmann seng Enthaltung begrënnst huet!

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk). - Oder ech waarde bis si eraus sinn. Dat geet och.

Also, et gëtt een einfachen a banale Grond, fir mech ze enthalen. Een éischen, dat ass, dass ech einfach net genuch Kenntnis hu vun deem, wat an de Reglementer steet. Par contre sinn ech awer décidéiert der Meenung, dass déi Règlements grand-ducaux mat dem Avis vum Statsrot, wann en do ass, onbedéngt op d'mannst mussen nach eng Kéier an déi zoustänneg Kommissioun kommen, fir diskutéiert ze ginn, an ech géif souguer mengen, ier se definitiv ofgeseent ginn an en vigeur trieden, och mat de betreffenen Associatiounen.

Och well ech, trotz den Erklärungen vun der Madame Ministesch, nach ëmmer eng Fro net beäntwert hunn: Wéi Associatiounen, virun allem klenger, wa se iwwer e Forfait bezuelt ginn, eng Personalplanung kënnen maachen op méi laang Frist, oder mëttelfristeg op d'mannst, ouni an deem dote Beräich prekär Aarbechtsplazen ze schafen?

Also, dat ass de Grond fir d'Abstentioun.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

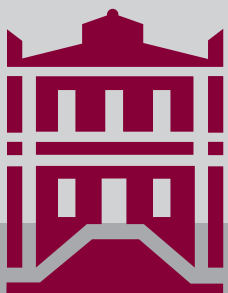
Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 5., 6. a 7. Abrëll.

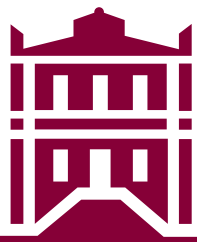
D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.17 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 10 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
1081	Félix Eischen	Futur contournement de Olm-Kehlen	1174	Jean Colombera	Accueil de personnes de plus de 65 ans au Rehazenter
1086	Lucien Clement	Statut unique et instruments d'action afin de combattre l'absentéisme abusif	cf. 1265		
1103	Ali Kaes	Glissement de terrain sur la RN27 entre Michelau et Erpeldange	1175	Félix Eischen	Reconnaissance mutuelle du contrôle technique des voitures en Europe
1110	Jean Colombera	Statut juridique du cannabis	1176	Jean-Paul Schaaf	Indemnités compensatoires de salaire en cas de chômage dû aux intempéries
1118	Fernand Etgen	Fonds de rénovation de la Vieille Ville	1177	Marcel Oberweis	Éventuelle embauche de chômeurs comme assistants dans les jardins d'enfants
1124	Marc Spautz	Analyse de l'évolution des prix de transaction des appartements par deux administrations distinctes	1178	Jean Colombera	Communication entre chercheurs et participants à la recherche
1128	Xavier Bettel	Échange des cartes d'immatriculation	1180	Fernand Kartheiser	Panneaux à message variable du système CITA
cf. 1143			1182	Jean Huss	Alerte du Bundesumweltamt concernant les cours de bébé-nageurs
1129	Jean Colombera	Conventions en matière de sécurité sociale avec des pays issus de l'ancienne URSS	1183	Claudia Dall'Agnol	Sécurité incendie des immeubles du Fonds du Logement
1130	Marc Spautz	Éventuelle adaptation de l'horaire du transport scolaire	1185	Xavier Bettel	Vignette électronique pour les véhicules belges et étrangers circulant sur les autoroutes et voies rapides belges
1131	Jean Colombera	Différences au niveau du salaire et de la structure de carrière dans les différents instituts et établissements de recherche	1186	Fernand Etgen	Obligation d'appartenance à une coopérative de chasse
1133	Carlo Wagner	Fermeture du tarmac de l'Aéroport de Findel pour cause de déneigement	1187	Jean Colombera	«e-Health Atlas»
1134	Félix Eischen	Nourriture pour animaux contaminée à la dioxine	1189	Lydia Mutsch	Obligation d'un «compte chèque postal» pour le personnel de la fonction publique
1135	Jean Colombera	Écoles et lycées privés	1190	Jean Colombera	Dépénalisation du cannabis
1136	Jean Colombera	Ostéopathie	1191	François Bausch	Réseau national des pistes cyclables
1139	Fernand Etgen	Fusion des communes et subventions étatiques	1192	Jean Colombera	Bien-être de l'enfant après la séparation de ses parents
1140	Gilles Roth	Modalités de perception de l'impôt sur le revenu d'agents publics retraités qui cumulent pension de retraite et pension de survie d'un conjoint décédé	1193	André Bauler	Rapport de l'accident entre un aéronef et une camionnette le 21 janvier 2010
1141	Henri Kox	Contrôles pour détecter d'éventuelles contaminations à la dioxine	1196	Fernand Kartheiser	Intervention d'un membre du Gouvernement auprès de la direction de la Police grand-ducale concernant une infraction commise par un membre de sa famille
1142	Carlo Wagner	Accès d'animaux domestiques dans la salle de restauration	1197	Félix Braz	Paiements et remboursements aux compagnies aériennes
1143	Xavier Bettel	Échange des cartes d'immatriculation et accidents	1198	Félix Braz	Paiement à Cargolux airlines international
cf. 1128			1199	Félix Braz	Révocation du Colonel Nico Ries
1144	Jean Huss	Effets secondaires et efficacité du plasma sanguin artificiel «HEA»	1200	Félix Braz	Activité du Colonel Nico Ries
1145	Jean Huss	Initiative du Danemark d'interdire les parabènes dans les produits cosmétiques pour enfants de moins de trois ans	1201	Lucien Clement	Indemnités d'apprentissage dans le secteur de l'artisanat
1146	Marcel Oberweis	Cadastre des sites potentiellement pollués	1202	Jean Colombera	Drogues saisies par la Police grand-ducale
1147	Xavier Bettel	Textes révisionnistes, racistes et xénophobes publiés sur un site Internet et diffusés par tracts	1203	André Bauler	Commémoration d'événements historiques en 2014
1148	Claude Haagen	Élaboration d'un Projet de Recherche en Nursing (PRN) pour le domaine de la psychiatrie	1204	Roger Negri	Signaux «STOP» sur le réseau routier luxembourgeois
1149	Fernand Kartheiser	Recouvrement de la nationalité luxembourgeoise	1205	Ben Fayot	Recensement 2011
1150	André Bauler	Logement encadré	1206	Lydie Err	Arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant le règlement Dublin II
1151	Carlo Wagner	Introduction d'une obligation pour pneus d'hiver	1207	Félix Braz	Accords internationaux conclus par le Luxembourg concernant l'expulsion et la réadmission de personnes en situation de séjour irrégulier
1152	Fernand Kartheiser	Avions AWACS de l'OTAN	1208	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Installation de cabinets de groupe dans une région non urbaine
1153	Jean Colombera	Lixiviat et installation mécano-biologique (MBA) du SIDEC	1209	Sylvie Andrich-Duval et Marc Spautz	Accréditation obligatoire des laboratoires de biologie médicale
1154	Ali Kaes	Mode de calcul des frais de scolarité	1210	Fernand Kartheiser	Visite de courtoisie effectuée le 4 février 2010 par Monsieur Frank-Walter Steinmeier au Luxembourg
1155	Marc Spautz	Signal d'alarme d'un chantier	1211	Claudia Dall'Agnol	Problème d'approvisionnement en produits pétroliers en décembre
1156	Jean Colombera	Conduite sous l'emprise de drogues	1213	Jean Colombera	Effets secondaires de certains médicaments
1157	Jean Colombera	Déchets plastiques et pollution marine	1214	Jean Colombera	Taux du cancer au Luxembourg
1158	Jean Colombera	Préretraite pour travail posté	1215	Jean Colombera	Roulement du personnel au CRP-Santé
1160	Mill Majerus	Rapport d'activité 2009 du Ministère de la Famille et de l'Intégration et en particulier sur le volet de l'adoption	1216	Jean Colombera	Influence des compagnies pharmaceutiques sur les médecins
1161	André Bauler	Sensibilisation et responsabilisation des jeunes par rapport aux risques du téléchargement et d'Internet	1218	Claude Haagen	Convention entre la CNS et la BCEE
1162	Carlo Wagner	Évolution de la démographie médicale	1219	Claude Adam	Pensions des salariés au service des cultes
1163	Eugène Berger	Prime COOL	1220	Marc Spautz	Ratification par le Luxembourg de la Charte sociale européenne révisée
1164	Eugène Berger	Primes CAR-e et CAR-e plus	1221	Fernand Kartheiser	Enfants de demandeurs d'asile en âge de scolarité
1165	Marcel Oberweis	Politique de la protection de la nature	1222	Fernand Kartheiser	Assurance responsabilité civile pendant les heures de cours
1166	Léon Gloden	Parc naturel transnational «Dräilännereck»	1223	Fernand Kartheiser	Abolition de l'obligation de visa pour certains pays
1167	Jean Colombera	Consommation de cannabis à domicile	1224	Fernand Kartheiser	Salon des Antiquités
1168	Jean Colombera	Données statistiques sur les retraites et les retraités	1228	Marc Spautz	Nombre de personnes ayant acquis la nationalité luxembourgeoise
1169	Fernand Etgen	Horaire mobile et plages fixes	1229	Fernand Kartheiser	Visite de courtoisie de Monsieur Frank-Walter Steinmeier
1170	Carlo Wagner	Charge des cotisations de l'assurance maladie pour étudiants	1230	Fernand Etgen	Paiement des heures supplémentaires prestées par les enseignants au cours de l'année scolaire 2009/2010
1171	Xavier Bettel	Ingérence dans une enquête policière en cours			
1172	Anne Brasseur	Institut Pierre Werner			
1173	Jean Colombera	Système immunitaire			



Question n°	Auteur	Objet			
1232	Marc Spautz	Représentation des deux sexes au niveau du corps enseignant de l'éducation nationale	1255	Henri Kox	Financement de la rémunération aux producteurs de biogaz
1233	Paul-Henri Meyers	Agrégation des associations sans but lucratif appelées à défendre les victimes d'une discrimination	1256 cf. 1287 et 1303	André Hoffmann	Décision du Conseil des Ministres européens de geler les avoirs de l'ancien président de la Tunisie
1234	Marc Spautz	Représentation des deux sexes au niveau des professions de santé	1257	André Bauler	Future zone d'activité au lieu-dit «Flébour» près de Michelau
1235	Jean Colombera	Registre des voiries des fibres optiques de l'Entreprise des P&T	1258	Marcel Oberweis	Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables
1236	Fernand Kartheiser	Remboursement des drainages lymphatiques	1259	François Bausch	Comité éthique pour les investissements étatiques
1237	Roger Negri	Mesures de restructuration de la société ArcelorMittal	1260	Marc Spautz	Registre des cancers
1239	André Bauler	Concept pédagogique particulier «peer-coaching»	1261 cf. 1248 et 1288	Ali Kaes et Emile Eicher	Fermeture de certains guichets de gare à travers le pays
1240	Jean Colombera	Cryothérapie	1263	Fernand Kartheiser	Visite de courtoisie de Monsieur Frank-Walter Steinmeier - Frais
1243	Jean Huss	Effet secondaire vaccin	1264	Jean Colombera	Manque de personnel auprès de la Caisse Nationale des Prestations Familiales
1244	Henri Kox	Dépôts pétroliers	1265 cf. 1174	Jean Colombera	Transfert des personnes âgées de plus de 65 ans du Rehazenter vers des centres étrangers
1247	Jean-Paul Schaaf	Site Wiltz et l'équipement du Centre Hospitalier du Nord	1268	André Bauler	Internats
1248 cf. 1261 et 1288	Roger Negri	Fermeture de certains guichets des gares CFL	1269	Claude Haagen	Campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1 - Paiement d'indemnités aux volontaires
1249	Lydie Err	Représentation des deux sexes dans les positions dirigeantes de la fonction publique	1317	Gast Gibéryen	Centre nucléaire de production électrique de Cattenom
1250	Marcel Oberweis	Études de master offertes par le Centre de Recherche Public Henri Tudor	1326	Félix Eischen	Sécurité des produits alimentaires en provenance du Japon
1254	Jean Colombera	Propriété du silo et la gestion du fonds «Céréales panifiables»			

Question 1081 (14.12.2010) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant le **futur contournement de Olm-Kehlen:**

Lors du débat d'orientation du 19 novembre 2009 sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État, le contournement de Olm-Kehlen a

fait partie de la liste des priorités du Gouvernement.

En effet, ce contournement aide à rétablir la qualité de vie et la sécurité des résidents des localités de Olm et de Kehlen. En plus, il permettra de raccorder efficacement les zones d'activité de Capellen et de Kehlen au réseau

roucier primaire, sans traverser les zones résidentielles de Kehlen, Olm et Capellen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le stade actuel du projet de construction relatif au contournement de Olm-Kehlen?

- Quel est le calendrier prévu pour la construction de ce contournement?

Réponse (31.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1081, l'honorable Député Félix Eischen s'enquiert au sujet de la réalisation du contournement de Olm-Kehlen.

Précisons que l'avant-projet du plan directeur sectoriel «Transports», tel qu'il a été présenté à la Chambre des Députés en octobre 2008, prévoit le contournement de Olm-Kehlen (N6-A6-N12) comme un projet à réaliser dans une première phase.

À l'heure actuelle, l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et humain est en voie d'élaboration, ceci conformément à la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Cependant, en ce qui concerne les délais, il est difficile, voire impossible d'établir un calendrier précis pour la construction de ce contournement alors qu'il y a lieu de faire les études et procédures nécessaires ainsi que de procéder à l'acquisition des emprises nécessaires à sa réalisation après décision du Gouvernement relative au projet définitif.

Question 1086 (15.12.2010) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant le **statut unique et instruments d'action afin de combattre l'absentéisme abusif:**

Suite à l'introduction du statut unique au 1^{er} janvier 2009 le Gouvernement s'était engagé à mettre à disposition des entreprises plusieurs instruments et moyens d'action afin de combattre plus efficacement l'absentéisme abusif. Il s'agissait notamment:

- de l'augmentation substantielle du nombre de contrôles administratifs et médicaux, et ceci aussi pendant la période de continuation du paiement des salaires par l'employeur (Lohnfortzahlung LFZ), et de mettre à disposition de l'employeur les résultats de ces contrôles afin qu'il puisse le cas échéant les utiliser pour sanctionner le salarié abusant du système;

- l'engagement supplémentaire de contrôleurs auprès de la Caisse Nationale de Santé (CNS) afin que le nombre de contrôles administratifs puisse être augmenté alors que le nombre d'assurés théoriquement contrôlables par la CNS a plus que doublé par rapport aux assurés des anciennes Caisse de Maladie des Ouvriers (CMO) et Caisse de Maladie des Ouvriers de l'ARBED (CMOA);

- la conclusion d'accords bilatéraux avec les autorités compétentes des pays limitrophes afin que ces dernières effectuent les contrôles administratifs et médicaux des salariés transfrontaliers qui travaillent au Grand-Duché de Luxembourg et ceci pour le compte de la Sécurité sociale luxembourgeoise.

Compte tenu de ces engagements du Gouvernement et du fait que le statut unique a été mis en place il y a deux ans maintenant, je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

1) Combien de contrôles médicaux pendant la période de la LFZ ont déjà été effectués par le contrôle médical de la Sécurité sociale pour le compte de la CNS et des employeurs? Le Code du Travail permet-il à l'employeur d'utiliser le résultat de ces contrôles médicaux afin de sanctionner le cas échéant le salarié fautif?

2) De combien de contrôleurs administratifs la CNS dispose-

t-elle? Combien de contrôles administratifs ont été effectués depuis le 1^{er} janvier 2009 jusqu'à ce jour? Combien de contrôleurs supplémentaires sont à ce jour effectivement à disposition de la CNS par rapport au nombre dont la CMO et la CMOA disposait?

3) Avec quels pays limitrophes le Gouvernement a-t-il déjà conclu des accords bilatéraux afin que les autorités compétentes de ces pays effectuent les contrôles administratifs et médicaux des salariés transfrontaliers qui travaillent au Grand-Duché de Luxembourg et ceci pour le compte de la Sécurité sociale luxembourgeoise et quel est le contenu de ces accords?

Réponse commune (2.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Ad 1) De manière générale le salarié obligé de justifier ses absences du lieu de travail doit établir la réalité de la maladie. Cette preuve est généralement rapportée par la production de certificats médicaux qui n'établissent qu'une présomption simple. Il s'ensuit que la force probante desdits certificats peut être mise en cause par tout moyen par l'employeur qui prétend que l'attestation d'incapacité de travail ne correspond pas à la réalité.

Ainsi la jurisprudence confère clairement à l'employeur le droit d'envoyer son salarié chez un médecin pour examen s'il doute de la véracité du certificat médical lui soumis par son salarié.

Si l'employeur réussit, par ce biais, à renverser la présomption d'incapacité de travail, le salarié ne bénéficie plus de la protection prévue à l'article L.121-6 du Code du Travail.

D'un autre côté, il convient de préciser que le conseil d'administration de la Caisse Nationale de Santé a renforcé les mesures pour

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Biermereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Miedernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

combattre l'absentéisme abusif en interdisant toute sortie du malade pendant les cinq premiers jours de l'incapacité de travail. Les dispositions afférentes se lisent comme suit:

«Art. 199.... (2) Sauf les dérogations prévues par les présents statuts et nonobstant indication contraire figurant sur le certificat médical d'incapacité de travail aucune sortie de la personne portée incapable de travailler en dehors de son domicile ou de son lieu de séjour indiqué par elle n'est permise pendant les journées ou demi-journées de l'incapacité de travail déclarées à l'employeur ou à la Caisse Nationale de Santé.»

L'article 200 des statuts précise ensuite qu'après cette période de cinq jours révolue, les sorties sont autorisées, mais exclusivement à des plages fixes. Les dispositions afférentes se lisent comme suit: «... pour les sorties non médicalement contre-indiquées d'après le certificat médical d'incapacité de travail uniquement le matin entre 10.00 et 12.00 heures et l'après-midi entre 14.00 et 18.00 heures.»

Ad 2) À l'heure actuelle, la CNS dispose de six contrôleurs administratifs. En outre, deux agents administratifs du service afférent ont été assermentés en vue d'effectuer des contrôles à titre sporadique et en cas de besoin. Le fait de pouvoir répondre directement aux demandes de contrôle des employeurs concernés rend les mesures de contrôle autrement plus efficaces de sorte qu'il n'était jusqu'ici pas nécessaire d'augmenter le nombre de contrôleurs.

En tout cas, l'effectif disponible des contrôleurs permet actuellement de faire droit aux demandes de contrôles administratifs sollicités par les employeurs. Il convient de signaler que la CNS effectue évidemment des contrôles administratifs de sa propre initiative. Pendant la période du 1^{er} janvier 2009 au 28 décembre 2010, la CNS a effectué 16.986 contrôles administratifs. Le tableau ci-dessous reprend le détail des contrôles effectués depuis le 1^{er} janvier 2009:

	Contrôles effectués sur base de demandes de patrons	Contrôles effectués sur initiative de la CNS	Total
2009	1.991	5.854	7.845
2010	2.146	6.996	9.141

Ad 3) En ce qui concerne la question des accords bilatéraux avec les pays limitrophes, il est renvoyé à la réponse commune des Ministres de la Sécurité sociale et du Travail et de l'Emploi à la question parlementaire n°0826 du 4 août 2010 de Monsieur le Député Carlo Wagner (cf. *compte rendu* n°3/2010-2011).

Question 1103 (17.12.2010) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant le **glissement de terrain sur la RN27 entre Michelau et Erpeldange**:

En avril 2010, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait informé que la réouverture de la

route N27 à l'endroit initial paraît envisageable moyennant des mesures de protection conséquentes.

L'Administration des Ponts et Chaussées serait en train de vérifier si la mise en œuvre d'une galerie de protection sur une longueur d'environ 150 m pourrait présenter un intérêt par rapport aux projets connus.

Si tel était le cas, un dossier de soumission pourrait être lancé fin 2010, de sorte à pouvoir entamer les travaux en 2011.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que l'Administration des Ponts et Chaussées a donné un avis favorable au projet de construction d'une galerie de protection?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'un dossier de soumission a déjà été lancé?

- Quand les travaux pourraient-ils commencer et quelle serait la durée prévisionnelle de ces travaux?

- Quel serait le coût approximatif de cette solution définitive qui devrait enfin remplacer la déviation provisoire qui dure depuis presque 13 années?

Réponse (31.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet du glissement de terrain sur la RN27 entre Michelau et Erpeldange.

En effet, comme mentionné dans ma réponse à la question parlementaire n°0504 de l'honorable Député Ali Kaes (cf. *compte rendu* n°11/2009-2010) concernant le même sujet, l'Administration des Ponts et Chaussées s'est définitivement prononcée en faveur du projet de construction d'une galerie de protection à l'endroit en question. Cependant, un dossier de soumission n'a pas encore pu être lancé alors qu'au mois de mars 2011, des forages destructifs supplémentaires devront encore être effectués.

Les résultats obtenus par ces forages auront un impact direct sur la conception et le dimensionnement de la galerie de protection à construire à l'endroit en question.

Quant au délai de réalisation et à l'estimation de la dépense ultérieure en résultant, ceux-ci dépendent évidemment de la conception et du dimensionnement définitivement retenus de la galerie de protection à construire.

Question 1110 (20.12.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **statut juridique du cannabis**:

Jeder zweite Bürger ist wenigstens einmal in seinem Leben mit Cannabis in Berührung gekommen, mit steigender Tendenz. Es die meist konsumierte illegale Droge. Die neuesten Forschun-

gen zeigen jedoch, dass viele schwere Krankheiten durch deren Anwendung positiv beeinflusst werden. Es ist auch die Droge, die am wenigsten schädlich ist und fast überhaupt keine Nebenwirkungen hat. Studien haben bewiesen, dass die Fahrtüchtigkeit nach Cannabiskonsum nicht negativ beeinflusst wird, im Gegensatz zum Fahren unter Alkoholeinfluss.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wievielmals wurde die Polizei in den letzten drei Jahren mit Straftaten im Zusammenhang mit Cannabis befasst?

2) Wie viel Cannabis ist zum persönlichen Gebrauch erlaubt?

3) Bei wie viel Gramm Cannabis wird eine Hausdurchsuchung angeordnet?

4) Kann man zum persönlichen Gebrauch ein oder zwei Pflanzen indoor anbauen?

5) Welche Strafen wurden im Zusammenhang mit Cannabis in den letzten drei Jahren ausgesprochen?

6) Wie viele Führerscheine wurden in den letzten drei Jahren im Zusammenhang mit Cannabiskonsum entzogen?

7) Welche Tests werden für die Cannabiskontrolle im Straßenverkehr durchgeführt?

8) Wie viele Steuergelder werden im Bereich Cannabis ausgegeben, um repressive Maßnahmen zu treffen?

9) Wie steht die Regierung zu einer Reform des Drogengesetzes?

Réponse (4.3.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1. Die Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten betrifft den Zustand der nationalen Gesetzgebung im Bereich des persönlichen Gebrauchs und Besitzes von Cannabis.

In den letzten drei Jahren hat die Polizei 2.629 Strafzettel wegen Gesetzeswidrigkeiten im Zusammenhang mit Cannabis ausgestellt.

2. Sowohl der persönliche Gebrauch als auch jeglicher Besitz von Cannabis und Cannabisprodukten sind durch das Gesetz vom 19. Februar 1973 über den Verkauf heilender Substanzen und den Kampf gegen Drogensucht verboten (Artikel 7).

3. Bei Verdacht auf Verstoß gegen das Gesetz vom 19. Februar 1973 über den Verkauf heilender Substanzen und den Kampf gegen Drogensucht kann, auch ohne vorherige Auffindung von Cannabis oder Cannabisprodukten, eine Hausdurchsuchung angeordnet werden.

4. Die Frage 4 ist mit nein zu beantworten. Denn der Artikel 8.1.a) des Gesetzes vom 19. Februar 1973 über den Verkauf heilender Substanzen und den Kampf gegen Drogensucht besagt: „Mit einer Haftstrafe von einem bis zu fünf Jahren und mit einer Geldstrafe von 500 bis 1.250.000 Euro oder einer dieser Strafen wird bestraft, wer rechtswidrig eine der in Artikel 7 genannten Substanzen anbaut, produziert, herstellt, Extrakte zieht, zubereitet, versendet, importiert, exportiert, verkauft oder zum Verkauf oder sonst anbietet oder in Umlauf bringt.“

In diesem Zusammenhang ist es wichtig auf Punkt 15 vom Artikel 1 der veränderten großherzoglichen Verordnung vom 26 März 1974 über die Liste der Rauschmittel hinzuweisen:

„15. Plantes de chanvre indien (cannabis sativa var-Indica), ainsi que les semences, extraits, teintures et résines de la même plante, à l'exception des variétés énoncées à l'annexe du présent règlement, qui ne sont pas considérées comme stupéfiants, à condition que leur poids de THC (tétrahydrocannabinol) par rapport au poids d'un échantillon porté à poids constant ne soit pas supérieur à 0,3%.“

5. und 6. Der Generalstaatsanwaltschaft steht derzeit kein informatives Mittel zur Verfügung, um die Frage exakt und vollständig beantworten zu können.

Nachforschungen beim Strafrecht haben jedoch ergeben, dass folgende Strafen im Zusammenhang mit Cannabis verhängt worden sind:

- Geldstrafen zwischen 100 Euro (Polizeigericht) und 1.000 Euro;

- Gefängnisstrafen bis zu vier Jahren (in einem Fall, davon drei Jahre auf Bewährung);

- gemeinnützige Arbeit von bis zu 240 Stunden Fahrverbot zwischen vier und 67 Monaten.

7. Es werden ein Blut- und Urin-test, sowie eine medizinische Untersuchung durchgeführt.

8. In diesem Zusammenhang gibt es keine Statistiken. Somit kann die Frage Nr.8 nicht beantwortet werden.

9. Hier gilt es zu bemerken, dass die aktuelle Gesetzgebung und Strafverfolgungspolitik das Augenmerk eher auf den Drogenhandel und -schmuggel richten, als auf den einfachen Drogenskonsum und versuchen Schäden und Risiken einzudämmen.

Eine mögliche Abänderung der aktuellen Gesetzgebung über den Verkauf heilender Substanzen und den Kampf gegen Drogensucht ist im Gespräch. Jedoch bezieht diese sich nicht auf eine Entkriminalisierung des Rauschgiftkonsums.

Question 1118 (22.12.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **Fonds de rénovation de la Vieille Ville**:

Suite à ma question parlementaire du 24 avril 2009 (cf. *compte rendu* n°13/2008-2009 - *question parlementaire* n°3313) au sujet du déficit cumulé de quelque cinq millions d'euros généré par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville, en relation avec la restructuration des immeubles qui lui avaient été cédés gratuitement par l'État au cœur de la Vieille Ville, Monsieur le Ministre a répondu que les projets réalisés par le fonds «concernent pour une part importante des bâtiments occupés par des administrations publiques», et: «Pour ce qui est des immeubles vendus, il y a lieu de relever que le prix de base demandé lors de la mise en vente par adjudication publique a été à chaque fois le prix de revient, y compris la valeur du terrain.»

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- S'il est vrai que les projets réalisés par le fonds concernent pour une part importante des bâtiments publics, pourquoi ces travaux n'ont-ils pas été réalisés par l'Administration des Bâtiments publics, à laquelle il appartient de réaliser et d'entretenir les bâtiments de l'État?

- Le bilan du fonds arrêté au 31 décembre 2009 fait état de pertes reportées qui ne cessent d'augmenter, alors que les travaux en faveur de l'État sont achevés. Quelles sont les origines des pertes des exercices 2008 et 2009?

- Le fonds prépare à l'heure actuelle la vente publique de sept appartements et parkings dans son projet Îlot D - Côte d'Eich/rue du Nord. Le prix de revient, de 4.500 euros par m², constituera le prix de départ de la vente, et les parkings seront cédés à un prix fixe de 60.000 euros. À noter également que les terrains seront cédés sur base d'une emphytéose. En tenant compte du prix demandé par unité de parking, un logement d'une surface de 100 m² coûtera 10.500 euros par m² de surface habitable, et ceci sans incidence foncière.

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il appartient à des organismes émanant de l'État de construire sur des terrains appartenant à la collectivité nationale des logements à des prix si élevés?

- De tous les logements réalisés par le fonds dans le quartier de la Vieille Ville, combien d'unités sont habitées en permanence? Quel est l'impact sur l'évolution démographique de la Vieille Ville?

Réponse (23.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-dessous les précisions suivantes:

Quant à la question de savoir pourquoi les opérations portant sur des bâtiments publics n'ont pas été réalisées par l'Administration des Bâtiments publics, il y a lieu de relever que la loi du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg charge expressément ledit fonds de la réalisation, pour le compte de l'État, des opérations de restauration, de transformation, de construction et d'adaptation des immeubles situés sur des parcelles cadastrales précises indiquées dans la loi en question, et dont font notamment partie les immeubles abritant les services du MNHA et le Conseil d'État. Par acte du 8 août 1994, l'État a d'ailleurs cédé au fonds l'ensemble des immeubles lui ayant appartenu et faisant partie des îlots pour lesquels le fonds a compétence.

Pour ce qui est des pertes renseignées dans les comptes des exercices 2008 et 2009, il est renvoyé aux explications détaillées fournies dans la réponse à la question parlementaire n°3313 du 24 avril 2009 de Monsieur le Député Etgen. À rappeler en particulier, ainsi qu'il fut relevé dans ladite réponse, que les projets réalisés par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville concernent pour une part importante des bâtiments occupés par des administrations publiques (immeubles du MNHA, Conseil d'État, Palais de Justice). Les frais de gestion y relatifs (notamment assurances, contrats d'entretien, frais de personnel correspondants) incombent au fonds, et ce également après l'exécution du projet de rénovation, tant que les bâtiments concernés restent dans la propriété du fonds. Ces frais ne sauraient évidemment être répercutés sur les objets mis en vente (logements et commerces) et grèvent de la sorte le résultat du



fonds. Il en est de même des études et expertises préparatoires, et notamment des études historiques.

Pour ce qui est de la vente publique d'appartements situés dans le projet de rénovation de l'îlot D, Côte d'Eich/rue du Nord, et à laquelle l'honorable Député fait référence, il y a lieu de relever que le fonds projette effectivement de procéder prochainement à la vente d'une première série d'objets. Il s'agira d'une vente en état futur d'achèvement, les travaux étant actuellement au stade de gros-œuvre commencé.

À l'instar des ventes antérieures pratiquées par le fonds, le prix de base demandé lors de la mise en vente par adjudication publique sera le prix de revient. Ce dernier sera déterminé en fonction des résultats des soumissions, offres et factures alors connues et donc idéalement au moment le plus rapproché de la date de mise en vente.

Le prix définitif de la mise en vente ne peut donc, à l'heure actuelle, pas être définitivement fixé. Eu égard aux données disponibles au moment, et sans préjudice de variations pouvant résulter au niveau des frais à engager d'ici la mise en vente, il pourrait toutefois se situer à un montant avoisinant celui énoncé par l'honorable Député, en l'occurrence 4.500 euros par m². Le prix d'un parking, et sous les mêmes réserves que celles énoncées ci-avant, pourrait s'élever à un montant de l'ordre de 60.000 euros. Pour un appartement de 100 m² avec parking, le prix total de mise en vente atteindrait dès lors (450.000 + 60.000 =) 510.000 euros, soit 5.100 euros par m², parking compris, et non pas 10.500 euros par m² comme le relève l'honorable Député dans sa question.

Dans les îlots A et B le fonds a créé quarante logements. À une exception près (appartement loué) tous les logements ont été vendus. Le fonds ne dispose pas des données nécessaires pour indiquer combien en sont habités en permanence.

Question 1124 (29.12.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'analyse de l'évolution des prix de transaction des appartements par deux administrations distinctes:

Le Ministre du Logement a, lors d'une conférence de presse du 13 décembre 2010, présenté l'évolution des prix de vente des appartements sur base d'une analyse effectuée par l'Observatoire de l'Habitat. Ce dernier procède régulièrement à une analyse de l'évolution des prix de vente des appartements sur base des données issues du fichier de la «Publicité foncière». L'Observatoire accorde une attention particulière à la comparaison des tendances relevées à partir des prix enregistrés des appartements et de celles observées à travers les indicateurs des prix annoncés à la vente qui fournissent une information sur les tendances de l'offre et des prix à partir des annonces immobilières parues dans la presse et sur Internet.

Le Statec a, de son côté, publié en date du 21 décembre 2010 les «Regards sur les prix des appartements». Cette étude est elle aussi basée sur des données administratives de la «Publicité foncière» et établit des statistiques à

partir du prix de transaction déclaré dans les actes notariés. En revanche, la publication du Statec ne tient pas compte des prix annoncés.

Dans ce contexte, il est légitime de se demander si ces deux publications ne font pas double emploi et ceci d'autant plus que les publications de l'Observatoire de l'Habitat en la matière non seulement précèdent celles du Statec mais, en plus, arrivent à donner une image nettement plus fidèle du marché immobilier national, notamment à travers le mécanisme de comparaison de l'évolution des prix proposés dans les annonces immobilières à celle des prix enregistrés des appartements entre janvier 2007 et septembre 2009.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir des Ministres s'ils partagent ce point de vue et ceci surtout à l'aune des impératifs de la simplification administrative?

Réponse commune (18.3.2011) de **M. Marco Schank**, Ministre du Logement, de **M. Jeannot Krecké**, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, et de **Mme Octavie Modert**, Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre:

Afin de mettre le Gouvernement en mesure de pouvoir mener une politique du logement basée sur des statistiques fiables, un Observatoire de l'Habitat a été mis en place auprès du département du Logement en 2003, ceci sur demande expresse de la Chambre des Députés. En effet, il existait à l'époque un manque flagrant de données fiables sur les prix de l'immobilier et les loyers, indispensables à la planification d'une politique cohérente et efficace en matière de logement en particulier et de l'habitat en général.

Depuis lors, tant le prédit Observatoire que le Statec ont cherché à combler les lacunes statistiques existantes, notamment dans le domaine des prix immobiliers. Dans ce but, l'Observatoire de l'Habitat et le Statec utilisent aujourd'hui la même source d'information, à savoir le fichier de la «Publicité foncière», fichier administratif qui n'était à l'origine pas destiné à des traitements purement statistiques. Ce fichier a permis des avancées importantes qui n'auraient jamais pu se concrétiser sans l'étroite collaboration des acteurs compétents en ce domaine, en particulier l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) et l'Administration du Cadastre et de la Topographie (ACT).

Le Statec a présenté pour la première fois des tableaux statistiques sur les prix de vente des appartements établis à partir des fichiers de la «Publicité foncière» dans le cadre d'un séminaire méthodologique, dressant un état des lieux statistique et économique du secteur immobilier, organisé le 30 juin 2009 par l'Observatoire de la Compétitivité. Depuis ce séminaire, des mises à jour trimestrielles ont été diffusées dans la série des «Indicateurs rapides» du Statec (série C). En 2010, la diffusion de prix moyens a été complétée par des indices de prix dont la méthodologie a également été rendue publique par le Statec.

Depuis août 2009, l'Observatoire de l'Habitat publie également de façon régulière une analyse de l'évolution des volumes de vente et des prix de transactions déclarés dans les actes notariés concernant les appartements. L'Observatoire de l'Habitat a ainsi lancé en février 2010 une publication

trimestrielle consacrée aux prix de vente des appartements, qui intègre un tableau de bord des prix à l'échelle communale. La Note n°15 de l'Observatoire parue en octobre 2010 a également permis une comparaison de l'évolution relevée pour les prix de vente des appartements à celle des «prix proposés dans les annonces immobilières».

Il faut ici souligner les différences dans les objectifs poursuivis par le Statec et par l'Observatoire de l'Habitat. Le Statec s'inscrit principalement dans une démarche de productions statistiques communautaires qui doit aboutir à la comparabilité des statistiques nationales au sein de l'Union européenne, alors que l'Observatoire de l'Habitat cherche à dresser un panorama plus large du marché immobilier et foncier national.

Du côté du Statec, le développement, la production et la diffusion de statistiques concernant les prix des logements découlent directement des obligations communautaires que le Statec assume dans le cadre de ses missions. Un projet de règlement communautaire devrait être adopté dans le courant de l'année 2011 imposant aux États membres la production, à partir de janvier 2012, d'indices de prix des logements selon des normes et standards établis au niveau européen. Dans ce contexte, le Statec participe ainsi depuis 2008 à un projet-pilote dont les premiers résultats ont été publiés en décembre 2010 par la Commission européenne. Ces résultats, permettant pour la première fois une comparaison entre pays européens sur base de statistiques harmonisées, ont également été repris dans le «Regard» diffusé par le Statec en date du 21 décembre 2010. Par ailleurs, sur demande du Conseil ECOFIN, la liste des Principaux Indicateurs Économiques Européens (PIEE) a déjà été élargie à ces indices de prix des logements.

Au-delà de la pertinence de disposer de statistiques fiables, actuelles et régulières sur les prix de l'immobilier, ces travaux appartiennent au domaine plus large de l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), mesure officielle de l'inflation dans la zone Euro. Des discussions sont en cours concernant l'intégration des coûts subis par les propriétaires occupant leur logement dans les indices des prix à la consommation, alors qu'actuellement le champ de couverture de l'inflation se limite aux seuls locataires. Par conséquent, les prix de l'immobilier ne sont qu'une extension respectivement une partie intégrante des prix à la consommation que le Statec publie déjà mensuellement et qui interviennent notamment dans le calcul de l'échelle mobile des salaires.

Enfin, le Statec signale que la statistique publique offre un cadre qui se caractérise notamment par le principe de l'indépendance professionnelle ancrée dans le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Cette indépendance contribue à la crédibilité des statistiques publiées. Il est utile de remarquer dans ce contexte, que les chiffres produits par le Statec dans le cadre du projet-pilote européen mentionné ci-avant seront audités par la Commission européenne (Eurostat).

De son côté, l'Observatoire de l'Habitat - n'ayant pas ces obligations communautaires - cherche à apporter une information plus localisée. Les bulletins trimestriels consacrés aux prix de vente des

appartements intègrent ainsi un tableau de bord des prix par commune. Ce tableau de bord est complété par des cartes qui sont consultables sur le site Internet de l'Observatoire de l'Habitat (<http://observatoire.ceps.lu/>).

En effet, dès sa création, l'Observatoire de l'Habitat s'est vu confier la mission de couvrir les différentes composantes des marchés immobiliers et fonciers, à savoir les prix locatifs, les prix acquisitifs et les prix sur le marché foncier. Ledit Observatoire a donc rapidement entrepris une collecte des prix annoncés des biens immobiliers, tel que cela est déjà réalisé dans les pays voisins.

Ces prix annoncés sont certes souvent surévalués par rapport aux prix de transaction réels. Cependant, ils présentent un double avantage: d'une part, ils fournissent une information quasiment instantanée sur les tendances du marché, comme les fluctuations des prix proposés à la vente des maisons et appartements, et apportent de nombreuses précisions sur les caractéristiques des biens mis en vente, qui ne figurent pas pour l'instant dans la «Publicité foncière». D'autre part, les annonces immobilières permettent de suivre très précisément les évolutions des loyers annoncés et des prix annoncés à la vente pour les maisons, alors que les données des actes notariés ne permettent de traiter pour l'instant que les ventes d'appartements. Enfin, l'Observatoire de l'Habitat a, en tant que service du Ministère du Logement, directement pour objectif de contribuer à améliorer la qualité de l'information produite par les notaires, qui sert de base à la constitution du fichier administratif de la «Publicité foncière».

Les différents objectifs poursuivis par le Statec et par l'Observatoire de l'Habitat ont poussé ceux-ci à faire des choix méthodologiques différents pour la présentation de leurs statistiques. Conformément aux recommandations préconisées au niveau communautaire, le Statec a recours à des indices de prix dits «hédoniques», qui permettent de neutraliser les effets de structure et de mesurer ainsi des variations de prix pures. En effet, le prix moyen des appartements dans le pays peut mécaniquement augmenter d'un trimestre à un autre si la proportion d'appartements vendus dans la région du centre augmente. Dans une telle situation, une simple moyenne ne reflète plus un mouvement réel sur les prix, mais traduit simplement un changement de la structure des transactions. C'est pourquoi le Statec a choisi de recourir à un indice de prix «hédonique». L'Observatoire de l'Habitat a opté pour un calcul basé sur les prix moyens des appartements par m² de surface utile, et a choisi de compléter ses statistiques nationales par des statistiques plus locales, au niveau des régions d'aménagement et à une échelle communale.

En ce qui concerne les résultats des publications du Statec et de l'Observatoire de l'Habitat, il en ressort de légères différences dues à ces choix méthodologiques. Toutefois, les grandes tendances sont bien évidemment les mêmes: il apparaît que les baisses du prix de vente des appartements observées durant la crise ont été rattrapées au cours de l'année 2010.

Dans une optique de simplification administrative, l'exploitation des fichiers de la «Publicité foncière» à des fins statistiques est souhaitable car elle permet de

réduire considérablement la charge de réponse par rapport à des enquêtes classiques.

Le règlement (CE) n°223/2009 relatif aux statistiques européennes va préciser dans ce sens en autorisant les instituts nationaux de statistiques à accéder aux fichiers administratifs, dans la mesure où ces données sont nécessaires au développement, à la production et à la diffusion de statistiques européennes.

Tant pour le Statec que pour l'Observatoire de l'Habitat, il importe de garantir la qualité des statistiques sur les prix de l'immobilier pour maintenir la confiance des utilisateurs dans ces chiffres.

Or, le Ministère du Logement et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur travaillent activement sur un projet de loi pour préciser et standardiser les indications et descriptions des biens immobiliers à fournir dans les actes notariés, conformément au programme gouvernemental du 29 juillet 2009. Ce projet vise directement à améliorer les sources de données qui sont à la base du fichier administratif de la «Publicité foncière». La faisabilité d'une publication conjointe ou unique sera analysée dans ce cadre.

Question 1128 (4.1.2011) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'échange des cartes d'immatriculation:

Selon les dispositions du Code de la Route, tout propriétaire d'un véhicule routier aurait dû procéder, avant le 31 décembre 2010, à l'échange de sa carte d'immatriculation de l'ancien format («carte grise») contre un certificat d'immatriculation du nouveau modèle, composé de deux volets. Il ressort toutefois d'un article de presse que quelque 30.000 anciennes cartes d'immatriculation n'ont pas encore été échangées et ceci parce que la SNCT aurait commencé avec l'échange il y a quelques mois seulement.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles l'échange des anciennes cartes d'immatriculation n'a pas débuté plus tôt?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

- Est-ce que l'échange des cartes d'immatriculation restera gratuit comme avant le 31 décembre 2010?

- Est-il exact que le propriétaire d'un véhicule routier dont la carte d'immatriculation n'a pas encore été échangée sera verbalisé au cas où il ne pourra pas présenter le nouveau certificat d'immatriculation?

- Est-il également exact que le règlement grand-ducal concernant la nouvelle tarification pour les contrôles techniques n'a pas encore été publié au Mémorial et, par conséquent, n'est pas encore entré en vigueur? Quels sont les tarifs facturés actuellement par la SNCT lors d'un contrôle technique?



Question 1143 (5.1.2011) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'échange des cartes d'immatriculation et accidents:

Tout propriétaire d'un véhicule routier aurait dû procéder, avant le 31 décembre 2010, à l'échange de sa carte d'immatriculation de l'ancien format («carte grise») contre un certificat d'immatriculation du nouveau modèle. Il s'avère cependant que nombre d'anciennes cartes d'immatriculation n'ont pas encore été échangées et qu'un délai supplémentaire de six mois a été accordé afin de procéder à la mise en conformité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Qu'advient-il en cas d'accident au cours du délai supplémentaire de six mois si le propriétaire concerné ne dispose pas encore du nouveau modèle d'immatriculation en cours? Est-il assuré en bonne et due forme?

- Est-ce que l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA) a été consultée à ce sujet?

Réponse (16.2.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'échange obligatoire des anciennes cartes d'immatriculation («cartes grises») au 31 décembre 2010 ainsi que sur les nouveaux tarifs pour le contrôle technique.

En 2006 le Luxembourg a transposé en droit national la directive 2003/127/CE, ayant modifié la directive 1999/37/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux documents d'immatriculation des véhicules. À l'époque il avait été retenu d'introduire également au Luxembourg, à l'instar de nombreux autres pays communautaires, un certificat d'immatriculation pour véhicules en deux parties distinctes. Dans ce projet la date du 31 décembre 2010 a été retenue comme date limite où toute carte grise aurait dû être remplacée par un certificat d'immatriculation en deux parties.

Lors d'un contrôle sommaire effectué par les services de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) au mois de mars 2010, il avait été constaté que quelque 100.000 «cartes grises» n'avaient à cette époque pas encore été échangées contre un nouveau certificat d'immatriculation. Dès lors, afin de sensibiliser et d'aider les propriétaires des véhicules concernés par l'échange du document d'immatriculation, la SNCT a fait modifier son programme de gestion du fichier national des véhicules routiers afin de rendre possible un échange automatique de la carte grise de tout véhicule passant au contrôle technique et étant encore couvert par une carte grise.

Par ailleurs, la SNCT a édité dès début juillet 2010 un communiqué, qu'elle avait à ce moment fait tenir à tous les acteurs du secteur automobile (garages, ateliers, distributeurs de véhicules, sociétés de leasing et de location, automobile club, etc.), aux fins de permettre à ces acteurs d'informer leurs clients et/ou leurs membres concernés de la procédure à respecter et à suivre aux fins de l'échange, avant le 31 décembre 2010.

Cependant, fin novembre 2010, la SNCT a constaté que quelque 30.000 anciennes cartes grises n'avaient pas encore été échangées contre le nouveau certificat d'immatriculation.

Afin de permettre aux propriétaires concernés de pouvoir procéder à l'échange des anciennes cartes d'immatriculation, le Gouvernement a décidé de prolonger la durée de validité de ces cartes jusqu'au 30 juin 2011. Jusqu'à cette date, il sera procédé à l'échange automatique de toutes les cartes grises des véhicules concernés lors du contrôle technique périodique sans aucune autre formalité ou démarche pour le propriétaire du véhicule. Ainsi, par règlement grand-ducal du 14 janvier 2011 tout véhicule ayant été immatriculé au Luxembourg avant le 18 décembre 2006 peut être valablement maintenu en circulation jusqu'au 30 juin 2011 sous couvert de l'ancienne carte d'immatriculation, de façon à ce que la question de la validité de l'assurance est sans objet.

Pour les véhicules qui ne sont pas soumis au contrôle technique périodique jusqu'à cette date, leurs propriétaires ou détenteurs (munis d'une autorisation du propriétaire) respectifs devront faire procéder à l'échange de la carte grise de leur véhicule auprès d'un guichet de la SNCT.

En outre, une procédure écrite a été introduite permettant aux propriétaires d'envoyer leur carte grise à la SNCT avec la mention «Demande d'échange». Ces personnes se verront alors envoyer leur nouveau certificat d'immatriculation par courrier endéans les cinq jours ouvrables qui suivent.

L'échange de l'ancienne carte grise contre le nouveau modèle est gratuit.

En ce qui concerne les nouveaux tarifs pour le contrôle technique, il est vrai que le règlement grand-ducal y afférent n'a pas encore été publié. Partant, les tarifs actuellement prévus par la réglementation sont appliqués.

Question 1129 (4.1.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **conventions en matière de sécurité sociale avec des pays issus de l'ancienne URSS**:

La Chambre vient d'être saisie d'un projet de loi portant approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie en matière de sécurité sociale. Pour les pays n'étant pas membres de l'Union européenne, de telles conventions ont été conclues avec le Brésil, le Canada, le Cap-Vert, le Chili, la Croatie, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Islande, la Macédoine, le Maroc, le Monténégro, la Norvège, la Suède, la Tunisie et la Turquie.

De fait, la convention avec la République de Moldavie est la première convention de ce type conclue avec l'un des pays issus de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Suite aux mariages, PACS et régularisations, plusieurs milliers d'autres citoyens de l'ex-URSS sont intégrés au Luxembourg et y participent activement au marché du travail, notamment dans des métiers très exigeants dans les secteurs de l'hôtellerie, du bâtiment et de la santé.

Faute de disposer d'une carrière complète de pension au Luxembourg (ou dans l'Union europé-

enne), ces personnes doivent attendre l'âge de 65 ans pour avoir droit à une pension au Luxembourg. Pourtant, les citoyens de l'ex-URSS peuvent facilement reconstituer leur carrière professionnelle grâce notamment aux «Livres de travail».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement envisage-t-il de négocier des conventions en matière de sécurité sociale avec d'autres pays issus de l'ancienne Union des républiques socialistes soviétiques?

2. Si oui, quels pays sont concernés et quel est actuellement l'état d'avancement des négociations?

3. Si non, pourquoi les citoyens originaires de l'ex-URSS (hormis ceux de la République de Moldavie) sont-ils exclus du bénéfice de telles conventions?

4. D'une manière générale, Monsieur le Ministre peut-il envisager une modification de la législation permettant de tenir compte des années travaillées en dehors de l'Union européenne dans le cas où cette carrière professionnelle peut-être constatée par des documents officiels tels que le «Livre de travail» utilisé dans l'ex-URSS?

Réponse (27.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

L'honorable Député Jean Colombero soulève la question de l'opportunité de conclure des conventions bilatérales en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et les pays issus de l'ancienne Union des républiques socialistes soviétiques.

Il faut être conscient que des instruments internationaux en matière de sécurité sociale entre, d'un côté, les pays de l'Ouest, et de l'autre côté, les pays de l'Est, n'existaient pas étant donné que la conception et la philosophie d'approche étaient complètement différentes: les premiers se basaient sur le principe de totalisation des périodes d'assurance et calcul des pensions au prorata de la durée d'assurance accomplie dans les pays en cause, alors que les seconds se basaient sur le principe de l'intégration assurant un niveau de protection adéquat dans et à charge du pays de résidence.

Avec la chute du mur de Berlin en Europe et avec le développement de la migration des citoyens entre les deux anciens blocs, la nécessité de prévoir des règles du droit international est apparue. Des négociations en vue de la conclusion d'accords bilatéraux en matière de sécurité sociale ont été engagées, et ceci surtout par de grands pays où les flux migratoires sont importants. D'après les informations dont disposent les responsables du service international du Ministère de la Sécurité sociale, les négociations sont actuellement difficiles et pas souvent couronnées de succès étant donné que les points de départ pour trouver des solutions satisfaisantes restent encore éloignés.

Il est vrai que le Luxembourg avait lancé des contacts informels avec des responsables de la Russie pour connaître leur réaction par rapport à la conclusion d'une convention bilatérale, mais il faut avouer que l'intérêt manifesté n'a pas été trop enthousiaste; la Russie ayant préféré réserver la priorité de ses négociations avec d'autres pays où les flux humains et les relations commerciales sont évidemment plus importants

qu'avec un pays comme le Luxembourg qui est caractérisé par l'exiguïté de son territoire national.

Il n'empêche que le Ministère de la Sécurité sociale reste disposé à s'engager dans la voie de conclusions d'accords bilatéraux pour régler notamment les difficultés relevées dans la question de l'honorable Député, pourvu que le pays partenaire fasse preuve de la même volonté.

Quant à la Moldavie, avec laquelle une convention bilatérale a pu être négociée et paraphée sans grandes difficultés et qui est actuellement soumise à l'approbation parlementaire dans les deux pays, il faut être conscient de la situation particulière. En effet, le Luxembourg avait une convention de sécurité sociale bilatérale avec la Roumanie qui fonctionnait à la satisfaction des deux parties et ce jusqu'au moment où la Roumanie est entrée dans l'Union européenne et où la réglementation communautaire, en l'occurrence le règlement (CE) 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants est devenu applicable.

La Moldavie, mais aussi le Luxembourg, ont souhaité tirer avantage de cette situation et de la relation particulière et étroite qui existe entre la Roumanie et la Moldavie; ce qui explique que le projet d'une convention bilatérale avec la Moldavie, basée presque exclusivement sur le modèle roumain, a pu être concrétisé rapidement.

En tout état de cause, le Ministère de la Sécurité sociale continuera ses efforts en vue de compléter son réseau de conventions bilatérales de sécurité sociale avec un certain nombre de pays, ce qui évidemment est dans l'intérêt des citoyens qui voient ainsi leurs droits sociaux garantis et reconnus, mais qui est aussi dans l'intérêt des entreprises qui peuvent alors opérer dans un contexte international sécurisé, ce qui est un avantage non négligeable dans le contexte de la mondialisation caractérisée par la concurrence internationale et la recherche de compétitivité.

Question 1130 (4.1.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'éventuelle **adaptation de l'horaire du transport scolaire**:

De la réponse de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à une question parlementaire que je venais de lui poser par écrit en date du 20 octobre 2010, il en résulte que «(...) Les lycées sont de plus en plus nombreux à mettre en place une offre d'encadrement en sus des cours scolaires prescrits par les grilles horaires. À ce jour, plus de la moitié des établissements proposent des activités destinées à soutenir l'élève dans sa scolarité (...)» (cf. *compte rendu n°5/2010-2011*). Étant donné que ces cours ont généralement lieu pendant l'après-midi, le transport scolaire, s'orientant à l'horaire des cours réguliers, n'est plus à la disposition des élèves concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas qu'il se-

rait opportun d'adapter l'horaire du transport scolaire à l'horaire des cours d'encadrement que la plupart des lycées offrent désormais à leurs élèves?

Réponse commune (18.2.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les transports scolaires sont organisés d'après les horaires normaux de cours fixés individuellement pour chaque lycée.

En dehors des cours réguliers, de nombreux établissements proposent des offres d'encadrement parascolaires ou des activités extrascolaires.

La population d'élèves participant à de tels cours (rattrapage, théâtre, danse, activité sportive, apprentissage d'une langue étrangère pour n'en citer que quelques-uns) fluctue fortement au cours de l'année scolaire.

La nécessité de l'organisation d'un transport scolaire en sus du transport en service de ligne s'explique par la congestion des autobus de ligne pendant les heures de pointe. Les flux importants d'élèves vers les différents sites à travers le pays et leur retour n'est gérable que par l'emploi de courses scolaires spéciales en dehors d'un service de ligne.

Or, ceci n'est pas le cas pour les heures qui se situent en dehors de la plage horaire normale: le nombre d'élèves concernés est nettement plus faible et étalé dans le temps, de sorte que pendant ces heures d'après-midi les élèves ont parfaitement la possibilité d'utiliser le transport public en service de ligne pour rentrer à la maison.

Question 1131 (4.1.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **différences au niveau du salaire et de la structure de carrière dans les différents instituts et établissements de recherche**:

In der nationalen Forschung sind eine Reihe von öffentlichen Institutionen aktiv. Zu ihnen zählen die Uni Luxemburg, die CRPs, sowie die CEPS-Instead. In den letzten Wochen gelangten Interna aus einem dieser Forschungszentren an die Presse, wobei es darum ging, dass es in den öffentlichen Forschungsinstitutionen unterschiedliche Besoldungen für gleiche Qualifikationen und institutionsabhängige Karrieremuster und -profile geben könnte.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der Minister diese Vermutung der vermeintlichen Unterschiede in der Besoldung in den einzelnen öffentlichen Forschungsinstituten bestätigen, wonach ein Forscher mit Doktorat/PhD und x Jahren Erfahrung in seinem Forschungsbereich eine unterschiedliche Besoldung in Kauf nehmen müsste, je nachdem in welcher Forschungsstruktur er beschäftigt ist?

2) Was ist die Erklärung für etwaige Unterschiede in der Besoldung?

3) Gibt es einen Kollektivvertrag für die öffentlichen Forschungsinstitutionen?

4) Welche Möglichkeiten bestehen, um vermeintliche Unter-



schiede in der Gehälterstruktur der verschiedenen Forschungseinrichtungen zu unterbinden?

5) Wird eine Führungsperson in einer öffentlichen Forschungsinstitution nach ihrer Qualifikation oder nach ihrer Position und Verantwortung besoldet?

Réponse (27.1.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Im Zusammenhang mit der vorliegenden Frage ist es vorab sinnvoll, erneut (ich verweise auf die Antwort zur Anfrage Nr.0447 des ehrenwerten Abgeordneten vom 9. Februar 2010) (cf. *compte rendu n°10/2009-2010*) an das im Forschungsrahmengesetz vom 9. März 1987 verankerte Prinzip der Autonomie der öffentlichen Forschungszentren zu erinnern. Die Politik bezüglich der Besoldung obliegt also in erster Instanz den Verwaltungsräten der öffentlichen Forschungszentren.

In den öffentlichen Forschungszentren werden die Forscher nach verschiedenen Kriterien eingestellt und besoldet. Dabei sind das abgeschlossene Diplom, die bereits erworbene Erfahrung im jeweiligen Forschungsbereich, der Grad der Verantwortung (Leitung einer Gruppe oder einer Abteilung) und, später, das Dienstalter im Forschungszentrum die Hauptkriterien. Darüber hinaus können die Verfügbarkeit von hochqualifizierten Arbeitskräften im jeweiligen Forschungsbereich und die Leistung und die Exzellenz des Forschers (gemessen u. a. an seinem Beitrag zur Erfüllung des mit der Regierung unterzeichneten Leistungsvertrages) andere mögliche Kriterien für die Besoldung darstellen, sowohl bei der Einstellung als auch im weiteren Karriereverlauf. Dementsprechend kann es in den öffentlichen Forschungszentren durchaus für Forscher mit gleichem Diplom und Dienstalter eine verschiedene Besoldung geben.

Zum jetzigen Zeitpunkt gibt es keinen Kollektivvertrag für die öffentlichen Forschungszentren.

Question 1133 (4.1.2011) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **fermeture du tarmac de l'Aéroport de Findel pour cause de déneigement**:

Avant les vacances de Noël des chutes de neige importantes ont fait en sorte que le tarmac de l'Aéroport de Findel a dû être fermé à plusieurs reprises pour le trafic aérien. Pendant ces travaux de déneigement, aucun avion ne pouvait ni atterrir ni décoller, ce qui avait pour conséquence des retards parfois considérables ou même des annulations de vols. Cette situation n'a pas seulement provoqué des inconforts pour les passagers concernés, mais également des pertes considérables pour les compagnies aériennes, voire l'économie nationale.

Selon mes informations, le service compétent de l'Administration des Ponts et Chaussées pour le déneigement du tarmac connaît actuellement un manque de personnel.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de fois le tarmac de

l'Aéroport de Findel a dû être fermé pour les travaux de déneigement?

- Est-il exact que la durée de ces fermetures s'explique par un manque de personnel au sein du service compétent des Ponts et Chaussées? Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il éviter de tels problèmes à l'avenir? Est-il par exemple prévu d'engager du personnel et/ou d'investir dans des équipements de déneigement pour les besoins du service compétent?

Réponse (23.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la fermeture du tarmac lors des importantes chutes de neige en décembre 2010.

Il est vrai que la piste d'atterrissage des avions et les taxiways et non pas le tarmac ont été temporairement fermés au vu des conditions météorologiques exceptionnelles en termes de chutes de neige. En tout, la fermeture a duré 43 heures sur les 744 heures du mois de décembre, dont 13,5 heures pendant la durée du couvre-feu (23.00 - 06.00 heures).

Il échet de noter préalablement dans ce contexte, que l'annulation ou le retardement de certains des vols n'étaient pas exclusivement dus aux conditions de praticabilité des infrastructures de l'Aéroport de Findel, mais, dans certains cas, aussi de celles des aéroports de destination ou encore de la non-disponibilité d'avions bloqués sur d'autres aéroports.

À l'Aéroport de Findel, les travaux de déneigement et le combat du verglas ont été faits en principe durant la nuit, au moment où l'aéroport était de toute façon fermé à moins que les neiges ou les pluies verglaçantes soient tombées durant les heures d'ouverture. D'ailleurs, pour des raisons de sécurité évidentes, l'entretien hivernal des pistes et des taxiways exige des fermetures temporaires de l'aéroport.

Par contre, l'entretien hivernal des tarmacs, donc des aires de stationnement, est plus délicat, vu que ces aires ne sont jamais totalement dégagées des avions en attente.

Bien que toutes les équipes aient travaillé jusqu'à la limite de leurs capacités, la longue durée des conditions hivernales extrêmes a conduit exceptionnellement à un manque d'effectifs.

Pour parer à cette situation, une partie des ouvriers à engager dans le cadre de la mise en pratique de la nouvelle loi organique des Ponts et Chaussées vont renforcer l'équipe de l'aéroport. Au cas où ces renforcements s'avéraient insuffisants, l'Administration des Ponts et Chaussées ainsi que l'Administration de la navigation aérienne sont en train de vérifier différentes possibilités de renforcement interne et externe pour les cas de chutes de neige ou de pluies verglaçantes extrêmes.

À préciser enfin encore dans ce contexte, que l'aéroport présente la particularité que les opérations de déneigement et de combat du verglas doivent se faire par des agents ayant connaissance des consignes de sécurité d'un aéroport et capables de conduire les engins très spéciaux pour intervenir sur les pistes et les taxiways.

Question 1134 (4.1.2011) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la **nourriture pour animaux contaminée à la dioxine**:

Deutschland wird augenblicklich von einem Skandal um dioxinverseuchtes Tierfutter heimgesucht. So hat eine Firma aus Schleswig-Holstein bei der Herstellung von etlichen Tonnen an Tierfuttermitteln dioxinhaltige Fettsäure verwendet. Letztere wurde besagtem Hersteller von einem niederländischen Unternehmen geliefert, das sich auf die Gewinnung von Mischfettsäuren spezialisiert hat, die bei der Herstellung von Biodiesel anfallen.

Mischfettsäuren jener Art sind jedoch allein für die technische Industrie, etwa zur Herstellung von Schmiermitteln, bestimmt und dementsprechend gekennzeichnet. Nichtsdestotrotz ist die Substanz zu Tierfutterfett verarbeitet worden, um anschließend an Bauernhöfe in mehreren deutschen Bundesländern geliefert zu werden. Dank strengster Qualitätskontrollen veranlassten die Behörden jener Länder Anfang dieser Woche die Schließung der betroffenen Höfe sowie die Notchlachtung mehrerer tausend Legehennen, die das mit Dioxin verseuchte Futter gegessen hatten.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Landwirtschaftsminister folgende Fragen stellen:

- Herr Minister, ist es möglich, dass das oben erwähnte dioxinverseuchte Tierfutter aus Deutschland auch nach Luxemburg geliefert wurde?

- Wie hoch ist der Prozentanteil von importierten Tierfuttermitteln auf dem luxemburgischen Markt?

- Herr Minister, könnten Sie mir bitte mitteilen, welchen Qualitätskontrollen importierte sowie hier in Luxemburg hergestellte Tierfuttermittel unterzogen werden? Welchen Qualitätsstandards müssen diese Produkte entsprechen? Werden Letztere deutlich auf ihre Zusammensetzung und ihre Anwendungsmöglichkeiten gekennzeichnet?

Réponse (1.2.2011) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1. Die deutschen Behörden haben alle dioxinverseuchte Produkte zurückverfolgt und die Adressen der belieferten ausländischen Firmen den betroffenen Mitgliedstaaten über das europäische Schnellwarnsystem der EU mitgeteilt. Laut diesen Informationen wurden keine dioxinverseuchte Futtermittel oder Lebensmittel nach Luxemburg geliefert.

Die Dienststelle für Futtermittelkontrolle der Ackerbauverwaltung nimmt regelmäßig Proben von Futtermitteln, die in Luxemburg hergestellt, verkauft und/oder verfüttert werden, um sie auf ihren Dioxingehalt zu untersuchen. Anbei eine Tabelle mit der Anzahl der untersuchten Futtermittel:

Zieltierart der Futtermittel	2008	2009	2010	2011, bisher
Rinderfutter	8	9	6	2
Schweinefutter	13	8	3	1
Geflügelfutter	-	1	9	1
Anderes Futter	-	-	1	-
Rohstoffe	3	1	2	3
Total	24	19	21	7

Der Dioxingehalt aller untersuchten Futtermittel war weit unter den gesetzlichen europäischen Grenzwerten.

Alle verfügbaren Informationen und erhaltenen Analysenergebnisse weisen darauf hin, dass sich keine dioxinverseuchte Futtermittel auf dem luxemburgischen Markt befinden.

2. Der Prozentanteil von importierten Futtermitteln auf dem luxemburgischen Markt ist sehr schwer einzuschätzen, da viele luxemburgische landwirtschaftliche Betriebe teilweise oder komplett auf ausländische Futtermittel zurückgreifen. Der Anteil ausländischer Futtermittel in Luxemburg dürfte zwischen einem Viertel und der Hälfte liegen.

3. Der offizielle mehrjährige nationale Kontrollplan für Futtermittel sieht regelmäßige Untersuchungen von Futtermitteln vor, um die Richtigkeit der angegebenen Inhaltsstoffe, sowie die Abwesenheit unerwünschter Stoffe, wie Dioxin, zu überprüfen. Es werden stichprobenartig die sich auf dem luxemburgischen Markt befindlichen Futtermittel untersucht; die ausländischen Waren werden ebenso oft untersucht wie die in Luxemburg hergestellten Waren.

Die Futtermittel müssen den europäischen Qualitätsstandards entsprechen, es gelten die europäischen Höchstwerte für unerwünschte Stoffe, wie auch die europäischen Toleranzen für Abweichungen bei den angegebenen Inhaltsstoffen.

Für die Kennzeichnung der Futtermittel gilt die europäische Verordnung Nr.767/2009, welche unter anderem die Angabe der Zieltierart, der Anwendungsempfehlungen, der Inhaltsstoffe und der beigemischten Zusatzstoffe auf dem Etikett jedes Futtermittels fordert.

Question 1135 (5.1.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **écoles et les lycées privés**:

Bei den kürzlich vorgestellten PISA-Resultaten wurden vornehmlich allgemeine Ergebnisse von öffentlichen Schulen in den Vordergrund gestellt. In Luxemburg sind allerdings eine Reihe privater Schulen im Rahmen des öffentlichen Erziehungssystems aktiv. Dies sind zum einen private Schulen, die vor Jahrzehnten durch zum Teil konfessionelle Träger entstanden sind und heute über Konventionen weiterbestehen können und zum anderen sind es die sogenannten internationalen Schulen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es interne Analysen des Ministeriums, welche die privaten Schulen jenen des öffentlichen Systems gegenüberstellen und die PISA-Resultate (über die letzten zehn Jahre) im Vergleich darstellen?

2) Was sind gegebenenfalls die Resultate dieser Vergleichsstudien?

3) Was sind Lehren, die aus den Resultaten gezogen werden können?

4) Kann die öffentliche Schule von den privaten Anbietern lernen?

5) Falls es sich herausstellen sollte, dass die Resultate der privaten Schulen besser ausgefallen sind als jene der öffentlichen Lehranstalten, wird es dann Konsequenzen auf der Ebene der zukünftigen von der Regierung zur Verfügung gestellten Budgets für die privaten und öffentlichen Schulhäuser geben? Wird es gegebenenfalls zu Umschichtungen von Mitteln und Ressourcen nach dem Prinzip der „Leistungsfähigkeit von Lehrinstitutionen“ kommen müssen?

Réponse (27.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. Wie schon in der Antwort auf die Frage Nr.1108 bemerkt (cf. *compte rendu n°8/2010-2011*), werden die Resultate der PISA-Studie so aufbereitet werden, dass die einzelnen Schulen ihr Resultat erfahren. Aus diesen Einzelfeedbacks nun Vergleiche zwischen privaten und öffentlichen Schulen zu ziehen wird sicherlich sehr schwierig sein, da die hierzu vergleichenden Schulen sehr unterschiedliche Charakteristiken aufweisen, die auch durch statistische Berechnungsmethoden schwer zu kompensieren sind.

So würden dabei dann den öffentlichen Schulen einerseits private Schulen gegenübergestellt, die entweder nur Mädchen unterrichten oder aber die das offizielle Luxemburger Curriculum nicht befolgen, und ausserdem eine Schülerpopulation haben, deren Zusammensetzung besonders hinsichtlich des sozio-ökonomischen Hintergrundes sehr stark der von einer öffentlichen Schule abweicht.

Ein Längsschnittvergleich der Resultate ist auch nur schwer möglich, da die verschiedenen nicht öffentlichen Schulen ab unterschiedlichen Zeitpunkten bei der PISA-Studie mitgemacht haben.

2. und 3. Da es keine solchen Vergleiche gibt, ist hier keine Antwort möglich.

4. Jede Schule kann von einer anderen lernen. Die Voraussetzung für eine gelingende Schulentwicklung ist jedoch sich kritisch und unvoreingenommen mit den eigenen Stärken und Schwächen sowie den Lösungsansätzen anderer auseinanderzusetzen.

5) Ich möchte zunächst feststellen, dass diese Frage auf einer höchst spekulativen Hypothese beruht, die sicherlich auch eine Antwort ergeben könnte, die nicht im Sinne des Fragestellers ist. Darüber hinaus möchte ich darauf hinweisen, dass es doch extrem vereinfachend ist, die in der Fragestellung aufgeführte „Leistungsfähigkeit der Lehrinstitutionen“ einzig und allein auf das Resultat beim PISA-Test zurückzuführen.



Question 1136 (5.1.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant l'**ostéopathie**:

Betreffend meine zwei parlamentarischen Fragen Nr.0246 und Nr.0638 über die Zulassung der Osteopathie und der Chiropraxis hatte der Minister seinerzeit geantwortet, dass er den Abschlussbericht der WHO abwarten würde, ehe er ein Gesetzesprojekt ausarbeiten würde (cf. *comptes rendu n°7/2009-2010 et n°13/2009-2010*). Nun, nach zehn Jahren, ist es soweit. Die WHO hat am 2. November 2010 ein Gutachten über die Osteopathie verfasst und publiziert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage stellen:

- Wann wird der Gesundheitsminister die notwendige Gesetzesvorlage für Osteopathie und Chiropraxis ausarbeiten und vorstellen?

Réponse (16.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) vient de publier, en langue anglaise, l'étude intitulée «*Benchmarks for training in traditional/complementary and alternative medicine: benchmarks for training in osteopathy*», téléchargeable sur le site Internet de l'OMS à partir de l'adresse: <http://www.who.int/medicines/areas/traditional/BenchmarksforTraininginOsteopathy.pdf>

Il m'importe de rappeler à Monsieur le Député que j'avais fait élaborer, conformément à la motion adoptée en date du 29 janvier 2004 par la Chambre des Députés, un avant-projet de règlement grand-ducal portant création de la profession de l'ostéopathe, ceci sur base de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

En raison toutefois des prises de position très réservées, voire défavorables, qui furent exprimées par les différents organismes consultés, j'avais décidé d'associer la Chambre des Députés à la détermination de la démarche à suivre.

Cela étant, la commission parlementaire «Santé et Sécurité sociale», qui avait souhaité suspendre ses travaux jusqu'à la publication par l'OMS de l'étude précitée, vient récemment de se prononcer pour remettre prochainement à son ordre du jour le dossier relatif à l'ostéopathie.

Question 1139 (5.1.2011) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **fusion des communes et subventions étatiques**:

Dans des prises de position récentes le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a laissé entendre que les communes qui ne sont pas disposées à fusionner devraient s'attendre à des réductions en ce qui concerne les subventions étatiques pour des projets d'infrastructure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre entend-il réduire les subventions étatiques pour des projets d'infrastructure communaux pour les communes qui ne sont pas disposées à fusionner? Quelle serait la base légale d'une telle décision?

- Monsieur le Ministre cherche-t-il à imposer de la manière la réorganisation territoriale qu'il vient de proposer?

- Une telle décision ne porterait-elle pas atteinte au principe de l'autonomie communale, telle que définie par la loi du 18 mars 1987, votée par la Chambre des Députés à l'unanimité des voix, portant approbation de la Charte européenne de l'autonomie communale, en ce qui concerne les ressources financières des collectivités locales?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que pour les projets d'infrastructure des communes des taux de participation de l'État faibles et équitables devraient être fixés pour toutes les communes?

Réponse (24.2.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député affirme que «dans des prises de position récentes le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (aurait) laissé entendre que les communes qui ne sont pas disposées à fusionner devraient s'attendre à des réductions en ce qui concerne les subventions étatiques pour des projets d'infrastructure».

J'ignore d'où l'auteur de la question parlementaire pourrait tenir une telle information, à moins que l'on ait mal traduit mes propos.

La question d'une subvention à taux différents n'a pas été esquissée en relation avec la réorganisation territoriale, ni comme moyen d'encouragement, ni - et encore moins! - comme moyen de contrainte.

Il s'agit là non seulement d'une question d'autonomie locale, mais surtout d'une question d'égalité et d'équité. Les taux de subventionnement doivent être rigoureusement les mêmes et ce en fonction des critères d'attribution retenus.

En revanche il me semble évident que les projets d'infrastructure doivent être proportionnés à la taille et aux moyens financiers des communes et il est indéniable qu'en matière budgétaire les petites communes sont plus vulnérables que les entités plus importantes.

Or, en cette période économique et financière difficile pour l'État et les communes, la gestion des deniers publics nécessite plus que jamais des efforts d'économie et d'efficacité.

Ainsi, il importe de savoir si - et de quelle manière - une commune peut garantir la pérennité de ses projets sans négliger ses obligations dans les autres domaines de base tels que dans les domaines de l'eau, des déchets, de l'enseignement fondamental, etc.

Voilà pourquoi j'estime indispensable que les communes procèdent à une estimation pluriannuelle de leur situation financière avant de s'engager dans des investissements d'envergure et notamment en ce qui est des charges récurrentes y relatives.

Pour autant que ces synergies ne sont pas réalisables par leurs propres moyens, de nombreuses communes essaient de coopérer avec d'autres communes, que ce

soit sur base conventionnelle ou au niveau d'un syndicat de communes.

Cependant, comme j'ai eu l'occasion de le dire à maintes reprises, le déplacement de missions de base des communes vers une multitude de syndicats intercommunaux réduit sensiblement la marge de manœuvre des communes et de ce fait l'exercice même de l'autonomie qui leur est reconnue par la Constitution.

Or, si l'autonomie communale est une garantie constitutionnelle pour le pouvoir local elle pose également une exigence démocratique, à savoir celle de la gestion de l'intérêt communal par des représentants directement élus par les habitants de la commune.

Voilà pourquoi une politique réaliste, qui veut s'inscrire dans une perspective de réforme durable de notre paysage communal, doit consister à amener les communes qui n'ont plus la capacité de gérer en régie propre l'essentiel de leurs missions obligatoires à opter pour une fusion avec d'autres communes. La voie de la fusion permettra à terme d'optimiser l'efficacité de fonctionnement de leurs équipements et infrastructures afin de réduire l'impact financier par habitant et de pouvoir ainsi garantir aux habitants la panoplie des services et prestations auxquels ils peuvent légitimement prétendre dans une commune du 21^e siècle. Les communes retrouveront ainsi la maîtrise de l'exécution de leurs missions de service public.

La politique d'encouragement des fusions se fait donc dans un but de renforcement de l'autonomie communale en donnant aux communes les moyens de répondre aux défis et exigences de notre temps, et non l'inverse.

Question 1140 (5.1.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **modalités de perception de l'impôt sur le revenu d'agents publics retraités qui cumulent pension de retraite et pension de survie d'un conjoint décédé**:

Il me revient qu'au niveau de la pension mensuelle du mois de janvier 2011 de certains agents publics retraités qui cumulent leur pension propre avec une pension de survie d'agent public de leur conjoint décédé, la retenue d'impôt sur pension est effectuée sur base du montant total de la pension personnelle et de la pension de survie.

Antérieurement, la retenue d'impôt à opérer sur la pension de survie du conjoint - agent public décédé - a été effectuée par le biais des avances trimestrielles.

Il s'avère qu'en raison de ce changement de perception d'impôt, bon nombre d'agents publics retraités voient diminuer leurs revenus mensuels nets d'un seul coup de plus de 1.000 euros, sans qu'ils n'en aient été préalablement informés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer de façon générale ce changement de pratique de perception d'impôt sur le revenu auprès des agents concernés?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs qui ont amené l'administration à changer les modalités

de perception d'impôt antérieurement appliquées?

- Quelle est dans ce cas la base légale de ce changement?

- Pourquoi les agents publics concernés n'ont pas été informés préalablement des changements opérés, ni des démarches à effectuer en vue de faire réduire, le cas échéant, les avances trimestrielles d'impôt?

- Est-ce que le Gouvernement n'estime pas qu'il y a traitement discriminatoire par rapport aux agents qui cumulent une pension de retraite étatique avec une pension de survie du secteur privé?

Réponse commune (7.2.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Il y a lieu de confirmer que l'Administration du personnel de l'État a effectivement opéré un changement d'imposition lors du versement des pensions du mois de janvier 2011 qui vise notamment les fonctionnaires retraités qui cumulent une pension personnelle avec une pension de survie. Auparavant, ces deux prestations de pension au profit d'un seul bénéficiaire étaient soumises à une imposition séparée, contrairement à la nouvelle approche lors de laquelle ces deux pensions au profit d'un seul bénéficiaire sont considérées comme une seule prestation. La conséquence logique est alors que la somme de ces deux pensions est soumise à l'imposition, ce qui entraîne une diminution des revenus mensuels nets.

Ce changement d'imposition est dicté, entre autres, par l'émission d'une seule fiche de retenue d'impôt électronique par l'Administration des Contributions directes pour les résidents de la commune de Luxembourg. Auparavant, deux fiches de retenue d'impôt étaient émises pour un seul bénéficiaire de deux pensions cumulées, alors qu'à partir de l'année 2011, il n'y en a qu'une seule. Dans le but d'harmonisation des procédures en la matière et d'un traitement égalitaire des cas similaires ne résidant pas dans la commune de Luxembourg, le changement tel qu'effectué s'est finalement imposé.

Le changement a, quant au fond, entraîné que différentes prestations de pension au profit d'un seul bénéficiaire auprès d'un seul organisme de pension sont dorénavant considérées en matière fiscale comme une seule prestation de pension au lieu de revenus de natures différentes comme tel a été le cas jusqu'alors, avec impositions séparées. Les impôts en résultant sont donc tout à fait corrects par rapport au dispositif légal prévu en matière de fiscalité.

Si dans le passé cette approche n'a pas été la règle générale, cette situation était le résultat de contraintes informatiques qui ne permettaient pas toujours d'appliquer la loi. Les conséquences en étaient, entre autres, que sur le deuxième revenu, en général les pensions de survie, était appliqué un taux d'imposition fixé par l'Administration des Contributions directes et donnant lieu à la retenue d'avances qui, ensemble avec les autres retenues du bénéficiaire de pension et de sa situation de revenu personnelle était régularisée à la fin de l'année fiscale moyennant présentation d'une déclaration d'impôt. Afin de réduire dans la mesure du possible des rappels d'impôts, les

contribuables étaient contraints, par ailleurs, de verser directement des avances supplémentaires à l'Administration des Contributions directes.

Il faut donc préciser qu'en supposant fiscalement neutre la situation de revenu personnelle d'un intéressé, à côté des revenus de pension, la nouvelle approche d'imposition devrait théoriquement aboutir à l'annulation des avances à payer, le décompte à la fin de l'année affichant une retenue annuelle effective exacte. La nouvelle approche d'imposition est donc en fin de compte fiscalement neutre pour les personnes concernées. Elle revient à ce que la retenue à la source soit prélevée directement au moment du paiement de la pension personnelle et de la pension de survie cumulée. En conséquence, les avances trimestrielles pourront être adaptées à la baisse. Le bénéficiaire n'est donc nullement lésé.

Comme toute autre demande de modération d'impôt, les intéressés peuvent intervenir auprès de leur bureau d'imposition respectif pour l'adaptation sinon l'annulation des avances trimestrielles leur imposées par l'Administration des Contributions directes.

Bien évidemment, l'approche retenue n'est pas applicable pour les agents qui cumulent une pension personnelle d'État avec une pension de survie du secteur privé puisque les deux prestations proviennent de deux organismes de pension distincts. Dans ce cas et faute de structures administratives et informatiques adaptées en conséquence, les anciennes procédures continuent d'être appliquées tout en sachant que moyennant le décompte annuel, il n'y a finalement aucune discrimination entre les bénéficiaires de pension relevant d'un seul ou de plus d'un organisme de pension.

Question 1141 (5.1.2011) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **contrôles pour détecter d'éventuelles contaminations à la dioxine**:

Un nouveau scandale d'empoisonnement d'aliments par la dioxine vient d'être révélé en Allemagne. Il apparaît que des déchets de graisses provenant de la production du biodiesel aient été introduits depuis des années déjà par certains fabricants dans la production d'aliments pour animaux. Par conséquent toute une chaîne de production de produits animaliers a été contaminée. Le site www.securite-alimentaire.public.lu informait hier qu'aucun producteur d'aliments pour animaux luxembourgeois ne s'était approvisionné chez les fabricants allemands en question. Les autorités allemandes assuraient également qu'aucun produit contaminé destiné à la consommation humaine n'était arrivé sur le territoire luxembourgeois.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Toutes les exploitations agricoles du pays s'approvisionnent-elles exclusivement chez des producteurs d'aliments pour animaux luxembourgeois?

- Quelle est la fréquence des tests effectués au Luxembourg pour ce qui est de la détection d'aliments contaminés à la dioxine? Ces tests sont-ils actuellement renforcés?



- Les laboratoires sont-ils équipés en ressources matérielles et personnelles pour assurer un contrôle adéquat de la chaîne de production des aliments en question?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la publication des tests effectués (fréquence, produits d'échantillon, résultats) constituerait un atout pour l'information du consommateur?

Réponse commune (8.2.2011) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Une bonne partie des exploitations agricoles s'approvisionnent en partie ou entièrement en aliments pour animaux fabriqués à l'étranger. Les systèmes de traçabilité obligatoires établis par le règlement (CE) n°178/2002¹ font que ces aliments sont rapidement traçables. Il en est de même pour les denrées alimentaires qui seraient issues d'exploitations touchées.

Le plan pluriannuel du service de contrôle des aliments pour animaux de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture prévoit chaque année une vingtaine d'analyses d'échantillons d'aliments pour animaux sur la présence de dioxines.

Actuellement, le nombre annuel d'analyses n'est pas augmenté, cependant, un tiers des échantillons prévus (pour les aliments pour animaux seulement) a déjà été prélevé et analysé afin de confirmer la très faible présence de dioxines dans les produits du marché national.

D'après les informations du système d'alerte rapide (RASFF)² de la Commission européenne, il n'y a, à ce jour, pas eu de livraison d'aliments contaminés vers le Luxembourg.

Le nombre annuel d'analyses de dioxines est déterminé par une analyse de risque prenant en compte les résultats d'analyses et du coût. Tous les résultats d'analyses de dioxines étant conformes aux prescriptions légales et vu l'absence d'information de livraison de lots contaminés vers le Luxembourg, le nombre d'analyses n'est pour le moment pas augmenté de manière importante.

Des capacités analytiques n'existent pas auprès des laboratoires étatiques nationaux, ce qui rend le recours aux laboratoires privés nécessaire.

Les autorités compétentes au Luxembourg suivent de près l'évolution de l'incident en Allemagne et de son impact en Europe, et prennent toutes les mesures nécessaires en cas de besoin.

Concernant la fréquence des tests effectués dans le domaine des denrées alimentaires, celle-ci est réglée dans toute la communauté européenne par la directive 96/23/CE du Conseil relative au contrôle des résidus dans les produits d'origine animale. Dans ce contexte, durant l'année 2010, 55 analyses sur diverses matrices ont été réalisées au Luxembourg.

Dans aucun cas le seuil pour des dioxines n'a été dépassé.

Le Luxembourg ne dispose pour le moment pas d'un plan de surveillance national PCB dioxines comme par exemple la France.

Éventuellement un tel plan pourrait être réalisé en collaboration avec le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann. Les services de contrôle officiels déterminent les laboratoires d'analyse nécessaires pour répondre aux critères du règlement (CE) n°882/2004³ pour chaque type d'analyse.

Les analyses quant à la teneur en dioxines d'aliments pour animaux commandés par le service du contrôle officiel des aliments pour animaux sont effectuées par un laboratoire accrédité en Allemagne. Les résultats sont en général disponibles en moins d'une semaine.

Il n'y a pas de laboratoire étatique au Luxembourg qui fait les analyses nécessaires sur la présence de dioxines dans la chaîne alimentaire humaine. Avec toutes les obligations de surveillance qui incombent au Luxembourg, les administrations de contrôle doivent prendre de plus en plus recours à des laboratoires étrangers (privés et publics). Il faut noter que ces collaborations fonctionnent très bien en période normale.

En période de crise, les États membres réservent cependant souvent les capacités de leurs laboratoires pour les besoins nationaux. D'où l'importance d'avoir des capacités analytiques au Luxembourg, du moins pour certains domaines primordiaux.

En général, l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA) veille à ce que tout rappel de produits sur le territoire du Luxembourg lui soit notifié et que les informations nécessaires à la bonne information du public soient communiquées le plus rapidement possible aux consommateurs par le biais de la page d'accueil du portail de la sécurité alimentaire au Luxembourg, www.securite-alimentaire.lu.

Le résumé des résultats d'analyse de tous les contrôles est publié sur ce même portail sous la rubrique «Plan de contrôle pluriannuel national - Rapports annuels des systèmes de contrôle».

Dans le cadre de l'incident actuel de dioxines en Allemagne, une note sur la situation au Luxembourg ainsi que les résultats d'analyse des aliments pour animaux ont été publiés également sur ce site. Les résultats d'analyse des échantillons pris en 2011 pour le monitoring de dioxines ont été publiés dès leur arrivée début janvier et tenus à jour pour la campagne de monitoring en 2011.

Les incidents ou alertes alimentaires avec des risques pour la sécurité des aliments pour animaux ou des denrées alimentaires sont publiés sur le portail du système d'alerte rapide RASFF (<https://webgate.ec.europa.eu/rasff-window/portal/>).

Question 1142 (5.1.2011) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'accès d'animaux domestiques dans la salle de restauration:

Selon mes informations, des restaurateurs qui viennent d'être contrôlés par le service de la sécurité alimentaire de la direction de la Santé ont été pénalisés pour avoir permis l'accès d'animaux domestiques dans la salle de restauration. Dans la motivation de leur décision les contrôleurs se sont expressément référés aux dispositions du règlement européen n°(CE) 852/2004.

Or, le point 4 du chapitre IX (Dispositions relatives aux denrées alimentaires) du règlement européen en question dispose seulement que: «Des méthodes adéquates doivent être mises au point pour lutter contre les organismes nuisibles. Des méthodes adéquates doivent également être mises au point pour empêcher les animaux domestiques d'avoir accès aux endroits où des aliments sont préparés, traités ou entreposés (ou, lorsque l'autorité compétente l'autorise dans des cas particuliers, pour éviter que cet accès n'entraîne de contamination.» Il n'y est donc nullement question des salles de restauration où des aliments ne sont ni préparés, traités ou entreposés.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Vu les dispositions du règlement européen afférent, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'interprétation de la direction de la Santé est abusive, voire fautive?

- Dans l'affirmative, quelles solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il dans ce contexte pour l'avenir?

Réponse (8.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais tout d'abord informer l'honorable Député que les agents du service de la sécurité alimentaire de la direction de la Santé ont effectué durant l'année 2010 en collaboration avec les agents de l'Administration des Douanes et Accises quelque 700 contrôles relatifs à l'hygiène des denrées alimentaires dans des restaurants ainsi que dans des établissements de la restauration collective.

Le rapport d'inspection qui est dressé par ledit service suite à un tel contrôle permet de procéder à une évaluation globale du respect de la réglementation en matière d'hygiène des denrées alimentaires dans l'établissement contrôlé conformément aux exigences fixées dans le règlement (CE) n°882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux.

Ce rapport d'inspection mentionne notamment que «l'accès aux animaux domestiques doit être interdit» ceci en se basant sur le règlement (CE) n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

Le prédit règlement (CE) n°852/2004 prévoit que «des méthodes adéquates doivent être mises au

point pour lutter contre les organismes nuisibles. Des méthodes adéquates doivent également être mises au point pour empêcher les animaux domestiques d'avoir accès aux endroits où des aliments sont préparés, traités ou entreposés (ou, lorsque l'autorité compétente l'autorise dans des cas particuliers, pour éviter que cet accès n'entraîne de contamination).»

Il est dès lors vrai que le règlement communautaire en question n'interdit pas expressément l'accès des animaux domestiques aux salles de restauration, lieu où des denrées alimentaires sont servies et consommées, mais parfois également entreposées pendant une courte durée, notamment lorsque des denrées alimentaires sont servies lors d'un service de type «buffet».

Je partage néanmoins le point de vue de l'honorable Député que la seule référence au règlement (CE) n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires en tant que fondement légal d'une interdiction générale d'accès des animaux domestiques à une salle de restauration peut prêter à discussion.

Or, la législation relative à l'hygiène et la sécurité des denrées alimentaires applicable au Luxembourg n'est pas seulement constituée de règlements communautaires, dont les dispositions sont directement applicables dans notre ordre juridique interne, mais également d'une réglementation nationale extrêmement étoffée en la matière.

Le point 12 de l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 4 juillet 1988 fixant les conditions d'hygiène et de salubrité dans le secteur de l'alimentation collective dispose que:

«les salles à manger et en général les locaux servant au débit de boissons alcooliques et non alcooliques ou d'autres aliments prêts à la consommation sur place doivent répondre aux exigences suivantes:

la présence d'animaux est interdite, exception faite des animaux d'aquarium et des chiens d'assistance au sens de l'article 1^{er} de la loi relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance».

Selon la réglementation luxembourgeoise précitée, les animaux domestiques, dont notamment les chiens, sont en principe interdits dans les salles de restaurant sauf s'ils sont à considérer comme chiens d'assistance accompagnant une personne handicapée.

Ainsi, le rapport d'inspection dressé par un agent de contrôle peut, conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal précité, parfaitement mentionner un non-respect d'une des prescriptions d'hygiène des denrées alimentaires lorsqu'un chien est présent dans une salle de restaurant.

Ceci étant, je viens d'aviser mes services de consulter les législations appliquées par nos États voisins dans cette matière, afin d'évaluer si la réglementation nationale devrait, le cas échéant, être adaptée.

Question 1144 (5.1.2011) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant les effets secondaires et efficacité du plasma sanguin artificiel «HEA»:

Selon une étude du journal spécialisé «Anesthesia & Analgesia» citée dans l'édition 1/2011 de l'hebdomadaire allemand «der Spiegel», l'efficacité du plasma sanguin artificiel «HEA» (hydroxyéthylamidon) fréquemment utilisé par les services d'urgence en cas d'infusions, ne serait supérieure à celle de sérums physiologiques ordinaires, tandis que les effets secondaires, comme par exemple le risque de défaillance de la fonction rénale, seraient graves et sous-estimés. L'article cite de plus un professeur renommé du centre hospitalier universitaire de Jena et co-auteur de l'étude, qui conclut que selon l'état de recherche scientifique le «HEA» serait «(...) un médicament superflu et potentiellement dangereux».

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Le «HEA» est-il utilisé par les services de secours et les hôpitaux au Luxembourg? Dans l'affirmative, l'est-il exclusivement ou bien ces services ont-ils également recours aux alternatives disponibles?

- Existe-t-il des cas connus d'effets secondaires?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir face au constat qu'il s'agirait «d'un médicament superflu et potentiellement dangereux»?

Réponse (8.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les hydroxyéthylamidons «HEA» auxquels se réfère l'honorable Parlementaire, sont des substituts du plasma et fractions protéiques. L'«HEA» est couramment utilisé par les services de secours ainsi que par les hôpitaux au Luxembourg. En dehors du «HEA», d'autres médicaments sont pourtant utilisés principalement, comme l'albumine, les solutés salés isotoniques et hypertoniques, les gélatines et le dextrans.

Le choix du soluté de remplissage se fait en fonction de ses propriétés physicochimiques, pharmacocinétiques et pharmacodynamiques ainsi que de l'indication du remplissage vasculaire, ainsi que des effets secondaires du produit.

Suivant les informations dont disposent mes services, il n'existe pas de cas connus d'effets secondaires.

Je voudrais rassurer Monsieur le Député que l'évaluation du rapport risque/bénéfice du «HEA» qui, à l'heure actuelle reste positif, est suivie de très près par les autorités sanitaires. C'est le cas d'ailleurs pour tous les médicaments.

Il est vrai que les «HEA» sont contre-indiqués notamment chez le patient rénal insuffisant chronique en cours d'hémodialyse. Une attention particulière ainsi qu'une éventuelle réduction de la dose est d'ailleurs requise en cas d'insuffisance rénale altérée.

¹ Règlement (CE) 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

² Rapid Alert System for Food and Feed.

³ Règlement (CE) 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux.





Question 1145 (6.1.2011) de M. Jean Huss (déi gréng) concernant l'initiative du Danemark d'interdire les parabènes dans les produits cosmétiques pour enfants de moins de trois ans:

Le Danemark vient d'interdire l'utilisation de parabènes dans des produits cosmétiques destinés aux enfants de moins de trois ans. Ces substances agissent comme des hormones et peuvent causer des troubles de développement chez les enfants. Une entrée prématurée dans la puberté pour les filles serait ainsi observée ainsi qu'une détérioration de la qualité du sperme chez les garçons.

L'Union européenne a déclaré ne pas encore vouloir prendre de décision à ce sujet, alors que ses organes compétents étudient la question depuis 2005.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre entend-il intervenir au niveau de l'Union européenne en faveur de l'initiative danoise pour l'interdiction de parabènes dans les cosmétiques pour petits enfants?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre l'exemple danois et interdire l'utilisation de parabènes dans les produits cosmétiques destinés aux jeunes enfants au Luxembourg?

Réponse (4.2.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Le Danemark vient d'interdire l'utilisation de deux parabènes (Propyl- et Butylparaben) dans les produits cosmétiques sur son marché national pour enfants en dessous de l'âge de trois ans. Le communiqué de presse y relatif invoque les effets de disruption endocrinienne présumés, couplés à ce qui est qualifié de réticence de l'industrie à venir combler les lacunes scientifiques par des études appropriées.

Dans le cadre de la procédure prévue par l'article 12 de la directive modifiée 76/768/CEE¹ (mesures de sauvegarde), les autorités danoises se sont néanmoins limitées jusqu'à présent à ne transmettre qu'un communiqué de presse, sans qu'une motivation circonstanciée, telle qu'exigée par la directive précitée, n'ait été communiquée.

Dans ce contexte, je voudrais signaler à Monsieur le Député que le Scientific Committee on Consumer Safety (SCCS), qui a récemment publié un avis adopté le 14 décembre 2010 concernant le Propyl- et Butylparaben dans le contexte des effets de disruption endocrinienne présumés, suit une approche prudente en la matière.

«The SCCS considers the use of Butylparaben and Propylparaben as preservatives in finished cosmetic products as safe to the consumer, as long as the sum of their individual concentrations does not exceed 0,19%. This

conclusion is based on the lack of scientifically sound data on the pivotal link between dermal absorption in rats and humans, in particular with regard to the metabolism of the parent compound in the skin. The latter can only be addressed through additional human data.»

Selon les informations dont je dispose, la Commission européenne envisagerait, sur base de cet avis, d'agir en conséquence afin de modifier la directive 76/768/CEE dans le sens d'une réduction de la teneur maximale dans le produit cosmétique fini.

Question 1146 (6.1.2011) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le cadastre des sites potentiellement pollués:

Le cadastre des sites potentiellement pollués est un inventaire de tous les sites du pays où une pollution des sols ou de l'eau souterraine sur base des activités antérieures et actuelles ne peut être exclue ou a été confirmée. Le cadastre tient compte des surfaces actuellement en exploitation, mais également des sites désaffectés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans quelles régions/communes se situent actuellement des sites contaminés respectivement des sites potentiellement pollués?

- Quels sont les sites où une intervention urgente est nécessaire?

- Quelles sont la nature et la quantité des substances utilisées sur ces sites (huiles, couleurs, solvants, hydrocarbures aromatiques polycycliques, polychlorobiphényles métaux lourds...)?

- Depuis l'établissement du cadastre des sites potentiellement pollués, combien de sites ont été assainis ou sécurisés respectivement sont en cours d'assainissement?

Réponse (17.2.2011) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Le cadastre des sites contaminés et potentiellement contaminés reprend à l'heure actuelle quelque 14.315 sites. Ces sites sont répartis sur l'ensemble du territoire national. Les sites ainsi répertoriés se divisent dans les catégories principales suivantes:

- des sites d'activités industrielles ou artisanales susceptibles de contaminer le sous-sol;

- des sites de décharges;

- des remblais (>50m³);

- des réservoirs à mazout.

Une indication sur l'ampleur des sites contaminés ou potentiellement contaminés dans les différentes communes du Luxembourg peut être trouvée sur le site Internet www.emwelt.lu où pour chaque commune du Luxembourg, un résumé de la situation peut être consulté.

Il faut toutefois souligner que ces informations se réfèrent à la situation d'août 2009. Comme le cadastre de ces sites est en constante évolution, l'Administration de l'Environnement est en train de mettre en place un nouvel outil informatique permettant une meilleure mise à jour des in-

formations en relation avec le cadastre ainsi que la publication de ces données. Cet outil devrait être opérationnel au cours de l'année 2011.

- Pour le moment, il n'existe pas de liste reprenant des sites pour lesquels un assainissement urgent est requis. La nécessité d'une décontamination du sol est généralement donnée dans le cadre de travaux concrets sur des terrains déterminés lorsque des analyses ont montré l'envergure réelle d'une contamination et leur impact sur l'environnement et la santé humaine.

Lorsqu'une intervention urgente est requise, le Ministre prend les mesures préventives et curatives prévues par l'article 28 de la loi modifiée relative à la prévention et à la gestion des déchets, à moins que les travaux d'assainissement puissent s'inscrire dans la procédure de cessation d'activité d'un établissement tombant sous le champ d'application de la législation relative aux établissements classés.

- Compte tenu du nombre élevé des sites répertoriés ainsi que du fait que la majorité des sites repris dans le cadastre ont le statut de sites potentiellement contaminés, il est impossible de connaître les quantités de substances polluantes qui ont été utilisées sur les sites en question. En ce qui concerne la nature des substances, il faut rappeler que celle-ci est dépendante des activités qui ont eu lieu ou ont lieu sur les sites répertoriés. En règle générale, une première approximation sur la nature des substances utilisées et l'envergure d'une pollution peut être faite sur base d'une étude historique du site. Cette étude détermine également les emplacements du site où les différentes substances ont été manipulées afin de cibler au mieux l'échantillonnage et l'analyse des polluants.

Pour l'ensemble des sites répertoriés, il faut dès lors s'attendre à des contaminations par toutes sortes de substances ou de produits polluants tant de la chimie organique que de la chimie minérale. Néanmoins, pour les sites qui ont déjà été soumis à un assainissement, les polluants qui donnent le plus souvent lieu à un assainissement sont les huiles minérales, les hydrocarbures aromatiques, les hydrocarbures aromatiques polycycliques, les solvants chlorés et les métaux lourds.

- La base de données ne permet pas encore dans sa configuration actuelle de déterminer le nombre exact de sites qui ont été assainis ou sécurisés ou qui sont en cours d'assainissement depuis 2006. Ceci est dû au fait que dans la plupart des cas, l'assainissement des sites pollués est un processus de longue durée qui se compose de plusieurs étapes, dont des programmes analytiques pour la détermination de l'envergure exacte de la contamination, d'études de faisabilité, de la mise en œuvre de différentes phases de travaux d'assainissement et de contrôles successifs des travaux, suivis dans certains cas d'un monitoring des résultats d'assainissement à longue durée. Dans certains cas, des méthodes d'assainissement in situ sont appliquées nécessitant des périodes de traitement pouvant aller jusqu'à quelques décennies. Les sites qui se trouvent dans une des étapes énumérées ci-dessus sont classés dans le cadastre dans la catégorie «site contaminé ou assaini». À l'heure actuelle, le cadastre comprend environ 1.000 sites qui figurent dans cette catégorie.

Question 1147 (7.1.2011) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les textes révisionnistes, racistes et xénophobes publiés sur un site Internet et diffusés par tracts:

Il me revient que depuis un certain temps des textes révisionnistes et xénophobes seraient publiés sur des pages Internet domiciliées au Luxembourg et que, d'autre part, des tracts reprenant des propos semblables seraient diffusés dans certaines régions du pays.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre partage-t-il mon avis quant au côté répréhensible de tels agissements?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si le Ministère public a été saisi de telles affaires?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il faire poursuivre cette affaire par le Ministère public?

Réponse (18.1.2011) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Les propos publiés sur le site Internet auquel se réfère l'honorable Parlementaire sont inacceptables, raison pour laquelle le parquet a requis le juge d'instruction au mois de décembre passé d'ouvrir une information et de procéder aux devoirs et actes nécessaires à la manifestation de la vérité.

Question 1148 (7.1.2011) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant l'élaboration d'un Projet de Recherche en Nursing (PRN) pour le domaine de la psychiatrie:

Le PRN (Projet de Recherche en Nursing) est un système d'étude de la charge de travail du personnel soignant en hôpital, utilisé au Luxembourg afin de gérer les effectifs en personnel en fonction de la charge de travail et de pouvoir justifier les budgets nécessaires aux dotations.

Le PRN constitue un outil d'analyse et de contrôle efficace pour des unités de soins hospitaliers d'une certaine taille. Par contre, ce système semble peu adapté aux petites unités englobant des disciplines et spécialisations différentes, comme par exemple le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP).

En effet, au CHNP une proportion importante des patients sont traités et hospitalisés à plusieurs reprises; bon nombre des patients sont hospitalisés depuis plus de deux ans, une partie d'entre eux sont quasiment hospitalisés «à vie». Or, devant l'augmentation de la charge de travail administrative, qui représenterait près d'un quart des heures de travail, le personnel soignant a de plus en plus de mal à assurer un traitement et un encadrement adaptés et de haute qualité aux patients.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de suivre l'exemple de l'Allemagne et de mettre en place un groupe de travail devant élaborer un PRN spécifique pour le domaine de la psychiatrie incluant une codifica-

tion spécifique ainsi que l'organisation de filières de soins prévoyant la participation des différentes professions de santé?

- Au CHNP, quelle est la proportion:

- des patients traités et hospitalisés à plusieurs reprises?

- des patients hospitalisés depuis plus de deux ans?

- des patients hospitalisés quasiment «à vie»?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le PRN devrait pouvoir être appliqué de façon flexible pour les patients de longue durée dans le domaine de la psychiatrie?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que pour le domaine de la psychiatrie en général il faudrait adapter le coefficient représentant le rapport entre le personnel soignant et le nombre de patients?

Réponse (18.2.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Je me permets tout d'abord de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n°0821 dans laquelle j'explique les raisons du choix de mettre en place la méthodologie du PRN dans le domaine hospitalier luxembourgeois (cf. *compte rendu n°3/2010-2011*).

Le PRN est un outil scientifique reconnu de mesure en continu de la charge en soins des patients hospitalisés. Il permet une mesure objective de cette charge de travail, et par conséquent de calculer une allocation juste des ressources pour chaque service audité. La méthodologie PRN s'intéresse uniquement aux actes de soins infirmiers et non aux actes médicaux.

Le choix de mise en place de la méthodologie PRN dans tout le domaine hospitalier était un choix de la Caisse Nationale de Santé (CNS) et de l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois (EHL) sans que le Ministre de la Santé ne soit intervenu dans ce choix.

La méthodologie PRN actuellement applicable en milieu hospitalier est une méthodologie qui a été validée sur le plan international et qui a pour objectif d'améliorer des soins prodigués aux patients en garantissant un taux de dotation lié à la charge en soins requise selon des normes de bonne pratique.

Les expériences en Allemagne de mise en place d'un PRN «spécifique» en matière de psychiatrie n'ont pas encore été validées sur le plan international, et je suis d'avis qu'il est actuellement prématuré de mettre en place un groupe de travail visant à élaborer un tel instrument spécifique.

Il m'importe de rappeler que les ressources mises à la disposition de notre système de santé doivent être utilisées de la manière la plus efficiente possible et mes services ne manqueront dès lors pas de suivre les évolutions dans les différents types de méthodologies de mesure d'allocation de ressources dans les services hospitaliers, et notamment dans le domaine de la psychiatrie.

En ce qui concerne la durée des séjours des patients au CHNP, je voudrais informer l'honorable Député qu'au 31 décembre 2010:

- 123 patients sur 217 au total étaient des réadmissions, ceci représente +/-57%;

- 180 patients étaient hospitalisés depuis moins de deux ans;

¹ du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux produits cosmétiques.



- 26 patients accusaient une durée d'hospitalisation entre deux à 15 ans;

- onze patients étaient hospitalisés depuis plus de 15 ans.

À titre de comparaison, en 2006, le CHNP comptait 170 patients hospitalisés depuis moins de deux ans, 43 patients hospitalisés pendant une période s'étalant entre deux et 15 ans et 22 patients hospitalisés depuis plus de 15 ans.

Question 1149 (10.1.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise:

Le quotidien belge «L'Avenir du Luxembourg» interprète la législation récente sur la double nationalité dans le sens où les habitants frontaliers ayant au moins un aïeul luxembourgeois en ligne directe, qui était de nationalité luxembourgeoise à la date du 1^{er} janvier 1900, peuvent «sans difficultés opter pour la nationalité luxembourgeoise» tout en conservant leur nationalité d'origine.

Le même quotidien cite notamment pour avantage «évident» l'accès direct à la fonction publique. Selon l'auteur de l'article, depuis 2009 «plusieurs familles belges ont introduit et obtenu le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. L'interprétation de la législation telle que développée par le quotidien belge est-elle correcte?

2. Depuis l'entrée en vigueur de la législation actuelle sur la nationalité, combien de demandes en recouvrement de la nationalité luxembourgeoise ont été déposées et combien de ces demandes ont donné lieu à la reconnaissance de la nationalité luxembourgeoise, cela par pays d'origine des demandeurs, respectivement pour les pays frontaliers par province, département ou Land?

3. Le Ministère de la Justice peut-il évaluer le nombre de demandeurs potentiels pouvant par cette voie retrouver la nationalité luxembourgeoise? Est-il possible de chiffrer ce potentiel par pays de résidence des descendants des Luxembourgeois émigrés au 1^{er} janvier 1900?

Réponse (18.2.2011) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

1.1 D'après les médias belges, plusieurs centaines de personnes résidant en Belgique auraient entamé, depuis fin 2010, des démarches en vue d'obtenir la nationalité luxembourgeoise sur base de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise prévoyant que «le descendant en ligne directe paternelle ou maternelle, même né à l'étranger, d'un aïeul Luxembourgeois à la date du premier janvier mil neuf cent et que celui-ci respectivement l'un de ses descendants a perdu la nationalité luxembourgeoise sur base des dispositions légales antérieures, peut recouvrer la nationalité luxembourgeoise».

Suivant le rapport parlementaire (doc. parl. n°5620), le dispositif précité vise «principalement les générations d'émigrants d'origine luxembourgeoise qui n'ont plus la qualité de Luxembourgeois. Sont visés principalement

ceux dont l'aïeul luxembourgeois, qui a émigré à l'étranger, a perdu de son vivant la nationalité luxembourgeoise, respectivement l'un de ses descendants pour avoir acquis volontairement une nationalité étrangère».

Cette disposition transitoire confère aux ex-Luxembourgeois et à leurs descendants la possibilité de recouvrer la nationalité luxembourgeoise, tout en conservant la nationalité étrangère qu'ils possèdent, soit par acquisition volontaire de leur part, soit par l'effet du jus soli ou du jus sanguinis. La demande doit être souscrite devant l'officier de l'état civil dans les dix ans qui suivent l'entrée en vigueur de la loi précitée, c'est-à-dire au plus tard le 31 décembre 2018.

1.2 L'affirmation faite par le quotidien belge «L'Avenir du Luxembourg» suivant laquelle les intéressés pourraient «sans difficultés opter pour la nationalité luxembourgeoise» doit être nuancée.

En effet, la charge de la preuve incombe aux demandeurs qui doivent établir la qualité de descendant en ligne directe paternelle ou maternelle d'un aïeul qui était Luxembourgeois à la date du 1^{er} janvier 1900. Cela implique de nombreuses démarches administratives de la part des demandeurs qui sont obligés de faire des recherches dans les archives de l'état civil afin de se procurer les actes de naissance, de mariage et de décès. Sur base de ces actes de l'état civil, le Ministère de la Justice vérifie et certifie la qualité de descendant d'un aïeul luxembourgeois à la date du 1^{er} janvier 1900. Après la délivrance d'un certificat attestant cette qualité, le demandeur doit personnellement souscrire la déclaration de recouvrement devant l'autorité communale compétente du Grand-Duché qui transmet le dossier au Ministère de la Justice.

Si la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise ne prévoit ni de condition de résidence au Grand-Duché, ni de condition linguistique, les demandes fondées sur l'article 29 précité sont soumises à des exigences de recevabilité et d'honorabilité. Ainsi, la nationalité luxembourgeoise est refusée lorsque le demandeur a fait de fausses affirmations, a dissimulé des faits importants ou a agi par fraude. Il en est de même si le demandeur a fait l'objet, soit dans le pays, soit à l'étranger, d'une condamnation à une peine criminelle ou à l'emprisonnement ferme d'une durée d'un an ou plus.

1.3 Avant l'admission à la fonction publique, les habitants frontaliers ayant obtenu la nationalité luxembourgeoise sur base de l'article 29 précité doivent faire preuve d'une connaissance, adaptée au niveau de la carrière, des langues luxembourgeoise, française et allemande.

Des épreuves préliminaires sont organisées en vue de vérifier la connaissance adéquate des trois langues administratives du pays. En cas d'échec à ces épreuves préliminaires, les personnes concernées ne peuvent pas se présenter à l'examen-concours de la fonction publique.

2. Les statistiques publiées sur le site Internet du Ministère de la Justice précisent le nombre de demandes fondées sur l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise:

Année 2009:

3.107 demandes évacuées sur base de la loi du 23 octobre 2008

sur la nationalité luxembourgeoise, dont 22 demandes évacuées sur base de l'article 29:

Pays d'origine du demandeur

Allemagne:	2 personnes
Belgique:	9 personnes
France:	6 personnes
États-Unis d'Amérique:	2 personnes
Royaume-Uni:	1 personnes
Suisse:	2 personnes

Année 2010:

4.220 demandes évacuées sur base de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, dont 80 demandes évacuées sur base de l'article 29:

Pays d'origine du demandeur

Allemagne:	6 personnes
Argentine:	1 personne
Belgique:	22 personnes
Canada:	1 personne
États-Unis d'Amérique:	7 personnes
France:	36 personnes
Irlande:	1 personne
Italie:	2 personnes
Royaume-Uni:	1 personne
Suisse:	2 personnes
Sans nationalité:	1 personne

À ce jour, 29 demandes basées sur l'article 29 sont en cours d'instruction au Ministère de la Justice.

En ce qui concerne les trois pays frontaliers du Grand-Duché, les statistiques n'ont pas été ventilées par province, département et Land.

3. Il n'est pas possible d'évaluer le nombre de demandeurs potentiels pouvant obtenir la nationalité luxembourgeoise sur base de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

En 2009 et 2010, le nombre de demandes introduites sur base de l'article 29 précité est relativement faible. L'intérêt pour cette procédure de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise a débuté avec la parution d'un article de presse dans le quotidien belge «L'Avenir du Luxembourg» fin 2010. En janvier 2011, le sujet a fait l'objet d'une large médiatisation en Belgique.

Actuellement, le Ministère de la Justice est saisi de nombreuses demandes d'information émanant principalement de citoyens belges qui veulent entamer des démarches dans le but d'obtenir la nationalité luxembourgeoise.

Question 1150 (10.1.2011) de M. André Bauler (DP) concernant le logement encadré:

Pour les raisons les plus diverses, un nombre croissant de personnes âgées de 60 ans et plus, qui décident de quitter leur maison familiale, préfèrent opter pour un domicile incorporé dans une structure de logement encadré au lieu de s'orienter directement vers une maison de retraite traditionnelle (CIPA - Centre intégré pour personnes âgées). Le logement encadré leur offre en effet un cadre de vie dans lequel elles se sentent prises en charge 24 heures sur 24 heures tout en conservant une assez large autonomie en ce qui concerne leur rythme et leur mode de vie.

À l'heure qu'il est, quelque 19% de la population résidente sont âgées de plus de 60 ans, soit 95.000 personnes environ. En 2030 cette part atteindra probablement les 25%, ce qui correspondra à 150.000 habitants à peu près. Étant donné qu'actuellement, l'offre d'appartements, répondant aux critères spécifiques du logement dit encadré, est inférieure à la demande, il n'est guère surprenant qu'un établissement public ainsi que des promoteurs privés aient décidé d'investir davantage dans ce genre d'habitation.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quels sont les critères précis que les promoteurs les plus divers doivent respecter afin qu'une structure d'habitation mérite le qualificatif de logement «encadré»? Quels sont les services qui doivent obligatoirement être assurés par les promoteurs aux locataires/acquéreurs?

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils de statistiques permettant de retracer l'évolution récente et anticipée du nombre de logements encadrés dans les différentes régions du Grand-Duché? Quelle est la proportion de logements encadrés mise à disposition sous forme d'un contrat de location?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur d'éventuelles études qui ont été réalisées ces derniers temps afin de mieux chiffrer les besoins domestiques actuels et anticipés dans ce contexte?

- Les analyses en question ont-elles permis de mesurer l'impact possible de l'accroissement progressif de logements encadrés sur le marché de l'habitat?

- Le Ministère de la Famille a-t-il l'intention de faire évaluer sa politique poursuivie en matière de création de centres intégrés pour personnes âgées afin de mener, si cela s'avère nécessaire, une réforme en vue d'une éventuelle réallocation des ressources disponibles en ce domaine?

- Le Ministère de la Famille est-il au courant de modèles de logement encadré promu à l'étranger, notamment dans nos pays voisins? Quelles sont les conclusions éventuelles qu'il tire de ses observations?

- Et, en particulier, quelle politique le Gouvernement se propose-t-il de mettre en œuvre, au fil des années à venir, afin de rendre les logements encadrés plus accessibles à des personnes touchant des revenus modestes?

Réponse (8.2.2011) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Le règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées et pris en exécution de la loi dite loi «ASFT» précise les structures qui doivent disposer d'un agrément du Ministère du ressort.

L'article 4, point 4 définit le logement encadré pour personnes âgées comme suit:

«Est à considérer comme logement encadré pour personnes âgées tout ensemble d'habitations pour au moins trois personnes âgées, mises à disposition sous forme de vente, de location ou de quelque autre manière que ce soit, ensemble avec une proposition de prestations d'assistance et/ou de soins. Ne tombe pas sous la définition de lo-

gement encadré pour personnes âgées un service qui accueille un ou plusieurs usagers nécessitant plus de douze heures de prestations hebdomadaires d'aides et de soins comprenant les actes essentiels de la vie pris en charge par l'assurance dépendance.»

L'agrément est demandé par le gestionnaire de la structure qui doit pouvoir justifier des conditions suivantes:

- une permanence d'assistance et/ ou de soins sur place au moins cinq jours par semaine et huit heures par jour, soit par du personnel propre au service, soit au moyen d'un contrat de sous-traitance de ces prestations avec un organisme externe spécialisé dûment agréé;

- institution au bénéfice de tous les usagers des habitations concernées d'un service d'appel-assistance en dehors des heures de permanence.

Plus loin des exigences quant aux qualifications du personnel ainsi que des normes infrastructurelles sont détaillées (cf. règlement grand-ducal sub-mentionné, chapitres 4 et 5).

Les logements encadrés doivent se conformer aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 23 novembre 2001 portant exécution des articles 1 et 2 de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public.

- Actuellement dix structures agréées existent dans les communes de Berdorf, Bertrange, Kayl, Luxembourg (trois), Mondorf-les-Bains, Rodange, Strassen et Troisvierges. Une demande d'agrément est en cours.

Dans les structures agréées, la règle est la mise à disposition de logements sous forme d'un contrat de location. Une seule structure peut être considérée comme «mixte», disposant tant de logements privés que de logements locatifs.

Les 20 dernières années, toutes les politiques pour personnes âgées se conçoivent sur base du principe de garantir le maintien des personnes dépendantes au domicile le plus longtemps possible.

Dans cette logique, la prise en charge institutionnelle constitue le «dernier» maillon qui intervient au moment où pour des raisons sociales et/ou de prise en charge médicales voire de soins une vie au domicile de la personne n'est plus possible.

Hormis la permanence en personnel garantie cinq jours/semaine et huit heures/jour, les autres services obligatoires inscrits au règlement sont également accessibles à tout domicile. En l'occurrence il s'agit des prestations suivantes; l'adaptation du logement, le service de téléalarme et les services d'aides et de soins.

Les logements encadrés se destinent donc à des personnes valides ou tout au plus «légèrement» dépendantes. Il s'agit de personnes majeures, disposant de leurs facultés et qui font un choix éclairé en ce qui concerne leur cadre de vie et les facilités ou services dont ils souhaitent profiter régulièrement dans le contexte de leur situation de logement.

En ce qui concerne les Centres intégrés pour personnes âgées (CIPAs) et les Maisons de soins

(MS), certaines tendances se font jour au niveau de l'évolution des demandes d'admission. Ainsi, on décèle un accroissement de l'âge des personnes au moment de l'entrée en institution. Par ailleurs, les gestionnaires font état qu'au moment de l'entrée en institution, les personnes sont dans des stades de dépendances plus avancées qu'elles ne l'étaient il y a quelques années.

Le Ministère entend attendre la finalisation des projets de construction actuellement encore en cours (probablement en 2013/2014) pour faire une analyse de la situation en vue d'une discussion sur des réformes éventuelles.

- Quant aux modèles de logement encadré à l'étranger, il faut se rendre à l'évidence qu'il n'y a pas un modèle mais une énorme variété de modèles qui sont par ailleurs tributaires des cadres sociopolitiques particuliers de chaque pays.

En Allemagne une loi-cadre (Wohn- und Betreuungsgesetz) donne une définition au «Betrettes Wohnen» et arrête des conditions minimales que les différents Länder allemands précisent dans leurs législations particulières. (cf. p. ex. «Gesetz zur Umsetzung der Föderalismusreform auf dem Gebiet des Heimrechts und zur Änderung von Landesrecht» vom 18. November 2008 in Nordrhein-Westfalen).

En cela la situation allemande est comparable à la situation nationale.

À la connaissance du Ministère, aucun Land allemand n'a opté pour une politique d'investissement concernant des structures de logements encadrés.

Par contre, ces trois dernières années, la Sarre a mené un important programme d'aides financières pour les adaptations de logement, ceci notamment en vue de permettre à toutes les personnes âgées, surtout aussi les moins aisées, de pouvoir vivre le grand âge dans des conditions adaptées à leur domicile.

Au Luxembourg, depuis le 1^{er} janvier 2007, les dispositions de l'assurance dépendance autorisent à la subsidiarité d'adaptations de logement dans le chef de personnes qui par ailleurs ne sont pas bénéficiaires de prestations de l'assurance dépendance.

En conclusion, les logements encadrés constituent une offre de service parmi d'autres pour des personnes âgées.

Du fait qu'il y a un regroupement important de personnes âgées dans ces structures, le Ministère considère qu'un cadre réglementaire est indispensable définissant tant les conditions obligatoires à respecter qu'autorisant au contrôle de ces conditions.

Par contre, les structures lourdes de type centre intégré pour personnes âgées et maison de soins garantissent une prise en charge à des personnes qui se trouvent dans des situations de détresse réelle rendant une vie dans des conditions dignes souvent difficile au domicile. Dans une société construite sur le principe de la solidarité nationale, la politique doit prendre ses responsabilités dans ce dernier contexte.

Question 1151 (10.1.2011) de M. Carlo Wagner (DP) concernant l'introduction d'une obligation pour pneus d'hiver:

Fin novembre 2010 dans sa réponse à une question orale afférente de l'honorable Monsieur Eugène Berger, Monsieur le Ministre s'était encore montré assez sceptique concernant l'introduction d'une obligation pour pneus d'hiver au Luxembourg (cf. *compte rendu n°4/2010-2011 - question n°93*).

Entre-temps Monsieur le Ministre semble avoir changé d'avis et entend trouver une solution afin de rendre obligatoire le revêtement de pneus d'hiver pendant la période hivernale.

Ce revêtement d'opinion, si positif qu'il soit, m'amène néanmoins à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le fait que le Luxembourg est un pays avec beaucoup de trafic de transit était jusqu'à présent un des principaux arguments de Monsieur le Ministre pour son attitude plus sceptique vis-à-vis du revêtement obligatoire de pneus d'hiver. Quelles sont les raisons qui ont amené Monsieur le Ministre à reconsidérer sa position sur ce point?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer quels sont les problèmes juridiques qui jusqu'ici ont retardé, voire empêché l'introduction d'une obligation pour pneus d'hiver?

- Existe-t-il des directives ou dispositions européennes interdisant aux pays de l'Union européenne une telle obligation? Si oui, lesquelles? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi, dans l'optique d'une amélioration de la sécurité pour les usagers de la route, son Ministère n'a pas lancé l'initiative d'une obligation pour pneus d'hiver plus tôt?

Réponse (18.2.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la mesure en projet visant l'introduction de l'obligation pour les conducteurs d'utiliser des pneus d'hiver sur leurs véhicules si les conditions météorologiques l'exigent.

Tout d'abord, je tiens à préciser que j'ai toujours considéré l'obligation de munir les véhicules de pneus d'hiver si les conditions météorologiques le demandent, comme une mesure importante permettant d'améliorer la sécurité et la fluidité du trafic sur nos routes si les conditions de circulation sont difficiles suite notamment à des chutes de neige massives.

Dans ce contexte, il convient cependant de préciser que, du fait de la situation géographique du Luxembourg au centre de l'Europe, les retombées de l'introduction d'une telle mesure ne se limiteront pas au seul parc automobile national mais affecteront un groupe-cible bien plus vaste, à savoir notamment les véhicules des frontaliers ainsi que l'ensemble du trafic routier transitant par notre pays. En effet, l'introduction de cette mesure ne permet d'atteindre ses objectifs primaires, qui consistent en l'amélioration de la sécurité routière et en le maintien de la fluidité du

trafic, que si elle s'applique à tous les véhicules circulant sur notre réseau routier.

Dans cet ordre d'idées, j'ai chargé un groupe de travail ad hoc de la Commission de Circulation de l'État avec la mission de me soumettre son avis notamment quant à la transposition en droit national de la récente réglementation allemande en la matière.

Il s'agit de clarifier un certain nombre de questions d'ordre juridique avant que l'obligation d'utiliser des pneus d'hiver ne puisse être implémentée et devenir opérationnelle au Luxembourg sans se heurter aux règles du droit national et international régissant la matière.

En effet, il convient de souligner que la mesure envisagée n'est pas censée constituer juridiquement une obligation générale d'équipement des véhicules automobiles par des pneus d'hiver pendant la saison hivernale - le Luxembourg devant dans ce contexte accepter les équipements autorisés dans le pays où les voitures sont immatriculées - mais une règle de comportement, prescrivant aux conducteurs de munir leurs véhicules de pneus d'hiver, uniquement si les conditions météorologiques l'exigent.

Ensuite, il faut également tenir compte dans les réflexions menées actuellement des observations formulées par le Conseil d'État dans son avis du 23 octobre 2007 émis à l'occasion du projet de règlement grand-ducal de mon prédécesseur visant à introduire l'obligation des pneus d'hiver au Luxembourg. En effet, le Conseil d'État avait à l'époque mis en cause la qualification des conditions météorologiques qui déclencheraient l'obligation de munir les véhicules automobiles de pneus d'hiver. Ces conditions seraient, selon le Conseil d'État, à préciser pour être sans équivoque.

Question 1152 (10.1.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les avions AWACS de l'OTAN:

L'OTAN envisage de déployer des avions AWACS en Afghanistan, pour y quadriller le ciel du pays et avec l'objectif de coordonner les opérations aériennes anti-insurgés. Cette mission pourrait débuter dès la mi-janvier.

La presse allemande rapporte toutefois que le Gouvernement de la République fédérale souhaite ne pas prolonger le mandat des soldats allemands en mission dans ce type d'avions, notamment parce que certains pays concernés refusent aux avions AWACS de l'OTAN le droit d'accès dans leur espace aérien.

Les avions AWACS de l'OTAN volant sous immatriculation du Grand-Duché de Luxembourg, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils communiquer le mandat de cette mission de surveillance aérienne à la Chambre?

2. Compte tenu du fait qu'au moins un des pays qui fournit un contingent de personnel de bord des AWACS souhaite ne pas participer à cette mission, quelle est l'évolution actuelle du processus de décision concernant cette mission précise?

3. Quelle est la durée envisagée de la mission des avions AWACS en Afghanistan et à combien s'élevaient les coûts de cette mission pour les membres de l'Alliance? Est-ce que ces frais seront répartis entre les membres de l'Alliance uniquement ou répartis entre les pays contributeurs à l'ISAF? Le Luxembourg sera-t-il amené à participer de manière directe ou indirecte à ces coûts?

4. Compte tenu du fait que les avions AWACS sont immatriculés au Luxembourg, le Grand-Duché devra-t-il assumer des responsabilités particulières, par exemple de nature juridique, dans le contexte de cette mission?

5. Dans quel pays et dans quel aéroport ces avions seront-ils stationnés pendant la durée de leur mission? Dans quelle mesure les accords de stationnement entre le pays hôte et l'OTAN concernent-ils le pays dans lequel ces avions sont immatriculés, c'est-à-dire le Luxembourg?

6. Quel serait le rôle et les responsabilités à assumer par le pays ayant immatriculé ces aéronefs dans le cas d'une attaque contre un avion AWACS dans le cadre du conflit afghan?

Réponse commune (14.2.2011) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense:

L'année 2010 a vu une intensification du rythme opérationnel en Afghanistan et de ce fait de l'activité aérienne en soutien à ces opérations terrestres. L'OTAN ressent dès lors un besoin accru en termes de capacité de commandement et contrôle aérien, besoin auquel les avions AWACS peuvent répondre.

En décembre 2010, le Conseil permanent de l'OTAN a pris la décision d'envoyer les avions AWACS en soutien à la mission de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS). Tout en signalant ne pas pouvoir mettre à disposition de l'OTAN des équipages pour cette mission, l'Allemagne s'est ralliée au consensus permettant ce déploiement. Le premier vol AWACS a eu lieu le 15 janvier 2011 et la mission se poursuivra durant une période initiale de trois mois.

17 nations alliées participent actuellement au programme AWACS. Plusieurs d'entre elles mettent à disposition des équipages pour les AWACS, ce qui a permis aux autorités militaires de planifier et de lancer la mission des AWACS en Afghanistan sans les concours d'équipages allemands.

Les frais de cette mission initiale des avions AWACS au-dessus de l'Afghanistan, pour l'essentiel des frais de kérosène, sont évalués à 11,7 millions d'euros. Ce coût est pris en charge par les vingt-huit membres de l'OTAN selon une clé de répartition budgétaire précise qui implique pour le Luxembourg une contribution à hauteur de 0,15%, ce qui correspond à 17.550 euros. Ce coût peut fluctuer en fonction du prix du kérosène et du taux de change euros/dollar.

En sa qualité de pays d'immatriculation des avions AWACS, le Luxembourg entreprend les démarches diplomatiques auprès des pays tiers concernés pour obtenir les autorisations de survol de leur territoire. Les dossiers nécessaires à ces demandes sont préparés par le Commandement de la Force AWACS. La présente mission ne prévoit pas de stationnement des avions AWACS en dehors du territoire des nations

de l'OTAN, pour lequel les avions AWACS bénéficient d'office de toutes les autorisations requises. Pour cette mission, les opérations de ravitaillement en dehors du territoire allié sont couvertes par les autorisations dont bénéficie la FIAS.

La responsabilité opérationnelle pour cette mission des avions AWACS en Afghanistan incombe aux seules autorités de l'OTAN. En acceptant de donner l'immatriculation luxembourgeoise aux avions AWACS de l'OTAN, le Luxembourg n'assume aucune obligation particulière, ni en ce qui concerne sa participation à l'enquête de sécurité déterminant les causes d'un éventuel incident ou accident, ni en ce qui concerne l'enquête de responsabilité légale, civile, pénale et financière. Le Luxembourg ne renonce à aucun de ses droits en ces domaines.

Les demandes de dédommagement consécutives aux accidents survenus sur le territoire des nations de l'OTAN ou en dehors de celui-ci sont traitées, et donnent lieu à paiement, aux termes de la jurisprudence et des accords internationaux existants, complétés par les accords conclus en matière d'acquisition, d'opérations et de soutien de la Force AWACS par les nations participant au programme AWACS. En cas de dédommagement à payer, les gouvernements participant au programme AWACS prendront en charge ce paiement par l'intermédiaire du Commandement de la Force AWACS en suivant la clé de répartition applicable au programme AWACS. En acceptant de donner l'immatriculation aux avions AWACS, le Luxembourg n'assume aucune obligation financière supplémentaire.

Les procédures et engagements précités ont prouvé leur efficacité respectueuse des intérêts luxembourgeois, lors de l'accident d'un avion de transport de la Force AWACS, sous immatriculation luxembourgeoise, survenu le 14 juillet 1996 à la base d'Aktion en Grèce.

Question 1153 (11.1.2011) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le lixiviat et l'installation mécano-biologique (MBA) du SIDEC:

Um SIDEC Internetsite ass eng Grafik, déi weist, datt d'Kompositierungsenergie vun der MBA wesentlich méi héich ass wéi déi Energie, déi noutwenceg wär, fir dat gantz Sickerwaasser vum Fridhaff ze verdonsten. Weider hat de SIDEC am Abrëll 2007 op enger öffentlecher Comitésversammlung gesot, datt déi nei MBA (installation mécanobiologique) a Betrib wär a se géifen näischt méi erfloossen.

Am Dezember 2007, am Dezember 2008, am Februar 2009 a Mëtt Dezember 2010 ass awer Sickerwaasser, begleet vu Schaum, zu lerpeldeng zum Virschäin komm.

An der Déchets Autorisatioun N°96/CD/08 steet: «Avant de passer dans la conduite en question, les eaux de percolation doivent passer par une installation permettant de régler leur débit en fonction de la disponibilité de capacité dans la station d'épuration (...). La capacité de retenue d'eaux de percolation doit être telle, qu'en aucun cas il existe un danger pour l'environnement humain ou naturel même lors de pluies abondantes.»



Et schéngt awer, datt dem SIDEC seng Waasserlagercapacitéit et net packt, wann et vill reent.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir d'nohaltig Entwécklung an un den Här Innenminister stellen:

1. Wann déi biologesch Rescht-offallbehandlung esou ewéi et um Internetsite vun der SIDEC propagéiert gëtt, korrekt géif funktionnéieren, op Grond vu wat fir enge Emstänn ass dann nach verschiddentlech Sickerwaasser op lerpeldeng gelaf?

2. Hu staatlech oder neutral Experten iwwerpréift ob d'Konditioun vum der Autorisatioun N°96/CD/08 um Terrain respektéiert ginn? Wa jo, wat sinn hir Konklusiounen?

Réponse commune (18.2.2011) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Datt no der Abetriebnahme vun dëser Aariichtung weider Waasser iwwert Kläranlag Bleesbréck entsuergt gëtt, ass dorop zréckzeféieren, datt bei grouse Reemassen, kuerzfristeg sou vill Sickerwaasser ufale kann, datt d'Behandlungskapacitéit vun der mechesch/biologescher Anlag iwwerfuert ass. Op dësen Emstand gouf och schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0977 vum 27. Oktober 2010 higewisen (cf. compte rendu n°6/2010-2011).

Hauptsächlech an de Wantermeint, wou an der mechesch/biologescher Anlag op Grond vun den atmosphäresche Bedéngunge manner Sickerwaasser ka verdonst ginn, obwuel d'Offer vun der thermescher Energie an der Biologie méi oder weiniger konstant bleift, kënn et dann zu engem Sickerwaasseriwverschoss, deen iwwert d'Kläranlag muss entsuergt ginn.

Och kann et emol an engem kuerzen Zäitraum, an dat onofhängeg vun den atmosphäresche Bedéngungen, zu aussergewéinlechen Nidderschlagsquantitéiten kommen, fir déi d'Reckhalcapacitéite fir d'Sickerwaasser net duer ginn, déi op zéngjäreg Nidderschlagsereegnesser dimensionéiert goufen.

2. De gesamte Projet vun dem Réaménagement an der Vergrößerung vun der Décharge ass vun Organismes agrées suivéiert ginn. Verschidden Elementer si schonns an Deelreceptiounen ofgehall, well se zu engem spéideren Zeitpunkt net méi visuall nogekuckt kënnen ginn. Verschidde vun dësen Elementer si schonns a Betrieb. Un aneren Elementer ass nach bis vira kuerzem geschafft ginn. Duerfir ass eng definitiv Gesamtreceptioun bis ewell nach net duerchgefouert ginn.

D'Ëmweltverwaltung huet elo, den 2. Februar 2011 dem Organisme agréiert gréng Luucht ginn, fir déi definitiv Endabnahm duerchzeféieren. An deem Zusammenhang wäerten dann och all déi Deelreceptiounen an dësen Dossier erafléissen, mä och all déi Elementer, déi bis ewell nach net ofgehall goufen.

Zu den ofgehallenen Elementer, wou Ofwäichungen zu de Genehmigunge festgestallt goufen, huet de SIDEC Stellung geholl, entsprechend de Virgawe vum de Genehmigunge. Doropshi sinn d'Elementer entweder an d'Rei gesat ginn oder, wann dat technesch méi sënnavoll war, sinn d'Genehmigunge op Grond vun enger Demande modifizéiert ginn.

Question 1154 (11.1.2011) de M. Ali Kaes (CSV) concernant le mode de calcul des frais de scolarité:

Dans sa réponse à une question parlementaire relative au calcul des frais de scolarité, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a précisé les fournitures en nature qui doivent être prises en compte pour le calcul des frais de scolarité. En plus, elle a également énuméré une série d'éléments qui ne sont pas à retenir pour le calcul de ces frais (cf. compte rendu n°8/2010-2011 - question parlementaire n°1089).

Or, il me revient qu'un certain nombre de communes ignorent respectivement refusent ces précisions et intègrent d'autres dépenses dans le calcul de leurs frais de scolarité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre entend-elle modifier le règlement grand-ducal du 14 mai 2009 en y précisant les fournitures en nature?

- Dans la négative, quelles sont les mesures que la Ministre entend prendre afin de résoudre cette problématique dans le futur?

- Ne devrait-on pas fixer pour chaque année scolaire un plafond maximal pour les frais de scolarité?

Réponse (7.2.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Dans sa séance du 28 janvier 2011 le Conseil de Gouvernement a adopté un projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité.

Aux termes de la nouvelle formulation de l'article 4 du règlement grand-ducal précité, «le conseil communal de la commune d'accueil détermine la redevance annuelle pour frais de scolarité qui ne peut dépasser six cents euros par élève».

Question 1155 (11.1.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le signal d'alarme d'un chantier:

Selon un article de presse de ce jour, une alarme de chantier a sonné tout le weekend dernier sur le site Belval, près du centre de musique «Rockhal». C'est seulement le lundi matin qu'un responsable a enfin éteint le système, alors que les riverains et les clients des magasins du site avaient dû supporter 40 heures de nuisances sonores plus qu'importantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles ont été les raisons de l'alerte?

- Pourquoi le signal d'alarme a-t-il retenti pendant 40 heures d'affilée?

- Quelles sont les démarches que Monsieur le Ministre envisage afin d'éviter un tel scénario dans le futur?

Réponse (23.3.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert au sujet d'une alarme de chantier près de la Rockhal ayant sonné apparemment tout le weekend du 8 janvier 2011. Ainsi, «les riverains et les clients avaient dû supporter 40 heures de nuisances sonores plus qu'importantes».

En effet, pour cause de fortes rafales de vent, le système de sécurité d'une grue s'est déclenché.

Étant donné que personne n'a contacté les entreprises en cause, à savoir le propriétaire de la grue ou la société en charge de la sécurité sur le chantier, dont les coordonnées sont affichées à l'entrée du chantier, qui dispose d'un service de dépannage 24 heures sur 24 et sept jours sur sept et qui aurait pu arrêter l'alarme, cette dernière a continué jusqu'à lundi matin à l'arrivée des ouvriers sur le chantier.

À noter encore que des inconnus se sont introduits sur le chantier en cause et ont manipulé un tableau électrique en déconnectant tous les câbles, à l'exception de celui lié au système de sécurité de la grue.

Enfin, il est difficile d'imaginer des mesures concrètes pour éviter de tels événements imprévus et imprévisibles. Il faut noter que, comme la loi le prévoit, il est veillé à ce que les informations sur les sociétés présentes sur le chantier, y compris leurs numéros de téléphone soient affichés dans l'avis préalable à l'entrée du chantier. Elles sont constamment mises à jour dès qu'une nouvelle entreprise arrive sur le chantier.

Question 1156 (11.1.2011) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la conduite sous l'emprise de drogues:

Alkoholmissbrauch im Straßenverkehr wird auf die verschiedensten Arten bestraft. In diesem Sinne möchte ich dem Herrn Minister einige Fragen mit Bezug auf Drogenkonsum im Allgemeinen und Cannabiskonsum im Besonderen stellen:

1) Wie ist das Vorgehen der Polizei bei Drogenverdacht hinter dem Steuer eines Fahrzeuges?

2) Wo werden die entsprechenden Analysen ausgewertet und wie lange dauert es, bis ein Resultat zur Verfügung steht?

3) Was geschieht mit Autofahrern, deren Untersuchungsergebnisse hohe Cannabismenge aufweisen, die aber schon längere Zeit kein Cannabis mehr konsumiert haben (bekanntlich kann Cannabis noch bis zu sechs Wochen nach dem Konsum im Urin und bis zu sechs Monaten in den Haaren nachgewiesen werden)?

4) Ab welchem Grenzwert darf der Autofahrer nicht mehr Autofahren, ab wann bekommt er Punkte und ab welchem Wert wird der Führerschein eingezogen?

Réponse commune (23.3.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des informations au sujet des modalités de contrôle et de poursuite de la conduite d'un véhicule sous l'emprise de drogues en général, et après avoir consommé du cannabis en particulier, ainsi que sur les sanctions afférentes.

L'article 12 paragraphe 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit que les membres de la Police grand-ducale procèdent à un test déterminé, décrit à l'article 12, s'il existe un indice grave faisant présumer qu'une personne aura conduit un véhicule sous l'influence de drogues. Le test, s'il s'avère positif, est complété par une prise de sang et une prise d'urine. Le règlement grand-ducal d'application déterminant l'exécution et l'application de tests standardisés est actuellement en instance de finalisation.

Les analyses en question sont effectuées par le Laboratoire National de Santé et les résultats de ces analyses sont, endéans la quinzaine, directement transmis au parquet compétent.

La poursuite judiciaire appartient évidemment à la seule autorité judiciaire.

Les seuils légaux à partir desquels l'infraction, consistant dans la conduite d'un véhicule sous l'emprise de drogues, est établie, sont repris au point 1 du paragraphe 4 de l'article 12 précité.

Ci-après l'extrait afférent:

Table with 2 columns: Substance, Taux (ng/mL). Rows include THC (2), Amphétamine (50), Méthamphétamine (50), MDMA (50), MDA (50), Morphine (libre) (20), Cocaïne (50), Benzoylcegonine (50).

La conduite sous l'emprise de drogues constitue un délit qui est puni par un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 500 à 10.000 euros ou d'une de ces peines seulement. Les tribunaux peuvent par ailleurs assortir ces peines d'une interdiction de conduire de trois mois à 15 ans. Une telle condamnation comporte pour de plus dans le chef de la personne concernée, une réduction de quatre points du capital de points dont est doté le permis de conduire et peut avoir pour conséquence une mesure administrative de retrait ou de restriction du permis de conduire, prise sur base de l'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée.

Question 1157 (11.1.2011) de M. Jean Colombero (ADR) concernant les déchets plastiques et pollution marine:

Plastikabfälle zerfallen einer Studie zufolge im Meer sehr viel schneller als bisher angenommen. Dadurch gelangen zum Teil sehr gefährliche Bestandteile ins Wasser. Die Meeresschutzorganisation OCEANA schätzt, dass weltweit jede Stunde 675 Tonnen Müll direkt ins Meer entsorgt werden, die Hälfte davon besteht aus Plastik.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was geschieht mit den Plastikabfällen aus den luxemburgischen Haushalten?

2) In welcher Weise und durch welche staatlichen Stellen wird das Recycling der Plastikabfälle kontrolliert?

3) Kann der Herr Minister sicher behaupten, dass keine Plastikabfälle aus Luxemburg in die Flüsse und Meere gelangen?

Réponse (4.2.2011) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

La question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Jean Colombero concerne la gestion des déchets de plastiques au Luxembourg.

1) Au Luxembourg les déchets de plastiques en provenance des ménages privés tombent sous la responsabilité des villes et communes. Lorsqu'il s'agit d'emballages, la responsabilité revient toutefois aux producteurs et importateurs de ces emballages et des produits emballés.

Depuis le début des années 90, les communes et syndicats intercommunaux ont mis en place un réseau de centres de recyclage qui visent entre autres la collecte sélective des différentes catégories de déchets de plastiques. En 2008, 1.113 tonnes de déchets de plastiques ont été collectés dans ces centres de recyclage pour être soumis ensuite à une opération de valorisation ou de recyclage.

La gestion des emballages et des déchets d'emballages au Grand-Duché de Luxembourg tombe sous le champ d'application du règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1998 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages. Les producteurs et importateurs d'emballages, y inclus les emballages en plastiques ont une obligation de reprise et de recyclage de ces emballages devenus déchets. Ces obligations peuvent être respectées soit par la mise en place d'un système individuel de reprise et de recyclage, soit par la participation à un organisme agréé. À cette fin les producteurs/importateurs d'emballages ont créé l'a.s.b.l. Valorlux qui dispose depuis février 2003 d'un agrément du Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Dans le cadre des collectes porte-à-porte des sacs PMC, organisées et financées par l'a.s.b.l. Valorlux, 2.722 tonnes de déchets d'emballages ont pu être soumis à un procédé de recyclage en 2009.

Les déchets plastiques contenus encore dans les déchets ménagers résiduels et les déchets encombrants sont collectés par les communes ou les syndicats de communes dans le cadre des collectes régulières effectuées pour ces déchets. Ces déchets sont alors transférés vers les installations des syndicats SIDEC, SIGRE et SIDOR. Dans l'installation de prétraitement mécanique du SIDEC, la fraction d'une taille supérieure à 80 mm est retirée. Cette fraction comporte surtout des déchets à haut pouvoir calorifique dont également des déchets plastiques. Cette fraction de déchets est soumise à un traitement thermique.

Certaines communes soumettent leurs déchets encombrants encore à un tri intermédiaire. Lors de ce tri, les fractions pouvant

être valorisées ou recyclées sont retirées pour les remettre ensuite à une opération de valorisation. Les fractions non recyclables sont soumises à une opération d'élimination.

Il faut rappeler dans ce contexte, que plusieurs initiatives ont été prises au cours des dernières années pour prévenir la production de déchets de plastiques:

a) Introduction de l'Éco-sac

En collaboration avec Valorex et la CLC, le projet Éco-sac a été lancé en 2004 dans les magasins de vente. En 2002, quelque 70 millions de sacs à usage unique ont encore été mis sur le marché luxembourgeois. Suite à l'introduction de l'Éco-sac et l'obligation de faire payer pour le sac de dépannage, le nombre de sacs plastiques à usage unique mis sur le marché a considérablement diminué pour atteindre un niveau de 6,6 millions en 2009. On peut estimer qu'en 2009 cette action a permis de prévenir 465 tonnes de déchets de plastiques par rapport à l'année de référence 2002.

b) Projet-pilote des gobelets réutilisables

En collaboration avec l'ÖkoFonds, un projet-pilote a été mené en 2007 concernant l'utilisation lors de manifestations de gobelets réutilisables au lieu de gobelets à usage unique. Désormais un opérateur professionnel offre ce service au Luxembourg.

c) Projet-pilote du Ministère du Développement durable et des Infrastructures avec la ville de Luxembourg

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a lancé un projet-pilote avec la ville de Luxembourg qui vise à organiser en 2011 des manifestations dans le respect de l'environnement. Est visée essentiellement la réduction des déchets lors des manifestations publiques par la mise en place d'un système de consigne et l'utilisation d'emballages réutilisables.

2) Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi modifiée du 17 juin 1994, chaque établissement ou entreprise qui assure à titre professionnel ou commercial le ramassage et le transport de déchets au Luxembourg doit disposer d'une autorisation ministérielle pour cette activité. Dans le cadre de l'exécution de cette autorisation, le bénéficiaire doit remettre à l'Administration de l'Environnement un rapport annuel, mentionnant pour chaque type et catégorie de déchets les quantités, les destinations ainsi que les procédés de traitement.

Selon les dispositions de l'agrément de l'a.s.b.l. Valorex, l'organisme doit également remettre chaque année un rapport à l'Administration de l'Environnement renseignant sur les quantités de déchets d'emballages collectés, recyclés, valorisés et éliminés en indiquant pour les différents matériaux d'emballages, l'origine, les transporteurs et négociants des déchets ainsi que les informations concernant les destinataires finaux de ces déchets.

De plus, en collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises, l'Administration de l'Environnement effectue de manière régulière des contrôles routiers en matière de transfert de déchets.

3) La législation en matière de gestion des déchets impose pour différentes activités dans ce domaine des autorisations préalables. Sont surtout concernées les activités de collecte, de négoce, de courtage, de traitement, de valorisation et d'élimination des déchets. Dans le cadre de l'instruction de ces demandes d'autorisation, il est contrôlé si les déchets en question sont gérés de façon à ne pas nuire à l'environnement ou à la santé humaine. Est également contrôlé, notamment dans le cadre des demandes d'autorisation de négoce et de courtage, si pour les déchets à gérer, les destinataires proposés dans les dossiers de demande disposent d'autorisations appropriées et utilisent des procédés de traitement respectueux de l'environnement et de la santé humaine.

Lorsque les contrôles mentionnés ci-dessus ne permettent pas de conclure que la protection de l'environnement et de la santé humaine peut être garantie, l'autorisation n'est pas accordée. Comme atteinte à l'environnement, il faut entendre également le déversement de déchets, y compris les déchets plastiques dans le milieu aquatique.

Par ailleurs, l'abandon de déchets, y compris de déchets de plastiques dans des rivières ou dans la mer est à considérer comme une élimination illégale à la législation en vigueur et peut dès lors être sanctionné.

En ce sens, il peut être exclu que des déchets plastiques d'origine luxembourgeoise aboutissent dans le milieu fluvial ou marin. Il est évident que nul ne peut exclure des actes illégaux.

Question 1158 (11.1.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **préretraite pour travail posté**:

Die zurzeit gültige Regelung was die „Préretraite pour travail posté“ angeht, erlaubt es einem Arbeitnehmer, der während 20 Jahren im Schichtdienst tätig war, mit 57 Jahren in den vorgezogenen Ruhestand zu gehen. Viele der Betroffenen Arbeitnehmer haben allerdings schon vor Erreichen des 57. Lebensjahres mit massiven gesundheitlichen Problemen zu kämpfen, die hauptsächlich durch das Arbeiten während den Nachtschichten hervorgerufen werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ist der Herr Minister nicht auch der Ansicht, dass diesen Personen die Möglichkeit gegeben werden sollte bereits mit Erreichen des 55. Lebensjahres in den Genuss des vorgezogenen Ruhestands zu kommen?

2) Ist der Herr Minister eventuell bereit eine Gesetzesvorlage auszuarbeiten, welche die Sozialgesetzgebung in diesem Punkt ändert?

Réponse (22.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Da zum jetzigen Zeitpunkt ein Expertenteam, bestehend aus Vertretern der Generalinspektion der sozialen Sicherheit und der nationalen Pensionskasse, die verschiedenen Möglichkeiten einer umfassenden Rentenreform überprüft und die betreffenden Berechnungen durchführt, scheint es mir im Moment verfrüht, Stellung zu dem Vorschlag des ehrenwerten Abgeordneten zu nehmen.

Weiterhin möchte ich den ehrenwerten Abgeordneten auf die diesbezügliche Orientierungsdebatte in der Abgeordnetenkammer hinweisen.

Question 1160 (12.1.2011) de **M. Mill Majerus** (CSV) concernant le **rapport d'activité 2009 du Ministère de la Famille et de l'Intégration et en particulier sur le volet de l'adoption**:

1) Dans son rapport d'activité 2009, le Ministère de la Famille, en sa qualité d'autorité centrale, énumère ses compétences en matière d'adoption (voir, division IV, chapitre 11, point 11.1). Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les critères, voire les dispositions légales ou réglementaires, sous-jacents à cette liste des missions énumérées?

2) Selon le même rapport et conformément à la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant, le Ministère de la Famille est compétent pour donner et retirer l'agrément aux services d'adoption. Dans ce contexte, Madame la Ministre peut-elle m'informer:

a) sur le nombre des services agréés, des services conventionnés et des services opérationnels;

b) sur la spécificité de l'engagement des services agréés;

c) sur les critères de l'octroi, voire du retrait, de l'agrément;

d) sur l'appréciation de la qualité des intervenants des services agréés;

e) sur l'évaluation des démarches des services agréés en matière de formation préalable et sur le plan des initiatives de suivi psychosocial des familles adoptives;

f) sur les procédures administratives requises au vu du renouvellement de l'agrément et sur la préoccupation requise afin de mettre en mesure les services concernés d'assurer leur mission en collaboration avec les autorités étrangères, dans un esprit de continuité.

3) Au point 11.2 du rapport, il est question de sept dossiers particuliers sur les 186 dossiers individuels traités. Madame la Ministre peut-elle partager l'appréciation qu'au vu de la situation particulière de notre pays, il est délicat d'exposer en détail, dans un document accessible au grand public, les motifs pour lesquels des démarches d'adoption ont été interrompues?

4) D'après les appréciations des représentants des services d'adoption, le nombre des adoptions Internationales réalisées au Luxembourg risque de diminuer, à moins d'obtenir l'ouverture de pays d'origine supplémentaires. Madame la Ministre partage-t-elle cette appréciation? Peut-elle m'informer sur les démarches éventuelles en ce sens du Gouvernement luxembourgeois? La politique en matière d'adoption constitue-t-elle un élément au niveau de la coopération avec les pays-cibles du Luxembourg?

5) Le programme gouvernemental pour la période 2009-2014 prévoit une réforme législative relative à l'adoption. Madame la Ministre peut-elle m'informer sur l'évolution des démarches y relatives? Pourrait-on envisager qu'une nouvelle loi créerait un cadre global qui réglerait entre autres les aspects suivants:

- les missions de l'autorité centrale;

- les conditions d'agrément des services d'adoption;

- le bénéfice du congé parental au profit des parents accueillant des enfants plus âgés;

- l'archivage national des dossiers d'adoption?

Réponse (17.2.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Les compétences du Ministère de la Famille et de l'Intégration en tant qu'autorité centrale en matière d'adoptions figurant au rapport d'activités 2009 lui sont attribuées par la loi du 14 avril 2002 portant notamment approbation de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, convention abrégée par la suite sous «CLH».

Ces compétences sont les suivantes:

- Le Ministère de la Famille est gestionnaire de toutes les demandes émanant de résidents du territoire luxembourgeois d'adopter un enfant résident d'un autre État (conf. art.14 CLH).

- Il établit pour les demandeurs qu'il considère qualifiés et aptes à adopter, un rapport contenant des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge et transmet ce rapport à l'autorité centrale du pays d'origine de l'enfant à adopter (conf. art.15 CLH).

- Il est destinataire d'un rapport de l'autorité centrale du pays d'origine sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs sur son constat sur le placement (conf. art.16.2. CLH).

- Il transmet à l'autorité centrale du pays d'origine l'accord ou le désaccord des parents adoptifs (conf. art.17.b CLH).

- Il veille, avec l'autorité centrale du pays d'origine à ce que le déplacement de l'enfant s'effectue en toute sécurité (conf. art.19.2. CLH).

- Il informe l'autorité centrale du pays d'origine sur les mesures prises pour mener l'adoption à terme ainsi que sur le déroulement de la période probatoire éventuellement requise (conf. art.20 CLH).

- Il prend toutes mesures utiles à la protection de l'enfant s'il considère qu'après le déplacement de l'enfant à Luxembourg, le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil n'est plus de son intérêt supérieur (conf. art.21 CLH).

- Il veille à conserver les informations qu'il détient sur les origines de l'enfant, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille. Il assure l'accès de l'enfant ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés (conf. art.30 CLH).

- Il a la responsabilité de veiller à ce que les mesures utiles soient prises, s'il est informé pour une autorité compétente qu'une des dispositions de la Convention de La Haye a été méconnue ou risque manifestement de l'être (conf. art.33 CLH).

- Il collabore avec les autorités des pays d'origine et les informe

de manière générale sur la législation, les procédures et les intermédiaires dans le pays d'accueil (conf. art.7 CLH).

- Il prend des mesures pour prévenir les gains matériels indus et pour empêcher des pratiques contraires aux finalités de l'adoption (conf. art.8 CLH).

- Il promeut les services de conseil pour l'adoption et son suivi (conf. art.9c CLH).

- Il répond aux demandes d'information sur une situation particulière d'adoption formulée par d'autres autorités centrales ou par des autorités publiques (conf. art.9e CLH).

2. a) Le nombre de services d'adoption opérationnels agréés est de quatre. Les organismes gestionnaires de ces services, l'Amicale Internationale d'Aide à l'Enfance a.s.b.l., La Croix-Rouge luxembourgeoise, Naledi a.s.b.l. et Luxembourg-Pérou a.s.b.l., ont tous signé une convention avec l'État en vue de la couverture du déficit d'exploitation de leur service d'adoption.

b) Les obligations incombant aux services d'adoption sont énumérées aux articles 4 à 7 de la loi du 31 janvier 1998, pour autant que la loi du 14 avril 2002 portant notamment approbation de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, plus récente, n'a pas transféré certaines de ces missions en partie ou en totalité soit aux instances judiciaires, soit à l'autorité centrale.

Ainsi, l'autorité compétente pour constater, par une ordonnance, que le(s) futur(s) parent(s) adoptif(s) est/sont qualifié(s) et apte(s) à adopter, que celui/ceux-ci a/ont été entouré(s) des conseils nécessaires et que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente au Luxembourg est le tribunal d'arrondissement du lieu de résidence du ou des futur(s) parent(s) adoptif(s). L'ordonnance rendue par le tribunal d'arrondissement constitue en quelque sorte un «agrément judiciaire».

Pour rendre cette ordonnance, «le tribunal s'entoure de tous renseignements utiles. Il se fait remettre les pièces dont il juge l'examen nécessaire. Il peut faire procéder à des enquêtes dans les formes qu'il détermine soit par un juge délégué, soit par le Ministère public, soit par toutes personnes qualifiées. Il peut ordonner la comparution personnelle de toutes les parties intéressées, y compris les parents de l'adopté même majeur», conformément aux dispositions de l'article 1038 du Nouveau Code de procédure civile.

Dès lors, en absence d'un service public spécialisé pour préparer l'agrément judiciaire, le dossier constitué par le service d'adoption conformément aux dispositions de l'article 4 c) de la loi du 31 janvier 1998 est destiné à être soumis par le(s) futur(s) parent(s) adoptif(s) au tribunal dans le cadre de leur requête pour une ordonnance.

Par la suite, ce même dossier fait partie du rapport relatif aux requérants que l'autorité centrale luxembourgeoise transmet à l'autorité centrale du pays d'accueil, conformément aux dispositions de l'article 15.2 CLH.

La constitution d'un dossier comprenant un examen médical et un bilan psychologique pour chaque enfant à adopter, une obligation qui incombe aux ser-



vices d'adoption agréés en application de l'article 4 e), est dorénavant une obligation qui incombe, dans le cas des adoptions internationales, à l'autorité centrale du pays d'origine de l'enfant, en application de l'article 16 CLH.

c) d) et f) Les critères d'octroi ou de retrait de l'agrément sont fixées par la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption (...).

Les conditions d'agrément peuvent être résumées comme suit:

- Seule une personne morale sans but lucratif peut être organisme gestionnaire d'un service d'adoption.

- La personne physique chargée de la gestion des affaires doit être qualifiée et/ou expérimentée.

- Le service doit prouver la collaboration d'une équipe pluridisciplinaire et la qualité des intervenants (cette condition est vérifiée sur base d'une copie des diplômes ou autorisations d'exercer et d'un engagement écrit à la collaboration à l'équipe multidisciplinaire et au secret professionnel).

- Les représentants de l'organisme gestionnaire et la personne physique chargée de la gestion des affaires doivent être honorables (cette condition est vérifiée par le Ministre de la Justice).

- Le service d'adoption doit respecter un certain nombre d'obligations concernant les services prestés par lui et doit pouvoir justifier du respect de ces obligations.

- L'organisme gestionnaire doit tenir une comptabilité qui permet de mettre en évidence les comptes qui concernent le service d'adoption.

L'agrément est donné par le Ministre de la Famille, sur avis du Ministre de la Justice, pour une durée de trois ans.

L'agrément est renouvelé suite à la vérification par le Ministre de la Famille que les conditions d'agrément sont toujours remplies et sur avis du Ministre de la Justice.

L'agrément peut être retiré par le Ministre de la Famille, sur avis du Ministre de la Justice, lorsque les conditions d'agrément ne sont plus remplies.

e) La sensibilisation à l'adoption est dispensée par le service conventionné «maison de l'adoption». Cette activité fait l'objet d'une évaluation par les participants, en vue d'améliorer constamment le service et de l'adapter au mieux aux besoins des futurs adoptants. Ainsi le nombre d'unités de cours de sensibilisation a été augmenté de huit heures jusqu'à présent à douze heures à partir de 2011, compte tenu entre autres des échos des participants. En ce qui concerne le suivi psychologique et social, il y a lieu de distinguer les visites de suivi qui donnent lieu aux rapports post-adoptifs, à la fourniture desquels le Luxembourg s'est engagé envers les pays d'origine concernés, qui en fixent le nombre et la fréquence, et les offres de conseil psychologique et social que le service «maison de l'adoption» propose aux familles adoptives et aux adoptés adolescents ou adultes. La qualité des rapports de suivi est vérifiée par les autorités centrales des pays d'origine, alors que la qualité des offres de consultation ne fait, à l'heure actuelle, l'objet d'aucune évaluation directe et structurée.

3. Toutes les informations présentées au rapport d'activités ont été rendues anonymes, et seules les personnes concernées pourraient reconnaître leur situation. Le fait que la présentation de chiffres détaillés aboutit dans un pays de la taille du nôtre à des valeurs souvent très faibles ne doit pas nous empêcher de mettre en évidence des informations importantes comme le nombre d'adoptions intrafamiliales ou les raisons de l'annulation des procédures.

4. Le nombre d'enfants abandonnés pour lesquels une famille adoptive ne peut pas être trouvée à l'intérieur de son pays natal et qui sont par la suite adoptables par des adoptants vivant dans un autre pays est en diminution. Le Luxembourg se voit également proposé moins d'enfants par les pays d'origine avec lesquels nous collaborons en matière d'adoption internationale. Ces pays sont actuellement Haïti, la Colombie, le Pérou, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Corée du Sud, la Bulgarie et l'Ukraine.

Actuellement le Gouvernement est en cours de négociation d'un accord bilatéral avec le Pérou et compte progressivement stabiliser par des accords bilatéraux les relations avec les autres pays d'origine. Plusieurs pays d'origine supplémentaires sont actuellement à l'étude en vue d'augmenter le nombre d'enfants proposés aux résidents de notre pays et d'éviter une attente trop longue aux familles candidates pour une adoption.

5. Le Ministre de la Justice a déposé en date du 10 août 2010 le projet de loi 6172 portant réforme du mariage et de l'adoption et modifiant:

- a) le Code civil,
- b) le Nouveau Code de procédure civile,
- c) le Code d'instruction criminelle,
- d) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
- e) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
- f) la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création d'un congé d'accueil pour salariés du secteur privé,
- g) la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

Outre l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, le Gouvernement propose, par ce projet de loi, de privilégier l'adoption dite simple par rapport à l'adoption plénière et d'ouvrir l'adoption simple à toutes les personnes mariées de sexe différent ou de même sexe, ainsi qu'aux partenaires au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004, de sexe différent ou de même sexe.

D'autres modifications proposées sont les suivantes:

- l'âge minimum pour adopter est fixé uniformément à 25 ans,
- l'adoption de l'enfant du partenaire est introduite,
- le critère de l'âge pour recueillir le consentement de l'adopté mineur est remplacé par celui de la capacité de discernement,
- le fait d'avoir, dans un esprit de lucre, provoqué ou incité des parents ou l'un d'eux à abandonner leur enfant né ou à naître devient punissable à Luxembourg même s'il a été commis à l'étranger,
- celui qui aura tiré un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption sera poursuivi et jugé à

Luxembourg même si les faits ont eu lieu à l'étranger,

- un adoptant ou un des deux membres d'un couple d'adoptants bénéficie d'un congé d'accueil de huit semaines, voire douze semaines en cas d'adoption multiple, indépendamment de l'âge de l'enfant mineur,

- l'enfant adopté qui deviendrait apatride par l'effet de l'adoption obtient la nationalité luxembourgeoise.

Question 1161 (4.1.2011) de **M. André Bauler (DP)** concernant la **sensibilisation et responsabilisation des jeunes par rapport aux risques du téléchargement et d'Internet:**

Il est un fait que les jeunes sont souvent très exposés aux risques d'Internet, notamment en ce qui concerne les conséquences juridiques et financières liées au téléchargement de films, de musiques ou encore de sonneries pour le téléphone mobile. Dans nombre de cas, les consommateurs mineurs ne sont guère conscients des responsabilités et des pièges qui se présentent dans ce domaine.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Outre la campagne «Nackt im Netz», Madame la Ministre peut-elle m'informer d'éventuelles démarches de sensibilisation lancées par son département en la matière? Avec quels partenaires le Ministère coopère-t-il à l'heure actuelle afin de responsabiliser davantage les jeunes?

- Le Ministère organise-t-il des formations spécifiques dans le domaine de la protection du consommateur, par exemple dans le cadre d'une approche interdisciplinaire? Quelles sont les disciplines de l'ES et de l'EST qui proposent une analyse critique du monde des médias et des dangers qu'il révèle? Une approche pédagogique par projets, telle qu'elle est favorisée par exemple en Allemagne, est-elle envisagée par le Ministère?

- Existe-t-il des initiatives analogues au niveau des écoles fondamentales?

Réponse (7.2.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

En ce qui concerne les démarches de sensibilisation en relation avec la sécurité sur Internet, mes services sont concrètement actifs en la matière depuis plus d'une dizaine d'années déjà. En effet, l'impact des nouveaux médias sur les jeunes ainsi que sur la société entière a été observé et suivi de très près. Diverses démarches de sensibilisation et de responsabilisation ont été conçues afin de familiariser les élèves de l'école fondamentale et de l'enseignement secondaire avec l'outil performant qu'est l'Internet. Vu la complexité du sujet, mes services ont très tôt reconnu la nécessité de s'associer à des professionnels du domaine Internet, tant au niveau du secteur public que du secteur privé.

En 2003 la cellule CASES du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et l'initiative «Luxembourg Safer Internet» (LuSI) ont lancé, en collaboration avec le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogique et technologique (SCRIPT) des séances de sensibilisation aux risques liés à

l'utilisation des nouvelles technologies de la communication dans les écoles du Luxembourg. Depuis 2006, tous les élèves des classes de septième doivent suivre une session d'information d'une durée de deux leçons sur le thème de la sécurité de l'information. Pour les autres tranches d'âge, des séances adaptées au public cible peuvent être sollicitées sur base volontaire. En général, les sessions sont proposées pour l'école fondamentale à partir du cycle 3.1.

Au delà de l'utilisation pertinente de l'Internet, téléphones mobiles, ordinateurs, et consoles de jeux font de nos jours partie de la vie courante et sont tout naturellement utilisés. Depuis l'émergence du web 2.0, le nombre d'internautes actifs augmente continuellement. Les risques et les dangers augmentent avec l'utilisation accrue de l'Internet. Souvent les enfants et les jeunes sont inconscients des risques qu'ils prennent. Les connaissances et les réflexes appropriés font souvent défaut. Avec le développement du volet social des échanges sur Internet comme Facebook et Twitter, les aspects liés aux droits et devoirs sur Internet deviennent de plus en plus importants. Les jeunes doivent donc être sensibilisés afin de profiter de manière plus sûre des avantages des nouvelles technologies. La sensibilisation doit porter sur les aspects techniques, mais aussi comportementaux. Le thème clé est «compétence médias».

Les différentes phases d'intervention auprès du public cible ont connu plusieurs dénominations. Tout au début «MySecureIT», devenu alors «Luxemburg sicher im Netz» et désormais, les différents thèmes liés à l'utilisation sûre et responsable d'Internet sont actuellement abordés sous le nom de BEE SECURE. Les contenus des sessions continuent toujours à être élaborés en concertation avec les responsables de mon Ministère et de la cellule CASES. Les aspects techniques ainsi que le catalogue des comportements recommandés sont expliqués de manière adaptée à l'âge des élèves et au niveau de compétence des élèves. Les formations ont lieu de manière interactive et comprennent des éléments multimédia. Sur demande, des sujets particuliers peuvent être approfondis lors des sessions: réseaux sociaux, le cyberharcèlement, le téléphone portable, ... L'expérience a montré qu'il est opportun d'organiser en parallèle une soirée d'information pour les parents des élèves ciblés par la formation. Ainsi, les sujets peuvent être approfondis à la maison. Pour les enseignants, des modules de formation continue sont également proposés.

Diverses campagnes ont été menées ensemble avec les partenaires déjà cités ainsi que diverses publications ont été élaborées: Campagnes de sensibilisation à haute diffusion

2008	«Nackt im Netz», campagne sur la protection de la vie privée
2009/2010	«Droits des enfants sur Internet», concours de chansons accompagné d'un projet pédagogique
2010	«Mot de passe usé?», campagne sur la sécurité des mots de passe

Publications pédagogiques

2008	«Lucky Luke - L'arnaque» 2008
2008	«Sicherheitsratgeber»
2009	«Leitfaden für Informationssicherheit»
2010	«Kuck mat wat deng Kanner maachen!», «Sicherheitskit für die Familie»
2010	«Handybooklet»

Question 1162 (10.1.2011) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant **l'évolution de la démographie médicale:**

Suite à l'annonce du départ en retraite du seul chirurgien transplantateur travaillant au Luxembourg et son probable non-remplacement dans un avenir proche, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées concernant l'évolution de la démographie médicale au Luxembourg pour les dix dernières années?

- Monsieur le Ministre peut-il également m'informer sur la situation en médecine générale et dans les autres professions de santé (infirmiers, aides-soignants, etc.)?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les domaines médicaux dans lesquels nous risquons d'être confrontés à un manque de spécialistes?

- Qu'en est-il de la répartition régionale des médecins spécialistes?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'introduction des centres de compétence pourra pallier ce manque de spécialistes?

- Monsieur le Ministre est-il convaincu que la démographie médicale actuelle pourra répondre aux besoins d'une population vieillissante? Comment Monsieur le Ministre entend-il tenir compte des besoins accrus en ce qui concerne les soins de santé?

Réponse (4.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Je me permets tout d'abord de rappeler à l'honorable Député ma réponse à la question parlementaire n°0967 relative à la démographie médicale (cf. *compte rendu n°5/2010-2011*).

Par ailleurs, et pour autant que les qualifications professionnelles des migrants communautaires, qu'il s'agit de médecins ou de professionnels de la santé, répondent aux critères du droit communautaire, ceux-ci peuvent librement s'établir sur le territoire de l'Union européenne, donc y compris au Luxembourg.

En ce qui concerne les centres de compétence, leur création permettra sans aucun doute d'accroître la concentration des spécialistes et de développer l'excellence.

Entre les années 2005 et 2009, l'évolution de la démographie médicale au Luxembourg se présente comme suit:



Médecins en activité	2005	2006	2007	2008	2009
Total Médecins généralistes	364	365	392	397	395
Total Médecins spécialistes	830	858	905	938	960
Total Médecins-dentistes	362	358	377	390	399

Ce relevé ne mentionne ni les médecins en voie de formation (MEVS), ni les médecins travaillant pour les administrations et la recherche, ni d'ailleurs les médecins dont le poste exclut tout contact direct avec les patients.

Quant à la répartition régionale des médecins spécialistes, le nombre de médecins spécialistes en activité est réparti sur quatre régions qui correspondent aux circonscriptions électorales (données de 2009, dernière année disponible).

Note: L'augmentation significative du nombre de professions de santé entre 2004 et 2005 est due à une modification dans la méthodologie de la mise à jour du registre des professions de santé, tout comme elle reflète également l'essor du secteur des soins de longue durée dans le cadre de l'assurance dépendance.

**Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral**

Région Nord:	Médecins spécialistes
Canton Clervaux	1
Canton Diekirch	111
Canton Redange	2
Canton Vianden	0
Canton Wiltz	30
Total Nord	144
Région Centre:	
Canton Luxembourg	546
Canton Mersch	7
Total Centre	553
Région Est:	
Canton Echternach	6
Canton Grevenmacher	15
Canton Remich	14
Total Est	35
Région Sud:	
Canton Esch-sur-Alzette	215
Canton Capellen	13
Total Sud	228
Total pays	960

Pour les professionnels de santé en activité, la situation se présente comme suit pour les années de 2000 à 2009:

www.chd.lu

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Aide-soignant	1.347	1.508	1.585	1.622	1.683	2.115	2.177	2.342	2.480	2.650
Assistant technique médical	440	459	480	478	490	556	584	606	631	656
Assistant d'hygiène social	128	134	136	110	110	127	120	109	106	101
Assistant senior	20	17	20	17	17	26	26	18	19	16
Assistant social	152	181	206	203	213	283	295	318	333	352
Diététicien	27	26	28	29	33	46	47	47	49	52
Ergothérapeute	93	112	135	123	133	189	202	215	241	254
Infirmier	2.731	2.907	3.060	3.197	3.302	4.027	4.071	4.260	4.468	4.743
Infirmier en anesthésie et réanimation	255	254	267	266	269	341	349	343	352	374
Infirmier en pédiatrie	154	162	176	173	180	225	224	211	217	230
Infirmier gradué	140	142	144	146	153	144	154	157	159	168
Infirmier psychiatrique	150	152	162	140	142	224	224	226	229	234
Laborantin	199	206	212	208	215	249	254	259	261	265
Masseur	31	35	35	35	36	43	44	42	43	40
Masseur-kinésithérapeute	298	306	333	357	378	445	489	555	714	769
Orthophoniste	39	40	43	35	36	48	49	58	66	68
Orthoptiste	7	8	8	10	10	10	10	11	11	10
Pédagogue curatif	28	24	25	26	27	26	29	30	35	38
Rééducateur en psychomotricité	12	14	17	15	16	24	28	32	39	45
Sage-femme	103	104	113	114	123	159	159	164	177	186
Total	6.354	6.791	7.185	7.304	7.566	9.307	9.535	10.003	10.630	11.251

Question 1163 (12.1.2011) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant la **prime COOL**:

Récemment le Gouvernement a procédé au prolongement et du régime des primes COOL pour la promotion des appareils électroménagers réfrigérants à basse consommation d'énergie (A++).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de demandes actuellement introduites pour la prime COOL?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de dossiers introduits n'ayant jusqu'à présent pas pu être enregistrés et traités?

- Dans quels délais les dossiers ont-ils été traités et à quels délais les demandeurs doivent s'attendre pour pouvoir bénéficier des primes en question?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les effectifs du personnel traitant ces demandes? Ces effectifs sont-ils suffisants? Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de remédier à cette situation?

Réponse (3.3.2011) de **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Eugène Berger, j'ai l'honneur de vous préciser que, depuis l'entrée en vigueur du régime d'aides financières pour la promotion des appareils électroménagers réfrigérants à basse consommation d'énergie (A++), plus de 23.100 dossiers de demande ont été introduits. Aucun retard au niveau du traitement de ces dossiers n'étant accusé, il s'avère que quelque 22.500 subventions ont déjà pu être accordées. 228 demandes ont dû être refusées en raison du non-respect des dispositions réglementaires en vigueur. Près de 400 dossiers de demande doivent encore être complétés par le requérant avant instruction définitive du dossier.

Question 1164 (12.1.2011) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant les **primes CAR-e et CAR-e plus**:

Récemment le Gouvernement a procédé au prolongement et à l'adaptation du régime des primes CAR-e et CAR-e plus pour voitures à faibles émissions de CO₂.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de demandes actuellement introduites pour les primes CAR-e et CAR-e plus?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de dossiers introduits n'ayant jusqu'à présent pas pu être enregistrés et traités?

- Dans quels délais les dossiers seront-ils traités et à quels délais les demandeurs doivent s'attendre pour pouvoir bénéficier des primes en question?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les effectifs du personnel traitant ces demandes? Ces effectifs sont-ils suffisants? Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de remédier à cette situation?

Réponse (4.3.2011) de **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**:

Depuis l'entrée en vigueur du régime d'aides financières pour la promotion des voitures à personnes à faibles émissions de CO₂ (primes CAR-e et CAR-e Plus), quelque 20.000 dossiers de demande ont été introduits. Plusieurs raisons sont à l'origine du retard que l'Administration de l'Environnement accuse actuellement aussi bien pour l'encodage des dossiers de demande (environ 3.000 dossiers) que pour le traitement des demandes (quelque 6.000 dossiers encodés non encore traités): au succès général du régime de subventions s'ajoute le fait que bon nombre de dossiers de demande sont incomplets et doivent dès lors être

retournés au requérant avant qu'une décision quant à l'octroi de la subvention ne puisse être prise.

Pour remédier à ce retard qui est de l'ordre de neuf mois (les dossiers actuellement traités sont ceux introduits à la mi-mai 2010) et pour ne pas ralentir le traitement des dossiers d'autres régimes de subventions ou de primes, un renforcement temporaire substantiel du service des économies d'énergie de l'Administration de l'Environnement a été décidé.

En effet, il convient de noter que ledit service est également en charge du traitement des dossiers de demande relatifs aux autres régimes d'aides financières: promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement; prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Il est en outre chargé du remboursement partiel de la taxe sur les véhicules routiers en faveur des familles nombreuses.

Jusqu'au 31 décembre 2010, ce service était composé de neuf personnes. À partir du deuxième trimestre 2011 la composition du service des économies d'énergie sera la suivante:

- deux fonctionnaires
 - trois employés sur base de contrats à durée indéterminée
 - cinq employés sur base de contrats à durée déterminée
 - trois agents sur base de deux contrats de prestation avec des sociétés externes
 - trois agents (sur base d'un contrat avec une société de travail intérimaire) dans le cadre du projet INDURA de l'Administration de l'Emploi
 - deux agents sur base de contrats d'appui à l'emploi (CAE)
 - deux fonctionnaires de l'Administration de l'Environnement soutiendront temporairement le service des économies d'énergie en vue de réduire les délais de traitement.
- À côté de ces renforcements le projet de loi concernant la réforme de l'Administration de l'Environnement prévoit aussi une augmentation de l'effectif.

Question 1165 (13.1.2011) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant la **politique de la protection de la nature**:

L'accord de coalition pour la période législative de 2009 à 2014 s'est prononcé pour une croissance économique durable s'engageant davantage envers la protection de la nature. Or, le récent rapport de l'observatoire de l'environnement naturel souligne que les connaissances de l'état de la biodiversité sont lacunaires et ne permettent pas d'évaluer l'efficacité de la politique actuelle de protection de la nature, ni d'adapter les programmes et mesures mis en œuvre, ni de satisfaire aux obligations nationales de «reporting» envers l'Union européenne.

Selon mes informations, les quelques indicateurs actuels en cette matière révèlent un déclin inquiétant de l'état de conservation de bon nombre d'espèces et habitats et on constate avec amertume une perte de biodiversité.

sité inquiétante. Pire encore, le haut pourcentage d'espèces menacées dans les habitats naturels écologiquement sensibles est un résultat direct de la réduction des biotopes.

Malgré le fait qu'un certain nombre de mesures locales pour une amélioration ont été entamées, force est de constater que ces actions n'ont pas suffi pour contrecarrer l'évolution négative des dernières années, voire décennies. Le même rapport souligne la dégradation de l'état de santé des arbres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer les premières retombées positives découlant des activités de l'année internationale de la protection de la biodiversité?

- Monsieur le Ministre, ne juge-t-il pas opportun de renforcer davantage le cadre législatif en la matière, d'augmenter le monitoring de l'état de la nature?

- Quelles activités sont programmées durant l'année internationale des forêts 2011 tant sur le plan national que sur le plan des communes et des propriétaires privés?

- Ne devrait-on pas donner plus d'importance à l'éducation à l'environnement dans notre système d'éducation, sachant que cette question constitue un des défis majeurs de notre temps et une nécessité à inculquer aux jeunes générations?

- Ne devrait-on pas mettre en œuvre un «Plan Nature» en définissant les différentes étapes pour une amélioration accrue?

Réponse (3.3.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

L'année 2010 a été déclarée Année internationale de la diversité biologique par l'Assemblée générale des Nations Unies. Les objectifs de l'Année internationale de la diversité biologique étaient de:

- souligner l'importance de la biodiversité pour notre bien-être;

- promouvoir les actions réalisées pour protéger la biodiversité;

- encourager à redoubler nos efforts pour réduire le taux d'appauvrissement de la biodiversité.

Comme la plupart des pays signataires de la Convention sur la diversité biologique, le Luxembourg a mis en place un comité national pour l'Année internationale de la diversité biologique responsable de la coordination des actions à mener. Plus de 35 organisations nationales ont fait partie de ce partenariat et ensemble ont organisé plus de 700 manifestations autour du thème fédérateur de la nature et de la biodiversité.

Quant à l'opportunité de renforcer le cadre législatif en matière de monitoring de la biodiversité, il importe de noter que le lancement national d'un système de monitoring de la biodiversité était justement une des mesures phare du Ministère du Développement durable et des Infrastructures dans le cadre de l'Année internationale de la diversité biologique. En effet, en date du 25 juin 2010, en présence de Son Altesse Royale le Grand-Duc, le système national de monitoring a été présenté à la presse et l'année 2010 a marqué le début des relevés de terrain de ce système per-

manent de suivi de l'état de la nature au Luxembourg.

Parmi les retombées positives des activités du Ministère du Développement durable et des Infrastructures de l'année 2010, il convient de mentionner en outre la publication d'un livre grand format sur le réseau Natura 2000 au Luxembourg, l'organisation d'un concours artistique pour enfants et adolescents sur la biodiversité avec une participation de plus de 800 élèves, l'organisation d'un séminaire international sur la gestion des zones Natura 2000 ou encore la signature de deux mémorandums d'entente avec la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS).

En ce qui concerne la célébration de l'Année internationale des forêts en 2011, celle-ci est organisée de manière similaire à celle de la biodiversité en ayant recours à un comité de pilotage regroupant une trentaine de partenaires chacun responsable de l'organisation d'un certain nombre d'évènements, que ce soient des concerts, des expositions, des excursions ou autres activités pédagogiques. Le programme détaillé de l'Année internationale des forêts a été présenté à la presse en date du 3 février 2011. Par ailleurs, au Luxembourg, l'Année internationale des forêts est placée sous le Haut Patronage de Son Altesse Royale le Grand-Duc.

Je tiens par ailleurs à souligner que je partage entièrement l'appréciation de l'honorable Député quant à l'importance de l'éducation à l'environnement. C'est d'ailleurs pour cette raison que les activités de l'Année internationale de la biodiversité ont débuté avec un séminaire sur le thème de la biodiversité et l'éducation au Développement durable en janvier 2010.

Ce séminaire, organisé et réalisé en coopération avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'avec l'Université du Luxembourg, a réuni des enseignants du cycle post primaire ainsi que des représentants d'institutions et d'associations non gouvernementales ayant des activités pédagogiques dans le domaine de l'éducation à l'environnement et au développement durable. Les recommandations de ce séminaire serviront d'ailleurs à l'élaboration d'une stratégie nationale d'éducation au développement durable actuellement en cours.

Finalement, je tiens à rappeler que le Luxembourg dispose depuis 2007 d'un premier Plan national concernant la protection de la nature. En tant que programme d'action politique en matière de protection de la nature pour la période 2007 - 2011, le PNPN met l'accent avant tout sur la mise en œuvre de mesures concrètes de protection et de conservation de la nature et a retenu 41 mesures prioritaires dont 15 mesures hautement prioritaires ainsi que 36 sites prioritaires à classer en tant que zone protégée. Sur base de la nouvelle stratégie communautaire pour la biodiversité ainsi que du plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique, adopté lors de la 10^e Conférence des parties à Nagoya en octobre 2010, le PNPN sera soumis à une première révision fin 2011. L'adoption du nouveau Plan national est prévue pour 2012.

Question 1166 (13.1.2011) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **parc naturel transnational «Dräilännereck»:**

Il m'est parvenu qu'au cours de l'année 2010, des démarches ont été entamées en vue de la création éventuelle d'un parc naturel transnational «Dräilännereck» dans le canton de Remich.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait intégrer les communes du canton de Grevenmacher dans le futur parc naturel afin de valoriser la région entière?

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis que la limitation du parc naturel au canton de Remich pourrait se faire au détriment du secteur touristique et notamment des vigneron, hôteliers, restaurateurs et autres commerçants du canton de Grevenmacher?

- Le Gouvernement peut-il me renseigner quelles conséquences, en général, la création d'un parc naturel aura pour les activités agricoles et viticoles?

Réponse (22.2.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

1. La démarche du département de l'Aménagement du territoire consiste à ce stade en une relance des discussions au sujet de la création éventuelle d'un parc naturel transfrontalier «Dräilännereck» à partir de là où elles s'étaient arrêtées suite à la finalisation de l'étude «Der Naturpark Dräilännereck» dans le cadre d'Interreg il y a environ dix ans. Le périmètre de ladite étude se limitait à l'époque au canton de Remich du côté luxembourgeois. C'est également ce périmètre qui a été repris par le Programme directeur d'Aménagement du territoire adopté par le Gouvernement en Conseil en date du 27 mars 2003.

Cette approche s'est faite dans une optique transfrontalière du parc naturel avec un noyau territorial se situant dans la région du «Dräilännereck». L'idée d'élargir le territoire d'un futur parc naturel au canton de Grevenmacher est nouvelle et mérite une réflexion approfondie en fonction d'une multitude de considérations (p. ex. synergies à rechercher aux niveaux régional et transfrontalier, profil envisagé du parc naturel, volonté de coopération des acteurs, volonté de participation des communes, cohérence territoriale d'un point de vue d'aménagement du territoire, etc.).

D'un point de vue d'aménagement du territoire, il importe de rendre attentif à l'importance à accorder à la cohérence territoriale et paysagère d'un parc naturel, d'autant plus que de nombreux territoires au sein de la Grande Région et au-delà portent la qualification «parc naturel». Ainsi, il est dans l'intérêt de chaque parc naturel à ce que le visiteur y trouve une qualité et une cohérence paysagère singulière et, avant tout, peu perturbées de manière significative par des infrastructures, respectivement des développements urbains majeurs qu'on trouve également dans toute autre région ne portant pas la qualification de parc naturel. Il est donc important d'éviter dès le départ que

des incohérences territoriales et paysagères puissent, à terme, aller à l'encontre de l'attractivité et de la vocation du parc naturel.

Compte tenu de ce qui précède, le département de l'Aménagement du territoire est soucieux d'organiser le processus décisionnel relatif à la délimitation territoriale du parc de manière transparente et objective et ne manquera pas à s'échanger avec les communes du canton de Remich et du canton de Grevenmacher le moment venu. Jusqu'à présent aucune décision, ni sur le lancement de la procédure prévue par la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, ni sur la délimitation territoriale du parc, n'a été prise.

2. D'après les dispositions de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, uniquement des régions dotées d'un patrimoine culturel et naturel de grande valeur peuvent recevoir la qualification de «parc naturel», et ce après une procédure de planification, de consultation et d'approbation définie par la même loi. Un des objectifs de cette qualification est, parmi d'autres, de rendre la région du parc naturel plus attrayante pour les visiteurs et les habitants de la région en valorisant et en conservant de manière durable son patrimoine spécifique. De ce fait, un parc naturel constitue, a priori, une destination intéressante pour un public averti et intéressé par le patrimoine naturel et culturel de la région en question.

Sans pouvoir nier complètement le risque d'une certaine concurrence entre le parc naturel et les régions limitrophes, il est cependant à ce stade très théorique et prématuré, également compte tenu des expériences faites dans le cadre des deux parcs naturels existants au Luxembourg, de suggérer que la limitation du parc naturel à un canton se fasse inéluctablement au détriment des acteurs d'un autre canton. D'abord, il n'est pas acquis d'office qu'un nouveau parc naturel devienne un succès. Ensuite, l'impact du parc naturel sur le tourisme et d'autres secteurs liés au tourisme dépendra avant tout de l'engagement, de la volonté de coopération et de l'esprit innovateur des acteurs régionaux concernés. En plus, il importe de considérer qu'un parc naturel vise avant tout le tourisme doux et donc un public-cible spécifique qui peut être différent dans le cas d'une région limitrophe. Les stratégies touristiques de deux territoires voisins peuvent donc également être complémentaires, de manière à ce qu'une région voisine d'un parc naturel puisse aussi profiter de cette proximité, sans pour autant devoir contribuer au financement du parc naturel.

3. D'après l'article 2 de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, un parc naturel doit contribuer notamment à la réalisation des objectifs suivants:

- la conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore indigènes,

- la sauvegarde de la pureté de l'air et des eaux ainsi que de la qualité des sols,

- la conservation et la restauration du patrimoine culturel,

- la promotion et le développement économique et socioculturel intégrant les aspirations légitimes de la population en ce qui concerne leurs possibilités d'emploi, leur qualité de vie et d'habitat,

- la promotion et l'orientation d'activités de tourisme et de loisirs s'inscrivant dans le cadre des objectifs du présent article.

Le parc naturel est donc un instrument de développement régional durable visant à intégrer le développement de la région et la conservation des ressources naturelles qui la composent dans une stratégie d'ensemble cohérente. Cette stratégie est développée dans le cadre de l'étude détaillée prévue à l'article 6 de la loi précitée par les communes et l'État dans un esprit de partenariat et en consultant les acteurs concernés.

D'une manière générale, il importe donc de mettre en évidence qu'un parc naturel n'est pas un instrument d'interdiction, à l'instar d'une réserve naturelle fixant des servitudes précises, mais un instrument de promotion du développement durable, flexible et adapté aux spécificités de la région concernée. Sans vouloir anticiper à ce stade les discussions qui pourraient découler de l'élaboration de l'étude détaillée, mais en tenant compte des expériences acquises dans les deux parcs naturels de la Haute-Sûre et de l'Our, il est probable qu'en relation avec l'agriculture et la viticulture les sujets suivants soient abordés lors de la mise en place du parc naturel:

- promotion de pratiques agricoles et viticoles respectueuses de l'environnement,

- développement et promotion de produits régionaux spécifiques,

- création éventuelle d'un poste de conseiller agricole/viticole dans la région,

- coopérations entre acteurs agricoles/viticoles et autres secteurs de la région.

Question 1167 (14.1.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **consommation de cannabis à domicile:**

Die Gesetzeslage ist in Sachen Cannabiskonsum nicht eindeutig.

Wenn man davon ausgeht, dass Cannabis nicht in der Öffentlichkeit konsumiert werden darf, so stellt sich jedoch die Frage, wie es mit dem Konsum in einer privaten Umgebung steht.

Bekanntlicherweise kann jeder in seiner Wohnung oder seinem Haus tun oder lassen was er will, solange die Rechte eines anderen nicht beeinträchtigt werden. Geht man nun davon aus, dass dieser private Bereich unantastbar ist, dann scheint mir, dass das Prinzip der Illegalität nicht mehr gegeben ist. Dies gilt speziell, wenn dieser Konsum medizinisch berechtigt ist, aber nicht nur.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Darf ein Bürger in seiner Wohnung oder in seinem Haus Cannabis konsumieren?

2) Darf ein Bürger an einem anderen privaten Ort Cannabis konsumieren?

3) Wie steht der Minister zu den privaten, spanischen Cannabisclubs, die aus einer begrenzten Anzahl von Mitgliedern bestehen und in deren Räumen die Mitglieder

der, trotz des Verbots öffentlichen Cannabiskonsums, in privatem Rahmen, unbehelligt Cannabis konsumieren können?

Réponse (28.2.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

L'honorable Député s'enquiert sur l'état de la législation nationale en matière d'usage et de détention pour un usage personnel de cannabis.

Les infractions se rapportant aux stupéfiants sont couvertes par la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie qui a été modifiée par la loi du 27 avril 2001.

En ce qui concerne les questions 1) et 2) de l'honorable Député, il convient de noter qu'aussi bien l'usage que la détention pour un usage personnel de cannabis et de produits dérivés du cannabis sont interdits par la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (Article 7. B. de cette loi).

En ce qui concerne la question 3) de l'honorable Député, il n'appartient pas au Ministre de la Justice luxembourgeois de juger des pratiques existant en Espagne.

Une telle pratique nécessiterait une modification de notre législation nationale, ce qui n'est pas envisagé actuellement.

Question 1168 (14.1.2011) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant les **données statistiques sur les retraites et les retraités**:

Angesichts der demografischen Entwicklung unserer Gesellschaft ist die Sicherung des Rentensystems eine der großen sozialpolitischen Aufgaben der Zukunft. Um sich ein genaues Bild über den Zustand des Rentensystems machen zu können, ist es unabdingbar, über genaue Zahlen zu verfügen. Leider ist das auf der Internetseite des ISOG (Informationssystem iwvver Sozialversicherung a Gesundheit) verfügbare statistische Zahlenmaterial nicht auf dem neuesten Stand.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Existieren Berechnungen oder Schätzungen, wie viele Personen in den nächsten fünf Jahren pro Jahr zum ersten Mal eine Altersrente beziehen werden?
- 2) Wie hoch ist die derzeitige durchschnittliche Altersrente?
- 3) Ist es vorgesehen, das auf oben genannter Internetseite verfügbare statistische Zahlenmaterial auf den neuesten Stand zu bringen?

Réponse (28.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Ad 1) Diese Angaben findet der ehrenwerte Abgeordnete in dem „Bilan technique de la période de couverture 1999-2005“, Graphik 23, Seite 43, welche eine Projektion der Daten bis 2050 darstellt. Diese Angaben werden im Laufe der Arbeiten zur Pensionsreform aktualisiert werden. Eine Statistik über die Zuerkennung der Renten in der Vergangenheit befindet sich in der ISOG-Tafel „Évolution chronologique des nombres suivant date début pension“.

Ad 2) Die Höhe einer durchschnittlichen Alterspension hängt davon ab, ob es sich um Pensionen mit ausländischen Zeiten (Teilpensionen) oder um rein luxemburgische Zeiten handelt.

Betrachtet man alle Pensionen, also auch Teilpensionen, sind es für Männer 1.983,20 Euro, für Frauen 1.207,41 Euro. Beschränkt man sich auf in Luxemburg wohnende Bezieher, so beträgt die Durchschnittspension für Männer 3.019,63 Euro, für Frauen 1.505,21 Euro. Diese Angaben beziehen sich auf Dezember 2009.

Ad 3) Die Angaben betreffend das Jahr 2009 wurden Ende 2010 hinzugefügt, die das Jahr 2010 betreffenden werden im Laufe dieses Jahres publiziert, sobald sie vorliegen und überprüft worden sind.

Question 1169 (14.1.2011) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant **l'horaire mobile et plages fixes**:

Le Gouvernement a élaboré un projet de règlement grand-ducal portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire mobile dans les administrations de l'État. Ce projet de règlement grand-ducal a entre autres pour objectif de faciliter aux agents publics la conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale. Il prévoit ainsi une plage fixe le matin de 9.00 heures à 11.30 heures. Cette mesure doit donner aux parents plus de flexibilité dans leur organisation. Or, l'article 5 du projet de règlement grand-ducal en question retient bien une plage fixe le matin de 9.00 heures à 11.30 heures, mais rallonge celle de l'après-midi d'une demi-heure à savoir de 16.00 heures à 16.30 heures. D'un côté l'on permet donc plus de flexibilité aux agents publics et de l'autre elle leur est retirée.

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes aux Ministres de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer la modification apportée à la plage fixe de l'après-midi dans ledit projet de règlement grand-ducal?

- Dans l'affirmative, les ministres peuvent-ils m'en expliquer les raisons?

- Enfin, les Ministres n'estiment-ils pas qu'une politique tendant justement à permettre aux agents publics de mieux concilier la vie professionnelle avec la vie familiale est dans l'intérêt de l'efficacité de la mission de service public de notre fonction publique?

Réponse (15.2.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Monsieur le Député Fernand Etgen s'enquiert de la teneur d'un projet de règlement grand-ducal portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'État, et plus particulièrement s'il est prévu de modifier la plage fixe l'après-midi en la rallongeant d'une demi-heure et quelles en seraient les raisons.

En réponse, je voudrais informer l'honorable Député qu'un projet de règlement grand-ducal portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'État est

effectivement engagé dans la procédure consultative et parcourt actuellement les différentes étapes de la procédure réglementaire; ainsi, les avis du Conseil d'État et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sont en voie d'élaboration au sein des instances visées. La teneur du règlement grand-ducal définitif est évidemment sujette à modifications éventuelles sur le vu de ces avis, une fois émis.

Une des modifications proposées au projet de règlement grand-ducal concerne en effet une modification de la plage fixe. Ainsi, la fin de la plage fixe de l'après-midi serait portée à 16.30 heures.

Cette proposition est à voir en relation, d'une part, avec le fait qu'il est également proposé de décaler le début de la plage fixe le matin d'une demi-heure pour le porter à 9.00 heures et, d'autre part et surtout, avec la nécessité d'assurer une accessibilité au service public mieux adaptée aux besoins des citoyens-usagers.

Comme je l'ai précisé, le projet de règlement grand-ducal en question se trouve actuellement encore dans une phase de consultation et il est dès lors prématuré de se prononcer sur la teneur définitive de ce texte.

Finalement, il convient encore d'ajouter que la conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale était à la base des modifications proposées. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que le statut général des fonctionnaires de l'État et ses règlements d'exécution contiennent un grand nombre de mesures en faveur de la conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale. La législation applicable pour toute la fonction publique a toujours voulu réserver une large part à une telle compatibilité.

Question 1170 (17.1.2011) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant **la charge des cotisations de l'assurance maladie pour étudiants**:

Suite à la modification de l'article 32 du Code de la sécurité sociale par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé et modifiant: 1. le Code de la sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, la charge des cotisations dans le contexte de l'assurance maladie revient depuis le 1^{er} janvier 2011 entièrement aux élèves et étudiants ne bénéficiant pas de la protection en tant que membres de famille respectivement d'une protection sociale dans le cadre d'un contrat de travail partiel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

a) Combien d'élèves et étudiants sont effectivement concernés par cette nouvelle mesure?

b) Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations précises sur les coûts supplémentaires à endosser par ces élèves et étudiants?

c) À ce qu'il semble les représentants des élèves et étudiants n'ont pas été informés avant la mise en vigueur de la loi de cette nouvelle disposition légale. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles Monsieur le Ministre n'a pas cherché le dialogue avec

les milieux étudiants? Cette mesure a-t-elle été prise de concert avec Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche? Quelles sont les raisons qui ont amené Monsieur le Ministre à proposer une telle mesure? À combien se chiffre le montant épargné par l'État suite à cette nouvelle disposition?

d) Monsieur le Ministre n'est-il pas disposé à proposer une modification de cette disposition légale?

e) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle mesure nuit à la renommée d'une petite université en plein essor?

Réponse (28.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Suivant les renseignements obtenus auprès du Centre commun de la sécurité sociale, environ 230 étudiants sont concernés par les nouvelles dispositions.

Comme l'assiette cotisable pour l'assurance obligatoire en matière d'assurance maladie est constituée par le salaire social minimum, la cotisation s'élève à 98,42 euros par mois.

Des entretiens entre le soussigné et Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, d'un côté, et les différents cercles et associations d'étudiants, d'un autre côté, ont eu lieu au courant du mois de janvier, suivies par des réunions entre des experts de la sécurité sociale, ainsi que de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et des responsables du Centre commun de la sécurité sociale.

Il a été décidé que, dans une première étape, les cotisations seraient prises en charge pendant le premier semestre de l'année académique 2010-2011 par le biais du budget du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui bénéficiera d'un transfert des crédits nécessaires.

Pour trouver une solution définitive à la problématique, un groupe de travail composé de représentants des Ministères de la Sécurité sociale et de l'Enseignement supérieur ainsi que du Centre commun de la sécurité sociale a été constitué.

Il va sans dire que la possibilité de contracter une assurance facultative sera maintenue pour les personnes désirant s'assurer par ce moyen.

Question 1171 (18.1.2011) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant **l'ingérence dans une enquête policière en cours**:

Il me revient par voie de presse qu'un ministre en fonction aurait essayé de s'ingérer dans une enquête policière en cours, au bénéfice d'un membre de sa famille. Je cite: «...dass er laut internem administrativem Bericht droht habe, dafür zu sorgen: 'dass Dir ni méi ee Mann bäikritt', da die Polizei ja offenbar zu viele Leute habe». Un rapport de ces faits aurait été dressé par la police.

Au vue de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'existence d'un rapport de police mettant en cause un membre du Gouvernement en fonction?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun

de publier le rapport en question, afin de garantir la plus grande transparence dans cette affaire et d'éviter, le cas échéant, que de fausses allégations ne soient colportées par la presse?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer alors sur les reproches exacts formulés à l'adresse du membre du Gouvernement, dans le rapport de la police?

- Plus précisément, le rapport de la police confirme-t-il que le Ministre en question aurait utilisé une éventuelle décision au sein du Gouvernement sur une augmentation des effectifs de la police, comme moyen de pression contre les policiers interpellant un membre de sa famille?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la façon, ainsi que sur la date exacte à laquelle il a eu connaissance de ces faits?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, si une demande de prise de position dans cette affaire a été formulée à son égard par la direction de la police?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, sur les suites qu'il a données à cette demande?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les suites qu'il entend donner, afin de garantir la plus grande transparence et le respect du droit dans cette affaire?

Réponse (25.1.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le 15 décembre 2010, le Ministre Schmit a demandé à assister à l'audition de son fils majeur entendu pour un incident survenu au petit matin du 12 décembre 2010. La présence du père lors de l'audition a été acceptée par les inspecteurs de la police. Le fait pénal a été dénoncé par procès-verbal à l'autorité judiciaire tandis que, comme le prévoit la procédure interne de la Police grand-ducale, les circonstances particulières de l'audition ont été retenues dans un rapport administratif daté du 16 décembre 2010 et destiné à la hiérarchie. En principe, les rapports de police constituent des documents internes qui en tant que tels ne sont pas destinés à la publication.

J'ai toutefois décidé, en accord avec Monsieur le Ministre Schmit et dans un souci de transparence totale, de mettre le rapport en question à la disposition de Monsieur le Député. Monsieur le Ministre Schmit m'a fait parvenir une prise de position exposant son point de vue. Monsieur le Ministre Schmit m'a assuré formellement qu'il n'a jamais été dans ses intentions de tenir des propos visant à intimider ou influencer le cours des investigations. Toujours dans un souci de transparence, sa prise de position au sujet du rapport interne est jointe en annexe.

En marge du Conseil de Gouvernement du 17 décembre 2010, Monsieur le Ministre Schmit m'a relaté les événements. Soucieux du bon fonctionnement des services de la police, et suivant en cela la procédure habituelle, j'ai invité le Directeur général de la Police grand-ducale à faire vérifier le déroulement de l'action policière. Le 24 décembre 2010, Monsieur le Directeur général m'a transmis le rapport susvisé daté du 16 décembre 2010. Le Directeur général de la police n'a à aucun moment demandé des instructions.



Question 1172 (18.1.2011) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant **l'Institut Pierre Werner:**

Il me revient que les ambassadeurs de France et d'Allemagne auraient sollicité une entrevue auprès de Madame la Ministre de la Culture pour évoquer des problèmes liés à la gestion de l'Institut Pierre Werner.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Madame la Ministre est-elle au courant de problèmes de gestion et, si oui, de quelle nature sont ces problèmes?

2. Les problèmes évoqués sont-ils de nature à mettre en péril le fonctionnement et le financement de l'Institut?

3. Quelles ont été les conclusions de l'entrevue entre Messieurs les Ambassadeurs et Madame la Ministre?

Réponse (25.1.2011) de **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:**

J'ai été informée par le président de l'a.s.b.l. Institut Pierre Werner et par les ambassadeurs de France et d'Allemagne que des problèmes existent par rapport à la gestion de l'Institut trinational.

Les problèmes soulevés sont juridiquement du ressort du conseil d'administration de l'a.s.b.l. en sorte qu'il ne m'appartient pas d'intervenir directement dans les actions que celui-ci envisage en vue de leur solution. Cependant, les éléments d'information dont je dispose me rassurent quant à la façon dont les choses avaient été traitées par le conseil d'administration et sur sa détermination de prendre les choses en main.

J'ai eu une entrevue avec les ambassadeurs français et allemand sur leur demande pour évoquer l'avenir de l'Institut Pierre Werner et il m'est permis de déclarer que les gouvernements français, allemand et luxembourgeois continueront à soutenir ensemble ce projet symbolique pour nos trois pays et emblématique pour l'idée européenne.

Question 1173 (18.1.2011) de **M. Jean Colombero (ADR)** concernant le **système immunitaire:**

Concernant la nouvelle épidémie de grippe qui déferle le long du pays et qui apparaît chaque année de façon régulière entraînant toujours les mêmes démarches de la part du Ministère de la Santé à savoir - recommandation de se laver les mains, éternuer dans un mouchoir en papier, éternuer et tousser dans le creux du coude, se laisser vacciner - il faudrait se demander qu'elle autre stratégie pourrait être utilisée pour éviter le plus possible une infection virale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre connaît la notion de système immunitaire?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre sait qu'un bon système immunitaire est le meilleur garant pour éviter un syndrome grippal?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre connaît les moyens pour

renforcer le système immunitaire?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre sait qu'un bon système immunitaire prévient d'autres maladies que la grippe?

5) Ne serait-il pas opportun de lancer une campagne au sujet des moyens à utiliser pour renforcer le système immunitaire?

6) Ne serait-il pas opportun de lancer une campagne sur les facteurs déstabilisant les défenses immunitaires?

7) Quand est-ce que Monsieur le Ministre lancera-t-il la vraie campagne de prévention contre la grippe qui ne consiste pas uniquement à vacciner les personnes?

Réponse (9.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Dans le contexte de l'épidémie de grippe saisonnière, les recommandations de prévention et de protection émises par le Ministère de la Santé sont conformes aux recommandations émises par les autorités internationales de santé publique, comme le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC) ou l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le système immunitaire humain est formé de constituants qui permettent à l'organisme de se défendre contre les infections. On distingue le système immunitaire adaptatif du système immunitaire inné.

Le système immunitaire adaptatif a pour caractéristique de répondre à chaque agression infectieuse en produisant des anticorps dirigés de manière tout à fait spécifique contre le virus ou le microbe en cause. Cette réponse spécifique est «enregistrée» dans la mémoire immunitaire de l'individu, qui le protège contre toute infection ultérieure due à ce même virus ou microbe.

Ce mécanisme de protection étant très spécifique, il n'est pas possible de l'induire par d'autres moyens qu'une exposition au micro-organisme lui-même ou à un dérivé de ce micro-organisme (comme un vaccin). Dans le cas de la grippe saisonnière, il y a lieu de répéter la vaccination chaque année, car l'apparition constante de nouvelles souches virales impose la reformulation annuelle du vaccin, ceci afin d'induire chez les personnes vaccinées une protection spécifique aux souches virales circulantes durant la saison hivernale.

Les constituants du système immunitaire inné sont capables de neutraliser rapidement des micro-organismes infectieux par des mécanismes de défense non spécifiques qui réagissent de manière indifférenciée et ne gardent pas la mémoire de leurs interventions. Ils ne peuvent donc être éduqués à nous protéger des agressions ultérieures de virus ou microbes déjà rencontrés.

Le fonctionnement du système immunitaire, inné comme adaptatif, peut être affecté par l'état nutritionnel, l'âge, le stress, l'état hormonal de l'individu, ainsi que par certaines maladies. Un mode de vie sain et le traitement adéquat de problèmes de santé contribuent ainsi au fonctionnement optimal du système immunitaire. Cependant, en dehors des vaccinations, aucune méthode de renforcement spécifique des défenses immunitaires à l'échelle d'une population n'a à ce jour été validée par la communauté scientifique.

Question 1174 (18.1.2011) de **M. Jean Colombero (ADR)** concernant **l'accueil de personnes de plus de 65 ans au Rehazenter:**

J'apprends que le Rehazenter n'accueille que les personnes au-dessous d'un certain âge à savoir 65 ans et que les seniors au-delà de cet âge limite seraient traités dans d'autres cliniques, comme par exemple la clinique Ste-Zithe ou l'hôpital de Steinfort.

Ceci serait d'autant plus étonnant, étant donné qu'il existe une nette différence entre l'équipement et les prestations des divers établissements.

Il est aussi légitime de se poser la question quelle est la différence entre une personne âgée de plus de 65 ans ayant eu un AVC (accident vasculaire cérébral) et une personne ayant le même cas de figure âgée de moins de 65 ans. Il semble que beaucoup de personnes sont dirigées vers l'étranger vu que le Rehazenter semble avoir des problèmes de capacité et qu'il ne peut pas toujours donner la suite voulue et surtout immédiate à toute démarche de prise en charge dans son centre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Rehazenter n'accueille pas les personnes au-delà de 65 ans? Dans l'affirmative, pour quelle raison?

2) Quelle est la structure d'âge actuelle des patients traités au Rehazenter?

3) Pourquoi les capacités du Rehazenter sont-elles insuffisantes?

4) Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend entreprendre pour parer à cette situation intenable?

5) Est-ce que lors d'une réorientation vers l'étranger, le/la patient(e) a une influence sur le choix d'un Centre de réadaptation?

6) Qui paie le surplus des frais qui pourraient incomber lors d'un séjour non voulu à l'étranger?

7) Est-il vrai que les personnes âgées et ayant subi un AVC sont placées dans des foyers et dans des maisons de soins faute d'une réadaptation inadéquate (veuillez lire: adéquate)?

8) Qui est-ce qui surveille l'efficacité du traitement si la personne est traitée à l'étranger?

9) Qu'en est-il du retard de l'octroi de l'assurance dépendance pour les personnes qui n'ont pas les ressources pour avancer les frais de soins?

10) De quel moyen de recours disposent les patients auxquels on a refusé une thérapie de réhabilitation adéquate?

Question 1265 (16.2.2011) de **M. Jean Colombero (ADR)** concernant le **transfert des personnes âgées de plus de 65 ans du Rehazenter vers des centres étrangers:**

Constatant que le Rehazenter a des réticences à accepter des per-

sonnes âgées de plus de 65 ans et que ces personnes sont transférées en Allemagne, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Est-ce que le Ministère a passé des conventions ou des accords avec des établissements de rééducation étrangers pour les transferts préférentiels de rééducation et, si oui, quelle est la teneur de ces conventions?

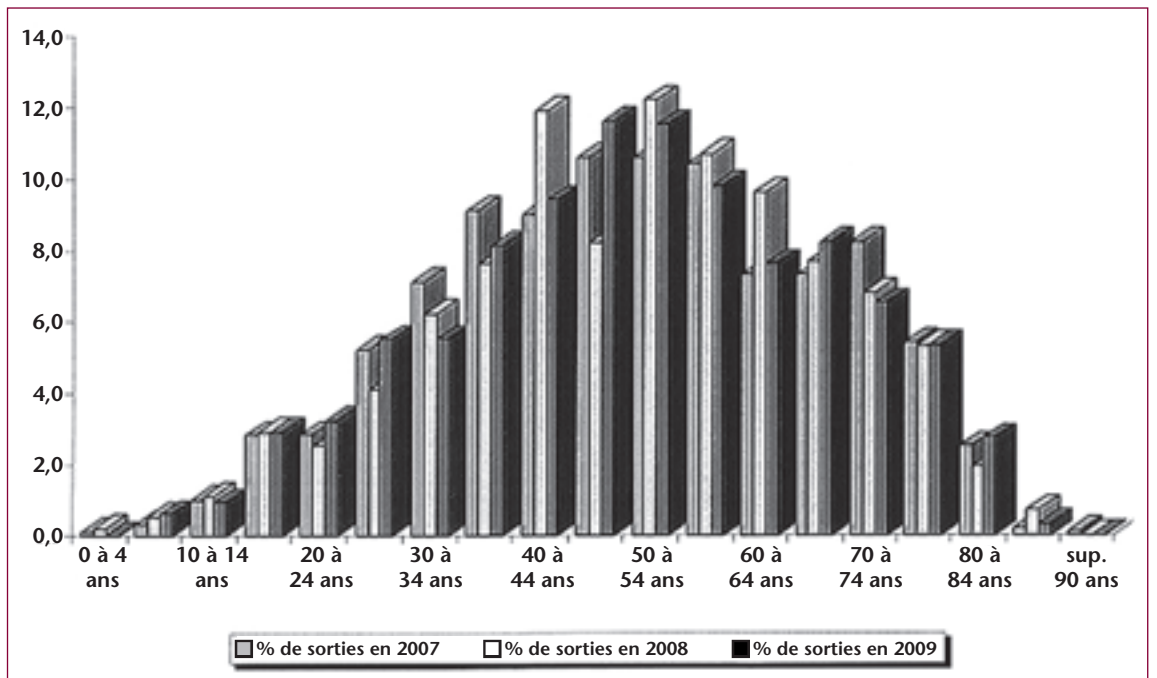
2) Est-ce que le Rehazenter a signé des conventions avec des centres étrangers et, si oui, quelle est la teneur de ces conventions?

3) En cas de réponse négative, est-ce qu'il y a eu des arrangements entre le Rehazenter et des centres étrangers et quelle est la teneur de ces arrangements?

Réponse (9.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Je voudrais d'emblée informer Monsieur le Député que l'assertion selon laquelle le Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation (CNRFR) n'accueillerait pas de patients au-dessus de l'âge de 65 ans est incorrecte.

Il n'existe aucune disposition légale, réglementaire, conventionnelle ou statutaire qui fixe une limite d'âge pour une prise en charge dans cet établissement. D'ailleurs, à l'heure actuelle, environ un tiers des patients qui sont traités au Rehazenter sont âgés de plus de 65 ans. Ainsi, l'âge des patients varie pour l'année 2009 entre trois ans et 88 ans, et la structure d'âge se répartit comme suit:



Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

L'admissibilité au CNRFR ne dépend pas du facteur âge, mais de l'état physiologique et général du patient ainsi que de son aptitude à pouvoir suivre un traitement hautement spécialisé, basé sur une approche pluridisciplinaire, de même qu'à pouvoir profiter du plateau technique offert. Avant l'admission du patient, celui-ci est examiné par un médecin du Rehazenter afin de voir si une indication pour une prise en charge au CNRFR est donnée. Dans la négative, et lorsqu'il s'agit d'une personne âgée, une réorientation vers un service de rééducation gériatrique peut être indiquée, étant donné que ces services sont plus adaptés et spécialisés dans la prise en charge de personnes âgées.

Dans ce contexte, je voudrais rappeler à l'honorable Parlementaire que le CNRFR n'a pas de mission de rééducation gériatrique proprement dite et que le plan hospitalier prévoit d'ailleurs 105 lits de rééducation gériatrique répartis sur quatre établissements respectivement services au Grand-Duché de Luxembourg (Hôpital intercommunal de Steinfeld, Centre hospitalier Emile Mayrisch, Zitha-Klinik, Centre hospitalier du Nord). En supplément le RehaZenter dispose de 72 lits stationnaires, ainsi que de capacités ambulatoires considérables permettant ainsi de garantir une prise en charge adéquate des patients âgés de plus de 65 ans en vue de leur rééducation.

D'ailleurs, ni le Ministère de la Santé ni le CNRFR n'ont conclu de convention ou d'arrangement avec des centres de réadaptation situés à l'étranger.

En ce qui concerne l'orientation vers des centres de traitement étrangers, je voudrais signaler à Monsieur le Député que celle-ci intervient à la demande du médecin traitant, cela d'un commun accord avec le patient. Par ce biais, le patient peut d'ailleurs faire valoir son influence sur le choix du lieu de réadaptation.

Aucune distinction n'est d'ailleurs opérée entre un patient qui se déplace délibérément à l'étranger et celui qui est obligé de suivre un traitement à l'étranger en raison du fait que le traitement n'est pas possible au Luxembourg, ceci pour une raison indépendante de la volonté du patient.

Cette assimilation se reflète également dans les remboursements offerts aux patients.

Le contrôle ex post de l'efficacité du traitement reçu à l'étranger est assuré par le médecin traitant, étant donné qu'il est le mieux placé pour apprécier, au vu des antécédents médicaux de son patient, les résultats du traitement.

En ce qui concerne l'octroi de l'assurance dépendance à partir de la demande de prise en charge par l'assurance dépendance, le réseau de soins peut procéder à la dispensation des soins aux personnes pour lesquelles la Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) est à même d'émettre un avis favorable sur base de ses expériences. Pour ces prestations la facturation peut aussi être retardée jusqu'au moment de l'octroi des prestations de l'assurance dépendance. En ce qui concerne les soins dispensés aux personnes pour lesquelles le réseau de soins peut raisonnablement admettre, toujours d'après les expériences acquises, que la CEO n'émettra pas d'avis favorable, il n'y a pas d'autre solution que d'avertir l'assuré et de lui facturer les prestations dispensées. Dans ce cas les prestations prévues dans le cadre de l'assurance maladie pourront être prises en charge par le biais des instruments juridiques prévus en matière d'assurance maladie.

Enfin, je tiens à préciser que les patients à qui un traitement de rééducation a été refusé disposent des voies de recours prévues par la législation sociale.

Question 1175 (18.1.2011) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la **reconnaissance mutuelle du contrôle technique des voitures en Europe:**

Le 20 juillet 2010, la Commission européenne a adapté le programme d'action pour la sécurité routière 2011-2020 qui comprend diverses initiatives destinées à améliorer les véhicules et les infrastructures, ainsi que le comportement des usagers de la route.

Parmi les initiatives proposées, la Commission envisage de renforcer la législation sur le contrôle technique. Le but est d'obtenir à terme une harmonisation et une reconnaissance mutuelle des contrôles techniques, de sorte que les contrôles effectués dans un État membre seront reconnus dans les autres.

Selon mes informations, la reconnaissance mutuelle des certificats de conformité est d'ores et déjà pratiquée par certains États membres moyennant des accords bilatéraux. Dans ce cas, les deux pays appliquent les mêmes règles et procédures respectivement des dispositions équivalentes en matière de contrôle technique reconnues par les deux pays (périodicité de la visite technique, procédures et des conditions de délivrance des certificats...).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement se prononce-t-il en faveur d'une simple reconnaissance du contrôle technique entre États membres ou préconise-t-il plutôt une harmonisation totale au niveau européen?

- Le Luxembourg a-t-il signé des accords bilatéraux en matière de contrôle technique?

- Dans la négative, existe-t-il des États membres avec lesquels le Luxembourg pourrait signer de tels accords et, le cas échéant, avec quels pays?

- Quelles sont les raisons qui empêcheraient la conclusion de tels accords?

Réponse (23.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la reconnaissance mutuelle des contrôles techniques des véhicules routiers.

En effet, le programme d'action 2011-2020 de la Commission européenne en matière de la sécurité routière comprend entre autres l'intention d'harmoniser les conditions du contrôle technique automobile, dans le but de réaliser par ce biais un environnement de nature à rendre possible à l'avenir la reconnaissance mutuelle des certificats du contrôle technique entre tous les États membres de l'Union européenne.

La Commission européenne a lancé diverses initiatives au cours des deux dernières années aux fins de compléter et de renforcer les exigences de la directive 96/96/CE, qui a servi de référence au contrôle technique automobile en Europe. Si cette directive a effectivement inclus certaines dispositions dans l'optique d'une harmonisation dudit contrôle dans les États membres, elle n'a pas comporté de clause qui aurait rendu obligatoire la reconnaissance mutuelle des certificats de contrôle technique.

Dans le cadre de ce processus de renouvellement, une nouvelle version coordonnée de la directive 96/96/CE a été compilée et publiée en 2009, à savoir la directive 2009/40/CE. En 2010, cette directive a connu une révision fondamentale alors que l'annexe II de ce texte a été complétée par une liste assez exhaustive comprenant, d'une part, l'ensemble des points qui doivent être contrôlés sur tout véhicule soumis à un contrôle technique périodique et, d'autre part, les normes à appliquer et les méthodes d'inspection à mettre en œuvre dans le cadre de ce contrôle, ainsi que des critères généraux pour motiver le rejet d'un véhicule contrôlé.

Le Luxembourg peut être en faveur d'une reconnaissance mutuelle transfrontalière des certificats de contrôle technique, à condition toutefois que les organismes de contrôle technique émettant les certificats satisfassent au moins aux deux conditions suivantes:

- que ces organismes soient indépendants de toutes autres activités du secteur automobile, telles que notamment la vente, la réparation, la maintenance, l'expertise ou l'assurance de véhicules routiers;

- que la qualité des travaux d'inspection de ces organismes soit soumise à un audit régulier par un groupe d'auditeurs neutres et dûment qualifiés à cette fin.

En ce qui concerne la question de savoir si le Luxembourg a déjà signé des accords bilatéraux en matière de reconnaissance mutuelle des certificats de contrôle technique, la réponse est négative.

Ajoutons dans ce contexte, que la Commission européenne a annoncé qu'elle prendrait l'initiative prochainement d'une adaptation législative dans ce domaine, ce qui rendrait en l'occurrence superflus des accords bilatéraux.

Question 1176 (18.1.2011) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant les **indemnités compensatoires de salaire en cas de chômage dû aux intempéries:**

Les articles L.531-1 et suivants du Code du Travail prévoient que les entreprises dont l'activité se déroule sur des chantiers peuvent demander à l'Administration de l'emploi (ADEM) de bénéficier du régime de chômage dû aux intempéries lorsque le lieu de travail est impraticable en raison de ces intempéries. Pendant cette période de chômage, l'employeur verse à ses salariés 80% des salaires normalement perçus. À compter de la 17^e heure de chômage mensuel l'employeur peut se faire rembourser par l'ADEM.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail:

- Quel est le montant annuel total des indemnités accordées par l'État au titre du chômage pour intempéries?

- Quel est le délai endéans duquel cette aide est actuellement versée aux employeurs?

- Est-ce que le secteur du bâtiment concerné est demandeur pour réfléchir à un modèle de compte épargne temps annuel au lieu et place de la procédure de chômage actuellement en vigueur?

- Quelle attitude le Ministre adopte-t-il par rapport à une telle approche?

Réponse (1.2.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le montant annuel des indemnités accordées jusqu'au 24 janvier 2011, pour l'année 2010, est de 18.358.013,25 euros. Pour 2009, 12.416.924 euros ont été payés dans le cadre de cette mesure.

Actuellement cette aide financière est versée endéans un délai d'un mois au maximum à partir de la réception du décompte introduit par l'entreprise.

Ce délai est dû au nombre élevé de dossiers actuellement introduits et au traitement parallèle des nombreuses demandes de chômage partiel évacuées en 2010.

Dans le cadre des réflexions faites sur le chômage dû aux intempéries, certains secteurs de l'économie ont effectivement sollicité une extension de la discussion sur l'organisation du travail en général.

Pour faire droit à cette demande, les partenaires sociaux ont d'ores et déjà été invités à des réunions d'échange de vues sur le sujet.

Question 1177 (18.1.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**éventuelle embauche de chômeurs comme assistants dans les jardins d'enfants:**

En Allemagne, la Ministre de la Famille vient de lancer l'idée d'offrir aux chômeurs masculins une reconversion dans les crèches ou bien dans l'enseignement précoce. Ainsi, en partenariat avec l'Agence fédérale pour l'emploi, les chômeurs se verront offrir un emploi d'assistants dans des jardins d'enfants à l'issue d'une formation.

D'après la Ministre allemande de la Famille, cette initiative remplit un double objectif, à savoir offrir d'un côté une perspective à des milliers de chômeurs et de l'autre un exemple masculin aux enfants en bas âge.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre, vu le taux de chômage actuel de 6,4%, n'estime-t-il pas qu'il serait opportun de reprendre l'idée proposée par la Ministre allemande de la Famille afin de procurer à nos chômeurs de nouvelles perspectives d'emploi?

Réponse (22.2.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question, il convient tout d'abord de situer le contexte dans lequel Madame Kristina Schröder, Ministre fédérale de la Famille a évoqué l'idée d'offrir aux chômeurs masculins une reconversion dans les crèches ou bien dans l'enseignement précoce.

Cette idée trouve son origine dans un projet-pilote soutenu par le Fonds social européen appelé «MEHR Männer in Kitas» (lancé dans le Brandenburger Land) visant à atteindre à moyen ou à long terme une représentation de 20% d'éducateurs dans les structures de garde.

La Ministre allemande prévoit, en partenariat avec l'Agence fédérale pour l'emploi, d'étendre ce concept à un niveau fédéral.

Au Luxembourg, cette idée n'est pas nouvelle. En effet, dans le cadre des attributions lui revenant au niveau du financement de projets-pilotes à l'aide du Fonds pour l'Emploi et du Fonds social européen, le Ministère du Travail et de l'Emploi a, dans le passé et dans le présent, soutenu des projets visant une plus grande mixité dans le secteur des gardes d'enfants. Ces projets ont joué un rôle précurseur dans le domaine de l'accueil de l'enfant.

Le projet «FOGaflex» (2001-2004) et son successeur «QUALIFlex» (2005-2008) prévoyaient une formation dans le domaine de l'accueil des enfants pour des personnes (hommes et femmes) souhaitant réintégrer le marché de l'emploi. Ces projets s'inscrivaient dans le programme européen EQUAL de lutte contre les discriminations.

Le projet «FOGaflex» a abouti au nouveau modèle des «maisons relais» qui sont des crèches caractérisées par l'extension des horaires d'ouverture, la flexibilité des horaires d'accueil, la mixité du personnel, diplômé et non diplômé, leur implantation locale et le travail en réseau. Les «maisons relais» sont un exemple de mainstreaming réussi avec la participation du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Le projet «Ausbildung Tagesmutter-Tagesvater» a été lancé en 2004 par la commune de Bettembourg. La formation aux parents de jour a été développée et encadrée par le Service à la Condition Féminine de Bettembourg. Elle a été soutenue par une convention avec le Ministère de l'Éducation nationale. Cette formation théorique et pratique s'est adressée à des personnes inscrites à l'ADEM qui souhaitaient se préparer à exercer l'activité de parent de jour.

En décembre 2010, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, les services de l'ADEM ont organisé des ateliers de recrutement d'hommes et de femmes aux postes de remplacement dans l'enseignement fondamental.

En tout état de cause, les procédures appliquées par les services de l'ADEM en ce qui concerne l'encadrement des personnes en réinsertion professionnelle appliquent les dispositions en matière de l'égalité de traitement des femmes et des hommes par rapport à l'accès à l'emploi. Des postes de travail dans des structures de garde ainsi que dans le domaine de l'enseignement sont proposés aux demandeurs d'emploi masculins qui disposent, après formation, des qualifications adéquates.

Par ailleurs, la législation actuelle favorise une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes dans le monde du travail en permettant aux entreprises de pouvoir, sous certaines conditions, bénéficier du remboursement d'une quote-part du salaire par le Fonds pour l'Emploi en raison de l'occupation d'un demandeur d'emploi du sexe sous-représenté.

Suivant l'expérience de l'ADEM, il y a lieu de constater que dans ce secteur l'offre et la demande d'emplois ont tendance à s'égaliser et que les demandeurs d'emploi masculins ont jusqu'à présent manifesté peu d'intérêt à travailler dans ce secteur.



Dès qu'un besoin de main-d'œuvre s'annonce dans ce secteur, le Ministère du Travail et de l'Emploi ainsi que l'ADEM veilleront à se concerter avec les acteurs impliqués (Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Ministère de la Famille et de l'Intégration, Ministère de l'Égalité des chances et les communes) afin de pouvoir réagir de manière adéquate à cette situation.

Question 1178 (18.1.2011) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant la **communication entre chercheurs et participants à la recherche**:

Wenn hierzulande Studien und Forschungsprojekte umgesetzt werden und im Rahmen von Feldforschung im direkten Kontakt Interviews mit Forschungsteilnehmern, die in Luxemburg wohnen, unternommen werden, dann rückt die Frage der zu verwendenden Sprache, in der diese Interviews respektive Datensammlungen stattfinden sollen, in den Vordergrund. Die Datenqualität der Studien- und Forschungsvorhaben hängt dann zu einem grossen Teil von der vollumfänglichen sprachlichen Verständigung zwischen Forscher und Forschungsteilnehmer ab. Und mit der Datenqualität steht und fällt auch oft das Resultat der unternommenen Studie respektive des Forschungsprojektes.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Ist dem Minister diese Problematik bekannt und welche Bedingungen werden den betroffenen Abteilungen der öffentlichen Forschungsanstalten auferlegt, um die Sprachenfrage in der Forschung zufriedenstellend zu lösen?
- 2) Inwiefern sind unter schwierigen Sprachbedingungen erfolgte Interviews zuverlässig und wissenschaftlich auszuwerten, da hier verschiedene Gruppen einfach nicht oder ungenügend im Forschungsprojekt evaluiert werden können?

Réponse (9.2.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Eingangs ist zu bemerken, daß in der Survey-Forschung die Problematik möglicher diskriminierender und segregierender Mechanismen bei Umfragen durchaus bekannt ist und eventuelle Gegenmaßnahmen ausführlich diskutiert werden, ohne jedoch bis jetzt zu einer einvernehmlichen Lösung zu gelangen.

Die in Luxemburg in der Feldforschung tätigen Organisationen sind sich der Probleme bewusst, welche aufgrund der Vielsprachigkeit und des unterschiedlichen kulturellen Hintergrundes der in Luxemburg ansässigen Bevölkerung bei Umfragen auftreten können. Dementsprechend wird ein verstärktes Augenmerk auf die Repräsentativität der Stichproben gelegt und die Umfragen werden in der Regel mehrsprachig durchgeführt. Dabei werden die Fragebögen, die Erläuterungen zu den Antwortvorgaben, die Beschreibungen der Studien, die rechtlichen Hinweise und Aufklärungen sowie die Gesetzesgrundlagen auf denen die Datenerhebungen beruhen, in den Sprachen, die in Luxemburg überwiegend gesprochen werden, bereitgehalten. Dies bedeutet konkret, daß Feldforschung in französischer, deutscher, luxem-

burgischer, portugiesischer Sprache und oft auch in englischer Sprache durchgeführt wird.

Ein Teil der in Luxemburg durchgeführten Umfragen sind Bestandteil europa-/weltweiter Studien. Diese Studien verfügen über methodologische Arbeitsgruppen, welche die Feldarbeit begleiten und die Qualität der erhobenen Daten ausführlich prüfen. Übersetzungen, Fragebogentransfers und die Durchführungen der Befragungen in jeweiligen nationalen Kontext sind dabei zentraler Bestandteil der Qualitätsberichte und der Forschungsdokumentationen. Es ist zu bemerken, daß Mitarbeiter des Stateg und Luxemburger Forschungseinrichtungen in Arbeitsgruppen der obengenannten Forschungsprojekte vertreten sind und als ausgewiesene Fachleute, aufgrund ihrer Erfahrungen bezüglich der Mehrsprachigkeit und des unterschiedlichen kulturellen Hintergrundes der betreffenden Bevölkerung, oft in methodologischen Fragen zu Rate gezogen werden.

Abschließend möchte ich bemerken, daß mir bis jetzt noch kein Fall bekannt geworden ist, bei dem es aufgrund der Sprachenwahl zur ungenügenden Berücksichtigung einzelner Bevölkerungsgruppen gekommen wäre.

Question 1180 (19.1.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **panneaux à message variable du système CITA**:

Les panneaux à message variable placés sur nos autoroutes faisant partie du système CITA affichent régulièrement le message suivant: «Attention nids-de-poule en formation». Si à la première lecture on peut se réjouir du fait que l'Administration des Ponts & Chaussées accorde une telle importance à la formation continue, ce message mérite de plus sérieuses réflexions.

La signification du terme «nid-de-poule» semble très peu connue par une grande partie de la population autochtone et est ainsi une source d'irritation et de distraction pour nombre d'automobilistes qui réfléchissent à ce que cela peut bien vouloir dire.

Aussi, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre ne pourrait-il pas envisager de faire installer des panneaux bilingues en luxembourgeois et allemand («Lächer an der Strooss - Schlaglöcher»), respectivement en luxembourgeois et français («Lächer an der Strooss - nids-de-poule») en fonction de l'emplacement des panneaux, respectivement de la direction choisie?
2. Qui est responsable pour les textes affichés sur les panneaux à message variable? Existe-t-il une série de textes standards et une procédure écrite pour définir quel texte est affiché dans telle circonstance?
3. Les agents du CITA peuvent-ils suivre des formations spécialisées afin d'optimiser leurs interventions dans l'intérêt des usagers de la route?

Réponse (18.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet de l'avertissement des nids-de-poule sur les panneaux du CITA.

En ce qui concerne l'installation de panneaux bilingues en luxembourgeois et en allemand respectivement en luxembourgeois et en français, il y a lieu de se référer à la 3^e partie de la réponse à la question parlementaire n°0035 de Monsieur le Député Fernand Diederich du 19 août 2009 (cf. *compte rendu n°2/2009-2010*), laquelle fournit déjà les explications afférentes, à savoir: «de par sa taille, le Grand-Duché de Luxembourg est traversé par des automobilistes originaires de beaucoup de pays étrangers; pour rendre le texte compréhensible aux touristes, il faudrait l'afficher au moins dans les quatre langues suivantes: en luxembourgeois, en français, en allemand et en néerlandais. Or, multiplier les lignes de texte signifierait en diminuer la taille et les rendre ainsi complètement illisibles. D'autre part, augmenter de façon considérable la taille des panneaux exigerait des fondations énormes pour parer aux forces naturelles des vents».

À noter d'ailleurs que pour la signalisation verticale mise en place sur le réseau autoroutier et gérée par le CCT, il est veillé à ce que les messages soient affichés dans la langue correspondante en fonction de la région limitrophe vers laquelle déverse l'autoroute (i.e. A3/A4/A6 en français et A1/A13 en allemand).

Les responsables de la Division de l'entretien de la grande voirie et de la gestion du trafic sont responsables des textes affichés sur les panneaux à message variable. Il existe en effet une série de textes standards alors qu'une procédure écrite (manuel de l'opérateur) pour des circonstances standards prescrit l'affichage des messages en question.

Enfin, l'on précise qu'en 2010, un plan de formation pour les opérateurs stagiaires a été lancé ayant pour but de fournir aux opérateurs les connaissances nécessaires pour prendre les décisions adaptées dans l'intérêt des usagers de la route et de la sécurité routière.

Question 1182 (20.1.2011) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant l'**alerte du Bundesumweltamt concernant les cours de bébés-nageurs**:

La presse allemande a relayé récemment une alerte du Bundesumweltamt, qui met en garde contre les risques encourus par la participation à des cours de bébés-nageurs. En effet les bébés prédisposés aux allergies seraient susceptibles de développer de l'asthme lorsqu'ils se baignent dans des piscines à l'eau chlorée. Ceci serait dû à la trichloramine, un produit issu de la réaction du chlore avec des particules organiques dans l'eau de piscine.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les piscines au Luxembourg effectuent régulièrement des mesures pour déterminer le taux de trichloramine dans l'air ambiant?
- Quels sont les résultats de ces mesures?
- Quelle est la concentration du chlore dans les différentes piscines du Luxembourg?
- Y a-t-il des piscines au Luxembourg qui utilisent des alternatives au chlorage de l'eau?

Réponse (1.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La trichloramine se retrouve sous forme de gaz dans l'air des piscines et constitue une molécule qui prend naissance par une réaction chimique entre le chlore dissous dans l'eau de piscine et des produits organiques contenant de l'azote.

Ces produits organiques azotés proviennent des utilisateurs de la piscine. Il s'agit notamment de débris de peau, de cheveux, d'urines, de selles, voire de sécrétions corporelles diverses.

Une augmentation de ces produits azotés dans l'eau des piscines fait augmenter le taux de trichloramine émis, d'où l'intérêt d'une hygiène stricte avant l'entrée dans le bassin. L'odeur typique dans les piscines est due à ce gaz.

La mesure de concentration de trichloramine dans l'air de piscine n'est pas encore technique courante et ce n'est que récemment que des appareils spécifiques pour le contrôle de routine sont en train de faire leur apparition sur le marché.

L'Inspection sanitaire de la direction de la Santé effectue annuellement des contrôles d'hygiène des piscines du Grand-Duché de Luxembourg, et y mesure certains paramètres.

La mesure de trichloramine ne fait actuellement pas partie des contrôles des paramètres, et par conséquent mes services ne disposent pas de chiffres officiels concernant la concentration de trichloramine dans l'air des piscines au Luxembourg.

La concentration de chlore libre dans l'eau des piscines au Luxembourg se situe entre 0,3 et 0,6 mg/l; pour les piscines à l'intérieur d'un bâtiment, ceci conformément à la norme allemande DIN 19643. Pour les piscines à l'air libre la concentration se situe entre 0,6 et 1,0 mg/l.

Toutes les installations de piscines ouvertes au public, et qui sont soumises à des contrôles par les autorités, utilisent comme moyen de désinfection principal le chlorage de l'eau; ceci pour éviter la propagation de maladies transmissibles.

Question 1183 (20.1.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **sécurité incendie des immeubles du Fonds du Logement**:

Le 7 janvier 2011, un incendie s'est produit dans la cave d'un immeuble, appartenant au Fonds du Logement, à Rumelange. D'après mes informations, les habitants n'ont pas été avertis par un système d'alerte incendie, celui-ci faisant complètement défaut, mais par un énorme bruit provoqué probablement par une explosion. Toujours selon mes informations, l'éclairage de sécurité n'a pas fonctionné, les couloirs étaient rapidement remplis de fumée, entravant voire rendant impossible à certains habitants de quitter les lieux. Cet incident ne soulève pas seulement des questions sur les mesures de sécurité de l'immeuble en question, mais également sur la gestion du parc immobilier du Fonds de Logement en matière de sécurité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations précitées? De quels équipements de détection et de protection contre l'incendie l'immeuble en question dispose-t-il? L'immeuble est-il conforme aux réglementations en vigueur en matière de sécurité incendie? Monsieur le Ministre estime-t-il que le dispositif de sécurité contre l'incendie installé dans cet immeuble est suffisant pour garantir la sécurité des habitants? Qu'en est-il de l'entièreté du parc immobilier locatif du Fonds du Logement?

- Existe-t-il un inventaire de l'état des immeubles du Fonds en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne la sécurité incendie? Le cas échéant, cet inventaire est-il actualisé de façon régulière? Y a-t-il des procédures, une réglementation ou des standards internes précisant la politique du Fonds en matière de sécurité des immeubles? Lesquels?

- Quand et sous quelles conditions une mise en conformité d'un immeuble existant est-elle prévue?

Réponse (9.3.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Il ressort des renseignements fournis par le Président du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat que l'immeuble du Fonds du Logement où l'incendie a eu lieu est parfaitement conforme aux réglementations en vigueur en matière de sécurité incendie. Ce bâtiment n'est pas équipé d'un détecteur d'incendie, étant donné qu'une telle installation n'est pas requise.

Tous les immeubles du Fonds du Logement sont conformes aux normes et aux règlements en vigueur. Beaucoup d'immeubles sont même suréquipés.

Quant aux standards internes précisant la politique du Fonds en matière de sécurité des immeubles, ils disposent que les règlements communaux et nationaux sont à respecter rigoureusement.

Finalement, la mise en conformité d'un immeuble est prévue toutes les fois quand les règlements en vigueur l'exigent.

Question 1185 (20.1.2011) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **vignette électronique pour les véhicules belges et étrangers circulant sur les autoroutes et voies rapides belges**:

Il ressort de plusieurs articles de presse que les régions belges viennent de trouver un accord en matière de vignette électronique pour les véhicules belges et étrangers circulant sur les autoroutes et voies rapides belges. Selon les informations diffusées par les organes de presse, ce «droit d'usage forfaitaire à la durée» va être mis en place à partir de 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été tenu au courant de cette initiative par les autorités belges compétentes?
- Quelles sont les conséquences de cet accord entre les régions



belges pour le système Eurovignette?

Réponse (23.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'annonce des régions du Royaume de Belgique de vouloir introduire une vignette électronique sur l'autoroute et les voies rapides belges.

Le Luxembourg était, par le biais de réunions régulières au sein du Benelux à Bruxelles, informé sur les discussions en Belgique relatives à l'introduction d'un système de péage kilométrique. Étant donné que ces discussions entre les régions perdurent déjà depuis plusieurs années sans pour autant qu'un compromis n'ait été en vue, le Luxembourg n'était pas informé de l'imminence d'un accord.

Il échet dans ce contexte de noter qu'en Belgique la compétence en matière de péage routier incombe aux trois régions (la Wallonie, la Flandre et la Région Bruxelles capitale) et non au pouvoir fédéral. Des décisions en la matière nécessitent donc à chaque fois l'accord des trois régions.

Cependant, l'on précise qu'il s'agit actuellement d'après les informations reçues d'un accord politique qui vise en particulier un système de péage kilométrique pour poids-lourds d'ici 2013 ainsi qu'une vignette pour les véhicules particuliers (nationaux et étrangers) avec les modalités de la répartition des recettes y générées.

D'ailleurs et d'après mes informations, aucune autre décision, ni sur le système à mettre en place, ni sur les parties exactes du réseau routier à inclure dans le système, ni quant au montant de la taxe, n'a été prise pour l'instant.

Le Luxembourg va bien évidemment suivre de près l'évolution de ce dossier en Belgique.

En ce qui concerne le système de l'Eurovignette, le Luxembourg devra se concerter dorénavant avec les autres pays membres du système afin d'analyser les conséquences éventuelles de la décision belge.

Question 1186 (21.1.2011) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'obligation d'appartenance à une coopérative de chasse:

La Cour européenne des Droits de l'Homme vient de rendre son verdict dans l'affaire d'un opposant de la chasse contre l'État d'Allemagne. Dans ce cas, la Cour arrive à la conclusion que l'appartenance obligatoire à une coopérative de chasse n'enfreint pas les droits de la partie plaignante parce qu'une telle obligation serait, je cite: «necessary in a democratic society in the interest of public safety, for the protection of public health and for the protection of the rights of others».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre pourrait-il me donner son appréciation sur le verdict de la Cour européenne

et sur les répercussions sur la situation luxembourgeoise?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il se prononcer sur la justification de la Cour, qu'une obligation d'appartenance à une coopérative de chasse servirait l'intérêt public, la sécurité publique et le développement durable?

Réponse (3.3.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen concernant l'arrêt Herrmann c/ Allemagne du 20 janvier 2011 rendu par la Cour européenne des Droits de l'Homme, je puis vous communiquer les informations ci-après:

I. D'un point de vue juridique deux observations s'imposent au sujet de l'arrêt:

1) L'arrêt Herrmann n'est pas encore définitif. En effet, les parties disposent d'un délai de trois mois pour demander le renvoi devant la Grande chambre. Jusqu'au 20 avril 2011 l'arrêt Herrmann ne peut donc sortir aucun effet juridique.

2) A priori, cet arrêt n'a aucune incidence directe pour le Grand-Duché de Luxembourg, alors que l'arrêt en question ne lie que les parties au litige. À supposer que personne ne demande le renvoi et que l'arrêt devienne définitif le 20 avril 2011, cet arrêt pris à la plus courte majorité possible, se trouve toujours d'un point de vue juridique en «concurrence» avec l'arrêt Schneider c/ Luxembourg rendu en 2007, mais aussi avec l'arrêt Chassagnou c/ France, ce dernier ayant été pris en Grande chambre. Néanmoins et au vu de ce qui précède il serait cependant étonnant si le renvoi n'était pas demandé.

Il en résulte qu'il serait prématuré de vouloir tirer des conclusions hâtives du jugement Herrmann c/ Allemagne pour apporter d'éventuelles modifications au projet de loi sur la chasse qui semble être conforme à l'arrêt Schneider c/ Luxembourg.

C'est en tenant compte de ce qui précède que le Conseil de Gouvernement a en date du 28 janvier 2011 décidé de maintenir les dispositions du projet de loi permettant notamment à un opposant éthique de retirer ses terrains d'un lot de chasse. Le projet de loi en question a trouvé l'accord de la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés.

II. L'article 11 de la Convention européenne des Droits de l'Homme est un des moyens soulevés et analysés par la Cour européenne des Droits de l'Homme aussi bien dans l'affaire Schneider c/ Luxembourg que dans l'affaire Herrmann c/ Allemagne.

Cet article dispose:

«Article 11 - Liberté de réunion et d'association

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé

ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'État.»

Alors que dans les deux affaires, la Cour estime que l'ingérence est prévue par les législations respectives et poursuit comme «but légitime» celui de veiller à la sécurité des biens et des personnes et d'éviter une pratique anarchique de la chasse, elle procède dans l'affaire Schneider c/ Luxembourg à analyser si la restriction à la liberté d'association est proportionnée au but légitime poursuivi et conclut finalement que «contraindre par la loi un individu à une adhésion profondément contraire à ses propres convictions et l'obliger, du fait de cette adhésion, à apporter le terrain dont il est propriétaire pour que l'association en question réalise des objectifs qu'il désapprouve va au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer un juste équilibre entre des intérêts contradictoires et ne saurait être considéré comme proportionné au but poursuivi». Dans l'affaire Herrmann c/ Allemagne la Cour parvient à la conclusion que d'après le droit allemand les syndicats de chasse sont établis par la loi sous la forme d'entités de droit public. Les critères de différenciation par rapport aux associations prévues en droit luxembourgeois seraient les suivantes (voir n°77 et n°78 de l'arrêt Herrmann):

- a) syndicat soumis à une autorité étatique réglementant la chasse;
- b) approbation des statuts des syndicats par cette autorité étatique;
- c) possibilité d'émettre des ordonnances de paiement, servant de titre pour une exécution forcée;
- d) défense de l'intérêt de la chasse et de sa bonne gestion.

L'arrêt Schneider ne reconnaît pas le statut d'entité publique au syndicat de chasse en droit luxembourgeois bien qu'il doive son existence à la volonté du législateur et qu'il ne soit pas créé sous la loi sur les associations sans but lucratif. D'après l'arrêt Schneider n°72 «les syndicats sont constitués de propriétaires de terrains, donc de particuliers, qui se réunissent périodiquement pour décider du «relaisement», ou non, du droit de chasse en faveur de quelques chasseurs, qui sont soit des adjudicataires, soit des locataires sortants. Même le fait que le fonctionnement des syndicats de chasse soit supervisé par le Ministre de l'Intérieur ne suffit pas pour affirmer que ceux-ci demeurent intégrés aux structures de l'État. De même, il ne saurait être soutenu que les syndicats de chasse jouissent en vertu de la loi de 1925 de prérogatives exorbitantes du droit commun, tant administratives que normatives ou disciplinaires, ou qu'elles utilisent des procédés de la puissance publique, à l'instar des ordres professionnels.»

Question 1187 (24.1.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'«e-Health Atlas»:

Ende Dezember 2010 veröffentlichte die Weltgesundheitsorganisation einen sogenannten „e-Health Atlas“. Dieser Atlas umfasst all jene Mitgliedstaaten, die an einer entsprechenden welt-

weiten Erhebung zum Thema „e-Health“ teilgenommen haben. Die Zielsetzung dieses Dokuments ist es, anhand ausgewählter Kriterien zum einen den derzeitigen Stand zur Nutzung von Informations- und Kommunikationstechnologien in den einzelnen Mitgliedstaaten der WHO zu beschreiben, und auf der anderen Seite Informationen darüber zur Verfügung zu stellen, wie „e-Health“-Anwendungen in diesen Ländern weiter Fuß fassen, um dann die Entwicklungen der einzelnen Mitgliedstaaten in vergleichbaren Länderprofilen darzustellen.

Der „e-Health Atlas“ der WHO ist nunmehr ebenfalls im Internet publiziert, unter der Rubrik „Global Observatory for e-Health series - Volume 1 Atlas - e-Health country profiles“.

Auffallend erscheint die Tatsache, dass Luxemburg in dieser Veröffentlichung bisher nicht mit einem „e-Health“-Länderprofil vertreten ist.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der zuständige Gesundheitsminister bestätigen, dass Luxemburg an dieser Erhebung teilgenommen hat?

2) Kann der Minister bestätigen, dass Luxemburg an dieser Erhebung teilnehmen will und unter Umständen die Daten nachreichen wird, um letztendlich noch in der Internetveröffentlichung berücksichtigt werden zu können?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass ein Land, das sich selbst in der Spitzengruppe der Länder mit ausgezeichneten Informations- und Kommunikationsinfrastrukturen wähnt, nicht umhinkommt, sein Länderprofil in Sachen „e-Health“ zu veröffentlichen?

4) Ist der Minister zusammen mit der Regierung darüber hinaus zuversichtlich, was die Entwicklungen hierzulande in Sachen „e-Health“ im Anwendungsbereich, in den Strukturen der nationalen Gesundheitsversorgung wie im Forschungsbereich (biomedizinische Forschung an der Uni und in den CRPs) angeht?

Réponse (14.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Der ehrenwerte Abgeordnete weist darauf hin, dass Luxemburg nicht an dem Ende Dezember 2010 von der WHO veröffentlichten „Welt e-Health Atlas“ teilgenommen hat.

Die oben erwähnte Veröffentlichung ist bestrebt, einen weltweiten Überblick der nationalen „e-Health“-Strategien zu geben. Global ist dieser Atlas sicher hilfreich. Die WHO-Erhebung bemüht sich, den Stand Ende 2009 in den sehr unterschiedlichen Ländern (der Atlas umfasst 114 Länder, von Afghanistan bis Simbabwe) anhand eines Profils zu erläutern. Dieses Länderprofil besteht in einer Auflistung einzelner Indikatoren, auf jeweils einer Doppelseite pro Land. Die detaillierte, länderbezogene Aussagekraft ist, methodologisch bedingt, begrenzt.

Bis jetzt hat Luxemburg noch nicht an vorerwählter Erhebung der WHO teilgenommen. Unter Federführung der nationalen Agentur für „e-Health“-Fragen werden wir uns jedoch zukünftig an dieser Erhebung beteiligen. Auch andere europäische Länder, wie z. B. die Niederlande oder Italien, sind zurzeit in diesem Weltatlas nicht vertreten.

Dies gesagt, teile ich jedoch die Auffassung, dass die Veröffentlichung eines Länderprofils im Bereich „e-Health“ wichtig ist. Ich möchte deshalb darauf hinweisen, dass Luxemburg sich im Rahmen der „e-Health Strategies“, einer Initiative der Europäischen Kommission (www.ehealth-strategies.eu), an einer durch die Firma „Empirica“ erarbeiteten und weitaus detailreicheren Analyse der nationalen „e-Health“-Strategien beteiligt hat. Es wurde in diesem Rahmen auch ein sehr umfassendes Länderprofil, mit Stand vom dritten Quartal 2010, erarbeitet. Das mehr als 20 Seiten umfassende Dokument ist im Internet abrufbar¹.

Ich bin zuversichtlich, dass Luxemburg sich der Spitzengruppe der Länder mit einer ausgezeichneten Infrastruktur im Bereich „e-Health“ anschließen kann. Deshalb sieht die Gesundheitsreform, die durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 in Kraft getreten ist, die Schaffung einer Agentur vor, welche sich ausschließlich „e-Health“-Fragen und dem Aufbau der nötigen Infrastruktur widmen kann.

Question 1189 (24.1.2011) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP) concernant l'obligation d'un «compte chèque postal» pour le personnel de la fonction publique:

Il me revient que les fonctionnaires et employés de l'État seraient obligés de garder un compte chèque postal auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour recevoir mensuellement leurs traitements parce que la trésorerie de l'État n'accepte pas qu'on détienne un compte bancaire auprès d'un autre institut bancaire pour le versement des traitements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces affirmations? Dans l'affirmative, quel est le fondement légal d'une telle disposition et est-ce qu'une telle disposition est conforme au droit européen?

- Dans la négative, est-ce qu'il existe des désavantages pour un fonctionnaire, par exemple au niveau de la durée du versement, lorsqu'il ne détient pas un compte bancaire auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications mais auprès d'une banque étrangère? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ces délais?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le législateur devrait laisser la liberté de choix de l'institut bancaire au fonctionnaire voire à l'employé au lieu de lui prescrire un certain établissement?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il en conséquence d'adapter les textes législatifs et réglementaires?

Réponse (1.3.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Ministre du Trésor*:

Le Gouvernement confirme que les traitements et salaires des fonctionnaires et employés de l'État sont obligatoirement virés sur des comptes chèques postaux

¹ http://www.ehealth-strategies.eu/database/documents/Luxembourg_CountryBrief_eHStrategies.pdf



(CCP) de l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour les raisons déjà expliquées à plusieurs reprises, dont la réponse fournie aux questions parlementaires n°0263 du 19 novembre 2009 de M. Gast Gibéryen et n°1082 du 14 décembre 2010 de Monsieur Claude Adam (cf. *comptes rendu n°7/2009-2010 et n°8/2010-2011*).

En effet, conformément à la régie générale de l'article 1247 du Code civil, un paiement doit être fait au domicile du débiteur; l'État peut toutefois consentir à virer les paiements dont il est le débiteur sur un compte bancaire de son créancier. Pour les paiements des salaires, traitements et pensions de son personnel, l'État consent à ce faire à condition de pouvoir opérer le paiement au sein du système des CCP. Il découle de l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ainsi que de l'article 36 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État que l'État gère ses liquidités et ses paiements de façon centralisée à partir des CCP.

À côté des coûts pécuniaires à charge du budget de l'État qu'impliquerait le virement de salaires, traitements et pensions de l'État vers un compte bancaire à Luxembourg ou à l'étranger autre qu'un CCP de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, il convient de relever l'importante charge administrative que comporterait la mise à jour d'une base de données en mutation permanente d'environ 35.000 fonctionnaires ou employés de l'État actifs ou retraités.

Par ailleurs, le paiement des salaires, traitements et pensions via le système des CCP implique que tous les fonctionnaires et employés de l'État jouissent de leur rémunération le même jour, à savoir dans la matinée du huitième dernier jour ouvrable de chaque mois. En cas d'abandon de ce système, les fonctionnaires et employés de l'État ne recevant pas leur rémunération sur un CCP se verraient créditer leur traitement avec un retard d'au moins une journée ouvrable. Ce décalage est indépendant de la volonté de la Trésorerie de l'État et s'explique par le fait que la transaction en question devra transiter via le système de compensation des paiements interbancaires.

Finalement, on peut rappeler que selon la loi, l'ouverture d'un CCP est sans frais pour le titulaire du compte. Par ailleurs, les ordres permanents exécutés depuis un CCP vers une autre banque sont gratuits, ce qui permet aux personnes qui le souhaitent de transférer régulièrement et sans frais toute ou partie de leurs traitements ou pensions vers un compte bancaire auprès d'une autre institution financière.

Par conséquent, le Gouvernement n'a pas l'intention de modifier le système actuel.

Question 1190 (25.1.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **dépénalisation du cannabis**:

In Bezug auf den Cannabiskonsum wäre es möglich, einen Paradigmenwechsel einzuleiten, nämlich indem man diese weiche Droge dekriminalisieren und wie bei Zigaretten und Alkohol darauf Akzisen erheben würde. Dies könnte zu einer Entlastung des

Staatsbudgets beitragen, wohl-gemerkt auch, weil weniger admini-strativer, polizeilicher und juristischer Aufwand nötig wäre, um jede Cannabisaffäre zu verfolgen und weniger Leute zu Gefängnisstrafen verurteilt würden. Die Polizei könnte sich verstärkt auf präventive Aufgaben konzentrieren und auch das Gesundheitswesen könnte mit Hinblick auf eine nachhaltige Politik davon profitieren.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Welche Mehreinnahmen auf Grund einer identischen Akzisen-taxierung wie bei Zigaretten und Alkohol würden bei dem jetzigen Cannabiskonsum in die Staats-kasse fließen (auf Basis der be-kannten Cannabisstatistiken des „Code criminel“, ohne die Dun- kelziffer zu vergessen, da ja nicht jeder Cannabiskonsum von der Polizei erwischt wird)?

2) Was würde die Staatskasse bei einer Entkriminalisierung des Cannabiskonsums an Ausgaben sparen (polizeilicher, admini-strativer und juristischer Aufwand mit einbegriffen)?

3) Was würde die Staatskasse bei den Gefängniskosten einsparen?

4) Ist der Minister sich bewusst, dass eine medizinische Anwen-dung des Cannabis die Staatsaus-gaben im Gesundheitssystem vermindern würde?

5) Ist der Minister sich auch bewusst, dass der Gebrauch von Industriehanf zu einer positiven CO₂-Bilanz beitragen und somit auch die Staatskasse im Energie-bereich entlastet würde?

6) Glaubt der Minister nicht, dass eine Entkriminalisierung des Can-nabis die Staatsfinanzen substan-ziell fördern würde und es ethisch zu verantworten wäre, da man heute weiß, dass der Cannabiskonsum weniger schädlich ist als der Alkoholkonsum?

7) Ist auf Basis dieser Erkenntnisse der Finanzminister bereit, dem Justizminister eine Entkriminalisierung des Cannabis vorzuschlagen?

Réponse (11.2.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Da aus mehreren Gründen die Legalisierung des Cannabiskonsums nicht von der Regierung ins Auge gefasst wird und da es keine statistischen Daten zu den aufgeworfenen Themen gibt, ist eine Beantwortung dieser Frage weder zielführend noch möglich.

Question 1191 (25.1.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **réseau national des pistes cyclables**:

Avec ses quelque 600 km, le ré-seau national de pistes cyclables constitue non seulement une attraction touristique de premier ordre, mais également un élé-ment important en relation avec la bicyclette comme moyen de transport quotidien. Or, dans ce réseau national des pistes cyclables (PC), il existe de nom-breuses lacunes, notamment dans les tronçons suivants (pistes en projet suivant la carte LVI du réseau national des pistes cyclables 2010):

- de Tétange via Dudelange à Bettembourg (PC8),

- de Bettembourg via Mondorf-les-Bains à Remerschen (PC6),

- d'Olm à Mersch (PC14),

- d'Arisdorf via Boulaide, Bavigne, Doncols pour joindre la PC20 (PC17),

- de Goebelsmuehle à Kauten-bach (PC16),

- de Wilwerwiltz via Troisvierges à la frontière belge (PC21),

- de la PC16 près de Bettendorf à Fohren (PC23),

- de Fohren via Puetscheid à la jonction avec la PC existante vers Lellingen (PC22),

- d'Ernstert à Mertert (PC4),

- de la PC2 près de Gonderange via Junglinster à Larochette, et de Medernach à Reisdorf (PC5),

- de Merkholtz à Paradiso (PC20),

- de Hesperange à Aspelt (PC11).

Pour compléter ce réseau, une nouvelle piste cyclable, deman-dée par les communes du SIAS, s'impose:

- jonction de la PC1 près de Hes-perange à la PC4 dans la vallée de la Syre en passant par Contern, Schuttrange et Roodt-Syre.

Comme pour une chaîne qui n'existe plus si un anneau est brisé, ces lacunes remettent en question l'utilisation sécurisée et confortable de ces pistes cy-clables pour les cyclistes qui empruntent ces chemins.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Mon-sieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pour chaque tron-çon les raisons qui sont à l'origine de ces lacunes ou de la non-réali-sation du projet entier?

- Quelles démarches sont le cas échéant prévues pour réaliser les pistes projetées et pour combler les lacunes sur les différents tron-çons?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre estime que les différents projets de pistes seront réalisés?

- De quelle façon sera réglé le fi-nancement des travaux pour la réalisation des différents tronçons entre l'État et les communes concernées?

Réponse (31.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Dé-veloppement durable et des Infra-structures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet du réseau national des pistes cyclables.

En effet, l'honorable Député a raison dans son analyse, dans la mesure où plusieurs tronçons du réseau national des pistes cyclables ne sont pas encore construits. Cependant et par analogie aux projets routiers, chaque projet de tronçon est soumis à toute une panoplie de procé-dures et de réglementations, de sorte qu'il y a lieu de solliciter, préalablement à la réalisation, différents avis et autorisations.

Notons à cet effet que par la nature des choses, le réseau des pistes cyclables passe souvent par des zones spéciales de protection pour lesquelles il faut élaborer des études d'impact et analyser plusieurs variantes afin de démontrer que toutes les mesures ont été prises pour minimiser l'impact sur l'environnement. Évi-demment, ces études nécessitent des moyens et délais consé-quents. Ce n'est qu'après autori-sation environnementale que les dossiers techniques sont autorisés et que les acquisitions des ter-rains nécessaires peuvent être en-tamées. Par ailleurs, certains pro-jets n'avancent pas au motif qu'un accord avec les proprié-taires n'est pas trouvé.

En ce qui concerne en particulier les différentes pistes cyclables, il échet de préciser ce qui suit:

- d'Arisdorf via Boulaide, Bavigne, Doncols pour joindre la PC20 (PC17): le tracé est réorienté par Lultzhausen et des négociations sont en cours pour la traversée du ponton du lac en direction de Bavigne. Pour la jonction Bavigne-PC20, il existe entre-temps un tracé approximatif;

- de Goebelsmuehle à Kauten-bach (PC16): différentes variantes de tracé ont été élaborées par un bureau d'études en collaboration avec les responsables de l'Envi-ronnement et une décision sur la variante définitive à retenir reste à être prise;

- de Wilwerwiltz via Troisvierges à la frontière belge (PC21): alors que de Wilwerwiltz via Troisvierges, il n'existe qu'un tracé ap-proximatif à l'heure actuelle, de Troisvierges à la frontière belge par contre, le projet Interreg «Vennbahn» est en phase d'exé-cution;

- de la PC16 près de Bettendorf à Fohren (PC23): le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ainsi que le Mini-istère du Tourisme ont donné leur accord pour une étude de faisabilité de la PC23 de Gilsdorf (lien PC16) à Fohren. Le tronçon Gilsdorf-Bleesbruck est projeté pour 2011/2012, ceci en même temps que les travaux de réamé-nagement de la route nationale RN17;

- de Fohren via Puetscheid à la jonction avec la PC existante vers Lellingen (PC22): de Fohren au Bassin supérieur, le tracé emprun-tera des chemins ruraux existants. Du Bassin supérieur à Poul, la PC est en stade de projet, alors que de Poul à Nachtmanderscheid, elle est en phase d'exé-cution sur le chemin repris, et de Nachtmanderscheid à Puetscheid, la PC est en phase d'exé-cution sur le chemin rural. De Puetscheid à Wahlhausen, la PC est en phase «projet» et sa réali-sation sur emprise propre devrait encore avoir lieu en 2011. De Wahlhausen au parc de Hosin-gen, un tracé, qui se poursuivra sur chemins ruraux et sur chemin repris est au stade de l'étude. Du parc de Hosingen au-delà de la route N7, le tronçon existant avait été exécuté en 2001 respec-tivement en 2005, et de l'ancien CR vers Lellingen à Lellingen (jonction PC22), le tronçon emprunte des anciens CR;

- de Medernach à Reisdorf (PC5): de Medernach à Ermsdorf, l'étude du tracé est avancée, alors que d'Ermsdorf à Bigelbach, le tracé se poursuit sur des che-mins ruraux existants. Ensuite le tracé est réorienté via Grundhof et non vers Reisdorf. À noter que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a marqué son accord avec une étude de faisabilité pour le tron-çon Bigelbach-Grundhof, dont les autorisations nécessiteront pourtant des réflexions approfon-dies quant au franchissement d'une zone de protection de ré-serve forestière intégrale;

- de Merkholtz à Paradiso (PC20): l'étude du tracé est avancée sur tout le tronçon. Il y aura lieu de résoudre cependant encore les problèmes liés aux divers endroits de passage de lignes CFL respec-tivement de rivières;

- Tétange-Bettembourg via Du-delange (PC8): la majeure partie de cette piste est déjà en place. Deux tronçons seront prochaine-ment mis en adjudication. Le problème majeur reste toutefois la liaison sortie de Tétange vers Dudelange (quartier Italie) qui doit obligatoirement passer par la Hardt. Mes services préco-nisent le tracé d'une ancienne ligne de chemin de fer (exploita-

tion minière) qui a l'avantage d'une dénivelation régulière et faible et qui ne nécessite aucun abattage d'arbres ou d'arbustes;

- Bettembourg via Mondorf à Re-merschen (PC6): le projet sera présenté au printemps 2011;

- Olm à Mersch (PC14): l'avant-projet Mersch-Schoenfels a été présenté le 26 mars 2010. Le tronçon Schoenfels-Quatre Vents ou sa variante Schoenfels-Kopstal pose d'évidents problèmes envi-ronnementaux et de sécurité. Le restant de la piste est en grande partie en service. Des amélio-rations partielles seraient certes né-cessaires mais dépendent toute-fois d'une solution définitive de la partie centrale mentionnée en haut;

- Ernzen-Mertert (PC4): la signali-sation est en cours d'installation de sorte que le trajet sera opéra-tionnel début printemps;

- Gonderange-Junglinster (PC2): cette piste est déjà en service. Dans le cadre du contournement de Junglinster en cours d'exé-cution, le tracé sera toutefois adapté et amélioré;

- Larochette-Junglinster (PC5): Medernach-Larochette (Soup) est en place. Soup-Koedange est en cours de réalisation. Dès l'achè-vement de ces travaux, la jonction avec Junglinster sera réalisée. Dans le cadre de travaux routiers (étatiques et communaux), des travaux préparatoires ont déjà été réalisés dans la sortie de Jung-linster;

- Hesperange-Aspelt (PC11): le projet est achevé, à l'exception d'un problème d'emprises qui semble extrêmement difficile. Une variante a également été étudiée avec le projet ad hoc. Comme ce trajet emprunte un très court passage forestier, l'Ad-ministration des Ponts et Chaussées n'est pas encore en posses-sion de l'autorisation requise.

À noter que l'Administration des Ponts et Chaussées se conforme en l'occurrence à la loi du 22 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables.

Les différents projets seront réali-sés au fur et à mesure de l'avan-cement des études et de l'obten-tion des autorisations nécessaires.

Il échet de préciser encore dans ce contexte que, depuis un cer-tain temps, l'Administration des Ponts et Chaussées élabore des études de faisabilité sommaires par tronçons entiers pour sollici-ter préalablement l'accord de principe des différents partenaires en cause dont notamment le Mi-nistère du Tourisme, l'Administra-tion des Services techniques de l'Agriculture ainsi que des com-munes.

Le financement du réseau des pistes cyclables nationales se fait en principe entièrement par l'État. Alors que la partie «Ponts et Chaussées» est directement imputée sur les budgets afférents, la partie restante est préfinancée par les administrations commu-nales, avec remboursement ulté-rieur par les autres partenaires étatiques.

Question 1192 (26.1.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **bien-être de l'enfant après la séparation de ses parents**:

En cas de séparation d'un couple, maintes personnes s'accordent à dire que l'objectif principal est le bien-être de l'enfant. S'il est scientifiquement prouvé que le très jeune enfant doit construire une sécurité et une stabilité psychiques en établissant un lien d'attachement primaire solide avec un de ses deux parents, avec celui qui lui donne les soins, le «caregiver», qui est le plus souvent la mère, se pose alors le problème de la résidence alternée tout en sachant qu'un déséquilibre pourra s'installer à un tel point que des cas extrêmes du type apparition d'un autisme, difficilement à gérer, peuvent se manifester et risquent de s'aggraver lors de toute condition défavorable.

Il s'avère aussi que ceci est difficilement démontrable, que les opinions peuvent diverger selon les spécialistes consultés et que les juges ne savent souvent pas comment trancher, laissant écouler trop de temps avant une prise de décision et favorisant ainsi la dégradation comportementale de l'enfant auquel tout le monde souhaitait les meilleures conditions possibles.

S'ajoute à ce tableau que tout affrontement parental du type litige, altercation, dispute, optique éducative radicalement opposée fera basculer l'équilibre précaire. Il est aussi vrai que les enfants plus âgés entrant dans l'âge de la puberté ont besoin des deux pôles parentaux.

Sachant qu'il n'y a pas de solution miracle et que même des maisons de rencontres du type «Treff» ne résolvent pas le problème dû à une surcharge des parents et à un personnel limité en nombre ne pouvant s'occuper de façon adéquate, se pose la question primordiale de la décision juste et ciblée pour le bien de l'enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quelles solutions Madame la Ministre envisage-t-elle pour pouvoir parer à une rupture de l'équilibre émotionnel précaire d'un jeune enfant?

2) En cas d'urgence et sans attendre la lenteur des procédures, n'y a-t-il pas de solutions rapides pour parer à toute pathologie émotionnelle et comportementale imminente?

3) Est-ce qu'en cas d'altercation violente entre parents des mesures identiques à celles trouvées dans la loi contre la violence domestique ne sauraient pas solutionner momentanément la problématique?

4) Quels sont les mécanismes que le Gouvernement entend proposer en cas de désaccord entre les deux parents sur des questions essentielles concernant l'éducation des enfants communs?

Réponse (11.3.2011) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

S'il est évident que toute décomposition familiale constitue une épreuve psychologique pour les enfants concernés, il est tout aussi vrai que les parents sont les premiers concernés et responsables pour gérer cette situation dans l'intérêt supérieur de l'enfant, dans un souci de soutenir l'équilibre émotionnel de l'enfant dans ce contexte d'instabilité. À cette fin, des parents - conscients

des déesses qui risquent d'être suscitées auprès des enfants par de telles situations de crise familiale - ont la possibilité de consulter un des services de consultation familiale (CPF, AFP, Eltereschoul, Haus 89 etc.) conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Ces services peuvent p. ex. renseigner, informer, mais aussi former sur comment annoncer un divorce aux enfants jusqu'à comment gérer l'éducation des enfants en tant que famille monoparentale.

De même, dans des cas de conflits parentaux impliquant des enfants, les centres de médiation peuvent apporter une aide précieuse à une gestion raisonnable des conflits. Il existe aussi des services de suivi familial, tels «Families first», «FARE» etc. qui peuvent procurer un appui aux familles dans des situations de crise aiguë.

Il y a ainsi lieu de noter qu'en vue de la forte demande le Ministère de la Famille a renforcé cette année le personnel du service «Treffpunkt» des Maisons d'enfants de l'État.

Dans des cas où il y a un réel danger pour la santé psychique et physique de l'enfant, il reste la possibilité soit d'un placement volontaire de l'enfant sur demande des parents, soit d'un placement judiciaire de l'enfant dans une structure adaptée aux besoins de l'enfant. Il y a lieu de rappeler dans ce contexte, que tout citoyen est tenu de signaler auprès des instances judiciaires les situations où la santé d'un enfant est compromise.

À l'avenir, dans le cadre de la loi relative à l'enfance et à la famille, l'Office National de l'Enfance (ONE) pourra certainement contribuer à offrir un meilleur accès pour les familles à de telles structures d'accueil pour enfants ainsi qu'à un soutien efficace pour l'élaboration de projets d'intervention permettant tout aussi bien des mesures d'aides pour l'enfant concerné qu'un suivi de sa famille. Rappelons en effet que les mesures d'aides prévues dans le cadre de cette loi s'appliquent à l'enfant et à sa famille et prévoient tout aussi bien des aides stationnaires qu'ambulatoires.

Relevons tout de même que les aides nombreuses dont les parents peuvent profiter sont des aides volontaires, à la demande des parents ou des familles, et présupposent donc que les parents ont réellement envie de gérer leurs conflits dans l'intérêt de leurs enfants. À l'exception des interventions judiciaires dans le cadre de la loi du 10 août sur la protection de la jeunesse qui comprennent d'ailleurs de la part des structures d'accueil toujours un travail social en vue de la réintégration de l'enfant dans sa famille d'origine, il n'y a actuellement pas de moyens légaux qui forceraient les parents à se faire aider dans l'éducation de leurs enfants.

Question 1193 (26.1.2011) de M. André Bauler (DP) concernant le rapport de l'accident entre un aéronef et une camionnette le 21 janvier 2010:

J'ose revenir à l'accident du 21 janvier 2010 à l'Aéroport de Findel qui avait impliqué un aéronef Boeing 747-400F et une camionnette de l'Administration de la navigation aérienne.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0483 du 26 février 2010 (cf. *compte rendu n°12/2009-2010*), Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé que l'enquête menée par l'Administration des Enquêtes Techniques, conformément aux dispositions légales en vigueur, se conclurait par un rapport public. Ce rapport aurait pour visée d'éviter que des événements analogues ne se produiraient plus au futur. Le rapport énoncerait aussi d'éventuelles recommandations de sécurité tout en comportant la collecte et l'analyse de toute information utile sur le déroulement de l'accident, la détermination des causes et l'appréciation de l'efficacité des interventions rendues indispensables en raison de l'accident. À noter en particulier que Monsieur le Ministre avait précisé que ledit rapport devrait être dressé dans les douze mois suivant la date de l'accident.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le rapport sur l'accident du 21 janvier 2010 a-t-il été publié par l'administration concernée?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui ont empêché l'administration compétente de produire un tel rapport? Pour quand le rapport annoncé par Monsieur le Ministre sera-t-il publié au plus tard?

Réponse (23.3.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert à propos du rapport technique sur l'accident du 21 janvier 2010 impliquant un aéronef Boeing 747-400F de la compagnie Cargolux et une camionnette de l'Administration de la navigation aérienne. L'honorable Député a rappelé dans ce contexte et à juste titre, le contenu de ma réponse à la question parlementaire n°0483 du 26 février 2010.

S'il est vrai que je me suis référé dans ma réponse à cette question à un délai d'un an, il y lieu de rappeler que la loi du 30 avril 2008 portant, entre autre, création de l'Administration des Enquêtes Techniques stipule dans son article 6, paragraphe (2), que «l'administration adresse son rapport final dans les meilleurs délais au Ministre et si possible dans les douze mois suivant la date de l'accident ou de l'incident grave». Le délai légal de douze mois à partir de la réalisation de l'évènement générateur constitue dès lors une obligation de moyens, à atteindre dans la mesure du possible. Si le souhait était ainsi certes de conclure l'enquête technique dans un délai d'un an après l'évènement, il s'avère que la phase initiale de l'enquête, qui consistait à collecter auprès des parties impliquées les informations utiles relatives à l'évènement, a accusé un certain retard qui s'est répercuté sur la suite de l'enquête. Il échet d'insister sur la complexité d'une enquête technique et des différentes phases dont notamment la collecte de toutes les informations, leur analyse et surtout l'élaboration des conclusions et recommandations éventuelles qui en découlent.

Aussi faut-il noter que les ressources humaines de l'administration en charge de l'enquête,

constituée depuis 2008 seulement, encore limitées, seront renforcées au cours de l'année 2011 par un ingénieur diplômé.

De tout ce qui précède, l'Administration des Enquêtes Techniques estime qu'un projet de rapport sera finalisé dans les mois à venir. Suivra ensuite une phase de concertation avec les représentants accrédités et les conseillers, à l'issue de laquelle le rapport final sera rendu public.

Question 1196 (27.1.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'intervention d'un membre du Gouvernement auprès de la direction de la Police grand-ducale concernant une infraction commise par un membre de sa famille:

La presse fait état d'une seconde ingérence de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de l'Immigration suite à une intervention de la Police grand-ducale concernant cette fois son épouse. Cette ingérence aurait donné lieu à un échange de courrier entre Monsieur le Ministre concerné et la direction de la Police grand-ducale ainsi qu'à une enquête de l'Inspection générale de la Police.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces faits?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il publier les échanges de courrier concernant cette affaire ainsi que le rapport de l'Inspection générale de la Police?

3. Monsieur le Ministre est-il au courant d'autres ingérences de membres du Gouvernement auprès du corps de la Police grand-ducale, soit pour des cas qui concernent directement ces membres du Gouvernement, soit pour intervenir en faveur d'un membre de leur famille ou de leur entourage?

4. Quelles sont les instructions données aux agents de police dans leurs rapports avec des membres du Gouvernement ou des membres de leurs familles qui commettraient des infractions?

Réponse (9.3.2011) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

En ce qui concerne la réponse aux deux premières questions, je renvoie Monsieur le Député aux explications qui ont été fournies par les représentants du Gouvernement à la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police ainsi qu'à la Commission juridique lors de la réunion du 31 janvier 2011. Il en ressort qu'il n'y a eu en l'occurrence aucune ingérence de la part de Monsieur le Ministre Schmit. Les documents auxquels font référence les questions ont par ailleurs été publiés.

Il ne saurait dès lors être question d'«autres» ingérences de la part de membres du Gouvernement. Aucune intervention de ce type ne m'a d'ailleurs été signalée par la direction de la Police grand-ducale que j'ai priée de faire des vérifications à ce sujet. Il est par ailleurs évident qu'aucune instruction particulière couvrant les rapports des agents de police avec les membres du Gouvernement n'existe, les ministres étant à traiter comme tout autre citoyen.

Question 1197 (27.1.2011) de M. Félix Braz (déi gréng) concernant les paiements et remboursements aux compagnies aériennes:

Sur ses fonds de 2009, l'Administration de la navigation aérienne a effectué des paiements et remboursements aux compagnies aériennes suivantes:

ACR CARGO EXPRESS	8.317 euros
ACS AVIATION CONSULTANTS	1.038 euros
CARGOLUX AIRLINES INTERNATIONAL S.A.	743.902 euros
CHINA AIRLINES	95.804 et 67.926 euros
ETHIOPIAN AIRLINES	2.120 euros
MK AIRLINES	95.804 euros
PANALPINA AIR&OCEAN LTD	95.804 euros et 37.115 euros
QATAR AIRWAYS CARGO	4.014 euros
WEST AIR Luxembourg S.A.	185 euros et 185 euros
YANGTSE RIVER EXPRESS	39.580 euros

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

- À quel titre ces paiements et remboursements ont-ils été effectués?

- Sur quelle base légale ces paiements et remboursements ont-ils été effectués?

Réponse (23.3.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert au sujet de différents remboursements effectués au profit des opérateurs aériens de fret en 2009 sur les fonds de l'Administration de la navigation aérienne.

Au vu de la gravité de la crise que le secteur de transport a connue en général et le secteur du fret aérien en particulier, en 2008, avec un volume en régression de l'ordre de 25% par rapport à 2007, différentes mesures d'atténuation de cet impact furent considérées par les autorités luxembourgeoises afin de consolider la plateforme luxembourgeoise et de sauvegarder l'emploi y créé.

Parmi les mesures adoptées, le Luxembourg a fait ainsi suite aux différents appels de «burden sharing» des organisations représentatives des opérateurs au niveau européen et international (AEA, ERA, IATA), soutenus par la Commission européenne qui a invité les États membres de prendre des mesures en envisageant notamment une réduction des redevances de navigation aérienne.

Dans ces conditions et en raison d'un résultat prévisionnel excédentaire pour l'exercice 2008 de l'Administration de la navigation aérienne fonctionnant comme service à gestion séparée, cette administration a opéré, suite à une demande du Ministre des Transports de l'époque, un remboursement d'une partie de cet excédent début 2009 aux opérateurs de fret aérien, proportionnel à leur part dans les recettes de l'année en question.

En effet, étant donné que les opérateurs de fret contribuent à concurrence d'environ 70% aux redevances de la navigation

aérienne, une telle mesure a été jugée la plus appropriée pour faire face à la situation de crise qui se présentait dans le secteur, sans être obligé d'abaisser le niveau général des redevances.

Depuis le règlement grand-ducal du 20 mai 2008 abrogeant le règlement grand-ducal du 25 avril 1994 déterminant les taxes aéroportuaires à l'Aéroport de Luxembourg, la fixation des redevances aéroportuaires et de navigation aérienne s'effectue par les deux prestataires de services présents à l'Aéroport de Findel, à savoir Lux-Airport S.A., d'une part, et l'Administration de la navigation aérienne, d'autre part.

Le règlement 1794/2006 de la Commission du 6 décembre 2006 établissant un système commun de tarification des services de navigation aérienne et le régime des redevances, applicable à l'époque, constituaient les bases pour la fixation des redevances afférentes par les prestataires de services.

À noter enfin qu'avec la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet de modifier: 1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile; 3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare, une disposition légale explicite et sans équivoque a été insérée dans le droit national selon laquelle «Le montant de ces redevances est fixé par l'entité prestataire de ces services après consultation du comité des usagers instauré par la loi modifiée du 19 mai 1999». Par conséquent, plus aucun doute ne subsiste dorénavant sur la légalité de la fixation de ces redevances pour services prestés par les entités prestataires précitées.

Il convient de noter encore que le régime de redevances aéroportuaires, consultable en ligne sur www.aeroport.lu, a été complété depuis pour inclure une disposition spécifique concernant le remboursement d'un excédent éventuel d'un prestataire de services aéroportuaires.

Question 1198 (27.1.2011) de M. Félix Braz (déi gréng) concernant le paiement à Cargolux airlines international:

Selon les renseignements qui m'ont été communiqués, à ma demande, par la Cour des comptes, l'Administration de la navigation aérienne a, sur ses fonds 2010, effectué un paiement à Cargolux airlines international d'un montant de 3.183.737,05 euros au titre, semble-t-il, d'une participation à l'aménagement des infrastructures aéronautiques/aéroport.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- À quel titre ce paiement a-t-il été effectué exactement?

- Sur quelle base légale ce paiement a-t-il été effectué?

- Qui a pris cette décision?

Réponse (23.3.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert au sujet d'un paiement effectué par l'Administration de la navigation aérienne à l'opérateur Cargolux en 2010 d'un montant de quelque 3,1 millions d'euros.

Ces frais sont en relation avec différents frais déboursés par Cargolux dans l'intérêt des infrastructures aéroportuaires à l'occasion de la mise en service de son nouveau hangar de maintenance à l'Aéroport de Luxembourg. En effet, les travaux de ce hangar ont commencé en 2006 pour se terminer avec une mise en service en 2009. En raison principalement de contraintes opérationnelles et techniques, Cargolux a effectué à cette occasion également des travaux infrastructurels elle-même, décrits ci-après, qui auraient dû être réalisés par le propriétaire/l'exploitant de l'Aéroport de Findel.

Ainsi, dès 2006, le Gouvernement précédent était en négociation avec Cargolux en vue d'une prise en charge afférente des frais par l'État.

Sur base de la loi du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne et en vue d'assurer le fonctionnement opérationnel de l'aéroport, le Gouvernement a décidé la prise en charge de ces frais qui s'est faite par le biais d'un dépassement de la dotation de l'État au profit de l'Administration de la navigation aérienne. Cette dotation a été demandée et accordée selon les règles applicables en la matière. En date du 5 mai 2010, les montants ont été liquidés par l'Administration de la navigation aérienne. S'agissant, par la nature des choses, d'une prise en charge ex post de travaux effectués par un opérateur privé, les procédures de marché public n'ont pu trouver leur application, fait qui fut à juste titre relevé et explicité aux autorités chargées du contrôle des comptes de l'Administration de la navigation aérienne.

Le paiement précité couvre les dépenses engagées par Cargolux en relation avec les travaux de dévoiement de réseaux, différents travaux de raccordement et la réalisation d'une zone de transit entre taxiways, tous des travaux réalisés par Cargolux afin de maintenir fonctionnelles et opérationnelles les infrastructures aéroportuaires.

Les travaux de dévoiement de réseaux et les travaux de raccordement concernaient les travaux réalisés par Cargolux, pour maintenir la boucle électrique existante à l'aéroport vu que certains câbles traversaient son terrain. Le paiement précité couvre également les frais que Cargolux a pris en charge en relation avec le raccordement du radar aux différents réseaux d'alimentation.

Les travaux de réalisation d'une zone de transit entre taxiways concernaient la réalisation d'une zone de quelque 20.000 m² située devant le hangar de maintenance, en dehors de la parcelle mise à disposition par voie de droit de superficie à Cargolux et appartenant à l'État, permettant in fine de relier les taxiways «India» et «Hotel» et de les maintenir interconnectés. Cette zone fut construite en même temps par Cargolux que sa zone de stationnement pour aéronefs située devant son hangar.

Question 1199 (28.1.2011) de M. Félix Braz (déi gréng) concernant la révocation du Colonel Nico Ries:

Après avoir évoqué, devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, de façon très résumée les raisons qui l'amènent à révoquer le Colonel Nico Ries de son poste de chef d'état-major, Monsieur le Ministre a évoqué devant la presse une lettre de quatre pages adressée à l'intéressé pour expliquer sa décision.

Dans ce contexte, je voudrais avoir le renseignement suivant:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons détaillées qui à ses yeux justifient la révocation du chef d'état-major?

Réponse (4.3.2011) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense:

L'attention de l'honorable Député est d'abord attirée sur le fait qu'il utilise dans sa question du 28 janvier 2011 une terminologie inappropriée en parlant «d'éviction» de Nico Ries. Il s'agit d'un changement d'affectation tel que prévu par l'article 12 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Quant aux raisons qui ont mené à ce changement d'affectation, il est précisé que lors d'une entrevue en date du 3 janvier les tenants et aboutissants de l'arrêt de la Cour administrative du 16 décembre 2010 ont été discutés et j'ai plus particulièrement réexposé les besoins et l'importance d'un planificateur stratégique à moyen et long terme.

Compte tenu de ces besoins et de cette importance, j'ai confirmé mon intention de proposer Monsieur Ries à nouveau au Conseil de Gouvernement et au Grand-Duc comme planificateur stratégique auprès du Ministre de la Défense dans le contexte des engagements internationaux et futurs du Luxembourg.

Les éléments de fait et de droit qui m'ont amené à soumettre au Conseil de Gouvernement et au Grand-Duc cette proposition sont les suivants:

Éléments de fait

D'abord, j'entendais mettre à jour les motifs qui ont été communiqués par mon prédécesseur par courrier du 16 novembre 2007 à Monsieur Ries et qui restent toujours valables à ce jour (A), avant de ne compléter ces motifs par quelques explications complémentaires (B):

A.

I. L'armée luxembourgeoise est au service de la politique étrangère de notre pays, la défense faisant partie intégrante de la politique étrangère. La réorganisation de l'armée luxembourgeoise n'est dès lors pas une fin en soi. Elle se situe dans le droit fil de l'action et des engagements du Gouvernement à l'Union européenne et à l'Alliance atlantique.

Les développements et nouvelles initiatives dans ces organisations internationales, dont le Luxembourg est un membre à part entière, sont eux-mêmes la résultante de changements dans le contexte de la sécurité internationale.

Cela s'est déjà traduit à l'Union européenne par la mise en place des «Groupements tactiques» et à l'OTAN par la création de la «Force de réaction» (NRF).

Ces nouvelles forces de réaction, auxquelles chaque pays membre participe à tour de rôle, couvrent un éventail de missions très larges. Ceci nécessite un entraînement des unités plus long que par le passé et surtout la certitude de pouvoir répondre présent lorsqu'il sera fait appel à nous.

S'il est certes utile et nécessaire de se préparer activement à la mise en œuvre des engagements déjà pris (ce que nous faisons), il convient de ne pas perdre de vue les nouvelles initiatives prises ou en cours tant à l'Union européenne qu'à l'OTAN. Je vise en particulier les conséquences de la mise en œuvre du Traité de Lisbonne sur la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD). La poursuite de la transformation de l'Alliance dans le cadre des orientations politiques fournies par la «Directive politique globale» adoptée par les chefs d'État et de Gouvernement lors du sommet de Riga en novembre 2006 constitue un autre exemple de ces nouvelles initiatives.

II. La réorganisation de l'armée est un processus à multiples facettes. Pour répondre aux défis posés, le Gouvernement a pris dès 2004 un certain nombre d'initiatives concrètes. À titre d'exemple, il est permis de citer la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires, le travail en cours concernant la rénovation du Centre militaire à Diekirch, etc.

S'y ajoutent des aspects organisationnels dont deux missions essentielles ont été identifiées, notamment devant la toile de fond internationale:

a) Il s'agit d'une part de la mise en œuvre des aspects de la réorganisation de l'armée qui figurent dans la loi du 21 décembre 2007 et de la planification opérationnelle et technique qui s'applique directement à la préparation et à la conduite d'opérations militaires ainsi qu'à certaines tâches techniques.

Cette tâche revient au chef d'état-major.

b) Il s'agit d'autre part de la planification stratégique à moyen et long terme dans le contexte des engagements internationaux du Luxembourg.

Il existe un réel besoin de regarder et de planifier systématiquement vers l'avenir pour anticiper les évolutions et préparer en amont les actions concrètes. Au regard de l'évolution internationale (voir supra I.) il est primordial de se donner les capacités d'anticiper davantage et de «penser» et «construire» dès maintenant l'avenir pour pouvoir agir concrètement dans le moyen et long terme. Ceci est un processus exigeant qui demande la continuité. Or, le chef d'état-major et les personnes qui l'entourent ne peuvent pas accomplir cette tâche, alors qu'ils sont accaparés par la mise en œuvre de la réforme, ainsi que par les aspects organisationnels dits «ordinaires».

Dans ces conditions, la planification stratégique à moyen et long terme est un aspect essentiel de la politique de défense. Il est donc naturel qu'elle se situe dans l'environnement direct du Ministre de la Défense. Ce travail, pour être utile, doit être dirigé par une personne qui dispose de l'expérience nécessaire et des

contacts appropriés à l'étranger, car il est évident que la mission nécessite également un suivi à ce niveau-là de même que des déplacements et des devoirs de représentation à l'étranger. Monsieur Ries possède, de par ses fonctions d'abord de chef d'état-major adjoint, ensuite de chef d'état-major depuis 2002, ainsi que par sa connaissance des mécanismes internationaux à l'OTAN et à l'Union européenne, précisément cette expérience et ces contacts nécessaires.

En d'autres termes, la planification stratégique doit être plus systématique. Elle doit aujourd'hui anticiper de plus en plus. Elle se situe dans le moyen et long terme (dix à 15 ans selon les standards de l'OTAN). Elle doit être mise en œuvre en amont des engagements concrets à prendre.

B. Le besoin d'une planification stratégique consécutive à long et moyen terme pour faire face aux engagements internationaux reste inchangé. Sa pertinence s'est même renforcée au fil du temps.

Cette planification est requise tant au niveau de l'Union européenne que dans le cadre de l'OTAN, de même que dans le contexte des autres engagements internationaux du Luxembourg en matière de maintien de la paix. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN, adopté par les chefs d'État et de Gouvernement lors du Sommet de Lisbonne en novembre dernier et aux travaux préparatoires duquel Monsieur Ries a participé, n'en est qu'une illustration récente.

L'importance de la planification stratégique résulte encore du programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre de laquelle il ressort que le Gouvernement issu des élections du 7 juin 2009 avale et confirme l'importance pour l'armée de la planification stratégique:

«L'effort dans le domaine de la planification à long terme sera maintenu pour mieux inscrire les missions de l'armée dans une perspective à long et moyen terme. Les travaux sur le concept stratégique (livre blanc de la défense) seront menés à bien. Dans ce contexte, un catalogue de nouvelles menaces pour lesquelles un rôle pourrait être dévolu à l'armée, comme par exemple la cyber défense, sera établi.»

Finalement, je voudrais rappeler que dans le passé Monsieur Ries a lui-même reconnu dans un courrier du 10 juillet 2008 que le travail de planification stratégique est d'une importance incontestable pour l'avenir de l'armée luxembourgeoise:

«Il en est ainsi d'autant plus que le travail dont je continue d'être chargé depuis mon changement d'affectation, et dont vous avez bien voulu confirmer que je le fais à votre satisfaction, m'intéresse au plus haut point et qu'il est par ailleurs d'une importance incontestable pour l'avenir de l'armée luxembourgeoise.»

Pour pouvoir mener à bien cette mission de planification stratégique à moyen et long terme, il est indispensable que cette mission soit remplie par un officier haut gradé qui a l'expérience né-

cessaire. Or, Monsieur Ries dispose de l'expérience et des contacts requis pour mener à bien cette mission, tel que cela a été rappelé sub. A.

Éléments de droit

Compte tenu de l'inconstitutionnalité prononcée par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du 1^{er} octobre 2010 et des annulations subséquentes prononcées par la Cour administrative dans son arrêt du 16 décembre 2010, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement et au Grand-Duc que la décision de changement d'affectation intervienne sur base des seuls articles 11, 12 et 16 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes, ces éléments de fait et de droit ont été communiqués à Monsieur Ries qui a eu la possibilité de me soumettre ses observations avant toute prise de décision.

Question 1200 (28.1.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant **l'activité du Colonel Nico Ries**:

Par un arrêté du 14 janvier 2011, le Gouvernement vient de nommer le Colonel Nico Ries au poste de planificateur stratégique.

Cette décision a été prise suite à l'arrêt de la Cour administrative du 16 décembre 2010. Récemment, Monsieur le Ministre de la Défense a indiqué qu'il n'envisageait pas de prolonger l'activité du Colonel Nico Ries au-delà du mois de juillet 2011, ceci avant même qu'il ne soit saisi d'une demande en bonne et due forme de la part de l'intéressé. Il vient d'annoncer un recours devant le tribunal administratif contre la décision qui l'écarte du poste de chef d'état-major de l'armée. Pendant près de trois ans, l'intéressé s'est vu privé de son droit de contester, quant au fond, son éviction. Aujourd'hui, au moment où le Colonel Ries peut enfin user des droits que la Constitution protège, le Ministre annonce qu'en tout état de cause, il le privera de son activité avant qu'un verdict de première et, le cas échéant, de seconde instance ne puisse prévisiblement intervenir.

Ma question à Monsieur le Ministre est la suivante:

- Compte tenu du fait qu'un chef d'état-major s'est vu privé pendant près de trois ans de ses droits de recours quant au fond, compte tenu de ces conditions tout à fait exceptionnelles, ne devrait-il pas être la moindre des choses de maintenir le Colonel en activité, s'il le souhaite et si cela correspond aux lois, tant qu'il n'aura pas été statué sur le recours introduit?

Réponse (4.3.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

L'attention de l'honorable Député est d'abord attirée sur le fait qu'il utilise dans sa question du 28 janvier 2011 une terminologie inappropriée en parlant «d'éviction» de Monsieur Nico Ries. Il s'agit d'un changement d'affectation tel que prévu par l'article 12

de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Il est ensuite rappelé que l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 9 juin 1964 portant fixation de la limite d'âge des officiers et membres de tous grades de l'armée, de la gendarmerie et de la direction de police pose comme principe que les officiers et sous-officiers de carrière de l'armée et les officiers commissionnés qui sont en jouissance d'un traitement sont d'office mis à la retraite à l'âge de 55 ans accomplis.

Ce n'est que par exception à ce principe que les militaires précités peuvent, sur leur demande, être maintenus provisoirement en service s'ils sont reconnus aptes aux prestations de service de leur grade et de leur fonction et si leur maintien en activité se justifie par l'intérêt du service. Ce maintien en service doit être prononcé annuellement.

Monsieur Ries a atteint ses 55 ans accomplis en date du 30 juillet 2008 et aurait dès lors dû être mis à la retraite à cette date, conformément au principe ancré à l'article 1^{er} précité.

Monsieur Ries ayant été chargé de la planification stratégique à moyen et long terme dans le contexte des engagements internationaux du Luxembourg, il aurait toutefois été contreproductif d'interrompre la mission qui lui a été confiée après seulement sept mois. C'est pour assurer la continuité de cette mission que trois maintiens en service consécutifs ont été accordés sur demande de Nico Ries:

Demande de Monsieur Nico Ries	Arrêté grand-ducal de maintien en service	Objet de l'arrêté grand-ducal
18 avril 2008	29 juillet 2008	Maintien en service pour la durée d'une année à partir du 30 juillet 2008
24 mars 2009	30 juillet 2009	Maintien en service pour la durée d'une année à partir du 30 juillet 2009
8 avril 2010	29 juillet 2010	Maintien en service pour la durée d'une année à partir du 30 juillet 2010

La dernière prolongation a été prononcée pour permettre à Monsieur Ries de non seulement continuer un certain nombre de travaux en relation avec la réalisation d'un livre blanc de la défense mais aussi pour permettre la transition avec son successeur comme planificateur stratégique.

Compte tenu du fait que le maintien en service est une exception au principe de la mise à la retraite à l'âge de 55 ans - et compte tenu du fait qu'une exception reste toujours d'application restrictive - j'ai informé Monsieur Ries, après décision du Conseil de Gouvernement, par courrier du 15 juillet 2010, que ce troisième maintien en service est le dernier qui lui sera accordé. Cette information a eu lieu en date du 15 juillet 2010, donc bien avant l'arrêt de la Cour administrative du 16 décembre 2010.

Il convient encore de préciser qu'en l'absence du changement d'affectation de Monsieur Ries au poste de planificateur stratégique, il serait déjà à l'heure actuelle en retraite, conformément aux principes rappelés ci-dessus.

Il s'agit dès lors de ne pas confondre le recours exercé ou à exercer par Nico Ries dans le cadre du contrôle de la légalité de la décision de changement de son affectation et la question de son maintien en service qui est soumise au principe de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 9 juin 1964.

Question 1201 (27.1.2011) de **M. Lucien Clement** (*CSV*) concernant les **indemnités d'apprentissage dans le secteur de l'artisanat**:

Pendant la durée de l'apprentissage, le patron verse à l'apprenti des indemnités d'apprentissage qui varient selon les professions, l'âge et les années d'apprentissage. Ces indemnités d'apprentissage sont en règle générale nettement inférieures au salaire social minimum.

Il me revient qu'un élève inscrit dans une classe «section des menuisiers» (O2MB) et employé sous forme de contrat d'apprentissage chez son patron formateur est indemnisé selon les montants fixés par règlement grand-ducal tandis que d'autres élèves fréquentant la même classe et employés sous forme d'un CDD auprès d'une initiative en faveur de l'emploi sont indemnisés à hauteur de 100% du salaire social minimum. Cette indemnisation est dès lors nettement plus élevée que l'indemnité d'apprentissage des autres apprentis qui pourtant fréquentent la même classe et sont en apprentissage dans la même profession.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Messieurs et Mesdames les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, approuvent-ils cette situation?

- Dans la négative, envisagent-ils de mettre les indemnités d'apprentissage au même niveau que celles perçues par les élèves engagés auprès d'une initiative en faveur de l'emploi?

- Comment les Ministres entendent-ils régler cette problématique?

Réponse commune (18.3.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Il peut en effet être confirmé que pour l'année scolaire en cours quatre apprentis menuisiers sont inscrits en classe de O2MB au Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher. Selon le fichier élèves, leurs patrons formateurs sont le «Forum pour l'Emploi asbl» ainsi que le «Jongenheim De La Salle asbl».

Pour ce qui est des indemnités d'apprentissage, il faut savoir que les règlements grand-ducaux afférents ne fixent que les indemnités d'apprentissage minima.

Il est dès lors loisible à chaque organisme de formation de fixer le montant de ses indemnités d'apprentissage, à condition que le seuil minimal soit respecté.

Dans ce contexte, il y a lieu de souligner qu'il n'est actuellement pas envisagé d'augmenter ces seuils minima, sans pour autant vouloir interdire aux patrons formateurs qui le souhaitent, ou qui y sont obligés par voie de convention collective, de payer un montant supérieur.

Dans le cas précis qui préoccupe à juste titre l'honorable Député, il y a lieu de noter que les trois apprentis bénéficiant du salaire social minimum ont été repris, initialement, sous le couvert d'un contrat de travail à durée déterminée, par le «Forum pour l'emploi». Alors qu'ils n'ont pas réussi à trouver un autre employeur en vue de leur permettre de participer à l'examen de fin d'apprentissage, le «Forum pour l'emploi», ayant le droit de former, leur a permis de suivre un apprentissage.

Il est regrettable que cette façon de procéder ait mené à la situation telle que décrite par l'honorable Député en matière de paiement des apprentis et instruction a été donnée afin d'éviter une telle situation à l'avenir.

Question 1202 (28.1.2011) de **M. Jean Colombara** (*ADR*) concernant les **drogues saisies par la Police grand-ducale**:

Im Falle von Beschlagnahmungen unerlaubter Drogen seitens der Behörden wie Cannabis, Heroin, Cocain, LSD, Opium und anderen synthetischen Drogen, müssen diese konfiszierten Drogen als Beweismittel gelagert werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist das Prozedere bei Beschlagnahmungen?

2) Gibt es einen speziell dafür vorgesehenen zentralen Sammelplatz und, wenn ja, wie sind hier die Sicherheitsvorkehrungen?

3) Welche Mengen der verschiedenen Drogen wurden in den letzten fünf Jahren beschlagnahmt?

4) Wie lange werden in der Regel die beschlagnahmten Drogen aufbewahrt und was geschieht letztendlich mit ihnen?

Réponse (4.3.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La saisie des stupéfiants se fait conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle ainsi que de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Les objets saisis, après analyse faite par le Laboratoire national de Santé, sont remis contre récépissé au parquet compétent et plus aucune responsabilité en matière de stockage n'incombe à la Police grand-ducale.

Le greffe fait annuellement détruire les stupéfiants saisis.

Les statistiques des produits saisis entre 2006 et 2010 sont jointes.

(*annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 1203 (28.1.2011) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant la **commémoration d'événements historiques en 2014**:

L'année 2014 coïncidera avec le 70^e anniversaire de la libération du joug nazi, le 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale et le 175^e anniversaire de notre indépendance (19 avril 1839).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il m'informer sur d'éventuels projets du Gouvernement en vue de commémorer ces événements historiques?

- Dans ce contexte, le Gouvernement estime-t-il qu'il est opportun de renforcer les initiatives pédagogiques et autres destinées à familiariser davantage la jeunesse estudiantine avec les moments mémorables de l'histoire du pays?

- Est-il prévu d'éditer des publications spéciales? Dans l'affirmative, une collaboration avec l'Université du Luxembourg et d'éventuels partenaires externes est-elle envisagée?

Réponse (18.3.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Dans sa question parlementaire Monsieur le Député rappelle que l'année 2014 coïncidera avec le 70^e anniversaire de la libération du joug nazi, le 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale et le 175^e anniversaire de notre indépendance et se demande comment ces dates seront commémorées.

1) S'il est évident que les événements auxquels Monsieur le Député fait référence seront commémorés d'une façon ou d'une autre, il n'existe à ce stade pas de projets concrets concernant le déroulement de ces festivités. Un groupe de travail composé de représentants de la Cour Grand-ducale, du Gouvernement et de la Chambre des Députés sera mis en place pour préparer ces événements, groupe de travail auquel pourront être associés, le cas échéant, d'autres partenaires.

Je voudrais relever que le Gouvernement a commémoré, en donnant une certaine envergure aux cérémonies qui ont eu lieu à cette occasion, le 60^e et le 65^e anniversaire de la libération du joug nazi et de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et cela à travers des cérémonies aux dates suivantes:

- le 10 septembre 2004 et 2009 pour commémorer la libération du Luxembourg;

- le 16 décembre 2004 et 2009 pour commémorer la Bataille des Ardennes;

- le 8 mai 2005 et 2010 pour commémorer la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

En ce qui concerne la commémoration de notre indépendance, je voudrais rappeler que des festivités d'une certaine importance ont été organisées en 1939 (100^e anniversaire de l'indépendance) et en 1989 (150^e anniversaire de l'indépendance).

2) Le Gouvernement encourage plus que jamais les initiatives éducatives et pédagogiques qui cherchent à initier les jeunes à l'histoire de notre pays et à les familiariser avec les moments forts qui constituent la mémoire collective luxembourgeoise. À ce su-

jet, je voudrais relever de façon non exhaustive les initiatives suivantes:

- Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle organise chaque année autour du 27 janvier la Journée de la Mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'Humanité pendant laquelle des actions pédagogiques ont lieu dans les différents établissements scolaires.

- Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle soutient les visites d'étudiants dans des lieux de mémoire à l'étranger, comme p. ex. des voyages à Auschwitz.

- La formation pédagogique des futurs enseignants d'histoire comprend un module sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.

- Les Centres de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé et sur la Résistance accueillent chaque année un grand nombre d'élèves et d'étudiants pour les familiariser avec l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. De même, ces deux centres accompagnent des élèves et étudiants dans leurs travaux de recherche sur cette période.

- Au sein de ces deux centres a été mis en place le Forum des Jeunes qui organise des discussions entre des jeunes et des témoins de la Deuxième Guerre mondiale et qui, par ailleurs, favorise la participation des jeunes aux manifestations de commémoration.

- Les deux centres organisent des voyages d'études vers des lieux de mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (Hinzert; Natzweiler-Struthof) qui s'adressent notamment aux étudiants luxembourgeois.

- La FONARES soutient financièrement des voyages d'études scolaires vers de tels lieux de mémoire.

3) Il me semble évident que dans le cadre de leur travail de recherche, les différents centres spécialisés dans la recherche historique publieront des ouvrages relatifs aux événements dont question ici.

Finalement, je conçois la collaboration entre les chercheurs de différents organismes comme une pratique normale dans les milieux académiques.

Question 1204 (28.1.2011) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **signaux «STOP» sur le réseau routier luxembourgeois**:

Dans un récent article paru dans l'édition du magazine «AutoTouring», l'auteur se plaint d'une surabondance des signaux «STOP» (signal B,2a) sur le réseau routier luxembourgeois incitant un nombre de conducteurs à ne pas respecter la signalisation s'ils n'y voient pas l'utilité.

Sans vouloir mettre en question l'utilité des signaux «arrêt» à certains endroits présentant soit une complexité particulière du point de vue du trafic soit une configuration des lieux qui manque de visibilité, l'auteur se demande s'il ne serait pas préférable de remplacer un certain nombre de ces signaux par des triangles de priorité ou de les enlever sans remplacement et faire ainsi s'appliquer à ces intersections la simple règle de la priorité à droite.

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de l'auteur ou estime-t-il que tous les signaux «STOP» ont leur raison d'être? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il procéder pour supprimer les signaux «arrêt» dont l'utilité n'est pas fondée?

2) Quel est le nombre d'avertissements taxés décernés en 2010 pour inobservation d'un signal «STOP»?

Réponse (23.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la raison d'être de certains signaux B,2a «arrêt», ainsi que sur le nombre d'avertissements taxés décernés en 2010 pour inobservation du signal en question.

Il m'importe de relever que le signal B,2a «arrêt» comporte pour les usagers de la route l'obligation de marquer un arrêt avant de s'engager sur la chaussée dont ils approchent et de céder le passage aux conducteurs qui circulent dans les deux sens sur la dite chaussée. Par contre, le signal B,1 «cédez le passage» est employé pour indiquer aux conducteurs de véhicules qu'ils doivent céder le passage aux conducteurs circulant dans les deux sens sur la chaussée dont ils s'approchent sans être obligés de s'arrêter si la voie est libre.

Il est évident que l'existence et la justification per se du signal B,2a «arrêt» n'est pas mise en cause étant donné que l'implantation de ce signal est jugée nécessaire à des intersections à visibilité réduite. Cependant, certains des signaux B,2a actuellement en place ne sont pas nécessairement indispensables au vu de la visibilité garantie à ces endroits. Par conséquent, je vais demander à la Commission de Circulation de l'État d'élaborer des critères en fonction desquels la réglementation du signal B,2a «arrêt» peut être justifiée. Les autorités communales seront, le cas échéant, informées desdits critères par la voie d'une circulaire qui sera élaborée par le groupe de travail le moment venu. Ainsi, il sera analysé au cas par cas l'opportunité de la présence du signal B,2a sur un emplacement déterminé. Il est cependant indéniable que ce processus ne pourra pas se réaliser à courte échéance.

En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, l'on précise que 1.025 infractions ont été constatées au cours de l'année 2010 pour inobservation du signal B,2a «arrêt».

Question 1205 (28.1.2011) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **recensement 2011**:

Un recensement de la population est réalisé dès le 1^{er} février 2011 dans toutes les communes du Grand-Duché. Selon le règlement grand-ducal du 25 novembre 2010 y relatif, le recensement se fait de ménage en ménage par les agents recenseurs.

Étant donné que ce recensement obligatoire concerne un grand nombre d'informations à caractère privé et que les données qui seront utilisées à des fins statistiques sont directement liées à celles qui permettent d'identifier la personne recensée dans un premier temps, la confidentialité et la discrétion doivent être garanties à tout moment. Ceci implique entre autres que les agents

recenseurs doivent être choisis avec soin et que leur comportement vis-à-vis des recensés ne doit en aucun cas compromettre la confiance des administrés.

Souvent les recensés sont absents lors de la collecte des questionnaires remplis. Sur le site Internet «guichet.lu» il est proposé d'envoyer le questionnaire directement à la commune ou au Statec, ou bien d'y répondre par voie électronique. Or, dans certaines communes, les recensés sont priés, en cas d'absence, de déposer le questionnaire rempli à un endroit aisément accessible pour le recenseur, p. ex. dans la boîte à lettres semi-ouverte, bien qu'une telle procédure ne garantis pas la confidentialité des données.

De même, il semble que des agents recenseurs soient parfois choisis parmi les membres de famille d'un conseiller de la commune ou que l'un ou l'autre recenseur collecte les bulletins dans le quartier même où il habite. J'ai par ailleurs été informé d'un cas particulier où l'agent recenseur en question aurait clairement affiché son attachement à un parti politique. Dans de telles conditions, la neutralité des agents recenseurs ne peut être garantie, ce qui risque de réduire l'acceptation du recensement par la population concernée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il existe des critères à respecter lors du choix des agents recenseurs et lors de l'attribution des ménages à recenser à ceux-ci? Est-ce que les agents recenseurs reçoivent des instructions claires concernant la procédure, leur rôle et leur façon d'aborder les personnes à recenser?

- À qui le citoyen peut-il s'adresser lorsqu'il estime que le comportement d'un agent recenseur laisse à désirer?

Réponse (9.2.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

L'article 4 du règlement grand-ducal du 25 novembre 2010 prescrivant un recensement général de la population, des logements et des bâtiments du Grand-Duché au 1^{er} février 2011 précise: «Sur le plan communal, le dénombrement est réalisé sous la direction et la surveillance des collègues des bourgmestre et échevins par des agents recenseurs nommés par ceux-ci. Les agents sont choisis parmi les personnes ayant les aptitudes nécessaires.»

Le Statec a organisé du 4 au 21 janvier 2011, 49 séances de formation pour les agents recenseurs. Lors de ces conférences d'instructions la procédure du recensement et le rôle des agents recenseurs (droits et devoirs) sont expliqués. (Voir documents «Instructions aux agents recenseurs» et «Séance de formation pour agents recenseurs» en annexe).

À noter également que les agents recenseurs sont tenus de signer une déclaration relative au secret statistique sous peine de sanctions pénales prévues par l'article 458 du Code pénal.

Lorsque le comportement d'un agent recenseur laisse à désirer, le citoyen peut à tout moment s'adresser à sa commune ou au Statec.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1206 (28.1.2011) de **Mme Lydie Err** (LSAP) concernant **l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant le règlement Dublin II**:

Par un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme du 21 janvier, la Belgique et la Grèce ont été condamnées dans une affaire dans laquelle un demandeur d'asile a été transféré, en vertu du règlement Dublin II, de la Belgique vers la Grèce. Dans le cas de la Grèce, la Cour a dénoncé les conditions de détention et d'existence du demandeur d'asile concerné et des défaillances de la procédure d'asile. La Cour a par ailleurs affirmé que ces défaillances auraient dû être connues des autorités belges au moment où l'ordre d'expulsion a été délivré. Selon un communiqué de presse de la Cour, les «autorités belges ne devaient pas se contenter de présumer que le requérant serait traité conformément aux garanties consacrées par la Convention; elles devaient vérifier comment, en pratique, les autorités grecques appliquaient leur législation en matière d'asile».

Alors que le bulletin Agence Europe en conclut que la Cour remet en cause le fondement du règlement Dublin II, d'autres sources indiquent que certains pays membres de l'UE, notamment le Royaume-Uni, la Suède, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, auraient déjà décidé de suspendre tout transfert Dublin vers la Grèce.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1. Quelles conséquences l'arrêt de la Cour peut-il avoir sur le fonctionnement du règlement Dublin II?

2. Le Gouvernement entend-il réagir face à cet arrêt? Comment? S'il ne l'a pas encore fait, le Luxembourg a-t-il l'intention de suivre les pays membres de l'UE précités et de suspendre tout transfert au titre du règlement de Dublin vers la Grèce? Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de demandeurs d'asile ont été transférés par les autorités luxembourgeoises vers la Grèce selon le dispositif Dublin au cours des trois dernières années?

3. Qu'en est-il de la situation des demandeurs d'asile dans d'autres pays de l'UE? Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il existe, à l'instar de la Grèce, d'autres pays dans lesquels les conditions d'accueil des demandeurs d'asile sont insuffisantes, de sorte que le pays qui y renvoie un demandeur d'asile au titre du règlement Dublin II risque une condamnation?

4. L'arrêt de la Cour aura-t-il des conséquences sur les discussions actuelles en vue de la refonte du règlement Dublin II? Lesquelles?

5. Les débats récents au sein du Conseil de l'UE sur la refonte du règlement Dublin II ont fait ressortir des divergences au sujet de l'instauration d'un mécanisme dérogatoire, qui permettrait de suspendre temporairement le renvoi de demandeurs d'asile dans le premier pays d'accueil au cas où ce pays est confronté à un afflux massif et soudain de migrants. Quelle position le Gouvernement luxembourgeois défend-il à ce sujet? Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il y a d'autres sujets à discussion qui empêchent le Conseil de trouver une position commune dans ce dossier?

Réponse (9.2.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

1. La conséquence immédiate de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme du 21 janvier 2011 est la non-applicabilité actuelle du règlement Dublin II à la Grèce. Un plan d'action est actuellement mis en œuvre afin d'aider les autorités grecques à se conformer à l'acquis communautaire en matière de protection internationale. En effet, l'arrêt de la Cour ne saurait dispenser les autorités grecques à se conformer aux standards européens.

2. Depuis 2008, 33 demandes (41 personnes) de reprise conformément au règlement Dublin II ont été adressées par le Luxembourg à la Grèce. Le Gouvernement, conscient du traitement réservé aux demandeurs de protection internationale en Grèce, a cependant décidé de ne pas faire des transferts vers la Grèce. En 2010, deux personnes sont néanmoins retournées de plein gré en Grèce, alors qu'elles insistaient à pouvoir y retourner.

3. Le Gouvernement n'a pas connaissance d'autres États membres de l'Union européenne qui se trouveraient dans une situation identique ou analogue à celle de la Grèce.

4. et 5. À l'heure actuelle, le problème principal posé dans le cadre de la refonte du règlement Dublin II est celui d'un éventuel mécanisme de suspension. En effet, les États membres n'arrivent pas à se mettre d'accord sur l'existence et la finalité d'un tel mécanisme, certains États membres étant d'avis que le système Dublin II ne saurait constituer un système de «burden-sharing», d'autres estimant cependant qu'un tel mécanisme de solidarité est nécessaire, notamment au vu de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Le Luxembourg est d'avis que Dublin II n'est pas un système de «burden-sharing», et que d'autres mécanismes de solidarité devraient jouer à l'égard de pays d'accueil confrontés à des afflux massifs de demandeurs d'asile. Néanmoins, au vu de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme, et étant donné que d'autres mécanismes de solidarité n'auront pas le résultat escompté dans de très brefs délais, le Gouvernement est d'avis qu'un mécanisme d'urgence permettant une suspension du règlement Dublin II devrait pouvoir être discuté.

Question 1207 (31.1.2011) de **M. Félix Braz** (déi gréng) concernant les **accords internationaux conclus par le Luxembourg concernant l'expulsion et la réadmission de personnes en situation de séjour irrégulier**:

Dans une étude récente du département thématique «Droits des citoyens et affaires constitutionnelles» du Parlement européen¹, il est affirmé que «les der-

¹ «La politique de réadmission dans l'Union européenne», Jean-Pierre Casarino, Septembre 2010. Étude présentée au Département thématique «Droits des citoyens et affaires constitutionnelles» du Parlement européen, PE 425.632



nières décennies, la France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni ont été au premier plan d'une nouvelle vague d'accords liés à la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Ces accords portent sur la réadmission proprement dite (accords sur la réadmission des personnes en séjour irrégulier) ou parfois sur d'autres thèmes (contrôle des frontières, coopération policière, gestion des flux migratoires, migration/mobilité professionnelle, développement, accords commerciaux, économiques). En règle générale, ces accords contiennent également des clauses de réadmission. Cela démontre qu'il est très difficile d'avoir une vision précise de l'état du droit en la matière.

Dans l'étude à laquelle il est fait mention, il est recommandé aux membres du Parlement européen de «demander à la Commission de dresser un inventaire complet et régulièrement mis à jour des différents accords bilatéraux liés à la réadmission (qu'ils soient standard ou non) conclus par chaque État membre de l'UE au niveau mondial». Ceci d'autant plus qu'il s'agit d'une matière qui engage de près la question des droits fondamentaux des étrangers.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1. Quels sont les accords signés (liste avec date de signature et date d'entrée en vigueur) par le Grand-Duché de Luxembourg avec un pays tiers sur la réadmission des personnes en séjour irrégulier?

2. Quels sont les accords internationaux signés par le Luxembourg (liste avec date de signature et date d'entrée en vigueur) et portant sur la coopération politique et administrative dans les domaines de la police, du commerce, de l'économie ou du développement ainsi que dans les domaines de la mobilité professionnelle et la gestion des flux migratoires et comportant une clause de réadmission des étrangers en situation irrégulière?

3. Quels sont d'autres accords ou arrangements administratifs (liste avec date de signature et date d'entrée en vigueur) comportant une clause de réadmission des étrangers en situation irrégulière?

4. Quel est le bilan chiffré des expulsions effectuées par le Grand-Duché de Luxembourg des étrangers en situation irrégulière dans le cadre de ces accords (standards ou non)?

Réponse (25.2.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

1) Le Luxembourg n'a ni négocié, ni signé des accords «bilatéraux» de réadmission. Les accords applicables au Luxembourg ont soit été négociés avec nos partenaires du Benelux, soit dans le cadre Schengen, soit sont des accords négociés par la Commission européenne sur mandat conféré par le Conseil de l'Union européenne.

Il y a lieu de noter que la «liste Benelux» comprend des accords avec des États membres de l'Union européenne. Les accords avec ces pays ont été négociés, en général, avant leur adhésion à l'UE. Or, rien n'exclut de négocier un accord avec un autre État membre de l'Union européenne.

Ainsi, l'accord conclu entre la France et le Benelux en 1964, est actuellement soumis à une nouvelle négociation, afin d'adapter la forme et le contenu aux standards actuels.

a) Accords de réadmission Benelux (par ordre chronologique de leur signature)

Pays	Signé	Ratifié
France	16/04/1964	16/05/1964
Autriche	15/02/1965	01/04/1965
Allemagne	17/05/1966	01/07/1966
Slovénie	16/11/1992	29/04/2004
Roumanie	06/06/1995	29/04/2003
Bulgarie	07/10/1998	30/05/2002
Estonie	03/02/1999	30/05/2002
Lettonie	09/06/1999	22/03/2006
Lituanie	09/06/1999	30/05/2002
Croatie	11/06/1999	22/07/2004
Hongrie	23/01/2002	26/03/2003
Slovaquie	21/05/2002	17/03/2004
(ex-)Yougoslavie	19/07/2002	29/04/2004
Suisse	12/12/2003	15/02/2006
Macédoine (ARYM)	30/05/2006	18/09/2008
Bosnie-Herzégovine	19/07/2006	
Arménie	03/06/2009	

b) Accord de réadmission Schengen

Pays	Signé	Entrée en vigueur
Pologne	29/03/1991	01/05/1991

c) Accords de réadmission communautaires (par ordre chronologique de leur signature)

(les accords communautaires se substituent aux accords «bilatéraux» si de tels accords existent)

Pays	Signé	Entrée en vigueur
Hong Kong	27/11/2002	01/03/2004
Macao	13/10/2003	01/06/2004
Sri Lanka	04/06/2004	01/05/2005
Albanie	11/04/2005	01/05/2006
Russie	25/05/2006	01/07/2007
Bosnie-Herzégovine	18/09/2007	01/01/2008
Macédoine (ARYM)	18/09/2007	01/01/2008
Monténégro	18/09/2007	01/01/2008
Serbie	18/09/2007	01/01/2008
Ukraine	18/06/2007	01/01/2008
Moldavie	10/10/2007	01/01/2008
Pakistan	26/10/2009	01/12/2010
Géorgie	22/11/2010	01/03/2011

2) Les accords de réadmission et leurs protocoles d'application ont pour vocation de définir des obligations et des procédures claires à respecter par les parties contractantes, notamment par l'indication de délais et de modalités de retour des personnes en séjour irrégulier. En raison de leur caractère très spécifique, des dispositions en relation avec la réadmission ne font que rarement partie intégrante d'autres formes d'accords. Il résulte de ce qui précède que le Luxembourg, sur base bilatérale, n'a pas signé de tels accords mixtes.

3) Le 28 mars 2006, le Luxembourg a signé un «Memorandum of Understanding (MoU)» avec le Nigéria visant la réadmission de personnes en situation irrégulière.

4) Nombre d'éloignements de personnes en situation irrégulière effectués vers des pays tiers (non membres de l'UE) sur base des accords existants.

Pays d'origine	Nombre de personnes éloignées en 2009 (sur base des accords en vigueur, y compris le MoU)	Nombre de personnes éloignées en 2010 (sur base des accords en vigueur, y compris le MoU)
Albanie	15	4
Arménie	0	0
Bosnie-Herzégovine	3	5
Croatie	2	4
Géorgie	0	0
Hong Kong	0	0
Macao	0	0
Macédoine (ARYM)	2	0
Moldavie	0	4
Monténégro	10	10
Nigéria	13	10
Pakistan	0	0
Russie	3	2
Serbie	5	10
Sri Lanka	0	0
Ukraine	1	0
Total	54	49

Question 1208 (31.1.2011) de **Mme Marie-Josée Frank** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant **l'installation de cabinets de groupe dans une région non urbaine:**

La loi budgétaire pour l'année 2011 prévoit dans son article 31.052 des «interventions de l'État dans les frais engagés par des médecins généralistes lors de l'installation de cabinets de groupe dans une région non urbaine».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer ce que l'on doit entendre par «région non urbaine» dans ce contexte précis?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si actuellement des pourparlers ont lieu avec des médecins généralistes en vue de l'installation de cabinets de groupe dans les régions non urbaines?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que de tels cabinets de groupe seront une alternative à l'implantation d'une ou de plusieurs maisons médicales dans la région Est du pays afin de pallier au manque de permanence médicale en dehors des heures d'ouverture journalières et les weekends?

Réponse (4.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les honorables Députés me permettront de donner, en réponse à leur première question, une définition par exclusion de la notion «région non urbaine».

Ainsi, pour les besoins de cette cause, mes services considèrent comme région non urbaine tout le territoire du pays à l'exception des trois pôles qui sont:

- 1) la ville de Luxembourg et ses communes limitrophes,
- 2) la ceinture des villes du Sud du pays, cette agglomération s'étendant de Dudelange à Pétange avec les communes limitrophes,
- 3) la Nordstad, regroupant Diekirch et Ettelbruck avec leurs communes limitrophes.

Suite à l'inscription d'un article dans le budget de l'État pour 2011, mes services ont commencé à élaborer des concepts, voire des modèles qui seront soumis aux milieux intéressés et discutés avec l'ensemble des parties prenantes dont, dans une deuxième phase, les communes intéressées.

Enfin je puis confirmer que je considère les concepts autour des cabinets de groupe non pas comme des alternatives aux maisons médicales existantes, mais comme étant des compléments utiles à la continuité des soins; ceci alors qu'une multiplication du nombre de maisons médicales risque de compromettre le fonctionnement même de ce système.

Question 1209 (31.1.2011) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **l'accréditation obligatoire des laboratoires de biologie médicale:**

En date du 1^{er} décembre 2010, nous avons adressé par écrit une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supé-

rieur et de la Recherche ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé au sujet d'une accréditation obligatoire des centres de recherche et des laboratoires (*cf. compte rendu n°8/2010-2011*).

Dans leur réponse commune, Messieurs les Ministres se focalisent essentiellement sur l'accréditation des laboratoires de recherche et restent muets quant aux laboratoires de biologie médicale.

Cependant, le terme de «laboratoires» que nous avons employé dans le cadre de notre question écrite, vise également les instituts réalisant des analyses et des recherches dans le domaine de la biologie médicale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre, ne pensez-vous pas qu'il serait opportun de suivre l'exemple de certains pays européens, dont notamment la France, et d'entamer au Luxembourg de manière proactive, par voie législative, une démarche d'accréditation obligatoire de tous les laboratoires de biologie médicale du secteur public ainsi que du secteur privé afin que ces derniers soient conformes aux normes d'excellence internationales?

Réponse (14.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

En date du 26 janvier 2011, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales.

Si l'objet principal dudit projet consiste à actualiser les formes possibles d'exploitation des laboratoires et à adapter les conditions d'accès à la fonction de responsable de laboratoire, force est de préciser que le projet vise également à renforcer les moyens pour assurer un contrôle de qualité de haut niveau des prestations offertes par les laboratoires de biologie médicale au Luxembourg.

Je ne puis d'ailleurs qu'encourager, voire appuyer l'idée d'une accréditation des laboratoires selon des normes internationalement reconnues, telle qu'elle est préconisée par les honorables Députés, alors que celle-ci pourrait en effet constituer une plus-value pour les laboratoires implantés au Luxembourg. D'ailleurs mes services suivent de près l'évolution en ce domaine dans nos pays voisins, ceci afin d'évaluer, le cas échéant, l'opportunité d'une telle démarche à moyen terme.

Question 1210 (1.2.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **visite de courtoisie effectuée le 4 février 2010 par Monsieur Frank-Walter Steinmeier au Luxembourg:**

D'après le site «gouvernement.lu», il s'agissait d'une simple visite de courtoisie, ne revêtant donc aucun caractère officiel, qui s'est faite à un moment où Monsieur Steinmeier n'exerçait déjà plus de fonctions au sein du Gouvernement allemand. De façon correspondante, des sources allemandes parlent d'une «Stippvisite».

Outre des entretiens avec Messieurs Juncker et Asselborn, Monsieur Steinmeier a encore eu des entretiens avec le groupe parlementaire du LSAP lors de ce passage dans notre capitale.



Il n'est pas d'usage dans les relations internationales, sauf dans de très rares cas, par exemple pour permettre à des opposants dans des pays en voie de développement de voyager lorsqu'ils sont démunis de tous moyens, de payer des déplacements à des hommes politiques étrangers. On doit encore relever que Luxembourg et Berlin sont reliés plusieurs fois par jour par des vols de ligne réguliers.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0898 relative aux frais de voyage des membres du Gouvernement (*cf. compte rendu n°7/2010-2011*), Monsieur le Premier Ministre a précisé les conditions dans lesquelles des avions peuvent être affrétés par des membres du Gouvernement luxembourgeois:

- emploi de temps rendant indispensable l'utilisation d'un avion privé;
- déficits de sécurité en rapport avec l'utilisation d'un avion de ligne;
- destination non desservie par des avions de ligne.

Or, d'après des sources bien informées, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères aurait affrété un avion aux frais du Gouvernement luxembourgeois, c'est-à-dire aux frais du contribuable, pour aller chercher personnellement Monsieur Steinmeier à Berlin et pour l'y faire reconduire après ses entretiens.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que, dans le cadre de la visite de courtoisie de Monsieur Frank-Walter Steinmeier à Luxembourg le 4 février 2010, sans préjudice de la date exacte, le Gouvernement, respectivement le Ministère des Affaires étrangères, a affrété un avion pour servir de moyen de transport au chef du groupe parlementaire du SPD au Bundestag?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il s'est rendu personnellement à Berlin avec cet avion pour y aller chercher Monsieur Steinmeier et qu'après ladite visite de courtoisie à Luxembourg un avion affrété aux frais du contribuable luxembourgeois a ramené Monsieur Steinmeier à Berlin?

3. Dans l'affirmative, quels ont été les frais occasionnés par ces déplacements?

4. Est-ce que le Gouvernement a encore affrété des avions en d'autres occasions pour amener, aux frais du contribuable luxembourgeois, des interlocuteurs d'un des partis gouvernementaux CSV ou LSAP au Luxembourg?

Réponse (8.2.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

Le Luxembourg se doit d'entretenir de bonnes relations avec ses pays voisins. Ces relations comprennent les contacts entre membres des gouvernements respectifs mais aussi ceux avec les principales formations politiques, qu'elles constituent le Gouvernement ou qu'elles forment l'opposition démocratique. C'est dans ce contexte, que s'est située la visite à Luxembourg, le 4 février 2010, de Monsieur Frank-Walter Steinmeier, président du groupe SPD, le principal parti de l'opposition parlementaire en Allemagne, au Bundestag.

L'honorable Député a tout à fait raison de souligner que ces déplacements ne doivent pas être imputés sur le budget de l'État.

Cela dit, il est d'usage que, lorsqu'il reste des places disponibles sur un moyen de transport affrété, on en fasse bénéficier ceux qui voyagent au même moment dans le cadre d'une mission. Ce qui n'a aucune incidence sur le montant global du déplacement. J'ai, moi-même, eu recours à cette facilité sur des vols affrétés par certains de mes collègues Ministres des Affaires étrangères, permettant ainsi de réaliser des économies, en termes de frais de voyage, pour le budget de l'État.

En l'espèce, je me suis rendu, pour consultations, à Berlin le 4 février 2010. Planifié à brève échéance et pour perdre le moins de temps possible, j'ai eu recours à la société Luxair Executive pour effectuer l'aller retour dans la journée, et cela pour la somme de 5.240 euros. Monsieur Steinmeier étant attendu à Luxembourg pour des réunions de travail avec notre Premier Ministre ainsi qu'avec moi-même, il m'a semblé la moindre des courtoisies de lui proposer de me rejoindre pour le vol de retour Berlin-Luxembourg.

Au terme de ses différentes rencontres à Luxembourg, qui ont compris une entrevue également avec le président du groupe parlementaire du LSAP, Monsieur Steinmeier a quitté notre pays le 5 février. Alors que j'ai indiqué, lors d'une interview télévisée le 2 février 2011 sur RTL, que Monsieur Steinmeier était retourné en Allemagne sur un vol de ligne de la Luxair, mes collaborateurs et ceux de l'ambassade d'Allemagne à Luxembourg m'ont informé que l'ancien Vice-Chancelier était, en fait, reparti avec sa propre voiture de service, immatriculée en Allemagne, à 7.00 heures du matin, pour se rendre à Düsseldorf. Dont acte. J'ajoute que Monsieur Steinmeier a pris en charge tous ses frais de séjour.

Question 1211 (1.2.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **problème d'approvisionnement en produits pétroliers en décembre**:

Il semblerait qu'à la fin du mois de décembre 2010 la situation d'approvisionnement du pays en produits pétroliers a été perturbée et que certaines compagnies pétrolières ont connu des difficultés de ravitaillement.

Je souhaite à ce propos poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quels sont les facteurs qui expliquent cette situation d'approvisionnement difficile?
- Par quels moyens de transport sont acheminés les produits pétroliers vers le Luxembourg?
- Combien de dépôts sont situés sur le territoire du Grand-Duché?
- Est-ce que ces dépôts permettent un ravitaillement du pays en produits pétroliers suffisant et en toute circonstance?
- Une telle situation risque-t-elle de se reproduire?
- Le Gouvernement entend-il lancer des mesures pour parer à une telle éventualité?

Réponse (8.2.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le Luxembourg est ravitaillé en produits pétroliers de Belgique principalement, et, dans une

moindre mesure, de France et d'Allemagne.

Fin décembre 2010, le Luxembourg a en effet connu une situation d'approvisionnement momentanément perturbée. Plusieurs facteurs ont contribué à cette situation:

- Plus de 40% du carburant et du gazole de chauffage vendu au Luxembourg est importé par camion. Fin 2010, les conditions hivernales ont entraîné le blocage répété des principaux axes routiers venant de Belgique.
- La SNCB a connu une grève des conducteurs de trains en décembre, ce qui a perturbé le trafic ferroviaire de marchandises. S'y ajoute que plusieurs lignes électriques ont été endommagées par les pluies verglaçantes.
- La Moselle a connu une période de crue importante, due aux épisodes de pluie et de dégel combinés. Ainsi, le dépôt de Mertert n'a pas pu être ravitaillé de façon suffisante.
- Des difficultés techniques d'une écluse près de Liège ont entraîné le blocage de plusieurs bateaux destinés au ravitaillement des dépôts de Wandre.

Pour parer à des difficultés d'approvisionnement, le Luxembourg possède des stocks pétroliers dans ses dépôts sur le territoire national.

Actuellement, le Luxembourg compte six dépôts pétroliers sur son territoire, dont Bertrange, Dippach, Findel, Leudelage, Hollerich et Mertert.

Toutefois, dus à la taille réduite de ces dépôts et à la hausse de la consommation en produits pétroliers cette dernière décennie, les stocks sur le territoire national sont limités.

Cet épisode d'intempéries a démontré la vulnérabilité du Luxembourg en ce qui concerne l'approvisionnement en produits pétroliers, qui se fait majoritairement directement de dépôts situés dans des pays voisins.

Le Gouvernement entend donc lancer plusieurs mesures pour parer à de telles éventualités:

D'abord, dans le cadre du plan sectoriel «zones d'activités économiques», le Gouvernement a défini deux nouveaux sites de stockage pétroliers, l'un à proximité de la ville de Luxembourg, et l'autre dans la partie sud-ouest du pays; s'y ajoute l'extension du site de stockage de Mertert.

Ensuite, le Gouvernement va créer une agence nationale de stockage, qui s'occupera à l'avenir du stockage stratégique.

Question 1213 (2.2.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **effets secondaires de certains médicaments**:

In letzter Zeit werden Befürchtungen zu negativen Nebenwirkungen vieler bekannter Antidepressiva und Antipsychotika immer lauter, da es bei der Einnahme dieser Medikamente nicht nur zu schweren gesundheitlichen Problemen bei den Patienten, sondern auch zu schwerwiegenden gesellschaftlichen Folgen kommen kann. Das Institut für sichere Medikamentenanwendung (ISMP) veröffentlichte im Internetjournal PloS One eine Untersuchung, welche verschreibungspflichtige Medikamente auflistet, die bei den Patienten als unerwünschte Ne-

benwirkung eine gewisse Gewaltbereitschaft auslösen können. Bei den meisten in der Liste der gefährlichsten Medikamente aufgeführten Arzneimittel handelt es sich um Antidepressiva (Prozac, Seroxat, Effexor, Cipralexa), Schlafmittel (Halcion, Stilnoct), Medikamente gegen ADHS (Amphetaminderivate, Strattera), ein Mittel gegen Malaria (Lariam) und ein Mittel gegen das Rauchen (Champix).

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie war die Verschreibungsrate oben genannter Medikamente in den letzten drei Jahren in Luxemburg und wie ist die Tendenz?
- 2) Beeinflusst eine solche Studie das Handeln des Ministeriums?
- 3) Welche Empfehlungen gibt das Ministerium den Leuten im Allgemeinen und den Ärzten im Besonderen?
- 4) Wie ist die Position des Ministeriums gegenüber alternativen Medikamenten (Phytomedikamente, Homöopathie) und Methoden (Sophrologie, autogenes Training, Schultz- und Jacobsen-Methode...), die meistens durch die Pharmaindustrie als nicht wissenschaftlich bezeichnet werden, sich dennoch im Alltag gut bewähren?
- 5) Was will der Minister unternehmen, um die Leute weg von der chemischen Keule hin zu einer konform zu den Naturgesetzen ausgerichteten Medizin zu orientieren?

Réponse (9.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La revue scientifique PloS One, qui publie des articles scientifiques dans le domaine de la médecine et de la biologie uniquement sur Internet, m'est connue. Le site web de PloS One (<http://www.plosone.org>) a été lancé en 2006.

En ce qui concerne le nombre de prescriptions des différents médicaments énoncés par l'honorable Député dans sa question parlementaire durant les trois dernières années, je ne puis que lui transmettre le tableau ci-dessous reprenant le nombre d'emballages pris en charge en milieu extrahospitalier alors que je ne dispose pas de données relatives à la pathologie dont est atteinte la personne protégée en milieu extrahospitalier.

	2008	2009	2010
	Emballages	Emballages	Emballages
NO5 psycholeptiques	652.383	652.159	647.677
NO6 psychoanaleptiques	335.057	336.845	350.981

D'après le Système de Classification Anatomique, Thérapeutique et Chimique (ATC), qui est utilisé pour classer les médicaments, tous les médicaments énumérés dans la question parlementaire, à l'exception du Lariam qui est un antipaludique, agissent sur le système nerveux central.

Les notices et résumés des caractéristiques de tels médicaments mentionnent comme effets secondaires connus, mais très rares, des changements comportementaux et émotionnels qui peuvent être violents.

Ces médicaments, qui sont notamment utilisés pour soigner la dépression ainsi que le trouble ou le déficit de l'attention voire l'hyperactivité, sont efficaces. Toujours est-il que leur administration doit être strictement encadrée et leur prescription doit respecter les notices qui y sont adjointes.

En ce qui concerne les différents types de traitement que l'honorable Député qualifie dans sa question parlementaire de médecines alternatives, chaque médecin est en principe libre de proposer en concertation avec son patient le ou les moyens thérapeutiques (pharmacologiques ou autres) propres à aider son patient à recouvrer son équilibre physique ou psychique à condition que ledit traitement ne soit prohibé par notre législation.

Je suis d'avis que toute forme de traitement devrait se faire avec l'accord éclairé du patient et qu'un médecin ne devrait pas proposer une forme de traitement non scientifiquement éprouvée si ce n'est qu'à titre subsidiaire si le profil et la sensibilité de son patient s'y prêtent particulièrement.

Je voudrais encore informer l'honorable Député que je prévois de lancer dans les prochains mois une campagne pour sensibiliser les patients, mais également les prescripteurs à une approche plus consciente vis-à-vis des hypnotiques et des somnifères qui font partie des médicaments les plus prescrits.

Question 1214 (2.2.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **taux du cancer au Luxembourg**:

Auf einer vom „Cancer Research Fund“ veröffentlichten Rangliste gehört das Großherzogtum weltweit mit zu den Ländern, die die höchste Krebsrate aufweisen. Luxemburg liegt mit 284 Krebsfällen pro 100.000 Einwohner pro Jahr auf dem 13. Platz. In Luxemburg sind 324 Männer pro 100.000 betroffen, im Vergleich zu 254 Fällen bei den Frauen. Beim Brustkrebs liegt die Rate für Luxemburg bei 82 Fällen und somit wird hier Platz 16 erreicht.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie ist Meinung des Gesundheitsministeriums zu diesen Zahlen?
- 2) Was sind die Ursachen eines so schwachen Abschneidens? Schält sich eine Tendenz heraus, warum hier in Luxemburg vermehrt Krebs entsteht?
- 3) Wie steht der Minister zur relativ hohen Brustkrebsrate?

4) Muss die „Anti-Krebs-Politik“ neu überdacht werden?

5) Welchen Masterplan will die luxemburgische Regierung anwenden, um die Gesamtsituation zu verbessern?

Réponse (9.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Es ist wissenschaftlich bewiesen, dass mehrere Faktoren, die unmittelbar mit der Lebensweise der Menschen verbunden sind, wie Rauchen, Bewegungsmangel, Fettleibigkeit, Ernährungsgeohnheiten sowie der übermäßige Konsum von Alkohol, Ursache einer Krebserkrankung sein können. Die individuelle

Lebensweise spielt hierbei eine wichtige Rolle. Etwa ein Drittel der Krebserkrankungen könnte demnach heute vermieden werden.

Luxemburg gehört, wie andere Industrieländer mit hohem Lebensstandard, zu der Gruppe von Ländern mit hoher Krebsinzidenz.

Die Datenerfassung ist sehr komplett, da über 95% aller histopathologischen Analysen im nationalen Staatslaboratorium durchgeführt werden.

Auch in Luxemburg wird die Zahl der Neuerkrankungen weiter zunehmen, dies weil die Menschen länger leben werden und das Krebsrisiko mit höherem Alter steigt.

Brustkrebs ist die häufigste Krebsart bei Frauen in Luxemburg, wie in den meisten EU-Ländern und den USA. Jede zehnte Frau in Europa erkrankt im Verlauf ihres Lebens an Brustkrebs. Das Krankheitsrisiko nimmt mit steigendem Lebensalter zu. Brustkrebs ist für mehr als 26% aller Krebsfälle und mehr als 17% aller krebserkrankten Todesfälle bei Frauen verantwortlich.

Die Inzidenz von Brustkrebs ist seit 1992 stetig gestiegen, dies vor allem in der Altersgruppe der 50- bis 69-jährigen, Tendenz steigend für Frauen im Alter von 45 bis 49 Jahren und älter als 70 Jahre.

Brustkrebs kann man nicht vermeiden, da, außer einer gewissen genetischen Komponente, die genauen Ursachen noch nicht bekannt sind. Wissenschaftliche Studien weisen jedoch mehr und mehr darauf hin, dass eine abwechslungsreiche Ernährung mit viel Obst und Gemüse verbunden mit einer Kontrolle der Kalorienzufuhr zur Vermeidung von Übergewicht, regelmäßiger sportlicher Betätigung und wenig Alkohol das Risiko einer Krebserkrankung reduzieren könnte.

Jedoch setzt man für diese Krebsart besonders auf Früherkennung.

Seit der Einführung des nationalen „Programme Mammographie“ im Jahre 1992 wird den Frauen im Alter zwischen 50 und 64 Jahren alle zwei Jahre eine Mammographie angeboten. Im Jahre 2001 wurde diese Altersgrenze auf 69 Jahre heraufgesetzt. Die Teilnahme liegt um die 65%. Die Effektivität des Mammographie-Screenings hängt von technisch einwandfreien Geräten, dem Können der medizinisch-technischen Röntgenassistentinnen und der qualifizierten Befundung ab. Durch Screening kann Brustkrebs drei bis fünf Jahre, ehe eine Frau selbst Symptome feststellen kann, erkannt werden. So werden die Überlebenschancen, aber auch die Möglichkeiten für frühzeitige und weniger invasive Behandlungsformen stark verbessert.

Im Jahre 2009 hatten im Rahmen des „Programme Mammographie“ 44% der entdeckten invasiven Brustkrebsfälle eine Tumorgöße von weniger als zehn Millimetern und 60% von weniger als 15 Millimetern, 65% der Tumore waren ohne Lymphknotenbefall. Diese Werte befinden sich insgesamt im Normbereich der europäischen Leitlinienwerte.

Anti-Tabak-Programme, Hepatitis B- und Humane Papillomviren (HPV)-Impfung, Krebsfrüherkennungsprogramme, wie etwa das „Programme Mammographie“, sowie regelmäßige Vorsorgeuntersuchungen gegen Gebärmutterhalskrebs und Darmkrebs gelten als Maßnahmen zur Prävention respektive zur Früherkennung von Krebskrankheiten, welche seit Jahren in Luxemburg vom Gesundheitsministerium intensiv gefördert werden. Dadurch können die Überlebenschancen, aber auch die Möglichkeiten für frühzeitige und weniger invasive Behandlungsformen verbessert werden.

Ein nationaler Krebsplan ist in Vorbereitung, um eine Grundlage zu schaffen, wo alle Aktivitäten auf dem Gebiet der Krebsmedizin gebündelt werden, dies dank der Zusammenarbeit aller Akteure.

Die Reform des Gesundheitssystems listet die Prävention als einen der Schwerpunkte auf.

Im Zuge der gestärkten Primärversorgung wird auch die Prävention weiter ausgebaut. Die Reform sieht zudem vor, dass die Gesundheitskasse (CNS) neben der gemeinsam mit der Gesundheitsdirektion des Gesundheitsministeriums (Direction de la Santé) entwickelten Vorsorgeprogrammen eigene Initiativen zur Prävention entwickeln kann. Die Modalitäten zur Realisierung und Finanzierung der Vorsorgeprogramme werden durch Vereinbarungen zwischen den Ministerien für soziale Sicherheit und Gesundheit, der CNS und, bei Bedarf, spezialisierten Fachstellen festgelegt. Ihre Auswertung findet mittels der neuen Bestimmungen zur Dokumentation von Diagnose und Gesundheitsleistungen statt.

Es sei noch bemerkt, dass die Krebsforschung im CRP-Santé, in der Biobank und der Uni Luxemburg ebenfalls sehr intensiv von staatlicher Seite gefördert wird.

Question 1215 (2.2.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le roulement du personnel au CRP-Santé:

Die Forschung in Luxemburg soll einen hohen Stellenwert in unserem sozioökonomischen Gefüge erhalten, um zu einem wichtigen Standbein unserer Wirtschaft der Zukunft zu werden. Das ist der mehrfach ausgedrückte Wunsch der Politik und der Regierung. Vor einem Jahr feierte das CRP-Santé sein 20-jähriges Bestehen und es könnte angenommen werden, dass eine organisationelle Stabilität herrschen würde, was aber durch eine ständige, hohe Personalfuktuation sowohl bei hochrangigem Führungs- wie auch Forschungspersonal widerlegt wird.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie kann sich die seit langem bekannte Personalsituation im CRP-Santé mit dem erwünschten Qualitätsstandard vereinbaren lassen?

2) Kann der zuständige Minister Zahlen mitteilen bezüglich der Zu- und Abgänge im CRP-Santé für die letzten fünf Jahre?

3) Kann der Minister Informationen darüber geben, wie lange die Mitarbeiter/innen beim CRP-Santé gearbeitet haben, die in den letzten fünf Jahren eingestellt wurden und die wieder gekündigt haben?

4) Kann der zuständige Minister mitteilen, aus welchen Gründen all jene Mitarbeiter/innen, die in den letzten fünf Jahren das CRP-

Santé verlassen haben, diesen Schritt unternommen haben?

5) Kann der zuständige Minister mitteilen, welche akademischen Qualifikationen diese Mitarbeiter/innen aufgewiesen haben und welche Posten sie im CRP-Santé bekleideten?

6) Denkt der zuständige Minister eventuell daran, ein externes, neutrales und auf wissenschaftlichen Kriterien basierendes Audit zwecks Untersuchung der Personalsituation im CRP-Santé und der sie auslösenden Faktoren in Auftrag zu geben?

Réponse (4.3.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Der ehrenwerte Abgeordnete zeigt sich besorgt über die anscheinend durch ihn beobachtete hohe Personalfuktuation, sowohl bei hochrangigem Führungs- wie auch Forschungspersonal, im CRP-Santé.

Die «employés turnover rate» (das heißt die Zahl der Angestellten, die das CRP-Santé pro Jahr verlassen haben, geteilt durch die durchschnittliche Gesamtzahl der Angestellten im Jahr) lag in den letzten zwei Jahren bei weniger als 10% und ist über die fünf letzten Jahre stark gefallen (im Jahr 2006 lag sie noch bei fast 17%, 2007 bei 15% und 2008 bei 12%).

Im internationalen Vergleich sind diese Zahlen niedrig. Bei vergleichbaren europäischen Forschungsinstituten im biomedizinischen Bereich (zum Beispiel dem Vlaams Interuniversitair Instituut voor Biotechnologie VIB in Gent) liegt die jährliche «turnover rate» allgemein bei 15 bis 20%, und in den USA - wo Mobilität in der Forschung noch stärker gefördert wird - steigen die Zahlen in bekannten Instituten auf 25 bis 35% und manchmal noch höher.

Über die letzten fünf Jahre wurden am CRP-Santé 246 Personen eingestellt und 107 Personen verließen das Forschungszentrum. Diese Zahlen erklären sich durch die Struktur des Personals des CRP-Santé in drei verschiedene Kategorien:

1. Zuerst gibt es Personen, die im CRP-Santé eine Ausbildung oder Weiterbildung machen, meistens Ph.D.-Studenten (Doktoranden) und sogenannte «Post-docs». Hier beträgt die durchschnittliche Verweildauer am CRP-Santé drei bis vier Jahre für Ph.D.-Studenten und maximal zwei Jahre für «post-docs». Diese Perioden entsprechen internationalen Standards und der Fonds national de la recherche (FNR), welcher durch sein AFR-System diese Personen finanziell fördert, appliziert strikte Mobilitätskriterien. So kann zum Beispiel ein Ph.D.-Student nach seinem Doktorat nicht an derselben Institution eine «Post-doc»-Ausbildung machen, sondern muss an eine andere Institution in Ausland wechseln. Dies fördert eine möglichst vielfältige Ausbildung der jungen Forscher. In Ausnahmefällen, wenn es sich um besonders kompetente Forscher handelt, können frühere Studenten und Auszubildende später am CRP-Santé eine feste Anstellung finden.

2. Die zweite Kategorie sind Personen, die im CRP-Santé an einem bestimmten und zeitlich begrenzten Forschungsprojekt arbeiten. Diese Projekte werden meist durch das FNR, europäische oder andere internationale Instanzen finanziert, und haben eine festgelegte Dauer. In diesem Fall werden Forscher mit zeitbe-

grenzten Arbeitsverträgen eingestellt. Das Luxemburger Arbeitsrecht erlaubt es, Forscher bis zu fünf Jahren befristet einzustellen. Im CRP-Santé hatten ungefähr 35% der Angestellten einen zeitbefristeten Arbeitsvertrag im Jahre 2010. Diese Zahl ist niedriger als in den meisten anderen nationalen oder internationalen Forschungsinstituten. Hier gibt es jedoch auch wiederum die Möglichkeit, dass das CRP-Santé besonders kompetenten Mitarbeitern am Ende ihres befristeten Arbeitsvertrages eine dauerhafte Anstellung anbietet.

3. Die dritte Kategorie sind Personen mit einem zeitlich unbefristeten Arbeitsvertrag (ungefähr 65% des Personalbestandes). Sie betrifft hauptsächlich administratives und technisches Personal, sowie eine Reihe von hochqualifizierten Forschern (Master- oder Ph.D.-Niveau) und Führungspersonal. Nur 28 Personen mit einem unbefristeten Arbeitsvertrag haben das CRP-Santé während der fünf letzten Jahre (2006-2010) verlassen, davon waren zwölf Forscher, sechs technisches Laborpersonal, vier Abteilungsleiter (zwei in Forschungseinheiten und zwei in administrativen Einheiten) und sechs administratives Personal. Die durchschnittliche Dauer, welche diese 28 Abgänger am CRP-Santé gearbeitet hatten, betrug 58 Monate. Die Gründe der Kündigung waren: in zwei Fällen eine definitive Einstellung der beruflichen Aktivitäten, in einem Fall medizinische Gründe, in sechs Fällen eine Anstellung in neu gegründeten wissenschaftlichen Betrieben oder Institutionen in Luxemburg (zweimal Universität Luxemburg, zweimal Integrated BioBank of Luxembourg, und zweimal in der CRP-Santé Spin-off-Firma Complex). Weiterhin haben sechs Personen eine Stelle im Ausland angenommen, meistens begründet durch eine Familienzusammenführung. Acht Personen haben die Möglichkeit einer neuen, für sie interessanteren Stelle in Luxemburg wahrgenommen und deshalb gekündigt. Eine Person hat sich entschlossen, ihre Studien wieder aufzunehmen, und eine Person hat nach nur drei Tagen gekündigt, weil die angenommene Stelle ihr schlussendlich nicht zusagte und sie eine andere Offerte in einem Privatbetrieb bekam. Schlussendlich wurde der Arbeitsvertrag in drei Fällen in gegenseitigem Einverständnis aufgelöst.

Da die «employés turnover rate» im CRP-Santé im internationalen Vergleich niedrig liegt, und die Abgänge meist auf persönliche Gründe zurückzuführen sind oder befristete Arbeitsverträge betrifft, und zudem dem Ministerium keine spezifischen Beschwerden des Personals vorliegen, sehe ich keine objektive Begründung, ein externes Audit zwecks Untersuchung der Personalsituation in Auftrag zu geben.

Question 1216 (2.2.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'influence des compagnies pharmaceutiques sur les médecins:

Eine Umfrage der Verbraucherplattform Consumer Reports ergab: Die große Mehrheit der Patienten, die verschreibungspflichtige Medikamente einnimmt, glaubt, dass die Pharmakonzerne einen zu starken Einfluss auf die Ärzte nehmen. Annähernd die Hälfte der Befragten ist der Ansicht, die Ärzte wür-

den durch die Pharmakonzerne so stark beeinflusst, dass sie bewusst ein bestimmtes Medikament verschreiben, selbst wenn eine bessere und sichere Alternative existiere. Auch ist es bewiesen, dass, nach Vorsprechen eines medizinischen Pharmadelegierten in einer Arztpraxis, der Arzt vermehrt dessen vorgestellte Medikamente verschreibt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie steht der Minister zu dieser Problematik?

2) Ist die Beeinflussung des Arztes durch ein „Geschenk“ erlaubt?

3) Macht sich der Pharmadelegierte strafbar, wenn er dem Arzt Gefälligkeiten oder Geschenke als Gegenleistung für eine verstärkte Verschreibung des beworbenen Medikamentes anbietet?

4) Was riskiert der Arzt beim Annehmen solcher Gefälligkeiten oder Geschenke?

5) Sind diese Praktiken dem Minister bekannt und wurden Ärzte deswegen schon bestraft?

6) Was will der Minister in dieser Problematik unternehmen?

Réponse (10.3.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Der ehrenwerte Abgeordnete zeigt sich besorgt über den möglichen Einfluss verschiedener Pharmakonzerne auf die Ärzte beim Verschreiben von Medikamenten an Patienten.

Diese Sorge teile ich und habe in diesem Sinne konstruktive Gespräche mit der Luxemburger Ärztevereinigung und Vertretern der Pharmaindustrie geführt. Die Pharmaindustrie hat ähnlich wie in Belgien einen Ehrenkodex angeboten.

Artikel 18 des Deontologiekodex sieht vor, dass es einem Arzt verboten ist, eine Sachleistung oder Bargeld in jeglicher Form, direkt oder indirekt, anzunehmen, die ihn dazu führen würden, eine ärztliche Verschreibung oder ein medizinisches Verfahren zu bevorzugen.

Wenn bewiesen wird, dass der Arzt gegen die deontologischen Regeln verstößt, kann dieser von der Ärztekammer (Collège médical) zur Rechenschaft gezogen werden.

Mir ist keine luxemburgische Rechtsprechung bekannt, die einen Pharmadelegierten, der einem Arzt ein „Geschenk“ gemacht hätte, oder die einen Arzt, der ein „Geschenk“ von einem Pharmadelegierten angenommen hätte, für strafbar erklärte.

Ich möchte den ehrenwerten Abgeordneten ebenfalls darauf hinweisen, dass die Gesundheitsreform, die durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 in Kraft getreten ist, das Prinzip der Medikamentensubstitution bei Gleichwertigkeit vorsieht, das unter anderem zum Ziel hat, den behandelnden Arzt dazu anzuregen, Medikamente aus der Gruppe der nicht patentgeschützten Arzneien zu verschreiben. Wenn ein Rezept auf ein nicht patentgeschütztes Medikament ausgestellt ist und dem Apotheker überreicht wird, kann er ein weniger teures Medikament mit demselben Wirkstoff, derselben Dosierung und derselben pharmazeutischen Form zur Substitution vorschlagen. Akzeptiert der Versicherte den Ersatz nicht, so wird sich seine Zuzahlung erhöhen.

Dieses Prinzip der Medikamentensubstitution soll jedoch erst am 1. Januar 2012 in Kraft treten,



damit genügend Zeit bleibt, um diese Maßnahmen adäquat vorzubereiten und die Versicherungen im Vorfeld hinreichend darüber zu informieren.

Question 1218 (2.2.2011) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant la convention entre la CNS et la BCEE:

Depuis l'introduction du statut unique, il existe une convention entre la Caisse Nationale de Santé (CNS) et la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) concernant le remboursement des frais médicaux payés et avancés directement par l'assuré lors de la consultation médicale.

L'assuré avait en contrepartie - en se présentant auprès d'une des agences de la CNS - droit à un chèque établi par la CNS, libellé à l'ordre de l'assuré pour le montant remboursable par son assurance sociale et ceci sans frais pour lui-même.

La convention entre la CNS et la BCEE prévoyait que la BCEE avait le droit exclusif de valider ces chèques contre remboursement ou virement.

Or, il me revient que cette convention a été résiliée unilatéralement par la BCEE.

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer cette résiliation unilatérale?

2) Dans l'affirmative, quelle est la date d'effet de cette résiliation?

3) Quelles sont les raisons évoquées par les responsables de la BCEE pour cette résiliation unilatérale?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir le nombre de chèques dressés par les différentes agences de la CNS pour les années 2008, 2009 et 2010?

5) Quel est le montant de la commission exigée par la BCEE par chèque et que représente le montant total annuel de cette commission pour les années 2008, 2009 et 2010?

6) Quelles possibilités les assurés auront-ils à l'avenir pour se faire rembourser directement en numéraire?

Réponse commune (10.3.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, et de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Ad 1) et 2) En conformité avec l'article 12 de la Convention relative à l'utilisation des chèques signée entre la BCEE et la CNS, la BCEE a dénoncé unilatéralement ladite convention avec effet au 1^{er} janvier 2012. Dans ce contexte, il convient de relever d'une part que la BCEE accorde à la CNS un préavis plus long que celui prévu par ladite convention, à savoir trois mois, afin de permettre de mieux gérer la phase de transition.

Ad 3) La BCEE invoque comme raison à la base de cette décision le fait que les revenus résultant de la facturation de la BCEE à la CNS de trois euros par chèque encaissé sont insuffisants pour couvrir le coût généré par le traitement du volume important de chèques.

Ad 4) Il convient de signaler que pour l'année 2008, c'est-à-dire avant l'introduction du statut unique au 1^{er} janvier 2009, il n'y avait que l'agence Hollerich de la CMO et la CMOA/CMEA qui émettaient des chèques, les autres agences de la CMO procédant à des remboursements en espèces.

Il n'existe donc aucune statistique exhaustive pour cet exercice.

Pour l'exercice 2009, 177.753 chèques ont été émis au total, contre 187.628 en 2010. Ces totaux se décomposent comme suit au niveau des agences prises séparément:

Agence	2009	2010
Bettembourg	5.042	4.709
Clervaux	4.781	5.296
Diekirch	8.585	9.013
Differdange	26.821	29.640
Dudelange	10.954	11.802
Echternach	5.940	5.054
Esch-sur-Alzette	21.132	26.566
Ettelbruck	12.300	12.444
Grevenmacher	6.067	5.755
Luxembourg-Hollerich	29.394	32.274
Luxembourg-ville	9.146	9.542
Mersch	7.492	7.968
Rédange	4.713	4.182
Remich	4.636	5.126
Rumelange	7.216	7.242
Steinfort	2.656	2.623
Wiltz	8.448	8.392
Esch-Schlassgoart(*)	3.430	

(*) L'agence Esch-Schlassgoart a été fermée au 30 novembre 2009.

Ad 5) Le montant de la commission convenu est de trois euros par chèque encaissé, ce qui correspond pour l'exercice 2009 à 531.999 euros et pour l'exercice 2010 à 562.188 euros.

Il y a lieu de préciser que ces montants se rapportent aux chèques effectivement encaissés et qu'il peut donc y avoir un certain décalage entre le nombre des chèques émis par la CNS et ceux facturés par la BCEE. En guise de rappel, il faut signaler que la date de validité d'encaissement d'un chèque est de trente jours à partir de sa date d'émission.

Ad 6) La possibilité de rembourser les assurés en numéraire, c'est-à-dire en espèces, a été écartée en 2008 par le Comité stratégique de projet (CSP), institué pour mettre en place les nouvelles structures de la future CNS, en raison du coût élevé occasionné par les travaux de sécurisation à réaliser dans les différentes agences.

En vue du maintien de ses agences et du service aux assurés, il incombera à la CNS de trouver une alternative soit avec la BCEE soit avec un autre institut financier. La présence géographique de ce nouveau partenaire dans les localités abritant les agences CNS sera sans doute un facteur déterminant dans cette recherche.

Question 1219 (2.2.2011) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant les pensions des salariés au service des cultes:

Sous la section 00.7 sur les cultes, le budget de l'État 2011 prévoit un poste de 24.375.455 euros attribué aux traitements des ministres des cultes. Cependant le budget ne renseigne pas sur le montant consacré au paiement des retraites des ministres des cultes.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- le nombre total des ministres des cultes actuellement en retraite;

- le montant de la dépense budgétaire attribué aux pensions des ministres des cultes en retraite; ceci pour les années 2005 à 2011;

- les montants totaux consacrés aux traitements et pensions respectivement des ministres des

cultes, des chargés de cours de religion et d'autres salariés au service des cultes, ceci pour les années 2005 à 2011.

Réponse (10.3.2011) de M. François Biltgen, Ministre des Cultes:

L'honorable Député Adam aimerait avoir les renseignements suivants au sujet du culte catholique:

1. Le nombre total des ministres des cultes actuellement en retraite:

67 personnes (février 2011)

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

2. Le montant de la dépense budgétaire attribué aux pensions des ministres des cultes en retraite:

Année	Fonds de pension -Ministres des cultes-
2006	2.792.908,41 €
2007	3.408.274,19 €
2008	3.547.838,91 €
2009	3.785.950,39 €
2010	3.752.714,97 €

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Les pensions des chargés de cours de religion, qui ont tous le statut de salarié, sont versées par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP).

3. Les montants totaux consacrés aux traitements des ministres des cultes, des chargés de cours de religion et d'autres salariés au service des cultes:

En ce qui concerne les rémunérations pour les années 2005 à 2010, y compris la part patronale à la sécurité sociale, calculées pour le personnel en activité de service par l'APE et assignées par la Trésorerie de l'État, les montants totaux ci-dessous ont été versés aux ministres des cultes, aux chargés de cours de religion et aux autres salariés au service des cultes.

www.chd.lu

Année	Montant imputé par article budgétaire		Montant total
	00.7.11.00	11.0.12.001	
2005	19.516.320,85 €	10.032.619,77 €	29.548.940,62 €
2006	20.348.866,80 €	10.513.948,13 €	30.862.814,93 €
2007	20.493.552,77 €	11.275.230,42 €	31.768.783,19 €
2008	21.097.761,86 €	10.176.372,82 €	31.274.134,68 €
2009	21.916.160,49 €	11.459.215,17 €	33.375.375,66 €
2010	22.633.323,69 €	11.901.466,86 €	34.534.790,55 €

Budget de l'État: 00 Ministère d'État / Section 00.7 Cultes / 11.000 Traitements des ministres des cultes

10 et 11 Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle / 11.0 Enseignement fondamental / 12.001 Enseignement religieux: indemnités pour service de tiers

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Question 1220 (2.2.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la ratification par le Luxembourg de la Charte sociale européenne révisée:

La Charte sociale européenne a été adoptée en 1961 et ratifiée par le Luxembourg le 10 octobre 1991. La Charte a été révisée en 1996, révision que le Luxembourg a jusqu'à ce jour omis de ratifier. Le Luxembourg n'a de même ratifié aucun des Protocoles additionnels à la Charte. Le Protocole additionnel de 1995 qui prévoit un système de réclamations collectives n'a même pas été signé par le Luxembourg.

Le retard pris par le Luxembourg dans la ratification de la Charte a déjà fait l'objet d'une question parlementaire de ma part (question parlementaire n°0593 du 19 avril 2010) (cf. *compte rendu n°12/2010-2011*). À l'époque, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères m'avait fait savoir qu'un groupe de travail interministériel s'occupait de l'examen des dispositions de la Charte par rapport à la législation luxembourgeoise existante afin de déterminer quelles dispositions de la Charte doivent être ratifiées par le Luxembourg. Le groupe de travail devait également prendre en compte le prochain rapport du Comité européen des droits sociaux et son appréciation de la législation existante en particulier en matière d'aide sociale avant de ratifier la Charte révisée. Une réponse similaire a d'ailleurs été donnée à une question posée par des collègues en 2007 (question parlementaire n°1571 du 14 février 2007) (cf. *compte rendu n°9/2009-2010*).

Le contrôle du respect par les États membres des dispositions de la Charte est effectué par l'intermédiaire de rapports nationaux annuels portant sur l'application de la Charte par les États membres. Ce contrôle porte à chaque fois sur un nombre limité de dispositions de la Charte regroupées par différents thèmes. Les dispositions relatives à l'aide sociale ont été analysées pour la dernière fois par le Comité des droits sociaux en 2009¹. La loi du 18 décembre 2009 sur l'aide sociale est postérieure à ces conclusions de sorte qu'il faudra attendre longtemps avant que le Comité ne se prononce à nouveau sur cette législation.

Il échet par ailleurs de constater que, d'une façon générale, le Luxembourg ne respecte pas de nombreuses dispositions de la Charte et que souvent le Comité des droits sociaux est amené à constater qu'il n'a pas pu effectuer son contrôle suite au dépôt tardif par le Luxembourg de son rapport sur l'application de la Charte².

C'est dans ce contexte, que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de Monsieur le Ministre du Travail:

- Comment expliquent-ils le retard accumulé dans la ratification de la Charte révisée alors qu'un groupe de travail interministériel y travaille depuis au moins 2007?

- Pourquoi le Luxembourg tarde à transmettre ses rapports sur l'application de la Charte?

- Qu'est-ce que le Gouvernement entend entreprendre pour régulariser la situation du Luxembourg à l'égard des cas de non-conformité à la Charte soulevés par le Comité européen des droits sociaux?

Réponse commune (25.3.2011) de Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

Par sa question parlementaire n°1220 l'honorable Député Marc Spautz désire obtenir des précisions sur l'état de ratification de la Charte sociale révisée, d'une part, et les retards intervenus dans la transmission des rapports sur l'application de la Charte sociale européenne de 1961, d'autre part.

Ad 1) Le groupe de travail auquel fait référence l'honorable Député s'est réuni à plusieurs reprises.

Après avoir constaté que la ratification de la Charte révisée oblige les parties à ratifier au moins les dispositions correspondant aux dispositions de la Charte sociale européenne de 1961, le groupe de travail a analysé en premier lieu les cas de non-conformité soulevés par le Comité européen des droits sociaux.

Le groupe de travail estime que certaines des conclusions négatives soulevées par ce comité peuvent être révisées pour être avisées positivement après la fourniture d'explications supplémentaires. D'autres nécessitent ou bien une modification de la législation afférente ou bien la

² Voir à ce sujet le document du Conseil de l'Europe, Le Luxembourg et la Charte sociale européenne, http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/countryfactsheets/Luxembourg_fr.pdf, voir également, les conclusions du Comité européen des droits sociaux, XIX-3 (2010), http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/conclusions/State/LuxembourgXIX3_fr.pdf.

¹ Comité européen des droits sociaux. Conclusions XIX-2 (2009), Articles 3, 11, 12, 13 et 14 de la Charte.

dénonciation du paragraphe correspondant de la Charte sociale de 1961 avant la ratification de la Charte révisée (exemples: droit des personnes âgées de moins de 25 ans au revenu minimum garanti; absence de recours dans le cadre de l'ancienne législation sur le domicile de secours).

Comme le soulève à juste titre l'honorable Député, la dernière analyse de la conformité de la législation luxembourgeoise sur l'aide sociale portait encore sur l'ancienne législation. Comme le Comité européen des droits sociaux avait jugé non conforme à la Charte de 1961 certains éléments de cette législation il convient maintenant d'attendre la nouvelle appréciation pour être fixé sur la conformité de la nouvelle législation à la Charte sociale.

Ensuite, le groupe de travail a constaté que certains des nouveaux droits figurant dans la Charte révisée (articles 20 à 31) présupposaient la transposition en droit national d'une directive européenne, respectivement l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation (exemple: droit au logement dont la disposition afférente n'est entrée en vigueur que le 1^{er} janvier 2011). Il convient d'analyser désormais si la nouvelle législation luxembourgeoise sur l'aide sociale est conforme à la Charte sociale révisée.

De même, le groupe de travail a estimé nécessaire d'analyser la jurisprudence du comité européen des droits sociaux en ce qui concerne les nouveaux droits avant de se prononcer sur l'acceptation ou non des différents articles. Cette analyse est en cours.

Ad 2) S'agissant des délais de soumission des rapports sur l'application de la Charte, force est de constater que le Comité européen des droits sociaux pose lors de chaque cycle de contrôle de nombreuses questions complémentaires qui parfois nécessitent d'importants travaux de recherche ou de collecte de données. Ceci explique que les rapports du Luxembourg accusent parfois des retards plus ou moins importants.

En outre, il convient de noter que le Luxembourg n'est pas le seul État membre du Conseil de l'Europe qui a soumis son rapport avec retard.

Question 1221 (2.2.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les enfants de demandeurs d'asile en âge de scolarité:

Lors d'une conférence de presse, Monsieur le Ministre de l'Immigration a signalé une très nette recrudescence du nombre de demandes d'asile. De nombreux demandeurs d'asile arrivent avec des enfants en âge de scolarité. Cette situation n'est pas sans poser de réels problèmes au niveau de l'accueil scolaire de ces élèves, problèmes qui se posent tant pour la scolarité des primo-arrivants que pour les élèves autochtones scolarisés dans les classes qui doivent accueillir les nouveaux élèves.

Le Gouvernement ayant décidé d'abandonner le principe des classes d'accueil dans l'enseigne-

ment fondamental, de nombreux primo-arrivants sont ainsi intégrés sans aucune préparation dans des classes ordinaires, alors que l'Éducation nationale de manière générale peine déjà à répondre aux défis de l'enseignement pluriculturel.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Quel est le nombre d'enfants de demandeurs d'asile scolarisés après la rentrée scolaire de septembre 2010, par nationalité et par type d'enseignement (cycle 1 de l'enseignement fondamental; cycles 2-4 de l'enseignement fondamental; différentes filières de l'enseignement secondaire)?

2. Au niveau de l'enseignement fondamental, quelles sont les communes particulièrement concernées par les élèves primo-arrivants, en nombres absolus et en pourcentage par rapport à la population scolaire totale?

3. Au niveau de l'enseignement scolaire, quels sont les lycées particulièrement concernés par les élèves primo-arrivants, en nombres absolus et en pourcentage par rapport à la population scolaire totale?

4. Existe-t-il encore des classes d'accueil réservées aux enfants primo-arrivants, tant pour l'enseignement fondamental que pour l'enseignement secondaire? Si oui, où de telles classes fonctionnent-elles, combien d'élèves les fréquentent et combien d'enseignants y sont affectés?

5. Quels sont les efforts entrepris et quels sont les moyens en personnel mis à disposition des écoles et lycées devant intégrer ces élèves primo-arrivants dans les classes ordinaires?

6. Mesdames et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que, face à la recrudescence du nombre de demandeurs d'asile et aux problèmes liés à la scolarité de leurs enfants, il serait urgent de rétablir le principe des classes d'accueil et de former ces enfants essentiellement dans les langues usuelles du Luxembourg avant de les intégrer dans le cursus scolaire normal?

Réponse commune (16.3.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Par élève primo-arrivant il faut entendre tout élève dont la date d'arrivée au pays est inférieure ou égale à une année civile.

L'affirmation «de nombreux primo-arrivants sont ainsi 'intégrés' sans aucune préparation dans des classes ordinaires» est fautive. En effet, les classes d'accueil de l'école fondamentale ont été remplacées par les cours d'accueil. Ce dispositif a été proposé par un groupe de travail comprenant des inspecteurs et des enseignants expérimentés. En effet, il a été observé qu'un enfant qui suit les cours dans une classe ordinaire tout en bénéficiant parallèlement de cours de langue intensifs pendant un certain nombre de leçons hebdomadaires progresse beaucoup plus rapidement dans ses apprentissages, est motivé à apprendre la langue d'enseignement et peut participer à l'enseignement régulier plus rapidement que s'il est élève d'une classe d'accueil. Ces

constats sont confirmés par des pratiques similaires à l'étranger.

Pour plus d'informations:

- la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, article 34;

<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0020/a020.pdf#page=4>

- règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0144/a144.pdf#page=2>

1. Tous les enfants sont scolarisés quel que soit le statut des parents, les élèves ne sont pas identifiés comme demandeurs d'asile. Le nombre d'enfants de demandeurs de protection internationale scolarisés après la rentrée scolaire de septembre 2010 s'élève à 58 (cycle 1), 76 (cycle 2); 59 (cycle 3) et 86 (cycle 4), soit un total de 279 enfants.

2. Au niveau de l'enseignement fondamental, les communes particulièrement concernées par les élèves primo-arrivants sont les communes suivantes:

commune	élèves primo-arrivants en nombres absolus	% / population scolaire de la commune	% / population scolaire totale
Luxembourg	127	2,6	0,3%
Esch-sur-Alzette	80	2,6	0,2%
Differdange	49	1,8	0,1%
Echternach	24	4,2	0,1%
Sanem	23	1,5	0,0%
Pétange	23	1,3	0,0%
Mamer	21	3,4	0,0%
Hesperange	21	2,0	0,0%
Ettelbruck	17	2,2	0,0%
Dudange	17	0,9	0,0%
Kayl	15	1,7	0,0%

3. Lycées particulièrement concernés:

Lycée technique du Centre Luxembourg, Lycée technique des Arts et Métiers, Lycée technique de Bonnevoie, Uelzecht Lycée Luxembourg, Lycée Josy Barthel Mamer, Lycée technique Esch-sur-Alzette, Lycée technique Mathias Adam Pétange, Lycée technique Nic Bieber, Lycée technique Joseph Bech, Lycée technique Ettelbruck, Nordstad-Lycée, Lycée du Nord

En nombre absolu, 356 élèves ont été identifiés comme élèves primo-arrivants au 17 février 2011.

4. Au niveau de l'école fondamentale, l'article 17 du règlement grand-ducal prévoit que des classes d'accueil peuvent être créées par l'État en cas de besoins exceptionnels dépassant le cadre communal. Il existe six classes spécialisées d'accueil organisées par l'État à l'Institut Hélier à Weilerbach, en faveur des demandeurs de protection internationale. Ces classes comprennent également des classes du cycle 1 (éducation précoce et préscolaire). Sept enseignants et une éducatrice graduée sont affectés à ces classes.

À l'enseignement postprimaire il existe des «classes d'accueil» créées en application de l'article 9 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques. Ainsi 265 adolescents (chiffre établi au 1^{er} février 2011) âgés de douze à 17 ans sont actuellement inscrits dans 19 classes d'accueil. Ces classes sont organisées dans tout le pays dans 14 lycées différents:

Lycée technique du Centre à Luxembourg,

Lycée technique des Arts et Métiers à Luxembourg,

Lycée technique de Bonnevoie à Luxembourg,

Uelzecht Lycée à Luxembourg,

Lycée Josy Barthel à Mamer,

Lycée technique Esch-sur-Alzette, Lycée technique Mathias Adam à Pétange,

Lycée technique Nic Bieber à Dudange,

Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher,

Lycée technique Ettelbruck,

Nordstad-Lycée à Diekirch,

Lycée du Nord à Wiltz

Au total 24,25 enseignants à tâche complète sont affectés à ces classes pour l'ensemble des matières prévues au programme.

5. En plus des moyens décrits en guise de réponse à la question 4, il y a lieu de mentionner au titre d'efforts entrepris:

- classes d'insertion qui assurent une continuité aux classes d'accueil et qui offrent des passerelles complémentaires vers les classes ordinaires,

- classes à régime linguistique spécifique (RLS), à langue véhiculaire française,

- classes préparatoires au baccalauréat international en langue véhiculaire française ou anglaise,

- classes ALLET (allemand langue étrangère) + classes français plus (français renforcé),

- généralisation de l'éducation précoce au niveau national, afin de permettre aux enfants d'apprendre le luxembourgeois dès le plus jeune âge,

- brochures d'information en plusieurs langues (français, allemand, anglais, portugais, serbo-croate) et réunions avec les parents avec possibilité de traduction,

- la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA) du Service de la scolarisation des enfants étrangers: orientation des élèves âgés de

douze à 17 ans vers une classe correspondant à leur profil, encadrement et aide (matériel didactique spécifique mis à disposition) aux enseignants accueillant les élèves dans le cadre d'un cours d'accueil ou dans les classes d'accueil ou d'insertion,

- les médiateurs interculturels du Service de la scolarisation des enfants étrangers.

Service de la scolarisation des enfants étrangers: moyens en personnel:

Coordination: 4,5 ETP et des charges de sept leçons hebdomadaires (deux instituteurs de l'EF).

Lycée	Total élèves	Total PA*	%PA/Lycée	%PA/Total Est
Lycée technique du Centre Luxembourg	2.115	146	6,9%	0,6%
Lycée technique Mathias Adam Pétange	2.028	27	1,3%	0,1%
Lycée technique Esch-sur-Alzette	1.848	32	1,7%	0,1%
Lycée technique de Bonnevoie	1.637	15	0,9%	0,1%
Lycée technique Nic Bieber	1.603	14	0,9%	0,1%
Lycée technique des Arts et Métiers,	1.425	12	0,8%	0,0%
Lycée du Nord	1.375	13	0,9%	0,0%
Lycée technique Ettelbruck	1.154	12	1,0%	0,0%
Lycée Josy Barthel Mamer	1.151	15	1,3%	0,1%
Lycée technique Michel Lucius	1.086	11	1,0%	0,0%
Lycée technique Joseph Bech	843	14	1,7%	0,1%
Nordstad-Lycée	686	15	2,2%	0,1%
Uelzecht Lycée Luxembourg	544	15	2,8%	0,1%
Lycée technique École de Commerce et de Gestion	479	15	3,1%	0,1%
*PA= primo-arrivants				



Médiateurs: 4,2 ETP, un éducateur déchargé à TP et 19 vacataires.

6. Les cours d'accueil permettent de former ces enfants dans les langues usuelles du pays tel que demandé par l'honorable Député. En raison des arguments pédagogiques plaçant en faveur des cours d'accueil, ce dispositif est maintenu.

Le principe des classes d'accueil est maintenu pour les besoins exceptionnels dépassant le cadre communal. Les chances de réussite scolaire d'un enfant sont différentes d'un adolescent arrivant en cours d'année scolaire.

Question 1222 (2.2.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'assurance responsabilité civile pendant les heures de cours:

Lorsque les enfants suivent les cours de l'enseignement fondamental, ils sont, selon l'article 2 point 5 de la loi du 6 février 2009, «placés sous la responsabilité d'un titulaire de classe». Il est communément admis que cette responsabilité s'étend également aux faits relevant de la responsabilité civile. Les assurances responsabilité civile conclues par les familles ne couvrent généralement pas les faits qui surviennent lors des heures de scolarité, les enfants ne relevant alors pas de la responsabilité de leurs parents.

Jusque dans les années 80, les membres du personnel enseignant concluaient en principe à titre personnel une assurance responsabilité civile pour couvrir les dommages des enfants placés sous leur responsabilité. Par la suite, ce sont les communes qui ont conclu de telles assurances en tant qu'employeur du personnel enseignant.

Depuis la réforme d'organisation scolaire, ce ne sont plus les communes mais l'État qui assume le rôle d'employeur du personnel enseignant.

Il me revient que les assurances souscrites par les communes rechargent régulièrement à rembourser les dégâts survenus pendant les heures de scolarité, tels que les bris de lunettes ou des vêtements déchirés.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Le Ministère de l'Éducation nationale, en tant qu'employeur, a-t-il souscrit une assurance en responsabilité civile couvrant notamment les risques durant les heures de scolarité?
2. Dans l'affirmative, cette information ainsi que les procédures à suivre pour les remboursements éventuels ont-elles été communiquées à toutes les écoles?
3. Dans la négative:

- Quelles sont les conséquences de l'absence de cette assurance, tant sur les faits banaux tels que le bris de lunettes mais encore lors de faits plus graves ayant notamment entraîné des blessures?

- L'État est-il disposé à prendre en charge les dégâts éventuels jusqu'à la conclusion d'un contrat d'assurance, et ce sur base de quelle base légale?

- Dans quel délai Madame la Ministre compte-t-elle finaliser un contrat d'assurance couvrant le risque de responsabilité civile durant les heures de scolarité?

Réponse (25.2.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Avant de répondre aux questions précises de l'honorable Député, je me permets de tracer le cadre général dans lequel elles s'articulent.

Cadre général

En vertu du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accidents dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire, les accidents scolaires sont assimilés aux accidents du travail et l'Association d'assurance contre les accidents indemnise automatiquement les élèves et les intervenants victimes d'accidents scolaires. L'indemnisation porte à la fois sur le dommage corporel et sur le dommage matériel accessoire (pour lequel il existe une franchise) auquel peut avoir donné lieu l'accident. Les élèves des écoles publiques et privées sont donc parfaitement assurés contre tout préjudice corporel lors d'activités scolaires et périscolaires. Par activités périscolaires, il faut entendre des activités surveillées par des intervenants se déroulant en dehors de l'horaire normal de l'école, autorisées par les administrations compétentes et ayant un lien direct avec l'enseignement dispensé. Les voyages d'études et visites guidées à l'étranger organisés par les écoles publiques et privées sont couverts par l'assurance-accidents.

La loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques dispose en son article 5 que l'établissement d'enseignement, en l'occurrence l'État ou la commune selon le statut de l'intervenant, répond du dommage causé par les élèves pendant le temps qu'ils sont sous la surveillance des intervenants, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

Réponses aux questions précises de l'honorable Député:

1. Une assurance de responsabilité civile couvrant les risques survenant durant les activités scolaires et périscolaires existe déjà pour les lycées. Toutes les démarches nécessaires ont été entamées par mes services en collaboration avec le service national de la sécurité dans la fonction publique, afin d'étendre cette assurance aux élèves fréquentant l'enseignement fondamental.

2. Les demandes d'un remboursement suite à un dommage matériel survenu à l'école sont à adresser, en principe, au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, sauf pour les cas relevant de la responsabilité communale, comme les dommages résultant d'un défaut inhérent aux lieux. Les écoles fondamentales seront informées dans les meilleurs délais des procédures à suivre pour les demandes de remboursement éventuel.

3. Tous les accidents scolaires comportant un dommage corporel ou un dommage corporel et un dommage matériel accessoire sont assimilés aux accidents du travail et l'Association d'assurance contre les accidents indemnise automatiquement les élèves et les intervenants qui en sont victimes.

Question 1223 (2.2.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'abolition de l'obligation de visa pour certains pays:

Lors d'une conférence de presse, Monsieur le Ministre de l'Immigration a signalé une très nette recrudescence du nombre de demandes d'asile, en provenance plus particulièrement de pays des Balkans pour lesquels l'obligation du visa a été abolie.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

1. Lors des négociations avec les pays concernés ayant abouti à abolir l'obligation du visa pour entrer dans l'Union européenne respectivement dans l'Espace Schengen, la question des demandeurs d'asile potentiels a-t-elle été abordée et, si oui, quelles sont les mesures concrètes qui ont été prises pour éviter un afflux de demandeurs d'asile ou pour permettre leur reconduction?

2. D'une manière générale, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'entrée de citoyens sans visa devrait être réservée à des pays respectant strictement les conventions internationales en matière des droits de l'Homme, auquel cas la question du dépôt d'une demande d'asile ne devrait pas se poser? Est-ce que les pays des Balkans, en particulier la Serbie, sont considérés comme «pays tiers sûrs» du point de vue de la législation, respectivement de son application?

3. Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il y a lieu d'étendre le point (1) de l'Art. 16 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne pour lesquels l'obligation du visa a été abolie?

4. En attendant le cas échéant une modification de la loi relative au droit d'asile pour appliquer le point mentionné ci-dessus aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne pour lesquels l'obligation du visa a été abolie, le Gouvernement ne devrait-il pas appliquer à ces pays la notion de «pays tiers sûr» et adopter dans les plus brefs délais les règlements grand-ducaux pour simplifier et accélérer au maximum les procédures applicables aux demandeurs d'asile originaires de ces pays?

Réponse commune (4.3.2011) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

En référence à la question de l'honorable Député relative à la recrudescence du nombre de demandes d'asile en provenance plus particulièrement des Balkans et l'abolition de l'obligation de visas dans ces pays, nous avons l'honneur de fournir les réponses suivantes:

1. La Commission européenne a mené les négociations de libéralisation des visas avec les pays des Balkans occidentaux sur base de feuilles de route contenant des conditions à satisfaire pour chacun des États concernés. Celles-ci portaient notamment sur la sécurité des documents, la gestion des frontières, la lutte contre l'immigration illégale, la lutte contre la criminalité organisée, la corruption et les droits fondamentaux. Des accords de réadmission ont par ailleurs été conclus avec chacun des pays. Des discussions ont actuellement lieu au Conseil pour ce qui est du suivi du mécanisme de libéralisation du régime des visas pour les pays des Balkans occidentaux.

2. Le respect par un pays donné des Conventions internationales en matière de droits de l'Homme n'empêche pas les citoyens de ce pays de faire un dépôt d'une demande d'asile auprès d'un autre pays. Ces demandes sont alors examinées au cas par cas par l'administration compétente, conformément au droit applicable en la matière.

D'après le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 fixant une liste de «pays d'origine sûrs» au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, la République d'Albanie, la République de Bosnie-Herzégovine, la République de Croatie, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, ainsi que la République de Monténégro sont considérées comme pays d'origine sûrs. La Serbie ne figure pas sur cette liste en raison du Kosovo qui, au moment de l'adoption du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007, n'avait pas encore déclaré son indépendance.

3. L'article 16 (1) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection dispose que «toute demande de protection internationale de la part d'un citoyen de l'Union européenne est irrecevable». Il n'est pas envisagé d'étendre l'article 16 (1) aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne pour lesquels l'obligation du visa a été abolie, une telle extension n'étant pas compatible avec les directives européennes.

4. Actuellement, une question préjudicielle quant à la conformité de l'article 20 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection avec le droit européen est pendante devant la Cour de Justice de l'Union européenne. Dès lors, à l'heure actuelle, la procédure accélérée prévue par l'article 20 de la loi modifiée du 5 mai 2006 précitée ainsi que, indirectement, la notion de pays d'origine sûr ne peuvent pas être appliquées. Néanmoins, dès que cette question aura été toisée par la Cour de Justice de l'Union européenne, il est envisagé de faire figurer la Serbie parmi les pays d'origine sûrs moyennant modification du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 précité.

3. Si oui, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre?

Réponse (4.3.2011) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances:

Comme l'honorable Député le souligne à juste titre, la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance,

interdit toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe dans l'accès à des services et la fourniture de biens et services.

La loi souffre deux exceptions:

D'une part, d'après l'article 4, ne sont pas considérées comme contraires à la loi les différences de traitement entre hommes et femmes si l'accès à des biens et services destinés exclusivement ou essentiellement aux membres d'un sexe est justifié par un but légitime et que les moyens de parvenir à ce but sont appropriés et nécessaires.

D'autre part, l'article 5 de la loi précise que le principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures spécifiques destinées à prévenir ou à compenser des désavantages liés au sexe.

Quant aux questions soulevées par l'honorable Député, il n'appartient pas au Gouvernement de commenter les pratiques commerciales d'une entreprise privée ni de se faire l'interprète de dispositions légales.

C'est en effet le pouvoir judiciaire qui tranchera, en cas de plainte, la question de savoir si la «journée des dames» annoncée au Salon des Antiquités pour le 7 février 2011 a constitué ou non une discrimination fondée sur le sexe au sens de la loi.

Question 1228 (3.2.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le nombre de personnes ayant acquis la nationalité luxembourgeoise:

Depuis l'introduction de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité, l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise connaît un succès incontestable. Les articles 6 et 7 de la loi du 23 octobre 2008 précisent les conditions pour acquérir la nationalité luxembourgeoise. Aux termes de l'article 7, il faut notamment justifier d'une connaissance déterminée de la langue parlée luxembourgeoise et d'une connaissance active et passive d'au moins une des autres langues officielles du Luxembourg et il faut encore avoir suivi des cours d'instruction civique. Ces exigences ne s'appliquent toutefois pas au demandeur qui a accompli au moins sept années de sa scolarité au Luxembourg dans le cadre de l'enseignement luxembourgeois ou au demandeur qui a disposé d'une autori-



sation de séjour au Luxembourg avant le 31 décembre 1984 et qui réside depuis au moins cette date au Luxembourg.

La loi de 2008 établit que toute personne possédant, outre la nationalité luxembourgeoise, une ou plusieurs autres nationalités, est considérée par les autorités du Luxembourg comme exclusivement luxembourgeoise. Il s'ensuit qu'il devient difficile d'évaluer, d'une manière générale, le succès et l'impact des différents moyens prévus par la loi de 2008 pour acquérir la nationalité luxembourgeoise (comme par exemple les clauses de scolarité ou de résidence depuis 1984, précitées).

Or, j'estime qu'il est dans l'intérêt d'une bonne évaluation de notre législation en matière de nationalité de disposer de données chiffrées précises sur le nombre de personnes ayant acquis la double nationalité, sur celles ayant acquis exclusivement la nationalité luxembourgeoise et sur celles profitant des exemptions au titre des clauses de scolarité ou de résidence.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Combien de personnes ont depuis 2008 eu recours à la double nationalité?
2. Combien de ces personnes ont pu bénéficier de l'exemption de suivre des cours de langue et d'instruction civique?
3. Combien de ces personnes ont simplement acquis la nationalité luxembourgeoise sans conserver leur nationalité d'origine?

Réponse (14.3.2011) de **M. François Biltgen, Ministre de la Justice:**

1. Pendant la période du 1^{er} janvier 2009 (date de l'entrée en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise) jusqu'au 31 décembre 2010, un nombre total de 8.333 demandes d'acquisition ou de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise ont été évacuées par le Ministère de la Justice. Il s'agit de 4.022 demandes pour l'exercice 2009 et de 4.311 demandes pour l'exercice 2010.

Le tableau joint en annexe précise le nombre des naturalisations, des options et des différentes catégories du recouvrement de la nationalité luxembourgeoise.

Au cours des exercices 2009 et 2010, les demandeurs de la nationalité luxembourgeoise proviennent dans une large majorité des pays suivants.

Pays d'origine des demandeurs:	Nombre de demandes évacuées:
Portugal:	2.593
Italie:	1.027
Allemagne:	655
France:	619
Belgique:	482
Bosnie-Herzégovine:	472
Serbie:	443
Monténégro:	356

Ces données statistiques mettent en évidence le succès de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise. Avant cette réforme législative, environ 1.000 demandes ont été présentées par année. Pendant les deux premières années d'application de la

loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, le nombre de demandes a donc augmenté de l'ordre de 400%.

2. Durant la période d'octobre 2009 jusqu'à décembre 2010, un nombre total de 5.270 demandes en naturalisation ont été agréées sur base des articles 6, 7 et 10 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise:

1) 808 demandes soumises à l'obligation de participation à l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée et aux cours d'instruction civique;

2) 4.462 demandes dispensées de l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée et des cours d'instruction civique pour les motifs:

- de l'accomplissement d'au moins sept années de scolarité au Grand-Duché dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois (2.572 demandes);

- d'une résidence et autorisation de séjour au Grand-Duché depuis au moins le 31 décembre 1984 (1.890 demandes).

En d'autres termes, 84,7% des demandeurs en naturalisation ont bénéficié d'une dispense de l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée et des cours d'instruction civique. 15,3% de ces demandeurs ont été obligés de participer à ces épreuves et cours.

Toutefois, les bénéficiaires d'une dispense doivent justifier «d'une connaissance active et passive suffisante d'au moins une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues». Le niveau de connaissance des langues luxembourgeoise, française et allemande est vérifié par les officiers de l'état civil au moment de la présentation de la demande en naturalisation. En cas de doute, les fonctionnaires du Ministère de la Justice convoquent les intéressés et procèdent à un deuxième contrôle linguistique.

Pour les requérants ne bénéficiant pas d'une dispense, la participation à des cours de langue luxembourgeoise n'est pas obligatoire. En cas de participation à des cours de luxembourgeois, les intéressés peuvent réclamer au Ministère de la Justice le remboursement intégral ou partiel des frais d'inscription.

Contrairement à la naturalisation, le législateur n'a prévu aucune condition linguistique en matière de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise. Dès lors, aucun contrôle de la connaissance de la langue luxembourgeoise n'est effectué dans le cadre de la procédure du recouvrement.

3. Il n'est pas possible d'indiquer le nombre des personnes ayant acquis ou recouvré la nationalité luxembourgeoise sans conserver leur nationalité d'origine. Cette absence de données statistiques s'explique comme suit: Suite à la généralisation du principe de la double nationalité, aucun contrôle relatif à la nationalité d'origine des demandeurs de la nationalité luxembourgeoise n'est effectué. En cas de perte de la nationalité d'origine, le Ministère de la Justice n'est informé ni par les intéressés, ni par l'autorité compétente du pays concerné.

Enfin, le recensement de la population opéré en 2011 permettra de donner une indication quant au nombre de personnes qui possèdent, outre la nationalité

luxembourgeoise, une ou plusieurs nationalités étrangères. Le formulaire adressé aux citoyens contient une question sur ce point.

Annexe: 1 (*annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 1229 (3.2.2011) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **visite de courtoisie de Monsieur Frank-Walter Steinmeier:**

Je me permets de compléter mes questions à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères concernant la visite de courtoisie de Monsieur Frank-Walter Steinmeier à Luxembourg (*cf. ci-dessus - question parlementaire n°1210*) et ce suite aux déclarations faites par Monsieur le Ministre sur RTL le 2 février 2010.

1. Monsieur le Ministre a déclaré avoir été à Berlin «ce jour-là», en faisant probablement référence au 4 février 2010. Quelles ont été ses raisons pour sa visite à Berlin, de quelle nature était cette visite et quels ont été exactement les entretiens qu'il a menés ce jour-là dans la capitale allemande?

2. Qui a payé la nuitée de Monsieur Frank-Walter Steinmeier à Luxembourg?

3. Est-ce que le Gouvernement a-t-il déjà payé des déplacements en avion et/ou d'autres frais de route ou de séjour à d'autres hommes politiques étrangers, en particulier européens, effectuant de simples visites de courtoisie à Luxembourg? Si oui, Monsieur le Ministre peut-il communiquer et détailler la liste des hommes politiques étrangers en simple visite de courtoisie à Luxembourg, c'est-à-dire qui effectuent des visites sans aucun statut officiel, qui ont bénéficié de tels avantages en nature de la part des autorités luxembourgeoises?

Réponse (8.2.2011) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:**

1. et 2. Les réponses à ces questions figurent dans la réponse à la question n°1210 de l'honorable Député en date du 1^{er} février 2011 que j'ai transmise, en début d'après-midi du 3 février, à la Chambre des Députés.

3. Non.

Question 1230 (4.2.2011) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant le **paiement des heures supplémentaires prestées par les enseignants au cours de l'année scolaire 2009/2010:**

Il me revient que le paiement des heures supplémentaires prestées par nombre d'enseignants au cours de l'année scolaire 2009/2010, qui s'est terminée le 15 juillet 2010, a seulement été effectué au cours du mois de janvier 2011. Étant donné qu'en date du 1^{er} janvier 2011 de nouvelles dispositions fiscales sont entrées en vigueur, comme p. ex. l'impôt anticrise, les personnes concernées se retrouveraient dans la situation que leurs heures supplémentaires prestées en 2010 sont imposées selon ces nouvelles dispositions.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces faits? Dans l'affirmative, combien de personnes sont concernées par ces retards?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter de telles situations à l'avenir?

Réponse (18.3.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

A. Il est vrai que le paiement des indemnités pour leçons supplémentaires assurées par les enseignants de l'enseignement fondamental pendant l'année scolaire 2009/2010 a subi un retard certain. Il est également vrai que la quasi-totalité des personnels enseignants de l'enseignement fondamental sont touchés par ces retards. Ainsi, les indemnités se rapportant à l'année scolaire 2009/2010 ont été liquidées comme suit:

Période de prestation	Période de paiement
1 ^{er} trimestre 2009/2010	mars à juin 2010
2 ^e trimestre 2009/2010	début août 2010 à fin novembre 2010
3 ^e trimestre 2009/2010	début mars 2011

Ces retards de paiement ont des origines diverses, à savoir:

1. Avant l'entrée en vigueur des lois du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, les leçons supplémentaires des enseignants de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire étaient payées aux intéressés directement par les communes concernées qui à leur tour étaient remboursées par l'État. Il est évident que dans ce système, la distance entre le débiteur (la commune) et le créancier (l'enseignant) était extrêmement courte et sans autre entrave administrative, de sorte que le paiement par les communes concernées se faisait en règle générale très rapidement.

2. Depuis l'entrée en vigueur, à la date du 15 septembre 2009, des lois du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la situation légale et réglementaire, mais aussi et surtout les procédures administratives à respecter ont profondément changé.

3. En effet,

- la très grande majorité des intervenants dans l'école fondamentale ne bénéficient plus d'un statut professionnel «sui generis» empruntant des éléments tant du statut des fonctionnaires de l'État que de celui des fonctionnaires communaux, mais sont désormais couverts pleinement par le statut des fonctionnaires de l'État et les mesures d'application qui en découlent. Ainsi, les dispositions de l'article 14 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État s'appliquent désormais à toutes les indemnités extraordinaires des intervenants de l'enseignement fondamental, donc aussi aux indemnités pour leçons supplémentaires déclarées par les instituteurs et les chargés de cours membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental.

Je signale en passant que ces surcharges sont générées principalement par les décharges de la tâche d'enseignement accordées à un certain nombre d'ensei-

gnants pour participer à la gestion des écoles et par les remplacements assurés lors d'absences ponctuelles de membres du corps enseignant.

- contrairement aux procédures en place dans l'enseignement postprimaire, où la gestion des tâches ainsi que le calcul et l'ordonnement des indemnités pour leçons supplémentaires sont mis en œuvre à l'aide d'un logiciel spécifique, dans l'enseignement fondamental, les modalités de déclaration, de vérification et d'ordonnement des indemnités pour services extraordinaires se font encore de façon classique, à savoir:

- 1) établissement de la déclaration par l'enseignant,
- 2) transmission au bureau régional de l'inspecteur,
- 3) vérification et validation par l'inspecteur du ressort,
- 4) transmission au service du personnel des écoles du Ministère de l'Éducation nationale,
- 5) vérification et enregistrement des données dans le fichier électronique de gestion budgétaire,
- 6) production d'un «relevé des cumuls» et présentation de ce relevé, par les soins de l'Administration du personnel de l'État, au Conseil de Gouvernement en vue d'obtenir l'autorisation de paiement,

- 7) après accord du Conseil, production d'une ordonnance de paiement avec calcul des retenues d'impôts et transmission de celle-ci au service du personnel des écoles,
- 8) signature de l'ordonnance par le Ministre ou son délégué,
- 9) vérification de l'ordonnance signée par le contrôleur financier de l'éducation nationale,
- 10) liquidation des indemnités validées aux bénéficiaires.

Cette procédure, qui ne compte pas moins d'une dizaine d'étapes de la déclaration d'une prestation à son paiement, engendre non seulement des retards dans le traitement des données, mais augmente également le risque d'une multiplication des sources d'erreurs. Je relève que, pour l'année 2009/2010, le nombre total des déclarations individuelles à traiter a largement dépassé les 7.000 unités.

- Il faut encore souligner que le crédit inscrit à l'article 11.0.11.133 dans la loi budgétaire avait été fixé à 3.929.083 €; or, le nombre de leçons supplémentaires ayant dépassé nettement les prévisions initiales, le crédit était épuisé déjà en novembre-décembre 2010, de sorte qu'une demande de dépassement du crédit voté a été adressée le 15 décembre 2010 au Ministre du Trésor et du Budget. En date du 28 janvier 2011, le Ministre du Trésor et du Budget a accordé l'autorisation de porter le crédit de 3.929.086 € à 5.848.000 €, soit une augmentation de quelque 49%.

B. Afin d'éviter dans toute la mesure du possible que de telles situations ne se représentent régulièrement chaque année, les mesures suivantes ont été prises ou sont planifiées:

1. un logiciel spécifique devant permettre tant une accélération de la collecte des divers éléments de la tâche individuelle de chaque enseignant et du calcul des indemnités afférentes que de la procédure d'autorisation et d'ordonnement des indemnités pour leçons supplémentaires est en voie d'élaboration,



2. un nouveau renforcement des effectifs devant permettre aux services concernés du département ministériel de l'Éducation nationale de mieux faire face aux responsabilités générées par l'étatisation de l'enseignement fondamental a été décidé par le Conseil de Gouvernement en décembre dernier; les recrutements pour ces postes sont en cours.

Question 1232 (7.2.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **représentation des deux sexes au niveau du corps enseignant de l'éducation nationale:**

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle concernant la représentation des deux sexes au niveau du corps enseignant de l'éducation nationale.

- Madame la Ministre, peut-elle m'indiquer le nombre exact de femmes et d'hommes faisant partie du corps enseignant des différents niveaux d'enseignement (enseignement précoce, école fondamentale, enseignement secondaire et secondaire technique)?

- Quelle est la répartition des deux sexes au niveau des directeurs/directrices des établissements de l'enseignement secondaire et secondaire technique?

Réponse (11.3.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Veillez trouver ci-dessous le nombre exact de femmes et d'hommes faisant partie du corps enseignant des différents niveaux d'enseignement, ainsi que la répartition des directeurs/directrices, des directeurs adjoints/directrices adjointes et des chargés de direction du préparatoire modulaire.

1. Corps enseignant de l'éducation nationale - Enseignement public 2009/2010

Fondamental	m	f	Total	% femmes
Cycle 1 - précoce	3	378	381	99,2%
Cycle 1 (préscolaire)	22	924	946	97,7%
Cycles 2-4	928	2.515	3.443	73,0%
plusieurs cycles	8	47	55	85,5%
Total	961	3.864	4.825	80,1%
Postprimaire				
ES & EST	m	f	Total	% femmes
ES & EST	2.048	2.048	4.096	50,0%

2. Directeurs / Directrices - Directeurs adjoints / Directrices adjointes et Chargés de direction du préparatoire modulaire - Enseignement public 2009/2010

	m	f	Total	% femmes
Directeurs & adjoints	56	15	71	21,1%
Chargés de direction	8	4	12	33,3%
Total	64	19	83	22,9%

Question 1233 (7.2.2011) de **M. Paul-Henri Meyers** (CSV) concernant l'**agrégation des associations sans but lucratif appelées à défendre les victimes d'une discrimination:**

Aux termes de l'article 7 de la loi du 28 novembre 2006 portant notamment sur l'égalité de traitement en matière d'emploi «toute association sans but lucra-

tif d'importance nationale dont l'activité statutaire consiste à combattre la discrimination ... qui jouit de la personnalité juridique depuis au moins cinq ans à la date des faits et qui a été préalablement agréée par le Ministre ayant la Justice dans ses attributions peut exercer devant les juridictions civiles ou administratives, les droits recourus à la victime d'une discrimination...».

Au regard de ce texte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que le Ministre a agréé des associations appelées à défendre les intérêts des victimes devant les juridictions civiles ou commerciales?

- Si oui, quelles sont ces associations?

- Si non, quelles sont les raisons pour lesquelles aucune association n'a reçu jusqu'à présent cet agrément?

Réponse (25.2.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice:*

Aux termes de l'article 7 de la loi du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification de Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

le Ministre de la Justice a agréé les associations sans but lucratif suivantes, appelées à défendre les intérêts des victimes de discrimination:

- Confédération luxembourgeoise d'œuvres catholiques de charité et de solidarité, a.s.b.l., Confédération Caritas Luxembourg
- Action Luxembourg Ouvert et Solidaire - Ligue des Droits de l'Homme, ALÖS-LDH a.s.b.l.
- Chiens Guides d'Aveugles au Luxembourg, a.s.b.l.
- Info-Handicap - Conseil National des Personnes Handicapées, a.s.b.l.
- Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés, ASTI, a.s.b.l.

Question 1234 (8.2.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **représentation des deux sexes au niveau des professions de santé:**

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question à Monsieur le Ministre de la Santé concernant la représentation des deux sexes au niveau des professions de santé.

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer le nombre exact de femmes et d'hommes exerçant une profession de santé?

Réponse (8.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Je tiens à informer l'honorable Député qu'il y a actuellement 11.548 professionnels de santé en activité, dont 9.260 de sexe féminin et 2.288 de sexe masculin.

Le relevé ci-joint reprend tous les professionnels de santé par profession et par sexe.

Profession de santé	Sexe masculin	Sexe féminin	Total
Aide-soignant	336	2.423	2.759
Assistant technique médical de Chirurgie	69	121	190
Assistant technique médical de Laboratoire	43	174	217
Assistant technique médical de Radiologie	117	151	268
Assistant d'hygiène sociale	12	89	101
Assistant senior	2	14	16
Assistant social	69	302	371
Diététicien	4	51	55
Ergothérapeute	47	210	257
Infirmier	837	4.010	4.847
Infirmier en anesthésie et réanim.	175	206	381
Infirmier en pédiatrie	1	230	231
Infirmier gradué	58	111	169
Infirmier psychiatrique	76	154	230
Laborantin	60	204	264
Masseur	31	9	40
Masseur-kinésithérapeute	343	453	796
Orthophoniste	1	71	72
Orthoptiste	1	11	12
Pédagogue curatif	4	34	38
Rééducateur en psychomotricité	2	45	47
Sage-femme	0	187	187
	2.288	9.260	11.548
Situation au 15 février 2011			

2) Ne serait-il pas plus transparent d'établir un tel registre pour faciliter la tâche administrative aux opérateurs alternatifs?

3) N'est-ce pas un indice de concurrence déloyale devant être tranché par l'ILR?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre voudra bien s'engager pour résoudre ce problème de registre des voiries manquant?

Réponse commune (30.3.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur la pose d'infrastructures de communications électroniques et l'absence de registre reprenant ces infrastructures.

À ce sujet, plusieurs précisions importantes doivent préalablement être apportées.

Aux termes de l'article 37 (1) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques «toute entreprise notifiée bénéficie d'un droit de passage sur les domaines publics de l'État et des communes; ce droit permet aussi bien l'accès à des infrastructures et équipements techniques que leur implantation et installation». On ne peut donc aucunement parler de situation de monopole.

Certes, s'il est vrai que la stratégie nationale pour le développement des réseaux à «ultra haut» débit reconnaît le «rôle important» de l'opérateur historique dans le contexte du déploiement des réseaux de nouvelle génération, cette même stratégie souligne que «la concurrence reste toutefois le meilleur moteur pour garantir un accès à des services diversifiés et innovants» et que «le Gouvernement entend favoriser le déploiement des réseaux à échelle nationale, régionale ou locale, y compris par la mise à niveau des réseaux de câblodistribution».

Enfin, notons que l'Administration des Ponts & Chaussées n'est pas la seule instance à être concernée en matière de droits de passage, mais que les communes jouent également un rôle important à cet égard.

Il échet de préciser encore que quant aux données émanant des diverses permissions de voirie accordées par l'Administration des Ponts & Chaussées, le régime actuel ainsi que la législation en vigueur ne permettent pas la publication de ces données privées. Or, pour faciliter la tâche administrative aux opérateurs alternatifs, l'organisme OPAL est aussi régulièrement contacté, depuis fin 2008, lors de la phase d'élaboration des projets (demande de participation au projet) de l'Administration des Ponts & Chaussées, de même que par exemple l'Entreprise des P&T. Les membres de l'OPAL ont ainsi la possibilité d'informer en temps utile l'Administration des Ponts & Chaussées lorsqu'ils sont intéressés à une protection ou une modification de leur réseau aux endroits où des travaux sont projetés par l'administration. Même la pose de gaines de réserve peut être envisagée, si les opérateurs privés le désirent et sont d'accord à en supporter les frais.

Question 1235 (8.2.2011) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant le **registre des voiries des fibres optiques de l'Entreprise des P&T:**

Dans le cadre d'une entrevue de la Commission des médias avec les opérateurs du groupe OPAL, ces derniers se sont plaints du fait que l'Entreprise des P&T, qui a le monopole pour la pose de matériel de télécommunication, ait posé les fibres optiques en réseau enterré, mais que personne, en dehors de l'Administration des Ponts & Chaussées, ne serait au courant des endroits où se trouvent lesdites fibres optiques. Partant de cette constatation, ils regrettent qu'il n'existe pas de registre des voiries, ce qui leur rendrait leur tâche plus facile. S'il est vrai que le Gouvernement a attribué la mission de poser la fibre optique à l'Entreprise des P&T, ce qui n'est pas contesté par l'OPAL, il se pose toutefois la question de la transparence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Pourquoi n'existe-t-il pas de registre des voiries?

Chamber TV
weist all
öffentlich
Sitzung
live an
integral

À noter dans ce contexte, qu'en général les coûts de génie civil constituent une des raisons principales qui découragent l'investissement dans les nouvelles infrastructures de communications électroniques, de sorte qu'il importe de réduire autant que possible ces coûts. Par conséquent, le Gouvernement a décidé dans le cadre de la stratégie nationale pour le développement des réseaux à «ultra haut» débit de mettre en place plusieurs mesures visant à réduire le montant de ces investissements et à accélérer la mise en place des réseaux. L'une de ces mesures constitue en effet la mise en place d'un registre national des infrastructures.

Ainsi, la stratégie nationale pour le développement des réseaux à «ultra haut» débit prévoit, entre autres, «la mise en place [par l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR)] d'un registre national des infrastructures qui devra permettre de réaliser d'avantage de synergies lors du déploiement des réseaux en fibre optique».

La base légale pour la mise en place de ce registre a été créée par la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques qui prévoit à l'article 44 (4) que «les entreprises notifiées et les propriétaires visés au paragraphe précédant fournissent d'office à l'Institut, sur support à déterminer par ce dernier, un inventaire détaillé de la nature, de la disponibilité et de l'emplacement des ressources établies par application du paragraphe (1); cet inventaire est mis à la disposition des parties intéressées sous une forme déterminée par l'Institut».

L'ILR dispose désormais de la base légale nécessaire de sorte qu'il pourra entamer la mise en place dudit registre.

Par conséquent et au vu des précisions fournies à titre d'introduction, il ne peut pas être question de concurrence déloyale.

Question 1236 (8.2.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le remboursement des drainages lymphatiques:

Le drainage lymphatique manuel consiste en une nécessité thérapeutique pour tout patient qui présente un œdème lymphatique.

Un œdème non traité présente un grand inconfort pour le patient. Il peut être douloureux et, s'il est localisé au niveau des membres inférieurs, générer des troubles de la marche. Surtout, d'un point de vue médical, il implique un risque de complications infectieuses. Chaque œdème lymphatique devrait donc être drainé et ce indépendamment de sa cause.

Un tel acte thérapeutique ne doit pas se limiter à certaines indications thérapeutiques, mais tous les œdèmes devraient pouvoir être traités par drainage lymphatique, surtout parce qu'il n'existe aucune alternative thérapeutique.

Il est à noter qu'en Allemagne tous les drainages lymphatiques sur ordonnance médicale semblent être remboursés par les caisses de maladie.

Dans les tarifs de la Caisse Nationale de Santé, le drainage lymphatique, notamment manuel, est renseigné sous le code ZM11 (nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes et des masseurs pris en charge par l'assurance maladie), respectivement ZM15. Or, il semble qu'au Luxembourg, la Caisse Nationale de Santé applique une politique très restrictive en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelle est la pratique actuelle de la Caisse Nationale de Santé en matière de remboursement des drainages lymphatiques, notamment manuels?

2. Monsieur le Ministre veillera-t-il à garantir que tous les drainages lymphatiques sur ordonnance médicale soient remboursés aux patients?

Réponse (25.2.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

J'aimerais rappeler à l'honorable Député que conformément à l'article 65 du Code de la sécurité sociale, «les actes, services professionnels et prothèses dispensés par les prestataires de soins ... et pris en charge par l'assurance maladie maternité sont inscrits dans des nomenclatures différentes».

Ces nomenclatures sont déterminées par des règlements grand-ducaux sur base d'une recommandation circonstanciée de la commission de nomenclature.

Face à une interprétation restrictive des dispositions des actes relatifs aux drainages lymphatiques de la nomenclature des kinésithérapeutes, la commission de nomenclature s'est réunie le 26 janvier 2011 afin de clarifier la situation. Une recommandation afférente a été votée à l'unanimité qui est actuellement engagée dans la procédure réglementaire.

Enfin, j'informe l'honorable Député que dans un souci de simplification, il a été entièrement renoncé à une autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale prévue dans les dispositions actuelles de la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes et des masseurs pris en charge par l'assurance maladie.

Question 1237 (9.2.2011) de M. Roger Negri (LSAP) concernant les mesures de restructuration de la société Arcelor-Mittal:

Lors de la présentation des résultats de l'année 2010, la société ArcelorMittal a annoncé une restructuration des usines de Rodange et de Schifflange afin d'augmenter la rentabilité de ces deux sites de production. Par ailleurs, elle a fait savoir que les mesures de restructuration seront lancées en toute transparence et en accord avec les syndicats et le Gouvernement.

À ce propos, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que le Gouvernement a été informé par la société Arcelor-Mittal sur la situation dans les usines en question? Le cas échéant, est-ce qu'un plan de restructuration a déjà été soumis au Gouvernement?

- Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a-t-il connaissance

d'une éventuelle perte d'emplois dans le cadre des restructurations envisagées? Dans l'affirmative, quelles mesures entend-il prendre afin de limiter au maximum la perte d'emplois?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de convoquer une réunion du Comité de coordination tripartite «sidérurgie» pour analyser la situation et pour prendre des mesures adéquates? Dans l'affirmative, quand est-ce qu'une telle réunion pourrait avoir lieu?

Réponse commune (14.3.2011) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, et de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Le Gouvernement a été, dans une première phase, informé par l'a.s.b.l. Sidérurgie que la situation dans les usines de Rodange et de Schifflange donnait lieu à inquiétude.

D'après les informations reçues depuis de la part de la direction d'ArcelorMittal, et bien que les deux usines cumulent des pertes depuis plusieurs années suite au ralentissement du secteur de la construction, les deux sites ne sont pas menacés, même si la restructuration pourrait éventuellement entraîner la suppression d'une ligne de production.

La question de l'impact éventuel sur le personnel d'une telle consolidation sera analysée par le Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie lors d'une réunion qui aura lieu le 6 avril 2011.

Ce Comité décidera, le cas échéant, de demander la convocation du Comité de coordination tripartite «sidérurgie».

Question 1239 (10.2.2011) de M. André Bauler (DP) concernant le concept pédagogique particulier «peer-coaching»:

Depuis septembre 2008, le nouveau lycée de Redange, appelé «Atert-Lycée» (ALR), promeut un concept pédagogique particulier qui repose entre autres sur le «peer-coaching» lequel a pour visée de renforcer l'accompagnement et le soutien didactique des élèves.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur ce concept pédagogique en révélant notamment son caractère innovateur?

- Est-il prévu de procéder à une évaluation de ce concept? Dans l'affirmative, quand cette évaluation sera-t-elle mise en œuvre et qui en sera chargé? Les résultats de cette appréciation seront-ils publiés?

- Le MENFP envisage-t-il de promouvoir le «peer-coaching» dans d'autres établissements de l'ES et de l'EST?

- Dans ce contexte, Madame la Ministre peut-elle fournir des détails sur la population scolaire de l'ALR en faisant ressortir notamment les communes d'origine des élèves? Comment l'effectif des enseignants a-t-il évolué depuis 2008 et quelles sont les perspectives de recrutement pour les temps à venir? Qu'en est-il de l'évolution du nombre d'élèves inscrits à l'internat de l'ALR? Quelles sont les différentes catégories d'âge et quels sont les lieux de résidence des élèves concernés?

- Et, finalement, Madame la Ministre peut-elle renseigner sur les formules de coopération de l'ALR avec les partenaires externes les plus divers? Comment cette collaboration s'est-elle concrétisée ces dernières années? Quelles sont les expériences recueillies avec les forces vives de la région et quels projets sont programmés pour les années suivantes?

Réponse (16.3.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Le concept pédagogique de l'Atert-Lycée

Monsieur le Député écrit dans sa question parlementaire: «...un concept pédagogique particulier qui repose entre autres sur le 'peer-coaching'...».

Le concept de coaching est effectivement utilisé dans le projet pédagogique de l'Atert-Lycée, non seulement dans le sens de «peer-coaching», mais plutôt dans le sens d'un coaching de l'apprentissage de l'élève.

L'idée de base du projet pédagogique de l'ALR découle du constat que le processus d'apprentissage des élèves doit être observé et guidé de plus près par les enseignants à l'intérieur de l'école, étant donné qu'un tel accompagnement en dehors de l'école n'est plus garanti pour beaucoup d'élèves. Il fallait donc trouver le temps («Zeit fir méi») et les structures pour réaliser cette idée.

On ne peut pas dire que le concept pédagogique repose sur le «peer-coaching». Le coaching fait partie, et est surtout une conséquence, d'un concept plus vaste basé sur les trois piliers: apprendre, accompagner et évaluer, étroitement liés entre eux et mis en œuvre à travers des structures bien définies, dont le coaching.

C'est donc une mesure pour accompagner le processus de l'apprentissage des élèves.

Toutes les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire et secondaire technique bénéficient, à l'intérieur de l'horaire, d'une unité de coaching. Une classe est ainsi guidée par deux, respectivement trois enseignants suivant le nombre d'élèves par classe, qui encadrent chacun un groupe de six à huit élèves.

Les objectifs à long terme sont la réflexion de l'élève sur son propre apprentissage, son raisonnement et son agir («sein Lernen, Denken und Handeln») ainsi que le développement de compétences transversales. En ce qui concerne les compétences transversales, des programmes spécifiques ont été définis pour les classes de 7^e, 6^e/8^e et 5^e/9^e.

Le rôle de l'enseignant est d'accompagner l'élève et de le confronter constamment avec sa matière à étudier, les méthodes d'apprentissage et ses éventuels problèmes et de l'aider à chercher des solutions. L'entraide entre élèves («peer-coaching») peut être une de ces solutions.

Pour situer le coaching à l'ALR, il faudra le mettre dans le contexte global du concept pédagogique qui prévoit de plus des leçons consacrées aux devoirs inscrits dans un plan de travail hebdomadaire, des unités de tutorat, une annexe au bulletin qui évalue les compétences sociales et l'attitude face au travail de l'élève ainsi que des épreuves communes internes qui contribuent à maintenir une qualité générale interne de l'enseignement. Pour garantir la cohérence de toutes les mesures engagées, il est indis-

pensable que les enseignants travaillent en équipe. Le projet de l'ALR prévoit pour cette coopération une plage hebdomadaire de quatre heures le vendredi après-midi.

En ce qui concerne l'évaluation du projet, elle est réalisée en continue en interne par un groupe de pilotage, par le projet d'établissement et par des groupes de travail de l'ALR. Depuis la mise en service du lycée en septembre 2008 le concept a constamment évolué et a été adapté et amélioré. Aujourd'hui, dans la troisième année de fonctionnement du lycée, les différentes structures implémentées sont largement acceptées par le corps enseignant, comme l'a montré un sondage récent, réalisé par le projet d'établissement. Chaque année, lors d'une journée pédagogique, les points forts et les points faibles du projet sont détectés et des adaptations sont proposées.

Comme les premiers élèves accueillis par l'ALR en 2008 ne sont actuellement qu'en classe de 5^e ou de 9^e, il est trop tôt pour évaluer de façon significative les effets produits par les différentes mesures. Il s'agira par la suite d'analyser le taux de réussite de ces élèves par rapport à leur orientation aux cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

On constate pourtant que le système permet de détecter de façon précoce des problèmes d'ordre scolaire ou social chez les élèves et permet ainsi à la communauté scolaire de réagir rapidement pour trouver des solutions.

La population scolaire de l'Atert-Lycée

L'évolution de la population scolaire à l'Atert-Lycée est la suivante:

Année scolaire	Nombre d'élèves	Nombre d'enseignants
2008/2009	366	48
2009/2010	667	75
2010/2011	896	109
Prévision 2011/2012	1.150	135

Au cycle inférieur, le recrutement des élèves, hors internat, se fait à 95% dans les communes du canton de Redange. Aux cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique, la provenance des élèves est un peu plus diversifiée compte tenu des différentes formations offertes.

L'évolution de la population de l'internat est la suivante (à la rentrée de chaque année):

Année scolaire	Nombre d'élèves
2008/2009	21
2009/2010	32
2010/2011	59

Les lieux de résidence des élèves de l'internat sont répartis sur tout le Grand-Duché de Luxembourg: Arsdorf, Boulaide, Beyren, Bigonville, Boevange, Biwer, Beckerich, Bertrange, Baschleiden, Canach, Colmar-Berg, Differdange, Dodelange, Diekirch, Everlange, Ettelbruck, Erpeldange, Eisenbach, Enscherange, Esch, Ell, Eichen, Gilsdorf, Gralingen, Grousbous, Goebange, Grevenmacher, Haller, Hovelange, Hoesdorf, Luxembourg, Mondorf-les-Bains, Noertrange, Nothum, Nocher, Oberpallen, Peppange, Platen, Rumelange, Schouweiler, Sandweiler, Steinsel, Strassen, Vianden, Wahlhausen, Warken, Wolwange, Wahl (année scolaire 2010/2011).

L'année de naissance des élèves de l'internat se répartit comme suit (à la rentrée 2010/2011):

Année de naissance	Nombre d'élèves
1998	10
1997	14
1996	13
1995	12
1994	5
1993	2
1992	2
1991	1

La coopération de l'Atert-Lycée avec la région

Le groupe de pilotage de l'ALR a, dès le début, souligné la vocation régionale du lycée. Suite à un appel d'intérêt, un groupe de coopération régional, appelé par la suite «Task force Atert-Lycée - Canton de Redange», s'est constitué. Le groupe compte une vingtaine de personnes issues des différentes forces vives de la région, représentants des administrations communales, du monde économique et politique, du monde sportif et culturel, des parents et des membres de la communauté scolaire.

L'objectif principal du groupe était la mise en commun des ressources pour faciliter la coopération entre le lycée et la région et d'initier des projets.

On peut citer comme exemple l'élaboration d'une charte de coopération avec les entreprises en vue des stages des élèves ainsi que la mise en place d'une procédure de suivi de ces stages. Le groupe fonctionne sur une base informelle, mais l'échange régulier entre les différents représentants facilite les contacts et la compréhension mutuelle.

Basées sur cette coopération, de grandes manifestations, comme le «Lernfest» en 2009, le centre de promesse Télémie en 2010, les courses populaires en hiver et en été, ont pu être réalisées. En collaboration avec le lycée, le Sportkrees Atert (chèques services) a été mis en place et a pu se développer par la suite.

D'autres projets sont en cours comme par exemple l'organisation d'une grande foire de l'énergie en avril 2011 sur le site du lycée ou encore l'ouverture de la bibliothèque au public.

Question 1240 (10.2.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **cryothérapie**:

Im Luxemburger Therapiezentrum in Eich ist die erste Kältekammer Luxemburgs in Betrieb. Behandlungen mit Kälte dienen der Förderung des Immunsystems und der Gewebedurchblutung. Dadurch bessern sich Entzündungszustände und Schmerzen. Zielgruppe dieser „Kryotherapie“ sind Rheumapatienten und Sportler, die mit Verletzungen zu kämpfen haben. Bisher werden die Kosten für eine Behandlung nicht von der Gesundheitskasse zurückerstattet. Da eine Sitzung bis zu 46 Euro kosten kann und im Durchschnitt 20 Sitzungen notwendig sind, stellt sich die Frage des Zugangs zu dieser Therapie für minderbemittelte Patienten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Ist diese Therapie als alternativer Therapieansatz zu verstehen, da die Behandlung von der CNS nicht als effektive Maßnahme zurückerstattet wird?

2. Wenn ja, warum wird sie dann in einem Therapiezentrum angeboten?

3. Wenn nein, wann wird über eine Zurückerstattung entschieden?

4. Wie steht es mit der Anerkennung der Wärmetherapie, die exzellente Resultate bei der Krebsbehandlung aufzuweisen hat?

Réponse (15.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Lorsqu'elle s'applique à l'ensemble du corps humain, la cryothérapie (WBCT - whole body cryotherapy) peut être considérée comme une forme de thérapie alternative.

Étant donné qu'il n'existe aucune position dans les différentes nomenclatures des actes et services pris en charge par l'assurance maladie relatifs à la cryothérapie ainsi qu'à la thérapie, ces traitements ne sont pas pris en charge par les organismes de sécurité sociale.

Question 1243 (10.2.2011) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant l'**effet secondaire vaccinal**:

L'Institut de Santé finlandais vient de divulguer que suite à la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière avec le vaccin Pandemrix, une accumulation anormale de cas de narcolepsie a été observée durant les deux mois de la vaccination, principalement chez des enfants et jeunes adultes.

L'OMS se dit également préoccupée par les cas de narcolepsie confirmés entre-temps dans une douzaine de pays. Elle avance également l'hypothèse d'une prédisposition génétique augmentant le risque de développer une narcolepsie suite à la vaccination.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la corrélation possible entre la vaccination contre la grippe saisonnière et l'apparition des effets secondaires mentionnés?

- Est-ce que des cas de narcolepsie ont été signalés?

- Les campagnes de vaccination de masse sont-elles encore justifiables face au problème de prédisposition génétique soulevé par l'OMS?

- Est-ce que les adjuvants comme le squalène ou le thiomersal pourraient être la cause des effets secondaires observés?

- Monsieur le Ministre s'engage-t-il pour que des solutions soient trouvées à ces problèmes au niveau de l'Union européenne?

Réponse (15.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Des cas de narcolepsie auxquels se réfère l'honorable Député ont surtout été observés en Finlande. Ces cas sont apparus suite à la vaccination contre la grippe porcine dans le cadre de la pandémie.

Le Comité des spécialités pharmaceutiques de l'Agence des médicaments à Londres a examiné les données de la Finlande en vue d'établir un lien éventuel entre des cas de narcolepsie chez des enfants et des adolescents. Ce comité est venu à la conclusion que pour l'instant les données observées en Finlande et en

Suède devraient être évaluées de près, mais que ces données sont insuffisantes pour établir une relation causale entre la vaccination par Pandemrix et la narcolepsie.

Dans d'autres pays nordiques, où Pandemrix était aussi utilisé à large échelle, il n'y a pas eu d'augmentation des cas de narcolepsie signalés. Pandemrix ou Arepanrix (un autre nom de marque pour le même vaccin) a été utilisé dans 30 pays et seulement la Finlande, la Suède et l'Islande ont constaté une augmentation des cas de narcolepsie notifiés par rapport aux données des années précédentes.

Un arbitrage a été initié par la Commission européenne au niveau du Comité des spécialités pharmaceutiques, ceci afin de réévaluer sur base de toutes les données collectées le rapport bénéfice/risque. L'avis de ce comité est attendu pour juillet 2011.

Une large étude épidémiologique sur la narcolepsie et les vaccins pandémiques est menée entre autres dans neuf pays européens. Les résultats de cette étude sont attendus pour fin juin 2011.

Mes services sont au courant de ces cas de narcolepsie et suivent les discussions au niveau du Comité des spécialités pharmaceutiques.

Aucun cas de narcolepsie n'a été signalé au Luxembourg.

Question 1244 (10.2.2011) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **dépôts pétroliers**:

Depuis des années le Luxembourg connaît des problèmes de capacité de stockage de pétrole. Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0220 du 29 octobre 2009 (*cf. compte rendu n°4/2009-2010*) Monsieur le Ministre avait annoncé que «le Gouvernement, à côté du soutien qu'il apporte au projet d'extension prévu dans le port de Mertert, est actuellement en train d'analyser d'autres sites potentiels pour l'implantation de capacités de stockage afin de garantir une diversification géographique et logistique».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le résultat de cette analyse gouvernementale en relation avec des sites potentiels supplémentaires pour l'implantation de dépôts pétroliers? De quels sites s'agit-il? Suivant quels critères les sites potentiels ont été retenus ou éliminés?

Afin de parer à ce manque de capacité, Monsieur le Ministre a annoncé récemment la création de deux nouveaux sites pour compléter les dépôts pétroliers existants, l'un près de la capitale, l'autre dans le sud-ouest du pays.

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations quant à l'emplacement précis du deuxième site au sud-ouest du pays? Sur le territoire de quelle commune se trouve-t-il? Quelle est l'affectation actuelle du terrain sur lequel se trouve le site projeté?

Réponse (30.3.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En date du 18 mars 2011, le Conseil de Gouvernement a examiné la situation en matière de dépôts pétroliers au Luxembourg et a approuvé dans ce contexte

la stratégie retenue dans l'avant-projet de Plan sectoriel zones d'activités économiques en matière d'emplacement de dépôts pétroliers qui prévoit la désignation de deux nouveaux sites, à savoir un site à Bascharage-Héierchen et un site à Luxembourg-Ouest.

Les critères de sélection des sites en question englobaient notamment:

- une bonne connexion aux circuits d'approvisionnement (voie navale ou voie ferroviaire);

- une bonne connexion au réseau routier;

- la proximité du consommateur final;

- les impacts possibles en matière de sécurité et de protection de l'environnement;

- une taille appropriée des sites afin de permettre une mise en œuvre économique et une gestion rationnelle des dépôts.

En ce qui concerne la question quant à l'emplacement du site au sud-ouest du pays, il y a lieu de préciser que le site de Bascharage-Héierchen se trouve intégralement sur le territoire de la commune de Bascharage. Les terrains ont été acquis en 1980 sur base de la loi-cadre de stimulation de l'expansion économique du 28 juillet 1973 en vue de l'aménagement d'un stock souterrain de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Par la suite, le Gouvernement a réservé le site en vue de l'implantation d'activités similaires.

Question 1247 (10.2.2011) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant le **site Wiltz et l'équipement du Centre Hospitalier du Nord**:

Tout hôpital qui offre un service de polyclinique et de chirurgie doit de nos jours disposer d'un service de radiologie performant et notamment d'un appareil de tomodensitométrie («CT-scanner») à la hauteur du progrès.

La Clinique St Joseph à Wiltz, fusionnée avec l'Hôpital St Louis à Ettelbruck, dispose d'un CT-scanner qui ne répond plus aux exigences qualitatives actuelles et doit être remplacé.

Le Centre Hospitalier du Nord, créé par la fusion susmentionnée, prévoit de maintenir un hôpital de proximité avec polyclinique, chirurgie légère et ambulatoire sur le site de Wiltz. Sans le recours à un service de CT-scanner, cette volonté politique ne sera pas réalisable. La demande de renouvellement de cet appareil fut introduite il y a plus de trois ans et reste toujours en suspens. Une réponse définitive devrait être donnée sur base d'une étude sur les besoins nationaux, commandée par la CNS.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quel est le résultat de l'expertise susmentionnée au sujet du scanner et au sujet de l'avenir du site Wiltz du Centre Hospitalier du Nord?

- Quel est l'avis de la Commission technique d'investissement (CTI) au sujet du remplacement du scanner de Wiltz?

- Quel est l'avis de la Caisse Nationale de Santé?

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre au sujet de l'équipement en question?

- Quelles seraient les conséquences d'un avis négatif de la CNS pour la Clinique St Joseph à Wiltz?

- Dans quels délais une décision finale sera-t-elle prise?

Réponse (29.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La fusion de la Clinique St Joseph à Wiltz avec l'Hôpital St Louis à Ettelbruck qui constitue ensemble le «Centre Hospitalier du Nord» donne au site de Wiltz de meilleures perspectives d'avenir à l'intérieur d'un ensemble hospitalier plus coordonné et comportant des offres graduées. Elle permet ainsi de mieux pourvoir aux besoins de la population du nord du pays en matière de prises en charge hospitalières et de rééducation.

L'honorable Député soulève la question du remplacement, sur le site de Wiltz, d'un CT-scanner qui ne répondrait plus aux exigences qualitatives actuelles, tout en se référant à une étude sur les besoins nationaux en matière d'imagerie médicale.

Je tiens à informer l'honorable Député que la Caisse Nationale de Santé (CNS) a prioritairement commandité la susdite étude/expertise afin d'orienter son choix pour l'équipement des établissements hospitaliers à niveau national en matière de médecine nucléaire, et notamment pour l'acquisition en commun d'équipements SPECT/CT. L'expertise se trouve actuellement encore dans la phase de finalisation et un rapport final est attendu sous peu. La CNS n'entend pas rendre publique cette expertise.

La Commission technique d'investissement à laquelle se réfère l'honorable Député est un organe conjoint entre la CNS et l'Entente des Hôpitaux luxembourgeois (EHL) dans laquelle ces deux organismes sont représentés paritairement et dont la mission consiste à prendre des décisions communes en matière d'investissements dans des équipements techniques répondant à des priorités nationales constatées d'un commun accord. Le remplacement du scanner sur le site de Wiltz ne figurait pas parmi les priorités arrêtées par la Commission technique d'investissement.

J'aimerais finalement informer l'honorable Député que l'acquisition d'un CT-scanner n'est pas soumise à une autorisation préalable par mes services et que chaque établissement hospitalier peut dans le cadre de sa propre politique d'investissement, pour laquelle la CNS met à disposition des enveloppes budgétaires annuelles, allouer ces moyens sans restriction à l'acquisition des équipements qu'il juge nécessaires et opportuns.

Question 1248 (11.2.2011) de **M. Roger Negri** (*LSAP*) concernant la **fermeture de certains guichets des gares CFL**:

Selon mes informations, le service activités voyageurs des CFL proposerait la fermeture des guichets dans les gares de Dudelange-ville, Dudelange-usines, Rumelange, Diekirch, Wiltz, Kautenbach et Kleinbettingen.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelle est la valeur que Monsieur le Ministre attribue aux guichets, soit à un accueil professionnel et personnalisé aux gares CFL dans le cadre d'un service de qualité aux clients?

- La fermeture de guichets serait-elle conforme au contrat de service public de transport de voyageurs par chemins de fer et par route que l'État a signé avec la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois le 7 mai 2009?

Question 1261 (15.2.2011) de **MM. Emile Eicher et Ali Kaes** (CSV) concernant la **fermeture de certains guichets de gare à travers le pays:**

Il nous revient que la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois aurait l'intention de fermer à partir de 2012 entre autres les guichets des gares de Rumelange, Kleinbettingen, Dudelange-ville, Dudelange-usines, Diekirch, Wiltz, Kautenbach et Clervaux. Cette situation va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'améliorer la qualité du transport public et de le rendre plus attrayant aux yeux du grand public.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons les guichets de gare susmentionnés seront-ils fermés?

- Ne serait-il pas opportun de revoir la décision en question et de faire en sorte que les différentes gares restent ouvertes afin de garantir aux utilisateurs des transports en commun un service de qualité?

- Quelle serait l'affectation future que le Gouvernement entendrait réserver à ces bâtiments?

- Est-il envisageable d'y installer des établissements offrant des services publics tels que des services sociaux, postaux, touristiques ou guichet unique pour différentes administrations?

- Pour quelles raisons est-il impossible d'acheter pour l'instant à distance des titres de transport national voire international?

Question 1288 (1.3.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **fermeture éventuelle du guichet de gare de Schifflange:**

Selon mes informations, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois envisagerait de fermer un certain nombre de guichets de gare à travers le pays. Il me revient dans ce contexte, que le guichet de la gare de Schifflange serait également concerné par cette vague de fermetures.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le but poursuivi par cette politique de fermeture des guichets de gare?

Réponse (23.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leurs questions parlementaires n°1248, n°1261 et n°1288, les honorables Députés Roger Negri, Ali Kaes, Emile Eicher et Marc Spautz souhaitent s'informer au sujet d'une éventuelle fermeture par les CFL d'un certain nombre de guichets à travers tout le pays à partir de 2012.

En effet, et conformément aux missions précisées dans le contrat conclu entre l'État et les CFL en date du 7 mai 2009, les CFL ont entamé, dans le cadre des travaux préparatoires pour le budget et avec le souci d'une utilisation plus efficace de leurs ressources, des réflexions sur la fermeture éventuelle de guichets dans différentes gares.

Il s'agit en l'occurrence des guichets situés dans les gares de Clervaux, Diekirch, Dudelange-usines, Kautenbach, Kleinbettingen, Rumelange, Schifflange et Wiltz. En effet, le nombre des billets vendus dans ces guichets est peu élevé et généralement la tendance est décroissante.

Parallèlement à cette mesure de fermetures envisagée, les CFL avaient également prévu de modifier les heures d'ouverture de certains guichets sur d'autres sites afin de mieux s'adapter aux exigences des clients, demandeurs d'heures d'ouverture tardives et d'ouvertures continues sur ces sites.

Le département des Transports et la direction des CFL ont, suite à la présentation des mesures proposées par les CFL, retenu d'un commun accord que l'ensemble de ces initiatives sera, dans un premier temps, reporté à 2012.

Durant les mois à venir les CFL affineront leur concept général de la vente des billets, ainsi que la qualité des services afférents. Outre la vente dans le guichet ce concept général comportera une réflexion sur les nouveaux moyens de vente de billets, qui ont connu un très grand succès au cours des dernières années, telles les cartes et les machines électroniques, la vente par Internet ou encore la vente par voie téléphonique par l'intermédiaire du Call Center des CFL. À cela s'ajoute la vente dans les trains par le personnel d'accompagnement, dans les bureaux de poste ainsi que par la Centrale de Mobilité.

Par ailleurs, les CFL entameront une concertation tant avec les acteurs locaux qu'avec les syndicats concernés et, le cas échéant, les usagers, afin de vérifier si la mise en place d'une solution alternative profitant d'une situation centrale inhérente à ces locaux et diversifiant l'offre en services - commerces ou animation de ces gares - pourrait, le cas échéant, être envisagée et être la base d'une revalorisation du site.

Ce n'est qu'à la suite de ces consultations et de la finalisation d'un tel concept global qu'une décision définitive sur l'ouverture ou la fermeture de ces guichets sera prise.

Question 1249 (11.2.2011) de **Mme Lydie Err** (LSAP) concernant la **représentation des deux sexes dans les positions dirigeantes de la fonction publique:**

Selon un rapport de la Commission européenne de 2010¹, plus de neuf sur dix hauts fonctionnaires au Luxembourg sont des hommes. Un tableau représentant la participation des hommes et des femmes aux deux niveaux les plus élevés de la fonction publique montre qu'au Luxembourg le taux des femmes ne s'élevait en 2009 qu'à un peu plus de 5%, de sorte que le Luxembourg occupe l'avant-dernière place dans les statistiques publiées dans le rapport en question. Soulignons que ce dernier ne prend pas seulement en compte les 27 pays de l'UE, mais également certains pays des Balkans, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Turquie.

Étant donné que le programme gouvernemental de 2009 stipule que «(...) Le programme des actions positives sera étendu au secteur public (...)», j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Madame la Ministre et/ou Monsieur le Ministre disposent de chiffres concrets quant à la proportion de postes de niveau élevé occupés par des femmes?

- Est-ce que des démarches quant à l'application des actions positives dans le secteur public ont déjà été entamées? Dans l'affirmative, de quelle nature sont ces démarches?

- Est-ce que des objectifs précis pour la représentation des deux sexes dans les positions dirigeantes de la fonction publique ont été fixés? Dans l'affirmative, lesquels?

Réponse commune (16.3.2011) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

1. Des informations du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative il ressort que les femmes représentent 45% des agents de la carrière supérieure de l'État respectivement occupent 22,5% des postes de direction.

Postes de la carrière supérieure de l'État	Féminin	Masculin	Total
Administration générale	496	941	1.437
Magistrature	143	104	247
Force publique	16	142	158
Enseignement	136	59	195
Enseignement postprimaire	1.449	1.472	2.921
Cultes	2	24	26
Total	2.242	2.742	4.984
	45,0%	55,0%	100,0%

Postes de direction	Féminin	Masculin	Total
Administration gouvernementale	44	116	160
Autres administrations et services	100	375	475
Établissement scolaires	17	62	79
Total	161	553	714
	22,5%	77,5%	100,0%

2. Des démarches pour l'extension du programme des actions positives au secteur public sont en cours depuis plusieurs mois.

En étroite concertation entre le Ministère de l'Égalité des chances et le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative le questionnaire, qui sert de base à l'enquête de satisfac-

tion à mener auprès du personnel, a été adapté au contexte de la fonction publique.

En date du 28 janvier 2011, le Conseil de Gouvernement a décidé, vu la complexité et la diversité de la structure de la Fonction publique, de procéder par projets-pilotes.

Afin de sonder l'intérêt auprès des différentes entités étatiques à participer au programme des actions positives, une circulaire sera adressée dans les semaines à venir à chaque département ministériel et à chaque administration pour présenter le programme.

En parallèle, d'autres acteurs comme les membres du Comité interministériel à l'égalité entre femmes et hommes et les délégués à l'égalité entre femmes et hommes vont sensibiliser les responsables hiérarchiques au programme.

Question 1250 (14.2.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **études de master offertes par le Centre de Recherche Public Henri Tudor:**

Selon mes informations, le Centre de Recherche Public Henri Tudor vient de lancer un master professionnel en science des services dénommé «European Executive Master in Innovative Service Systems».

Les études en question sont organisées en étroite collaboration avec cinq universités européennes, à savoir celles de Genève, Porto, Amsterdam, Barcelone et Brno.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser pourquoi un centre de recherche à vocation publique offre un master professionnel en collaboration avec des universités européennes sans se procurer la participation ou bien le soutien de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg?

forme d'un master «de type Exécutive», compte parmi les principaux résultats du projet de recherche européen DELLISS (www.delliiss.eu). Elle se fait donc dans le cadre d'un partenariat européen, qui n'inclut pas à l'heure actuelle l'Université du Luxembourg, mais qui lui reste ouvert.

Cette nouvelle formation, qui s'inscrit dans le contexte de l'émergence de l'économie de services basée sur les TIC et des besoins en formation afférents, a été présentée lors de réunions préparatoires avec la Chambre de Commerce et l'Université du Luxembourg. Les universités partenaires à la formation visée se caractérisent notamment par leur stratégie de mise en place de centres de compétences multidisciplinaires en matière de science des services (aspects de gestion, économiques, humains et technologiques), ce qui n'est pas le cas dans la même ampleur pour l'Université du Luxembourg.

Il y a lieu de rappeler dans ce contexte, les différentes initiatives de collaboration en matière de formation spécialisée entre l'Université du Luxembourg et le CRP Henri Tudor, notamment la formation «Master en Informatique et Innovation» proposée il y a maintenant près de 15 ans par le CRP Henri Tudor et développée en partenariat avec l'Institut supérieur de Technologie et les universités de Namur et Nancy. Plus tard, l'Université du Luxembourg décide de se retirer du partenariat du fait de sa stratégie d'investir seulement des ressources dans des formations professionnelles à caractère stratégique. Pour le «Master en Informatique et Innovation», il a été retenu que le programme essentiellement axé sur le management des TIC (plutôt que sur ses aspects technologiques) ne correspondait pas à ces orientations.

Par contre, en raison de son intérêt stratégique, l'université assure actuellement la direction du master professionnel dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information. Cette formation, qui démarre cette année-ci sa troisième promotion et qui couvre la thématique de la sécurité sous les angles à la fois technologique et de gestion, a été initiée à l'époque par le CRP Henri Tudor.

Question 1254 (14.2.2011) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant la **propriété du silo et la gestion du fonds «Céréales panifiables»:**

Op Basis vum Gesetz vum 9. Februar 1956 ass duerch Arrêté grand-ducal vum 15. Februar 1958 d'Finanzéierung vum Bau vun de Siloen zu Miersch garantéiert ginn. All Käreproduzent am Land huet mussen eng Redevance bezuelen, wann e Weess oder Kar ofgeliiwert huet.

Den Artikel 1 seet: «La propriété du silo reviendra à la Chambre d'Agriculture.»

Den Artikel 4 seet: «La gestion du fonds 'Céréales panifiables' est confiée à la Centrale paysanne, faisant fonction de Chambre d'Agriculture.»

Haut gehieren d'Siloen anscheinend der Cepal S.A. respektiv der VERSIS S.A.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Kënnt Dir mer genee Informatiounen iwwert d'Propriététsverhältnisse vum de Siloen a conneuxen Aarrichtunge liwweren?

2. No wat fir engem Artikel am Gesetz goufen déi Siloen der Cepal respektiv der VERSIS guttgeschriwwen?

3. Firwat goufen déi wäit iwwer honnert Milliounen Frang, déi 1970 an der gesetzlecher Kompensatiounskeess fir Fleesch woren, den 23. Abrëll 1974 op Uerder vum deemolege Landwirtschaftsminister der Cepal iwwerwisen?

4. Mengt de Minister net, datt d'Bauern enteegent gi sinn?

Réponse (8.3.2011) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Les questions soumises par Monsieur le Député ont déjà été posées dans le passé dans le cadre des questions parlementaires suivantes:

- Question n°0089/1984 de Monsieur Lucien Weiler (*cf. compte rendu n°12/1984-1985*)

- Question n°0490/1991 de Monsieur Robert Mehlen (*cf. compte rendu 1990-1991, Volume II*)

- Question n°1960/2007 de Monsieur Robert Mehlen (*cf. compte rendu n°2/2007-2008 - question parlementaire n°1960*)

- Question n°2164/2007 de Monsieur Robert Mehlen (*cf. compte rendu n°14/2007-2008 - question parlementaire n°2164*)

Depuis lors, aucun nouveau moment n'est venu s'ajouter. Les réponses à ces questions restant donc toujours valables, je me permets d'en citer les extraits pertinents par la suite.

1. et 2. En réponse à la question n°0490/1990 précitée, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural avait répondu comme suit:

«En 1958 il n'existait pas de Chambre d'Agriculture répondant aux exigences de la loi du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective telle qu'elle a été nouvellement instituée en 1987. En effet en 1958, c'est la Centrale paysanne ff. de Chambre d'Agriculture qui exerce les fonctions de chambre professionnelle agricole. Ceci ressort indubitablement de l'arrêté grand-ducal du 15 février 1958 portant création d'un fonds de compensation pour céréales panifiables et établissement de taxes pour alimenter ce fonds, alors que cette institution y est citée à quatre reprises.

Pour que la Chambre d'Agriculture citée dans l'arrêté grand-ducal de 1958 puisse être identifiée avec la Chambre d'Agriculture, telle qu'elle a été recrée par la loi du 7 septembre 1987, il aurait fallu que la loi du 7 septembre 1987 eût disposé que cette nouvelle Chambre fût le successeur de la Centrale paysanne ff. de Chambre d'Agriculture, et que l'actif et le passif de cette dernière fussent repris par la nouvelle Chambre d'Agriculture. Or, la loi du 7 septembre 1987 est muette à cet égard. On ne saurait que difficilement accepter que le transfert des avoirs de l'ancien organisme ff. de Chambre d'Agriculture vers la nouvelle Chambre eût pu s'opérer en l'absence d'une disposition légale expresse.

Outre la difficulté précitée, il est juridiquement difficile d'admettre qu'une simple disposition réglementaire puisse opérer sans autre procédure le transfert d'un immeuble, en l'occurrence le silo de Mersch.

Le transfert de la propriété immobilière est réglé par le Code civil et certaines lois postérieures,

dont notamment la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits immobiliers. Or, un simple règlement grand-ducal ne saurait déroger à une loi.

Il suit de ce qui précède que la disposition réglementaire de 1958 prévoyant que la propriété du silo à céréales reviendra à la Chambre d'Agriculture est dépourvue de conséquence juridique. Elle constitue plutôt une déclaration d'ordre politique.»

3. En réponse à la question n°0089/1984 précitée, le Secrétaire d'État à l'Agriculture et à la Viticulture avait répondu comme suit:

«Le fonds de compensation 'Porcs gras' a cessé de percevoir des taxes de compensation sur les porcs en date du 28 juillet 1962. L'avoir du fonds s'élevait alors à 5.198.792 francs.

Le fonds de compensation 'Bovins' a cessé de percevoir des taxes de compensation sur les bovins en date du 30 avril 1970. L'avoir de ces fonds s'élevait alors à 98.409.386 francs.

En date du 23 avril 1974, le Ministre de l'Agriculture a autorisé la Centrale paysanne luxembourgeoise à affecter les disponibilités financières provenant des fonds de compensation 'Bovins' et 'Porcs gras' à la création d'installations de stockage à basse température au sein de l'Agrocenter à Mersch, en vue de permettre les interventions de marché pratiquées au titre de la régulation de l'offre à la demande de viandes bovine et porcine, dans le cadre de la réglementation CEE.»

4. Au vu des réponses aux questions précitées, la réponse à la quatrième question devient sans objet.

Question 1255 (14.2.2011) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **financement de la rémunération aux producteurs de biogaz**:

Le projet actuel du règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la consommation de biogaz prévoit que le financement de la rémunération aux producteurs de biogaz est garanti par le budget de l'État. Le financement de cette forme d'énergie sera donc traité de manière différente par rapport à l'énergie électrique, pour laquelle a été instauré un fonds de compensation alimenté par une taxe sur la consommation d'électricité.

Cette dernière manière de procéder a été acceptée par la Commission européenne, tandis que le mode de financement depuis le budget de l'État risque de ne pas trouver l'aval de la Commission européenne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi Monsieur le Ministre n'a-t-il pas choisi la création d'un fonds de compensation à l'image de celui qui existe pour l'énergie électrique pour financer une rémunération aux producteurs de biogaz?

- Est-ce que la Commission européenne a déjà pris position en relation avec le mode de financement de cette rémunération depuis le budget de l'État? Si oui, quelle est la position de la Commission?

Réponse (15.3.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le mécanisme de compensation, institué par le règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité, est destiné à répartir équitablement entre les différentes entreprises d'électricité les charges en relation avec l'exécution des obligations de service public telles que prévues par la législation sur le marché de l'électricité. Le fonctionnement de ce mécanisme complexe se base, entre autres, sur des contrats de rachat qui sont des contrats de fourniture conclus entre un producteur et un gestionnaire de réseau pour la reprise de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de la cogénération sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et pouvant bénéficier d'une rémunération pour l'électricité injectée. Actuellement, quelque 2.500 contrats sont gérés sous ce mécanisme de compensation.

Les travaux préparatoires à la mise au point du projet de règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la consommation de biogaz ont révélé que les quantités exploitables de biogaz destinées à être injectées dans les réseaux de gaz naturel seraient limitées à quelque dix millions de mètres cube par an. Cette évaluation tenait compte des résultats de l'étude de potentiel «Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg (LUXRES)» réalisée par le Fraunhofer Institut für System- und Innovationsforschung, du nombre d'installations de biogaz «classiques» (donc production d'électricité et de chaleur combinées à partir du biogaz) existantes et d'une projection de l'accroissement à terme de ce type d'installation de biogaz. Les mêmes travaux préparatoires ont permis de conclure qu'au Luxembourg une taille réaliste d'une installation de biogaz avec injection subséquente dans les réseaux de gaz naturel aurait une capacité d'injection annuelle entre 1,25 et 2,5 millions de mètres cube. Par rapport au potentiel disponible et à la taille présumée des installations, le nombre total réaliste d'installations de production de biogaz avec injection subséquente à voir le jour au Luxembourg se situerait entre quatre et huit installations.

Question 1256 (14.2.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **décision du Conseil des Ministres européens de geler les avoirs de l'ancien président de la Tunisie**:

Lors de la réunion du 31 janvier 2011 à Bruxelles, le Conseil des Ministres européens des Affaires étrangères a pris la décision (2011/72/PESC) de geler «tous les capitaux et ressources économiques» du président tunisien déchu Zine el-Abidine Ben Hamda Ben Ali et de son épouse Leïla Bent Mohammed Trabelsi. Lors de la réunion du 4 février la décision (2011/79/PESC) fut prise d'élargir le cercle de personnes concernées par cette mesure à 48 personnes.

Je voudrais donc demander à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances de répondre aux questions suivantes:

1) Est-ce qu'une ou plusieurs des 48 personnes incriminées possèdent des capitaux ou ressources économiques au Luxembourg?

2) Dans l'affirmative, combien de personnes sont concernées par cette sanction? Quel est le montant et la nature de ces avoirs et quelles institutions financières ont géré ces capitaux?

Question 1287 (1.3.2011) de **M. Robert Weber** (*CSV*) concernant le **gel des capitaux de chefs d'État**:

À l'occasion des récentes révolutions en Tunisie, en Égypte et en Libye, le Conseil de Sécurité de l'ONU et le Conseil des Ministres européens des Affaires étrangères ont pris la décision de geler tous les capitaux des présidents des différents États mentionnés ci-avant et même d'élargir cette décision à un cercle de personnes dans l'entourage de ces présidents.

Je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

1) Une telle décision qu'implique-t-elle concrètement?

2) Selon quelle procédure un tel gel s'opérerait-il?

3) Si des fonds appartenant aux dirigeants tunisien, libyen et égyptien et des proches de ceux-ci se trouvaient au Luxembourg auprès d'un établissement financier, pour combien de temps un tel gel pourrait-il être décidé?

4) Selon quelles modalités et quand les avoirs gelés pourraient-ils être restitués aux populations (États) concerné(e)s?

Question 1303 (8.3.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **gel de fonds et d'avoirs**:

Depuis la chute du dictateur tunisien Ben Ali, le 14 janvier 2011, la question du gel de fonds de dictateurs a gagné substantiellement en dynamique. Ceci a été renforcé au départ de Hosni Moubarak et face aux luttes de libération en Libye.

Au niveau international, la Suisse a fait preuve d'une volonté politique délibérée en décrétant le gel des fonds et avoirs entre autres des personnages politiques mentionnés par un recours à la Constitution suisse qui permet au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires quand «la sauvegarde des intérêts du pays» l'exige.¹

Au Luxembourg, le Gouvernement a attendu une décision du Conseil de l'Union européenne et donne l'impression de se reposer entièrement sur la loi sur le blanchiment d'argent et en particulier sur le principe du «know your customer», qui pourtant ne fait que transférer la responsabilité politique sur les épaules des employés de banque.

L'annonce du gel de comptes dans un fonds libyen hier soir et le fait d'avoir dû recourir à cet instrument laisse entrevoir que le dispositif de la lutte anti-blanchiment doit être renforcé.

¹ Constitution fédérale de la Confédération suisse

Art. 184. §3.: 3 Lorsque la sauvegarde des intérêts du pays l'exige, le Conseil fédéral peut adopter les ordonnances et prendre les décisions nécessaires. Les ordonnances doivent être limitées dans le temps.

Dans ce contexte, je voudrais adresser au Ministre des Finances Luc Frieden les questions suivantes:

1) Quelles sont les mesures politiques et légales exactes que le Gouvernement a entreprises depuis la décision du Conseil de l'Union européenne afin de bloquer les fonds et avoirs des personnes politiquement exposées de la Tunisie, de l'Égypte et de la Libye?

2) Est-ce que le Gouvernement a également considéré de geler des fonds éventuels d'autres personnes politiquement exposées et à moralité douteuse?

3) Est-ce que le Gouvernement partage l'approche suisse qui s'est dotée depuis peu d'une législation lui permettant d'exprimer une «présomption d'illicéité»² permettant précisément de geler des fonds et des avoirs dans des situations politiquement délicates afin de préserver la bonne renommée de la place financière et en vue d'une restitution de fonds gelés aux populations spoliées?

4) Est-ce que l'adoption d'une telle approche n'aurait pas permis de bloquer plus tôt des fonds manifestement illicites de personnes politiques exposées?

5) Suite à la découverte de fonds libyens au Luxembourg, le Gouvernement est-il d'avis qu'il faut renforcer les dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le détournement de fonds publics afin d'éviter que des personnes politiquement exposées puissent profiter de la place financière luxembourgeoise pour la gestion de fonds illicites?

Réponse commune (29.3.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

Le dispositif en place au Luxembourg vient d'être renforcé suite aux récentes évaluations GAFI. Il s'agit d'un système complet, essentiellement axé sur l'action préventive. À ce titre, les établissements financiers ont notamment une obligation de connaissance et de vigilance à l'égard de leur clientèle et une obligation de coopération avec les autorités. Au moindre soupçon, ils doivent de leur propre initiative informer la Cellule de renseignement financier du Parquet de Luxembourg qui peut

² Loi fédérale sur la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite de personnes politiquement exposées (Loi sur la restitution des avoirs illicites, LRAI) du 1^{er} octobre 2010

Art. 6 Présomption d'illicéité

1. L'origine illicite des valeurs patrimoniales est présumée lorsque les conditions suivantes sont remplies:

a. le patrimoine de la personne qui a le pouvoir de disposition sur les valeurs patrimoniales a fait l'objet d'un accroissement exorbitant en relation avec l'exercice de la fonction publique de la personne politiquement exposée;

b. le degré de corruption de l'État d'origine ou de la personne politiquement exposée en cause était notablement élevé durant la période d'exercice de la fonction publique de celle-ci.

2. La présomption est renversée si la licéité de l'acquisition des valeurs patrimoniales est démontrée avec une vraisemblance prépondérante.

bloquer les transactions suspectes ou geler les avoirs concernés. La vigilance à l'égard de la clientèle est obligatoirement renforcée vis-à-vis de clients qui sont des responsables politiques, de leur famille et de leurs proches. Ainsi donc ce dispositif permanent est conçu de telle sorte qu'il n'y a pas lieu d'attendre que ces personnes fassent l'objet de mesures internationales puisqu'il est censé surveiller de façon continue leurs fonds. La Commission de surveillance du secteur financier veille au respect du dispositif par les établissements financiers.

Au-delà de l'action préventive, il importe aussi de préciser que si toutefois de telles mesures ou sanctions internationales sont décidées au niveau politique par l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou par l'Union européenne (UE), ces mesures sont introduites au Luxembourg par le biais de règlements de l'Union européenne directement applicables en droit national ou, en matière de lutte contre le financement du terrorisme, par l'adoption de règlements ministériels sur base d'une des trois lois du 27 octobre 2010 et du règlement grand-ducal du 29 octobre 2010. Au cas où un établissement financier a un client visé par une telle sanction internationale, il doit appliquer la sanction, par exemple en gelant sans délai les avoirs du client, et en informer le Ministère des Finances. Le cas échéant, les avoirs suspects détenus auprès d'établissements financiers peuvent aussi faire l'objet de mesures décidées dans le contexte de l'entraide judiciaire internationale.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement n'a pas l'intention de modifier à l'heure actuelle ce système qui s'avère complet et efficace.

À ce jour, il y a eu des mesures restrictives adoptées au niveau de l'ONU pour la Libye et au niveau de l'UE pour la Tunisie et la Libye. En application de celles-ci ainsi que du système préventif mentionné ci-dessus, l'on peut aujourd'hui affirmer que pour les présidents déchués de l'Égypte et de la Tunisie, ainsi que pour le dirigeant de la Libye il n'existe pas de comptes bancaires au Luxembourg. Il en est de même pour leurs épouses et enfants respectifs. À titre préventif, et sans qu'ils figuraient sur la liste de l'UE, les avoirs de deux comptes appartenant à des entités financières de l'État libyen ont été gelés.

Question 1257 (14.2.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **future zone d'activité au lieu-dit «Flébour» près de Michelau:**

Les communes de Bourscheid, Tandel et Vianden ont décidé de créer une zone d'activité au lieu-dit «Flébour» près du village de Michelau.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels travaux le Ministère du Développement durable et des Infrastructures se propose-t-il de réaliser à cet endroit de la N7 afin de sécuriser l'accès à la future zone d'activité?

- Dans ce contexte, un avant-projet sommaire a-t-il déjà pu être finalisé?

- Si tel était le cas, Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions au sujet du coût estimatif des travaux de réaménagement et de sécurisation projetés?

Réponse (31.3.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la création d'une zone d'activité au lieu-dit «Flébour» près du village de Michelau, décidée par les communes de Bourscheid, Tandel et Vianden, et de la réalisation à cet endroit de la N7 de mesures destinées à sécuriser l'accès à cette future zone d'activité.

En effet, l'Administration des Ponts et Chaussées a envisagé de réaliser à l'endroit en question un carrefour dénivelé susceptible de servir d'accès à la zone d'activité, tout en éliminant le carrefour Koeppenpaff, dont les manœuvres de tourne-à-gauche appartenaient alors au passé.

Cependant, un avant-projet n'a pas encore pu être finalisé au motif que des éléments de planification concrets de la zone d'activité font encore défaut. En effet, l'étude de faisabilité d'un carrefour dénivelé doit être analysée en fonction du programme et des aménagements concrets de la zone d'activité.

Par conséquent, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'avancer ni devis ni délais.

Question 1258 (15.2.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables:**

À l'aube du 21^e siècle, l'humanité fait face à l'un des plus grands défis de son histoire: la consommation d'énergie accrue commence à perturber l'environnement d'une façon qui dérange. Le changement climatique est devenu une menace sérieuse pour le développement durable dans le monde entier.

Suite aux problèmes politiques actuels, les prix des vecteurs énergétiques s'envolent et des investissements gigantesques sont demandés pour la prospection et la production de nouveaux gisements.

En juillet 2010, le Gouvernement a présenté le Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables. Il est prévu de porter la part des énergies renouvelables à 11% de la consommation finale d'énergie (contre 1% à l'heure actuelle). En ce qui concerne l'utilisation de l'énergie éolienne, les parcs éoliens actuels d'une puissance totale de 35 MW et produisant 60 GWh seront augmentés à 131 MW en 2020 et produisant 239 GWh.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les sites pour l'implantation des nouveaux parcs éoliens?

- Quel est le timing de ce projet audacieux afin d'atteindre la puissance électrique installée de 131 MW?

Réponse (16.3.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit pour le Grand-Duché de Luxembourg un objectif de 11% d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans sa consommation d'énergie finale en 2020, objectif qui a été précisé dans le Plan d'action national approuvé par le Conseil de Gouvernement en juillet 2010. Le Plan d'action national prévoit une augmentation substantielle de la production nationale en matière d'énergies renouvelables. Pour l'énergie éolienne, il prévoit une puissance totale installée de 131 MW (3,7 fois la puissance installée en 2005) et une production d'énergie annuelle de 239 GWh (4,6 fois la production de 2005) en 2020.

Les projections dans le Plan d'action national ont été établies sur base des données reprises de l'atlas de l'énergie éolienne du Luxembourg, des analyses menées dans le cadre de l'étude sur les potentiels des énergies renouvelables (LUXRES) datant de 2005 et des discussions menées avec les acteurs du secteur. L'objectif en matière d'énergie éolienne qui a été retenu dans le Plan d'action national n'a donc pas été fixé par une identification précise de sites mais en partant du potentiel techniquement faisable tout en considérant les contraintes qui pourraient se présenter lors du développement de projets éoliens, contraintes liées à la protection de l'environnement, au trafic aérien et aux distances à respecter dans le cadre réglementaire de l'urbanisation.

En ce qui concerne les étapes intermédiaires pour le développement des potentiels en matière d'énergie éolienne, le Plan d'action national retient dans son chapitre cinq un planning prévisionnel et estimatif qui se présente comme suit:

2005		2010		2011		2012		2013		2014	
MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh
35	52	35	60	40	71	54	98	71	130	89	163

2015		2016		2017		2018		2019		2020	
MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh	MW	GWh
105	192	117	213	124	226	128	234	130	238	131	239

Reste à noter que le développement du potentiel en matière des énergies renouvelables en général et de l'énergie éolienne en particulier appartient aux acteurs économiques. Il revient au Gouvernement de créer un cadre adéquat et des incitatifs suffisants pour le développement des potentiels techniquement réalisables.

Le cadre d'incitation actuellement en place découle du règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables pour ce qui est des tarifs d'injection et de la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles pour ce qui est des aides à l'investissement. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national, mes services sont en train d'analyser la faisabilité et la nécessité d'une éventuelle adaptation de la réglementation de 2008.

Question 1259 (15.2.2011) de **M. François Bausch** (déli gréng) concernant le **comité éthique pour les investissements étatiques:**

Lors d'une prise de position devant la presse luxembourgeoise à l'occasion de la première réunion des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions à Vientiane au Laos en novembre 2010, le Vice-Premier Ministre Jean Asselborn a réitéré son appel à l'interdiction du financement en connaissance de cause d'armes à sous-munitions. Il a également lancé l'idée de créer une enceinte éthique au Grand-Duché de Luxembourg qui serait composée d'institutions financières luxembourgeoises (ALFI, ABBL, CSSF) ainsi que d'institutions publiques (Ministère des Finances, Ministère de la Justice, Ministère des Affaires étrangères, Fonds de compensation commun au régime général de pension) et qui serait chargée de contrôler et de vérifier les investissements actuels et futurs de l'État luxembourgeois en vue de prévenir des investissements erronés dans des sociétés impliquées dans la production d'armes à sous-munitions.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) À part le Fonds de compensation commun au régime de pension, est-ce que le contrôle de cette enceinte éthique concernera également d'autres fonds d'investissement publics? Dans l'affirmative, lesquels?

2) La production et le commerce d'armes à sous-munitions n'étant pas la seule activité allant à l'encontre de conventions internationales signées par le Luxembourg, est-il prévu d'étendre le domaine de compétence de l'enceinte éthique aux conventions couvrant les droits sociaux et environnementaux des populations concernées directement ou indirectement par les investissements de fonds publics luxembourgeois? Dans la négative, pourquoi?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre se rallie à l'idée qu'une enceinte éthique pourrait gagner en qualité et en crédibilité si elle était composée également de membres de la Chambre des Députés, de même que de représentants de la société civile active dans le domaine de l'éthique financière?

Réponse (31.3.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

À ce jour, le Fonds de compensation commun au régime de pension est l'unique fonds d'investissement public. Ce fonds prend d'ores et déjà en compte des considérations éthiques dans le choix de ses investissements.

Toutefois, dans la mesure où l'État luxembourgeois ne fait pas d'investissements financiers dans des sociétés et que par ailleurs les investissements de l'État ne sauraient être soumis au contrôle du secteur privé, il me semble difficile d'instaurer un tel organe.

Question 1260 (15.2.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **registre des cancers:**

Beaucoup de pays disposent d'un registre des cancers (ou registre des tumeurs) qui est un outil

d'étude épidémiologique ou éco-épidémiologique rassemblant des données sur l'occurrence spatiale et temporelle d'un type spécifique de cancer ou de l'ensemble des cancers détectés.

Ces registres sont un outil indispensable de la santé environnementale et de l'épidémiologie du cancer et permettent via des études statistiques de mieux comprendre les causes de certains cancers, mieux prévenir les facteurs de risque, détecter de manière plus précoce l'émergence de nouveaux cancers, etc.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Luxembourg n'a ni un registre des cancers pour adultes ni un tel registre pour enfants?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que de tels registres seraient utiles et nécessaires?

- Dans l'affirmative, endéans quels délais de tels registres pourraient-ils être créés?

Réponse (30.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Parmi les mesures de prévention, de dépistage et de détection précoce de certaines maladies, dont le Gouvernement entend poursuivre la mise en place au cours de la législature actuelle, figure le plan cancer ainsi que le registre des cancers.

Depuis 1991, le Laboratoire National de Santé exploite le «Registre Morphologique des Tumeurs» (RMT) qui constitue un registre de la population à visée épidémiologique. Ledit registre a recensé entre 1980 et 2009 au total 47.727 nouveaux cas de cancer diagnostiqués au Luxembourg, parmi lesquels figuraient 89 enfants âgés de moins de 14

ans et 104 adolescents âgés entre 15 et 19 ans.

Les données épidémiologiques sans renseignements cliniques font annuellement l'objet d'une publication qui reprend, d'après les critères de l'ICDO (International Classification of Diseases - Oncology), la localisation des tumeurs, la répartition selon le sexe, le nombre effectif, l'incidence brute et les taux standardisés des différents types de cancer. Périodiquement les membres du RMT publient l'évolution dans le temps des cancers les plus fréquents (sein, colon, rectum, prostate, etc.) au Luxembourg.

Suite aux résultats d'un groupe de travail, composé de membres représentant les différentes spécialités médicales du pays, et qui sont tous engagés dans le diagnostic et le traitement des maladies cancéreuses, il est prévu d'envisager une extension du registre des tumeurs existant, ceci afin de pouvoir focaliser ses activités sur la collecte des données purement cliniques. Dans ce même ordre d'idées, un conseil scientifique devrait seconder le registre.

En raison de l'exiguïté du pays et du nombre restreint de sa population, il n'est pas prévu de créer un registre pour les adultes et un autre pour les enfants.



Je ne saurais finalement que me rallier à la position de l'honorable Député en ce qui concerne l'importance d'un tel registre qui, en complément des études épidémiologiques, constituera l'outil approprié pour disposer d'informations précieuses permettant d'assurer un niveau élevé tant de la santé publique que de la qualité dans les différentes spécialités médicales.

Question 1263 (16.2.2011) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **visite de courtoisie de Monsieur Frank-Walter Steinmeier** - les frais:

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères affirme dans sa réponse à la question parlementaire n°1210 (cf. ci-dessus) qu'il a eu des entrevues à Berlin, alors qu'il s'y est rendu seulement le matin du 4 février 2010, puisqu'il est retourné à Luxembourg peu après en compagnie de Monsieur Steinmeier pour accompagner celui-ci dans ses entrevues à Luxembourg pendant la même journée.

Monsieur le Ministre a déclaré avoir été «pour consultations» à Berlin. Or, force est de constater que les sites du Gouvernement ne renseignent pas de réunions de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères à Berlin le 4 février 2010.

En plus, d'après le site «gouvernement.lu», Monsieur Asselborn s'est rendu les 5 et 6 février 2010 à la Conférence sur la politique de sécurité à Munich où il a certainement pu rencontrer un très grand nombre de preneurs de décision allemands ou autres.

Il est également à noter que dans ses déclarations relatives à la visite de courtoisie de Monsieur Frank-Walter Steinmeier, Monsieur le Ministre a déclaré d'abord sur RTL que Monsieur Steinmeier était retourné par avion de la Luxair, puis il a déclaré par écrit en réponse à ma question parlementaire n°1210 que son hôte était retourné en Allemagne par une voiture immatriculée en Allemagne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre peut-il détailler, de façon transparente et vérifiable, les entrevues qu'il a eues à Berlin le 4 février 2010?

2. Monsieur le Ministre veut-il démentir formellement qu'il s'est rendu à Berlin le 4 février 2010 par avion affrété aux frais du contribuable luxembourgeois rien que pour venir y chercher Monsieur Frank-Walter Steinmeier à un aéroport berlinois?

3. Comme la Cour des Comptes n'est pas en possession ni de factures détaillées, ni de preuves de paiement relatives au voyage de Monsieur Asselborn à Berlin le 4 février 2010, Monsieur le Ministre est-il disposé, dans l'intérêt d'une transparence parfaite dans la gestion des deniers publics, à communiquer les pièces pertinentes présentes ou archivées au Ministère des Affaires étrangères, y compris les factures, plans et horaires de vols de l'avion ou des avions affrétés pour les 4 et 5 février 2010 par le Gouvernement ou le Ministère des Affaires étrangères, des passagers?

Réponse (22.2.2011) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:**

Concernant la question parlementaire n°1263 du 16 février 2011, j'ai l'honneur de renvoyer l'honorable Député aux réponses fournies le 25 janvier, les 2 et le 3 février 2011 à ses questions n°0898, n°1210 et n°1229, datant respectivement du 15 septembre 2010, du 1^{er} février ainsi que du 3 février 2011 (cf. compte rendu n°7/2010-2011 et ci-dessus).

Question 1264 (16.2.2011) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant le **manque de personnel auprès de la Caisse Nationale des Prestations Familiales:**

Selon le Médiateur, tous les dirigeants de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF) partiront en pension à partir de l'année 2013. Partant de cette constatation et eu regard au manque chronique en personnel, évoqué par les responsables de la CNPF en 2009, il y a lieu de penser qu'un retard dans le traitement des dossiers, surtout ceux concernés par les réglementations européennes, risque de se manifester.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Combien de nouveaux postes ont été créés et occupés depuis 2009?

2) Quelle sera la stratégie envisagée par le Gouvernement afin de parer à un éventuel dysfonctionnement au sein de la CNPF résultant d'un manque de personnel?

Réponse (10.3.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Jean Colombera, il y a lieu de signaler que la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF) a connu pendant la période entre 1999 et 2010 un renforcement en effectifs qui se chiffre à 50 unités, y compris huit postes réservés à des personnes handicapées.

Cette augmentation en nombre du personnel témoigne des efforts substantiels consentis par le Gouvernement pour étoffer les effectifs de l'établissement en question.

En 2009, un seul poste nouveau dans la carrière de l'ingénieur technicien a été autorisé pour le service informatique de la CNPF. Ce nouveau poste d'ingénieur technicien n'a été occupé qu'en avril 2010. Le service informatique de la CNPF dispose de quatre postes dont un est actuellement libre suite à un changement d'administration récent.

Par ailleurs, six autres postes subalternes dans la carrière D de l'employé de l'État ont été transformés en postes à durée indéterminée.

La CNPF a fait des efforts considérables au niveau de l'organisation de son travail. En effet, la caisse s'est modernisée et a entamé un processus de rationalisation du travail à l'aide d'un recours à des projets informatiques (sept projets informatiques en cours avec le soutien du Centre de Recherche Gabriel Lippmann). Grâce à l'aide de consultants externes, des efforts supplémentaires ont été entrepris par la CNPF en vue de moderniser à moyen terme l'organisation interne et de rendre ainsi le processus de travail plus efficient, dont notamment l'établissement des dossiers électroniques. Une re-

fonte des procédures est en cours, entre autres pour parer aux faiblesses dans l'organisation telles que la gestion des droits, le temps d'attente, le service au client ou encore la standardisation des traitements administratifs.

Un CAF (common assessment framework) a été effectué avec le Ministère de la Fonction publique ainsi qu'avec une société de consultance.

Ce même consultant accompagne actuellement la CNPF dans le cadre d'une meilleure gestion du personnel et de renforcer les connaissances du personnel par une formation appropriée permettant ainsi de dégager pour l'avenir un certain nombre de personnes capables d'occuper des postes à responsabilité devenus vacants par exemple suite à des départs en retraite.

En ce qui concerne d'éventuels départs au niveau du cadre dirigeant et dans le souci d'assurer la continuité des services et de permettre aux successeurs respectifs de s'initier aux tâches liées aux différents postes, la CNPF procédera dans certaines limites au remplacement par anticipation des agents concernés.

Question 1268 (18.2.2011) de **M. André Bauler (DP)** concernant les **internats:**

Comme les internats publics et privés jouent un rôle important dans la prise en charge de nombre d'élèves de l'enseignement postfondamental, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles préciser en quoi les internats sociofamiliaux se distinguent des internats socio-éducatifs qui viennent d'être créés ces derniers temps? Dans quelles régions du pays des internats socio-éducatifs ont été ouverts?

2) Quels sont les gestionnaires des différents internats privés et comment leur financement est-il assuré? À quel montant s'élève la dotation étatique totale en faveur des internats les plus divers?

3) Dans le cadre de quels lycées le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle gère-t-il des internats qui fonctionnent sous sa propre tutelle?

4) Combien d'élèves sont actuellement inscrits respectivement dans des internats étatiques et dans des internats conventionnés par l'État? Quel est leur pourcentage dans la population scolaire totale de l'ES et de l'EST? Comment ce pourcentage a-t-il évolué au cours de la décennie écoulée? Quelle a été l'évolution du nombre d'élèves inscrits dans les internats, en particulier dans les internats socio-éducatifs?

5) Combien de personnes travaillent dans les internats les plus divers et quelles sont leurs qualifications respectives?

6) Combien d'entre elles sont engagées sous le statut de fonctionnaire et/ou d'employé public?

7) Mesdames les Ministres peuvent-elles fournir des précisions sur l'accompagnement pédagogique à proprement parler assuré par les internats (surveillance et suivi des études, préparation des devoirs en classe, etc.)?

8) Cet encadrement est-il régulièrement soumis à des adaptations conceptuelles? Dans l'affirmative, quels partenaires interviennent dans cette conceptualisation et comment les échanges avec les parents d'élèves sont-ils organisés?

Réponse commune (23.3.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration,** et de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

1) Le cadre des internats sociofamiliaux est régi par le règlement grand-ducal du 18 février 2009 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'internats sociofamiliaux. Ce règlement définit d'un côté l'effectif minimal du personnel en fonction du nombre d'usagers et du type d'internat et de l'autre côté les dispositions en matière d'infrastructures et de sécurité à prendre.

Par ailleurs, la convention entre le Ministère de la Famille et les organismes gestionnaires définit la collaboration entre les deux parties, les dispositions concernant le personnel et la participation financière des parents.

Les internats sociofamiliaux suivent de plus en plus une mission psychopédagogique. Une grande partie des demandes d'admission émanent non pas de l'éloignement de l'école par rapport au domicile, mais d'une situation de détresse. Les jeunes présentent de plus en plus des problèmes comportementaux et psychologiques en devant faire face à des situations familiales et sociales instables. Pour le moment, il existe un internat renforcé qui offre un encadrement particulier à des jeunes gens qui connaissent des problèmes majeurs à domicile, à l'école et dans la vie sociétariaire. Cet internat est ouvert pendant le week-end et les vacances scolaires afin de pouvoir proposer un accueil aux jeunes qui ne peuvent pas rentrer à leur domicile pendant une certaine période. En vue d'améliorer cette situation et de remettre le jeune et sa famille sur la bonne voie, la coopération avec des services spécialisés, l'école et la famille est très étroite.

Les internats socio-éducatifs sont pour la plupart rattachés à un seul lycée et font partie intégrante de celui-ci, tandis que les internats sociofamiliaux accueillent le plus souvent des élèves de différents lycées et font leur gestion propre.

Par ailleurs, il existe deux internats sociofamiliaux pour élèves de l'enseignement fondamental, tandis qu'un troisième est en cours de planification.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle gère sous sa propre tutelle les internats suivants:

- l'internat de l'Attert-Lycée de Redange
- l'internat de Mersch du Lycée classique de Diekirch
- l'internat du Lycée technique Hôtelier Alexis Heck à Diekirch
- deux internats, en ville de Luxembourg et à Ettelbruck, du Lycée technique pour professions de santé
- l'internat du Lycée de Wiltz

Un internat supplémentaire ouvrira ses portes en 2012 à Mersch et accueillera des élèves du Lycée Ermesinde et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

2) Parmi les internats privés, trois associations sans but lucratif assurent la gestion des dix internats sociofamiliaux, à savoir «Les internats Jacques Brocquart a.s.b.l.», l'«Association pour la gestion des écoles et internats de la doctrine chrétienne a.s.b.l.» (Agedoc) et l'«Anne a.s.b.l.». Ces organismes signent chaque année une convention à financement par couverture du déficit avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Ce financement représente le coût du personnel et de l'entretien déduction faite des recettes. Ces recettes sont constituées pour la majeure partie de la participation financière des parents qui est établie selon un barème social.

La participation financière de l'État pour les internats sociofamiliaux s'élevait en 2010 à 7.353.177 €.

Pour chacun des internats de l'éducation nationale, la gestion est inscrite à la gestion séparée du lycée auquel l'internat est attaché sans qu'il y ait une spécification des dépenses de l'école et de l'internat.

3) Les différents lycées auxquels sont attachés des internats socio-éducatifs sont les suivants:

- Attert-Lycée de Redange,
- Lycée classique de Diekirch,
- Lycée technique Hôtelier Alexis Heck à Diekirch
- Lycée technique pour professions de santé
- Lycée du Nord à Wiltz

Chamber TV

weist all
öffentlich Sätzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal 529 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal 519 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal 540 / 455.25 Mhz



4) Internats et semi-internats conventionnés avec le Ministère de la Famille

	Nombre d'inscriptions en internat sociofamilial			
	Année scolaire 2002/2003	Année scolaire 2004/2005	Année scolaire 2006/2007	Année scolaire 2009/2010
Les internats Jacques Brocquart a.s.b.l.	249	248	265	323
- Convict épiscopal Luxembourg	50	48	47	50
- Institution St Willibrord Echternach	65	66	63	55
- Pensionnat St Joseph Ettelbruck	77	68	54	54
- Pensionnat Jos Schmit Diekirch	36	39	66*	101
- Internat du Nord Wiltz	0	0	0	24**
- Internat Ste Marie Luxembourg	24	27	35	39
AGEDOC a.s.b.l.	188	178	179	170
- Internat privé Fieldgen Luxembourg	95	86	94	89
- Pensionnat Ste Anne Ettelbruck	41	41	41	41
- Notre Dame de Lourdes Diekirch	52	51	44	40
Anne a.s.b.l.	40	39	40	40
- Pensionnat Ste Elisabeth Troisvierges	40	39	40	40
Total:	477	465	484	533

* ouverture progressive du nouvel internat Jos Schmit pour la rentrée 2006/2007

** ouverture de l'internat du Nord pour la rentrée 2007/2008

	Nombre d'inscriptions en semi-internat sociofamilial			
	Année scolaire 2002/2003	Année scolaire 2004/2005	Année scolaire 2006/2007	Année scolaire 2009/2010
Les internats Jacques Brocquart a.s.b.l.	32	44	38	47
- Convict épiscopal Luxembourg	1	2	2	3
- Institution St Willibrord Echternach	7	15	15	31
- Pensionnat St Joseph Ettelbruck	0	0	0	2
- Pensionnat Jos Schmit Diekirch	17	12	6	7
- Internat du Nord Wiltz	0	0	0	/
- Internat Ste Marie Luxembourg	7	15	15	4
AGEDOC a.s.b.l.	460	1****	0	0
- Internat privé Fieldgen Luxembourg	360	0	0	/
- Pensionnat Ste Anne Ettelbruck	95	0	0	/
- Notre Dame de Lourdes Diekirch	5	1	0	/
Anne a.s.b.l.	28	28	68	40***
- Pensionnat Ste Elisabeth Troisvierges	28	28	68	40
Total:	520	73	106	87

*** capacité d'accueil momentanément réduite à 40 places pour cause de travaux d'extension et de modernisation

**** reprise du semi-internat par le Ministère de l'Éducation nationale

Le nombre d'adolescents inscrits en internats sociofamiliaux a connu une croissance constante de 11,9% de 2002 à 2010, tandis que le nombre d'adolescents inscrits en semi-internat a diminué de 83,1%.

Internat du Lycée	Année scolaire 2002/2003	Année scolaire 2004/2005	Année scolaire 2006/2007	Année scolaire 2009/2010
Atert-Lycée de Redange	/	/	/	33
Lycée classique de Diekirch	47	44	49	40
Lycée technique Hôtelier Alexis Heck	/	38	36	36
Lycée technique pour professions de santé/ Luxembourg	/	29	30	22
Lycée technique pour professions de santé/Warken	/	9	14	7
Lycée de Wiltz	12	12	11	11
Total	59	132	140	149

Semi-internat du Lycée	Année scolaire 2002/2003	Année scolaire 2004/2005	Année scolaire 2006/2007	Année scolaire 2009/2010
Lycée classique de Diekirch	11	16	12	14

L'internat de Mersch du Lycée classique de Diekirch est le seul qui offre la formule de semi-internat.

	% en 2002/2003	% en 2004/2005	% en 2006/2007	% en 2009/2010
Inscriptions en internat*	1,8%	1,9%	1,9%	1,9%
Inscriptions en semi-internat**	1,8%	0,29%	0,36%	0,28%
Total:	3,6%	2,19%	2,26%	2,18%

* Total des inscriptions en internats sociofamiliaux et socio-éducatifs

** Total des inscriptions en semi-internats sociofamiliaux et socio-éducatifs

5)

Institution	Nombre de personnel éducatif*	Nombre de psychologues/pédagogues	Nombre de personnel d'administration et d'entretien
Anne a.s.b.l.	10 postes	1,25 postes	7 postes
Agedoc a.s.b.l.	17 postes	1,5 postes	8,5 postes
Jacques Brocquart a.s.b.l.	43 postes	3,5 postes	24,5 postes

* dont 13,75 postes d'éducateur diplômé ou d'éducateur-instructeur et 56,25 postes d'éducateur gradué

Institution	Nombre de personnel éducatif*	Nombre de psychologues/pédagogues	Nombre de personnel d'administration et d'entretien
Internat de l'Atert Lycée	8 dont 5 fonctionnaires et 3 employés de l'État	SPOS	Pas de personnel spécifique pour l'internat
Internat du Lycée classique de Diekirch	4 dont 2 fonctionnaires et 2 employés de l'État	SPOS	9
Internat du Lycée technique Hôtelier Alexis Heck	4 dont 2 fonctionnaires et 2 employés de l'État	SPOS	Pas de personnel spécifique pour l'internat
Internat du Lycée technique pour professions de santé à Luxembourg	Pas de personnel spécifique pour l'internat	SPOS	Pas de personnel spécifique pour l'internat
Internat du Lycée technique pour professions de santé à Warken	Pas de personnel spécifique pour l'internat	SPOS	Pas de personnel spécifique pour l'internat
Internat du Lycée de Wiltz	une éducatrice graduée à temps plein ; deux éducatrices diplômées à temps partiel; toutes les trois employées	SPOS	?

Pour la plupart des internats socio-éducatifs, les tâches d'entretien et d'administration sont effectuées par le personnel du lycée.

Étant donné que les étudiants des Lycées pour professions de santé de Luxembourg et de Warken sont majeurs, il n'y a pas de personnel spécifique pour l'encadrement éducatif. En cas de besoin, les étudiants peuvent se rendre au service de psychologie et d'orientation scolaires.

6) Parmi les internats sociofamiliaux, tous les salariés sont engagés sous le statut de l'employé privé. Dans les internats socio-éducatifs, tous les salariés sont engagés sous le statut de fonctionnaire ou d'employé public.

7) En règle générale, les études sont organisées pendant deux heures par jour dans les internats sociofamiliaux. Les plus jeunes étudient dans les salles d'études, tandis que les plus âgés et plus autonomes font leurs devoirs dans leurs chambres. Les éducateurs - normalement un par douze adolescents - sont disponibles pour les aider à s'organiser, à connaître les techniques d'apprentissage et à réviser leur matière en vue d'un devoir en classe.

Ils suivent le carnet de liaison et signent les devoirs en classe des élèves. Les parents sont informés des notes, des devoirs à venir et des autres informations scolaires en fin de semaine.

Pendant les études, le calme doit être assuré et le matériel pédagogique nécessaire (livres, dictionnaires, ordinateurs) est mis à disposition.

En cas de manque de motivation ou de problèmes scolaires, le psychologue interne analyse l'origine de ce manque en réalisant des tests ou bien des entretiens individuels avec le jeune. Un projet individualisé est mis sur pied ensemble avec l'adolescent, sa famille et l'école, et les résultats sont discutés périodiquement.

Au sein de l'internat de l'Atert-Lycée à Redange, une heure et demie à deux heures sont dédiées aux études qui sont supervisées par les éducateurs. Sept cours d'appui hebdomadaires sont offerts à l'internat par les enseignants du lycée.

Dans les autres lycées, aucun accompagnement pédagogique spécifique, autre que celui offert à tous les élèves du lycée, n'est prévu.



8) Les concepts pédagogiques des internats sociofamiliaux sont régulièrement soumis à des adaptations plus ou moins profondes, tant pour le volet scolaire que pour les autres volets.

Ces adaptations sont réalisées soit dans le cadre d'un comité d'accompagnement réunissant des professionnels internes et/ou externes, soit dans le cadre d'une supervision d'équipe encadrée par un professionnel externe.

En ce qui concerne les échanges avec les parents d'élèves, certains internats ont instauré la présence d'un représentant des parents dans la plate-forme de coopération qui se réunit régulièrement, tandis que d'autres organisent des échanges lors de réunions d'informations ou bien lors d'événements moins formels.

Les pensionnaires de chaque internat de l'éducation nationale bénéficient de l'encadrement prévu pour l'ensemble des élèves du lycée auquel l'internat est attaché. Il en est de même pour les échanges avec les parents qui sont prévus par la législation concernant l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Question 1269 (18.2.2011) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1** - le **payement d'indemnités aux volontaires**:

Selon une réponse de Monsieur le Ministre à ma question parlementaire n°0607 du 23 avril 2010 (*cf. compte rendu n°14/2009-2010*), des personnes bénévoles ont presté un total de 13.000 heures dans le cadre de la campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1 de 2009. Monsieur le Ministre expliquait à cette occasion que le payement des indemnités à ces volontaires accusait du retard parce que certaines questions autour de l'imputation de ces frais à l'article budgétaire approprié n'étaient pas encore résolues.

Selon mes informations, une partie des bénévoles concernés n'auraient toujours pas reçu l'indemnisation qui leur est due.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, combien de volontaires attendent encore une indemnisation?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il ce retard important?

Réponse (15.3.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'article 5 du règlement grand-ducal du 22 octobre 2009 relatif aux centres de traitement et aux centres de vaccination dans le cadre de la gestion d'une pandémie grippale dispose que les unités volontaires des services de secours engagées dans la gestion

de la pandémie grippale perçoivent une indemnité forfaitaire. Pour le calcul de cette indemnité forfaitaire, les centres de secours et les unités de la protection civile ont été divisés en trois catégories selon le nombre d'heures de permanence ou d'heures effectivement prestées dans le cadre de la mise en œuvre des centres de vaccination contre la grippe A/H1N1. Le montant total des indemnités s'élevait à 26.000 euros qui ont été liquidés intégralement en date du 13 octobre 2010 aux centres et unités concernés.

Question urgente 1317 (15.3.2011) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **Centre nucléaire de production électrique de Cattenom**:

La catastrophe nucléaire qui se développe actuellement au Japon, pays disposant pourtant d'une technologie de pointe et d'une conscience historique du risque de la fission atomique, prouve, si besoin en était, les risques incalculables de ce type de production d'électricité.

Malgré la forte opposition de la population du Luxembourg et de la Grande Région au moment de sa construction, une des plus grandes centrales nucléaires au monde a été érigée à moins de dix kilomètres de la frontière du Grand-Duché: le «Centre nucléaire de production électrique» de Cattenom.

Même sans évoquer le risque d'un cataclysme naturel plus important que celui retenu pour la conception du centre nucléaire, le CNPE de Cattenom est trop régulièrement l'objet «d'incidents», comme le prouve la liste des avis d'incidents publiés par la très officielle «Autorité de sûreté nucléaire» (ASN).

Pour les seuls douze derniers mois, on peut retenir:

- anomalie de conformité concernant la tenue au séisme des pompes des circuits d'eau brute secourue des réacteurs n°1 et n°2 (avis du 18 février 2011, incident au niveau 1 de l'échelle INES);

- présence de radioactivité dans le circuit de distribution d'eau déminéralisée (avis du 9 février 2011, avec rejet ponctuel de tritium dans l'environnement);

- indisponibilité partielle du système ASG d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur en raison d'une teneur en eau élevée dans l'huile de graissage (avis du 22 décembre 2010, incident au niveau 1 de l'échelle INES);

- sortie du domaine de fonctionnement autorisé du réacteur n°1 (avis du 14 septembre 2010, incident au niveau 1 de l'échelle INES);

- non-respect de la conduite à tenir à la suite de l'apparition d'une alarme (avis du 30 août 2010, incident au niveau 1 de l'échelle INES);

- détection tardive de l'indisponibilité d'une pompe d'alimentation de secours des générateurs de vapeur lors des opérations de redémarrage du réacteur n°4 (avis du 24 juin 2010, incident au niveau 1 de l'échelle INES);

- non-prise en compte du retour d'expérience conduisant à l'indisponibilité d'une pompe du circuit de contrôle volumétrique et chimique (réacteur 1) (avis du 16 avril 2010, incident au niveau 1 de l'échelle INES).

Un grand nombre de ces «incidents» concernent directement l'alimentation des circuits de refroidissement alors que l'absence de refroidissement du combustible nucléaire est à l'origine de l'immense catastrophe qui frappe actuellement le Japon. Or, une catastrophe nucléaire à Cattenom aurait pour effet d'effacer le Grand-Duché de la carte du monde!

Dans ces circonstances, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois ne doit-il pas demander à la France de faire cesser immédiatement l'exploitation du Centre nucléaire de production électrique à Cattenom?

Réponse (18.3.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

En guise de réponse à sa question, je voudrais tout d'abord renvoyer Monsieur le Député au programme gouvernemental d'août 2009 qui précise que le Gouvernement maintient son attitude critique concernant l'énergie nucléaire. Dans cette perspective, le Gouvernement s'emploiera au niveau européen à ce que les tests de résistance des centrales nucléaires européennes annoncés le 15 mars par la Commission européenne soient réalisés dans les meilleurs délais. Le Gouvernement a dans ce contexte pris connaissance avec satisfaction de la décision du Gouvernement allemand consistant à arrêter pour au moins trois mois un certain nombre de réacteurs nucléaires dans le pays et à procéder à un examen de sécurité généralisé de son parc nucléaire, et de l'annonce faite par le Premier Ministre français à l'Assemblée nationale d'un contrôle détaillé de tous les réacteurs nucléaires en France et de leur résistance aux tremblements de terre et aux inondations.

Question urgente 1326 (16.3.2011) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la **sécurité des produits alimentaires en provenance du Japon**:

En début de cette semaine, un certain nombre de pays ont annoncé qu'ils allaient mener des tests sur les produits alimentaires importés du Japon pour vérifier qu'ils n'ont pas été contaminés après l'accident nucléaire survenu dans la centrale de Fukushima à

la suite du séisme et du tsunami du vendredi dernier.

Étant donné que le Luxembourg importe une large gamme de marchandises japonaises, dont des produits alimentaires, j'aimerais poser en urgence les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur peut-il me préciser les différentes catégories de biens qui sont importés chaque année du Japon? Parmi ces marchandises, quelle est la part des produits alimentaires japonais? Pour l'heure, le Luxembourg continue-t-il d'importer des denrées japonaises?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres de la Santé et de l'Agriculture, peuvent-ils m'indiquer si le Gouvernement envisage éventuellement de prendre des mesures de précaution et de contrôle afin de garantir la sécurité alimentaire des produits importés du Japon? Ne serait-il pas plus opportun de généraliser et de coordonner une telle démarche au niveau européen?

Réponse commune (25.3.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Le volume des importations de biens réalisées en provenance du Japon s'est chiffré en 2010 à 7.393 tonnes, équivalent à une valeur de 243 millions d'euros. Les importations ont connu au cours des dernières années une croissance régulière. Depuis l'année 2005, la valeur des importations a doublé. Le volume des importations du secteur alimentaire en provenance du Japon s'est élevé à 52 tonnes en 2010. Le détail des catégories de produits importés en termes de poids et de valeur depuis le Japon est joint en annexe.

Les données relatives au commerce extérieur avec le Japon disponibles auprès du Statec comportent les importations directes, notamment par le biais de l'aéroport du Luxembourg, et les importations par d'autres États de l'Union européenne. Les statistiques publiées tant par Eurostat que par le Statec se basent normalement sur le pays de provenance et non pas sur le pays d'origine.

Les ministres soussignés entendent d'emblée préciser qu'en 2010, ni produits agricoles, ni produits de la pêche n'ont été importés directement au Luxembourg depuis le Japon.

En effet, les produits alimentaires d'origine japonaise qui sont disponibles au Luxembourg ont été importés par d'autres États membres avant d'être introduits au pays.

Ainsi, les denrées japonaises sont principalement importées par le biais des Pays-Bas (27 tonnes en 2010), de la France (13 tonnes) et de la Belgique (7 tonnes). Dès lors, les autorités de ces pays procèdent également aux contrôles sanitaires des denrées importées.

D'un point de vue statistique, les dites denrées sont donc considérées comme des biens communautaires en provenance des Pays-Bas, de la France ou de la Belgique.

Par ailleurs, la société Cargolux, qui effectue des vols directs vers le Japon, n'effectue non plus d'importation directe de denrées alimentaires depuis ce pays.

Suite à l'incident survenu dans une centrale nucléaire au Japon, les services chargés du contrôle de la sécurité alimentaire, à savoir le Service de la sécurité alimentaire pour les denrées d'origine non animale, l'Administration des Services vétérinaires pour les denrées d'origine animale, ainsi que l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (service phytosanitaire pour les végétaux frais), ont également confirmé qu'il n'y a pas d'importations directes de denrées alimentaires à partir du Japon.

Au niveau européen, le système d'alerte rapide RASFF¹, dont l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA) constitue le point de contact au niveau national, suit l'évolution des produits en provenance du Japon. La Commission européenne a conseillé aux États membres d'effectuer des tests de radiation sur les denrées alimentaires importées du Japon. Ainsi, les mesures nécessaires ont été prises afin de pouvoir procéder à des tests analytiques en cas de besoin.

En date du 17 mars 2011, les autorités sanitaires du Japon ont chargé leurs autorités locales d'inspection de faire le monitoring des niveaux de radionucléides dans les denrées alimentaires, ceci afin d'identifier et de prévenir tout risque potentiel émanant d'une contamination radioactive. Les autorités japonaises ont immédiatement transmis cette information au réseau INFOSAN².

Finalement, toute information sur l'incident nucléaire au Japon sera encore transmise via le système de notification de l'Union européenne ECURIE³. Le Service de la Radioprotection de la Direction de la Santé participe d'ailleurs à ce système d'échange.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

¹ Rapid Alert System for Food and Feed

² International Food Safety Authorities NETWORK

³ European Community Urgent Radiological Information Exchange

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu